ORGANISATION MONDIALE

DU COMMERCE

WT/DS211/R
8 août 2002

(02-4200)

Original: anglais

ÉGYPTE - MESURES ANTIDUMPING DÉFINITIVES À L'IMPORTATION DE BARRES D'ARMATURE EN ACIER EN PROVENANCE DE TURQUIE

Rapport du Groupe spécial

Le rapport du Groupe spécial *Égypte – Mesures antidumping définitives à l'importation de barres d'armature en acier en provenance de Turquie* est distribué à tous les Membres conformément au Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Il est mis en distribution non restreinte le 8 août 2002, en application des Procédures de distribution et de mise en distribution générale des documents de l'OMC (WT/L/452). Il est rappelé aux Membres que, conformément au Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, seules les parties au différend pourront faire appel du rapport d'un groupe spécial. L'appel sera limité aux questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et aux interprétations du droit données par celui-ci. Il n'y aura pas de communication *ex parte* avec le Groupe spécial ou l'Organe d'appel en ce qui concerne les questions que l'un ou l'autre examine.

Note du Secrétariat: Le présent rapport sera adopté par l'Organe de règlement des différends (ORD) dans les 60 jours suivant la date de sa distribution, à moins qu'une partie au différend ne décide de faire appel ou que l'ORD ne décide par consensus de ne pas l'adopter. S'il fait l'objet d'un appel formé devant l'Organe d'appel, il ne sera pas examiné par l'ORD, en vue de son adoption, avant l'achèvement de la procédure d'appel. Des renseignements sur la situation à cet égard peuvent être obtenus auprès du Secrétariat de l'OMC.

TABLE DES MATIÈRES

I. INTRODUCTION 1
A. PLAINTE DE LA TURQUIE 1
B. ÉTABLISSEMENT ET COMPOSITION DU GROUPE SPÉCIAL 1
C. TRAVAUX DU GROUPE SPÉCIAL 1
II. ASPECTS FACTUELS 2
III. CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES 2
A. TURQUIE 2
B. ÉGYPTE 3
IV. ARGUMENTS DES PARTIES 3
V. ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES 3
VI. RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE 3
A. DEMANDE DE LA TURQUIE 3
1. Allégation au titre du paragraphe 7 de l'Annexe II 3
2. Allégation au titre de l'article 2.4 3
3. Allégation au titre de l'article 2.2.1.1 et 2.2.2 4
B. DEMANDE DE L'ÉGYPTE 4
VII. CONSTATATIONS 4
A. INTRODUCTION 4
B. EXCEPTIONS PRÉLIMINAIRES 5
1. Défaut allégué de la Turquie de présenter des éléments *prima facie* 5
2. Demande alléguée de la Turquie pour obtenir un examen *de novo* 6
3. Présentation d'éléments de preuve qui n'avaient pas été communiqués aux autorités chargées de l'enquête 7
4. Demande visant à obtenir le rejet de certaines allégations 9
C. ALLÉGATIONS RELATIVES AU DOMMAGE ET À LA CAUSALITÉ 14
1. Allégations au titre de l'article 3.4 de l'Accord antidumping 14
a) Défaut allégué d'examiner des facteurs énumérés expressément à l'article 3.4 14
b) Défaut allégué d'examiner "tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de [la] branche [de production nationale]" 21
2. Allégation au titre de l'article 3.1 et 3.2 – Défaut allégué de fonder la constatation de sous-cotation du prix sur des éléments de preuve positifs 25
3. Allégation au titre de l'article 6.1 et 6.2 – Violation alléguée en raison de la "modification" de la "portée" de l'enquête relative au dommage, laquelle a cessé de porter sur l'existence d'une menace de dommage important pour porter sur l'existence d'un dommage important actuel 28

4. Allégation au titre de l'article 3.5 et 3.1 – Défaut allégué d'apporter des éléments de preuve spécifiques établissant un lien entre les importations et les effets défavorables du volume et des prix sur la branche de production nationale, et défaut consécutif de fonder la constatation relative à l'existence d'un lien de causalité sur des éléments de preuve positifs 34

5. Allégation au titre de l'article 3.5 – Défaut allégué de tenir compte de "facteurs connus" autres que les importations faisant l'objet d'un dumping en ce qui concerne le dommage causé à la branche de production nationale, lesquels auraient été imputés à ces mêmes importations 36

6. Allégation au titre de l'article 3.5 et 3.1 – Défaut allégué de démontrer que les importations ont causé un dommage "par les effets du dumping" 42

D. ALLÉGATIONS CONCERNANT L'ENQUÊTE RELATIVE À L'EXISTENCE D'UN DUMPING – "DONNÉES DE FAIT DISPONIBLES" 44

1. Rappel des faits 44

2. Allégation au titre de l'article 17.6 i) 44

3. Allégation au titre de l'article 6.8 et des paragraphes 5 et 6 de l'Annexe II – Recours aux "données de fait disponibles" 47

a) Article 6.8 et Annexe II 48

b) Les renseignements sur les coûts demandés par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête le 19 août et le 23 septembre 1999 étaient-ils des "renseignements nécessaires"? 69

c) Les sociétés interrogées ont-elles "refus[é] de donner accès" aux "renseignements nécessaires" ou "ne les [ont-elles] pas communiqu[és]"? 74

4. Allégation au titre de l'article 2.2.1.1, 2.2.2 et 2.4 - Le recours aux données de fait disponibles serait injustifié 83

5. Allégations au titre de l'article 6.1.1, du paragraphe 6 de l'Annexe II, et de l'article 6.2 - Délai imparti pour répondre à la demande du 19 août 1999 84

a) Allégation au titre de l'article 6.1.1 85

b) Allégation subsidiaire au titre du paragraphe 6 de l'Annexe II et de l'article 6.2 86

6. Allégation au titre de l'article 6.1.1, du paragraphe 6 de l'Annexe II et de l'article 6.2 - Délai ménagé aux sociétés Habas, Diler et Colakoglu pour répondre à la lettre en date du 23 septembre des autorités égyptiennes chargées de l'enquête 87

7. Allégation au titre du paragraphe 7 de l'Annexe II en raison de la majoration de 5 pour cent pour inflation des coûts mensuels les plus élevés déclarés par la société Habas 89

8. Allégation au titre des paragraphes 3 et 7 de l'Annexe II en raison du fait que les prix de la ferraille déclarés par la société Icdas pour septembre-octobre 1998 n'ont pas été utilisés 92

9. Allégation au titre des paragraphes 3 et 7 de l'Annexe II en raison du calcul des intérêts débiteurs mensuels les plus élevés pour la société IDC 93

E. AUTRES ALLÉGATIONS CONCERNANT L'ENQUÊTE RELATIVE À L'EXISTENCE D'UN DUMPING 94

1. Allégation au titre du paragraphe 1 de l'Annexe II; du paragraphe 6 de l'Annexe II; et de l'article 6.7 et du paragraphe 7 de l'Annexe I - Les données sur les coûts n'auraient pas été vérifiées pendant la vérification "sur place" et une vérification "par correspondance" aurait été effectuée à la place 94

2. Allégation au titre de l'article 2.4 - Le fait de demander des renseignements détaillés sur les coûts à un stade tardif de l'enquête aurait imposé une charge de la preuve déraisonnable sur les parties interrogées 96

3. Allégation au titre de l'article 6.2 et du paragraphe 6 de l'Annexe II – Rejet allégué des demandes d'organisation de réunions 98

4. Allégation au titre de l'article 2.4 - La valeur normale n'aurait pas été ajustée pour tenir compte des différences dans les conditions de vente 101

a) Rappel des faits 104

b) Évaluation par le Groupe spécial 112

5. Allégation au titre de l'article 2.2.1.1 et 2.2.2 – Compensation des intérêts créditeurs 115

a) Éléments de fait 117

b) Évaluation par le Groupe spécial 125

F. ALLÉGATION AU TITRE DE L'ARTICLE X:3 DU GATT DE 1994 127

VIII. CONCLUSIONS 127

IX. RECOMMANDATION 130

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 Premières communications écrites de la Turquie et de l'Égypte – Résumés analytiques

Annexe 2 Premières déclarations orales de la Turquie et de l'Égypte – Résumés analytiques

Annexe 3 Reformulation par la Turquie de ses allégations en réponse à une demande du Groupe spécial

Annexe 4 Réponses de la Turquie et de l'Égypte aux questions posées en relation avec la première réunion de fond du Groupe spécial

Annexe 5 Communications présentées à titre de réfutation par la Turquie et l'Égypte – Résumés analytiques

Annexe 6 Deuxièmes déclarations orales de l'Égypte et de la Turquie – Résumés analytiques

Annexe 7 Remarques orales finales de la Turquie et de l'Égypte

Annexe 8 Réponses de la Turquie et de l'Égypte aux questions posées en relation avec la deuxième réunion de fond du Groupe spécial

Annexe 9 Déclaration orale du Chili en qualité de tierce partie

Annexe 10 Communication écrite, déclaration orale et réponses des Communautés européennes aux questions, en qualité de tierce partie

Annexe 11 Communication écrite et réponses du Japon aux questions, en qualité de tierce partie

Annexe 12 Communication écrite, déclaration orale et réponses des États-Unis aux questions, en qualité de tierce partie

Annexe 13 Procédures de travail supplémentaires du Groupe spécial concernant certains renseignements commerciaux confidentiels

I. INTRODUCTION

A. PLAINTE DE LA TURQUIE

1.1 Le 6 novembre 2000, la Turquie a demandé l'ouverture de consultations avec l'Égypte conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends ("le Mémorandum d'accord"), à l'article XXIII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("GATT de 1994") et à l'article 17.3 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 ("l'Accord antidumping"), au sujet des mesures antidumping définitives appliquées par l'Égypte aux importations de barres d'armature en acier pour le béton ("barres d'armature") en provenance de Turquie.[1]

1.2 Les consultations demandées ont eu lieu du 3 au 5 décembre 2000 et les 3 et 4 janvier 2001, mais elles n'ont pas permis à la Turquie et à l'Égypte d'arriver à un règlement mutuellement satisfaisant de la question.

1.3 Le 3 mai 2001, la Turquie a demandé l'établissement d'un groupe spécial afin que celui-ci examine la question.[2]

B. ÉTABLISSEMENT ET COMPOSITION DU GROUPE SPÉCIAL

1.4 À sa réunion du 20 juin 2001, l'Organe de règlement des différends ("l'ORD") a établi un groupe spécial conformément à la demande présentée par la Turquie dans le document WT/DS/211/2 et Corr. 1, et conformément à l'article 6 du Mémorandum d'accord.

1.5 À cette réunion, les parties au différend sont également convenues que le Groupe spécial serait doté du mandat type. Le mandat du Groupe spécial est donc le suivant:

> "Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés cités par la Turquie dans le document WT/DS211/2 et Corr.1, la question portée devant l'ORD par la Turquie dans ce document; faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords."

1.6 Le 18 juillet 2001, les parties sont convenues que le Groupe spécial aurait la composition suivante:

Président: M. Peter Palecka

Membres: M. Daniel Moulis
M. Virachai Plasai

1.7 Le Chili, les Communautés européennes, les États-Unis et le Japon se sont réservé le droit de participer en qualité de tierces parties aux travaux du Groupe spécial.

C. TRAVAUX DU GROUPE SPÉCIAL

1.8 Le Groupe spécial s'est réuni avec les parties les 27 et 28 novembre 2001 ainsi que les 25 et 26 février 2002. Il s'est réuni avec les tierces parties le 27 novembre 2001.

---

[1] WT/DS/211/1.
[2] WT/DS/211/2 et Corr. 1.

1.9 Le 21 mai 2002, le Groupe spécial a remis son rapport intérimaire aux parties (Voir la section VI, *infra*).

II. ASPECTS FACTUELS

2.1 Le présent différend a trait à l'imposition par l'Égypte d'une mesure antidumping définitive qui frappe les importations de barres d'armature en provenance de Turquie, qui relèvent de la position 72.14.00.00 et des sous-positions y afférentes du Tarif douanier harmonisé de l'Égypte.

2.2 Les 23 et 26 décembre 1998, deux demandes ont été déposées par Ezz Steel Company ("All Ezz") et Alexandria National Iron and Steel Company ("Alexandria National") auprès du Département de la politique commerciale internationale de l'Égypte ("l'ITPD"), à savoir les autorités égyptiennes chargées de l'enquête. Les demandeurs ont allégué que les importations de barres d'armature originaires de Turquie faisaient l'objet d'un dumping en Égypte et menaçaient de causer un dommage important à la branche de production nationale depuis le deuxième semestre de 1998. Le 6 février 1999, l'avis d'ouverture de l'enquête antidumping a été publié au Journal officiel de l'Égypte.

2.3 Le 21 octobre 1999, l'Égypte a publié au Journal officiel un avis concernant l'application de droits antidumping définitifs aux importations de barres d'armature en acier originaires de la Turquie ou exportées depuis ce pays. Les droits antidumping imposés s'établissaient comme suit:

Fabricant/Exportateur	**Droit (%)**
Habas	22,63
Diler	27
Colakoglu	45
ICDAS	30
IDC	61
Ekinciler	61
Autres*	61

* Dans l'avis publié par l'Égypte, il est indiqué que le taux "Autres" a été calculé d'après le taux le plus élevé, et que si une société souhaitait commencer à exporter, le taux applicable serait le taux le plus élevé, conformément à l'article 37.3 du règlement d'application de la Loi n° 161/1998 concernant la protection de l'économie nationale contre l'effet des pratiques dommageables dans le commerce international.[3]

III. CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES

A. TURQUIE

3.1 La Turquie demande au Groupe spécial de constater que l'enquête antidumping menée par l'Égypte et que la détermination antidumping finale établie par celle-ci par l'Égypte étaient incompatibles avec l'article X:3 du GATT de 1994 et avec les articles 2.2, 2.4, 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 6.1, 6.2, 6.6, 6.7 et 6.8 ainsi qu'avec les paragraphes 1, 3, 5, 6 et 7 de l'Annexe II et le paragraphe 7 de

[3] Pièce n° 17 de la Turquie, page 4.

l'Annexe I de l'Accord antidumping et, qu'en conséquence, les mesures annulent et compromettent les avantages résultant pour la Turquie du GATT de 1994 et de l'Accord antidumping.

B. ÉGYPTE

3.2 L'Égypte demande au Groupe spécial: 1) de constater que les mesures antidumping appliquées par l'Égypte aux importations de barres d'armature en provenance de Turquie sont conformes aux obligations de l'Égypte au titre du GATT de 1994 et de l'Accord antidumping, et 2) donc, de rejeter les allégations avancées par la Turquie.

IV. ARGUMENTS DES PARTIES

4.1 Les arguments des parties sont exposés dans leurs communications au Groupe spécial. Les résumés analytiques qu'ont faits les parties de leurs communications sont joints au présent rapport sous forme d'annexes (Voir la liste des annexes, page iv). On trouvera également dans les annexes le texte intégral des réponses des parties aux questions qui leur ont été posées par le Groupe spécial et par l'autre partie.

V. ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES

5.1 Les arguments des tierces parties – le Chili, les Communautés européennes, le Japon et les États-Unis – sont exposés dans leurs communications au Groupe spécial. Ces communications en texte intégral sont jointes au présent rapport; on les trouvera aux annexes 9, 10, 11 et 12, respectivement (Voir la liste des annexes, page iv).

VI. RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE

6.1 Le 21 mai 2002, nous avons remis notre rapport intérimaire aux parties. Les deux parties ont demandé par écrit que soient réexaminés des aspects précis du rapport intérimaire. Aucune des deux parties n'a demandé la tenue d'une réunion aux fins du réexamen intérimaire, et aucune n'a présenté d'observations par écrit concernant la demande de réexamen intérimaire présentée par l'autre partie.

A. DEMANDE DE LA TURQUIE

1. Allégation au titre du paragraphe 7 de l'Annexe II

6.2 Dans sa demande de réexamen intérimaire, la Turquie a indiqué que l'allégation dont il est question au paragraphe 7.300 était exposée comme si la seule question soulevée était celle du taux d'inflation estimatif en Turquie au cours de la période visée. Elle maintient que cette allégation soulève également la question des ajustements arbitraires apportés aux données communiquées sur les coûts dans le contexte des données de fait disponibles.

6.3 Nous avons modifié le paragraphe 7.300 afin d'indiquer que le taux d'inflation estimatif est la principale question soulevée dans l'allégation. Nous notons que le second aspect mentionné par la Turquie est examiné au paragraphe 7.303, que nous n'avons pas modifié. Enfin, nous avons modifié le paragraphe 7.305 pour tenir compte du second aspect de l'allégation de la Turquie.

2. Allégation au titre de l'article 2.4

6.4 Dans sa demande de réexamen intérimaire, la Turquie a mis en cause la façon dont nous avions décrit au paragraphe 7.384 l'importance des mentions figurant dans certaines réponses des sociétés au questionnaire antidumping et se rapportant au traitement des frais de crédit dans les registres des prix de revient.

6.5 Nous avons modifié le paragraphe 7.384 pour supprimer la description mise en cause par la Turquie.

3. Allégation au titre de l'article 2.2.1.1 et 2.2.2

6.6 Dans sa demande de réexamen intérimaire, la Turquie a mis en doute l'exactitude de la qualification au paragraphe 7.423 de la demande de renseignements présentée par les autorités chargées de l'enquête concernant la question de la compensation des intérêts créditeurs et des réponses de certaines sociétés à cette demande. Nous avons modifié la ponctuation de la phrase en question et ajouté une note de bas de page pour préciser la nature des renseignements demandés dont il est question dans ce paragraphe. Nous avons également modifié le paragraphe 7.426 pour nous reporter à l'étape de l'enquête au cours de laquelle la question de la relation entre la production et les intérêts créditeurs s'était posée et pour indiquer la façon dont elle avait été traitée par les sociétés interrogées.

B. DEMANDE DE L'ÉGYPTE

6.7 Dans sa demande de réexamen intérimaire, l'Égypte a relevé que deux des sociétés interrogées dans le cadre de l'enquête antidumping étaient mentionnées par erreur aux paragraphes 7.250 à 7.252. Nous avons modifié ces paragraphes pour corriger ces erreurs.

VII. CONSTATATIONS

A. INTRODUCTION

7.1 Tout au long de nos travaux, s'est posée la question de la relation entre, d'une part, ce que les autorités chargées de l'enquête sont tenues de faire en vertu des dispositions de l'Accord antidumping lorsqu'elles mènent une enquête antidumping et établissent les déterminations requises et, d'autre part, ce que les parties intéressées devraient elles-mêmes apporter dans le cadre de l'enquête, en termes d'éléments de preuve ou d'arguments, pour que les questions qui les préoccupent soient examinées et prises en considération au cours de l'enquête et dans les déterminations établies par les autorités compétentes.

7.2 Nous notons à cet égard que l'Accord antidumping semble imposer aux autorités chargées de l'enquête deux types d'obligations de forme, à savoir, d'une part, celles qui sont énoncées explicitement et en détail et qui doivent être exécutées d'une manière particulière dans le cadre de chaque enquête et, d'autre part, celles qui posent certains principes en matière de régularité de la procédure, mais dont les modalités d'exécution exactes sont laissées à l'appréciation des autorités chargées de l'enquête. À notre avis, le premier type d'obligations doit être exécuté par les autorités chargées de l'enquête de leur propre initiative et exactement de la manière indiquée dans l'Accord antidumping. Les parties intéressées n'ont pas besoin et ne sont pas tenues d'évoquer ces questions et obligations au cours de l'enquête pour protéger leurs droits au titre de l'Accord antidumping.

7.3 Toutefois, en ce qui concerne le second type d'obligations, les actions d'une partie intéressée au cours de l'enquête sont déterminantes pour ce qui est de la protection des droits résultant pour elle de l'Accord antidumping. Comme l'Organe d'appel l'a fait observer dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*[4], "pour achever leurs enquêtes, les autorités chargées de l'enquête sont en droit d'attendre un degré d'effort très important – au mieux de leurs possibilités – des exportateurs soumis à enquête".[5] Il a ajouté que "la coopération [était], en fait, un processus allant dans les deux sens qui

[4] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon* ("*États-Unis – Acier laminé à chaud*"), WT/DS184/AB/R, adopté le 23 août 2001.

[5] *Ibid.*, paragraphe 102.

suppos[ait] un effort conjoint".[6] Compte tenu de ce processus allant dans les deux sens et servant à obtenir les renseignements sur lesquels les déterminations sont fondées en dernière analyse, lorsque les autorités chargées de l'enquête ont l'obligation de "ménager … [aux] parties intéressées la possibilité" de présenter des éléments de preuve et/ou des arguments sur une question donnée, et que les parties intéressées n'ont elles-mêmes fait aucun effort au cours de l'enquête pour présenter ces éléments de preuve et/ou ces arguments, il se peut que le dossier ne renferme aucun élément de fait permettant à un groupe spécial de se prononcer sur la question de savoir si oui ou non une "possibilité", soit n'a pas été "ménagée", soit a été refusée. De même, lorsque l'Accord antidumping laisse à l'appréciation et à la discrétion des autorités chargées de l'enquête le soin de trancher un point donné en s'appuyant sur le dossier dont elles sont saisies, et que les autorités chargées de l'enquête ont ménagé aux parties intéressées la possibilité de consigner au dossier des renseignements et des arguments sur ce point, la décision d'une partie intéressée de ne pas présenter de communications lui appartient; elle n'appartient pas aux autorités chargées de l'enquête et ne peut être infirmée ultérieurement par un groupe spécial de l'OMC établi pour régler le différend.[7]

B. EXCEPTIONS PRÉLIMINAIRES

7.4 L'Égypte a soulevé trois questions à titre d'exceptions préliminaires, mais elle ne nous a pas demandé de nous prononcer sur ces questions à titre préliminaire. Les exceptions préliminaires soulevées par l'Égypte sont les suivantes: i) que la Turquie n'a pas établi *prima facie* qu'il y avait violation des articles pertinents du GATT de 1994 et de l'Accord antidumping, ii) que la Turquie cherche à nous amener à procéder à un examen *de novo* des éléments de preuve qui ont été présentés aux autorités égyptiennes chargées de l'enquête et à agir de manière contraire au critère d'examen prescrit, tel qu'il est énoncé à l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping[8], et iii) que la Turquie a présenté certains éléments de preuve nouveaux dans le cadre de la présente procédure qui n'avaient pas été communiqués aux autorités égyptiennes au cours de leur enquête.[9] L'Égypte nous a également demandé de rejeter certaines allégations au motif qu'elles déborderaient le cadre de notre mandat.

1. Défaut allégué de la Turquie de présenter des éléments *prima facie*

7.5 S'agissant de l'affirmation de l'Égypte selon laquelle la Turquie n'a pas établi *prima facie* qu'il y avait violation, il est clair pour nous qu'il incombe à la partie plaignante de présenter des éléments *prima facie* dans le cadre de tout différend dont est saisie l'OMC, indépendamment de la question de savoir si une partie soulève la question ou non. Nous rappelons à cet égard que l'Organe d'appel a dit, dans le cadre de l'affaire *CE – Hormones*:

> "La charge de la preuve incombe initialement à la partie plaignante, qui doit fournir un commencement de preuve d'incompatibilité avec une disposition particulière de l'Accord SPS en ce qui concerne la partie défenderesse, ou plus exactement, sa (ses) mesure(s) SPS faisant l'objet de la plainte. Une fois que ce commencement de preuve

[6] *Ibid.*, paragraphe. 104.

[7] Comme le Groupe spécial l'a relevé dans l'affaire *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon* ("*États-Unis – Acier laminé à chaud*"), "les erreurs commises au cours de l'enquête ne peuvent pas être corrigées dans des communications ultérieures adressées à un groupe spécial de l'OMC". (Rapport du Groupe spécial, WT/DS184/R, adopté le 23 août 2001, tel qu'il a été modifié par l'Organe d'appel, WT/DS184/AB/R, paragraphe 7.246.) Il est question des autorités chargées de l'enquête dans le passage cité, mais nous estimons que le principe qui est en jeu est également valable en l'espèce.

[8] Première communication écrite de l'Égypte, pages 16 à 18.

[9] *Ibid.*, page 73.

> a été apporté, la charge de la preuve passe à la partie défenderesse, qui doit à son tour repousser ou réfuter l'incompatibilité alléguée."[10]

7.6 En outre, dans le cadre de l'affaire *Corée – Produits laitiers*, l'Organe d'appel a dit:

> "Aucune disposition du Mémorandum d'accord ni de l'*Accord sur les sauvegardes* n'exige d'un groupe spécial qu'il se prononce expressément sur le point de savoir si le plaignant a apporté un commencement de preuve de violation avant de procéder à l'examen des moyens de défense et des éléments de preuve du défendeur."[11]

7.7 Nous nous rallions au point de vue de l'Organe d'appel, et comme nous n'avons pu trouver aucune disposition du genre dans l'Accord antidumping non plus, nous nous abstiendrons de nous prononcer à ce stade sur la question de savoir si la Turquie a présenté ou non des éléments *prima facie*, mais nous procéderons à l'examen des éléments de fond de l'affaire dont nous avons été saisis par la Turquie.

2. Demande alléguée de la Turquie pour obtenir un examen *de novo*

7.8 Concernant l'affirmation de l'Égypte selon laquelle la Turquie voudrait que le Groupe spécial procède à un examen *de novo* des éléments de preuve qui ont été présentés aux autorités égyptiennes chargées de l'enquête, il est clair que dans tout différend au titre de l'Accord antidumping, un groupe spécial doit adhérer au critère d'examen énoncé à l'article 17.6 i) de cet accord, qui lui interdit de procéder à un examen *de novo*.

7.9 L'article 17.6 i) de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

7.10 "Lorsqu'il examinera la question visée au paragraphe 5:

> i) dans son évaluation des faits de la cause, le groupe spécial déterminera si l'établissement des faits par les autorités était correct et si leur évaluation de ces faits était impartiale et objective. Si l'établissement des faits était correct et que l'évaluation était impartiale et objective, même si le groupe spécial est arrivé à une conclusion différente, l'évaluation ne sera pas infirmée;"

7.11 Bien que l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping traite expressément de ce point, nous trouvons également des indications à ce sujet dans les observations qui ont été formulées par l'Organe d'appel dans le cadre de l'affaire *CE – Hormones* concernant les dispositions de l'article 11 du Mémorandum d'accord, à propos de l'"évaluation objective" des faits à laquelle doit procéder un groupe spécial:

> "En ce qui concerne l'établissement des faits, les activités des groupes spéciaux à cette fin sont toujours subordonnées aux prescriptions de l'article 11 du Mémorandum d'accord: le critère applicable n'est ni l'examen *de novo* proprement dit, ni la "déférence totale", mais "l'évaluation objective des faits". Nombre de groupes spéciaux ont refusé par le passé de se livrer à un réexamen complet, à raison étant donné que dans le cadre des pratiques et des systèmes actuels ils ne sont guère à même d'effectuer pareil réexamen. À l'inverse, il a été dit

---

[10] Rapport de l'Organe d'appel, *Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (Hormones)* ("*CE – Hormones*"), WT/DS26/AB/R, WT/DS48/AB/R, adopté le 13 février 1998, paragraphe 98.

[11] Rapport de l'Organe d'appel, *Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers* ("*Corée – Produits laitiers*"), WT/DS98/AB/R, adopté le 12 janvier 2000, paragraphe 145.

> à juste titre que "s'en remettre totalement ... aux constatations des autorités nationales ne saurait garantir l'"évaluation objective" prévue par l'article 11 du Mémorandum d'accord".[12]

7.12 Nous relevons aussi la décision qui a été rendue par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*, lorsqu'il a dit[13]:

> "Bien que les groupes spéciaux ne soient pas habilités à procéder à un examen *de novo* des éléments de preuve ni à *substituer* leurs propres conclusions à celles des autorités compétentes, nous tenons à souligner que cela *ne* signifie *pas* qu'ils doivent simplement *accepter* les conclusions des autorités compétentes."

7.13 Cela a été confirmé dans le cadre d'une affaire antidumping par le Groupe spécial qui était chargé de l'affaire *Guatemala – Ciment II*, qui a dit:

> "Nous estimons qu'il ne nous appartient pas de procéder à un nouvel examen des éléments de preuve qui ont été présentés en l'espèce aux autorités chargées de l'enquête. L'article 17 indique clairement que notre tâche consiste plutôt à examiner la détermination établie par les autorités chargées de l'enquête. Plus précisément, nous devons déterminer si l'établissement des faits auquel elles ont procédé était correct et si leur évaluation de ces fait étaient impartiale et objective."[14]

7.14 Compte tenu de ce qui précède, nous sommes donc conscients que nous ne devrions pas nous engager dans un examen *de novo* des faits qui ont été communiqués aux autorités égyptiennes compétentes. Notre tâche consiste plutôt à examiner les déterminations qui ont été établies par ces autorités, compte tenu des éléments de preuve versés au dossier dont elles étaient saisies. Comme cela deviendra évident à la lumière des faits de la cause, nous avons jugé nécessaire d'entreprendre un examen détaillé des éléments de preuve qui avaient été présentés aux autorités égyptiennes chargées de l'enquête pour pouvoir être en mesure de déterminer si des autorités objectives et impartiales auraient pu parvenir aux déterminations que la Turquie conteste en l'espèce.

3. Présentation d'éléments de preuve qui n'avaient pas été communiqués aux autorités chargées de l'enquête

7.15 La troisième question est l'allégation de l'Égypte selon laquelle des éléments de preuve qui ont été présentés par la Turquie au cours de la présente procédure, dans le but de démontrer que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête avaient commis des erreurs dans leur analyse et leurs déterminations au cours de l'enquête antidumping sur les barres d'armature, éléments de preuve qui n'avaient pas été communiqués aux autorités chargées de l'enquête dans le cadre de cette enquête, ne peuvent pas être examinés par nous.[15] L'Égypte, s'appuyant sur l'article 17.5 ii) de l'Accord

---

[12] *Ibid.*, paragraphe 117.

[13] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Mesures de sauvegarde à l'importation de viande d'agneau fraîche, réfrigérée ou congelée en provenance de Nouvelle-Zélande et d'Australie* ("*États-Unis – Viande d'agneau*"), WT/DS177/AB/R, WT/DS178/AB/R, adopté le l6 mai 2001, paragraphe 106.

[14] Rapport du Groupe spécial *Guatemala – Mesures antidumping définitives concernant le ciment Portland gris en provenance du Mexique* ("*Guatemala – Ciment II*"), WT/DS156/R, adopté le 17 novembre 2000, paragraphe 8.19.

[15] Première communication écrite de l'Égypte, pages 18 et 73. L'Égypte fait état des documents suivants à la page 73: *AMM Weekly Steel Scrap Price Composite for 1998* – pièce n° 13 de la Turquie, et *Metal Bulletin – 1998 European Iron Steel Scrap Prices for 1998*, pièce n° 14 de la Turquie. Dans l'exposé oral que l'Égypte a fait devant le Groupe spécial le 27 novembre 2001, elle a également fait état des documents suivants en les assimilant à de "nouveaux éléments de preuve" présentés par la Turquie: un article du *Dow Jones Commodity Service* – rapport du 11 septembre 1997, intitulé "NKK Singapore to Build Steel Bar Mill for Egypt Steelmaker" et un article du *Middle East Economic Digest* – rapport du 6 mars 1998, intitulé "Egypt: Alexandria National Iron and Steel Company (Ces deux articles sont mentionnés par la Turquie dans sa

antidumping, fait valoir que nous devrions rejeter ces éléments de preuve parce qu'ils n'ont pas été communiqués aux autorités chargées de l'enquête au cours de l'enquête proprement dite.

7.16 L'article 17.5 ii) dispose ce qui suit:

> "L'ORD, à la demande de la partie plaignante, établira un groupe spécial ("panel") qu'il chargera d'examiner la question, en se fondant:
>
> > ii) sur les faits communiqués conformément aux procédures internes appropriées aux autorités du Membre importateur."

7.17 La Turquie ayant confirmé que les éléments de preuve mentionnés n'ont pas été communiqués aux autorités chargées de l'enquête conformément aux procédures internes appropriées, mais qu'ils ont été présentés pour la première fois dans le cadre de la procédure que nous conduisons, l'Égypte fait valoir que nous devrions en faire abstraction. Elle étaye sa prétention sur la constatation formulée par le Groupe spécial qui était chargé de l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*[16], qui a dit:

> "Il nous semble clair, au regard de cette disposition [l'article 17.5 ii) de l'Accord antidumping], qu'un groupe spécial ne peut pas, lorsqu'il examine une allégation de violation de l'Accord antidumping dans une détermination donnée, prendre en compte des faits ou des éléments de preuve qu'une partie lui a présentés dans le but de démontrer l'existence d'une erreur dans la détermination concernant des questions que les autorités ont étudiées et sur lesquelles elles se sont prononcées, à moins qu'ils n'aient été communiqués conformément aux procédures internes appropriées aux autorités du pays procédant à l'enquête au cours de celle-ci."

7.18 La Turquie fait valoir, dans sa réponse à une question que nous lui avons posée par écrit pendant la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties[17], au sujet de la valeur des éléments de preuve en question et du cadre juridique dans lequel nous devrions prendre ces documents en considération, que la raison pour laquelle ces éléments de preuve n'ont pas été présentés au cours de l'enquête était que les exportateurs turcs avaient l'impression que l'enquête relative à l'existence d'un dommage menée par les autorités chargées de l'enquête portait sur l'existence d'une menace de dommage important et non pas sur l'existence d'un dommage important "actuel".[18]

7.19 Par ailleurs, la Turquie estime que si nous devions décider, au regard de l'article 17.5 ii), que le dossier dont nous pouvons tenir compte devrait se limiter de manière générale aux faits qui ont été communiqués aux autorités chargées de l'enquête au cours de leur enquête, nous devrions néanmoins adopter le principe juridique consistant à dresser le "constat judiciaire" de certains autres faits.[19] À

---

première communication écrite au titre de l'allégation C.2, mais ils n'ont pas été communiqués par la Turquie en tant que pièces); le formulaire 10-Q adressé par la *Birmingham Steel Corporation* à la Commission des opérations de bourse (SEC), pièce n° 19 de la Turquie, et l'étude d'*EFG – Hermes*, pièce n° 32 de la Turquie.

[16] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 7.6.

[17] Dans la question n° 4 adressée à la Turquie, qui figure dans les *Questions écrites posées par le Groupe spécial*, lesquelles sont datées du 28 novembre 2001, nous lui avons demandé: "La Turquie pourrait-elle apporter des précisions concernant les pièces n° 13, 14, 19 et 32 de la Turquie et les documents énumérés dans les notes de bas de page 16 et 17 de sa première communication écrite. Ces documents ont-ils été communiqués aux autorités égyptiennes chargées de l'enquête et, dans l'affirmative, quand ont-ils été communiqués? Dans le cas contraire, veuillez présenter des arguments juridiques indiquant sur quelle base le Groupe spécial pourrait prendre ces documents en considération." – Annexe 4-1.

[18] Cet aspect est examiné dans la section VII.C.3, *infra*.

[19] À la page 3 de sa réponse du 7 décembre 2001 à la question n° 4 qui lui a été adressée, qui figure dans les *Questions écrites posées par le Groupe spécial*, lesquelles sont datées du 28 novembre 2001, la Turquie a dit: "Dans la common law anglaise et américaine, les preuves présentées devant un tribunal sont le plus souvent testimoniales ou matérielles. Mais il est une exception à la règle selon laquelle la partie qui avance une

notre connaissance, le principe du "constat judiciaire" n'est pas appliqué à l'OMC. Certes, nous, les membres du Groupe spécial, sommes au courant de questions ayant trait à la vie, à la nature et à la société. Mais la question qui se pose n'est pas celle de savoir ce que nous, les membres du Groupe spécial, connaissons ou devrions admettre comme étant connu par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête. La question qui se pose est celle de savoir ce qu'ont fait les autorités égyptiennes chargées de l'enquête et ce qui était attendu d'elles en vertu de l'Accord antidumping au moment de leur enquête.

7.20 Comme les éléments de preuve avancés par la Turquie et contestés par l'Égypte se rapportent exclusivement à la détermination de l'existence d'un dommage établie par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête et à l'existence d'un lien de causalité entre le dommage et les importations faisant l'objet d'un dumping, nous observons que l'article 3.5 de l'Accord antidumping renferme lui aussi un libellé précis concernant la question des éléments de preuve. Les dispositions pertinentes de cet article se lisent ainsi:

> "La démonstration d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale se fondera sur l'examen de tous les éléments de preuve pertinents *dont disposent les autorités.*" (pas d'italique dans l'original) En outre, nous nous rallions au point de vue du Groupe spécial qui était chargé de l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*[20], qui a dit:
>
> "La conclusion selon laquelle nous n'allons pas examiner de nouveaux éléments de preuve en ce qui concerne les allégations au titre de l'Accord antidumping découle non seulement de l'article 17.5 ii) mais aussi du fait qu'un groupe spécial ne doit pas procéder à un examen "*de novo*" des questions que les autorités chargées de l'enquête ont étudiées et sur lesquelles elles se sont prononcées."

7.21 Il est évident pour nous (et, de fait, il n'y a aucun désaccord sur ce point entre les parties) que les éléments de preuve en question, qui ont été avancés par la Turquie dans le cadre du différend dans le but de contester les déterminations établies par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête au cours de leur enquête antidumping, n'ont pas été communiqués à celles-ci au cours de l'enquête conformément aux procédures internes appropriées, comme l'exigeait l'article 17.5 ii), et il est évident par ailleurs que l'examen de nouveaux éléments de preuve de cette nature peut être interprété comme un examen *de novo*, ce qui n'est pas possible. Nous ne prendrons donc pas ces éléments de preuve en considération lorsque nous examinerons les mesures que sont les déterminations et actions des autorités égyptiennes chargées de l'enquête.

4. Demande visant à obtenir le rejet de certaines allégations

7.22 Outre les exceptions préliminaires dont il est question plus haut, l'Égypte nous demande également de rejeter certaines allégations formulées par la Turquie, au motif que ces allégations

---

proposition doit en établir la preuve, qui concerne les faits qui peuvent faire l'objet d'un "constat judiciaire". Aux États-Unis, une règle fédérale relative à l'établissement de la preuve autorise tant les tribunaux de première instance que les tribunaux d'appel à dresser le "constat judiciaire" de faits qui ne peuvent être raisonnablement contestés car ils sont 1) soit généralement connus, 2) soit susceptibles d'être vérifiés facilement et précisément, d'après des sources dont l'exactitude ne peut raisonnablement être mise en doute. [...] La première catégorie de faits qui peut faire l'objet d'un constat judiciaire comprend les faits qui sont "si bien connus qu'en exiger la preuve constituerait un gaspillage de ressources judiciaires; des personnes raisonnablement bien informées ne pourraient tout simplement pas avoir des opinions différentes en la matière". La deuxième catégorie de fait comprend les faits que "l'on peut vérifier facilement en faisant appel à des sources dont la fiabilité ne peut être raisonnablement mise en doute". " – Annexe 4-1.

[20] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 7.7.

n'entreraient pas dans le mandat du Groupe spécial et que nous n'en serions donc pas saisis à bon droit.[21]

7.23 Comme il semblait y avoir certaines différences entre les allégations de la Turquie, telles qu'elles sont formulées dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial[22], et les allégations et arguments juridiques figurant dans sa première communication écrite, nous lui avons demandé, à l'occasion de la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties le 28 novembre 2001, de "résumer les arguments juridiques qu'elle avançait à l'appui de chacune de ses allégations, en citant les dispositions respectives de l'Accord antidumping et du GATT de 1994, et en expliquant brièvement, à la lumière de la Convention de Vienne sur le droit des traités, de quelle façon les circonstances de fait étaient attentatoires à ces dispositions".[23] L'Égypte, dans la communication qu'elle a présentée à titre de réfutation, a affirmé que la Turquie "s'était servie de sa réponse du 7 décembre 2001 aux questions du Groupe spécial pour 1) présenter de nouvelles allégations; et 2) modifier des allégations existantes concernant le dommage et le dumping qui n'étaient pas mentionnées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial."[24]

7.24 L'Égypte s'est élevée notamment contre les allégations suivantes, telles que la Turquie les a formulées dans sa réponse à notre question:

a) Les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'ont pas examiné des facteurs influant sur les prix intérieurs conformément à l'article 3.4.

b) L'Égypte a violé les dispositions du paragraphe 6 de l'Annexe II de l'Accord antidumping en envoyant la lettre du 19 août 1999 aux sociétés turques interrogées.

c) Les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont violé l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping.

d) Les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont violé les dispositions du paragraphe 3 de l'Annexe II de l'Accord antidumping et de l'article X:3 du GATT de 1994 lorsqu'elles ont choisi les données de fait qui seraient utilisées comme données de fait disponibles.[25]

7.25 Au vu de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Turquie[26] et de la réponse de celle-ci à la question n° 1 que nous lui avons adressée, il est clair pour nous que, exception faite de l'article 17.6 i), la Turquie a mentionné expressément dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial toutes les dispositions susmentionnées, qui auraient été violées par l'Égypte. Toutefois, il est également clair à nos yeux que la façon dont certaines des dispositions sont mentionnées dans la "reformulation" par la Turquie de ses allégations[27] ne correspondent pas exactement aux allégations qui sont formulées dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Cela étant, nous avons demandé à l'Égypte de nous fournir, pour chacune des allégations qu'elle nous demande de rejeter, l'analyse en deux parties dont il a été question dans le cadre des affaires

[21] Réfutation écrite de l'Égypte, datée du 19 décembre 2001, page 14.
[22] Document WT/DS211/2 du 11 mai 2001.
[23] Question n° 1 adressée à la Turquie, qui figure dans les *Questions écrites posées par le Groupe spécial*, lesquelles sont datées du 28 novembre 2001 – Annexe 4-1.
[24] Réfutation écrite de l'Égypte, page 1
[25] *Ibid.*
[26] Document WT/DS211/2, tel qu'il a été modifié.
[27] Réponse écrite de la Turquie, datée du 7 décembre 2001, à la question n° 1 figurant dans les *Questions posées par le Groupe spécial*, lesquelles sont datées du 28 novembre 2001 – Annexe 4-1.

Corée – Produits laitiers[28] et *CE – Linge de lit*[29], en ce qui concerne le prétendu manque de clarté de la demande d'établissement d'un groupe spécial et des éléments de preuve de tout préjudice que ce manque de clarté aurait porté à la capacité de l'Égypte de défendre ses intérêts en l'espèce.[30]

7.26 Dans sa réponse à la question que nous lui avons adressée, l'Égypte affirme qu'il lui a été porté préjudice en ce qui concerne les allégations suivantes:[31,32]

a) Allégations au titre de l'article 3.4 concernant les "facteurs qui influent sur les prix intérieurs"

L'Égypte soutient que la Turquie présente les mêmes arguments en ce qui concerne l'article 3.4 et l'article 3.5 et qu'elle allègue qu'il y a une violation de l'article 3.4 ou de l'article 3.5 et que les allégations de la Turquie concernant ces deux dispositions, telles qu'elles sont formulées aux points 3 et 4 de la demande d'établissement d'un groupe spécial, n'ont pas été clarifiées dans la première communication écrite de ce pays, ni ultérieurement. L'Égypte est d'avis que l'article 3.4 et l'article 3.5 établissent des obligations multiples, et que si une allégation au titre de ces articles n'est pas présentée avec suffisamment de clarté, la charge devient trop lourde pour les sociétés interrogées, et le Groupe spécial et la société interrogée risquent tous deux d'être induits en erreur quant aux allégations qui sont effectivement formulées à l'encontre de la société interrogée. L'Égypte affirme qu'il n'était pas clairement indiqué au titre de quelle disposition de l'article 3 la Turquie présentait ses arguments concernant les "facteurs qui influent sur les prix intérieurs" et qu'il lui a été porté préjudice en ce qui concerne la préparation de sa défense au sujet desdits facteurs.[33]

b) Paragraphe 6 de l'Annexe II

L'Égypte soutient que dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Turquie, celle-ci a allégué d'une violation des dispositions du paragraphe 6 de l'Annexe II au sujet du délai accordé aux sociétés interrogées pour répondre à la lettre du 19 août 1999[34], mais que dans la reformulation de ses allégations[35], la Turquie a allégué en outre que le simple fait d'envoyer la lettre du 19 août 1999 constituait également une violation des dispositions du paragraphe 6. Comme le paragraphe 6 dispose que les autorités chargées de l'enquête devraient accorder à une partie la possibilité de fournir des explications complémentaires dans un délai raisonnable sur les raisons pour lesquelles les renseignements qu'elle a fournis ne devraient pas être

[28] Rapport de l'Organe d'appel, *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 6.

[29] Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde* ("*CE – Linge de lit*"), WT/DS141/R, adopté le 12 mars 2001, tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS141/AB/R, paragraphe 6.26.

[30] Question n° 6 adressée à l'Égypte figurant dans les *Questions écrites posées par le Groupe spécial*, lesquelles sont datées du 27 février 2002 – Annexe 4-2.

[31] Réponse de l'Égypte, datée du 13 mars 2002, à la question n° 6 figurant dans les *Questions écrites posées par le Groupe spécial*, lesquelles sont datées du 27 février 2002 – Annexe 8-2.

[32] Comme ces allégations sont les seules qui ont été traitées par l'Égypte dans sa réponse à la question que nous lui avons adressée, nous présumons que ce sont les seules questions que l'Égypte souhaiterait nous voir examiner dans ce contexte et nous limiterons donc nous aussi notre analyse à ces questions.

[33] Réponse écrite de l'Égypte, datée du 13 mars 2002, à la question n° 6 qui lui a été adressée et qui figure dans les *Questions écrites posées par le Groupe spécial*, lesquelles sont datées du 27 février 2002 – Annexe 8-2.

[34] Pièce n° 11 de la Turquie.

[35] Réponse écrite de la Turquie, datée du 7 décembre 2001, à la question n° 1 qui lui a été adressée et qui figure dans les *Questions écrites posées par le Groupe spécial*, lesquelles sont datées du 28 novembre 2001 – Annexe 8-1.

rejetés, l'Égypte ne comprend pas sur quoi se fonde l'allégation de la Turquie puisque celle-ci n'a fourni aucune explication complémentaire ni précision. L'Égypte soutient que l'absence d'explication concernant l'allégation a gravement porté atteinte à sa capacité de défendre ses intérêts.[36]

c) Paragraphe 3 de l'Annexe II et article X:3 du GATT de 1994

S'agissant de la violation alléguée des dispositions du paragraphe 3 de l'Annexe II, l'Égypte soutient que la Turquie n'a pas désigné l'obligation énoncée dans cette disposition à laquelle les autorités égyptiennes chargées de l'enquête auraient manqué lorsqu'elles ont choisi les "données de fait disponibles", empêchant ainsi l'Égypte de présenter une défense valable, étant donné que le paragraphe 3 concerne les circonstances dans lesquelles les données communiquées par les sociétés interrogées doivent être acceptées ou peuvent être rejetées. L'Égypte affirme que cette disposition ne concerne pas le *choix* des données de fait disponibles, une fois qu'il a été décidé de rejeter les données présentées par les sociétés interrogées. Comme le fondement juridique de cette allégation n'est pas clair pour l'Égypte et étant donné que la Turquie n'a apporté aucune précision, l'Égypte estime qu'il a été gravement porté préjudice aux droits de la défense.[37]

S'agissant de la violation alléguée de l'article X:3 du GATT de 1994, l'Égypte soutient que les allégations de violation étaient vagues et non étayées et qu'elle n'est donc pas en mesure de défendre ses intérêts.[38]

d) Défaut de mentionner l'article du traité pertinent dans la demande d'établissement d'un groupe spécial

i) Question de savoir si le rapport final contient des constatations ou des conclusions qui sont suffisantes pour satisfaire aux prescriptions de l'article 12.2

L'Égypte soutient que nous ne sommes pas saisis de l'allégation relevant de l'article 12.2 puisque celle-ci n'a pas été mentionnée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et, se référant à la constatation qui figure dans le rapport du Groupe spécial qui était chargé de l'affaire *CE – Linge de lit* (paragraphe 6.15), elle affirme que si l'article d'un traité n'est pas mentionné dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, celui-ci n'est pas saisi d'une telle allégation. L'Égypte indique qu'elle n'a donc pas préparé de défense concernant cette allégation.[39]

ii) Question de savoir si le Groupe spécial peut écarter des éléments de preuve au titre de l'article 6.4

L'Égypte soutient que bien que la Turquie ait allégué dans la communication qu'elle a présentée à titre de réfutation que le Groupe spécial ne devrait pas tenir compte des éléments de preuve qui n'ont pas été communiqués aux parties intéressées au cours de l'enquête, comme le rapport sur les *autres*

[36] Réponse écrite de l'Égypte, datée du 13 mars 2002, à la question n° 6 qui lui a été adressée et qui figure dans les *Questions écrites posées par le Groupe spécial*, lesquelles sont datées du 27 février 2002 – Annexe 8-2.
[37] *Ibid*.
[38] *Ibid*.
[39] *Ibid*.

causes du dommage[40], celle-ci n'a pas allégué qu'il y avait violation de l'article 6.4 et nous n'en sommes donc pas saisis.[41]

iii) Article 17.6 i) de l'Accord antidumping

La Turquie allègue qu'il y a violation de l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping, mais l'Égypte soutient que cette disposition régit le critère d'examen devant être appliqué par un groupe spécial pour déterminer si l'établissement des faits par les autorités chargées de l'enquête était correct et si leur évaluation était impartiale et objective – elle ne traite pas des droits et des obligations des Membres dans le cadre de l'Accord antidumping. En outre, l'Égypte affirme que l'article 17.6 i) n'était pas mentionné dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et que nous n'en sommes donc pas saisis.[42]

7.27 Nous examinons les questions soulevées par l'Égypte aux points a) et d) iii) ci-dessus dans les sections VII.C.1 et VII.D.2, *infra*.

7.28 Concernant les questions soulevées aux points d) i) et d) ii), nous estimons que la Turquie n'a pas cherché à formuler des allégations au titre de l'article 12.2 ni au titre de l'article 6.4 et, par conséquent, nous n'examinons ni ne rejetons ces prétendues "allégations".

7.29 En ce qui concerne les questions soulevées aux points b) et c) qui ont trait au paragraphe 6 et au paragraphe 3 de l'Annexe II, nous sommes d'avis que les questions pertinentes dont traitent ces deux dispositions sont si intimement liées que la façon dont la Turquie a présenté ses allégations à cet égard n'aurait pas pu porter préjudice à l'Égypte en ce qui concerne la préparation de sa défense.

7.30 S'agissant de l'exception qui a été soulevée par l'Égypte au sujet de l'article X:3 du GATT de 1994, nous estimons que la Turquie a effectivement retiré l'allégation (formulée au paragraphe 9 de sa demande d'établissement d'un groupe spécial) selon laquelle la décision des autorités égyptiennes chargées de l'enquête d'avoir recours aux données de fait disponibles contrevenait à l'article X:3. En particulier, la Turquie n'a présenté aucun argument à ce sujet dans aucune des communications qu'elle nous a adressées. En outre, en réponse à une question précise sur ce point, la Turquie a indiqué que l'allégation qu'elle avait formulée au titre de l'article X:3 au sujet des données de fait disponibles concernait le choix de données de fait particulières en tant que "données de fait disponibles", point qui est abordé au paragraphe 11 de la demande d'établissement d'un groupe spécial qu'elle a présentée. Toutefois, il n'est pas fait mention de l'article X:3 au paragraphe 11 de la demande.

7.31 Étant donné que la Turquie semble avoir retiré l'allégation selon laquelle l'Égypte a contrevenu à l'article X:3 du fait que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont décidé d'avoir recours aux données de fait disponibles[43], nous n'examinons pas cette allégation plus avant. En ce qui concerne l'allégation de la Turquie selon laquelle le choix de données de fait particulières en tant que "données de fait disponibles" contrevenait à l'article X:3, il est clair que la demande d'établissement d'un groupe spécial ne renferme aucune mention de cette disposition dans ce contexte. Nous estimons qu'il est révélateur en l'occurrence que, contrairement aux paragraphes 3 et 6 de l'Annexe II (points b) et c) ci-dessus), l'article X:3 n'est lié de manière évidente à aucune des autres dispositions mentionnées par la Turquie au paragraphe 11 de la demande d'établissement d'un groupe spécial qu'elle a présentée. Cette allégation de violation de l'article X:3 n'est liée d'aucune façon non plus aux

[40] Pièce n° 6 de l'Égypte.
[41] *Ibid*.
[42] *Ibid*.
[43] Réponse écrite de la Turquie, datée du 7 décembre 2001, à la question n° 1 figurant dans les *Questions écrites posées par le Groupe spécial*, lesquelles sont datées du 28 novembre 2001 – Annexe 4-1.

autres allégations de violation de cette disposition qui ont été formulées par la Turquie. Nous constatons que cette allégation n'est tout simplement pas indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial qui a été présentée par la Turquie, et que les spécifications et justifications concernant sa validité en tant qu'allégation, telles qu'elles ont été exposées par la Turquie en l'occurrence, ne sont pas claires ou n'emportent pas la conviction. Nous rejetons donc cette allégation que nous n'examinerons pas plus avant.

7.32 Quant à l'allégation de violation de l'article X:3 formulée par la Turquie au motif que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête auraient refusé d'organiser une réunion avec certaines sociétés interrogées, nous examinons cette allégation dans la section VII.F, *infra*.

C. ALLÉGATIONS RELATIVES AU DOMMAGE ET À LA CAUSALITÉ

1. Allégations au titre de l'article 3.4 de l'Accord antidumping

a) Défaut allégué d'examiner des facteurs énumérés expressément à l'article 3.4

7.33 La Turquie allègue que l'Égypte a contrevenu à l'article 3.4 en n'examinant pas tous les facteurs énumérés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping.[44] La Turquie affirme notamment que l'Égypte n'a pas évalué la productivité, les effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, l'emploi, les salaires, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement. La Turquie fait valoir également que les versions publiques du rapport sur les faits essentiels et les conclusions et du rapport final ne renferment aucun élément de preuve montrant qu'il y a eu un examen ou une évaluation suffisant de l'utilisation des capacités ou du retour sur investissement.

7.34 L'Égypte fait valoir que le dossier de l'enquête montre clairement que tous les facteurs énumérés à l'article 3.4 ont été examinés par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête. Dans sa réponse à une question qui lui a été posée par le Groupe spécial[45] dans le cadre de la première réunion de fond avec les parties[46], l'Égypte présente un tableau indiquant avec précision les endroits où il est question, dans le rapport sur les faits essentiels et les conclusions et dans le rapport final, des facteurs suivants, énumérés à l'article 3.4: ventes, bénéfices, production, part de marché, retour sur investissement, utilisation des capacités, prix, marge de dumping et stocks. Dans la communication qu'elle a présentée à titre de réfutation[47], l'Égypte indique en outre que "la croissance" (l'un des facteurs qui, selon la Turquie, n'auraient pas été examinés du tout par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête) a été traitée au moyen des renseignements sur "le volume de ventes" et "la part de marché", tandis que "la capacité de se procurer des capitaux" (autre facteur mentionné dans l'allégation de la Turquie) est traitée au moyen du bénéfice avant impôt exprimé en pourcentage des fonds propres. Concernant les autres facteurs qui, selon la Turquie, n'auraient pas été examinés du tout, l'Égypte se réfère à l'*analyse confidentielle du dommage*, communication renfermant des renseignements commerciaux confidentiels qui a été présentée au Groupe spécial et à la Turquie conformément aux procédures de travail supplémentaires concernant les renseignements commerciaux confidentiels, qui ont été adoptées par le Groupe spécial.[48] Selon l'Égypte, cette *analyse* fait partie de la détermination finale établie à l'issue de l'enquête sur les barres d'armature, qu'il ne faut

[44] Déclaration de la Turquie au cours de la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, 27 novembre 2001, page 12, et réponse écrite de la Turquie, datée du 7 décembre 2001, à la question n° 1 figurant dans les *Questions écrites posées par le Groupe spécial*, lesquelles sont datées du 28 novembre 2001 – Annexe 4-1.

[45] Question n° 5 adressée à l'Égypte, qui figure dans les *Questions écrites posées par le Groupe spécial*, lesquelles sont datées du 28 novembre 2001 – Annexe 4-2.

[46] Réponse écrite de l'Égypte, datée du 7 décembre 2001, à la question n° 5 figurant dans les *Questions écrites posées par le Groupe spécial*, lesquelles sont datées du 28 novembre 2001 – Annexe 4-2.

[47] Réfutation écrite de l'Égypte, datée du 19 décembre 2001, section III.A.1.

[48] On trouvera ces procédures à l'annexe 13.

pas confondre avec le rapport final. L'Égypte affirme en particulier que l'*analyse confidentielle du dommage* montre à l'évidence que l'analyse à laquelle ont procédé les autorités égyptiennes chargées de l'enquête a effectivement porté sur "tous les facteurs énumérés à l'article 3.4".[49]

7.35 L'article 3.4 de l'Accord antidumping se lit ainsi:

> "L'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale concernée comportera une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche, y compris les suivants: diminution effective et potentielle des ventes, des bénéfices, de la production, de la part de marché, de la productivité, du retour sur investissement, ou de l'utilisation des capacités; facteurs qui influent sur les prix intérieurs; importance de la marge de dumping; effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement. Cette liste n'est pas exhaustive, et un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante."

7.36 Aux fins de l'appréciation de cette allégation, nous prenons note des constatations qui ont été formulées par des groupes spéciaux antérieurs[50] et de l'Organe d'appel[51], auxquelles nous souscrivons, et selon lesquelles *tous* les facteurs énumérés à l'article 3.4 doivent être examinés dans le cadre de chacune des enquêtes. L'Égypte ne fait pas valoir le contraire. La question qui est soulevée par cette allégation est plutôt celle de la nature de l'examen qui a été effectué, tel qu'il en est rendu compte dans le rapport sur les faits essentiels et les conclusions, dans le rapport final et dans l'*analyse confidentielle du dommage*, pris collectivement. Deux questions se posent à cet égard: premièrement, à titre liminaire, la question de savoir si les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont effectivement examiné chacun des facteurs énumérés; et, deuxièmement, dans l'affirmative, la question de savoir si les éléments de preuve présentés au Groupe spécial par l'Égypte établissent que l'examen de ces facteurs satisfait sur le fond aux exigences de l'article 3.4.

7.37 Si nous examinons premièrement la question liminaire, c'est-à-dire la question de savoir si chacun des facteurs est examiné d'une manière ou d'une autre dans au moins un de ces documents, nous répondons par l'affirmative. Nous prenons note des mentions qui sont faites dans le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*[52] et dans le *rapport final*[53]des ventes, des bénéfices, de la production, de la part de marché, du retour sur investissement, de l'utilisation des capacités, des prix, de la marge de dumping et des stocks. Il ne fait aucun doute que ces facteurs ont été expressément examinés par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête. De même, nous sommes convaincus qu'en traitant dans le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions* et dans le *rapport final* du volume de ventes et de la part de marché, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont examiné "la croissance", comme l'Égypte le fait valoir dans la communication qu'elle a présentée à titre de

---

[49] Déclaration de l'Égypte au cours de la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, 25 février 2002, page 13.

[50] Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde* ("*CE – Linge de lit*"), WT/DS141/R, adopté le 12 mars 2001, tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS141/AB/R, paragraphe 6.159, et le rapport du Groupe spécial *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis* ("*Mexique – Sirop de maïs*"), WT/DS132/R et Corr.1, adopté le 24 février 2000, paragraphe 7.128.

[51] Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel, *Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne* ("*Thaïlande – Poutres en H*"), WT/DS122/AB/R, adopté le 5 avril 2001, paragraphe 128.

[52] Pièce n° 15 de la Turquie, *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*, octobre 1999, pages 29 à 32.

[53] Pièce n° 16 de la Turquie, *rapport final*, octobre 1999, pages 35 à 39.

réfutation.[54] Par conséquent, nous n'examinons pas plus avant le facteur "croissance" dans le contexte de cette allégation. Cette allégation porte donc essentiellement sur la question de savoir s'il a été tenu compte dans l'*analyse confidentielle du dommage* des autres facteurs désignés par la Turquie et, dans l'affirmative, sur la question de savoir si leur traitement dans ce document est suffisant pour satisfaire aux exigences de l'article 3.4. S'agissant de l'*analyse confidentielle du dommage*, nous gardons présentes à l'esprit les constatations qui ont été formulées par l'Organe d'appel dans le cadre de l'affaire *Thaïlande – Poutres en H*, selon lesquelles les renseignements confidentiels sur lesquels se sont fondées les autorités chargées de l'enquête devraient être pris en considération par un groupe spécial lorsqu'il se prononce sur la question de savoir si l'article 3.4 a été respecté, même lorsque ces renseignements n'ont pas été échangés avec les sociétés interrogées.[55]

7.38 Si nous en examinons maintenant la teneur, nous notons que l'*analyse confidentielle du dommage* renferme des données sur le flux de liquidités, l'emploi, les salaires et la productivité, entre autres choses. En outre, nous reconnaissons, comme l'a fait valoir l'Égypte[56], qu'en examinant dans l'*analyse confidentielle du dommage* le bénéfice avant impôt exprimé en pourcentage des fonds propres des sociétés Alexandria National et Al Ezz, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont examiné dans cette *analyse* "la capacité de se procurer des capitaux". Ainsi, pris ensemble, le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*, le *rapport final* et l'*analyse confidentielle du dommage* démontrent que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont examiné, du moins dans une certaine mesure, tous les facteurs énumérés à l'article 3.4.

7.39 Toutefois, comme nous l'avons indiqué plus haut, ce n'est que la question liminaire aux fins de notre détermination de la question de savoir si les autorités chargées de l'enquête ont satisfait à l'exigence de l'article 3.4 en ce qui concerne l'"examen" de tous les facteurs énumérés. Nous rappelons ici le libellé exprès de la partie pertinente de cette disposition:

> "L'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale concernée comportera *une évaluation* de tous les facteurs et indices économiques pertinents ..." (pas d'italique dans l'original)

Ainsi, aux fins de l'examen de la deuxième question qui est soulevée par cette allégation, ce libellé nous oblige à nous prononcer sur la question de savoir si l'"examen" effectué par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête comportait une "évaluation", au sens de l'article 3.4, de chacun des facteurs énumérés à l'article 3.4 dont il n'est question que dans l'*analyse confidentielle du dommage*.

7.40 Nous notons l'argument fondamental de l'Égypte selon lequel l'*analyse confidentielle du dommage* est la preuve que les autorités chargées de l'enquête "ont examiné" tous les facteurs énumérés à l'article 3.4 qui ne figurent pas dans le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions* ni dans le *rapport final*, et que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont ainsi satisfait aux exigences de cet article. Pour mémoire, la Turquie allègue que l'Égypte n'a pas "examiné" la productivité, les effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, l'emploi, les salaires, la croissance et la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement, parce que ces facteurs ne sont pas mentionnés dans le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions* ni dans le *rapport final*. La Turquie fait valoir en outre que dans la mesure où des données sont incluses concernant quelques-uns de ces facteurs dans l'*analyse confidentielle du dommage*, cette "*analyse*" ne comprend que des données, et n'est donc pas suffisante pour constituer une "évaluation" au sens de l'article 3.4.

7.41 À cet égard, nous avons posé deux questions très semblables à l'Égypte pour savoir à quel endroit dans le dossier de l'enquête nous pouvions trouver trace de l'examen par les autorités chargées de l'enquête des facteurs mentionnés par la Turquie qui ne sont pas traités dans le *rapport sur les faits*

---

[54] Communication écrite de l'Égypte présentée à titre de réfutation, section III.A.1.
[55] Rapport de l'Organe d'appel, *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphes 107 et 118.
[56] Communication écrite présentée par l'Égypte à titre de réfutation, section III.A.1.

essentiels et les conclusions ni dans le *rapport final* (effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, l'emploi, les salaires, la productivité, la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement).[57,58] Dans les deux cas, l'Égypte nous a renvoyés exclusivement à l'*analyse confidentielle du dommage*.[59] Nous soulignons (comme nous l'avons constaté plus haut) que bien qu'elle fasse état de données et qu'elle renferme des données sur tous les facteurs énumérés à l'article 3.4 (y compris ceux qui font l'objet de cette allégation), l'*analyse confidentielle du dommage* ne comporte aucune partie narrative, mais ne consiste plutôt qu'en des tableaux de données concernant les divers facteurs, pour la branche de production nationale prise dans son ensemble, et pour les deux producteurs nationaux (Al Ezz et Alexandria National), pris séparément.[60] L'Égypte n'a pu fournir ou n'a fourni aucune autre pièce que l'*analyse confidentielle du dommage* en ce qui concerne les facteurs mentionnés par la Turquie. Nous présumons donc que ces tableaux de données sont les seules pièces qui reflètent ou représentent l'examen de ces facteurs par les autorités chargées de l'enquête.

7.42 Par conséquent, la question qui se pose à nous, en ce qui concerne la productivité, les effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, l'emploi, les salaires, la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement, est celle de savoir si la simple présentation de tableaux de données, sans plus, constitue une "évaluation" au sens de l'article 3.4.

7.43 Nous examinons d'abord le sens ordinaire du mot "évaluation". L'*Oxford English Dictionary* définit "évaluation" comme suit:

> "1) L'action d'apprécier ou d'évaluer (des marchandises, etc.); calcul ou indication de la valeur. 2) L'action d'évaluer ou de déterminer la valeur (d'une expression mathématique, d'une quantité physique, etc.) ou d'estimer la grandeur des probabilités, le poids des *éléments de preuve*."[61] (pas d'italique dans l'original)

---

[57] Question n° 9 adressée à l'Égypte et question n° 3 adressée aux deux parties, qui figurent dans les *Questions écrites posées par le Groupe spécial*, lesquelles sont datées du 27 février 2002 – Annexe 8-2.

[58] Comme nous l'avons indiqué, nous avons déjà conclu plus haut que "la croissance" avait effectivement été examinée dans le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions* et dans le *rapport final* et, par conséquent, nous n'examinons pas ce facteur plus avant ici.

[59] Réponse écrite de l'Égypte à la question n° 9 qui lui a été adressée et question n° 3 adressée aux deux parties, qui figurent dans les *Questions écrites posées par le Groupe spécial*, lesquelles sont datées du 27 février 2002 – Annexe 8-2.

[60] Les facteurs pour lesquels des données sont présentées dans l'*analyse confidentielle du dommage*, pour l'industrie dans son ensemble et pour les sociétés Alexandria National et Al Ezz, prises séparément, sont: le volume de ventes, le produit des ventes, le coût de production, le bénéfice brut, les frais d'administration et de commercialisation, le coût des produits vendus, le bénéfice avant déduction des intérêts débiteurs, les frais de financement et le bénéfice net, globalement et par tonne, ainsi que le coût de production, le bénéfice brut, les frais d'administration et de commercialisation, le coût des produits vendus, le prix de revient total et le bénéfice net exprimé, en pourcentage du revenu, de même que le nombre de salariés et la variation en pourcentage de l'effectif, les salaires, les capacités de production, le volume de production, l'utilisation des capacités, le nombre d'actionnaires et la variation du nombre d'actionnaires en pourcentage, la valeur de l'actif total et la variation en pourcentage de cette valeur, le volume des stocks de produits finis et la variation en pourcentage de ce volume, le flux de liquidités et la productivité de la main-d'œuvre. En outre, pour l'industrie dans son ensemble, l'*analyse* renferme des tableaux concernant: le retour sur investissement, le volume total des ventes sur le marché intérieur, des importations faisant l'objet d'un dumping, des autres importations et du marché intérieur, ainsi que les parts de marché en pourcentage de la branche de production nationale, des importations faisant l'objet d'un dumping et des autres importations, la "sous-cotation" (c'est-à-dire le prix pratiqué par la branche de production nationale, le prix des importations en provenance de Turquie et l'écart en pourcentage), la dépression des prix (prix pratiqués par la branche de production nationale entre 1996 et le premier trimestre de 1999), la compression des prix (le prix de revient total, le prix pratiqué par la branche de production nationale et le prix de revient total exprimé en pourcentage du prix, entre 1996 et le premier trimestre de 1999), ainsi que le volume de la production et la valeur des ventes, et les variations en pourcentage, entre 1996 et le premier trimestre de 1999.

[61] Oxford English Dictionary OnLine: http://dictionary.oed.com.

Le *Merriam-Webster's Collegiate Dictionary* définit "évaluation" comme suit:

> "1) Déterminer ou fixer la valeur de quelque chose. 2) Déterminer l'importance, la valeur ou l'état de quelque chose, *habituellement par une appréciation ou une étude attentive*."[62] (pas d'italique dans l'original)

Le *Merriam-Webster's Thesaurus* propose la liste de mots suivants comme synonymes d'"évaluation":

> "1) appréciation, expertise, notation, estimation, détermination de la valeur (avec les mots connexes: interpréter; juger, noter); 2) appréciation, expertise, notation, estimation, jugement, bilan (avec les mots connexes: expertise, interprétation, décision)."[63]

7.44 Il est révélateur, à notre avis, que toutes ces définitions et synonymes connotent, particulièrement dans le contexte de l'"évaluation" des éléments de preuve, l'acte d'analyser, de juger ou d'apprécier. Il est question dans la première définition citée plus haut d'"estimer le poids" des éléments de preuve, ce qui fait penser au processus consistant à soupeser les éléments de preuve et à en tirer des conclusions. La deuxième définition citée plus haut – déterminer l'importance, la valeur ou l'état de quelque chose, habituellement par une appréciation ou une étude attentive – corrobore ce sens. Ainsi, pour "évaluer" les éléments de preuve concernant un facteur donné, au sens de l'article 3.4, les autorités chargées de l'enquête doivent non seulement rassembler des données, mais elles doivent aussi les analyser et les interpréter.

7.45 Néanmoins, nous reconnaissons effectivement que, outre les sens que donne le dictionnaire au terme "évaluation" et que nous avons cités, les définitions énoncées plus haut évoquent également un processus purement quantitatif (c'est-à-dire calculer, indiquer, déterminer ou fixer la valeur de quelque chose). Si c'était la définition qui s'applique au mot "évaluation", tel qu'il est employé à l'article 3.4, on pourrait faire valoir que la simple compilation de données concernant les facteurs énumérés, sans explication ni analyse descriptive, peut être suffisante pour satisfaire aux exigences de l'article 3.4. Toutefois, nous estimons que l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping comprend des éléments contextuels qui étayent notre interprétation selon laquelle une "évaluation" est quelque chose de différent d'une simple compilation de tableaux de données, quelque chose qui va plus loin. Nous reconnaissons que l'article 17.6 i) ne s'applique pas directement aux autorités chargées de l'enquête, mais qu'il fait plutôt partie du critère d'examen qui doit être appliqué par les groupes spéciaux lorsqu'ils examinent les déterminations qui ont été établies par les autorités chargées de l'enquête. Néanmoins, suivant les termes de l'article 17.6 i), l'objet de l'examen auquel doit procéder un groupe spécial comporte deux éléments fondamentaux d'une détermination: premièrement, l'"établissement des faits" par les autorités chargées de l'enquête et, deuxièmement, l'"évaluation de ces faits" par ces mêmes autorités. Ainsi, la caractérisation à l'article 17.6 i) des éléments essentiels d'une détermination juxtapose "établissement des faits" et "évaluation de ces faits". Le fait que les groupes spéciaux ont pour instructions de déterminer si l'"établissement des faits" par les autorités chargées de l'enquête était correct suppose une appréciation par le groupe spécial des moyens par lesquels les données dont disposent les autorités chargées de l'enquête ont été réunies et compilées. Par contre, le fait que les groupes spéciaux ont pour instructions de déterminer si l'"évaluation de ces faits" par les autorités chargées de l'enquête était objectif et impartial étaye encore l'idée selon laquelle l'"évaluation" dont il est question à l'article 3.4 désigne le processus d'analyse et d'interprétation des faits établis au regard de chacun des facteurs énumérés.

7.46 Notre interprétation de l'obligation qui est faite à l'article 3.4 d'"évaluer" les facteurs et indices cadre avec celle d'autres groupes spéciaux dans un certain nombre de différends antérieurs. Le

---

[62] Merriam-Webster's Collegiate Dictionary OnLine: http://www.m-w.com.
[63] Merriam-Webster's Thesaurus OnLine: http://www.m-w.com.

Groupe spécial qui était chargé de l'affaire *Thaïlande – Poutres en H* a formulé la constatation suivante au sujet de l'examen des facteurs énumérés à l'article 3.4:

> "L'article 3.4 fait obligation aux autorités d'établir correctement s'il existe une base factuelle pour étayer une analyse valable et bien motivée de la situation de la branche de production ainsi qu'une constatation de l'existence d'un dommage. Cette analyse ne découle pas d'une simple caractérisation du degré de "pertinence" ou de "non-pertinence" de chaque facteur, sans exception, mais doit être fondée sur une évaluation approfondie de la situation de la branche de production et, eu égard à la dernière phrase de l'article 3.4 [note de bas de page omise], doit contenir une explication convaincante de la manière dont l'évaluation des facteurs pertinents a débouché sur la détermination de l'existence d'un dommage."[64]

7.47 Dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*, la question était celle de savoir si les autorités américaines chargées de l'enquête avaient contrevenu à l'article 3.4 en ne traitant pas expressément, dans leur détermination, de certains facteurs pour chacune des années de la période visée par l'enquête. Selon le Groupe spécial, dans cette affaire, les autorités avaient examiné chacun des facteurs pour les deux dernières années de la période de trois ans visée par l'enquête, mais uniquement certains d'entre eux pour la première année de cette période. Le Groupe spécial a constaté que la détermination expliquait la pertinence particulière de la deuxième et de la troisième année de cette période, et que le fait que les autorités n'avaient pas traité expressément de chacun des facteurs dans le cadre de son examen de la première année de cette période ne constituait pas une violation de l'article 3.4.[65] C'est-à-dire que le Groupe spécial a constaté, entre autres choses, que chacun des facteurs énumérés à l'article 3.4 avait été expressément *examiné* dans la détermination établie par les autorités chargées de l'enquête et que, compte tenu des explications fournies dans la détermination des raisons pour lesquelles une importance particulière avait été accordée à une partie de la période visée par l'enquête, il estimait que l'*évaluation* des faits était suffisante.

7.48 Cela contraste nettement avec la situation en l'espèce, dans laquelle les autorités égyptiennes chargées de l'enquête semblent avoir réuni des données sur tous les facteurs énumérés à l'article 3.4, comme en témoignent les diverses pièces (y compris le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*, le *rapport final* et l'*analyse confidentielle du dommage*). Toutefois, l'Égypte n'a pas été en mesure d'apporter au Groupe spécial suffisamment d'éléments de preuve, en réponse à ses demandes en ce sens, pour établir que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête avaient évalué tous ces facteurs dans leurs analyses écrites.[66]

7.49 Il nous faut souligner ici que dans le cadre d'une enquête antidumping, qui est par définition soumise à des règles multilatérales et à un examen multilatéral, un Membre se trouve dans une situation difficile s'il doit réfuter la présomption qu'une évaluation n'a *pas* eu lieu et qu'il ne peut appeler l'attention d'un groupe spécial sur certaines pièces écrites qui sont contemporaines. Si rien n'a été consigné – que ce soit dans les documents qui ont été communiqués, dans la détermination qui a été publiée ou dans d'autres documents internes – au sujet de la façon dont certains facteurs ont été interprétés ou appréciés par les autorités chargées de l'enquête au cours de leur enquête, un Membre ne peut se référer à rien pour réfuter la présomption que son "évaluation" au titre de l'article 3.4 était insuffisante ou qu'elle n'a pas eu lieu du tout. En particulier, faute de trace écrite du processus analytique entrepris par les autorités chargées de l'enquête, un groupe spécial serait forcé de se lancer dans une spéculation *post hoc* au sujet du raisonnement par lequel les autorités chargées de l'enquête sont arrivées à leurs ultimes conclusions quant à l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale. Or, le critère d'examen particulier énoncé à l'article 17.6 vise précisément à éviter qu'un groupe spécial ne se lance dans ce genre de spéculation.

---

[64] Rapport du Groupe spécial *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphe 7.236.
[65] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphes 7.235 et 7.236.
[66] Voir le paragraphe 7.41, *supra*.

Par conséquent, bien que l'Égypte cherche à étayer sur le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud* la thèse selon laquelle l'article 3.4 n'exige pas une analyse écrite explicite de tous les facteurs qui y sont énumérés[67], à nos yeux, les constatations formulées dans le cadre de ce différend corrobore notre interprétation, à savoir que c'était la congruité fondamentale de l'analyse écrite de *chacun* de ces facteurs par les autorités qui était en cause.

7.50 Nous n'estimons pas non plus, comme le laisse entendre l'Égypte[68], que l'obligation de fournir une analyse écrite des facteurs énumérés à l'article 3.4 est régie exclusivement par l'article 12 de l'Accord antidumping (avis au public et explication des déterminations). L'article 12 comporte l'obligation de *publier*, et de communiquer aux parties intéressées dans l'enquête, une forme quelconque de rapport sur la détermination établie par les autorités mais, comme l'a fait remarquer l'Organe d'appel, il s'agit d'une obligation de forme qui est liée à la régularité de la procédure[69], plutôt qu'aux obligations de fond pertinentes en matière d'analyse (qui relèvent de l'article 3.4 pour ce qui est de cette allégation).

7.51 Compte tenu des considérations qui précèdent, nous constatons que bien qu'elles aient réuni des données sur tous les facteurs énumérés à l'article 3.4, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'ont pas *évalué* la productivité, les effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, l'emploi, les salaires, la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement. Nous constatons donc que l'Égypte a agi de manière incompatible avec l'article 3.4.

---

[67] Réponse écrite de l'Égypte, datée du 13 mars 2002, à la question n° 9 qui lui a été adressée et à la question n° 3 adressée aux deux parties, qui figurent dans les *Questions écrites posées par le Groupe spécial*, lesquelles sont datées du 27 février 2002 – Annexe 8-2. L'Égypte affirme dans sa réponse que "[l]'*analyse confidentielle du dommage* constitue donc une évaluation des facteurs auxquels elle se rapporte au sens de l'article 3.4", et que cette approche est compatible avec les constatations du Groupe spécial qui était chargé de l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*. Toutefois, les faits dans l'affaire *États-Unis–- Acier laminé à chaud* diffèrent sensiblement des faits dans le présent différend. Dans le présent différend, il est allégué que les autorités chargées de l'enquête n'ont pas évalué correctement tous les facteurs énumérés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping, tandis que dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*, tous les facteurs énumérés à l'article 3.4 avaient été évalués, mais le Japon alléguait que l'examen n'avait pas permis d'évaluer suffisamment certains facteurs parce que les données relatives aux trois années comprises dans la période visée par l'enquête sur l'existence d'un dommage n'avaient pas été prises en considération – paragraphes 7.231 à 7.236 du rapport du Groupe spécial, *ibid*.

[68] *Ibid.*, réponse aux questions n° 6 et 9 adressées à l'Égypte.

[69] Dans le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphe 110, l'Organe d'appel a dit que "... l'article 12 établit un cadre d'obligations en matière de procédure et de régularité de la procédure concernant, notamment, la teneur d'une *détermination finale*". Nous notons que ce qui est en cause en l'occurrence n'est pas la congruité de la *détermination finale* ni de tout autre document qui a été publié, en tant que tel, mais plutôt la congruité de la *teneur* de l'analyse qui a été effectuée par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête, quel que soit le document dans lequel celle-ci puisse se trouver. En outre, la question fondamentale portée devant l'Organe d'appel dans l'affaire *Thaïlande – Poutres en H* était très différente de celle dont nous sommes saisis. Dans cet appel, la question qui était soulevée était celle de savoir si le libellé des articles 3.1 et 17.6 obligeait le Groupe spécial à examiner la détermination relative à l'existence d'un dommage qui avait été établie par les autorités thaïlandaises chargées de l'enquête en se fondant exclusivement sur les faits et analyses discernables dans les documents qui avaient été publiés ou communiqués autrement aux sociétés interrogées dans le cadre de l'enquête ou à leur avocat et, celle de savoir, en outre, si le Groupe spécial pouvait et devait tenir compte des analyses, notes et autres documents internes semblables établis par les autorités au cours de leur enquête à leur seul usage, dont la teneur n'était discernable dans aucun des documents communiqués aux sociétés interrogées. La question était donc essentiellement de savoir comment un groupe spécial devait traiter les renseignements confidentiels, question dont nous ne sommes pas saisis en l'occurrence. Ainsi, bien que l'Égypte se réfère à l'affaire *Thaïlande – Poutres en H* pour étayer sa thèse dans le présent différend, nous estimons que celui-ci porte sur une question tout à fait différente. Dans la mesure où il peut toucher à des questions dont nous sommes saisis, ce rapport ne diffère en rien de notre interprétation des obligations de fond énoncées à l'article 3.4 – paragraphes 98 *et al.* du rapport de l'Organe d'appel.

7.52 Nous examinons enfin l'argument de la Turquie selon lequel il y aurait aussi violation de l'article 3.4 parce que l'évaluation, par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête, de "l'utilisation des capacités" et du "retour sur investissement" était insuffisante. En ce qui concerne l'utilisation des capacités, il est indiqué dans le *rapport final* des autorités égyptiennes chargées de l'enquête, dans les sections 4.3.1 (ventes) et 4.3.2 (production), respectivement, que les ventes ont augmenté parce que les prix intérieurs ont été réduits afin de concurrencer les importations faisant l'objet d'un dumping, et que la production nationale a elle aussi augmenté, car les sociétés "cherchaient à accroître leur production afin de réduire leurs coûts pour être en mesure de concurrencer les importations à bas prix en provenance de Turquie". Il est également indiqué dans le rapport que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête "ont conclu que l'accroissement de la production était attribuable en partie au démarrage de nouvelles chaînes de production dans les aciéries". Puis, dans la section 4.3.6 (capacités de production), il est dit dans le *rapport final* qu'"aucun effet n'a été constaté sur l'utilisation des capacités de la branche de production". Cette indication selon laquelle l'utilisation des capacités n'a pas été affectée, quoique brève, cadre avec les observations citées précédemment selon lesquelles les ventes et la production avaient augmenté, tout comme les capacités. Cela étant, nous ne constatons pas que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont insuffisamment évalué l'utilisation des capacités et, par conséquent, nous ne constatons pas que l'Égypte a contrevenu à l'article 3.4 à cet égard.

7.53 Concernant le retour sur investissement, il est indiqué dans la section 4.3.7 (retour sur investissement) du *rapport final* des autorités égyptiennes chargées de l'enquête que "le rendement des investissements a diminué au cours de la période visée par l'enquête". Nous notons que cette constatation, quoique brève, cadre avec l'examen plus approfondi des bénéfices et pertes nets qui figure dans la section 4.3.5 (bénéfices). Cela étant, nous ne constatons pas que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont insuffisamment évalué le retour sur investissement et, par conséquent, nous ne constatons pas que l'Égypte a contrevenu à l'article 3.4 à cet égard.

b) Défaut allégué d'examiner "tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de [la] branche [de production nationale]"

7.54 La Turquie allègue qu'il y a aussi violation de l'article 3.4 parce que les autorités chargées de l'enquête n'auraient pas examiné "tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de [la] branche [de production nationale]", y compris notamment divers facteurs qui auraient influé sur les prix intérieurs et les bénéfices.[70]

7.55 Les facteurs mentionnés par la Turquie à cet égard sont:

"a) l'accroissement spectaculaire des capacités des deux grands producteurs égyptiens de barres d'armature et les effets temporaires probables de cet accroissement sur les structures de coûts des producteurs;

b) l'effet de l'accroissement des capacités – la production ayant démarré à la fin de 1998 – sur la concurrence entre les producteurs égyptiens qui tentaient de remplir de nouveaux carnets de commande plus volumineux;

c) l'intensification de la concurrence entre Al Ezz et Alexandria National, Al Ezz cherchant à accroître sa part de marché en tirant parti de ses avantages au niveau des coûts par rapport à Alexandria National;

d) la baisse des cours de la ferraille, principale matière première utilisée par Al Ezz;

[70] Réponse écrite de la Turquie, datée du 7 décembre 2001, à la question n° 1 qui lui a été adressée et qui figure dans les *Questions écrites posées par le Groupe spécial*, lesquelles sont datées du 28 novembre 2002 – Annexe 4-1.

e) la contraction très marquée de la demande en janvier 1999, précisément le mois au cours duquel les prix des barres d'armature ont chuté;

f) l'effet d'importations faisant l'objet d'échanges loyaux et dont les prix étaient comparables."[71]

7.56 Selon la Turquie, le facteur a) influe sur le coût de production et il s'agit donc d'un "facteur pertinent" en ce qui concerne la situation de la branche de production. Les facteurs b) à e) sont, de l'avis de la Turquie, des facteurs "qui influent sur les prix intérieurs", qui, soit n'ont pas été mentionnés, soit leurs effets sur les prix n'ont pas été examinés, ou les autorités chargées de l'enquête en ont fait abstraction dans leur analyse des raisons pour lesquelles les prix avaient chuté. La Turquie indique que le facteur f) peut ou non avoir eu un effet sur les prix, mais elle fait valoir que rien ne permettait de constater que les importations faisant l'objet d'un dumping avaient eu, sur les prix intérieurs, des effets sensiblement différents de ceux des autres importations. En d'autres termes, la Turquie allègue que ces facteurs sont des facteurs autres que les importations faisant l'objet d'un dumping et qu'ils ont causé un dommage à la branche de production nationale.[72] En réponse à une question, la Turquie a précisé que les facteurs b) et c) sont englobés dans le facteur a), en ce sens que ce sont des effets défavorables allégués de l'accroissement des capacités, et que l'on peut dire d'une certaine manière que le facteur d) est lui aussi englobé dans le facteur a).

7.57 L'Égypte fait valoir que cette allégation de la Turquie est injustifiée et qu'elle devrait donc être rejetée car, à son avis, elle soulève des questions relatives à la causalité et concerne notamment l'obligation de ne pas imputer aux importations faisant l'objet d'un dumping un dommage causé par d'autres facteurs. Selon l'Égypte, la causalité est régie exclusivement par l'article 3.5, tandis que l'article 3.4 traite exclusivement de l'*existence* d'un dommage et non de ses causes. En outre, l'Égypte fait valoir que les autorités chargées de l'enquête ont effectivement examiné une série d'"autres facteurs" au cours de leur enquête, mais qu'elles sont arrivées à la conclusion qu'il n'existait "aucune autre cause de dommage suffisante pour rompre le lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale".[73] Par ailleurs, l'Égypte fait valoir que la Turquie n'a fait état ni dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, ni dans sa première déclaration orale, ni dans sa première communication écrite des "facteurs qui influent sur les prix intérieurs", et elle nous demande de rejeter cet aspect de cette allégation. De plus, l'Égypte fait valoir, au demeurant, que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont examiné la demande et le coût des matières premières à titre de "facteurs qui influent sur les prix intérieurs".

[71] *Ibid*., pages 21 et 22. Au sujet de cette allégation, nous relevons qu'il est fait mention, dans la demande d'établissement d'un groupe spécial qui a été présentée par la Turquie, de certains mais non de tous les facteurs énumérés précédemment. En particulier, il est dit ce qui suit à ce sujet dans la demande d'établissement d'un groupe spécial: "Ces facteurs comprennent, mais non exclusivement, une importante expansion de la capacité des producteurs de barres d'armature égyptiens pendant la période considérée, les effets des importations non visées en provenance de pays tiers, une baisse des prix des débris d'acier au niveau mondial et une soudaine contraction de la demande intérieure en janvier 1999, au moment où [les autorités égyptiennes chargées de l'enquête] observai[ent] pour la première fois une diminution des prix intérieurs." L'Égypte ne s'est pas élevée contre le fait que la Turquie avait mentionné dans ses arguments au sujet de cette allégation des facteurs qui n'étaient pas expressément mentionnés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial qu'elle avait présentée. Nous avons posé une question aux deux parties sur ce point (question n° 1 adressée aux deux parties qui figure dans les *Questions écrites posées par le Groupe spécial*, lesquelles sont datées du 27 février 2002) et, dans sa réponse, l'Égypte a indiqué que lorsqu'une expression globale était employée dans une demande d'établissement d'un groupe spécial au sujet des motifs particuliers d'une allégation, la partie plaignante pouvait alléguer de motifs additionnels dans ses arguments, pour autant que la partie défenderesse ait la possibilité de présenter des arguments à titre de réfutation.

[72] *Ibid*., page 22.

[73] Première communication écrite de l'Égypte, section III.B.2.

7.58 Nous examinons d'abord la demande présentée par l'Égypte pour que nous rejetions l'allégation de la Turquie concernant les "facteurs qui influent sur les prix intérieurs", au motif que celle-ci n'était pas mentionnée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial qui a été présentée par la Turquie ni dans ses communications initiales. Nous constatons que cette demande est infondée et, par conséquent, nous la rejetons. Premièrement, nous considérons cette question comme un argument formulé à l'appui d'une allégation, et non pas comme une allégation en soi. Deuxièmement, en fait, il est question dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, dans le cadre de l'allégation formulée par la Turquie au titre de l'article 3.4, de l'"effet ... d'autres facteurs neutres qui ont entraîné une baisse des prix". Nous ne voyons aucune différence en substance entre cette mention et les mots "facteurs qui influent sur les prix intérieurs", ni aucune raison pour laquelle l'Égypte aurait pu se méprendre quant aux mentions et arguments se rapportant aux "facteurs qui influent sur les prix intérieurs". En outre, cette question est examinée plus avant dans les communications de la Turquie.

7.59 Si nous examinons maintenant le fond de cette allégation, nous notons que le texte de la partie pertinente de l'article 3.4 se lit ainsi:

> "L'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale concernée comportera une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche, y compris les suivants: ... *des bénéfices*, ...; *facteurs qui influent sur les prix intérieurs*; ..." (pas d'italique dans l'original)

7.60 Nous rappelons que la Turquie allègue que l'Égypte a contrevenu à l'article 3.4 parce que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'ont pas examiné *tous les facteurs qui influent sur les bénéfices* et qu'elles n'ont pas examiné *tous les facteurs qui influent sur les prix intérieurs*. Le texte qui précède nous indique toutefois que les autorités chargées de l'enquête doivent satisfaire à une exigence différente. En particulier, il indique sans ambiguïté que l'exigence consiste à examiner tous les facteurs et indices pertinents *qui influent sur la situation de [la] branche [de production nationale]*. Sont ensuite énumérés dans le texte divers facteurs et indices du genre, qui sont censément pertinents aux fins de l'enquête et qui doivent être examinés, l'un d'eux étant les "bénéfices". Le texte ne dit pas, comme le prétend la Turquie, "tous les facteurs qui influent sur les bénéfices". Pour nous, ce texte signifie que lorsqu'elles évaluent la situation de la branche de production, les autorités chargées de l'enquête doivent prévoir une analyse des bénéfices de la branche de production nationale. La Turquie n'a pas allégué que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête avaient négligé de procéder à cette analyse dans le cadre de l'enquête sur les barres d'armature.

7.61 Autre élément énuméré: les "facteurs qui influent sur les prix intérieurs". Ici encore, nous notons que contrairement à ce que fait valoir la Turquie, le texte ne dit pas "tous les facteurs qui influent sur les prix intérieurs". Il requiert plutôt *une* évaluation des facteurs qui influent sur les prix intérieurs. Cette obligation est clairement liée aux obligations qui sont faites à l'article 3.1 et 3.2 de procéder à un "examen objectif" de "l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur", lequel doit comporter un examen de la question de savoir:

> "s'il y a eu, dans les importations faisant l'objet d'un dumping, sous-cotation notable du prix par rapport au prix d'un produit similaire du Membre importateur, ou si ces importations ont, d'une autre manière, pour effet de déprimer les prix dans une mesure notable ou d'empêcher dans une mesure notable des hausses de prix qui, sans cela, se seraient produites."[74]

[74] Article 3.2 de l'Accord antidumping.

À notre avis, cela signifie que lorsqu'elles évaluent la situation de la branche de production, les autorités chargées de l'enquête doivent effectuer chaque fois une analyse des prix du type requis à l'article 3.1 et 3.2. La Turquie n'a pas allégué que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête avaient négligé de procéder à cette analyse dans leur enquête sur les barres d'armature. En outre, à notre avis, les autorités chargées de l'enquête doivent examiner de manière générale la question des "facteurs qui influent sur les prix intérieurs". À cet égard, nous notons que dans l'enquête sur les barres d'armature, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont examiné les effets potentiels sur les prix des importations en provenance de pays tiers[75] et qu'elles ont relevé également que le marché des barres d'armature évoluait en fonction des prix, plutôt qu'en fonction de la technologie ou des spécifications.[76]

7.62 L'argument de la Turquie selon lequel l'article 3.4 exige une analyse exhaustive en matière de "non-imputation" semble découler du fait qu'elle interprète l'expression "qui influent sur" comme si elle se rapportait exclusivement à la causalité (c'est-à-dire comme si elle désignait les facteurs *qui ont un effet sur* la situation de la branche de production). Toutefois, cette expression a une autre signification que nous jugeons plus pertinente dans le contexte général de l'article 3.4. En particulier, l'expression "qui influent sur" peut signifier *pertinent en ce qui concerne* ou *se rapportant à* la situation de la branche de production[77], et ce sens est compatible avec le fait que bon nombre des facteurs énumérés à l'article 3.4 sont des descripteurs ou des indicateurs *de* la situation de la branche de production, plutôt que des facteurs *ayant un effet* sur cette situation. Par exemple, les volumes de ventes, les bénéfices, la production, etc. ne sont pas en eux-mêmes des *causes* de la situation d'une branche de production. Ils font plutôt partie des indicateurs factuels qui permettent de juger et d'apprécier une situation pour savoir si elle est révélatrice ou non de l'existence d'un dommage. Autrement dit, pris dans leur ensemble, ces facteurs s'apparentent davantage à des *effets* qu'à des *causes*.

7.63 L'énoncé du dernier groupe de facteurs qui figurent à l'article 3.4, à savoir "les *effets* négatifs, effectifs et potentiels, *sur* le flux de liquidités, les stocks, ..." (pas d'italique dans l'original) offre des éléments contextuels qui étayent cette interprétation de l'expression "qui influent sur". Le renvoi à l'article 3.4 qui figure dans la première phrase de l'article 3.5 – "... les *effets* du dumping, tels qu'ils sont définis au[ ] paragraphe[ ] 4 [de l'article 3]" (pas d'italique dans l'original) – fournit d'autres éléments contextuels qui étayent cette interprétation.

7.64 Nous faisons observer par ailleurs que si la Turquie avait raison lorsqu'elle dit que l'article 3.4 exige une analyse exhaustive de la causalité, y compris en matière de non-imputation, cela rendrait effectivement superflu l'article 3.5, qui traite expressément de la causalité, y compris de la non-imputation. Pareil résultat ne serait pas conforme aux principes qui s'appliquent à l'interprétation du droit conventionnel international, ni à la pratique constante de l'OMC en matière de règlement des différends.[78]

---

[75] Document versé au dossier public: *rapport sur les autres causes du dommage aux fins du document n° 296 du 5 septembre 1999, affaire des barres d'armature originaires de la Turquie ou exportées depuis ce pays*, traduction officieuse en anglais, pièce n° 6 de l'Égypte.

[76] Pièce n° 16 de la Turquie, *rapport final*, paragraphe 4.3.5.3.

[77] Par exemple, le *Webster's New World Dictionary*, Second College Edition, 1986, page 123, donne entre autres définitions de "*bearing*" ("qui influent sur"): "signification pertinente, appréciation, relation [les éléments de preuve n'ont aucun rapport avec l'affaire]".

[78] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules* ("*États-Unis – Essence*"), WT/DS2/AB/R, adopté le 20 mai 1996, RRD 1996:I, 3. Aux pages 25 et 26 du rapport de l'Organe d'appel, il est dit: "L'un des corollaires de la "règle générale d'interprétation" de la *Convention de Vienne* est que l'interprétation doit donner sens et effet à tous les termes d'un traité. Un interprète n'est pas libre d'adopter une interprétation qui aurait pour résultat de rendre redondants ou inutiles des clauses ou des paragraphes entiers d'un traité."

7.65 En outre, même si nous supposions, pour les besoins de l'argumentation, que l'article 3.4 exige effectivement une analyse en matière de causalité et de non-imputation, la question ne s'en poserait pas moins de savoir si les autorités égyptiennes chargées de l'enquête étaient légalement tenues d'évaluer en particulier les "facteurs qui influent sur les bénéfices" et les "facteurs qui influent sur les prix intérieurs" qui ont été évoqués par la Turquie devant le Groupe spécial. Nous faisons simplement observer ici que le texte de l'article 3.4 ne comporte pas une exigence aussi précise. Bien que les "facteurs qui influent sur les prix intérieurs" doivent être évalués, rien n'exige de procéder à l'évaluation de "tous" ces facteurs. La question de savoir si l'évaluation de ces facteurs est suffisante ou non du point de vue causal dans une affaire donnée dépend de l'examen au titre de l'article 17.6 du respect par les autorités chargées de l'enquête des dispositions de l'article 3.5. Nous examinons les questions de causalité de manière générale, et les facteurs particuliers a) à f) évoqués par la Turquie, dans les sections VII.C.4, VII.C.5 et VII.C.6, *infra*, qui traitent des allégations de la Turquie au titre de l'article 3.5.

7.66 Pour les raisons qui précèdent, nous constatons que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'étaient pas tenues au titre de l'article 3.4 d'examiner et d'évaluer les facteurs a) à f) qui sont énumérés plus haut, et que l'Égypte n'a donc pas agi de manière incompatible avec l'article 3.4 à cet égard.

2. Allégation au titre de l'article 3.1 et 3.2 – Défaut allégué de fonder la constatation de sous-cotation du prix sur des éléments de preuve positifs

7.67 La Turquie allègue que la constatation de sous-cotation du prix dressée par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'était pas fondée sur des éléments de preuve positifs, comme l'exige l'article 3.1, parce qu'elles n'ont pas établi une détermination adéquate de l'existence d'une sous-cotation du prix, conformément à l'article 3.2. S'agissant de la sous-cotation du prix, la Turquie fait valoir que l'Égypte n'a pas déterminé avec exactitude s'il y avait eu sous-cotation du prix en raison des importations de barres d'armature en provenance de Turquie, parce que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'ont pas comparé les prix sur une base rendu client. La Turquie ajoute que le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions* ne révèle pas les circuits de distribution du produit national et du produit importé, ni le point de la chaîne de distribution où il y a effectivement une concurrence par les prix entre ces produits. Selon la Turquie, faute de connaître ces données de fait, il est impossible de déterminer si les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont mesuré la concurrence par les prix au niveau commercial correct, ce qui est contraire à l'article 3.2, qui dit que les autorités chargées de l'enquête "examineront s'il y a eu, dans les importations faisant l'objet d'un dumping, sous-cotation notable du prix par rapport au prix d'un produit similaire du pays importateur ...".

7.68 La Turquie fait valoir en outre, en s'appuyant sur l'examen qu'elle a fait de l'*analyse confidentielle du dommage*, que l'analyse concernant la sous-cotation du prix est par ailleurs faussée par le fait que les prix retenus du côté national étaient les recettes unitaires moyennes pondérées, tandis que pour les importations, il s'agissait de la valeur unitaire déclarée en douane, exprimée en moyenne pondérée. Selon la Turquie, outre qu'elle était faussée en raison du niveau commercial auquel elle avait été établie, cette comparaison était faussée parce que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'avaient pas examinées les "prix" ni veiller à comparer les prix pratiqués pour le même produit. Selon elle, le prix des barres d'armature varie selon leur diamètre, les barres d'armature de petit diamètre se vendant à des prix plus élevés par unité parce que leur prix de revient est plus élevé. Cela étant, comparer un "panier" moyen pondéré à un autre, sans savoir si la composition de chacun des paniers est la même, ne permet pas, selon la Turquie, d'évaluer avec exactitude la sous-cotation du prix.

7.69 L'Égypte répond[79] que, contrairement à ce qu'allègue la Turquie, le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions* indique clairement que les prix ont été comparés au même niveau commercial (sortie usine pour les produits nationaux et sortie entrepôt de l'importateur pour les importations faisant l'objet d'un dumping). L'Égypte dit que la Turquie préférerait que la comparaison soit faite à un niveau commercial différent (rendu client), mais qu'il n'existe aucune prescription légale du genre. Elle fait valoir en outre que pareille comparaison ferait abstraction du fait que les importations et les exportateurs ne vendent pas sur une base rendu. Ainsi, selon l'Égypte, l'analyse concernant la sous-cotation a été effectuée correctement en se fondant sur des éléments de preuve positifs, de sorte que l'Égypte a respecté les dispositions de l'article 3.1 et 3.2.

7.70 Nous croyons comprendre que le fondement juridique de l'allégation de la Turquie est que, pour satisfaire aux exigences de l'article 3.2, l'analyse concernant la sous-cotation du prix doit être effectuée sur une base rendu client, puisque c'est uniquement à ce niveau que la sous-cotation peut influer sur les décisions d'achat des clients et qu'en outre, de toute manière, pour que cette analyse soit fondée sur des éléments de preuve positifs, comme l'exige l'article 3.1, les autorités chargées de l'enquête doivent justifier les critères qu'ils ont retenus pour comparer les prix. De l'avis de la Turquie, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont utilisé de mauvais critères pour comparer les prix et elles n'ont pas suffisamment expliqué ni justifié les critères qu'elles avaient retenus dans le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*[80], en violation de l'article 3.1 et 3.2 La Turquie étaye en outre son allégation selon laquelle la constatation de sous-cotation du prix contrevenait à l'article 3.1 sur le fait que la valeur en douane unitaire moyenne des importations a été comparée au produit unitaire des ventes de barres d'armature égyptiennes.

7.71 Nous rappelons que les dispositions pertinentes de l'article 3.1 se lisent ainsi:

> "La détermination de l'existence d'un dommage ... se fondera sur des éléments de preuve positifs et comportera un examen objectif ... de l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur ..."

7.72 Les dispositions pertinentes de l'article 3.2 se lisent ainsi:

> "Pour ce qui concerne l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix, les autorités chargées de l'enquête examineront s'il y a eu, dans les importations faisant l'objet d'un dumping, sous-cotation notable du prix par rapport au prix d'un produit similaire du Membre importateur, ou si ces importations ont, d'une autre manière, pour effet de déprimer les prix dans une mesure notable ou d'empêcher dans une mesure notable des hausses de prix qui, sans cela, se seraient produites."

7.73 Au vu du texte même de l'article 3.2, rien n'indique que l'analyse concernant la sous-cotation du prix doit être effectuée d'une manière particulière, c'est-à-dire à un niveau commercial particulier. Par conséquent, nous constatons que la Turquie n'a pas établi que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête étaient légalement tenues d'effectuer l'analyse concernant la sous-cotation du prix de la façon suggérée par la Turquie. Nous constatons plutôt que des autorités objectives et impartiales auraient pu effectuer une analyse concernant la sous-cotation en utilisant les critères retenus par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête. Nous constatons donc que la constatation de sous-cotation du prix dressée par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'est pas incompatible avec l'article 3.2.

---

[79] Première communication écrite de l'Égypte, page 39.

[80] Nous notons que l'examen de la sous-cotation du prix qui figure dans le *rapport final* est identique à celui qui figure dans le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*.

7.74 En ce qui concerne l'allégation de violation de l'article 3.1, nous prenons note du passage suivant qui figure dans le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*[81] (qui est repris textuellement dans le *rapport final*[82]):

> "Pour examiner la sous-cotation du prix, les autorités chargées de l'enquête chercheront normalement à comparer des prix au même niveau commercial (le niveau sortie usine et le niveau sortie entrepôt des importateurs) pour faire en sorte que les écarts dans les frais de distribution et les marges ne faussent pas l'incidence du dumping. Par conséquent, les autorités chargées de l'enquête ont généralement pour pratique de comparer les prix pratiqués par les importateurs, qui comprennent des éléments de coût semblables à ceux que comprend le prix sortie usine du fabricant égyptien, mais qui ne comportent pas des éléments de coût se rapportant à la distribution des marchandises.
>
> En ce qui concerne la sous-cotation du prix, les autorités chargées de l'enquête ont comparé des prix pratiqués au même niveau commercial ..."

7.75 Bien que nous n'ayons pas à émettre d'avis et que nous n'émettions pas d'avis sur la nature exacte de l'exigence relative aux "éléments de preuve positifs" qui est faite à l'article 3.1, nous notons que même si nous acceptions, pour les besoins de l'argumentation, l'interprétation que la Turquie en donne, le passage cité plus haut et qui est tiré du *rapport sur les faits essentiels et les conclusions* indique clairement que les rapports établis par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ne sont pas, comme le laisse entendre la Turquie, dénués de toute explication quant au choix du niveau commercial retenu pour comparer les prix. En outre, nous notons qu'il existe un certain nombre de critères suivant lesquels l'analyse concernant la sous-cotation du prix peut-être effectuée, mais nous estimons que la justification par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête des critères qu'elles ont utilisés n'est pas illogique à première vue et qu'elle ne manque pas d'objectivité, et nous n'y décelons non plus aucune indication de partialité. Concernant les renseignements liés à la sous-cotation qui figurent dans l'*analyse confidentielle du dommage*, la Turquie n'a désigné aucun élément de preuve dans le dossier qui étayerait ses arguments concernant l'existence ou la nature d'une différenciation du produit qui s'appliquerait aux barres d'armature de manière générale ou qui existerait entre les importations et le produit national, ni concernant l'effet éventuel d'une telle différenciation sur les prix. De fait, nous notons à cet égard ce qui a été dit par trois des sociétés interrogées dans la lettre qu'elles ont adressée le 28 septembre 1999 aux autorités égyptiennes chargées de l'enquête ("comme les [autorités égyptiennes chargées de l'enquête] le savent, les sociétés interrogées ne ventilent pas leurs coûts en fonction du diamètre")[83], ce qui donne à penser que les différences de diamètre ont un effet négligeable sur les coûts.

7.76 Compte tenu des considérations qui précèdent, nous constatons que la Turquie n'a pas établi que des autorités objectives et impartiales n'auraient pas pu constater qu'il y avait sous-cotation du prix en se fondant sur les éléments de preuve versés au dossier. Nous constatons donc que la Turquie n'a pas établi que la constatation de sous-cotation du prix dressée par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'était pas fondée sur des "éléments de preuve positifs", ce qui aurait été contraire à l'article 3.1.

---

[81] Pièce n° 15 de la Turquie, *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*, paragraphe 4.2.1.
[82] Pièce n° 16 de la Turquie, *rapport final*, paragraphe 4.2.1.
[83] Pièce n° 3 de l'Égypte, page 2b.

3. Allégation au titre de l'article 6.1 et 6.2 – Violation alléguée en raison de la "modification" de la "portée" de l'enquête relative au dommage, laquelle a cessé de porter sur l'existence d'une menace de dommage important pour porter sur l'existence d'un dommage important actuel

7.77 La Turquie allègue que l'Égypte a modifié la "portée" de l'enquête relative au dommage – la faisant passer d'une enquête portant sur l'existence d'une menace de dommage important à une enquête relative à l'existence d'un dommage important actuel – sans en informer la Turquie et après l'expiration du délai imparti pour fournir des renseignements factuels dans le cadre de l'enquête. Elle allègue qu'en agissant ainsi l'Égypte a violé l'article 6.1 en n'informant pas la Turquie des renseignements requis par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête, et l'article 6.2, en ne donnant pas à la Turquie toutes possibilités de défendre ses intérêts.[84]

7.78 La Turquie affirme notamment qu'il était fait exclusivement mention dans le *rapport sur l'ouverture d'une enquête* d'une menace de dommage, et qu'il n'était pas fait mention d'un dommage important actuel. Elle fait valoir que pour cette raison, les sociétés turques n'ont présenté des éléments de preuve et des arguments qu'en ce qui concerne l'existence d'une menace (c'est-à-dire au sujet des facteurs et considérations mentionnés à l'article 3.7 de l'Accord antidumping). La Turquie fait valoir que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont ensuite modifié la portée de l'enquête relative à l'existence d'un dommage, après l'expiration du délai prévu pour présenter des renseignements factuels et des arguments, ce qui signifie que les sociétés turques ne se sont pas vu ménager des possibilités adéquates de présenter des renseignements et des observations concernant la question du dommage important actuel, en violation de l'article 6.1 et 6.2.

7.79 L'Égypte répond[85] que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont présenté de manière suffisamment détaillée dans le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions* leurs constatations et leurs conclusions en ce qui concerne le dommage important, mais qu'il ne s'agit pas là de la question qui est soulevée par cette allégation. Selon l'Égypte, la question est plutôt de savoir si les autorités égyptiennes chargées de l'enquête étaient tenues d'informer les sociétés turques interrogées qu'elles avaient modifié en cours de route la portée de l'enquête relative au dommage, la faisant passer d'une enquête sur l'existence d'une menace de dommage important à une enquête sur l'existence d'un dommage important actuel. L'Égypte cite le rapport du Groupe spécial qui était chargé de l'affaire *Guatemala – Ciment II* à l'appui de la thèse selon laquelle pareille obligation n'existe pas. Selon elle, la question soulevée par l'allégation de la Turquie est quasiment identique à celle qui a été examinée dans l'affaire *Guatemala – Ciment II*. L'Égypte fait valoir que dans cette affaire, le Mexique a allégué que le Guatemala avait contrevenu à l'article 6.1, 6.2 et 6.9 de l'Accord antidumping en changeant le fondement de la détermination de l'existence d'un dommage qui, de détermination préliminaire de l'existence d'une menace de dommage important était devenue une détermination finale de l'existence d'un dommage important actuel, cela sans en informer les sociétés interrogées. L'Égypte note que le Groupe spécial a constaté qu'"[a]ucune disposition de l'Accord antidumping n'oblige les autorités chargées de l'enquête à indiquer aux parties intéressées, au cours de l'enquête, qu'elles ont changé le fondement juridique de leur détermination de l'existence d'un dommage".[86]

7.80 L'Égypte fait également valoir qu'il est fait mention dans l'*avis d'ouverture d'une enquête*[87], qui a été publié au Journal officiel de l'Égypte, d'éléments de preuve d'un dommage important qui aurait commencé à se produire à ce moment-là, et aussi que le fait que l'enquête portait sur un

---

[84] Réponse écrite de la Turquie, datée du 7 décembre 2002, à la question n° 1 qui lui a été adressée et qui figure dans les *Questions écrites posées par le Groupe spécial*, lesquelles sont datées du 28 novembre 2001, page 25 – Annexe 4-1.

[85] Première communication écrite de l'Égypte, page 41.

[86] Première communication écrite de l'Égypte, section III.B.8, dans laquelle l'Égypte cite le rapport sur l'affaire *Guatemala – Ciment II*, paragraphe 8.237.

[87] Pièce n° 7.3 de l'Égypte.

dommage important actuel était indiqué dans un fac-similé daté du 17 juillet 1999, qui avait été adressé par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête à l'avocat de trois des sociétés interrogées.[88]

7.81 Les dispositions pertinentes de l'article 6.1 se lisent ainsi:

> "Toutes les parties intéressées par une enquête antidumping seront avisées des renseignements que les autorités exigent et se verront ménager d'amples possibilités de présenter par écrit tous les éléments de preuve qu'elles jugeront pertinents pour les besoins de l'enquête en question."

7.82 La disposition pertinente de l'article 6.2 se lit ainsi:

> "Pendant toute la durée de l'enquête antidumping, toutes les parties intéressées auront toutes possibilités de défendre leurs intérêts."

7.83 Si nous comprenons bien l'allégation de la Turquie, le manquement allégué à l'obligation qui est faite à l'article 6.2 de ménager aux parties intéressées toutes possibilités de défendre leurs intérêts est tributaire, du moins en partie, de l'allégation de la Turquie selon laquelle il y a eu violation de l'article 6.1. C'est-à-dire que le défaut allégué d'indiquer les renseignements requis par les autorités signifiait, selon la Turquie, que les sociétés interrogées n'avaient pas eu toutes possibilités de défendre leurs intérêts.

7.84 Nous commençons donc par examiner la question de savoir s'il est clair, en fait, que la portée de l'enquête était limitée au départ à l'existence d'une menace de dommage, avant d'être modifiée par la suite, comme l'allègue la Turquie, pour devenir une enquête se rapportant à l'existence d'un dommage important actuel. Tout d'abord, nous relevons à cet égard qu'il est indiqué dans l'*avis d'ouverture d'une enquête*[89] qui a été publié, qu'il y avait, au moment où l'enquête a été ouverte, des éléments de preuve indiquant qu'un dommage était en train de se produire. En outre, il est explicitement indiqué, dans les questionnaires qui ont été adressés aux fabricants (étrangers) et aux exportateurs[90], qui ont été envoyés par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête peu après l'ouverture de l'enquête, que "l'enquête relative à l'existence d'un dommage portera sur la période allant de 1996 à 1998. S'agissant de l'existence d'une menace de dommage, l'enquête portera sur la période allant de 1999 à 2000". Le fait que des questions précises ont alors été posées dans ces questionnaires aux fabricants étrangers et aux exportateurs concernant certains des facteurs et questions traités à l'article 3.7 n'est pas déterminant en soi. En réalité, il est logique, étant donné que ces facteurs ont trait principalement à la probabilité qu'il y ait d'autres augmentations des importations faisant l'objet d'un dumping, renseignements qui sont entre les mains des producteurs étrangers et des exportateurs, que les demandes de données concernant ces facteurs aient été adressées à ces producteurs étrangers et à ces exportateurs. Pour la même raison, il est logique que les demandes de données concernant les facteurs relevant de l'article 3.4, renseignements dont dispose la branche de production nationale, aient été adressées aux producteurs nationaux plutôt qu'aux producteurs étrangers et aux exportateurs.[91] Il est également fait allusion à ce point dans le *rapport final* des autorités égyptiennes chargées de l'enquête, dans lequel celles-ci citent la télécopie envoyée le

[88] Pièce n° 8 de l'Égypte.
[89] *Ibid.*, paragraphe 4, page 2.
[90] Pièces n° 3 et 2 de la Turquie, sections 1.8 et 1.5, respectivement.
[91] Ici, il convient de souligner que les demandes de *données* et de *renseignements* présentées par les autorités chargées de l'enquête dans le cadre d'une enquête ne sont rien d'autre que cela. Il est parfaitement compréhensible que les autorités chargées de l'enquête demandent les divers éléments d'information qu'elles doivent examiner dans le cadre d'une enquête antidumping aux parties intéressées qui sont en possession de ces renseignements. À notre avis, ces demandes de renseignements ne sont pas assimilables aux possibilités qui doivent être ménagées aux parties intéressées de présenter des arguments au sujet des points de fait ou de droit qui sont soulevés dans une enquête.

17 juillet 1999[92] à l'avocat de trois des sociétés interrogées au sujet de la portée de l'enquête relative à l'existence d'un dommage, dans laquelle il est dit:

> "Au moment de l'ouverture d'une enquête, c'est une pratique normale de s'intéresser aussi bien à la question de savoir si un dommage a commencé à se faire sentir qu'à la question de savoir si les importations menacent d'en causer un. En raison des conditions relatives à l'existence d'une menace de dommage, c'est aussi une pratique normale d'inclure des questions à ce sujet dans le questionnaire qui est envoyé aux exportateurs ou aux producteurs à l'étranger."[93]

7.85 Ainsi, il est clair pour nous qu'une éventuelle détermination fondée sur l'existence d'un dommage important actuel était envisagée dès le départ dans le cadre de l'enquête. Pour toutes les raisons exposées précédemment, nous constatons que la Turquie n'a pas établi en fait que la portée de l'enquête avait été modifiée.

7.86 Nous constatons également que la Turquie n'a pas établi en fait que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'avaient pas avisé les sociétés turques interrogées des renseignements qui étaient exigés d'elles, ni qu'elles leur avaient refusé la possibilité de défendre pleinement leurs intérêts. Comme nous l'avons fait observer, il était indiqué dans les questionnaires qui ont été envoyés aux producteurs étrangers et aux exportateurs que l'enquête relative au dommage portait à la fois sur l'existence d'un dommage important actuel et sur l'existence d'une menace de dommage important, et les autorités égyptiennes chargées de l'enquête y ont également indiqué les renseignements se rapportant plus particulièrement à l'existence d'un dommage qu'elles demandaient aux parties intéressées. Par la suite, trois des sociétés interrogées ont également présenté un mémoire écrit, *après* la date limite impartie pour répondre aux questionnaires, dans lequel elles exposaient divers arguments d'ordre matériel ou juridique au sujet de questions se rapportant à l'existence d'un dommage.[94] Aucun élément de preuve n'indique, et la Turquie n'allègue pas non plus, que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont refusé de tenir compte de cette communication ou qu'elles s'y sont opposées de quelque manière que ce soit. Au contraire, il semble qu'elles aient accepté cette communication sans faire d'objection ni de difficulté.[95]

7.87 Par ailleurs, l'avocat représentant ces mêmes sociétés s'est plaint, dans les observations qu'il a présentées au sujet du *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*, de la modification alléguée de la portée de l'enquête, laissant entendre que les sociétés interrogées n'avaient appris qu'à la lecture du rapport que l'existence d'un dommage important actuel était en cause – ("*Affirmer aujourd'hui, longtemps après la publication de l'avis d'ouverture d'une enquête*, que cette affaire concerne l'existence d'un dommage plutôt que l'existence d'une menace de dommage revient pour l'ITPD à changer les règles du jeu pendant que la partie est en cours"[96] (pas d'italique dans l'original)) – mais, en fait, ces sociétés avaient été expressément informées par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête dans la télécopie datée du 17 juillet 1999[97], en réponse à une demande qui leur avait été adressée au moment de la vérification, que l'enquête relative au dommage portait à la fois sur

---

[92] Pièce n° 8 de l'Égypte.

[93] Pièce n° 16 de la Turquie, *rapport final*, paragraphe 4.5.7.

[94] Pièce n° 18 de la Turquie. Cette communication a été présentée le 21 mai 1999 par les sociétés Habas, Diler et Colakoglu. Les réponses aux questionnaires adressés aux fabricants et aux exportateurs étaient attendues autour du 7 avril 1999 (date à laquelle la plupart d'entre elles ont été communiquées), c'est-à-dire 37 jours après que les questionnaires leur eurent été envoyés.

[95] En outre, certains des arguments exposés dans ce mémoire écrit ont été examinés dans le document qui, selon l'Égypte, fait partie du dossier public de l'enquête (pièce n° 6 de l'Égypte), ce qui indique que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête en ont tenu compte dans leur analyse du dommage.

[96] Pièce n° 20 de la Turquie, page 17.

[97] Pièce n° 8 de l'Égypte.

l'existence d'un dommage important actuel et sur l'existence d'une menace de dommage.[98] Ces sociétés ont reconnu implicitement qu'elles étaient au courant de ce fait dans leur communication du 15 septembre 1999 au sujet des coûts[99], dans laquelle celles-ci ont dit que "... compte tenu du fait patent que la branche de production égyptienne *ne subit pas un dommage important* en raison des exportations en provenance de Turquie, et des éléments de preuve que nous avons apportés précédemment concernant l'existence d'une menace ... nous prions instamment l'ITPD de mettre fin à cette procédure en établissant une détermination négative de *l'existence d'un dommage important ou d'une menace de dommage important*" (pas d'italique dans l'original). Nous notons toutefois que l'affirmation selon laquelle la branche de production ne subissait pas de dommage important n'était accompagnée d'aucun argument ni élément de preuve. Ces sociétés n'ont pas tenté non plus, après avoir reçu la confirmation explicite, le 17 juillet 1999, que l'enquête relative au dommage portait sur l'existence d'un dommage important actuel ainsi que sur l'existence d'une menace de dommage, de présenter des arguments ou des éléments pertinents. Nous jugeons révélateur que ces sociétés n'aient pas pris elles-mêmes l'initiative d'essayer de protéger leurs intérêts en demandant la possibilité de présenter des arguments et des éléments de preuve ou en présentant simplement une communication, comme elles l'avaient fait, semble-t-il avec succès, au sujet de l'existence d'une menace de dommage important.[100] Bref, nous constatons qu'il n'existe aucun élément de preuve établissant que les sociétés interrogées se sont vu "refuser" la possibilité de présenter des arguments pertinents concernant l'existence d'un dommage important actuel, ni même qu'elles ont tenté de le faire.

7.88 Nous soulignons ici que le libellé de la disposition en cause impose aux autorités égyptiennes chargées de l'enquête l'obligation de *ménager* aux parties intéressées *des possibilités* de défendre leurs intérêts. Dans la situation qui fait l'objet de cette allégation, rien n'indique que pareille possibilité n'a pas été *ménagée*. Les éléments de preuve montrent plutôt que les sociétés interrogées ne sont pas intervenues sur cette question en réalité (et qu'elles n'ont même pas tenté de le faire). Le défaut des sociétés interrogées de prendre l'initiative de défendre leurs propres intérêts dans une enquête ne peut être assimilé, dans le règlement d'un différend à l'OMC, au défaut des autorités chargées de l'enquête de ménager aux parties intéressées des possibilités de défendre leurs intérêts.

7.89 Nous devons souligner que l'analyse factuelle qui précède des éléments de preuve versés au dossier concernant la portée de l'enquête relative au dommage retient, pour les besoins de l'argumentation, l'interprétation implicite que fait la Turquie de l'article 3.7 de l'Accord antidumping. En particulier, il semble que la prémisse juridique de la Turquie veut que lorsque l'enquête sur le dommage porte exclusivement sur l'existence d'une menace de dommage important, les facteurs et considérations mentionnés à l'article 3.7 de l'Accord antidumping sont les *seuls* qui doivent être examinés par les autorités chargées de l'enquête.

---

[98] Il est dit à ce sujet dans la télécopie du 17 juillet 1999: "Au cours de la réunion qui s'est tenue récemment en Turquie avec l'équipe d'enquêteurs, vous avez posé une question au sujet de l'enquête antidumping ... la question de savoir si cette enquête concernait l'existence d'un dommage important résultant de l'importation de marchandises en provenance de Turquie dont il est allégué qu'elles font l'objet d'un dumping, ou l'existence d'une menace de dommage important dont la cause serait la même ..."

[99] Pièces n° 34A, 34B et 34C de la Turquie, lettre d'envoi, page 2, note de bas de page 1.

[100] La communication relative à l'existence d'une menace de dommage a été présentée le 21 mai 1999, soit un jour après que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête eurent informé ces sociétés que le délai pour l'envoi d'autres réponses au questionnaire sur la question de l'existence d'une menace de dommage était la date limite impartie pour répondre aux questionnaires (pièce n° 31 de la Turquie, page 2), date qui était déjà dépassée. En présentant leur communication relative à l'existence d'une menace, ces sociétés ont indiqué qu'il ne s'agissait pas d'une réponse au questionnaire, mais d'un "document autonome présenté en tant que preuve" au titre de l'article 6.1 de l'Accord antidumping. Rien n'indique que cette communication ait été rejetée. Au contraire, certains arguments présentés dans cette communication sont examinés dans un document qui a été versé au dossier public (pièce n° 6 de l'Égypte).

7.90 L'article 3.7 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

> "La détermination concluant à une menace de dommage important se fondera sur des faits, et non pas seulement sur des allégations, des conjectures ou de lointaines possibilités. Le changement de circonstances qui créerait une situation où le dumping causerait un dommage doit être nettement prévu et imminent. [note de bas de page omise] En déterminant s'il y a menace de dommage important, les autorités devraient examiner, entre autres, des facteurs tels que:
>
> i) taux d'accroissement notable des importations faisant l'objet d'un dumping sur le marché intérieur, qui dénote la probabilité d'une augmentation substantielle des importations;
>
> ii) capacité suffisante et librement disponible de l'exportateur, ou augmentation imminente et substantielle de la capacité de l'exportateur, qui dénote la probabilité d'une augmentation substantielle des exportations faisant l'objet d'un dumping vers le marché du Membre importateur, compte tenu de l'existence d'autres marchés d'exportation pouvant absorber des exportations additionnelles;
>
> iii) importations entrant à des prix qui auront pour effet de déprimer les prix intérieurs dans une mesure notable ou d'empêcher dans une mesure notable des hausses de ces prix, et qui accroîtraient probablement la demande de nouvelles importations; et
>
> iv) stocks du produit faisant l'objet de l'enquête.
>
> Un seul de ces facteurs ne constituera pas nécessairement en soi une base de jugement déterminante, mais la totalité des facteurs considérés doit amener à conclure que d'autres exportations faisant l'objet d'un dumping sont imminentes et qu'un dommage important se produirait à moins que des mesures de protection ne soient prises."

7.91 Ainsi, le texte de cette disposition indique explicitement que dans une enquête sur l'existence d'une menace de dommage, la question essentielle est celle de savoir s'il y aura un "changement de circonstances" qui pourrait faire que le dumping commence à causer un dommage à la branche de production nationale. D'un point de vue purement logique, il semblerait nécessaire, afin d'évaluer la probabilité qu'un changement de circonstances particulier fasse qu'une branche de production commence à éprouver un dommage important actuel, de connaître la situation de cette branche de production nationale au départ. Par exemple, si une branche de production augmente sa production, accroît ses ventes, crée des emplois, etc., et fait des bénéfices records, même si les importations faisant l'objet d'un dumping progressent rapidement, on peut supposer qu'il serait plus difficile pour les autorités chargées de l'enquête de conclure qu'elle est menacée de subir un dommage imminent que si la production, les ventes, les emplois, les bénéfices et les autres indicateurs sont peu élevés et/ou à la baisse.

7.92 Le texte même de l'Accord antidumping justifie explicitement cette conclusion qui repose sur la logique. En particulier, la note de bas de page 9 relative à l'intitulé de l'article 3, "Détermination de l'existence d'un dommage", dispose ce qui suit:

> "Pour les besoins du présent accord, le terme "dommage" s'entendra, sauf indication contraire, d'un dommage important causé à une branche de production nationale, d'une menace de dommage important pour une branche de production nationale ou

> d'un retard important dans la création d'une branche de production nationale; il sera interprété conformément aux dispositions de cet article."

Autrement dit, lorsque le terme "dommage" figure tel quel dans l'Accord antidumping, il englobe toutes les formes de dommage: le dommage important actuel et la menace de dommage important ainsi qu'un retard important dans la création d'une branche de production.

7.93 Si l'on applique cette définition à l'article 3.1, il est clair que toute enquête relative à l'existence d'un dommage, qu'il s'agisse d'un dommage important actuel, d'une menace de dommage important ou d'un retard important doit "comporter un examen objectif a) du volume des importations faisant l'objet d'un dumping et de l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur, *et* b) de l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits" (pas d'italique dans l'original). C'est par contre l'article 3.4 qui régit "l'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale". Ainsi, pour résumer, les facteurs relevant de l'article 3.4 doivent être examinés dans le cadre de chaque enquête, quelle que soit la manifestation ou la forme particulières du dommage qui est en cause dans une enquête donnée.

7.94 D'ailleurs, c'est le raisonnement qui a été appliqué par le Groupe spécial qui était chargé de l'affaire *Mexique – Sirop de maïs*[101] et c'est la conclusion à laquelle il est arrivé. Dans cette affaire, les États-Unis avaient allégué que les autorités mexicaines chargées de l'enquête avaient examiné les facteurs relevant de l'article 3.7 en faisant abstraction ou en faisant quasiment abstraction des facteurs relevant de l'article 3.4. Le Groupe spécial a formulé la constatation suivante:

> "Le texte de l'Accord antidumping exige la prise en considération des facteurs énoncés à l'article 3.4 dans une détermination de l'existence d'une menace. L'article 3.7 énonce des facteurs *additionnels* qui doivent être examinés pour déterminer s'il existe une menace, mais n'élimine pas l'obligation d'examiner l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale conformément aux prescriptions de l'article 3.4." (pas d'italique dans l'original)[102]

7.95 Ainsi, quelle que soit la portée initiale ou finale de l'enquête relative à l'existence d'un dommage, les facteurs relevant de l'article 3.4 auraient dû être examinés aussi bien dans une affaire concernant l'existence d'un dommage important actuel que dans une affaire concernant l'existence d'une menace de dommage important. La seule différence aurait été que les renseignements et arguments se rapportant aux facteurs qui relèvent de l'article 3.7 seraient devenus moins pertinents ou non pertinents si l'enquête relative au dommage avait cessé de porter sur l'existence d'une menace pour porter sur l'existence d'un dommage important actuel.

7.96 Il se peut effectivement que des autorités chargées d'une enquête induisent les parties intéressées en erreur de façon si manifeste quant à la pertinence de leur enquête sur les questions de dommage important actuel ou de menace de dommage important, ou qu'elles leur refusent des possibilités de traiter de ces questions, au point que pareille situation justifie une allégation de violation de l'article 6.1 et 6.2. Mais les circonstances de l'espèce ne correspondent pas véritablement à une telle situation. Compte tenu des considérations qui précèdent, nous constatons que la Turquie n'a pas établi que l'Égypte avait contrevenu à l'article 6.1 et 6.2 en ce qui concerne la portée de l'enquête relative à l'existence d'un dommage et l'avis y afférent qui a été donné aux sociétés turques interrogées.

---

[101] Rapport du Groupe spécial *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis* ("*Mexique – Sirop de maïs*"), WT/DS132/R et Corr.1, adopté le 24 février 2000, paragraphes 7.111 à 7.143.

[102] *Ibid.*, paragraphe 7.131.

4. Allégation au titre de l'article 3.5 et 3.1 – Défaut allégué d'apporter des éléments de preuve spécifiques établissant un lien entre les importations et les effets défavorables du volume et des prix sur la branche de production nationale, et défaut consécutif de fonder la constatation relative à l'existence d'un lien de causalité sur des éléments de preuve positifs

7.97 La Turquie fait valoir que le principal indicateur du dommage invoqué par l'Égypte dans sa détermination positive de l'existence d'un dommage était une baisse des prix et un fléchissement de la rentabilité en 1998 et 1999, et que la baisse des prix était attribuée à une sous-cotation du prix en raison des importations en provenance de Turquie. Toutefois, selon la Turquie, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'ont pas apporté d'"éléments de preuve positifs" établissant que les importations faisant l'objet d'un dumping avaient un effet sur les prix intérieurs, ou une incidence quelconque sur la branche de production nationale. Selon elle, cela constituait un manquement à l'obligation qui est faite à l'article 3.1 de se fonder sur des "éléments de preuve positifs", et cela signifiait par voie de conséquence que l'Égypte avait également manqué à l'obligation qui est faite à l'article 3.5 de démontrer que les importations faisant l'objet d'un dumping causaient, par les effets du dumping, un dommage au sens de l'Accord antidumping.[103]

7.98 La Turquie fait valoir que des éléments de preuve positifs et spécifiques établissant que les importations ont fait chuter les prix intérieurs comprendraient des éléments de preuve selon lesquels les acheteurs estimaient que les prix directeurs sur le marché étaient établis par les importations turques, des éléments de preuve établissant que la branche de production nationale avait perdu certaines ventes au profit des importations turques, ou des éléments de preuve établissant que les producteurs nationaux avaient baissé leurs prix, ou avaient dû renoncer aux augmentations de prix prévues, parce que des clients avaient mentionné, au cours des négociations sur les prix menées avec les producteurs nationaux, la possibilité de se procurer des barres d'armature en provenance de Turquie à des prix moins élevés. Selon la Turquie, la simple existence d'augmentations du volume des importations faisant l'objet d'un dumping n'est pas un élément de preuve suffisant pour établir l'existence d'une incidence dommageable pour la branche de production nationale, pas plus que l'existence d'une sous-cotation du prix, lorsque la branche de production nationale augmente le volume des ses ventes et accroît sa part de marché.

7.99 L'Égypte fait valoir que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont déterminé, en se fondant sur les données et les renseignements disponibles, que le volume des importations faisant l'objet d'un dumping avait augmenté au cours de la période et que cela avait eu un effet notable sur le prix des barres d'armature égyptiennes, et qu'elles avaient également examiné l'incidence sur les producteurs nationaux et constaté, entre autres choses, que parce qu'elle était sensible aux variations de volume, la branche de production avait dû baisser ses prix pour faire face à la concurrence des importations faisant l'objet d'un dumping et pour protéger ses ventes. L'Égypte fait valoir en outre qu'aucune disposition de l'Accord antidumping n'exige que soient réunis et analysés les types particuliers d'éléments de preuve mentionnés par la Turquie.

7.100 Pour mémoire, l'article 3.1 dispose ce qui suit:

> "La détermination de l'existence d'un dommage aux fins de l'article VI du GATT de 1994 se fondera sur des éléments de preuve positifs et comportera un examen objectif *a)* du volume des importations faisant l'objet d'un dumping et de l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur, et *b)* de l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits."

[103] Réponse écrite, datée du 7 décembre 2001, à la question n° 1 de la Turquie, qui figure dans les *Questions écrites posées par le Groupe spécial*, lesquelles sont datées du 28 novembre 2001, page 20 - Annexe 4-1.

7.101 Les dispositions pertinentes de l'article 3.5 se lisent ainsi:

> "Il devra être démontré que les importations faisant l'objet d'un dumping causent, par les effets du dumping, *tels qu'ils sont définis aux paragraphes 2* et 4, un dommage au sens du présent accord. La démonstration d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale se fondera sur l'examen de tous les éléments de preuve pertinents dont disposent les autorités. [...]" (pas d'italique dans l'original)

7.102 Nous notons qu'il n'est fait mention dans aucune des dispositions citées précédemment des types particuliers d'éléments de preuve qui, selon la Turquie, auraient dû être réunis et examinés, ni d'ailleurs d'aucun type d'éléments de preuve quels qu'ils soient. Il est clair que l'article 3.1 donne des indications générales essentielles quant à la nature de l'enquête et de l'analyse qui doivent être effectuées par les autorités chargées de l'enquête en ce qui concerne l'existence d'un dommage. L'article 3.5 indique clairement, au moyen des renvois qu'il contient, que l'article 3.2 et l'article 3.4 sont les dispositions de l'Accord antidumping qui donnent des indications précises sur l'examen des effets des importations faisant l'objet d'un dumping sur le volume et les prix, ainsi qu'en ce qui concerne l'incidence des importations sur la branche de production nationale, respectivement. Ainsi, l'on peut supposer que toute mention dans l'Accord antidumping des types particuliers d'éléments de preuve évoqués par la Turquie en ce qui concerne les effets des importations faisant l'objet d'un dumping sur le volume et les prix se trouverait à l'article 3.2, le cas échéant. Mais cette disposition ne renferme aucune mention du genre, ce qui explique peut-être pourquoi la Turquie n'allègue pas également qu'il y a violation de l'article 3.2 pour ce qui est de cette allégation.

7.103 À cet égard, la Turquie dénonce la nature de l'analyse qui a été faite par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête en ce qui concerne la sous-cotation du prix[104], mais elle n'allègue pas que celles-ci n'ont pas examiné du tout la question de savoir s'il y avait sous-cotation du prix. De même, bien que la Turquie mette en doute l'exactitude de certaines des données concernant le volume des importations sur lesquelles se sont fondées les autorités égyptiennes chargées de l'enquête[105], elle ne conteste pas la constatation fondamentale des autorités égyptiennes chargées de l'enquête selon laquelle le volume des importations de barres d'armature en provenance de Turquie a augmenté.

7.104 Rien n'indique dans le dossier (et d'ailleurs la Turquie ne prétend pas non plus) que les sociétés turques interrogées ont fait valoir au cours de l'enquête que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête auraient dû examiner les types d'éléments de preuve qui font l'objet de cette allégation, ni qu'elles ont elles-mêmes apporté de tels éléments de preuve. Ainsi, il est indéniable que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont réuni et analysé les types de renseignements qui *sont* expressément requis par le texte même de l'Accord antidumping, et que les sociétés interrogées n'ont pas tenté, au cours de l'enquête, de compléter ou d'étoffer ces renseignements avec des types additionnels d'éléments de preuve qui ne sont pas expressément mentionnés dans l'Accord antidumping, mais que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête étaient tenues d'examiner, si l'on en croit ce que la Turquie affirme maintenant dans le cadre de la présente procédure de règlement des différends.

7.105 En résumé, nous estimons qu'il n'y a pas lieu pour nous de constater qu'il y a violation de l'Accord antidumping en ce qui concerne un type d'élément de preuve ou d'analyse qui n'est pas expressément requis par l'Accord antidumping ou qui n'y est même pas mentionné, lorsque le dossier de l'enquête ne renferme aucun élément de preuve indiquant qu'une telle analyse était nécessaire, ni qu'une partie intéressée a tenté de faire en sorte que l'examen de la question soit poursuivi au cours de l'enquête. De nouveau, il s'agit d'une situation dans laquelle les sociétés interrogées ont pris la décision, au cours de l'enquête (décision qu'elles semblent regretter aujourd'hui) de ne *pas* avancer

[104] Section VII.C.2, *supra*.
[105] Réfutation écrite de la Turquie, pages 8 et 9.

d'argument particulier pour défendre leurs intérêts en ce qui concerne l'analyse prescrite des effets sur les prix, dont les modalités particulières sont laissées par l'Accord antidumping à l'appréciation des autorités chargées de l'enquête. Il n'entre pas dans notre mandat d'annuler dans le cadre d'une procédure de règlement des différends les conséquences des décisions qui ont été prises par ces sociétés au cours de l'enquête quant aux arguments qu'elles souhaitaient présenter.

7.106 Compte tenu des considérations qui précèdent, nous constatons que la Turquie n'a pas établi que l'Égypte avait manqué à l'obligation qui est faite à l'article 3.1 de se fonder sur des "éléments de preuve positifs", du fait que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'avaient pas apporté certains types d'éléments de preuve spécifiques, et qu'elle n'a pas établi non plus que l'Égypte avait ainsi manqué à l'obligation qui lui est faite à l'article 3.5 de démontrer l'existence d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale.

5. Allégation au titre de l'article 3.5 – Défaut allégué de tenir compte de "facteurs connus" autres que les importations faisant l'objet d'un dumping en ce qui concerne le dommage causé à la branche de production nationale, lesquels auraient été imputés à ces mêmes importations

7.107 La Turquie allègue que l'Égypte a contrevenu à l'article 3.5 en ne tenant pas compte des effets de "facteurs connus" autres que les importations faisant l'objet d'un dumping, qui causaient au même moment un dommage à la branche de production nationale, et en les imputant aux importations faisant l'objet d'un dumping.

7.108 Les "facteurs connus" particuliers mentionnés par la Turquie sont les mêmes que ceux dont elle a fait état dans le cadre de son allégation au titre de l'article 3.4[106]), à savoir:

> "a) l'accroissement spectaculaire des capacités des deux grands producteurs égyptiens de barres d'armature et les effets temporaires probables de cet accroissement sur les structures de coûts des producteurs;
>
> b) l'effet de l'accroissement des capacités – la production ayant démarré à la fin de 1998 – sur la concurrence entre les producteurs égyptiens qui tentaient de remplir de nouveaux carnets de commandes plus volumineux;
>
> c) l'intensification de la concurrence entre Al Ezz et Alexandria National, Al Ezz cherchant à accroître sa part de marché en tirant parti de ses avantages au niveau des coûts par rapport à Alexandria National;
>
> d) la baisse des cours de la ferraille, principale matière première utilisée par Al Ezz;
>
> e) la contraction très marquée de la demande en janvier 1999, précisément le mois au cours duquel les prix des barres d'armature ont chuté;
>
> f) l'effet d'importations faisant l'objet d'échanges loyaux et dont les prix étaient comparables."

Nous rappelons, comme nous l'avons indiqué plus haut, que la Turquie a précisé que les facteurs b), c) et, à la rigueur, d) sont englobés dans le facteur a), en ce sens que ce sont des effets défavorables de l'accroissement des capacités.[107]

---

[106] Section VII.C.1 b), *supra*.
[107] Paragraphe 7.50, *supra*.

7.109 L'Égypte fait valoir que, tout au long de l'enquête, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont examiné tous les éléments de preuve qui avaient été fournis par les parties intéressées, y compris des éléments de preuve concernant l'augmentation des capacités de production, la concurrence entre les producteurs nationaux, la baisse des prix des matières premières, la demande intérieure et l'effet des importations ne faisant pas l'objet d'un dumping. L'Égypte fait valoir que, se fondant sur cet examen, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont constaté qu'il n'existait "aucune autre cause de dommage" suffisante pour rompre le lien de causalité qui existait entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale.[108]

7.110 Avant d'examiner le fond de cette allégation, nous notons qu'en réponse à une demande que le Groupe spécial lui avait adressée pour obtenir certains documents, l'Égypte a présenté un document qu'elle a désigné comme faisant partie du dossier public de l'enquête et qui, selon elle, renferme une partie de l'analyse détaillée qui a été effectuée par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête concernant certains des "autres facteurs" qu'elles ont examinés au cours de l'enquête. Selon l'Égypte, ce document pouvait être consulté sur demande pendant la durée de l'enquête (du 27 janvier 1999 au 21 octobre 1999).[109] Le document comprend des sections qui traitent de la "contraction de la demande", des "importations ne faisant pas l'objet d'un dumping", des "frais et dépenses administratives", de la "concurrence" ainsi que de plusieurs autres facteurs.[110]

7.111 Ce document n'a pas été remis à la Turquie au cours de l'enquête[111] (quoique l'Égypte prétende qu'il faisait partie du dossier public auquel la Turquie aurait pu avoir accès pendant l'enquête); la Turquie affirme qu'elle a effectivement demandé des renseignements figurant dans le dossier public au cours des consultations qui ont marqué le début du présent différend, mais qu'on lui a répondu que l'enquête était terminée et qu'il n'était plus possible d'avoir accès au dossier public.[112]

7.112 Il n'entre pas dans notre mandat d'examiner des questions qui se sont posées dans le cadre des consultations visant à régler le différend et nous n'examinerons donc pas cette question plus avant. Toutefois, nous relevons qu'il est fait expressément mention, dans l'*avis d'ouverture d'une enquête*[113] qui a été publié, du dossier public auquel toutes les parties intéressées pouvaient avoir accès, et nous notons par ailleurs que la Turquie ne prétend pas que les sociétés turques interrogées aient jamais tenté d'avoir accès à ce dossier pendant l'enquête et qu'elles aient essuyé un refus.

7.113 La Turquie estime que le Groupe spécial ne devrait pas se fonder sur le document versé au dossier public pour établir que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont examiné certains autres facteurs pouvant être la cause du dommage. Bien que la Turquie admette, au vu de la décision qui a été rendue par l'Organe d'appel dans l'affaire *Thaïlande – Poutres en H*, que l'Égypte peut se fonder sur des éléments de preuve qui ne sont pas mentionnés dans les rapports qui ont été publiés par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête, elle maintient néanmoins que l'Égypte ne peut se fonder que sur les documents qui ont été échangés avec les sociétés interrogées ou qui leur ont été communiqués autrement.[114] Nous ne comprenons pas très bien la distinction établie par la Turquie en l'occurrence car, selon nous, le rapport sur l'affaire *Thaïlande – Poutres en H* traite et tranche ces deux questions, en ce sens que nous pouvons tenir compte du document qui a été versé au dossier public.

---

[108] Première communication écrite de l'Égypte, page 28.

[109] Pièce n° 6 de l'Égypte et note d'envoi accompagnant la liste des pièces jointes à la réponse écrite de l'Égypte aux questions qui lui ont été adressées par le Groupe spécial, datée du 12 décembre 2001.

[110] *Ibid*., pages 1 à 4 et 6.

[111] Communication écrite de la Turquie présentée à titre de réfutation, page 1.

[112] Déclaration orale de la Turquie au cours de la deuxième réunion de fond que le Groupe spécial a tenue avec les parties le 25 février 2002.

[113] Pièce n° 7.3 de l'Égypte, section 12.

[114] Déclaration de la Turquie au cours de la deuxième réunion de fond que le Groupe spécial a tenue avec les parties le 25 février 2002, section I.B.

7.114 Avant d'examiner le fond de la question qui est soulevée par cette allégation, nous rappelons d'abord les dispositions pertinentes de l'article 3.5:

> "[Les autorités] examineront aussi tous les facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale, et les dommages causés par ces autres facteurs ne devront pas être imputés aux importations faisant l'objet d'un dumping. Les facteurs qui pourront être pertinents à cet égard comprennent, entre autres, le volume et les prix des importations non vendues à des prix de dumping, la contraction de la demande ou les modifications de la configuration de la consommation, les pratiques commerciales restrictives des producteurs étrangers et nationaux et la concurrence entre ces mêmes producteurs, l'évolution des techniques, ainsi que les résultats à l'exportation et la productivité de la branche de production nationale."

7.115 Comme cette disposition l'indique clairement, il est impératif d'examiner les facteurs "connus" autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale, et de faire en sorte que ce dommage ne soit pas imputé à ces importations, mais il est également clair que la liste particulière de facteurs qui figurent à l'article 3.5 n'est donnée qu'à titre exemplatif, comme l'indiquent les termes qui précèdent cette énumération: "Les facteurs qui pourront être pertinents à cet égard *comprennent, entre autres, ...*" (pas d'italique dans l'original). La Turquie ne prétend pas le contraire non plus. Elle fait plutôt valoir que les facteurs particuliers qu'elle a invoqués dans le présent différend sont entièrement responsables du dommage causé à la branche de production égyptienne, que ces facteurs étaient ou auraient dû être "connus" des autorités égyptiennes chargées de l'enquête, et que celles-ci ont établi une détermination positive de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité en imputant indûment aux importations faisant l'objet d'un dumping le dommage causé par les autres facteurs.

7.116 Nous commençons par examiner la question de savoir si, en fait, la Turquie a raison de dire que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'ont pas examiné les "autres" facteurs qui ont été désignés par la Turquie dans le présent différend. Si nous prenons le premier de ces facteurs, l'accroissement des capacités de production, nous notons qu'il est fait mention tant dans le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*[115] que dans le *rapport final*[116] établis par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête du fait que la branche a augmenté ses capacités de production, sans dire toutefois dans quelle proportion, et qu'il y est dit que la branche n'a pas réduit sa production pour faire face à la concurrence des importations, mais qu'elle a plutôt réduit ses prix pour maintenir son potentiel de production et essayé de couvrir ses frais. Les autorités concluent ensuite dans leurs rapports qu'il n'y a eu "aucun effet" sur l'utilisation des capacités (c'est-à-dire qu'il n'y a eu aucun changement dans l'utilisation des capacités). Il semble donc que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont estimé que l'accroissement des capacités de la branche de production était un facteur neutre dans leur analyse du dommage et du lien de causalité. En outre, nous notons que bien que la question de l'accroissement des capacités de la branche de production ait été soulevée par certaines sociétés interrogées au cours de l'enquête, les seuls arguments détaillés qui ont été présentés à cet égard, et qui figuraient dans la communication des sociétés Habas, Diler et Colakoglu sur l'existence d'une menace de dommage important, étaient que les capacités de la branche de production étaient *insuffisantes* pour répondre à la demande intérieure, même après que celle-ci eut accru ses capacités.[117] La seule autre mention par une société interrogée de l'accroissement des capacités de

[115] *Ibid.*, sections 4.3.2.4 et 4.5.4.

[116] *Ibid.*, sections 4.3.2.2, 4.3.2.3 et 4.6.

[117] Pièce n° 20 de la Turquie, page 9. Les auteurs de la communication se réfèrent à des documents de source secondaire, qui sont joints à la communication et dans lesquels il est indiqué que la demande d'acier en Égypte augmentait rapidement en raison de l'essor du secteur du bâtiment, et que le marché égyptien "se développait plus vite que l'offre", de sorte que les importations répondaient à une "demande qui serait restée non satisfaite autrement".

production, qui se trouve dans les observations qui ont été présentées par le gouvernement turc au sujet du *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*, est une simple affirmation voulant que la diminution des bénéfices et du rendement des investissements des producteurs était largement attribuable aux nouveaux investissements que ceux-ci avaient effectués.[118]

7.117 Concernant l'argument de la Turquie selon lequel l'accroissement des capacités de production aurait eu un effet important sur les coûts de production de la branche, argument qui, selon elle, aurait dû être examiné par les autorités égyptiennes au cours de leur enquête, nous notons que les données relatives aux coûts de la branche de production, tels qu'ils figurent dans l'*analyse confidentielle du dommage*, source des données auxquelles les autorités égyptiennes chargées de l'enquête se réfèrent dans leur *rapport sur les faits essentiels et les conclusions* et dans leur *rapport final*, montrent en fait que les coûts de production unitaires ont diminué constamment au cours de la période visée par l'enquête. Ainsi, les éléments de preuve versés au dossier ne semblent pas étayer dans les faits l'hypothèse qui est avancée par la Turquie.[119]

7.118 En ce qui concerne la baisse des cours de la ferraille, dans leur *rapport final*, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête prennent acte des arguments présentés à ce sujet au cours de l'enquête, mais laissent entendre qu'une observation est illogique et font remarquer que l'autre n'est pas étayée par les éléments de preuve. En particulier, le gouvernement turc a dit dans les observations qu'il a présentées aux autorités égyptiennes chargées de l'enquête concernant le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions* que celles-ci n'ont pas satisfait à l'exigence qui consiste à analyser correctement les facteurs connus autres que les importations parce qu'elles n'ont pas:

> "... pris en considération la baisse des cours de la ferraille sur le marché international en 1998, tout en établissant un lien de causalité entre les prix pratiqués sur le marché intérieur en Égypte et les prix des marchandises exportées originaires de la Turquie. À vrai dire, la diminution des prix de la ferraille – qui déterminent en grande partie le coût des barres d'armature – a fait baisser le prix des barres d'armature sur le marché égyptien, comme dans la plupart des autres pays.
>
> La diminution des bénéfices et du rendement des investissements des producteurs nationaux ne peut pas être liée non plus aux exportations de la Turquie. *Mis à part la baisse des cours de la ferraille*, cette diminution ne peut qu'être associée aux nouveaux investissements qui ont été effectués par le producteur égyptien ces dernières années, comme l'ITPD l'a mentionné au paragraphe 4.3.2.4 de son rapport."[120] (pas d'italique dans l'original)

7.119 De même, les sociétés Habas, Diler et Colakoglu ont fait valoir dans les observations qu'elles ont présentées concernant le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions* que les cours de la ferraille étaient en baisse et que les prix pratiqués pour les barres d'armature en Égypte reflétaient simplement la chute des prix des matières premières.

---

[118] Pièce n° 30 de la Turquie, section 4.

[119] Après avoir reçu l'*analyse confidentielle du dommage*, la Turquie a fait valoir en outre que les frais de financement de la branche de production avaient augmenté au moment où elle avait procédé à l'accroissement de ses capacités, et que les pertes de bénéfices de la branche de production étaient attribuables à cette augmentation – Voir la réfutation écrite de la Turquie, pages 23 et 24. Toutefois, comme il est indiqué dans l'examen de prix de la ferraille aux paragraphes, *infra*, les recettes unitaires ont diminué sensiblement entre 1997 et le premier trimestre de 1999, en particulier entre 1998 et le premier trimestre de 1999, davantage en réalité que la hausse des frais de financement. Nous estimons donc que des autorités objectives et impartiales auraient pu parvenir à la conclusion à laquelle sont parvenues les autorités égyptiennes chargées de l'enquête en ce qui concerne ces tendances.

[120] Pièce n° 30 de la Turquie, section 4.

7.120 Dans leur *rapport final*, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête prennent note de la première observation selon laquelle le "manque à gagner était attribuable à la baisse des cours de la ferraille", et font remarquer que:

> "Normalement, la baisse du prix d'une matière première ferait augmenter les bénéfices. Toutefois, en l'occurrence, les producteurs nationaux ont dû réduire leurs prix pour faire face à la concurrence des importations. Il a donc été constaté que le manque à gagner était attribuable à la volonté de faire face à la concurrence par les prix plutôt qu'à la baisse des cours de la ferraille. En outre, la diminution des prix a été plus importante que la baisse des cours de la ferraille."[121]

7.121 Nous notons que les données sur les coûts unitaires et les recettes unitaires de la branche de production qui figurent dans l'*analyse confidentielle du dommage* – source des données qui sont reprises dans le r*apport sur les faits essentiels et les conclusions* et dans le r*apport final* – illustrent la tendance à laquelle les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont fait allusion dans le passage cité précédemment. En particulier, les recettes unitaires et les coûts unitaires ont diminué au cours de la période visée par l'enquête, particulièrement à la fin de celle-ci, mais la baisse des recettes unitaires a été supérieure à celle des coûts unitaires, ce qui a entraîné une diminution des bénéfices bruts. Les frais d'administration et de commercialisation ont également diminué, mais pas assez pour compenser la réduction du bénéfice brut, ce qui signifie que le bénéfice avant déduction des intérêts débiteurs a lui aussi diminué. Ainsi, la description que font dans leurs rapports les autorités égyptiennes chargées de l'enquête des tendances des coûts par rapport aux prix des barres d'armature cadre avec les données financières concernant la branche de production.

7.122 En ce qui concerne les effets de la concurrence au sein du secteur, l'argument de la Turquie semble quelque peu incohérent, en ce sens que la Turquie semble faire valoir à la fois que l'accroissement des capacités de production aurait fait augmenter les coûts des deux producteurs nationaux, ce qui aurait entraîné l'intensification de la concurrence par les prix qu'ils se livraient, et que Al Ezz était la société qui produisait à moindre coût et qu'elle était donc tout simplement plus concurrentielle que la société Alexandria National. Bien que ce facteur ne semble pas être expressément mentionné dans les rapports qui ont été publiés par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête, il est mentionné dans le document qui a été désigné comme faisant partie du dossier public de l'enquête, et les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont fait observer dans ce contexte qu'il n'existait pratiquement aucune différence entre les prix pratiqués par les deux sociétés. En outre, nous ne voyons pas très bien quelles sont les données figurant dans l'a*nalyse confidentielle du dommage* qui seraient nécessairement révélatrices "des effets de la concurrence au sein du secteur" en tant que tels. Certes, comme nous l'avons indiqué plus haut, dans l'ensemble, les coûts de la branche de production ont diminué constamment au cours de la période visée par l'enquête; néanmoins, les bénéfices de la branche de production ont diminué en même temps que diminuaient ses recettes unitaires. Nous rappelons ici que, conformément à l'Accord antidumping, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête doivent évaluer la situation de la branche de production nationale dans son ensemble.[122]

7.123 Concernant la contraction très marquée de la demande qui se serait produite en janvier 1999 et qui, selon la Turquie, coïncidait exactement avec la chute des prix des barres d'armature, nous notons que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont examiné le premier trimestre de l'année civile 1999 dans son ensemble, plutôt que mois par mois. L'Accord antidumping ne renferme aucune prescription quant à la façon dont la période visée par l'enquête devrait être divisée aux fins de l'analyse. Étant donné que les données économiques sont souvent susceptibles de varier à court terme, à notre avis, il pourrait être imprudent pour les autorités chargées de l'enquête de fonder des aspects importants de leurs constatations et de leurs conclusions sur des données portant sur des périodes

[121] Pièce n°16 de la Turquie, *rapport final*, paragraphe 4.3.5.3.
[122] Article 3 de l'Accord antidumping.

extrêmement courtes. D'ailleurs, pendant l'enquête, cela semble avoir été l'avis des sociétés interrogées qui ont présenté une communication distincte concernant l'existence d'une menace de dommage. En particulier, dans la partie de cette communication où sont examinés les "autres facteurs économiques", s'agissant des données relatives aux ventes de barres d'armature égyptiennes, ces sociétés ont repris les données publiées par le gouvernement, exprimées en fonction d'une "moyenne mobile sur trois mois (afin de lisser certaines fluctuations saisonnières, telles que la baisse enregistrée chaque année en décembre) ...".[123] En outre, comme il est indiqué plus haut, l'argument général de ces sociétés, argument qu'elles ont présenté dans leur communication du 20 mai 1999 (c'est-à-dire quatre mois après la baisse alléguée de la demande), était que la demande de barres d'armature en Égypte était "en plein essor". Les données figurant dans l'*analyse confidentielle du dommage* montrent que la demande au premier trimestre de 1999 se situait à un niveau comparable à celui de 1998 et à un niveau beaucoup plus élevé qu'en 1996 et 1997 et que, au même moment, les importations en provenance de Turquie et les ventes sur le marché intérieur augmentaient. De plus, le document versé au dossier public montre que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont effectivement examiné s'il y avait eu une contraction de la demande au cours de la période visée par l'enquête et qu'elles ont conclu, en se fondant sur les éléments de preuve versés au dossier, qu'il n'y en avait eu aucune. Ainsi, à notre avis, des autorités impartiales et objectives auraient pu arriver à la conclusion à laquelle sont arrivées les autorités égyptiennes chargées de l'enquête sur les barres d'armature en se fondant sur les faits consignés au dossier relativement à cette question.

7.124 Enfin, concernant les effets d'"importations faisant l'objet d'échanges loyaux et dont les prix étaient comparables", la Turquie fait valoir que le volume des importations en provenance d'Arabie saoudite et de Libye était semblable et que le prix de ces importations était comparable à celui des importations en provenance de Turquie. Elle affirme qu'étant donné cette situation, il n'y avait pas lieu pour les autorités égyptiennes chargées de l'enquête de conclure que les importations en provenance de Turquie causaient un dommage alors que celles en provenance d'Arabie saoudite et de Libye n'en causaient pas un. Il est dit ce qui suit dans le passage pertinent du *rapport final*:

> "La part de marché de la branche de production nationale de barres d'armature a diminué en 1998 et augmenté au premier trimestre de 1999, en raison de la baisse de prix qui a été opérée pour lutter contre les prix de dumping. Tout cela a eu une incidence négative sur la rentabilité des producteurs nationaux. La part de marché des importations en provenance de pays tiers a diminué et les importations de barres d'armature en provenance de Turquie ont pris la part de marché des importations en provenance de pays tiers."[124]

Les données relatives aux importations qui figurent dans les rapports des autorités égyptiennes chargées de l'enquête qui ont été publiés semblent concorder avec la description qui précède. En particulier, le volume des importations en provenance de pays tiers, pris dans leur ensemble, a diminué d'à peu près 700 000 tonnes par année de 1996 à 1998 pour passer à 43 400 tonnes au premier trimestre de 1999 (ce qui donnait, en extrapolant, un volume annuel d'environ 174 000 tonnes), tandis que les importations en provenance de Turquie, qui étaient passées de 145 000 tonnes en 1996 à néant en 1997, ont rebondi pour atteindre 210 000 tonnes en 1998 avant de s'établir à 73 600 tonnes au premier trimestre de 1999, ce qui donne, en extrapolant, un volume annuel de 294 000 tonnes. Ainsi, à la fin de la période visée par l'enquête, le volume des importations faisant l'objet d'un dumping était beaucoup plus grand que le volume total des importations de toutes autres provenances. Compte tenu de ces statistiques, et en particulier du fait qu'à la fin de la période visée par l'enquête, les importations en provenance de Turquie avaient atteint un niveau sensiblement plus élevé que celui des importations de tous les autres pays confondus, lesquelles étaient en forte baisse, nous ne voyons pas très bien sur quels éléments de fait repose l'argument de la Turquie. De plus, le document provenant du dossier public indique que les autorités égyptiennes chargées de

[123] Pièce n° 18 de la Turquie, page 8.
[124] *Ibid.*, section 4.3.4.5.

l'enquête ont effectivement examiné, avant de les rejeter, les arguments plus détaillés concernant les effets allégués des importations en provenance d'Arabie saoudite et de Libye qui avaient été avancés par les trois sociétés interrogées dans la communication qu'elles ont présentée au sujet de l'existence d'une menace de dommage.[125]

7.125 Pour résumer, nous avons pris soigneusement note des facteurs qui, selon ce qu'affirme la Turquie, étaient des "facteurs connus autres" au sens de l'article 3.5. Nous avons également pris note de l'examen de ces facteurs qui a été effectué par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête dans les rapports qu'elles ont publiés et dans le document versé au dossier public et avons comparé cet examen avec les données sous-jacentes y afférentes qui sont consignées au dossier. En fait, comme nous l'avons dit plus haut, nous constatons que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont à vrai dire examiné explicitement dans les rapports qu'elles ont publiés la plupart des "autres facteurs" mentionnés par la Turquie, dont un certain nombre sont essentiellement les mêmes selon la Turquie, et qu'elles ont traité les facteurs restants (à savoir les effets éventuels de la concurrence au sein de la branche et d'une contraction de la demande) dans le document versé au dossier public. Compte tenu des données consignées au dossier, nous constatons qu'il n'existe aucun élément de preuve établissant que l'examen de ces facteurs par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête, y compris les conclusions auxquelles elles sont arrivées au sujet de ces facteurs, étaient partiales ou manquaient d'objectivité.

7.126 Il est clair que la Turquie est parvenue à des conclusions différentes de celles auxquelles sont arrivées les autorités égyptiennes chargées de l'enquête en ce qui concerne certains éléments de preuve versés au dossier et qu'elle souhaiterait que nous la suivions sur cette voie. Toutefois, nous rappelons que nous sommes tenus, suivant les règles posées par l'article 17.5 et 17.6 de l'Accord antidumping, d'examiner, en nous fondant sur les éléments de preuve qui ont été communiqués aux autorités au cours de leur enquête, la question de savoir si l'établissement des faits concernant tel ou tel facteur était incorrect, et la question de savoir si l'évaluation de tel ou tel facteur était partiale ou manquait d'objectivité. C'est-à-dire que nous n'avons pas le droit de fonder nos constatations sur notre propre examen *de novo* des éléments de preuve versés au dossier et sur nos propres conclusions concernant chacun des facteurs et l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité de manière générale. Nous devons plutôt nous demander si des autorités objectives et impartiales *auraient pu* arriver aux conclusions qui ont été tirées dans le cadre de l'enquête en se fondant sur l'analyse des éléments de preuve versés au dossier au moment où la détermination a été établie. Pour les raisons exposées précédemment, nous constatons que ce critère a été rempli et, par conséquent, que la Turquie n'a pas établi que l'évaluation par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête des facteurs autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui auraient pu causer un dommage était incompatible avec l'article 3.5.

6. Allégation au titre de l'article 3.5 et 3.1 – Défaut allégué de démontrer que les importations ont causé un dommage "par les effets du dumping"

7.127 La Turquie allègue que parce que la période visée par l'enquête relative à l'existence d'un dumping allait jusqu'au 31 décembre 1998 et que la plus grande partie du dommage constaté par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête avait été causée au premier trimestre de 1999, celles-ci n'ont pas démontré que le dumping et le dommage s'étaient produits au même moment, de telle sorte qu'il existait un lien entre les importations dont il avait été expressément constaté qu'elles faisaient l'objet d'un dumping et le dommage dont l'existence avait été constatée, ce qui était contraire à l'article 3.5 et 3.1.[126] En particulier, selon la Turquie, les plus fortes baisses de prix et de rentabilité se sont produites au premier trimestre de 1999, mais les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'ont

[125] Pièce n° 18 de la Turquie.

[126] Réponse écrite de la Turquie, datée du 7 décembre 2001, à la question n° 1 qui lui a été adressée et qui figure dans les *Questions écrites posées par le Groupe spécial*, lesquelles sont datées du 28 novembre 2001, page 24 – Annexe 4-1.

pas constaté que les importations étaient vendues à des prix inférieurs à la valeur normale pendant cette période, et aucun élément de preuve ne permet de lier l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping aux prix de produits similaires sur le marché intérieur ni de lier ces importations à l'incidence sur les producteurs nationaux. La Turquie fait valoir par ailleurs qu'en n'établissant pas un lien entre les importations qui ont eu lieu en 1998 et le dommage causé en 1999, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'ont pas démontré "que les importations faisant l'objet d'un dumping caus[aient], par les effets du dumping, ... un dommage au sens du présent accord"[127], en violation de l'article 3.5.

7.128 Nous examinons d'abord les éléments de fait sur lesquels repose cette allégation de la Turquie. En particulier, l'argument de celle-ci semble reposer largement sur l'idée qu'il y avait une différence ou un écart dans la nature ou l'ampleur du dommage dont l'existence a été constatée par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête en 1998 (période visée par l'enquête relative à l'existence d'un dumping) par rapport au premier trimestre de 1999 (dernière partie de la période visée par l'enquête relative à l'existence d'un dommage). Toutefois, après avoir examiné le *rapport final*, nous n'avons trouvé aucune trace d'une telle différence. Il est plutôt fait mention dans le rapport de la baisse de divers indicateurs, tant en 1998 qu'en 1999, sans qu'il ne soit question d'un changement qualitatif particulier d'une période sur l'autre. Nous notons que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont constaté l'existence d'un dommage important actuel au cours de la période visée par l'enquête en se fondant sur cette baisse. Par conséquent, la période visée par l'enquête relative à l'existence d'un dommage et la période au cours de laquelle l'existence d'un dommage a été constatée coïncident pour l'essentiel.[128]

7.129 Qui plus est, la thèse de la Turquie repose sur l'hypothèse plutôt artificielle selon laquelle le marché réagit instantanément et absorbe les importations au moment même où celles-ci entrent sur le territoire du pays importateur. Pareille hypothèse suppose implicitement qu'il existe une "information parfaite" sur le marché (c'est-à-dire que tous les intervenants sur le marché soient instantanément au courant de tous les signaux du marché). La Turquie n'a pas établi *prima facie* qu'une telle condition existait sur le marché égyptien des barres d'armature pendant la période visée par l'enquête.

7.130 En outre, ni les articles mentionnés dans le cadre de cette allégation ni aucune autre disposition de l'Accord antidumping ne renferment de règle précise quant aux périodes qui doivent être visées par les enquêtes relatives à l'existence d'un dommage ou d'un dumping, ni concernant un éventuel chevauchement de ces périodes.

7.131 À vrai dire, les seules dispositions qui donnent des indications sur la façon dont les effets des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix et sur la branche de production nationale doivent être appréciés sont (comme l'indiquent les renvois qui figurent à l'article 3.5) l'article 3.2 (volume et effets sur les prix des importations faisant l'objet d'un dumping) et l'article 3.4 (incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale). Ni l'une ni l'autre de ces dispositions ne précise de période de temps particulière pour ces analyses. (Nous notons que les allégations spécifiques de la Turquie concernant l'analyse des effets sur les prix et l'analyse des effets des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale sont examinées dans les sections VII.C.4 et VII.C.5, *supra*.)

7.132 Pour les raisons qui précèdent, nous constatons que la Turquie n'a pas établi que l'article 3.1 et 3.5 obligeait les autorités égyptiennes chargées de l'enquête à effectuer une analyse et à dresser une constatation du type revendiqué par la Turquie en ce qui concerne la question de savoir si les importations causaient, "par les effets du dumping", un dommage. Nous constatons donc que la Turquie n'a pas établi que l'Égypte avait contrevenu à l'article 3.5 et 3.1 à cet égard.

---

[127] *Ibid.*, page 24.

[128] Voir la *Recommandation concernant les périodes de collecte des données pour les enquêtes antidumping*, G/ADP/6, adoptée le 5 mai 2000 par le Comité des pratiques antidumping.

D. ALLÉGATIONS CONCERNANT L'ENQUÊTE RELATIVE À L'EXISTENCE D'UN DUMPING – "DONNÉES DE FAIT DISPONIBLES"

1. Rappel des faits

7.133 Dans le présent différend, les allégations concernant l'existence d'un dumping ont toutes trait à un événement clé qui s'est produit au cours de l'enquête relative à l'existence d'un dumping, à savoir la demande envoyée par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête à toutes les sociétés interrogées le 19 août 1999[129] ("la demande du 19 août") pour obtenir certains renseignements se rapportant aux coûts. La chronologie des événements s'établit comme suit. Dans les questionnaires qu'elles ont envoyés aux fabricants étrangers et aux exportateurs à la fin de janvier ou au début de février 1999, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont demandé certains renseignements se rapportant au prix de revient des barres d'armature.[130] En juin 1999, après avoir reçu les réponses au questionnaire, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont procédé à des vérifications sur place dans les locaux des sociétés interrogées en Turquie. Les vérifications n'ont porté que sur les données relatives au prix, et non pas sur les données relatives aux coûts, qui avaient été communiquées dans ces réponses. Puis, le 19 août 1999, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont envoyé à chacune des sociétés qui avait répondu au questionnaire[131] une lettre dans laquelle celles-ci indiquaient qu'elles avaient certains doutes concernant l'exactitude des données sur les coûts qui avaient été communiquées dans les réponses au questionnaire, notamment au sujet de la question de savoir si les données sur les coûts tenaient parfaitement compte des effets de l'hyperinflation qui sévissait alors en Turquie. Les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont informé les sociétés interrogées qu'elles avaient donc l'intention d'ajuster les coûts déclarés pour tenir compte du taux d'inflation mensuel et d'appliquer le critère de rentabilité sur la base des coûts ajustés, à moins que les sociétés ne leur fournissent, au plus tard le 1er septembre 1999 (c'est-à-dire 13 jours plus tard), certains renseignements et explications complémentaires se rapportant aux coûts. Les sociétés interrogées ont toutes demandé des prorogations de délai, de durée variable, pour répondre à la lettre. En réponse à ces demandes, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont prorogé le délai accordé à toutes les sociétés interrogées de 14 jours, c'est-à-dire jusqu'au 15 septembre 1999. Aucune demande complémentaire ni aucune autre demande de prorogation de délai n'a été présentée par aucune des sociétés interrogées.

2. Allégation au titre de l'article 17.6 i)

7.134 La Turquie allègue que l'établissement des faits par les autorités chargées de l'enquête sur les barres d'armature n'était pas "correct" et que leur évaluation des faits n'était ni "objective" ni "impartiale" au sens de l'article 17.6 i).

7.135 Nous rappelons que le texte intégral de l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

> "[D]ans son évaluation des faits de la cause, le groupe spécial déterminera si l'établissement des faits par les autorités était correct et si leur évaluation de ces faits était impartiale et objective. Si l'établissement des faits était correct et que l'évaluation était impartiale et objective, même si le groupe spécial est arrivé à une conclusion différente, l'évaluation ne sera pas infirmée."

7.136 Dans ce contexte, la Turquie allègue plus précisément que les constatations des autorités égyptiennes chargées de l'enquête selon lesquelles le coût de production des sociétés interrogées ne

[129] Pièce n° 11 de la Turquie.
[130] Pièce n° 3 de la Turquie.
[131] Une société turque, Ekinciler, n'a pas répondu au questionnaire et n'a donc pas reçu la lettre concernant les coûts qui a été envoyée par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête le 19 août 1999.

tenait pas compte des effets de l'hyperinflation en Turquie, estimée à 5 pour cent par mois par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête, étaient spéculatives et contraires à tous les faits consignés au dossier.[132] La Turquie affirme ce qui suit:

> "Cette supposition des autorités chargées de l'enquête reposait uniquement sur le fait non contesté que l'économie turque était aux prises avec une inflation élevée pendant la période visée par l'enquête. Cependant, ce n'est pas parce que l'hyperinflation touche l'économie dans son ensemble que chaque secteur et chaque groupe de produits doivent faire face au même taux d'inflation. Cela est d'autant plus vrai lorsque des branches de production (comme la branche de production turque de barres d'armature) importent la majeure partie de leurs matières premières et que la matière première utilisée est un produit de base soumis à des variations de prix considérables.
>
> ...
>
> Les constatations des autorités chargées de l'enquête selon lesquelles les coûts communiqués par les sociétés interrogées ne tenaient pas compte des effets de l'inflation, établie à 5 pour cent par mois par les autorités chargées de l'enquête, étaient contraires à tous les faits consignés au dossier. Pour cette raison, l'établissement des faits par les autorités chargées de l'enquête n'était pas "correct" et leur évaluation des faits n'était ni "impartiale" ni "objective", au sens de l'article 17.6 i)."[133]

7.137 L'Égypte soutient que l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping régit le critère d'examen devant être appliqué par un groupe spécial pour déterminer si l'établissement des faits par les autorités chargées de l'enquête était correct et si l'évaluation était impartiale et objective. L'Égypte affirme par ailleurs que l'article 17.6 i) ne régit pas les droits et obligations des Membres dans le cadre de l'Accord antidumping. Elle soutient également que cette allégation n'était pas mentionnée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial[134] et que, par conséquent, elle n'entre pas dans le mandat du Groupe spécial et doit être rejetée.[135]

7.138 La Turquie conteste la thèse de l'Égypte en se référant à la constatation qui a été formulée par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*, qui a dit que l'article 17.6 i) impose certaines obligations de fond aux autorités chargées de l'enquête:

> "L'article 17.6 i) de l'Accord antidumping dispose aussi que le groupe spécial doit déterminer, premièrement, si l'"établissement des faits" par les autorités chargées de l'enquête "était correct" et, deuxièmement, si l'"évaluation des faits" par les autorités "était impartiale et objective". Bien que le texte de l'article 17.6 i) soit libellé d'une manière telle qu'il crée une obligation pour les groupes spéciaux – le groupe spécial "déterminera" – cette disposition, en même temps, définit en fait les cas dans lesquels les autorités chargées de l'enquête peuvent être considérées comme ayant agi d'une façon compatible avec l'Accord antidumping lors de leur "établissement" et de leur "évaluation" des faits pertinents. En d'autres termes, l'article 17.6 i) établit le critère approprié que doivent appliquer les groupes spéciaux lorsqu'ils examinent la compatibilité, avec les règles de l'OMC, de l'établissement et de l'évaluation des faits

---

[132] Réponse écrite de la Turquie, datée du 7 décembre 2001, à la question n° 1 qui lui a été adressée et qui figure dans les *Questions écrites posées par le Groupe spécial*, lesquelles sont datées du 28 novembre 2001, page 30 – Annexe 4-1.

[133] *Ibid.*, page 31.

[134] Document WT/DS211/2, tel qu'il a été modifié.

[135] Deuxième communication écrite de l'Égypte, page 14.

> effectués par les autorités chargées de l'enquête au titre d'autres dispositions de l'Accord antidumping."[136]

7.139 La Turquie se réfère également à l'allégation n° 1 qu'elle a formulée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial qu'elle a présentée, dans laquelle elle dit que "l'autorité égyptienne chargée de l'enquête ... a, au cours de son enquête, établi des déterminations de l'existence d'un dommage et d'un dumping sans *avoir dûment établi les faits* et sur la base d'une évaluation des faits qui n'était *ni impartiale, ni objective*", ainsi qu'à l'allégation n° 9, dans laquelle elle dit que "[l]es éléments factuels que le[s autorités chargées de l'enquête ont] cités pour demander de nombreux renseignements complémentaires sur les coûts à un stade avancé de la procédure antidumping étaient sans fondement [...]. La décision prise ensuite par le[s autorités chargées de l'enquête] de se fonder sur les "données de fait disponibles" reposait sur *une détermination incorrecte des faits* au cours de l'enquête et sur une évaluation des faits qui n'était *ni impartiale, ni objective*". La Turquie affirme donc que, contrairement à ce qu'estime l'Égypte, elle a bel et bien indiqué dans la demande qu'elle a présentée pour obtenir l'établissement du présent groupe spécial[137] qu'une violation de l'article 17.6 i) était en cause et que nous sommes saisis à bon droit de cette allégation.

7.140 En outre, la Turquie fait valoir ce qui suit:

> "Il ne ressort pas clairement des dispositions de l'Accord que la Turquie doit alléguer une violation d'une autre obligation de fond découlant de l'Accord pour formuler cette allégation. La Turquie pense qu'il y a violation de l'Accord si, pour parvenir à une détermination finale sur une question, les autorités chargées de l'enquête procèdent à un établissement des faits incorrect ou si leur évaluation des faits ne satisfait pas aux critères d'objectivité et d'absence de partialité.
>
> Néanmoins, dans la mesure où le Groupe spécial considère qu'il ne peut examiner une violation de l'article 17.6 i) que dans le cadre d'une autre allégation portant sur le fond, nous faisons remarquer que dans la section II.D de la reformulation de nos allégations, où l'article 17.6 i) est invoqué, nous avons formulé l'allégation selon laquelle la décision de l'Égypte d'appliquer des "données de fait disponibles" constituait une violation à la fois de l'article 6.8 et de l'article 17.6 i) de l'Accord parce qu'elle était fondée sur une détermination des faits incorrecte et sur une évaluation des faits qui n'était ni impartiale ni objective. Aussi, dans la mesure où le Groupe spécial estime que l'article 17.6 i) ne fait qu'établir un critère en vue de l'examen par un groupe spécial d'autres violations concernant des obligations de fond, nous invitons le Groupe spécial à examiner cette allégation en relation avec notre allégation de violation de l'article 6.8."[138]

7.141 Si nous examinons d'abord la question de savoir si nous sommes saisis à bon droit de l'allégation de violation de l'article 17.6 i), nous relevons d'abord que l'article 17.6 i) n'est mentionné ni dans la demande d'établissement d'un groupe spécial qui a été présentée par la Turquie[139], ni dans la liste des articles auxquels il aurait été contrevenu, ni dans les allégations n° 1 et 9, telles qu'elles ont été formulées par la Turquie[140], en tant qu'article de l'Accord antidumping auquel l'Égypte aurait contrevenu. Bien que certains termes semblables à ceux qui sont employés à l'article 17.6 i) figurent

---

[136] Déclaration de la Turquie à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, page 12.

[137] *Ibid.*, page 13.

[138] Réponse de la Turquie à la question n° 2 qui lui a été adressée et qui figure dans les *Questions écrites posées par le Groupe spécial*, lesquelles sont datées du 14 mars 2002 – Annexe 8-1.

[139] Document WT/DS211/2, tel qu'il a été modifié.

[140] Réponse écrite, datée du 7 décembre 2001, à la question n° 1 qui a été adressée à la Turquie et qui figure dans les *Questions écrites posées par le Groupe spécial*, lesquelles sont datées du 28 novembre 2002 – Annexe 4-1.

dans certains paragraphes de la demande d'établissement d'un groupe spécial, cette disposition n'est jamais mentionnée. Il est bien établi que dans le cadre du règlement d'un différend à l'OMC, il est toujours nécessaire, à tout le moins, de mentionner expressément dans la demande d'établissement d'un groupe spécial les articles particuliers d'un accord qui font l'objet d'une allégation.[141] Étant donné l'absence de toute mention expresse, nous rejetons cette allégation car elle déborde le cadre de notre mandat.

7.142 Par ailleurs, bien que nous n'ayons pas à nous prononcer sur la question de savoir si une violation de l'article 17.6 i) peut faire l'objet d'une allégation de la part d'une partie dans le cadre d'un différend – étant donné que nous avons rejeté cette allégation pour des raisons de procédure – nous avons beaucoup de doutes à ce sujet. Néanmoins, ce qui est clair, et cela quel que soit le différend, c'est que l'article 17.6 i) énonce le critère qu'un groupe spécial doit appliquer lorsqu'il examine la question dont il est saisi aux termes de l'article 17.5 de l'Accord antidumping. Cela étant, nous sommes bien entendu tenus de respecter les dispositions de cet article lorsque nous examinons les allégations formulées dans le cadre du présent différend.

3. Allégation au titre de l'article 6.8 et des paragraphes 5 et 6 de l'Annexe II – Recours aux "données de fait disponibles"

7.143 La Turquie allègue que "[c]omme il était infondé d'abord de mettre en doute puis de rejeter les coûts des sociétés turques interrogées", le recours des autorités égyptiennes chargées de l'enquête aux données de fait disponibles n'était pas justifié. Selon elle, les sociétés turques interrogées ont fourni tous les "renseignements nécessaires" et n'ont certainement pas "entravé" le déroulement de l'enquête.[142] La Turquie fait valoir que la justification avancée pour demander des renseignements complémentaires sur les coûts – à savoir que les données communiquées initialement ne semblaient pas tenir compte de l'inflation élevée qui sévissait en Turquie – était purement spéculative, en ce sens que l'hyperinflation dans une économie ne signifie pas nécessairement que chaque secteur ou chaque groupe doit faire face au même taux d'inflation, en particulier des secteurs comme la branche de production de barres d'armature, qui importent la majeure partie de leurs matières premières, et que ces matières premières sont des produits de base soumis à des variations de prix considérables. Selon la Turquie, les sociétés interrogées ont démontré dans leurs réponses à la demande qui leur avait été adressée par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête le 19 août pour obtenir des renseignements sur les coûts que rien ne "manquait" dans les coûts déclarés par les sociétés interrogées. En outre, la Turquie dit que le gouvernement turc a fourni des statistiques officielles sur l'inflation qui montraient que celle-ci n'avait pas augmenté de 5 pour cent par mois en 1998, et qu'elle n'avait pas dépassé 2,5 pour cent pendant un certain nombre de mois. Ainsi, selon la Turquie, comme il était infondé dans les faits de mettre en doute puis de rejeter les données sur les coûts, le recours des autorités égyptiennes chargées de l'enquête aux "données de fait disponibles" était injustifié au regard de l'article 6.8. La Turquie allègue en outre que le recours aux "données de fait disponibles" était incompatible avec les dispositions des paragraphes 5 et 6 de l'Annexe II, parce que les sociétés interrogées avaient agi au mieux de leurs possibilités, que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête avaient négligé d'informer certaines sociétés interrogées du fait que leurs renseignements

---

[141] Voir le rapport de l'Organe d'appel, *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes* ("*CE – Bananes III*"), WT/DS27/AB/R, adopté le 25 septembre 1997, RRD 1997:II, page 609, paragraphe 143, le rapport de l'Organe d'appel, *Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers* ("*Corée – Produits laitiers*"), WT/DS98/AB/R, adopté le 12 janvier 2000, paragraphe 124, et le rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde* ("*CE – Linge de lit*"), WT/DS141/R, adopté le 12 mars 2001, tel qu'il a été modifié par l'Organe d'appel, pages 10 à 12.

[142] Réponse écrite de la Turquie, datée du 7 décembre 2001, à la question n° 1 qui lui a été adressée et qui figure dans les *Questions écrites posées par le Groupe spécial*, lesquelles sont datées du 28 novembre 2001, page 31 – Annexe 4-1.

avaient été rejetés et qu'elles ne leur avaient pas donné la possibilité de fournir des explications complémentaires.[143]

7.144 L'Égypte fait valoir, tout d'abord, que la Turquie demande au Groupe spécial de procéder à un examen *de novo* des éléments de preuve dont disposaient les autorités égyptiennes chargées de l'enquête, en ce sens que, selon elle, les arguments de la Turquie reprennent pour l'essentiel ceux qui ont été avancés au cours de l'enquête par les sociétés interrogées en ce qui concerne le coût de production et l'hyperinflation. Elle affirme que le critère d'examen énoncé à l'article 17.6 i) n'habilite pas les groupes spéciaux à se lancer dans un tel examen *de novo*. Selon l'Égypte, le Groupe spécial doit circonscrire son examen de la décision de se fonder en partie sur les "données de fait disponibles" à la question de savoir si les faits ont été correctement établis et à la question de savoir si les conclusions qui ont été établies étaient impartiales et objectives. En outre, l'Égypte fait valoir que la décision d'utiliser en partie les "données de fait disponibles" était conforme à l'article 6.8 et à l'Annexe II de l'Accord antidumping. À cet égard, elle fait valoir que les données sur les coûts qui ont été communiquées initialement étaient incomplètes et inutilisables, et que les sociétés interrogées n'ont pas fourni les renseignements complémentaires, notamment des éléments de preuve à l'appui et des tableaux de concordance, qui avaient été demandés par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête le 19 août et que, par ailleurs, trois des sociétés interrogées ont refusé par la suite de présenter des renseignements complémentaires après avoir été informées que leurs réponses à la demande du 19 août étaient lacunaires. Enfin, l'Égypte fait valoir que les données et les allégations présentées par les sociétés interrogées concernant les coûts étaient démenties par les éléments de preuve versés au dossier.

a) Article 6.8 et Annexe II

7.145 L'article 6.8 de l'Accord antidumping, qui régit l'utilisation des "données de fait disponibles" par les autorités chargées de l'enquête, dispose ce qui suit:

> "Dans les cas où une partie intéressée refusera de donner accès aux renseignements nécessaires ou ne les communiquera pas dans un délai raisonnable, ou entravera le déroulement de l'enquête de façon notable, des déterminations préliminaires et finales, positives ou négatives, pourront être établies sur la base des données de fait disponibles. Les dispositions de l'Annexe II seront observées lors de l'application du présent paragraphe."

7.146 L'article 6.8 traite donc du dilemme devant lequel les autorités chargées de l'enquête peuvent elles-mêmes se trouver: elles doivent fonder leurs calculs de la valeur normale et du prix à l'exportation sur des données, mais les renseignements nécessaires peuvent ne pas avoir été communiqués. L'article 6.8 définit les circonstances dans lesquelles les autorités égyptiennes chargées de l'enquête peuvent pallier ce manque de renseignements nécessaires en se fondant sur les faits dont elles disposent autrement.

7.147 Il est clair pour nous que, suivant le libellé de l'article 6.8, les autorités chargées de l'enquête ne peuvent faire abstraction des renseignements de source primaire et avoir recours aux données de fait disponibles que dans les conditions particulières posées par l'article 6.8. Elles peuvent donc avoir recours aux "données de fait disponibles" uniquement lorsqu'une partie: i) refuse de donner accès aux

[143] La Turquie allègue en outre que le recours des autorités égyptiennes chargées de l'enquête aux données de fait disponibles était incompatible avec l'article 2.4, 2.2.1.1 et 2.2.2. de l'Accord antidumping, ainsi qu'avec l'article X:3 du GATT. Ces allégations sont examinées séparément, dans les sections VII.D.4 et VII.B.4. Dans la demande d'établissement d'un groupe spécial qu'elle a présentée, la Turquie fait également état de violations alléguées des dispositions des paragraphes 3 et 7 de l'Annexe II à propos du recours des autorités égyptiennes chargées de l'enquête aux données de fait disponibles. Toutefois, les arguments présentés par la Turquie dans ses communications indiquent que les allégations de violation de ces dispositions ont trait aux renseignements utilisés en tant que données de fait disponibles, et non pas au recours aux "données de fait disponibles" en tant que tel. Ces allégations sont examinées dans les sections VII.D.7 à VII.D.9, *infra*.

renseignements nécessaires; ii) ne communique pas les renseignements nécessaires dans un délai raisonnable; ou iii) entrave le déroulement de l'enquête de façon notable.

7.148 L'Égypte ne dit pas et rien n'indique non plus dans le dossier que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont estimé que l'une ou l'autre des sociétés turques interrogées avait "entravé le déroulement de l'enquête de façon notable". En fait, l'Égypte dit qu'elle a eu recours aux données de fait disponibles en ce qui concerne les sociétés Habas, Diler et Colakoglu parce que ces sociétés "ont refusé de donner accès aux renseignements nécessaires" et "n'ont pas communiqué les renseignements nécessaires" et, en ce qui concerne les sociétés Icdas et IDC, parce que ces sociétés "n'ont pas communiqué les renseignements nécessaires".[144] Nous devrons donc examiner la question de savoir si, comme l'affirme l'Égypte, les sociétés turques interrogées ont refusé de donner accès aux renseignements nécessaires et/ou ne les ont pas communiqués.

7.149 Les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont expliqué leur décision d'avoir recours aux données de fait disponibles au paragraphe 1.6.5 du *rapport final*, de la manière suivante:

> "Étant donné que les parties n'ont pas communiqué toutes les données requises, les autorités chargées de l'enquête ont décidé de poursuivre la procédure d'enquête et de calculer les marges de dumping conformément à l'article 6.8 de l'Accord antidumping, qui dispose ce qui suit:
>
> [citation de l'article 6.8 omise]
>
> L'article 27 du Règlement [antidumping de l'Égypte] dispose ce qui suit:
>
> "En cas d'absence des données requises, de non-communication des données dans le délai imparti ou de non-coopération avec l'autorité chargée de l'enquête, l'autorité chargée de l'enquête peut poursuivre la procédure d'enquête et arriver à des conclusions sur la base des meilleurs renseignements disponibles."
>
> Et l'article 35 du Règlement est ainsi libellé:
>
> "Lorsque les données ne sont pas suffisantes pour déterminer le prix à l'exportation ou la valeur normale, l'autorité chargée de l'enquête peut déterminer l'un ou l'autre sur la base des meilleurs renseignements disponibles."[145]

7.150 Ces explications semblent confirmer que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont fondé leur décision d'avoir recours aux "données de fait disponibles", au sens de l'article 6.8, sur le fait que les sociétés interrogées "n'avaient pas communiqué les renseignements nécessaires". Nous commençons donc notre analyse en examinant la notion de "renseignements nécessaires", au sens de l'article 6.8, avant d'examiner la question de savoir si des renseignements nécessaires en ce sens avaient été demandés par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête, mais non communiqués par les sociétés interrogées.

7.151 Il est question à l'article 6.8 des renseignements "nécessaires", et non pas des renseignements "requis" ou "demandés". Comme la notion de renseignements "nécessaires" n'est pas définie dans cette disposition, nous examinons la question de savoir si des indications à ce sujet se trouvent ailleurs dans l'Accord antidumping, en particulier à l'Annexe II, étant donné que l'article 6.8 y renvoie expressément.

---

[144] Réponse écrite de l'Égypte, datée du 7 décembre 2001, à la question n° 9 qui lui a été adressée et qui figure dans les *Questions écrites posées par le Groupe spécial*, lesquelles sont datées du 28 novembre 2001 – Annexe 4-2.

[145] Pièce n° 16 de la Turquie, *rapport final*, paragraphe 1.6.5.

7.152 À cet égard, le libellé particulier de ce renvoi est révélateur: "Les dispositions de l'Annexe II *seront* observées lors de l'application *du présent paragraphe*" (pas d'italique dans l'original). En d'autres termes, la mention "du présent paragraphe" indique que l'Annexe II s'applique à l'article 6.8 dans son intégralité et qu'elle définit donc certains paramètres fondamentaux pour l'application des différents éléments de cet article. Le membre de phrase "seront observées" indique que ces paramètres, qui traitent à la fois du moment où les données de fait disponibles peuvent être utilisées et des renseignements qui peuvent être utilisés en tant que données de fait disponibles, doivent être respectés.

7.153 Notre avis concernant le rapport entre l'Annexe II et l'article 6.8 cadre avec celui qui a été exprimé par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*. Dans cette affaire, l'Organe d'appel a dit que l'Annexe II est "incorporée par référence" dans l'article 6.8[146], c'est-à-dire qu'elle fait partie de l'article 6.8. Dans le même ordre d'idées, l'Organe d'appel a également parlé des "prescriptions collectives" de l'article 6.8 et de certaines dispositions de l'Annexe II.[147] Le Groupe spécial *Argentine – Carreaux en céramique* est arrivé à une conclusion semblable.[148]

7.154 Il est clair que les dispositions de l'Annexe II, qui traitent des renseignements qui peuvent être utilisés en tant que données de fait disponibles (lesquelles "seront observées" de même que les autres dispositions de l'Annexe II), ont pour objet de garantir la fiabilité des renseignements utilisés par les autorités chargées de l'enquête. Cette thèse peut également être confirmée par l'historique de la négociation de l'Annexe II, tel qu'il est envisagé à l'article 32 de la Convention de Vienne sur le droit des traités.[149] En particulier, cette annexe a été élaborée initialement par le Comité des pratiques antidumping du Tokyo Round, qui l'a adoptée le 8 mai 1984 en tant que "Recommandation concernant les meilleurs renseignements disponibles au sens de l'article 6:8".[150] Pendant les négociations du Cycle d'Uruguay, les dispositions de fond de la recommandation initiale ont été reprises en n'y apportant pratiquement aucune modification pour former l'Annexe II de l'Accord antidumping. Un paragraphe qui servait de préambule à la recommandation initiale, mais qui n'a pas été retenu lorsque l'Annexe II a été créée, permet de mieux comprendre à notre avis les intentions des rédacteurs en ce qui concerne l'application de la recommandation. Ce paragraphe se lit ainsi:

> "Les autorités du pays importateur ont le droit et l'obligation de fonder leurs décisions sur les meilleurs renseignements dont elles pouvaient disposer au cours de l'enquête, de quelque source que ce soit, même lorsque les éléments de preuve proviennent de la partie intéressée. Le Code antidumping reconnaît au pays importateur le droit de fonder ses constatations sur les données de fait disponibles lorsque toute partie intéressée refuse de donner accès aux renseignements nécessaires, ou ne les communique pas dans un délai raisonnable, ou entrave le déroulement de l'enquête de façon notable (article 6:8). Toutefois, les autorités du pays importateur doivent prendre toutes les précautions raisonnables pour éviter d'utiliser des renseignements émanant de sources douteuses."

---

[146] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 75.

[147] *Ibid*., paragraphe 82.

[148] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Mesures antidumping définitives à l'importation de carreaux de sol en céramique en provenance d'Italie* ("*Argentine – Carreaux en céramique*"), WT/DS189/R, adopté le 5 novembre 2001.

[149] L'article 32 de la Convention de Vienne sur le droit des traités dispose ce qui suit:

> "Il peut être fait appel à des moyens complémentaires d'interprétation, et notamment aux travaux préparatoires et aux circonstances dans lesquelles le traité a été conclu, en vue, soit de confirmer le sens résultant de l'application de l'article 31, soit de déterminer le sens lorsque l'interprétation donnée conformément à l'article 31:
>
> a) laisse le sens ambigu ou obscur; ou
>
> b) conduit à un résultat qui est manifestement absurde ou déraisonnable."

[150] ADP/21.

Le texte du préambule nous fait comprendre que l'*ensemble* des dispositions de la recommandation, applicables à la mise en œuvre de l'article 6:8 du Code antidumping du Tokyo Round, avait pour objet, entre autres choses, de faire en sorte que l'utilisation de renseignements émanant de sources douteuses soit évitée lorsque l'on avait recours aux données de fait disponibles (c'est-à-dire lorsqu'on appliquait l'article 6:8).

7.155 En ce qui concerne la question des renseignements "nécessaires", lorsque l'on lit l'article 6.8 en parallèle avec le paragraphe 1 de l'Annexe II, il est évident qu'il est laissé à l'appréciation des autorités chargées de l'enquête de déterminer, dans un premier temps, quels sont les renseignements qu'elles estiment nécessaires pour mener leur enquête (aux fins des calculs, des analyses, etc.), puisque le paragraphe 1 enjoint aux autorités d'"indiquer ... les renseignements que doit fournir toute partie intéressée". Sont également énoncées dans ce paragraphe les règles qui doivent être suivies par les autorités; elles doivent notamment indiquer les renseignements requis "de manière détaillée", "dès que possible après l'ouverture de l'enquête", et elles doivent également indiquer "la façon dont [la partie intéressée] devrait structurer les renseignements dans sa réponse". Ainsi, il incombe manifestement aux autorités d'agir avec promptitude et exactitude lorsqu'elles déterminent les renseignements dont elles ont besoin d'une partie intéressée donnée. Il est également question au paragraphe 1 d'un délai "raisonnable" pour communiquer les renseignements demandés. Nous faisons remarquer que dans le présent différend, nous nous sommes prononcés dans le cadre d'autres allégations sur les prétentions de la Turquie selon lesquelles les demandes de renseignements sur les coûts n'avaient pas été présentées par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête avec suffisamment de promptitude ou d'exactitude, et selon lesquelles le délai accordé pour répondre était insuffisant.[151] Par conséquent, nous n'examinons pas ces questions plus avant ici.

7.156 Après avoir conclu que, sous réserve des prescriptions du paragraphe 1 de l'Annexe II, il est laissé à l'appréciation des autorités chargées de l'enquête de préciser quels sont les renseignements "nécessaires" au sens de l'article 6.8, nous nous demandons maintenant quelles sont les dispositions de l'Annexe II qui sont pertinentes lorsqu'il s'agit de déterminer qu'une partie intéressée a "refusé de donner accès" à ces renseignements ou "ne les a pas communiqués". En ce qui concerne les questions soulevées dans la présente allégation, nous estimons que deux des dispositions clés sont les paragraphes 3 et 5 de l'Annexe II.

7.157 Le paragraphe 3 de l'Annexe II dispose ce qui suit:

> "Tous les renseignements qui sont vérifiables, qui sont présentés de manière appropriée de façon à pouvoir être utilisés dans l'enquête sans difficultés indues, qui sont communiqués en temps utile et, le cas échéant, qui sont communiqués sur un support ou dans un langage informatique demandés par les autorités, devraient être pris en compte lors de l'établissement des déterminations. Si une partie n'utilise pas pour sa réponse le support ou le langage informatique jugés préférables mais que les autorités constatent que les circonstances visées au paragraphe 2 sont réunies, le fait de ne pas utiliser pour la réponse le support ou le langage informatique jugés préférables ne devrait pas être considéré comme entravant le déroulement de l'enquête de façon notable."

7.158 Le paragraphe 5 de l'Annexe II dispose ce qui suit:

> "Le fait que les renseignements fournis ne sont pas idéalement les meilleurs à tous égards ne saurait donner valablement motif de les ignorer aux autorités, à condition que la partie intéressée ait agi au mieux de ses possibilités."

[151] Voir les sections VII.D.5, VII.D.6 et VII.E.1, *infra*.

7.159 Pris ensemble, ces deux paragraphes fournissent donc des éléments clés des raisons fondamentales qui peuvent être invoquées par les autorités chargées de l'enquête pour déterminer s'il peut être justifié de rejeter les renseignements des sociétés interrogées et d'avoir recours aux données de fait disponibles en ce qui concerne un ou des éléments d'information, ou si elles doivent plutôt se fonder sur les renseignements communiqués par les sociétés interrogées "lors de l'établissement des déterminations". Certains des éléments mentionnés dans ces paragraphes ont trait à la qualité intrinsèque des renseignements proprement dits, et certains ont trait à la nature et à la qualité de la participation de la partie intéressée au processus de collecte des renseignements mené par les autorités chargées de l'enquête. Lorsque tous les éléments mentionnés sont réunis, le recours aux données de fait disponibles n'est pas justifié en vertu de l'article 6.8.

7.160 Nous estimons que dans le présent différend, le facteur déterminant dans la décision des autorités égyptiennes chargées de l'enquête d'avoir recours aux données de fait disponibles et, par voie de conséquence, l'aspect essentiel de l'allégation formulée par la Turquie au sujet de cette décision, est la "vérifiabilité", au sens du paragraphe 3, des renseignements sur les coûts qui ont été communiqués par les sociétés interrogées; nous notons à cet égard que la Turquie s'est élevée contre ce qu'elle qualifie de "vérification par correspondance" effectuée par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête.[152] C'est-à-dire que l'on ne semble pas contester le bien-fondé de la manière dont les renseignements ont été communiqués, pas plus que la question de savoir si l'utilisation de ces renseignements présentait des difficultés indues; la question du support ou du langage informatique ne se pose pas non plus. En ce qui concerne la qualité des renseignements, nous notons que le paragraphe 5 dispose que les renseignements qui peuvent ne pas être "idéalement les meilleurs à tous égards" devraient néanmoins être utilisés, à condition que le déclarant ait agi au mieux de ses possibilités. Nous examinons aux paragraphes 7.239 et suivants, *infra*, l'allégation formulée par la Turquie en ce qui concerne l'expression "au mieux de ses possibilités"; ici, nous nous intéressons plutôt au rapport entre le membre de phrase "pas idéalement les meilleurs à tous égards" et la notion de "vérifiabilité" inscrite au paragraphe 3.

7.161 Comme nous l'avons noté, les paragraphes 3 et 5, en plus de quelques autres dispositions de l'Annexe II, ont trait à l'appréciation de la question de savoir si les renseignements communiqués par les parties intéressées doivent être utilisés. Le paragraphe 5 complète donc le paragraphe 3 et ces deux paragraphes doivent être lus en parallèle lorsque l'on examine les obligations qui sont faites aux autorités chargées de l'enquête en ce qui concerne les renseignements qui ont été communiqués. En particulier, nous estimons que suivant les membres de phrase pertinents de ces deux paragraphes pris ensemble, les renseignements qui sont de très bonne qualité, quoique imparfaits, ne doivent pas être jugés invérifiables au seul motif qu'ils comportent des défauts mineurs, à condition que le déclarant ait agi au mieux de ses possibilités. C'est-à-dire que pour autant que le degré de coopération de bonne foi de la part de la partie intéressée est élevé, des renseignements légèrement imparfaits ne devraient pas être rejetés sous prétexte qu'ils sont invérifiables.[153]

7.162 Dans le contexte du présent différend, nous estimons que les dispositions du paragraphe 1 sont également pertinentes en ce qui concerne la "vérifiabilité" des renseignements qui ont été finalement communiqués par chacune des sociétés interrogées. En particulier, la question de fait qui a amené les autorités égyptiennes chargées de l'enquête à avoir recours en fin de compte aux données de fait disponibles a commencé à se poser lorsque celles-ci ont eu des doutes quant à l'exactitude des données sur les coûts qui avaient été communiquées initialement, et qu'elles ont demandé le 19 août "des données de base et [...] des données financières vérifiées *établissant l'exactitude* des données

[152] Voir, par exemple, la section VII.E.1.

[153] Nous notons qu'il existe des relations réciproques entre le principe qui consiste à agir au mieux de ses possibilités, énoncé au paragraphe 5 de l'Annexe II, et l'idée de "refuser de donner accès" aux renseignements nécessaires ou "d'entraver de façon notable" le déroulement d'une enquête, dont il est question à l'article 6.8. C'est-à-dire que le comportement d'une partie intéressée n'est pas étranger au droit d'utiliser les données de fait disponibles dans une situation donnée.

récapitulatives que vous avez communiquées".[154] En d'autres termes, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont indiqué de manière détaillée dans leur lettre du 19 août les renseignements qu'elles estimaient nécessaires afin d'être en mesure de vérifier les données sur les coûts, telles qu'elles avaient été communiquées par les sociétés interrogées dans leurs réponses au questionnaire.

7.163 Pour nous prononcer sur la question de savoir s'il a été contrevenu à l'article 6.8 en l'occurrence, nous devons également examiner la question de savoir si les autorités égyptiennes chargées de l'enquête se sont conformées aux dispositions du paragraphe 6 de l'Annexe II. En particulier, la Turquie allègue que celles-ci n'ont pas informé deux des sociétés interrogées, à savoir IDC et Icdas, que leurs renseignements avaient été rejetés et qu'elles ne leur ont pas donné la possibilité de fournir des explications complémentaires, comme l'exigeait cette disposition. Selon la Turquie, le recours des autorités égyptiennes chargées de l'enquête aux données de fait disponibles en ce qui concerne ces deux sociétés contrevenait également à l'article 6.8 pour cette raison.

7.164 En somme, pour répondre dans le présent différend à la question de savoir si les autorités égyptiennes chargées de l'enquête étaient justifiées, au regard de l'article 6.8, de se fonder sur les données de fait disponibles en ce qui concerne le coût de production et la valeur normale construite, nous devrons examiner la question de savoir si les renseignements communiqués par chacune des cinq sociétés interrogées concernant leurs coûts de production étaient "vérifiables", au sens des paragraphes 3 et 5 de l'Annexe II, ainsi que la question de savoir si elles ont informé les sociétés interrogées et si elles leur ont donné la possibilité de fournir des explications, comme l'exigeaient les dispositions du paragraphe 6 de l'Annexe II. Pour nous prononcer sur ce point, nous examinerons les questions suivantes. En premier lieu, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont-elles clairement indiqué les renseignements dont elles avaient besoin afin de vérifier elles-mêmes l'exactitude des données sur les coûts de production des sociétés interrogées (en d'autres termes, ont-elles précisé ce dont elles avaient besoin pour vérifier les données sur les coûts qui avaient été communiquées)? Chacune des sociétés interrogées a-t-elle fourni les renseignements qui avaient été demandés? Dans l'affirmative, quelles étaient la nature et l'importance des carences éventuelles dans les renseignements qui ont été communiqués? Lorsqu'elle a fourni des renseignements en réponse aux demandes, chacune des sociétés interrogées a-t-elle agi au mieux de ses possibilités? Enfin, chacune des sociétés interrogées a-t-elle été informée du fait que ses renseignements avaient été rejetés et lui a-t-on donné la possibilité de fournir des explications complémentaires?

7.165 Nous procédons maintenant à un examen détaillé des faits entourant l'enquête sur les barres d'armature, y compris de la nature des renseignements qui ont été communiqués par chacune des sociétés turques interrogées ainsi que des actions des sociétés interrogées et des autorités égyptiennes chargées de l'enquête. Ce n'est qu'en appliquant aux faits particuliers de l'espèce la grille d'analyse que nous avons définie plus haut que nous pourrons nous prononcer sur la question de savoir si, pour chacune des sociétés interrogées, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont respecté les exigences de l'article 6.8 au regard des dispositions des paragraphes de l'Annexe II qui ont été mentionnés.

i) Colakoglu, Diler et Habas

7.166 Les sociétés Colakoglu, Diler et Habas ont répondu au questionnaire qui avait été adressé aux fabricants et ont communiqué leurs réponses aux autorités égyptiennes chargées de l'enquête le 7 avril 1999, par l'intermédiaire du même avocat.[155] Leurs réponses au sujet de l'Appendice 2 du questionnaire adressé aux fabricants – qui avait trait aux ventes réalisées sur le marché intérieur auprès de clients indépendants au cours de la période allant du 1er janvier 1998 au 31 décembre 1998 – renfermaient des renseignements concernant uniquement les ventes qui étaient identiques en termes de caractéristiques physiques, qui se situaient le plus près dans le temps des

[154] Pièce n° 11 de la Turquie.
[155] Première communication écrite de la Turquie, page 26.

ventes égyptiennes et dont les quantités se rapprochaient le plus de celles des ventes égyptiennes. En outre, en réponse aux renseignements qui leur étaient demandés à l'annexe 9 du questionnaire adressé aux fabricants, ces producteurs n'ont fait état que des coûts de production mensuels moyens des barres d'armature pour les mois au cours desquels ils avaient effectué des ventes en Égypte.[156]

7.167 Le 10 mai 1999, l'avocat de ces trois producteurs a envoyé une télécopie aux autorités égyptiennes chargées de l'enquête au sujet de questions de procédure en demandant, entre autres choses, "s'il y aurait des questions complémentaires, et à quel moment ces questions seraient envoyées".[157] Les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont répondu ce qui suit le 20 mai 1999:

> "Avant la visite (de vérification), chacune des sociétés sera informée des éléments que les autorités égyptiennes souhaitent vérifier et des renseignements complémentaires qu'elles chercheront à obtenir. De manière générale, les renseignements qui font défaut sont les documents justificatifs sur lesquels les demandes d'ajustement sont fondées. Il est courant que ce type de renseignements et d'explications soit fourni pendant la visite de vérification, lorsque les renseignements qui ont été communiqués par la société dans ses réponses sont suffisants, comme c'est le cas en l'occurrence. Toutefois, des ajustements ne sont pas opérés normalement lorsque les données justificatives demandées font défaut."

7.168 La vérification sur place des renseignements communiqués par les trois producteurs en réponse au questionnaire qui avait été adressé aux fabricants a été effectuée en Turquie du 11 au 18 juin 1999.[158] Dans les rapports de vérification concernant ces trois producteurs, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'ont relevé aucune divergence entre les renseignements communiqués et les renseignements vérifiés.[159] Il est de notoriété publique que la vérification s'est limitée aux ventes à l'exportation et aux ventes sur le marché intérieur et que les données communiquées sur les coûts de production n'ont pas été vérifiées.[160]

7.169 Le 12 août 1999, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont envoyé des télécopies aux cinq sociétés interrogées, y compris Habas, Diler et Colakoglu, au sujet de certains ajustements concernant leurs prix à l'exportation et leurs prix sur le marché intérieur. Ces trois producteurs y ont répondu et ont présenté le 13 août 1999 certains des renseignements et des explications demandés, ainsi que des observations.[161]

7.170 Le 19 août 1999, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont envoyé aux cinq producteurs turcs des lettres par télécopieur, dont les parties opératoires étaient identiques.[162] Dans ces lettres, elles ont informé les producteurs de ce qui suit:

> "Les autorités chargées de l'enquête ont examiné les données sur les coûts et les ventes qui ont été communiquées jusqu'ici par [nom de la société] dans le cadre de la présente procédure. En examinant ces données, elles ont constaté un certain nombre de problèmes qui sont exposés ci-après.

---

[156] *Ibid.*

[157] Pièce n° 36 de la Turquie.

[158] Première communication écrite de la Turquie, page 29.

[159] Pièce n° 6 de la Turquie (Diler), pièce n° 7 de la Turquie (Colakoglu) et pièce n° 8 de la Turquie (Habas), respectivement.

[160] Rapports de vérification des autorités égyptiennes chargées de l'enquête, communiqués par la Turquie dans la pièce n° 4 de la Turquie (Icdas), la pièce n° 5 de la Turquie (IDC), la pièce n° 6 de la Turquie (Diler), la pièce n° 7 de la Turquie (Colakoglu) et la pièce n° 9 de la Turquie (Habas), respectivement.

[161] Pièce n° 25 de la Turquie.

[162] Pièce n° 11 de la Turquie.

Pour commencer, les autorités chargées de l'enquête savent qu'au cours de la période visée par l'enquête, la Turquie était aux prises avec une hyperinflation de l'ordre d'à peu près 5 pour cent par mois. Elles s'attendaient donc à déceler dans les données communiquées par [nom de la société] une hausse sensible, pendant la période visée par l'enquête, aussi bien des prix de vente sur le marché intérieur que du coût de production. Les autorités chargées de l'enquête ont examiné les données communiquées par [nom de la société]; il semble que ces données ne cadrent pas avec la situation inflationniste à laquelle la Turquie devait faire face pendant la période visée. [Les autorités égyptiennes chargées de l'enquête donnent ensuite des détails concernant les données sur les coûts des matériaux, la main-d'œuvre, les coûts indirects de production ainsi que les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général, tels qu'ils ont été communiqués par les trois producteurs, en faisant observer que ces éléments de coût accusaient tous une diminution pendant la période visée, malgré la situation inflationniste.] Les coûts déclarés ne comprenaient aucun coût financier, pourtant, le compte de résultats présenté par [nom de la société] faisait état de dépenses de financement importantes. Les coûts déclarés comprennent une déduction au titre des "intérêts débiteurs"; les autorités chargées de l'enquête aimeraient obtenir des explications concernant cet élément et souhaiteraient savoir pourquoi il est déduit du coût de production.

...

Les données déclarées plus haut par [nom de la société] montrent que les coûts déclarés ne prennent pas en compte l'inflation qui a cours. Par conséquent, les autorités chargées de l'enquête entendent ajuster les données sur les coûts qui ont été communiquées par [nom de la société] et écarter les ventes sur le marché intérieur dont il aura été déterminé qu'elles n'ont pas été effectuées au cours d'opérations commerciales normales.

Dans l'éventualité où vous désapprouveriez les modalités proposées, nous vous demandons de fournir aux autorités chargées de l'enquête des données de base et des données financières vérifiées établissant l'exactitude des données récapitulatives que vous avez communiquées. Nous vous demandons également de fournir des explications exhaustives concernant les questions exposées plus haut. En outre, vous devez procéder au rapprochement des coûts que vous avez communiqués et des états financiers vérifiés. Vous trouverez ci-joint une liste de données qui devraient être communiquées par [nom de la société], dans l'éventualité où vous proposeriez une modification de la procédure envisagée par les autorités chargées de l'enquête.

Les autorités entendent mener cette enquête à terme dans un proche avenir. Toute réponse à la présente lettre doit donc être accompagnée des données indiquées dans la liste ci-jointe et doit parvenir aux autorités chargées de l'enquête au plus tard le 1er septembre 1999. Toute réponse reçue après cette date peut être écartée par les autorités chargées de l'enquête.

Liste des documents additionnels devant accompagner toute réponse à la présente lettre.

1. Documents de base

États financiers vérifiés de [nom de la société], y compris toutes les notes de bas de page, portant sur l'ensemble des années civiles 1997 et 1998, ainsi que les projets ou les états financiers intermédiaires et les notes de bas de page portant sur [des périodes différentes selon les sociétés].

Les déclarations annuelles ou semestrielles faites aux autorités fiscales turques pour l'ensemble des années civiles 1997 et 1998.

Une nomenclature comptable pour l'ensemble de l'année 1998 et le premier semestre de 1999.

Des données sur le coût de production établies conformément à l'Appendice 9A pour les mois [différents mois selon les sociétés].

2. Pratiques comptables

Récapituler par écrit les livres de base que vous utilisez dans votre système comptable, si possible à l'aide d'un diagramme.

Donner un aperçu du système comptable à l'aide de la récapitulation des livres de base, de la nomenclature comptable et des états financiers. Indiquer selon quelles modalités les ventes et les dépenses sont enregistrées dans les divers grands livres et documents de synthèse (c'est-à-dire, expliquer la façon dont les documents de base utilisés pour les ventes et les dépenses sont acheminés dans les états financiers en passant par les pièces comptables, les livres-journaux, les grands livres auxiliaires et le grand livre général).

Fournir la liste complète des types de rapports informatiques qui sont établis et/ou auxquels on peut avoir accès dans le cadre normal des activités de l'entreprise. Fournir des échantillons tirés de chacun de ces rapports.

3. Marchandises

Fournir la liste complète de tous les produits vendus pendant la période visée par l'enquête, ainsi que la liste des codes comptables internes utilisés pour enregistrer les coûts, les ventes ou les dépenses se rapportant à ces produits.

4. Matières

A. Fournir les grands livres des stocks de matières pour la marchandise visée, en mettant en évidence les matières premières, les produits en cours de fabrication et les stocks de produits finis; indiquer le solde et l'activité des comptes pour chaque mois de 1998; indiquer si la valeur des stocks est ajustée dans les registres comptables de [nom de la société] pour tenir compte de l'inflation et, dans l'affirmative, indiquer suivant quelles modalités.

B. Faire un rapprochement entre la valeur totale inscrite dans les grands livres des stocks pour les mois [différents mois selon chacune des sociétés] et le grand livre général et les états financiers de [nom de la société].

C. Fournir une copie de tous les bons de commande de matières pour les mois [différents mois selon chacune des sociétés] ainsi qu'une copie des pages correspondantes du grand livre des paiements mettant en évidence le paiement de ces achats.

D. Faire un rapprochement sur une feuille de travail entre les coûts des matières que vous avez communiqués aux autorités chargées de l'enquête dans votre tableau récapitulatif et les états financiers vérifiés de la société.

5. Main-d'œuvre

A. Expliquer les ajustements qui ont été apportés aux registres comptables de [nom de la société] afin de tenir compte de l'inflation au cours de cette période.

B. Expliquer en fonction de quels critères les coûts de main-d'œuvre ont été imputés à la marchandise visée.

C. Faire un rapprochement entre les coûts de main-d'œuvre déclarés pour [différents mois selon chacune des sociétés] et le grand livre général et les états financiers, et fournir des documents justificatifs, y compris des relevés bancaires pour ces mois.

6. Frais généraux

A. Indiquer si des ajustements ont été apportés afin de tenir compte de l'inflation au cours de cette période.

B. Fournir la liste complète de toutes les dépenses qui font partie de la catégorie "frais généraux", que vous avez communiqués aux autorités chargées de l'enquête dans votre tableau récapitulatif.

C. Fournir la liste complète de toutes les dotations aux amortissements et faire un rapprochement entre ces dotations et le tableau récapitulatif que vous avez communiqué aux autorités chargées de l'enquête pour les mois [différents mois selon chacune des sociétés].

D. Indiquer expressément si les dotations aux amortissements qui ont été enregistrées tiennent compte de l'inflation au cours de cette période.

7. Liste complète des ventes

A. Fournir le livre-journal de toutes les ventes de la marchandise visée réalisées au cours des mois [différents mois selon chacune des sociétés]. Faire un rapprochement sur une feuille de travail pour [différents mois selon chacune des sociétés] entre le total des ventes mensuelles et le total des ventes figurant dans les états financiers.

B. À l'aide des feuilles de travail établies pour l'étape précédente, faire un rapprochement entre le total déclaré pour les ventes à l'exportation et les ventes sur le marché intérieur et les livres-journaux des ventes, les écritures récapitulatives inscrites dans le grand livre général à partir des livres-journaux des ventes et les états financiers pour [différents mois selon chacune des sociétés]. Indiquer suivant quelles modalités les ventes sont acheminées des grands livres auxiliaires au grand livre général et aux états financiers pour 1998."[163]

7.171 Le 23 août 1999, l'avocat représentant ces trois producteurs a demandé une prorogation de 51 jours, c'est-à-dire jusqu'au 22 octobre 1999, du délai de 13 jours imparti initialement pour répondre à la lettre des autorités égyptiennes chargées de l'enquête. Les raisons invoquées pour demander la prorogation étaient que la Turquie avait subi un important tremblement de terre le 17 août 1999 et que des employés clés avaient dû s'absenter pour s'occuper de leur famille ou prendre part aux opérations de secours, ainsi que le fait que ces sociétés devaient faire l'objet de vérifications dans le cadre d'enquêtes antidumping menées par l'UE et le Canada, et ce dans les 35 jours suivants.[164] Le

[163] Pièce n° 11 de la Turquie.
[164] Première communication écrite de la Turquie, page 37.

26 août 1999, la société Icdas a demandé une prorogation de 40 jours, soit jusqu'au 11 octobre 1999, et la société IDC a demandé une prorogation jusqu'au 15 octobre 1999. Le 26 août 1999, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont informé les cinq producteurs qu'une prorogation leur avait été accordée jusqu'au 15 septembre 1999, soit une prorogation de 14 jours.

7.172 Le 15 septembre 1999, l'avocat des trois producteurs, à savoir les sociétés Habas, Diler et Colakoglu, a communiqué les réponses de ces sociétés à la lettre du 19 août 1999.

7.173 Dans une lettre datée du 23 septembre 1999, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont informé ces producteurs que certains renseignements et documents de base qui avaient été demandés n'avaient toujours pas été communiqués. Dans les trois cas, en ce qui concerne par exemple les coûts des matières, pour lesquels les autorités égyptiennes chargées de l'enquête avaient demandé dans leur lettre du 19 août des données et des documents justificatifs (bons de commande, grands livres des paiements, etc.) concernant les achats de matières premières, les sociétés interrogées avaient fourni des renseignements uniquement en ce qui concerne les billettes, c'est-à-dire qu'elles avaient communiqué les prix de cession interne des billettes qu'elles avaient produites elles-mêmes, plutôt que les renseignements demandés sur les matières premières entrant dans la fabrication des billettes.[165]

7.174 Dans leurs lettres du 23 septembre 1999, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont demandé aux trois producteurs de remédier aux lacunes qui avaient été constatées dans les réponses qu'ils avaient communiquées le 15 septembre 1999.

7.175 En ce qui concerne la société **Habas**, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont demandé en particulier les renseignements suivants:

> "*1. Données de base*" - Les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont demandé à la société Habas de communiquer la quantité totale de billettes/barres d'armature produite pendant chacun des mois de la période visée par l'enquête.
>
> "*2. Matières*" - Selon les autorités égyptiennes chargées de l'enquête, aucun renseignement n'a été communiqué dans la pièce jointe n° 4 (à la réponse du 15 septembre) en ce qui concerne les matières auxiliaires entrant dans le processus de fabrication; elles ont demandé pour chaque mois une liste exhaustive de toutes les matières premières utilisées pour produire des barres d'armature ainsi que le pourcentage que chacune représentait dans le produit fini. Les renseignements demandés étaient indiqués dans une annexe. Suivant les termes de l'annexe, les renseignements devant être communiqués sous la rubrique "matières utilisées" devaient être répartis entre la ferraille, le graphite, les ferro-alliages, les électrodes, etc. et la rubrique "main-d'œuvre" devait être subdivisée en sous-rubriques "De la ferraille aux billettes" et "Des billettes aux barres d'armature", tout comme la rubrique "frais généraux". Les autres éléments de coût demandés étaient les mêmes que ceux qui avaient été demandés dans l'annexe jointe au questionnaire initial qui avait été adressé aux fabricants.

7.176 Les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont également demandé que soient fournis des documents justificatifs tels que les bons de commande, les factures d'achat et les ordres de production, de façon à mettre en évidence le prix de revient total des billettes et des barres d'armature, en ajoutant que tous ces documents devaient être entièrement traduits.

---

[165] Selon la Turquie, "dans sa réponse initiale, chacun des producteurs a informé les autorités égyptiennes chargées de l'enquête que le coût déclaré pour les matières premières était le coût interne des billettes". Note de bas de page 91 de la première communication écrite de la Turquie.

7.177 Les autorités chargées de l'enquête ont indiqué que les critères d'imputation des matières utilisées devaient également être communiqués pour chacun des diamètres.

> "*3. Main-d'œuvre*" - Les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont demandé que les coûts des produits vendus (pièce jointe n° 10 à la réponse du 15 septembre) soient traduits et que des documents justificatifs tels que des échantillons des documents relatifs à la paie ou des fiches de pointage soient fournis. Ces documents devraient également être traduits.
>
> "*4. Frais généraux*" - Les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont demandé que soient communiqués les montants globaux des coûts indirects de production (élément par élément) et les modalités suivant lesquelles ils étaient imputés en fonction des différents diamètres.
>
> "*5. Frais d'administration et de commercialisation et frais de caractère général*" - Les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont demandé que soit communiqué le montant global des frais d'administration et de commercialisation et des frais de caractère général (élément par élément) ainsi que les critères d'imputation de ces montants en fonction des différents diamètres.
>
> "*6. Liste complète des ventes*" - Les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont demandé que leur soit communiqué le volume total de ventes en fonction des différents diamètres.
>
> "*7. Intérêts débiteurs*" - Les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont demandé que leur soit communiquée une liste faisant apparaître séparément les intérêts débiteurs et les intérêts créditeurs.

7.178 Les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont également informé la société Habas de ce qui suit:

> "De manière générale, la plupart des documents ont été communiqués en langue turque. Une traduction intégrale devrait être jointe à chaque document, par exemple un état de rapprochement détaillé du prix de revient et des frais d'emballage.
>
> Veuillez nous fournir des explications détaillées concernant les modalités suivant lesquelles le taux d'inflation élevé a été pris en compte dans tous les éléments de coût au cours de la période visée par l'enquête et nous indiquer où il en a été tenu compte.
>
> Les éléments 4 et 7 susmentionnés devraient être communiqués dans un délai de deux jours."

7.179 Les renseignements autres que ceux visés par les éléments 4 et 7 devaient être communiqués dans un délai de cinq jours ouvrables à compter du 23 septembre 1999. Les autorités chargées de l'enquête n'ont pas indiqué les conséquences qu'entraînerait éventuellement l'inobservation des délais.

7.180 En ce qui concerne la société **Colakoglu**, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont demandé à peu près exactement les mêmes renseignements, la seule différence étant que, pour la rubrique "frais généraux", il était également demandé à la société Colakoglu de fournir une traduction des documents qu'elle avait communiqués en langue turque.

7.181 Pour ce qui est de la société **Diler**, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont demandé à peu près exactement les mêmes renseignements que ceux qu'elles avaient demandés à la société Colakoglu, sauf que, pour la rubrique "données de base", il était demandé à la société Diler

d'indiquer pour chaque mois la quantité totale de ferraille qu'elle avait achetée (en faisant la distinction entre la ferraille turque et la ferraille importée), de billettes qu'elle avait produites, de billettes qu'elle avait vendues (en faisant la distinction entre les billettes vendues sur le marché intérieur et celles qui avaient été exportées) et de barres d'armature produites au cours de la période visée par l'enquête (en fonction des différents diamètres).

7.182 Le 28 septembre 1999, en réponse aux demandes qu'elles avaient formulées, l'avocat de ces trois producteurs a informé les autorités égyptiennes chargées de l'enquête de ce qui suit:

> "Les réponses au questionnaire de l'ITPD qui ont été communiquées précédemment par les sociétés Colakoglu, Diler et Habas sont complètes et exactes. [...]
>
> Les réponses qui étaient en tous points complètes en avril 1999 le sont encore aujourd'hui.
>
> [...]
>
> Les documents communiqués le 13 septembre en réponse au questionnaire du 19 août 1999 sont traduits de manière suffisamment détaillée pour que l'ITPD puisse en apprécier la teneur. Bon nombre de ces documents ont été communiqués précédemment et traduits intégralement; par exemple, une traduction intégrale des états financiers a déjà été communiquée, de sorte que nous n'avons pas fourni un double de la traduction. De même, les états de rapprochement des frais d'emballage demandés dans la lettre du 23 septembre ont été présentés en fait au cours de la vérification, lorsque l'ITPD a vérifié en détail les frais d'emballage et qu'il a examiné, traduit et copié les documents originaux.
>
> Si l'ITPD ne réussit toujours pas à localiser les traductions initiales ou à repérer les pages de la réponse du 15 septembre où figurent ces traductions, ou si l'ITPD a besoin d'explications complémentaires, nous serons heureux de venir au Caire pour examiner ces documents avec lui. Si une telle réunion est souhaitée, celle-ci pourrait être organisée après la troisième semaine de novembre. Avant cette date, l'emploi du temps de notre avocat est extrêmement chargé, mais il nous semble que l'ITPD pourrait, par courtoisie, accepter les dates que nous proposons, compte tenu des événements qui se sont produits ici depuis que la vérification a été achevée.
>
> En ce qui concerne la demande de renseignements complémentaires qu'il a formulée dans sa lettre du 23 septembre, nous notons que l'ITPD nous demande de répondre à la lettre "dans un délai de deux jours" pour ce qui est de certains éléments et "au plus tard dans un délai de cinq jours ouvrables" pour ce qui est des autres éléments.
>
> Il faut deux jours à une compagnie de messageries internationale pour relier la Turquie à l'Égypte. Il est donc matériellement impossible de fournir les documents dans un délai de deux jours. Du reste, même un délai de cinq jours est déraisonnable; aucune société ne pourrait vraisemblablement fournir des réponses factuelles dans un tel délai. Par conséquent, les délais impartis pour répondre à ce questionnaire sont déraisonnables et impossibles à respecter; ils sont donc contraires à l'article 2.4 ("charge de la preuve déraisonnable") et à l'article 6.1 (les sociétés interrogées se verront ménager "d'amples possibilités de présenter des éléments de preuve ... ") du Code antidumping du GATT [*sic*].
>
> S'agissant en particulier de la "pièce jointe n° 1" à la lettre de l'ITPD datée du 23 septembre, l'ITPD n'a pas demandé ce type de renseignements auparavant. Cela revient donc à envoyer un nouveau questionnaire sur les coûts. La question est

> extrêmement fastidieuse; les sociétés interrogées estiment que si les questions étaient posées à bon droit, il faudrait au moins un mois pour y répondre. [...]
>
> ... Les sociétés Colakoglu, Diler et Habas s'élèvent contre ce qui est manifestement une vérification par correspondance.
>
> Si l'ITPD ne comprend pas certaines de nos communications ou qu'il souhaite obtenir plus d'explications, nous sommes disposés à nous rendre au Caire pour lui donner toutes les explications qu'il désire.
>
> Les sociétés Colakoglu, Diler et Habas ont répondu à toutes les questions figurant dans le questionnaire, [...]
>
> Une fois la vérification terminée, le dossier factuel est complet.
>
> Bref, les sociétés Colakoglu, Diler et Habas s'en tiennent à leurs réponses et exigent un calcul qui soit fondé sur leurs réponses, telles qu'elles ont été communiquées."

7.183 Le 28 septembre 1999, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont répondu à cette lettre en disant à l'avocat des trois sociétés interrogées: "Nous notons que vous n'avez pas donné des réponses complètes en ce qui concerne les éléments suivants: matières, main-d'œuvre, frais généraux, frais d'administration et de commercialisation et frais de caractère général, intérêts débiteurs et fiche de coût de revient détaillée. En conséquence, l'ITPD utilisera les autres données qui ont été communiquées par vos clients et qui sont satisfaisantes, mais il aura recours aux données de fait disponibles pour ce qui est des éléments susmentionnés."[166]

7.184 Le 28 septembre 1999, l'avocat représentant ces trois sociétés a répondu à la lettre des autorités égyptiennes chargées de l'enquête, datée du 28 septembre, les informant de ce qui suit:

> "réaffirment qu'elles sont tout à fait en droit d'attendre une décision reposant sur leurs propres données. Elles ont répondu au questionnaire, aucune question complémentaire ne leur a été adressée et elles ont passé la vérification avec succès. Les questionnaires envoyés après la vérification sont *ultra vires* et ne peuvent justifier le recours aux données de fait disponibles. [...] En outre, les communications des sociétés interrogées datées du 15 septembre étayent et confirment parfaitement l'exactitude des coûts déclarés par les sociétés interrogées. [...] Les sociétés Colakoglu, Diler et Habas sont donc en droit de s'attendre à ce que le calcul de la marge soit fondé sur leurs propres chiffres, tels qu'ils ont été communiqués. Toute autre issue – notamment une éventuelle décision d'avoir recours aux "données de fait disponibles" – serait illicite."[167]

7.185 Dans une lettre datée du 5 octobre 1999 et adressée à l'avocat de ces trois producteurs, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont évoqué la suggestion que celui-ci avait faite auparavant concernant la "possibilité" d'organiser une réunion au Caire afin d'expliquer les données qui avaient été communiquées par les sociétés Colakoglu, Diler et Habas, en disant que "toute autre observation ou explication concernant la demande de renseignements complémentaires adressée par l'ITPD aurait dû être communiquée avec vos réponses, mais le délai imparti pour l'envoi des réponses est expiré. Nous considérerons que tout autre renseignement n'a pas été communiqué en temps voulu. [...]"

[166] Pièce n° 13-6 de l'Égypte.
[167] Pièce n° 9 de l'Égypte.

7.186 S'agissant des trois sociétés interrogées prises dans leur ensemble, dans le rapport d'octobre 1999 des autorités égyptiennes chargées de l'enquête sur les faits essentiels et les conclusions[168], sous la rubrique "Demande de renseignements complémentaires adressée par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête", celles-ci ont dit:

> "Le 15 septembre 1999, les sociétés Habas, Diler et Colakoglu ont répondu aux autorités chargées de l'enquête en leur envoyant des données incomplètes et en faisant valoir que la demande de données complémentaires était irrégulière sur le plan de la procédure. Ces sociétés ont prétendu que les autorités chargées de l'enquête ne pouvaient pas demander d'autres données et que, à la suite d'une vérification, celles-ci étaient tenues d'accepter toutes les données communiquées par les sociétés interrogées qu'elles n'avaient pas jugées inexactes à l'issue de la vérification. Les données communiquées le 15 septembre étaient incomplètes et certaines n'étaient pas traduites; c'est pourquoi il a été demandé à ces sociétés le 23 septembre 1999 de fournir les données et les traductions manquantes. Le 28 septembre 1999, les sociétés interrogées ont répondu qu'elles avaient déjà communiqué toutes les données qui avaient été demandées le 15 septembre 1999."[169]

7.187 Sous la rubrique "Valeurs normales", les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont formulé les observations suivantes:

> "Les autorités chargées de l'enquête ont eu recours en partie aux données de fait disponibles pour calculer la valeur normale dans le cas des sociétés Habas, Diler et Colakoglu. Ces sociétés n'ont pas répondu complètement aux demandes de renseignements qui leur ont été adressées par les autorités chargées de l'enquête. À ce sujet, chacune de ces sociétés a répondu au questionnaire initial des autorités chargées de l'enquête et pris part à la vérification des réponses qu'elles avaient communiquées. À la suite de ces vérifications, les autorités chargées de l'enquête leur ont adressé des demandes de renseignements complémentaires pour obtenir d'autres données sur les coûts et les ventes. Ces sociétés n'ont pas donné des réponses complètes. Les autorités chargées de l'enquête leur ont demandé à deux autres reprises de compléter leurs réponses; toutefois, les renseignements demandés n'ont pas été fournis. [...] Dans le cadre de cette enquête, les autorités chargées de l'enquête ont demandé aux sociétés interrogées de leur fournir des documents de base à l'appui de certaines de leurs assertions concernant les matières, la main-d'œuvre et les frais généraux. Il a également été demandé aux sociétés interrogées de faire un rapprochement entre certains coûts et les états financiers couvrant la période visée par l'enquête. Les sociétés interrogées ont refusé de fournir les données nécessaires."[170]

7.188 Concernant les trois sociétés interrogées prises séparément, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont formulé les observations suivantes dans le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions* en ce qui concerne le défaut de chacune de présenter les renseignements et/ou les documents justificatifs demandés.

7.189 En ce qui concerne la société **Habas**, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont formulé les observations suivantes:

> "Les autorités chargées de l'enquête ont demandé à deux reprises tous les coûts de production pour l'ensemble de la période visée par l'enquête, mais la société n'a

---

[168] Pièce n° 15 de la Turquie.
[169] Pièce n° 15 de la Turquie, *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*, paragraphe 1.6.2.
[170] *Ibid.*, paragraphe 3.2.1.1.

> communiqué des coûts que pour deux mois et rien n'indique dans le dossier que ceux-ci étaient représentatifs de la période visée par l'enquête."[171]

7.190 En ce qui concerne la société **Diler**, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont formulé les observations suivantes:

> "... La société Diler n'a pas fourni des renseignements suffisants pour permettre aux autorités chargées de l'enquête de confirmer les coûts mensuels se rapportant plus particulièrement aux matières, à la main-d'œuvre ou aux frais généraux pour ce qui est de la période visée par l'enquête, bien qu'une demande en ce sens lui ait été adressée."[172]

7.191 En ce qui concerne la société **Colakoglu**, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont formulé les observations suivantes:

> "... La société Colakoglu n'a pas fourni des renseignements suffisants pour permettre aux autorités chargées de l'enquête de confirmer les coûts mensuels se rapportant plus particulièrement aux matières, à la main-d'œuvre ou aux frais généraux pour ce qui est de la période visée par l'enquête, bien qu'une demande en ce sens lui ait été adressée."[173]

7.192 Dans ses observations concernant le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*, l'avocat représentant ces trois producteurs a affirmé que "les sociétés interrogées avaient communiqué des bases de données sur les ventes et les coûts qui étaient complètes et qui avaient été vérifiées ou rapprochées des états financiers", "... que les communications présentées par ces sociétés après la vérification tenaient parfaitement compte des demandes d'ITPD – en dépit du fait que ces demandes étaient elles-mêmes infondées en droit et en fait – et qu'elles lui fournissaient donc une raison impérieuse de corriger l'erreur manifeste consistant à avoir recours aux données de fait disponibles, en établissant plutôt une détermination finale en fonction des bases de données des sociétés interrogées, telles qu'elles avaient été communiquées et sans y apporter de changement" et, s'agissant des renseignements communiqués le 15 septembre 1999, qu'"à vrai dire, la communication représentait à maints égards plus que ce que l'ITPD avait demandé, et qu'il existait de bonnes traductions pour chacun des documents".[174] L'avocat n'a pas traité des questions précises soulevées par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête à propos de la communication de renseignements incomplets.

7.193 Dans le *rapport final*, publié en octobre 1999, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont dit, sous la rubrique "Les réponses concernant les ventes/coûts sont-elles complètes ou incomplètes?":

> "Nous notons que ces trois sociétés [s'agissant des sociétés Colakoglu, Diler et Habas] ont réaffirmé qu'elles "avaient communiqué des bases de données sur les ventes et les coûts qui étaient complètes et qui avaient été vérifiées ou rapprochées des états financiers", mais cette affirmation est tout simplement inexacte. Les bases de données sur les ventes ont été vérifiées. Quant à la question de savoir si les bases de données sur les coûts ont été rapprochées des états financiers, nous avons demandé les balances de vérification mais, lorsque les sociétés interrogées nous les ont communiquées le 15 septembre 1999, elles nous ont dit ce qui suit: "Les balances de vérification ne renferment aucune donnée sur les quantités (le tonnage), de sorte qu'elles ne révéleront aucun renseignement concernant les coûts unitaires. En outre,

[171] *Ibid.*, paragraphe 3.2.2.1.
[172] *Ibid.*, paragraphe 3.2.3.1.
[173] *Ibid.*, paragraphe 3.2.4.1.
[174] Pièce n° 20 de la Turquie.

> les balances de vérification sont établies pour l'ensemble de la société et, de manière générale, elles ne révéleront rien qui soit d'une importance particulière en ce qui concerne la production des barres d'armature." Nous avons demandé par la suite des traductions en anglais, mais nous ne les avons jamais reçues. Toutefois, dans leurs observations du 15 octobre 1999, les sociétés interrogées affirment qu'elles ont "bel et bien fait un rapprochement entre leur conversion mensuelle – main-d'œuvre et frais généraux – et leurs balances de vérification, et donc avec le grand livre général". Cette affirmation est quelque peu fallacieuse au vu de ce qu'elles ont dit le 15 septembre, sans parler du fait que ces renseignements étaient inutilisables, étant donné que nous n'avons jamais reçu les traductions que nous avions demandées. Par conséquent, il est tout simplement inexact d'affirmer que les bases de données sur les coûts ont été rapprochées des états financiers.
>
> [...]
>
> Le Département rappelle qu'il avait demandé dans le questionnaire initial tous les renseignements sur les coûts pour l'ensemble de la période de 12 mois, mais que seuls certains coûts ont été communiqués; une société a fourni des données détaillées sur les coûts portant uniquement sur une période de quatre mois, qui correspondait à la période de quatre mois pendant laquelle elle avait effectué des ventes en Égypte, et une autre a fourni des données détaillées sur les coûts portant uniquement sur une période de deux mois. Les trois sociétés ont fourni les coûts se rapportant aux matières, à la main-d'œuvre et aux frais généraux pour une période de 12 mois, mais les réponses de ces trois sociétés étaient inutilisables pour diverses raisons: elles ne portaient que sur les matières, la main-d'œuvre et les frais généraux; il n'y avait aucun élément de preuve à l'appui, aucune précision, aucun exposé écrit ni aucune autre explication; des éléments de coûts tels que les frais généraux n'étaient pas ventilés en détail; et divers documents n'avaient pas été traduits en anglais - toutes choses qui, par ailleurs, avaient été demandées par le Département. En réponse à des demandes de renseignements complémentaires visant à pallier ces lacunes, les sociétés interrogées ont présenté divers autres éléments de preuve à l'appui et d'autres arguments au sujet de données qu'elles avaient déjà communiquées, mais elles n'ont pas fourni une bonne partie des renseignements, précisions, éléments de preuve à l'appui et traductions mentionnés précédemment, et qui étaient nécessaires. En somme, les réponses demeuraient lacunaires à bien des égards; le Département a utilisé les données des sociétés interrogées chaque fois qu'elles étaient suffisantes et il a recours en partie aux données de fait disponibles uniquement pour les données qui faisaient défaut, qui étaient déficientes ou qui étaient inadéquates."

7.194 Sous la rubrique "Valeurs normales", s'agissant des sociétés Colakoglu, Habas et Diler, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont formulé les observations suivantes:

> "Ces sociétés n'ont pas répondu complètement aux demandes qui leur ont été adressées par les autorités chargées de l'enquête. [...] Dans le cadre de la présente enquête, les autorités ont demandé aux sociétés interrogées de fournir des documents de base étayant certaines de leurs assertions au sujet du coût des matières, de la main-d'œuvre et des frais généraux. Il leur a également été demandé de rapprocher certains coûts de leurs états financiers pour la période visée par l'enquête. Celles-ci ont refusé de fournir les données nécessaires.
>
> [...]
>
> Ces sociétés ont fait valoir que les données qu'elles avaient communiquées étaient suffisantes et que les autorités chargées de l'enquête ne devraient pas avoir recours

> aux données de fait disponibles. Cependant, leurs communications sont lacunaires à plusieurs égards. Par exemple, les autorités chargées de l'enquête ont demandé des copies des factures et des bons d'achat pour les achats de ferraille effectués par les sociétés interrogées pendant la période visée par l'enquête. Elles estiment que ces documents de base sont importants pour déterminer la fiabilité des données qui ont été communiquées. Ces trois sociétés ont refusé de fournir tout élément de preuve concernant le coût de la ferraille et, à vrai dire, de toute autre matière. [...]
>
> Autre exemple: les autorités chargées de l'enquête ont demandé aux sociétés interrogées de rapprocher les coûts de main-d'œuvre déclarés de leurs états financiers. Aucune des sociétés n'a fourni l'état de rapprochement demandé ni expliqué pourquoi celui-ci ne pouvait pas être fourni. De même, elles leur ont demandé de rapprocher leurs chiffres de ventes mensuels de leurs états financiers. Là encore, celles-ci n'ont fourni aucune donnée ni explication satisfaisante. Par ailleurs, les autorités chargées de l'enquête ont demandé que les documents communiqués par les sociétés interrogées soient traduits; toutefois, plusieurs des documents qui ont été communiqués n'étaient accompagnés d'aucune traduction."[175]

7.195 Dans leur *rapport final*, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'ont pas ajouté d'observations à celles qu'elles avaient formulées dans le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions* au sujet des différents producteurs.

ii) Icdas et IDC

7.196 Comme il est indiqué au paragraphe 7.170, *supra*, ces deux sociétés ont reçu essentiellement la même lettre, datée du 19 août 1999, que celle que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête avaient envoyée aux sociétés Colakoglu, Diler et Habas. La teneur de cette lettre est exposée dans ce paragraphe.

7.197 Après l'avoir demandé, ces deux sociétés ont également obtenu de la part des autorités égyptiennes chargées de l'enquête une prorogation du délai qui leur était imparti pour répondre à la demande du 19 août 1999, lequel est passé du 1er septembre 1999 au 15 septembre 1999.[176]

Icdas

7.198 Le 15 septembre 1999, la société Icdas a communiqué aux autorités égyptiennes chargées de l'enquête sa réponse à la demande du 15 août 1999.

7.199 Le 23 septembre 1999, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont répondu à la communication de la société Icdas datée du 15 septembre en disant ce qui suit:

> "1. Nous n'avons pas reçu la pièce n° 8 qui aurait dû être jointe.
>
> 2. La pièce jointe n° 9 n'est pas claire; veuillez nous communiquer les dotations aux amortissements pour les mois de septembre, octobre et novembre 1998, traduites en anglais.
>
> Les éléments susmentionnés devraient être communiqués dans un délai de cinq jours ouvrables."

[175] Pièce n° 16 de la Turquie, *rapport final*, paragraphes 3.2.1.1 à 3.2.1.5.
[176] Voir le paragraphe 7.171, *supra.*

7.200 Le 27 septembre 1999, la société Icdas a envoyé par télécopieur aux autorités égyptiennes chargées de l'enquête la pièce jointe n° 8 (qui concernait les coûts de main-d'œuvre) et la ventilation des dotations aux amortissements, traduite en anglais, avant de les envoyer par messageries le 28 septembre 1999.[177] Selon la Turquie, la société Icdas "a parfaitement répondu à cette demande de renseignements en temps voulu et les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ne l'ont pas informée par la suite que sa réponse du 15 septembre 1999 était incomplète ou inutilisable".[178]

7.201 Dans leur *rapport sur les faits essentiels et les conclusions* d'octobre 1999, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont dit:

> "La société Icdas … a fourni des données incomplètes et la plupart des données qui ont été communiquées n'étaient pas étayées par des éléments de preuve."[179]

7.202 Les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont ajouté, sous la rubrique "Comparaison du prix net sur le marché intérieur et du coût de production":

> "... la société Icdas n'a pas fourni des renseignements suffisants pour permettre aux autorités chargées de l'enquête de confirmer les coûts mensuels se rapportant plus particulièrement aux matières, à la main-d'œuvre ou aux frais généraux pour ce qui est de la période visée par l'enquête, bien qu'une demande en ce sens lui ait été adressée."

7.203 En réponse aux affirmations figurant dans le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*, la société Icdas a dit ce qui suit dans ses observations du 14 octobre 1999 au sujet de ce rapport:

> "La société Icdas a répondu en temps voulu à la demande de renseignements complémentaires du Département, datée du 19 août 1999, et lui a fourni tous les renseignements nécessaires. Dans sa lettre n° 629, datée du 23 septembre 1999, le Département a dressé la liste des questions en suspens dans les réponses de la société Icdas datées du 15 septembre 1999, et les éléments qui faisaient défaut ont été communiqués en temps voulu au Département. S'il manquait d'autres renseignements, le Département aurait dû demander à la société Icdas de fournir les renseignements manquants ou incomplets dans sa lettre n° 629. Dans son rapport, le Département n'indique pas clairement quels sont les renseignements qui feraient défaut ou qui seraient incomplets."[180]

7.204 Dans leur *rapport final*, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont dit que "les sociétés Icdas et IDC avaient fourni des données incomplètes et que la plupart des données qui avaient été communiquées n'étaient pas étayées par des éléments de preuve".[181] Comme nous l'avons expliqué plus haut, bien que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête aient traité en détail dans leur *rapport final* du défaut des sociétés Colakoglu, Diler et Habas de communiquer certains des renseignements demandés, aucune information du genre ne figurait dans le rapport en ce qui concerne les sociétés Icdas et IDC.[182]

---

[177] Pièce n° 40 de la Turquie.
[178] Première communication écrite de la Turquie, page 68.
[179] Pièce n° 15 de la Turquie, paragraphe 1.6.2.
[180] Pièce n° 26 de la Turquie, page 3.
[181] Pièce n° 16 de la Turquie, paragraphe 1.6.2.
[182] *Ibid.*, pages 12 à 15.

7.205 S'agissant de la suite donnée par la société Icdas à la demande du 19 août, il est plutôt dit ce qui suit dans le *rapport final*:

> "Le 23 septembre 1999, le Département a demandé un document qui faisait défaut et il a demandé que plusieurs documents soient traduits en anglais. [...][183] (pas de soulignement dans l'original)
>
> [...]
>
> Quant à l'affirmation de la société Icdas selon laquelle elle "a fourni tous les renseignements nécessaires" en réponse à la demande qui lui avait été adressée par le Département le 19 août 1999, et selon laquelle les "éléments qui faisaient défaut avaient été communiqués en temps voulu" en réponse à la demande qui lui avait été adressée par le Département le 23 septembre 1999, cela est inexact. En fait, la société n'a pas fourni: 1) la ventilation des coûts de main-d'œuvre et des frais généraux qui avait été demandée, 2) les documents justificatifs pour les coûts de main-d'œuvre et les frais généraux qui avaient été demandés, 3) les imputations et les méthodes d'imputation des matières, des frais généraux ainsi que des frais d'administration et de commercialisation et des frais de caractère général, qui avaient été demandées, et 4) les états de rapprochement entre les données qui avaient été communiquées et ses états financiers, comme il le lui avait été demandé. En outre, ses explications concernant la façon dont l'inflation avait été prise en compte dans les coûts étaient insatisfaisantes et non étayées."[184]
>
> **IDC**

7.206 Le 23 septembre, à la suite de la communication par IDC des renseignements demandés dans la lettre du 19 août 1999, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête lui ont demandé de:

> "... fournir les éléments ci-après dans un délai de cinq jours ouvrables:
>
> 1. Intérêts débiteurs - Fournir une liste dans laquelle seront indiqués séparément les intérêts débiteurs et les intérêts créditeurs.
>
> 2. S'agissant de la feuille de travail n° 2 (coûts indirects de production et bénéfice afférents aux ventes sur le marché intérieur par tonne), nous ne savons pas au juste si les matières en question sont de la ferraille ou des billettes; veuillez préciser.
>
> 3. Remplir la feuille ci-jointe concernant le coût de production pour les mois d'août, septembre et octobre 1998.
>
> Le premier élément devrait être communiqué dans un délai de deux jours."[185, 186]

7.207 Le 25 septembre, date à laquelle le délai arrivait à expiration, la société IDC a envoyé par télécopieur des renseignements sur les intérêts débiteurs aux autorités égyptiennes chargées de l'enquête. Lorsque celles-ci l'ont informée qu'elles n'avaient pas reçu la télécopie, la société IDC l'a de nouveau envoyée le 29 septembre 1999.[187]

---

[183] *Ibid.*, paragraphe 3.1.7.10.
[184] *Ibid.*, paragraphe 3.1.7.15.
[185] Pièce n° 13-1-2 de l'Égypte.
[186] La feuille sur le coût de production dont il est question est identique à la pièce n° 1 qui était jointe aux lettres du 23 septembre qui ont été adressées aux sociétés Colakoglu, Diler et Habas.
[187] Première communication écrite de la Turquie, page 44.

7.208 Le 28 septembre 1999, la société IDC a télécopié aux autorités égyptiennes chargées de l'enquête les renseignements sur le coût de production pour les mois d'août, septembre et octobre 1998. Sur cette télécopie, la société IDC a également indiqué que les "coûts de production figurant sur la feuille de travail n° 2 sont calculés à partir de la ferraille jusqu'aux barres d'armature" et que "les matières énumérées sont les mêmes que celles figurant sur les feuilles relatives au coût de production qui sont jointes pour l'élément 3 (feuilles sur le coût de production)".[188]

7.209 Le 28 septembre 1999, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont demandé à la société IDC de leur fournir une liste dans laquelle seraient indiqués séparément les intérêts débiteurs et les intérêts créditeurs, et qui ferait apparaître la différence entre les intérêts débiteurs et les intérêts créditeurs par tonne sur une base mensuelle pour 1998; cette demande était accompagnée d'une note dans laquelle il était dit: "Vos efforts seront appréciés si nous recevons les renseignements susmentionnés immédiatement." Selon la Turquie, le 29 septembre 1999, la société IDC a télécopié aux autorités égyptiennes chargées de l'enquête les renseignements demandés.[189]

7.210 Comme il est indiqué plus haut, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont publié leur *rapport sur les faits essentiels et les conclusions* le 5 octobre 1999, en ayant recours aux "données de fait disponibles" pour la société IDC. Comme il est indiqué plus haut, dans ce rapport, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont dit que "les sociétés Icdas et IDC avaient fourni des données incomplètes et que la plupart des données qui avaient été communiquées n'étaient pas étayées par des éléments de preuve". Elles ont également ajouté ce qui suit:

> "S'agissant des matières, de la main-d'œuvre et des frais généraux, étant donné que la société n'a pas dûment démontré que l'inflation était incluse et qu'elle n'a pas étayé son affirmation en ce sens, nous avons utilisé en tant que données de fait disponibles le coût le plus élevé de chaque élément au cours de la période visée par l'enquête afin de prendre en compte les coûts liés à l'inflation, car les coûts de ces éléments ont varié considérablement au cours de cette période."[190]

7.211 Dans le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'ont fait état d'aucun document particulier ni d'aucun autre renseignement qu'elles auraient demandé mais qui n'aurait pas été communiqué par la société IDC.

7.212 Le 15 octobre 1999, la société IDC a formulé les observations suivantes au sujet du *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*:

> "Jusqu'à ce jour, la société IDC a toujours coopéré avec les autorités chargées de l'enquête et leur a toujours fourni tous les renseignements et tous les documents justificatifs qu'elles ont demandés. Par conséquent, la disposition relative aux données de fait disponibles n'aurait pas dû être invoquée. Comme vous le savez, la société IDC n'a jamais refusé de donner suite à une demande de renseignements. Nous vous avons communiqué tous les renseignements et documents dont vous aviez besoin en temps voulu et vous avons fait savoir que vous pouviez nous contacter à tout moment si vous aviez besoin de plus amples précisions et explications."[191]

7.213 La société IDC a joint à cette lettre: "Feuille de travail n° 1 - Coût de production (des billettes jusqu'aux barres d'armature) pour 1998" et "Feuille de travail n° 2 - Calcul des frais financiers aux fins du tableau relatif à la valeur normale construite". Le coût de production - à partir des billettes jusqu'aux barres d'armature - pour les mois d'août, septembre et octobre 1998 figure sur la feuille de

---

[188] Pièce n° 41 de la Turquie.
[189] *Ibid.*
[190] Pièce n° 15 de la Turquie, paragraphe 3.2.6.1.
[191] Pièce n° 27 de la Turquie.

travail n° 1; ces renseignements sont les mêmes que ceux qui ont été envoyés par télécopieur aux autorités égyptiennes chargées de l'enquête le 28 septembre 1999, si ce n'est que les prix de vente sortie usine et les bénéfices figurent également sur ce document. La feuille de travail n° 2 renferme des renseignements se rapportant aux intérêts débiteurs (mais non aux intérêts créditeurs), une liste d'éléments entrant dans le processus de fabrication sur lesquels des intérêts débiteurs ont été imputés, et une valeur normale construite pour la société IDC pour les mois d'août, septembre et octobre 1998.

7.214 Dans leur *rapport final*, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont répété que:

> "Les sociétés Icdas et IDC ont fourni des données incomplètes et la plupart des données qui ont été communiquées n'étaient pas étayées par des éléments de preuve."[192]

7.215 La Turquie s'insurge vivement contre cette description; elle prétend que tous les renseignements demandés par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête, notamment ceux qui ont été fournis le 15 septembre en réponse à la demande des autorités égyptiennes chargées de l'enquête du 19 août, ainsi que les renseignements complémentaires fournis en réponse à la demande des autorités chargées de l'enquête du 23 septembre, ont été communiqués dans les délais impartis par celles-ci.

7.216 Dans leur *rapport final*, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'ont fait état d'aucun document ni d'aucun renseignement particulier qui aurait été demandé mais qui n'aurait pas été communiqué par la société IDC. Néanmoins, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont dit:

> "La société Izmir (IDC) a joint des renseignements aux observations qu'elle a présentées concernant le rapport sur les faits essentiels, mais le Département n'en tiendra pas compte aux fins de la présente enquête, car il a déterminé que ce sont des renseignements nouveaux qui n'ont pas été communiqués en temps voulu."[193]

b) Les renseignements sur les coûts demandés par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête le 19 août et le 23 septembre 1999 étaient-ils des "renseignements nécessaires"?

7.217 Nous rappelons que les parties ont présenté beaucoup d'arguments concernant la validité de la raison avancée par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête pour demander des renseignements détaillés sur les coûts. La Turquie allègue que "comme il était injustifié d'abord de mettre en doute les coûts des sociétés turques interrogées, le recours aux données de fait disponibles n'était pas justifié au regard de l'article 6.8 de l'Accord". Par ailleurs, nous notons que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont justifié leur demande en indiquant qu'elles avaient besoin de disposer de données sur les coûts pour pouvoir déterminer si les sociétés interrogées avaient réalisé, sur le marché intérieur, des ventes à des prix inférieurs au coût de production, conformément à l'article 34 du Règlement égyptien. Cet article, qui reflète en substance les dispositions de l'article 2.2 et 2.2.1 de l'Accord antidumping, autorise les autorités chargées de l'enquête à construire une valeur normale si les ventes du produit similaire sur le marché intérieur du pays exportateur sont effectuées à des prix inférieurs au coût de production majoré des frais d'administration et de commercialisation et des frais de caractère général. L'Égypte fait valoir que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'étaient pas en mesure d'établir cette détermination parce que les sociétés interrogées ne leur avaient pas communiqué, dans leurs réponses au questionnaire initial, les renseignements nécessaires. À première vue, cette raison avancée pour justifier la demande de renseignements détaillés sur les coûts nous paraît plausible, vu que, comme on l'a noté, le critère des prix inférieurs au coût est expressément prévu à l'article 2.2 et 2.2.1 de l'Accord antidumping. Les renseignements demandés sembleraient donc "nécessaires" au sens de l'article 6.8.

---

[192] Pièce n° 16 de la Turquie, paragraphe 1.6.2.
[193] Pièce n° 16 de la Turquie, page 30.

7.218 Quant aux raisons précises de la demande adressée par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête le 19 août, ces autorités indiquaient dans leur demande qu'elles voulaient obtenir des données sur les coûts détaillées, complémentaires, parce qu'elles savaient que l'économie de la Turquie était aux prises avec une hyperinflation, le taux d'inflation s'établissant en moyenne à "environ 5 pour cent par mois". Elles indiquaient qu'elles se seraient attendues à voir l'effet de cette hyperinflation se refléter dans les différents éléments de coût communiqués par les sociétés interrogées dans leurs réponses au questionnaire initial. Les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont maintenu cette position tout au long de la procédure.

7.219 Les parties s'accordent à reconnaître que les chiffres relatifs aux coûts communiqués par les sociétés interrogées ne reflétaient pas les augmentations auxquelles on se serait normalement attendu dans une économie caractérisée par une hyperinflation. Toutefois, dans leurs réponses aux demandes de renseignements du 19 août et du 23 septembre, les sociétés interrogées ont donné de cela un certain nombre d'explications, concernant la ferraille, la main-d'œuvre et l'amortissement, principaux éléments de coût que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête avaient mis en doute comme ne reflétant pas l'hyperinflation. Selon les sociétés interrogées, le cours international de la ferraille d'acier (qui représente 60 pour cent du coût de production des barres d'armature), en dollars EU, a diminué de façon appréciable pendant la période visée par l'enquête; les salaires étaient fixés une fois par an après des négociations avec les syndicats; et la réévaluation des avoirs aux fins d'amortissement était aussi effectuée une fois par an par l'application de "facteurs de hausse" publiés par le gouvernement turc. Les sociétés interrogées ont insisté sur le fait que les données relatives aux coûts qu'elles avaient communiquées étaient bien leurs chiffres véritables, reflétant leurs coûts de production effectifs pendant la période visée par l'enquête. Ces arguments des sociétés interrogées ont été répétés dans leurs observations respectives concernant le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*[194], ainsi que par le gouvernement turc dans ses observations.[195]

7.220 Examinant d'abord le coût de la ferraille, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont rejeté les données et l'explication concernant les cours mondiaux de la ferraille d'acier présentées par les trois entreprises interrogées, indiquant ce qui suit:

> "… les renseignements communiqués par les sociétés interrogées sur les prix mondiaux de la ferraille étaient exprimés sur une base annuelle (à la fin de l'année, les prix étaient moins élevés qu'au début de l'année), ils ne pouvaient être utilisés pour déterminer l'évolution des prix pendant la période visée par l'enquête (année civile 1998). Lorsque le Département a procédé à l'examen des prix mensuels des barres d'armature nationales et de la ferraille achetée pendant la période visée (une autre société interrogée dans cette enquête a communiqué des prix mensuels de la ferraille), les choses sont apparues sous un jour bien différent. … La forte baisse qui, selon ce que les sociétés interrogées donnaient à entendre, avait été soutenue tout au long de la période, n'avait en fait concerné que trois des 12 mois de la période visée par l'enquête, …
>
> Le Département avait donc des raisons valables de s'inquiéter de savoir si les coûts nationaux tenaient pleinement compte de la forte inflation."[196]

7.221 Comme nous ne voyions pas très bien quelle société était visée par l'expression "une autre société interrogée dans cette enquête", nous avons demandé à l'Égypte, pendant la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, de préciser ce point.[197] L'Égypte a indiqué que cette "autre

---

[194] Pièces n° 20 et n° 27 de la Turquie.
[195] Pièce n° 30 de la Turquie.
[196] Pièce n° 16 de la Turquie, pages 12 et 13.
[197] Question n° 2 adressée à l'Égypte, qui figure dans les *Questions écrites posées par le Groupe spécial*, lesquelles sont datées du 27 février 2002 – Annexe 8-2.

société interrogée" était Alexandria National Steel, qui avait communiqué le renseignement en réponse à une demande adressée par téléphone par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête "pour s'assurer de la véracité" de l'allégation des sociétés turques interrogées, selon laquelle les cours de la ferraille s'étaient effondrés tout au long de la période visée par l'enquête.[198] À notre demande, l'Égypte a communiqué les renseignements relatifs au prix de la ferraille présentés par la société Alexandria National Steel.[199] Il s'agit d'un document en deux parties: une partie, tirée du *Metal Bulletin* de mars 1999, qui indique les cours de la ferraille, f.a.b. Rotterdam, pour trois catégories de ferraille - "HMS 1"[200], "HMS 1&2" et "déchiquetée", à des dates précises de la période allant de janvier à décembre 1998, à l'exception des mois de mars et juin 1998. Pour chaque date et pour chaque catégorie, un cours minimum et un cours maximum sont indiqués. La deuxième partie du document consiste en prix calculés par Alexandria National Steel à partir des données correspondantes du *Metal Bulletin*. Selon l'Égypte, "les autorités chargées de l'enquête se sont fondées, pour évaluer l'évolution des prix de la ferraille, sur la "référence citée" à la deuxième page de la pièce n° 12 de l'Égypte, et non sur les prix mentionnés dans la note d'envoi de la société Alexandria National".

7.222 L'Égypte affirme devant nous que les éléments de preuve communiqués par Alexandria National Steel révèlent que l'allégation des sociétés turques interrogées selon laquelle les cours de la ferraille avaient diminué tout au long de la période visée par l'enquête était, de fait, fausse.[201] L'Égypte indique ce qui suit:

> "De fait, comme cela est expliqué dans le *rapport final*, il a été constaté que les cours de la ferraille ont été à peu près constants pendant les sept premiers mois de la période visée par l'enquête. Pendant les trois mois suivants, ils se sont effondrés. Ils ont ensuite commencé à remonter pendant les deux derniers mois de la période visée par l'enquête. En d'autres termes, la "forte baisse" n'a en fait concerné que trois des 12 mois."

7.223 La Turquie a présenté des observations concernant la réponse donnée par l'Égypte à nos questions et indique ce qui suit:

> "Comme le Groupe spécial peut simplement le constater en examinant … la deuxième page de la pièce n° 12 de l'Égypte, les cours de la ferraille HMS 1&2 ont fortement diminué entre janvier 1998 (114-116 dollars EU par tonne) et avril 1998 (96-97 dollars EU par tonne) et ont poursuivi leur baisse en juillet 1998 (jusqu'à 92-94 dollars EU par tonne). Cela équivaut à une baisse globale de 19 pour cent, ce qui peut difficilement apparaître comme un élément de preuve de la stabilité des cours de la ferraille pendant les sept premiers mois de l'année. Les cours de la ferraille HMS 1 indiquent des baisses du même ordre – de 123-124 dollars EU par tonne en janvier 1998 à 105-107 dollars EU par tonne en avril 1998 et 98-99 dollars EU par tonne en juillet (soit une baisse globale de 20 pour cent). Les cours ont ensuite chuté entre août et octobre (70-72 dollars EU par tonne) soit une nouvelle baisse de 23 pour cent par rapport aux niveaux de janvier ..."[202]

7.224 Notre interprétation des données relatives au cours de la ferraille présentées par Alexandria National est légèrement différente de celle de la Turquie. En particulier, nous notons que pour

---

[198] Réponse écrite de l'Égypte aux *Deux questions écrites complémentaires posées par le Groupe spécial*, lesquelles sont datées du 3 avril 2002 – Annexe 8-3.

[199] Pièce n° 12 de l'Égypte.

[200] Nous croyons comprendre que "HMS" désigne les "déchets de fonderie".

[201] Réponse écrite de l'Égypte aux *Deux questions écrites complémentaires posées par le Groupe spécial*, lesquelles sont datées du 3 avril 2002 – Annexe 8-3.

[202] Observations écrites de la Turquie concernant la réponse de l'Égypte aux *Questions complémentaires posées par le Groupe spécial*, lesquelles sont datées du 9 avril 2002 - Annexe 8-3.

chacune des catégories "HMS 1" et "HMS 1&2", les cours ont diminué de janvier à la fin février, puis ont été à peu près stables de mars à la mi-juillet, puis ont encore diminué de la mi-juillet à la fin septembre, puis sont remontés d'octobre à décembre. Les cours, en décembre 1998, étaient néanmoins beaucoup plus bas qu'en janvier 1998 pour toutes les catégories. Lorsque les autorités égyptiennes chargées de l'enquête affirmaient que la tendance des cours de la ferraille communiqués par Alexandria National Steel faisait apparaître de "fortes baisses" dans trois seulement des 12 mois de 1998, cette affirmation était, pour l'essentiel, étayée par les données. Néanmoins, elle est quelque peu incomplète, étant donné la forte baisse qui s'est produite entre les deux dates marquant le début et la fin de la période.

7.225 En ce qui concerne les éléments de preuve relatifs aux cours de la ferraille présentés par les sociétés turques interrogées dans leurs réponses au questionnaire et dans d'autres communications, nous notons que de façon générale, ces données font aussi apparaître d'importantes baisses entre le début et la fin de la période visée par l'enquête, quoique, encore une fois, avec des fluctuations pendant cette période. Par exemple, les données communiquées par la société Icdas montrent qu'il y a eu une baisse continue des cours de la ferraille pendant la période visée par l'enquête, seul le mois d'août faisant exception. Le prix auquel la société Icdas a acheté la ferraille d'origine locale ou d'origine importée s'est abaissé de 129,44 dollars EU en janvier 1998 à 85,81 dollars EU en novembre 1998.[203] Plus précisément, ce prix a chuté entre janvier et mars, a été relativement stable d'avril à juillet puis est remonté légèrement en août et a diminué à nouveau de septembre à novembre. Les prix indiqués par la société IDC pour la ferraille (achetée en Turquie) font aussi apparaître une baisse, de 134 dollars EU en janvier 1998 à 85 dollars EU en décembre 1998.[204] Toutefois, ces données montrent qu'il y a eu une importante baisse en avril, une certaine remontée en mai, juin et juillet puis une baisse mensuelle jusqu'en décembre 1998.[205] Les données relatives au prix de la ferraille "obtenues de la société Colakoglu"[206] font aussi apparaître une baisse des prix de la ferraille exprimés en livres turques pendant la période visée par l'enquête, quoiqu'il y ait des augmentations pour certains mois par comparaison avec les données communiquées par les sociétés Icdas et IDC. La tendance générale est toutefois la même, à savoir que le prix de la ferraille a diminué entre le début et la fin de la période visée par l'enquête.

7.226 En ce qui concerne la question du coût de la main-d'œuvre et de l'amortissement, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont affirmé, dans ce cas encore, qu'elles ne décelaient pas les effets attendus de l'hyperinflation, ce qui les faisait douter de l'exactitude des coûts indiqués dans les réponses au questionnaire initial, et les amenait à demander des renseignements et des pièces justificatives complémentaires concernant les coûts indiqués.

7.227 La Turquie fait valoir que les trois sociétés interrogées, Colakoglu, Diler et Habas, "ont expliqué" dans leurs communications du 15 septembre et ailleurs que les contrats de travail étaient renégociés une fois par an, et que les dotations aux amortissements étaient ajustées pour inflation en fin d'exercice, si bien qu'il n'y avait pas lieu de s'attendre que l'inflation provoque une variation de ces coûts d'un mois à l'autre. Selon la Turquie, ce renseignement "factuel" affaiblit encore la justification donnée par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête pour demander les renseignements détaillés relatifs aux coûts, car il "prouve" que les effets de l'inflation sur les coûts des trois sociétés interrogées n'étaient pas ce que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête présumaient.

7.228 Les parties ont aussi des vues divergentes quant au taux général d'inflation en Turquie pendant la période visée par l'enquête. Tout au long de la procédure, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont évoqué un taux d'inflation estimatif de 5 pour cent par mois pendant cette

[203] Pièce n° 7.1 de l'Égypte.
[204] *Ibid.*
[205] *Ibid.*
[206] *Ibid.*

période[207], chiffre obtenu, selon elles, à partir de statistiques provenant de l'Institut national de statistiques de la Turquie.[208] Dans ses observations concernant le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*, le gouvernement turc s'est élevé contre l'emploi d'un taux d'inflation de 5 pour cent par mois et a présenté des éléments de preuve (émanant aussi de l'Institut national de statistiques de la Turquie) montrant que ce taux était inférieur à 5 pour cent par mois pendant la période visée par l'enquête.[209] Les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont rejeté les éléments de preuve et l'argument avancés par le gouvernement turc, indiquant que: "la pièce citée en référence constituant un renseignement nouveau, non présenté en temps utile, le Département n'en tiendra[it] pas compte dans la présente enquête". Néanmoins, il convient de noter que la Turquie n'a pas contesté à l'époque et ne conteste pas aujourd'hui le fait que l'économie turque se caractérisait par une "hyperinflation" pendant la période visée par l'enquête. Il semble donc ne pas y avoir désaccord entre les parties quant au fait que le taux mensuel effectif d'inflation pendant la période visée par l'enquête, quel que fût son niveau exact, était élevé. Aussi ne voyons-nous aucune raison pour conclure, comme le soutient la Turquie, que les éléments de preuve factuels présentés par le gouvernement turc, même s'ils avaient été acceptés, auraient "apporté la preuve contraire" de la prémisse d'hyperinflation retenue par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête pour demander les données détaillées sur les coûts.

7.229 De plus, à propos de l'inflation, les parties ont présenté des arguments concernant la signification du fait que les entreprises turques interrogées n'avaient pas établi leurs états financiers conformément à la norme comptable internationale 29 ("norme ISA-29"), applicable aux économies aux prises avec une hyperinflation. Cette question n'avait pas été soulevée par l'Égypte pendant l'enquête, alors même que les états financiers vérifiés des sociétés Habas, Diler et Colakoglu, qui indiquaient n'avoir pas appliqué la norme ISA-29, avaient été présentés par ces sociétés dans leurs communications du 15 septembre.[210] Nous n'avons pu trouver aucune référence directe à la norme ISA-29 en rapport avec les sociétés Icdas et IDC dans les pièces du dossier qui nous ont été communiquées.[211] L'Égypte soutient que les rapports des vérificateurs étayent le point de vue des autorités égyptiennes chargées de l'enquête selon lequel les données présentées par les sociétés interrogées ne reflétaient pas les effets de l'inflation.[212] Toutefois, ces rapports indiquent clairement, dans tous les cas, qu'il n'y avait pas consensus en Turquie quant à l'application de la norme ISA-29. Les notes des auditeurs relatives aux états financiers de deux des sociétés indiquent que, les comptes ayant été établis en une monnaie stable, le dollar EU, il n'était pas nécessaire d'établir les états

[207] Lettre du 19 août 1999 aux sociétés interrogées, pages 21 et 23 du *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*, et page 16 du *rapport final*.

[208] Pièce n° 7-7 de l'Égypte.

[209] Pièce n° 30 de la Turquie.

[210] Pièces n° 34A, n° 43B et n° 34C de la Turquie, respectivement.

[211] À la page 56 de sa première communication écrite, l'Égypte indique que la société Icdas n'a pas présenté ses comptes vérifiés, bien que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ne lui aient pas demandé de présenter ses états financiers vérifiés dans leur demande du 19 août 1999, ou dans aucune demande subséquente. Nous n'avons donc pu trouver, dans le dossier, aucune référence à la norme ISA-29 à propos de la société Icdas. Dans le cas de la société IDC, nous n'avons pu trouver aucune référence à la norme ISA-29 dans les éléments traduits des états financiers vérifiés de la société, qui ont été présentés par l'Égypte en tant que pièce n° 15 de l'Égypte.

[212] Dans sa communication présentée à titre de réfutation (page 29), la Turquie conteste les arguments de l'Égypte concernant la norme ISA-29 comme étant une rationalisation après coup par l'Égypte de sa détermination antidumping, et demande au Groupe spécial de ne pas en tenir compte, car "les erreurs commises au cours de l'enquête ne peuvent pas être corrigées dans des communications ultérieures adressées à un groupe spécial de l'OMC". Comme la pertinence de la norme ISA-29 dans le cadre du présent différend est, au mieux, douteuse, il ne semblerait pas que le Groupe spécial doive traiter de ce point plus avant. (De toute façon, les renseignements concernant la norme ISA-29 ont été communiqués par les sociétés interrogées elles-mêmes et ne sont employés par l'Égypte que pour confirmer l'opinion des autorités égyptiennes chargées de l'enquête selon laquelle les données sur les coûts communiquées par les sociétés interrogées ne reflétaient pas l'hyperinflation et constituaient seulement un argument venant à l'appui de leur position. Cela dit, la Turquie ne semble pas avoir raison, en fait, de soutenir que la norme ISA-29 ne figurait pas dans le raisonnement présenté par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête tel qu'il est exposé dans leurs rapports.)

financiers conformément à la norme ISA-29. De toute façon, il nous semble que la principale raison justifiant l'utilisation de la norme ISA-29 (qui exige la présentation de chiffres sur trois ans, en même temps que de certains indices) est qu'elle permet de donner au lecteur une image claire de la situation financière de la société, comparée aux périodes antérieures, non faussée par l'hyperinflation. Il semble donc que la norme ISA-29 soit principalement utile aux fins de comparaison.[213]

7.230 Nous estimons donc que l'application, ou la non-application, de la norme ISA-29 par les sociétés turques interrogées dans l'élaboration de leurs états financiers n'est pas pertinente pour notre examen des mesures prises par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête. Cela dit, il nous semble que la référence à la norme ISA-29 est une justification après coup par l'Égypte de la demande de données relatives aux coûts présentée par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête, justification qui de toute façon n'est pas requise par l'article 2.2 et l'article 2.2.1.

7.231 S'il est vrai, comme cela ressort de ce qui précède, que les parties ont longuement débattu devant nous des raisons qu'avaient les autorités égyptiennes chargées de l'enquête de demander des données détaillées sur les coûts, à notre avis, cette question est à peu près dépourvue de pertinence au regard de l'article 6.8, parce que cet article n'en traite simplement pas. Comme on l'a noté ci-dessus, les dispositions pertinentes sont bien les articles 2.2 et 2.2.1, lesquels n'assujettissent à aucune condition préalable la demande de données relatives aux coûts. De fait, en l'espèce, la demande de données concernant les coûts était un élément normal, partie intégrante du questionnaire initial, et la Turquie n'a soulevé devant nous aucune objection à cet égard. Au contraire, elle conteste la validité d'une demande de renseignements complémentaires et de pièces justificatives qui permettraient de contrôler et de vérifier les données initialement communiquées. Comme les autorités égyptiennes chargées de l'enquête avaient de bonnes raisons de se préoccuper de la manière dont les effets de l'hyperinflation étaient traités dans les registres comptables des cinq sociétés interrogées (en ce sens que, de l'avis général, la Turquie était aux prises avec une hyperinflation), et comme les données relatives aux coûts sont un élément normal d'une enquête antidumping, rien à notre sens dans l'article 6.8 ni, en fait, dans aucune autre disposition de l'Accord antidumping ne justifie une constatation de violation visant la demande de renseignements détaillés présentée par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête. En ce sens, nous confirmons notre constatation antérieure, à savoir que les renseignements demandés étaient "nécessaires" au sens de l'article 6.8.

c) Les sociétés interrogées ont-elles "refus[é] de donner accès" aux "renseignements nécessaires" ou "ne les [ont-elles] pas communiqu[és]"?

7.232 Nous examinons maintenant la question de savoir si les éléments du dossier indiquent, comme l'Égypte l'a affirmé, que les sociétés turques interrogées, Habas, Colakoglu et Diler, ont "refus[é] de donner accès" aux renseignements nécessaires ou "ne les [ont pas] communiqu[és]" et que les deux autres sociétés interrogées (Icdas et IDC) "[n'ont pas] communiqu[é]" les renseignements nécessaires.[214] La Turquie affirme ne pas alléguer que les cinq sociétés interrogées avaient "communiqué tous les renseignements et documents repris par les autorités chargées de l'enquête après la présentation des réponses au questionnaire initial". De fait, la Turquie reconnaît que ces sociétés n'ont pas communiqué tous les renseignements et/ou rapprochements demandés.[215]

[213] Nous avons posé une question à l'Égypte sur ce point (question n° 3 adressée à l'Égypte qui figure dans les *Questions écrites posées par le Groupe spécial*, lesquelles sont datées du 27 février 2002). L'Égypte, tout en confirmant que la norme ISA-29 était utile aux fins de comparaison, a aussi indiqué qu'elle exigeait un retraitement des chiffres relatifs à l'exercice en cours ajustés pour tenir compte de l'inflation, et pouvait donc servir aussi à rendre compte de l'inflation pendant un même exercice – Annexe 8-2.

[214] Réponse écrite de l'Égypte, datée du 7 décembre 2001, à la question n° 9 qui lui a été adressée et qui figure dans les *Questions écrites posées par le Groupe spécial*, lesquelles sont datées du 28 novembre 2001 - Annexe 4-2.

[215] *Ibid.*

Toutefois, elle affirme que ces sociétés ont agi, à cet égard, "au mieux de leurs possibilités".[216] En ce qui concerne les sociétés Icdas et IDC, la Turquie allègue que "les autorités chargées de l'enquête elles-mêmes avaient trouvé peu à redire au sujet des réponses communiquées par les sociétés interrogées, et n'avaient demandé que quelques documents et précisions complémentaires, qui avaient été rapidement fournis".

7.233 Compte tenu des faits exposés ci-dessus, il est clair que l'on peut distinguer, du point de vue à la fois du volume et de la qualité, les renseignements communiqués par les sociétés Colakoglu, Diler et Habas, d'une part, et ceux communiqués par les sociétés Icdas et IDC, d'autre part. Nous procéderons donc à notre analyse des faits sur cette base.

i) Sociétés Colakoglu, Diler et Habas

7.234 À l'examen des documents présentés par la Turquie (pièces n° 34A, n° 34B et n° 34C de la Turquie), contenant, respectivement, la réponse complète des sociétés Diler, Colakoglu et Habas à la demande de renseignements adressée le 19 août 1999 par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête, il nous apparaît clairement qu'une bonne partie des renseignements demandés n'ont pas été communiqués. Il ressort des documents présentés par ces trois sociétés interrogées que, loin de communiquer, ou même de tenter de communiquer, tous les renseignements et documents demandés par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête, elles n'ont présenté que certains renseignements. Dans le cas des sociétés Colakoglu et Habas, par exemple, à l'Appendice 9A - Coût de fabrication et bénéfices réalisés au titre des ventes sur le marché intérieur, les prix de vente sortie usine et les bénéfices ou pertes avant impôt n'ont pas été communiqués. Dans le cas de la société Diler, seuls ont été communiqués des renseignements portant sur le coût direct des matières, le coût direct de la main-d'œuvre et les frais généraux de production, mais non la ventilation qui en avait été demandée. Il convient de noter tout particulièrement - et les autorités égyptiennes chargées de l'enquête l'ont souligné dans leurs rapports - que ces sociétés n'ont pas communiqué les documents de base correspondants (bons de commande, factures, etc.).

7.235 De plus, très peu des rubriques des documents communiqués étaient traduites et aucun rapprochement entre les différents éléments de coût et les états financiers vérifiés n'a été communiqué. Pour préciser ce qu'il en était exactement quant aux rapprochements demandés, nous avons posé à la Turquie la question écrite ci-après:

> "La Turquie affirme que les sociétés interrogées ont communiqué tous les renseignements et documents requis, y compris les rapprochements requis entre les données et les états financiers. Pour chacune des sociétés interrogées (Habas, Diler, Colakoglu, IDC et Icdas), la Turquie pourrait-elle indiquer où ces rapprochements se trouvent dans le dossier et expliquer précisément les différentes étapes qui ont été suivies pour les mener à bien?"[217]

7.236 En réponse à cette question, la Turquie a présenté une explication détaillée, étape par étape, de la manière dont les rapprochements pouvaient être menés à bien pour chacun des producteurs.[218] Toutefois, elle n'a pas indiqué à quel endroit dans le dossier se trouvaient ces rapprochements pour les sociétés Colakoglu, Diler et Habas. Il est donc clair que les rapprochements n'ont pas été communiqués aux autorités égyptiennes chargées de l'enquête.

---

[216] Réponse écrite de la Turquie, datée du 14 mars 2002, à la question n° 1 qui lui a été adressée et qui figure dans les *Questions écrites posées par le Groupe spécial*, lesquelles sont datées du 27 février 2002 - Annexe 8-1.

[217] Question n° 1 adressée à la Turquie, qui figure dans les *Questions écrites posées par le Groupe spécial*, lesquelles sont datées du 27 février 2002 - Annexe 8-1.

[218] Réponse écrite de la Turquie, datée du 14 mars 2002, à la question n° 1 qui lui a été adressée et qui figure dans les *Questions écrites posées par le Groupe spécial*, lesquelles sont datées du 27 février 2002 - Annexe 8-1.

7.237 Au lieu de cela, les trois producteurs turcs ont présenté les données brutes telles quelles, sans aucune explication descriptive ou traduction, malgré la demande sans ambiguïté adressée par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête. Nous estimons que demander une traduction des documents ne revenait pas à faire peser une charge déraisonnable sur les exportateurs, les parties narratives des documents étant assez limitées. De plus, les traductions auraient pu être écrites à la main sur les documents eux-mêmes, sans que cela exige un effort extraordinaire.

7.238 L'importance des lacunes que présentaient les réponses de ces trois producteurs ressort clairement des demandes de renseignements complémentaires adressées par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête aux sociétés Colakoglu, Diler et Habas le 23 septembre 1999.[219] À la suite de ces demandes, les trois sociétés interrogées n'ont pas essayé de fournir les renseignements désignés comme faisant défaut. Au lieu de cela, elles ont allégué que cette demande constituait une "nouvelle" demande (non adressée précédemment) ayant pour objet la ventilation en un certain nombre de composantes distinctes du coût des billettes pour les sociétés.[220] Toutefois, une lecture attentive des demandes adressées le 19 août et le 23 septembre 1999 permet de voir que la demande datée du 23 septembre 1999, à laquelle était jointe une liste des éléments de coût pour lesquels des renseignements étaient demandés, faisait suite aux communications en date du 15 septembre de ces sociétés et demandait, pour la deuxième fois, les renseignements détaillés auxquels correspondaient les coûts initialement indiqués, y compris les documents relatifs aux achats de matières premières. Le fait que cette liste n'était jointe qu'à la demande datée du 23 septembre 1999 n'empêche pas que les mêmes renseignements avaient déjà été demandés, quoique de manière moins explicite, dans la lettre datée du 19 août.

7.239 Nous examinons ensuite l'allégation de la Turquie selon laquelle même si ces trois sociétés interrogées n'ont pas communiqué tous les renseignements demandés par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête, elles ont "agi au mieux de [leurs] possibilités", au sens du paragraphe 5 de l'Annexe II, et le recours des autorités égyptiennes chargées de l'enquête aux données de fait disponibles n'était, en conséquence, pas justifié. La Turquie semble donc soutenir que le fait qu'une partie a agi au mieux de ses possibilités devrait l'emporter sur toute lacune quant au fond des renseignements communiqués lorsqu'il s'agit de déterminer si l'article 6.8 autorise à recourir aux données de fait disponibles.

7.240 L'Égypte fait valoir que ces sociétés interrogées n'ont pas fourni les renseignements demandés et n'ont pas agi "au mieux de leurs possibilités". Par conséquent, selon l'Égypte, le fait pour les autorités égyptiennes chargées de l'enquête de recourir aux données de fait disponibles dans le cas de ces entreprises était pleinement justifié. L'Égypte affirme, en particulier, que ces exportateurs ont expressément fait connaître aux autorités chargées de l'enquête qu'ils refusaient de présenter les renseignements demandés dans la lettre du 23 septembre 1999 par laquelle ces autorités les invitaient à combler les lacunes de leur communication antérieure, mettant ainsi effectivement fin à leur coopération avec ces autorités. Pour l'Égypte, il est clair que, de ce fait, ces sociétés interrogées ne peuvent pas être réputées avoir agi au mieux de leurs possibilités puisqu'elles se sont refusées à communiquer des renseignements qu'il leur était facile d'obtenir. L'Égypte indique à cet égard que les éléments de preuve que les sociétés Diler, Habas et Colakoglu ont refusé de communiquer ont été fournis par les deux autres sociétés interrogées dans le délai fixé par les autorités chargées de l'enquête, confirmant ainsi que les sociétés Diler, Habas et Colakoglu auraient pu présenter les documents demandés si elles avaient accepté de le faire. En conséquence, l'Égypte estime que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête étaient pleinement habilitées à recourir aux dispositions de l'article 6.8 de l'Accord antidumping à l'égard de ces sociétés puisqu'elles avaient refusé de fournir les renseignements nécessaires et, en conséquence, entravé le déroulement de l'enquête de façon notable.

[219] Pièce n° 13 de la Turquie.
[220] Première communication écrite de la Turquie, page 68.

7.241 Les dispositions pertinentes du paragraphe 5 de l'Annexe II sont ainsi libellées:

> "Le fait que les renseignements fournis ne sont pas idéalement les meilleurs à tous égards ne saurait donner valablement motif de les ignorer aux autorités, *à condition que la partie intéressée ait agi au mieux de ses possibilités*." (pas d'italique dans l'original)

7.242 Nous rappelons notre constatation ci-dessus, à savoir que les dispositions du paragraphe 5 de l'Annexe II font partie des éléments fondamentaux servant à interpréter l'article 6.8. En d'autres termes, nous avons constaté que ce paragraphe *conjointement avec* d'autres paragraphes de l'Annexe II contient un certain nombre de paramètres fondamentaux que les autorités chargées de l'enquête doivent appliquer lorsqu'elles évaluent si, dans une affaire particulière, le recours aux "données de fait disponibles" au titre de l'article 6.8, s'agissant de certains éléments d'information, est justifié. En d'autres termes, le paragraphe 5 ne doit être isolé ni des autres paragraphes de l'Annexe II, ni de l'article 6.8 lui-même. *A fortiori*, le membre de phrase "agi au mieux de ses possibilités" ne doit pas en être isolé non plus. En particulier, même si, avec les meilleures intentions possibles, une partie intéressée a véritablement agi au mieux de ses possibilités et cherché à satisfaire aux demandes de renseignements des autorités chargées de l'enquête, ce fait, en lui-même, n'empêcherait pas les autorités chargées de l'enquête de recourir aux données de fait disponibles s'agissant des renseignements demandés. En effet, l'ampleur des efforts déployés par une partie intéressée pour communiquer certains renseignements n'a pas nécessairement de rapport avec la *qualité* intrinsèque des renseignements communiqués, et, de toute façon, n'en est pas le *seul* élément déterminant. Nous rappelons que l'Organe d'appel, dans l'affaire *États-Unis - Acier laminé à chaud*, a reconnu ce principe (quoique dans un contexte légèrement différent), indiquant que "les parties peuvent fort bien "coopérer" dans une large mesure, même si les renseignements demandés ne sont, en fin de compte, pas obtenus. La raison en est que le fait de "coopérer" ne détermine pas en soi le résultat final de la coopération".[221]

7.243 De plus, à supposer, pour les besoins du débat, que le fait pour une société interrogée d'agir au mieux de ses possibilités suffise en lui-même à empêcher les autorités chargées de l'enquête de recourir aux données de fait disponibles s'agissant de certains renseignements, nous constatons que la Turquie n'a pas établi, en *fait*, que les trois sociétés interrogées - Habas, Diler et Colakoglu - ont bel et bien agi *au mieux* de leurs possibilités pour répondre aux demandes de renseignements relatifs aux coûts présentés par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête dans l'enquête sur les barres d'armature. Nous rappelons que, selon l'Organe d'appel, le membre de phrase "au mieux de ses possibilités" fait penser que le degré de coopération manifesté par les parties intéressées est *élevé*[222], et nous sommes d'accord.

7.244 Examinant de manière plus approfondie le sens précis de l'expression "au mieux" des possibilités d'une partie intéressée, nous notons que le *Concise Oxford Dictionary* définit l'expression "au mieux de ses possibilités" comme signifiant "au *niveau le plus élevé* de sa *capacité* de faire quelque chose".[223] Dans le même esprit, le *Shorter Oxford Dictionary* définit cette expression comme signifiant "dans *toute la mesure* de ses *possibilités*; pour autant qu'on puisse le faire". Nous constatons que, dans un contexte juridique, la notion d'"effort maximal" est souvent juxtaposée à la notion d'"effort raisonnable" lorsque l'on veut définir le degré d'effort qu'une partie est censée déployer. Dans ce contexte, "effort maximal" connote un effort supérieur à celui qui serait considéré

---

[221] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis - Acier laminé à chaud*, paragraphe 99.

[222] *Ibid.*, paragraphe 102. L'Organe d'appel a aussi noté dans ce paragraphe que "les autorités chargées de l'enquête sont en droit d'attendre un degré d'effort très important - "au mieux de leurs possibilités" - des exportateurs soumis à enquête".

[223] *The Concise Oxford Dictionary* (10e ed), pages 3 et 128.

comme "raisonnable" étant donné les circonstances. Nous estimons que le membre de phrase au "mieux" de ses possibilités, au paragraphe 5, connote de même un degré élevé d'effort.[224]

7.245 Appliquant ce critère aux actions des sociétés interrogées Diler, Habas et Colakoglu lorsqu'elles ont répondu aux demandes de renseignements sur les coûts adressées par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête dans l'affaire portant sur les barres d'armature, nous estimons que des autorités chargées de l'enquête impartiales et objectives auraient pu constater que ces sociétés *avaient* la capacité de présenter les renseignements demandés (en particulier, les pièces justificatives attestant la véracité des coûts indiqués, et les rapprochements de ces coûts avec les états financiers). Les renseignements étaient indéniablement à leur disposition, et lesdites sociétés n'ont jamais fait valoir, ni affirmé, qu'ils ne l'étaient pas ou que, pour quelque autre raison, il leur aurait été impossible de les fournir, ou même qu'elles auraient eu quelque difficulté à les fournir. Le fait que les autres sociétés interrogées ont fourni la majorité, sinon la totalité, des renseignements demandés (concernant, en particulier, le prix de la ferraille) indique aussi que la communication de tels renseignements était chose possible pour les trois sociétés interrogées.

7.246 De fait, c'est ce que soulignent les autorités égyptiennes chargées de l'enquête dans le *rapport final*. Par exemple, en ce qui concerne la ferraille, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont indiqué ce qui suit:

> "ces trois sociétés interrogées ont refusé de fournir le moindre élément de preuve du prix de la ferraille ou, d'ailleurs, de toutes autres matières. *Le fait que les autres sociétés interrogées ont fourni ces renseignements montre que les documents étaient faciles à obtenir; de fait, ces sociétés n'ont pas prétendu le contraire*".[225]

De même, en ce qui concerne le coût de la main-d'œuvre, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont indiqué ce qui suit:

> "Autre exemple: les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont demandé aux sociétés interrogées de rapprocher les coûts de main-d'œuvre indiqués de leurs états financiers. Aucune de ces sociétés n'a fourni le *rapprochement* demandé *ni expliqué pourquoi elle ne pouvait pas fournir ce rapprochement*. De même, les autorités chargées de l'enquête ont demandé aux sociétés interrogées de rapprocher les montants des ventes mensuelles de leurs états financiers. Une fois encore, ni les *données ni une explication satisfaisante n'ont été fournies par ces sociétés*."[226]

7.247 Pour résumer, nous estimons que la nature et l'étendue des lacunes signalées dans la lettre des autorités égyptiennes chargées de l'enquête en date du 23 septembre, auxquelles aucune des trois sociétés interrogées n'a tenté de porter remède, étaient telles que ces autorités pouvaient à bon droit estimer que les renseignements "nécessaires" pour établir si les ventes sur le marché intérieur avaient été faites à des prix inférieurs au coût, comme le prévoit l'article 2.2 et 2.2.1 de l'Accord antidumping, n'avaient pas été fournis. En d'autres termes, les renseignements communiqués étaient dans une large mesure incomplets, et il manquait en particulier les pièces justificatives correspondantes et les rapprochements avec les états financiers vérifiés que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête avaient désignés comme étant les renseignements requis pour rendre "vérifiables" les données sur les coûts communiquées par les sociétés interrogées. De plus, outre les lacunes importantes que présentaient les renseignements, nous constatons que les sociétés interrogées n'ont pas agi au mieux

---

[224] Le Black's Law Dictionary, 4ème édition révisée, définit "mieux" comme, entre autres choses: "de la plus haute qualité", et ajoute qu'"en cas d'engagement de faire "de son mieux", il n'y a pas manquement si l'obligé est empêché par des raisons sur lesquelles il n'a aucun pouvoir et sans aucun défaut de sa part [référence omise]". Le mot "raisonnable" est défini comme signifiant, entre autres choses, "ordinaire" ou "usuel".

[225] Pièce n° 16 de la Turquie, paragraphe 3.2.1.4 (pas d'italique dans l'original).

[226] Pièce n° 16 de la Turquie, paragraphe 3.2.1.5 (pas d'italique dans l'original).

de leurs possibilités lorsqu'elles ont répondu aux demandes des autorités égyptiennes chargées de l'enquête en date du 19 août et du 23 septembre 1999.

7.248 Pour les raisons qui précèdent, nous constatons que des autorités chargées de l'enquête impartiales et objectives auraient pu constater que les sociétés Habas, Diler et Colakoglu n'avaient pas fourni les renseignements nécessaires au sens de l'article 6.8. En conséquence, nous constatons que l'Égypte n'a pas contrevenu à l'article 6.8 ni au paragraphe 5 de l'Annexe II lorsqu'elle a eu recours aux données de fait disponibles pour le calcul du coût de production pour les sociétés interrogées citées.

ii) Sociétés Icdas et IDC

7.249 Dans le cas des sociétés Icdas et IDC, il ressort clairement du dossier qu'elles ont présenté la majorité, sinon la totalité, des renseignements demandés. D'ailleurs, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'ont pas indiqué clairement dans le rapport sur les faits essentiels et les conclusions quels étaient les renseignements précis que ces sociétés n'avaient pas fournis, lacune au motif de laquelle les autorités avaient décidé de recourir aux données de fait disponibles dans le cas de ces sociétés. De fait, dans le cas de la société IDC, ni le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*, ni le *rapport final* ne désignent un seul élément d'information demandé qui n'ait pas été communiqué.

7.250 Pour préciser cette question à l'égard de la société Icdas, nous avons posé à l'Égypte la question écrite suivante:

> "... L'Égypte pourrait-elle désigner les documents qui contiennent les demandes présentées par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête en vue d'obtenir les renseignements dont il est dit dans le rapport final qu'ils n'ont pas été communiqués? Veuillez indiquer les documents qui ont été fournis par la société Icdas sur ces questions et préciser comment, à la lumière de ces documents, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont acquis la conviction que les dispositions de l'article 6.8 de l'Accord antidumping pouvaient être appliquées."[227]

7.251 Bien que l'Égypte, en réponse à notre question, ait signalé certaines lacunes dans les renseignements communiqués par la société Icdas, elle n'a pas désigné les documents qui contenaient les demandes présentées par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête en vue d'obtenir les renseignements dont il est dit dans le rapport final qu'ils n'ont pas été communiqués.[228] En d'autres termes, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'ont apparemment jamais demandé à la société Icdas les documents dont il est dit dans le rapport final qu'ils faisaient défaut.

7.252 De plus, à l'examen de l'ensemble des éléments de preuve présentés par les sociétés Icdas et IDC, il nous paraît clair que ces deux producteurs ont répondu de façon tout à fait complète à la demande des autorités égyptiennes chargées de l'enquête en date du 19 août 1999. Il ressort clairement aussi du dossier qu'après réception des réponses de ces sociétés, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'ont demandé à chacune d'elles, le 23 septembre, que deux ou trois renseignements d'importance mineure, et n'ont signalé aucune faiblesse fondamentale, ou lacune fondamentale, dans les renseignements qu'elles avaient présentés. Ces sociétés ont répondu à ces demandes de renseignements complémentaires dans le délai fixé par les autorités. S'agissant de la société IDC, aucun des rapports publiés des autorités égyptiennes chargées de l'enquête ne désigne un

---

[227] *Questions écrites posées par le Groupe spécial* aux parties datées du 27 février 2002, question n° 8 adressée à l'Égypte – Annexe 8-2.

[228] Réponse écrite de l'Égypte, datée du 13 mars 2002, à la question n° 8 qui lui a été adressée et qui figure dans les *Questions écrites posées par le Groupe spécial*, lesquelles sont datées du 27 février 2002 - Annexe 8-2.

seul document ou renseignement demandé que la société IDC n'aurait pas soumis. S'agissant de la société Icdas, s'il est vrai que les rapports publiés mentionnent un petit nombre de documents qu'elle n'aurait pas présentés, cette société n'en a jamais été informée par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête.

7.253 Cela nous amène à un autre élément connexe des allégations de la Turquie concernant le recours aux données de fait disponibles dans le cas des sociétés Icdas et IDC, à savoir qu'en ayant recours aux données de fait disponibles, l'Égypte a contrevenu au paragraphe 6 de l'Annexe II, en ce que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'ont pas informé ces sociétés du rejet des renseignements sur les coûts qu'elles avaient communiqués en réponse aux demandes du 19 août et du 23 septembre, et qu'en outre elles n'ont pas ménagé aux sociétés en question la possibilité de fournir des explications complémentaires.

7.254 Rappelons les faits: le 23 septembre 1999, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont envoyé aux sociétés interrogées IDC et Icdas des lettres indiquant pour chaque société quelques points sur lesquels, selon ces autorités, les sociétés interrogées n'avaient pas répondu dans leur réponse au questionnaire du 19 août. Selon la Turquie, ces sociétés ont présenté les renseignements demandés dans le délai imparti. Aucune d'elles n'a reçu d'autre communication des autorités égyptiennes chargées de l'enquête. Les données relatives aux coûts présentées par ces sociétés ont été rejetées par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête, et certaines "données de fait disponibles" ont été employées à leur place.

7.255 L'Égypte soutient que dans leur réponse à la demande datée du 19 août, les sociétés interrogées mentionnées avaient indiqué que les coûts communiqués au titre des matières n'avaient pas été ajustés pour tenir compte de l'inflation, et que dans sa réponse, la société IDC n'indiquait pas que ses états financiers avaient été établis conformément à la norme ISA-29 qui permet de tenir compte des effets de l'hyperinflation. Selon l'Égypte, il était donc clair pour les autorités égyptiennes chargées de l'enquête que les coûts indiqués ne reflétaient pas l'hyperinflation et ne pouvaient donc pas être utilisés pour déterminer le coût de production et le prix de vente des barres d'armature et, dans ces conditions, il n'y avait pas lieu de pousser plus loin l'enquête sur ce point. Selon l'Égypte, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont ménagé aux sociétés IDC et Icdas d'amples possibilités de présenter leurs vues par écrit, et ont par conséquent agi de manière pleinement compatible avec les dispositions du paragraphe 6 de l'Annexe II.

7.256 Le paragraphe 6 de l'Annexe II dispose ce qui suit:

> "Si des éléments de preuve ou des renseignements ne sont pas acceptés, la partie qui les a communiqués devrait être informée immédiatement des raisons de leur rejet et devrait avoir la possibilité de fournir des explications complémentaires dans un délai raisonnable, compte dûment tenu des délais fixés pour la durée de l'enquête. Si ces explications ne sont pas jugées satisfaisantes par les autorités, les raisons du rejet des éléments de preuve ou des renseignements en question devraient être indiquées dans les déterminations publiées."

7.257 Ce qui est en jeu, c'est, premièrement, la question de savoir si les autorités égyptiennes chargées de l'enquête avaient l'obligation d'informer les sociétés IDC et Icdas du rejet des éléments de preuve et renseignements présentés par elles en réponse à la demande du 19 août et de leur ménager la possibilité de fournir des explications complémentaires, et deuxièmement, dans l'affirmative, la question de savoir si ces autorités l'ont fait.

7.258 En ce qui concerne la première question, nous notons qu'il n'est pas tout à fait sûr que l'obligation en question soit applicable dans le cas des réponses à la demande datée du 19 août. En particulier, il est clair, à première vue, que la demande du 19 août elle-même est une communication du type visé au paragraphe 6 de l'Annexe II, du moins pour autant qu'il s'agissait des réponses au

questionnaire initial concernant les coûts. En d'autres termes, dans cette lettre telle qu'elle a été envoyée à chacune des sociétés interrogées, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont recensé un certain nombre de difficultés qu'elles percevaient dans les données sur les coûts initialement communiquées par la société interrogée concernée dans sa réponse au questionnaire, fait savoir qu'elles se proposaient d'ajuster ces données pour tenir compte de l'hyperinflation, et donné ensuite à la société interrogée l'occasion de fournir un complément d'information sur le coût de production si elle voulait éviter que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ne procèdent à l'ajustement pour inflation qui était mentionné. Ainsi, la demande du 19 août informait les sociétés interrogées du rejet des renseignements qu'elles avaient fournis et leur ménageait la possibilité de présenter des explications complémentaires, ainsi que certains renseignements complémentaires.

7.259 La question qui se pose est alors de savoir si les autorités égyptiennes chargées de l'enquête, ayant par leur demande du 19 août informé les sociétés interrogées de leur intention de rejeter les renseignements sur les coûts précédemment fournis et de leur ménager la possibilité, entre autres choses, de fournir des explications complémentaires au sujet de ces renseignements, avaient une nouvelle obligation, celle de prendre à nouveau les mêmes mesures s'agissant des réponses à la lettre du 19 août. En d'autres termes, était-il suffisant, à ce stade, que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête expliquent simplement dans le *rapport final*, conformément à la dernière phrase du paragraphe 6 de l'Annexe II, pourquoi les réponses des sociétés Icdas et IDC à la demande du 19 août étaient rejetées?

7.260 Ici encore, nous estimons que l'on ne peut statuer sur cette question qu'en prenant en compte les circonstances de fait de l'époque. Même si nous avons conclu à la section VII.D.5, *infra*, que la demande datée du 19 août n'était pas un questionnaire au sens de l'article 6.1.1, il ne fait cependant aucun doute que c'était une demande *présentée par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête* pour obtenir un important volume de renseignements détaillés. Les réponses à cette demande envoyées par les sociétés IDC et Icdas étaient longues et contenaient de nombreuses pages de documents, comptables et autres. Les lettres en date du 23 septembre des autorités égyptiennes chargées de l'enquête donnant suite à ces réponses n'y relevaient aucune faiblesse fondamentale, mais signalaient un petit nombre de renseignements manquants apparemment mineurs qui devaient être (et ont été) présentés dans un délai de deux à cinq jours.

7.261 Étant donné la nature de la communication du 19 août et des réponses que leur ont données les sociétés citées, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête restaient liées, à notre avis, par l'obligation d'informer les sociétés interrogées du rejet des renseignements fournis en réponse à la demande du 19 août, et de leur ménager une dernière possibilité de fournir des explications. Pour nous, le facteur déterminant à cet égard est le fait que la lettre du 19 août ne donnait pas seulement aux sociétés interrogées la possibilité de fournir des *explications* concernant les données relatives aux coûts qu'elles avaient initialement présentées, mais leur demandait aussi de présenter beaucoup de *renseignements* complémentaires, qu'elles ont en fait présentés. Dès lors que la demande du 19 août était une demande de "renseignements", visés au paragraphe 6 de l'Annexe II (et n'avait pas pour seul objet de ménager une possibilité d'explication) et dès lors que les sociétés IDC et Icdas ont fourni d'abondants "renseignements" en réponse à cette demande, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête étaient liées par la première phrase du paragraphe 6 de l'Annexe II concernant ces "renseignements". Par conséquent, ces sociétés auraient dû être informées du rejet de leurs réponses à la demande du 19 août et se voir ménager une possibilité de "fournir des explications complémentaires". Ce n'est pas ce qui s'est produit. Le 23 septembre, les sociétés en question ont simplement été invitées à fournir quelques renseignements manquants, et ont donc certainement pu avoir l'impression que leurs réponses à la demande du 19 août avaient été acceptées par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête.

7.262 Nous devons souligner à cet égard que c'étaient les autorités égyptiennes chargées de l'enquête elles-mêmes qui avaient demandé les renseignements en cause (c'est-à-dire les renseignements présentés en réponse aux lettres du 19 août). Comme nous l'avons constaté plus haut,

il appartient aux autorités chargées de l'enquête de déterminer, sous réserve des prescriptions du paragraphe 1 de l'Annexe II, quels renseignements elles ont besoin d'obtenir des parties intéressées. De plus, il n'y a rien dans l'Accord antidumping qui s'oppose à ce que les autorités chargées de l'enquête demandent des renseignements pendant le cours d'une enquête, y compris après que les réponses au questionnaire ont été reçues.[229] Le fait que les autorités chargées de l'enquête peuvent demander des renseignements en plusieurs fois pendant une enquête ne peut, toutefois, les dégager des obligations qui leur incombent en vertu du paragraphe 6 de l'Annexe II en ce qui concerne la demande présentée la deuxième fois et les fois suivantes, la prescription visée étant applicable aux "renseignements et éléments de preuve", sans restriction temporelle.[230]

7.263 Nous constatons que, du moins pour ce qui est des sociétés Habas, Diler et Colakoglu, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête elles-mêmes ont apparemment estimé qu'elles avaient l'obligation d'indiquer explicitement que les renseignements fournis en réponse à la demande du 19 août seraient rejetés. En particulier, les lettres du 23 septembre signalent, comme on l'a vu plus haut, un certain nombre de lacunes très sérieuses dans les réponses de ces sociétés, et contiennent une longue liste de renseignements faisant défaut qui devaient être fournis dans un délai de deux à cinq jours. Étant donné les réactions de ces sociétés à la lettre du 23 septembre, dans leur propre lettre du 28 septembre aux autorités égyptiennes chargées de l'enquête, il est évident qu'il n'y avait pour elles aucun doute que ces autorités avaient l'intention de rejeter les renseignements sur les coûts qu'elles avaient communiqués. Les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont néanmoins adressé à ces trois sociétés une dernière lettre, datée du 28 septembre 1999[231], leur faisant connaître que, sur six points, leur réponse n'était pas complète[232], et que par conséquent elles "auraient recours à d'autres données fournies par [leurs] clients qui étaient satisfaisantes, mais utiliseraient les données de fait disponibles pour les points mentionnés ci-dessus". Aucune communication semblable n'a jamais été envoyée aux sociétés IDC ou Icdas.

7.264 Enfin, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'ont rien mentionné dans le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions* ni dans le *rapport final* indiquant que, sur un point quelconque, les sociétés Icdas et IDC n'avaient pas agi au mieux de leurs possibilités. Au contraire, le dossier montre que ces sociétés ont répondu en temps utile et de façon très complète à la demande du 19 août, et ont fait de même une fois encore, suite à la demande de renseignements complémentaires en date du 23 septembre, adressée par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête.

7.265 Pour résumer, en ce qui concerne les sociétés Icdas et IDC, nous avons constaté que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête, dans leur demande du 19 août, n'ont pas seulement informé ces sociétés des difficultés que soulevaient les données sur les coûts qu'elles avaient initialement communiquées, mais leur ont aussi indiqué quels renseignements seraient nécessaires pour que les coûts indiqués soient vérifiables. Elles ont donc, dans cette lettre, établi le critère de vérifiabilité des données sur les coûts des sociétés interrogées. Les sociétés Icdas et IDC ont répondu en temps utile et, comme le montre la portée restreinte des demandes de renseignements

[229] *Voir* le paragraphe 7.320, *infra*.

[230] Nous ne voulons pas impliquer ici qu'une partie intéressée puisse imposer aux autorités chargées de l'enquête une obligation au titre du paragraphe 6 de l'Annexe II simplement en lui présentant, spontanément, de nouveaux renseignements pendant une enquête. Le rôle du paragraphe 6 de l'Annexe II, à savoir le fait que la décision qui sera prise au bout du compte en application de l'article 6.8 de recourir ou non aux données de fait disponibles repose en partie sur ce paragraphe, indique clairement que l'obligation qu'il impose d'informer les parties intéressées du rejet des renseignements fournis et de leur ménager une possibilité de fournir des explications se rapporte aux renseignements "nécessaires" au sens de l'article 6.8. Comme on l'a indiqué plus haut, le soin de préciser quels renseignements sont "nécessaires" est laissé à la discrétion des autorités chargées de l'enquête, sous réserve de certaines prescriptions, notamment celles qui figurent au paragraphe 1 de l'Annexe II.

[231] Pièce n° 13.6 de l'Égypte.

[232] Matières, main-d'œuvre, frais généraux, frais d'administration et de commercialisation et frais de caractère général, intérêts débiteurs et fiche de coût de revient détaillée.

complémentaires datées du 23 septembre qu'elles ont reçues, leurs réponses étaient aussi dans une large mesure complètes. De plus, elles ont fourni le complément d'information demandé le 23 septembre dans les délais impartis par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête. Ainsi, les éléments de preuve figurant au dossier indiquent qu'à la date de leurs réponses aux demandes du 23 septembre, les deux sociétés interrogées avaient fourni tous les renseignements que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête elles-mêmes avaient définis comme représentant ce qui était nécessaire pour que les renseignements sur les coûts soient "vérifiables". Il n'y a absolument rien qui indique que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête aient estimé que l'une ou l'autre de ces sociétés n'avait pas agi au mieux de ses possibilités. Ces autorités ont néanmoins rejeté les renseignements communiqués sur les coûts, au motif qu'elles n'étaient toujours pas convaincues qu'ils tenaient compte de l'hyperinflation - ce qui veut dire, en fait, qu'elles n'ajoutaient simplement pas foi aux coûts déclarés, alors même que les renseignements communiqués étaient pleinement conformes à ce que les autorités elles-mêmes avaient jugé nécessaire pour que les renseignements sur les coûts soient "vérifiables". Les autorités n'ont pas fait connaître aux sociétés en question qu'elles étaient sur le point de rejeter les renseignements fournis en réponse aux demandes du 19 août et du 23 septembre, et ne leur ont pas ménagé la possibilité de fournir des explications complémentaires.

7.266 Pour les raisons qui précèdent, nous constatons que l'Égypte a contrevenu à l'article 6.8 et au paragraphe 6 de l'Annexe II en ce qui concerne les sociétés IDC et Icdas, parce que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête, ayant désigné à ces deux sociétés les renseignements "nécessaires" pour vérifier les données sur les coûts qu'elles avaient communiquées et ayant reçu ces renseignements, ont néanmoins constaté que ces sociétés n'avaient pas fourni les "renseignements nécessaires"; et, en outre, ne les ont pas informées de cette constatation et ne leur ont pas ménagé la possibilité de fournir des explications complémentaires.

4. Allégation au titre de l'article 2.2.1.1, 2.2.2 et 2.4 - Le recours aux données de fait disponibles serait injustifié

7.267 Au titre de cette allégation, la Turquie affirme que l'article 2.2.1.1, 2.2.2 et 2.4 a été violé "parce que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ne pouvaient à juste titre recourir aux données de fait disponibles". L'article 2.2.1.1 dispose que les frais seront normalement calculés sur la base des registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête, à condition que ces registres soient tenus conformément aux principes comptables généralement acceptés du pays exportateur et tiennent compte raisonnablement des frais pertinents. L'article 2.2.2 traite du calcul des frais d'administration et de commercialisation et des frais de caractère général, et de la manière dont ce calcul devrait être effectué dans le cas d'une valeur normale construite. La Turquie allègue que les méthodes énoncées dans ces dispositions n'ont pas été suivies par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête. En réponse à une question du Groupe spécial, la Turquie a précisé que c'était là une allégation "subsidiaire" par rapport à l'allégation présentée au titre de l'article 6.8 et de l'Annexe II. Elle a indiqué en particulier que cette allégation visait à éviter que le Groupe spécial ne puisse constater que même si le recours aux données de fait disponibles n'était pas techniquement justifié, les données de fait effectivement utilisées pouvaient être utilisées, c'est-à-dire que seule une erreur sans conséquence avait été commise.

7.268 Étant donné la manière dont la Turquie présente et explique le fondement de cette allégation, nous croyons comprendre que les violations alléguées de l'article 2.2.1.1 et de l'article 2.2.2 sont entièrement subsidiaires par rapport à la violation alléguée de l'article 6.8. À cet égard, nous rappelons que nous avons constaté que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête pouvaient à juste titre recourir aux données de fait disponibles pour ce qui était des sociétés Habas, Diler et Colakoglu. Cela peut seulement vouloir dire qu'elles pouvaient à juste titre utiliser des données de fait *autres que* celles présentées par les sociétés interrogées, c'est-à-dire que l'article 2.2.1.1 et 2.2.2 n'est pas applicable. Nous rappelons aussi que nous avons constaté que rien n'autorisait les autorités égyptiennes chargées de l'enquête à recourir aux données de fait disponibles, contrairement aux dispositions de l'article 6.8 et du paragraphe 6 de l'Annexe II, pour ce qui était des sociétés IDC et

Icdas. S'agissant de ces deux sociétés, nous n'avons donc pas à examiner la question de savoir quels renseignements précis fournis par les sociétés interrogées n'ont pas été utilisés - et nous n'examinerons pas cette question. Nous appliquerons donc le principe de l'économie jurisprudentielle en ce qui concerne les violations alléguées de l'article 2.2.1.1 et 2.2.2 s'agissant de toutes les sociétés interrogées.

7.269 En ce qui concerne son allégation au titre de l'article 2.4 dans ce contexte, la Turquie soutient que "même s'il y avait une raison de conclure que les sociétés interrogées n'ont pas pleinement répondu aux demandes de renseignements en date du 19 août ou du 23 septembre adressées par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête, les sociétés interrogées ont pleinement expliqué comment les coûts et les prix qu'elles avaient présentés reflétaient l'inflation observée en Turquie et [] en rejetant ces raisons bien fondées, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont imposé une charge de la preuve déraisonnable en violation de l'article 2.4". Comme cela est expliqué à la section VII.E.2, *infra*, l'article 2.4 traite de la *comparaison* entre le prix d'exportation et la valeur normale, il ne crée pas de règle généralement applicable quant à la charge de la preuve, et nous constatons donc que l'article 2.4 n'est pas applicable à la décision prise par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête de recourir aux données de fait disponibles. De plus, même si cette disposition était applicable, nous avons constaté ailleurs[233] qu'il n'y a rien dans les éléments de preuve versés au dossier qui autorise à conclure que les prescriptions imposées par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête quant aux renseignements sur les coûts étaient déraisonnables. Nous constatons donc que la Turquie n'a pas établi qu'il y a violation de l'article 2.4 au titre de cette allégation.

5. Allégations au titre de l'article 6.1.1, du paragraphe 6 de l'Annexe II, et de l'article 6.2 - Délai imparti pour répondre à la demande du 19 août 1999

7.270 La Turquie soutient qu'en vertu de l'article 6.1.1, une partie doit se voir ménager un délai de 37 jours pour répondre "après avoir reçu un questionnaire employé dans une enquête antidumping []", et que toute demande de prorogation du délai de réponse initial doit être "dûment prise en considération". Selon la Turquie, l'Égypte a violé ces dispositions, d'abord en fixant un délai de 13 jours et non de 37 jours, puis en accordant une prorogation d'une durée insuffisante.

7.271 À titre subsidiaire, la Turquie allègue que l'Égypte a contrevenu au paragraphe 6 de l'Annexe II, selon lequel les parties auxquelles est adressée une demande de renseignements complémentaire devraient se voir ménager "la possibilité de fournir des explications complémentaires dans un délai raisonnable ...", et celles de l'article 6.2 selon lequel "[p]endant toute la durée de l'enquête antidumping, toutes les parties intéressées auront toutes possibilités de défendre leurs intérêts". En particulier, la Turquie fait valoir que le délai initial de 13 jours était manifestement insuffisant étant donné la nature et l'ampleur des renseignements demandés le 19 août et l'était davantage encore du fait qu'un tremblement de terre s'était produit en Turquie le 18 août. La Turquie soutient que le "refus" opposé aux sociétés interrogées qui demandaient le report des dates limites jusqu'au 11 et au 22 octobre contrevenait de ce fait au paragraphe 6 de l'Annexe II et à l'article 6.2.

7.272 L'Égypte répond que les demandes du 19 août ne constituaient pas de "nouveaux questionnaires", puisque, pour commencer, elles n'étaient pas "nouvelles". Bien au contraire, selon l'Égypte, elles consistaient à demander à nouveau des renseignements qui avaient déjà été demandés dans les questionnaires adressés aux fabricants et aux exportateurs étrangers, et qui, normalement, auraient dû être faciles à obtenir pour les sociétés interrogées. Ces demandes n'étaient pas non plus, selon l'Égypte, des "questionnaires" au sens de l'article 6.1.1, ce qui veut dire qu'elles n'étaient pas assujetties aux prescriptions en matière de délai de réponse minimum inscrites dans cet article. Elles visaient à ménager aux sociétés interrogées une nouvelle possibilité de présenter des données sur les coûts pour toute la période visée par l'enquête et, de préciser si, et dans quelle mesure, les coûts déclarés reflétaient les effets de l'hyperinflation. L'Égypte soutient par ailleurs que les sociétés

[233] Section VII.E.2, *infra.*

interrogées se sont vu ménager un délai raisonnable pour répondre, appelant en particulier l'attention sur la prorogation de 14 jours accordée par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête, qui revenait à plus que doubler le délai initial de 13 jours.

a) Allégation au titre de l'article 6.1.1

7.273 Nous examinons tout d'abord l'allégation de violation de l'article 6.1.1. L'article 6.1.1 dispose ce qui suit:

> "Un délai d'au moins 30 jours sera ménagé aux exportateurs ou aux producteurs étrangers pour répondre aux questionnaires utilisés dans une enquête antidumping.[15] Toute demande de prorogation du délai de 30 jours devrait être dûment prise en considération et, sur exposé des raisons, cette prorogation devrait être accordée chaque fois que cela sera réalisable."

---

[15] En règle générale, le délai imparti aux exportateurs courra à compter de la date de réception du questionnaire qui, à cette fin, sera réputé avoir été reçu au bout d'une semaine à compter de la date à laquelle il aura été envoyé à l'intéressé ou transmis au représentant diplomatique approprié du Membre exportateur ou, dans le cas d'un territoire douanier distinct Membre de l'OMC, à un représentant officiel du territoire exportateur.

7.274 Nous tenons, tout d'abord, à éclaircir un point. Le délai prescrit à l'article 6.1.1 est de 30 jours, non de 37 jours. De plus, la note de bas de page 15 dispose que dans le (seul) cas où des questionnaires sont envoyés à des exportateurs, il faut faire courir le délai imparti à compter de la date de réception du questionnaire qui, à son tour, est réputée pour les (seuls) exportateurs être postérieure de sept jours à la date de transmission. En réalité, il n'est donc pas entièrement exact d'affirmer, comme le fait la Turquie, que l'article 6.1.1 prévoit un délai minimum de 37 jours à compter de la date de réception.

7.275 L'essentiel de l'allégation n'est toutefois pas là. L'allégation s'articule plutôt sur la question de savoir si les demandes du 19 août étaient des "questionnaires" au sens de l'article 6.1.1, parce que c'est seulement dans ce cas qu'un délai minimum précis (qu'il soit de 30 ou de 37 jours) serait d'application. En d'autres termes, la question est de savoir si les "questionnaires" visés à l'article 6.1.1 sont seulement les questionnaires initiaux utilisés dans une enquête, ou si ce terme s'applique aussi à toutes les autres demandes de renseignements, ou à certains types de demandes, y compris les demandes venant s'ajouter aux questionnaires initiaux et leur faisant suite.

7.276 Le terme "questionnaire" tel qu'il est employé à l'article 6.1.1 n'est pas défini dans l'Accord antidumping et, en fait, n'apparaît qu'à l'article 6.1.1 et dans les paragraphes 6 et 7 de l'Annexe I. À notre avis, les références figurant dans les paragraphes 6 et 7 de l'Annexe I fournissent de solides éléments contextuels permettant d'interpréter le terme "questionnaires" à l'article 6.1.1 comme ne désignant que les questionnaires initiaux adressés aux parties intéressées au début d'une enquête. En particulier, ces deux dispositions renvoient au "questionnaire", au singulier, ce qui implique qu'il n'y a qu'un seul document qui constitue un "questionnaire" dans une enquête relative à l'existence d'un dumping, à savoir le questionnaire initial, du moins pour autant qu'il s'agisse des sociétés étrangères (productrices et exportatrices) auprès desquelles une visite pourrait avoir lieu. Le paragraphe 6 fait état de visites "d'explication *du questionnaire*" effectuées par les autorités chargées de l'enquête sur le territoire d'un Membre exportateur. Le paragraphe 7 dispose que "l'enquête sur place devrait avoir lieu après la réception de la réponse au *questionnaire* ...".

7.277 Si l'on devait considérer toute demande de renseignements autre que le questionnaire initial comme "questionnaire" au sens de l'article 6.1.1, cela donnerait lieu à un certain nombre de difficultés opérationnelles et logistiques relativement à d'autres obligations résultant de l'Accord antidumping.

Tout d'abord, il n'y a rien dans l'Accord antidumping qui autorise à déterminer que certaines demandes de renseignements, mais pas toutes, autres que le questionnaire initial, constitueraient des "questionnaires". Ainsi, même si les autorités chargées de l'enquête n'étaient pas obligées d'accorder le délai minimum prévu à l'article 6.1.1 pour toute demande de renseignements, elles ne seraient pas en mesure de déterminer en se fondant sur l'Accord lesquelles de ces demandes seraient ou ne seraient pas assujetties à cette condition de délai. Par ailleurs, si toutes les demandes de renseignements adressées dans une enquête étaient des "questionnaires" au sens de l'article 6.1.1, il pourrait se révéler impossible d'achever l'enquête dans le délai maximum d'un an (ou exceptionnellement de 18 mois) autorisé par l'article 5.10 de l'Accord antidumping. De plus, impartir un délai de 30 ou de 37 jours pour répondre aux demandes de renseignements formulées dans le cadre d'une vérification sur place - c'est-à-dire, pour "obtenir plus de détails", ce qui est explicitement désigné à l'article 6.7 comme étant l'un des buts de telles vérifications - serait de toute évidence totalement illogique, aussi bien qu'impraticable. Enfin, une telle interprétation rendrait superflue l'obligation inscrite au paragraphe 6 de l'Annexe II d'accorder un "délai raisonnable ..." pour fournir des explications complémentaires lorsque des lacunes ont été constatées dans les renseignements communiqués.

7.278 La teneur des demandes datées du 19 août, en particulier comparée à celle des questionnaires initiaux, renforce notre conviction que ces demandes ne constituaient pas de nouveaux "questionnaires" au sens de l'article 6.1.1. En particulier, comme nous l'avons noté[234], s'il est vrai que les questions posées sont assez détaillées, elles se présentent comme faisant suite aux réponses données au questionnaire initial, en ce sens que ce qui y est demandé, ce sont les données sur les coûts concernant les mois pour lesquels ces données n'avaient pas été initialement fournies par certaines sociétés interrogées, ainsi que les documents de base, les rapprochements et les explications concernant les données sur les coûts initialement communiquées et les données complémentaires requises.

7.279 Pour les raisons exposées ci-dessus, nous concluons que les demandes du 19 août ne constituaient pas des questionnaires au sens de l'article 6.1.1, et que par conséquent, le délai imposé pour répondre à ces demandes n'était pas incompatible avec ledit article.

b) Allégation subsidiaire au titre du paragraphe 6 de l'Annexe II et de l'article 6.2

7.280 Nous examinons maintenant l'allégation subsidiaire de la Turquie concernant le délai imparti pour répondre aux questions du 19 août, selon laquelle ce délai ne constituait pas un "délai raisonnable", ce qui était contraire au paragraphe 6 de l'Annexe II, et selon laquelle les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'ont par conséquent pas ménagé aux sociétés turques interrogées "toutes possibilités de défendre leurs intérêts", ce qui était contraire à l'article 6.2.

7.281 La violation alléguée de l'article 6.2 étant entièrement tributaire de la violation alléguée des dispositions du paragraphe 6 de l'Annexe II, nous examinerons tout d'abord le paragraphe 6 de l'Annexe II. Nous notons que la partie pertinente de cette disposition est libellée comme suit:

> "Si des éléments de preuve ou des renseignements ne sont pas acceptés, la partie qui les a communiqués devrait être informée immédiatement des raisons de leur rejet et devrait avoir la possibilité de fournir des explications complémentaires dans un délai raisonnable, *compte dûment tenu des délais fixés pour la durée de l'enquête* ..." (pas d'italique dans l'original)

7.282 Il ressort clairement de ce texte que l'obligation faite aux autorités chargées de l'enquête de ménager un délai raisonnable pour fournir des explications complémentaires n'est pas illimitée ni absolue. Au contraire, cette obligation existe dans le cadre des contraintes de temps établies pour l'ensemble de l'enquête. Ainsi, lorsqu'elles déterminent ce qu'est un "délai raisonnable", les autorités

[234] *Voir* le paragraphe 7.238, *supra*.

chargées de l'enquête doivent mettre en balance la nécessité de ménager un délai suffisant pour fournir les explications visées et les contraintes de temps établies pour les différentes phases de l'enquête et pour l'enquête dans son ensemble.

7.283 Nous rappelons que dans l'enquête concernant les barres d'armature, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont initialement fixé un délai de 13 jours pour répondre aux demandes adressées le 19 août. Ayant reçu des demandes de prolongation des sociétés interrogées, ces autorités ont prolongé de 14 jours le délai initialement accordé.[235] Après que les autorités chargées de l'enquête eurent avisé les sociétés interrogées de cette prolongation, aucune de ces sociétés ne s'est de nouveau adressée aux autorités pour présenter une nouvelle demande de prolongation, et aucune n'a fait valoir que le nouveau délai était déraisonnable ou ne l'a contesté de toute autre façon. De fait, toutes les sociétés interrogées ont présenté de longues communications en réponse à la demande datée du 19 août, dans le délai imparti ou avant qu'il ne soit expiré.

7.284 Nous fondant sur les considérations qui précèdent, nous constatons que, en fait, le délai ménagé pour répondre à la demande du 19 août n'était pas raisonnable. Nous notons que l'allégation examinée concerne en partie le paragraphe 6 de l'Annexe II pris hors du contexte de l'article 6.8. Ayant constaté que le délai ménagé n'était pas déraisonnable, c'est-à-dire qu'il n'y a pas d'éléments de fait étayant cette allégation, nous n'avons pas à nous prononcer - et nous ne nous prononcerons pas - sur la question de savoir si le paragraphe 6 de l'Annexe II peut être invoqué hors du contexte de l'article 6.8. En conséquence, nous ne constatons pas qu'en fixant un délai de 27 jours pour communiquer les réponses demandées, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'ont pas ménagé aux sociétés interrogées toutes possibilités de défendre leurs intérêts, et nous ne constatons donc aucune violation de l'article 6.2 à cet égard.

6. Allégation au titre de l'article 6.1.1, du paragraphe 6 de l'Annexe II et de l'article 6.2 - Délai ménagé aux sociétés Habas, Diler et Colakoglu pour répondre à la lettre en date du 23 septembre des autorités égyptiennes chargées de l'enquête

7.285 Le 23 septembre, c'est-à-dire environ une semaine après avoir reçu les réponses à la demande du 19 août, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont écrit à chaque société interrogée pour lui indiquer les renseignements et documents que, selon elles, la société interrogée n'avait "pas encore fournis" en réponse à la demande du 19 août. Les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont accordé à toutes les sociétés interrogées le même délai pour fournir les renseignements désignés, à savoir deux jours pour certains des éléments énumérés et cinq jours pour les autres.

7.286 La Turquie allègue que dans la lettre du 23 septembre aux sociétés Habas, Diler et Colakoglu, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont demandé pour la première fois à ces sociétés de fournir une ventilation mensuelle de tous les coûts engagés pour produire des billettes, en exigeant que les sociétés traduisent chacune des centaines de pages de documents qu'elles avaient été invitées à fournir en réponse à la demande datée du 19 août. Selon la Turquie, le délai de deux à cinq jours accordé à ces trois sociétés pour répondre à la lettre du 23 septembre était manifestement insuffisant, et était contraire à l'article 6.1.1 et 6.2 ainsi qu'au paragraphe 6 de l'Annexe II.

7.287 Pour les raisons que nous avons exposées à propos de l'allégation précédente, nous constatons que les lettres du 23 septembre ne constituaient pas des "questionnaires" au sens de l'article 6.1.1, et ne constatons donc aucune violation de cette disposition.

7.288 En ce qui concerne l'allégation de violation de la prescription inscrite au paragraphe 6 de l'Annexe II, voulant qu'un "délai raisonnable" soit accordé, nous rappelons que cette disposition fait partie des éléments de forme et de fond sur lesquels doit se fonder la décision de recourir ou non aux

[235] Pièces n° 14.1 (Icdas), n° 14.2 (IDC) et n° 14.3 (Diler, Colakoglu et Habas) de l'Égypte, respectivement.

données de fait disponibles au titre de l'article 6.8. Nous rappelons aussi que nous avons constaté, *supra*[236], que la décision prise par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête de recourir aux données de fait disponibles pour le calcul des coûts de production et des valeurs normales construites dans le cas des sociétés Habas, Diler et Colakoglu ne violait pas l'article 6.8, en nous fondant sur des considérations au titre des paragraphes 3 et 5 de l'Annexe II. Ainsi, nous n'aurions pas nécessairement à envisager, pour lui-même, cet aspect de l'allégation. Néanmoins, une analyse complète du paragraphe 6 de l'Annexe II, dans la mesure où il a trait aux éléments de fait sur lesquels repose l'allégation, semble nécessaire pour évaluer le bien-fondé de l'allégation de violation de l'article 6.2 résultant du délai imparti pour répondre aux demandes en date du 23 septembre. Toutefois, avant d'effectuer cette analyse, nous soulignons que là encore, nous ne prenons pas position sur la question de savoir si le paragraphe 6 de l'Annexe II peut être invoqué indépendamment de l'article 6.8. Nous ne serions tenus de le faire que si nous constations qu'en fait le délai en question était déraisonnable.

7.289 Nous examinons donc tout d'abord cette question factuelle, c'est-à-dire celle de savoir si le délai de deux jours imparti aux sociétés Habas, Diler et Colakoglu était déraisonnable. À notre avis, nous ne pouvons en juger qu'en prenant en compte les circonstances de fait de l'époque. Il apparaît ici que la question clé soulevée par la Turquie est celle de savoir si les renseignements demandés étaient des renseignements "nouveaux", demandés pour la première fois. À cet égard, la Turquie conteste en particulier la demande adressée par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête pour obtenir une ventilation mensuelle des coûts supportés pour produire des billettes d'acier (matière première principale servant à la production de barres d'armature).

7.290 Examinant si c'était là une demande de renseignements entièrement nouvelle, nous observons qu'au point 4 de la "liste des documents additionnels", dans les lettres du 19 août, il était demandé de fournir des listes détaillées des "achats" de matières premières ainsi que des copies des inscriptions au livre des paiements faisant apparaître le paiement de ces achats, et des copies de bons de commande correspondants. En réponse à la demande de données relatives aux coûts des matières premières, la principale information communiquée par ces sociétés a été le prix de cession interne des billettes, produit qu'elles n'achetaient pas comme matière première, mais fabriquaient elles-mêmes. Ainsi, la demande du 23 septembre relative à une ventilation mensuelle du coût de production des billettes d'acier, loin de constituer une nouvelle demande de renseignements non encore demandés, était, en fait, une reformulation de la demande figurant dans les lettres du 19 août, invitant à communiquer des données et des documents relatifs aux *achats* de matières premières. Les autres éléments énumérés dans la lettre du 23 septembre étaient, eux aussi, des éléments précédemment demandés. Nous concluons donc que la demande du 23 septembre faisait suite aux réponses données à la demande du 19 août, et ne constituait pas une nouvelle demande.

7.291 Pour pouvoir nous prononcer sur le "caractère raisonnable" de la demande du 23 septembre, nous devons aussi nous demander si l'une des autres sociétés interrogées s'est vu ménager un délai plus long pour répondre aux lettres reçues des autorités égyptiennes chargées de l'enquête le 23 septembre. Ici, la réponse est "non"; toutes les sociétés interrogées se sont vu accorder le même délai. Si un volume de renseignements plus important était demandé aux sociétés Habas, Diler et Colakoglu qu'aux deux autres sociétés interrogées, IDC et Icdas, c'était parce que, selon le dossier, les réponses de ces deux dernières sociétés à la demande du 19 août étaient beaucoup plus complètes que celles des trois premières. Si les autorités égyptiennes chargées de l'enquête avaient accordé aux sociétés Habas, Diler et Colakoglu plus de temps qu'aux sociétés IDC et Icdas pour répondre à la demande de renseignements complémentaires du 23 septembre, cela n'aurait sans doute pas été équitable, car cela serait revenu, en fait, à récompenser précisément les sociétés dont les réponses à la demande du 19 août étaient le moins adéquates.

7.292 Dans ce contexte, il convient de garder à l'esprit que les cinq sociétés interrogées ont reçu en substance des demandes de renseignements équivalentes le 19 août, et se sont vu ménager un délai

[236] Paragraphe 7.248.

identique pour y répondre. Les cinq sociétés interrogées se sont ensuite vu ménager un délai identique pour répondre aux demandes de renseignements complémentaires (faisant état de lacunes) du 23 septembre. Ainsi, pour répondre à des demandes de renseignements équivalentes, les cinq sociétés interrogées se sont vu accorder, au total, des délais équivalents (et appréciables). Le délai de deux à cinq jours accordé pour répondre à la demande du 23 septembre n'est donc qu'un élément du délai total accordé pour répondre à la principale demande de renseignements sur les coûts qui a été envoyée le 19 août. Les trois sociétés interrogées mentionnées dans cette allégation ont choisi d'utiliser leur délai de réponse initial de 27 jours d'une manière différente de celle retenue par les deux autres sociétés interrogées. Ce sont donc essentiellement ces décisions des deux groupes de sociétés interrogées (et non pas des autorités égyptiennes chargées de l'enquête) qui expliquent que les demandes de renseignements complémentaires datées du 23 septembre qu'ils ont respectivement reçues aient été de portée différente.

7.293 Nous constatons, par ailleurs, qu'en tout cas, les sociétés Habas, Diler et Colakoglu n'ont jamais essayé de présenter aucun des renseignements désignés dans les lettres du 23 septembre, ni cherché à obtenir une prolongation du délai imparti pour y répondre. Au contraire, elles ont clairement fait savoir, dans leur réponse aux autorités égyptiennes chargées de l'enquête[237], qu'elles n'avaient aucunement l'intention de communiquer un complément d'information.

7.294 Sur le plan des faits, la situation était donc la suivante: 1) la lettre du 23 septembre était essentiellement une reformulation de demandes antérieures auxquelles il n'avait pas été entièrement répondu, et non pas une nouvelle demande, 2) chacune des cinq sociétés interrogées, dont Habas, Diler et Colakoglu, se sont vu accorder en tout le même délai pour communiquer les données sur les coûts désignées dans la demande du 19 août, et 3) contrairement aux sociétés Icdas et IDC, qui avaient pleinement tiré parti du délai initial de 27 jours, les trois sociétés interrogées citées ont expressément indiqué qu'elles ne fourniraient pas les renseignements visés dans la demande du 23 septembre (c'est-à-dire, n'ont aucunement tenté de satisfaire à la demande ni demandé une prolongation du délai de deux à cinq jours).

7.295 En conséquence, nous constatons que la Turquie n'a pas établi que le délai de deux à cinq jours imparti aux sociétés Habas, Diler et Colakoglu pour répondre à la demande du 23 septembre était déraisonnable, et constatons donc que la Turquie n'a pas établi la base factuelle d'une éventuelle violation des dispositions du paragraphe 6 de l'Annexe II à cet égard. En conséquence, nous ne constatons pas que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'avaient pas ménagé aux sociétés Habas, Diler et Colakoglu toutes possibilités de défendre leurs intérêts, et ne constatons donc aucune violation de l'article 6.2 à cet égard.

7. Allégation au titre du paragraphe 7 de l'Annexe II en raison de la majoration de 5 pour cent pour inflation des coûts mensuels les plus élevés déclarés par la société Habas

7.296 La Turquie allègue que les autorités chargées de l'enquête ont agi de manière contraire au paragraphe 7 de l'Annexe II en majorant arbitrairement de 5 pour cent les coûts déclarés par la société Habas lorsqu'elles ont construit une valeur normale pour cette société. La société Habas n'a communiqué de données sur les coûts que pour deux des 12 mois de la période visée par l'enquête. Pour introduire une valeur représentative des effets de l'hyperinflation dans le calcul d'une valeur normale pour la société Habas, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont retenu le plus élevé des deux chiffres communiqués par cette société au titre des coûts mensuels pour chaque élément de coût, puis l'ont majoré de 5 pour cent, taux mensuel d'inflation qui de l'avis de ces autorités correspondait au taux d'inflation véritable pendant la période visée par l'enquête. La Turquie allègue que, ce faisant, l'Égypte a contrevenu au paragraphe 7 de l'Annexe II, car ce montant, tiré d'une "source secondaire", était totalement arbitraire, était contredit par les données fournies à l'Égypte par

[237] Pièce n° 2 de l'Égypte.

le gouvernement turc, n'était corroboré par aucune autre donnée figurant au dossier, et ne justifiait donc pas le recours aux données de fait disponibles en vertu de l'Accord antidumping.

7.297 L'Égypte soutient qu'elle a déterminé les "données de fait disponibles" de telle manière que les sociétés interrogées bénéficiaient encore de l'utilisation de leurs propres données, puisqu'elle a retenu le coût de production mensuel le plus élevé déclaré par les sociétés interrogées pour la période visée par l'enquête. Dans le cas de la société Habas, comme celle-ci n'avait communiqué de coûts que pour deux mois seulement et n'avait présenté aucun élément de preuve établissant de façon satisfaisante que ces deux mois étaient représentatifs de la période visée par l'enquête ou avaient été ajustés pour tenir compte de l'inflation, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont majoré de 5 pour cent chaque élément de coût, sauf les intérêts, pour tenir compte de l'inflation. En ce qui concerne les intérêts, aucun ajustement n'a été apporté aux données communiquées par la société Habas, car il a été constaté que les charges d'intérêt supportées par la société Habas étaient déterminées sur le marché et devaient donc refléter l'inflation. Selon l'Égypte, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête auraient été parfaitement en droit de rejeter dans leur totalité les données communiquées sur les coûts, et de fonder leurs déterminations sur des renseignements émanant de sources secondaires, comme cela est expressément envisagé au paragraphe 7 de l'Annexe II; au lieu de cela, elles ont décidé d'utiliser dans toute la mesure possible les données communiquées par les sociétés interrogées.

7.298 Les dispositions pertinentes du paragraphe 7 de l'Annexe II sont ainsi libellées:

> "Si elles sont amenées à fonder leurs constatations, dont celles qui ont trait à la valeur normale, sur des renseignements de source secondaire, y compris ceux que contient la demande d'ouverture de l'enquête, les autorités devraient faire preuve d'une circonspection particulière. Elles devraient, dans de tels cas, et lorsque cela sera réalisable, vérifier ces renseignements d'après d'autres sources indépendantes à leur disposition - par exemple, en se reportant à des listes de prix publiées, à des statistiques d'importation officielles ou à des statistiques douanières - et d'après les renseignements obtenus d'autres parties intéressées au cours de l'enquête ..."

7.299 Concernant les "données de fait disponibles" utilisées dans le cas de la société Habas, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont indiqué ce qui suit dans leur *rapport final*[238]:

> "Les autorités chargées de l'enquête ont d'abord tenté de comparer le prix net sur le marché intérieur au coût de production. Bien qu'elles aient demandé deux fois que leur soit communiquée l'intégralité des coûts de production pour toute la période visée par l'enquête, la société n'a communiqué que les coûts relatifs à deux mois particuliers, et il n'y a rien au dossier qui prouve que ces mois étaient représentatifs de la période. Par conséquent, en tant que données de fait disponibles relatives au coût de production, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont utilisé pour chaque élément de coût (sauf les intérêts) le plus élevé des chiffres communiqués par la société et ont majoré ce chiffre de 5 pour cent pour tenir compte de l'inflation intervenue pendant la période pour chacun des mois."

7.300 Nous croyons comprendre que la principale question soulevée par cette allégation est celle de la validité factuelle et de l'exactitude du taux d'inflation estimatif de 5 pour cent utilisé pour calculer le coût de production et la valeur construite dans le cas de la société Habas. En particulier, la Turquie fait valoir que les statistiques officielles publiées par le gouvernement turc font apparaître un taux d'inflation moyen mensuel plus faible, puisqu'en 1998, il n'y a eu que deux mois pendant lesquels le taux d'inflation a effectivement dépassé 5 pour cent, ce taux ayant fluctué entre 1,6 pour cent et

[238] Pièce n° 16 de la Turquie, paragraphe 3.2.2.1.

4,6 pour cent pendant les autres mois.[239] Cette question a été soulevée pendant l'enquête, dans les observations du gouvernement turc concernant le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*. En même temps que ces observations, le gouvernement turc a communiqué des données sur les indices de prix de gros publiés par l'Institut national de statistiques de la Turquie. Dans leur *rapport final*, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont indiqué qu'elles avaient rejeté les renseignements sur l'inflation communiqués par le gouvernement turc comme étant "nouveaux" et "non présentés en temps utile"[240], et précisé qu'elles continuaient d'appliquer le taux d'inflation estimatif de 5 pour cent au motif qu'elles disposaient d'autres renseignements qui faisaient apparaître un taux mensuel encore plus élevé.

7.301 Nous avons demandé à l'Égypte de nous communiquer les renseignements relatifs à l'inflation mentionnés par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête dans le *rapport final*[241], et de nous expliquer comment ces autorités étaient parvenues au chiffre de 5 pour cent à partir des données dont elles disposaient.[242] L'Égypte a répondu qu'elle avait utilisé la même source de données que celle qui avait été présentée par le gouvernement turc (c'est-à-dire les indices des prix publiés par l'Institut national de statistiques de la Turquie), mais que le taux de 5 pour cent se référait à la moyenne des indices officiels des prix de gros et des prix à la consommation pendant la période visée par l'enquête, tandis que le gouvernement turc ne s'était référé, dans ses observations, qu'à l'indice des prix de gros.

7.302 Nous rappelons que l'allégation dont le Groupe spécial est saisi est que la majoration de 5 pour cent des coûts déclarés par la société Habas était arbitraire, n'était étayée par aucune pièce du dossier et, en tant que renseignement émanant d'une "source secondaire", aurait dû être utilisée avec une "circonspection particulière", et en particulier aurait dû être "vérifi[ée] ... d'après d'autres sources indépendantes à [la] disposition [des autorités égyptiennes chargées de l'enquête]". La Turquie soutient aussi qu'en vertu de l'Accord antidumping, si les données émanant d'une société ne peuvent pas être utilisées, elles doivent être remplacées par des données émanant d'une source secondaire. Selon elle, il n'y a rien dans l'Accord antidumping qui autorise à apporter des ajustements purement arbitraires aux coûts déclarés par une société interrogée. La Turquie ne cite toutefois aucune disposition de l'Accord antidumping à cet égard.

7.303 Examinant cette allégation, nous notons que le chiffre de 5 pour cent a été calculé à partir d'une source secondaire, en fait la même source secondaire que celle qui a été présentée par le gouvernement turc pendant l'enquête. La source de renseignements, en tant que telle, n'est donc pas en cause, et les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'avaient pas à en vérifier la validité. La seule question est alors celle de savoir si le chiffre de 5 pour cent calculé à partir de cette source a été calculé et utilisé avec une "circonspection particulière". À cet égard, le fait pertinent est que le chiffre de 5 pour cent représente une moyenne des indices des prix de gros et des prix à la consommation de 1998 pour la Turquie.

7.304 Pendant la présente procédure, la Turquie a affirmé qu'un indice des prix à la consommation n'était "pas pertinent" s'agissant de barres d'armature.[243] Elle n'a, toutefois, avancé aucune argumentation ou information particulière pour étayer ce point de vue. Nous constatons que dans leurs communications avec les sociétés interrogées pendant l'enquête concernant les effets sur ces sociétés de l'hyperinflation observée en Turquie, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête

---

[239] Observations écrites du gouvernement turc, datées du 15 octobre 1999, concernant le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*, présentées par la Turquie en tant pièce n° 30 de la Turquie, page 2.

[240] Pièce n° 16 de la Turquie, *rapport final*, page 21.

[241] Question n° 10 adressée à l'Égypte, qui figure dans les *Questions écrites posées par le Groupe spécial*, lesquelles sont datées du 28 novembre 2001 – Annexe 4-2.

[242] Question n° 4 adressée à l'Égypte, qui figure dans les *Questions écrites posées par le Groupe spécial*, lesquelles sont datées du 27 février 2002 – Annexe 8-2.

[243] Observations écrites de la Turquie, datées du 14 mars 2002, concernant la question n° 4 adressée à l'Égypte qui figure dans les *Questions écrites posées par le Groupe spécial*, lesquelles sont datées du 27 février 2002 – Annexe 8-1.

semblent s'être référées au taux d'inflation global, concernant l'ensemble de l'économie. Il n'est pas illogique qu'une mesure de l'inflation aussi large reflète à la fois les prix de gros et les prix à la consommation. Il n'est pas illogique non plus que le coût, pour une société, de la production d'un bien donné soit influencé à la fois par les prix à la consommation et par les prix de gros. En bref, il ne nous paraît pas évident à première vue que les prix à la consommation n'aient aucune pertinence s'agissant des coûts de production d'une société. La Turquie n'a présenté aucun argument ni élément de preuve pour démontrer qu'il en soit ainsi, soit en général et par principe, soit s'agissant des sociétés qui étaient interrogées dans le cadre de l'enquête sur les barres d'armature.

7.305 Pour ces raisons, nous ne constatons pas que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'ont pas fait preuve d'une "circonspection particulière" lorsqu'elles ont estimé l'inflation du moment en Turquie à 5 pour cent par mois, et appliqué ce chiffre à la société Habas. Nous ne constatons donc pas que l'Égypte a contrevenu au paragraphe 7 de l'Annexe II à cet égard. Nous constatons, au contraire, que compte tenu des éléments de preuve figurant au dossier, des autorités objectives et impartiales auraient pu parvenir à la conclusion que 5 pour cent était le taux d'inflation mensuel moyen approximatif en Turquie pendant la période visée par l'enquête. À cet égard, il convient de souligner que faire preuve d'une "circonspection particulière" ne signifie pas que l'on ne puisse parvenir qu'à un seul résultat sur un point donné dans une enquête. De fait, même lorsqu'elles font preuve d'une circonspection particulière, les autorités chargées de l'enquête peuvent avoir devant elles un certain nombre d'options également crédibles en réponse à une question donnée. À notre avis, dès lors que l'on ne peut observer ni partialité, ni manque d'objectivité dans l'option retenue par les autorités chargées de l'enquête, l'option préférée par le Membre plaignant n'a pas à être préférée par un groupe spécial.

8. Allégation au titre des paragraphes 3 et 7 de l'Annexe II en raison du fait que les prix de la ferraille déclarés par la société Icdas pour septembre-octobre 1998 n'ont pas été utilisés

7.306 La Turquie allègue qu'en construisant une valeur normale pour la société Icdas sur la base des données de fait disponibles, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont refusé d'utiliser les prix de la ferraille déclarés par cette société pour septembre-octobre 1998 (mois pendant lesquels elle a exporté vers l'Égypte), et ont utilisé à la place le prix de la ferraille déclaré pour janvier 1998 (mois de la période visée par l'enquête où ce prix était le plus élevé). Puisque, selon la Turquie, la société Icdas avait communiqué en temps utile toutes les données et tous les documents demandés concernant le prix de la ferraille, et que ces données étaient "vérifiées" (la Turquie a précisé qu'elle entendait par là "vérifiables"[244]), les autorités égyptiennes chargées de l'enquête auraient dû utiliser les prix de la ferraille communiqués. Selon la Turquie, ne pas le faire était contraire au paragraphe 3 de l'Annexe II. De plus, la Turquie fait valoir que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont violé l'esprit, sinon la lettre, du paragraphe 7 de l'Annexe II, car une comparaison avec les données "vérifiées" communiquées par la société Icdas montre que les données relatives au prix de la ferraille utilisées par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête dans leurs calculs étaient "énormément faussées".

7.307 L'Égypte soutient que la Turquie invoque à tort le paragraphe 3 de l'Annexe II. Selon elle, cette disposition traite seulement des circonstances dans lesquelles les données communiquées par les sociétés interrogées doivent être acceptées ou peuvent être rejetées, et ne dit rien du choix des données de fait disponibles pertinentes dès lors que les données présentées par les sociétés interrogées ont été rejetées.

[244] Réponse écrite de la Turquie, datée du 14 mars 2002, à la question n° 4 qui lui a été adressée et qui figure dans les *Questions écrites posées par le Groupe spécial*, lesquelles sont datées du 27 février 2002 - Annexe 8-1.

7.308 Les dispositions pertinentes du paragraphe 3 de l'Annexe II se lisent ainsi:

> "Tous les renseignements qui sont vérifiables, qui sont présentés de manière appropriée de façon à pouvoir être utilisés dans l'enquête sans difficultés indues, ... devraient être pris en compte lors de l'établissement des déterminations. ... ."

7.309 Nous rappelons que lorsque nous avons évalué l'allégation de la Turquie selon laquelle l'Égypte avait violé l'article 6.8 en recourant à l'utilisation de "données de fait disponibles", nous avons constaté que les dispositions du paragraphe 3 de l'Annexe II faisaient partie des paramètres fondamentaux pour l'interprétation de l'article 6.8. C'est-à-dire, nous avons constaté que les autorités chargées de l'enquête doivent respecter les dispositions de ce paragraphe *pris conjointement avec* d'autres paragraphes de l'Annexe II, lorsqu'elles évaluent si, dans une affaire donnée et s'agissant de certains éléments d'information, elles peuvent à juste titre recourir aux "données de fait disponibles" conformément à l'article 6.8. En d'autres termes, le paragraphe 3 est applicable à la décision prise par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête d'utiliser les "données de fait disponibles" s'agissant de certains éléments d'information. Il ne traite pas du choix des données de fait disponibles particulières qui seront utilisées s'agissant de ces éléments d'information, une fois ladite décision prise. Nous constatons donc que cette disposition n'est pas applicable à la situation qui fait l'objet de cette allégation. Cela dit, nous rappelons que nous avons constaté, *supra*, en nous fondant en partie sur une analyse du paragraphe 3 de l'Annexe II, que rien n'autorisait les autorités égyptiennes chargées de l'enquête à recourir aux données de fait disponibles dans le cas de la société Icdas. Nous n'avons donc pas à examiner cette allégation plus avant.

7.310 Quant à l'allégation de violation des dispositions du paragraphe 7 de l'Annexe II présentée par la Turquie, dès lors que nous avons constaté, à propos de son allégation au titre de l'article 6.8, que le fait pour les autorités égyptiennes chargées de l'enquête de recourir aux "données de fait disponibles" dans le cas de la société Icdas n'était pas justifié, nous n'avons pas à examiner cette allégation, qui concerne le choix des données de fait disponibles particulières.

9. Allégation au titre des paragraphes 3 et 7 de l'Annexe II en raison du calcul des intérêts débiteurs mensuels les plus élevés pour la société IDC

7.311 La Turquie allègue que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont contrevenu au paragraphe 3 de l'Annexe II en calculant le montant des intérêts débiteurs à utiliser comme données de fait disponibles pour construire une valeur normale pour la société IDC. En particulier, selon la Turquie, ces autorités ont calculé les intérêts débiteurs en divisant le total des intérêts débiteurs de la société IDC pour avril 1998 par la production de barres d'armature pendant le même mois. La Turquie affirme que, parce que la société IDC produit et vend sur le marché d'autres produits (à savoir, des billettes), et parce que les chiffres correspondant à la production de barres d'armature en avril étaient anormalement bas, le chiffre obtenu pour la composante intérêts était faussé, très élevé, ce qui gonflait la valeur normale construite. La Turquie soutient que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête auraient dû diviser le total des intérêts débiteurs par le total des ventes pour toute la période visée par l'enquête, en se fondant sur les états financiers vérifiés, au lieu de choisir le mois pendant lequel les intérêts débiteurs étaient le plus élevés et d'en diviser le montant par le chiffre de la production de barres d'armature du même mois, qui était anormalement faible. Selon la Turquie, les états financiers vérifiés de la société IDC montrent que les intérêts débiteurs de la société, exprimés en pourcentage du prix de revient total, auraient été beaucoup plus bas. Les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'ayant pas utilisé des renseignements vérifiables (les intérêts débiteurs figurant sur les états financiers vérifiés), elles ont, de l'avis de la Turquie, contrevenu au paragraphe 3 de l'Annexe II.[245]

[245] Première communication écrite de la Turquie, pages 74 à 76 et deuxième communication écrite de la Turquie, pages 77 à 82.

7.312 L'Égypte réplique que rien dans l'Accord antidumping n'impose d'utiliser une méthode particulière pour calculer les intérêts débiteurs aux fins du calcul de la valeur construite, et que par conséquent, pour autant que la méthode employée ne soit ni partiale ni tendancieuse, le calcul effectué par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête devrait être confirmé. De plus, l'Égypte n'accepte pas la méthode de calcul proposée par la Turquie, qui selon l'Égypte était totalement inappropriée dans le cadre de l'enquête sur les barres d'armature, dès lors qu'il avait été constaté que les coûts déclarés par la société IDC n'étaient pas fiables.[246] L'Égypte fait valoir qu'ayant retenu le mois d'avril comme mois approprié pour le calcul des intérêts débiteurs, elle devait prendre comme dénominateur la production du même mois, car tout autre choix en vue de l'imputation aurait été arbitraire.

7.313 Concernant l'allégation d'infraction au paragraphe 3 de l'Annexe II présentée par la Turquie, nous constatons, pour les mêmes raisons que celles qui sont indiquées à la section VII.D.8, *supra*, que cette disposition n'est pas applicable à la situation qui fait l'objet de cette allégation, et nous rappelons de même nos constatations, *supra*, fondées en partie sur une analyse du paragraphe 3 de l'Annexe II, selon lesquelles rien n'autorisait les autorités égyptiennes chargées de l'enquête à recourir aux données de fait disponibles s'agissant de la société IDC. Nous n'examinerons donc pas cette allégation plus avant.

7.314 En ce qui concerne l'allégation d'infraction au paragraphe 7 de l'Annexe II présentée par la Turquie, comme c'était le cas s'agissant de l'allégation concernant la société Icdas examinée à la section VII.D.8, *supra*, l'allégation exacte de la Turquie est que l'Égypte a agi de manière incompatible avec les "considérations qui sous-tendent le paragraphe 7 de l'Annexe II", c'est-à-dire, une fois encore, que "l'esprit" de cette disposition a été violé. À notre avis, la situation factuelle incriminée par la Turquie à propos de la société IDC est tout à fait analogue à celle évoquée à propos de la société Icdas au titre de la même disposition. Notre raisonnement et nos conclusions sont donc essentiellement les mêmes.

7.315 En particulier, dès lors que nous avons constaté, à propos de l'allégation de la Turquie au titre de l'article 6.8, que le recours des autorités égyptiennes chargées de l'enquête aux "données de fait disponibles" dans le cas de la société IDC n'était pas justifié, nous n'avons pas à examiner cette allégation, qui concerne le choix de données de fait disponibles particulières.

E. AUTRES ALLÉGATIONS CONCERNANT L'ENQUÊTE RELATIVE À L'EXISTENCE D'UN DUMPING

1. Allégation au titre du paragraphe 1 de l'Annexe II; du paragraphe 6 de l'Annexe II; et de l'article 6.7 et du paragraphe 7 de l'Annexe I - Les données sur les coûts n'auraient pas été vérifiées pendant la vérification "sur place" et une vérification "par correspondance" aurait été effectuée à la place

7.316 La Turquie allègue qu'en ne demandant pas, dans leur lettre du 19 août, les données sur les coûts fondamentales désignées dans leur questionnaire initial, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont violé les dispositions du paragraphe 1 de l'Annexe II. Elle allègue aussi qu'en attendant que la vérification soit terminée pour soulever ces questions, et en insistant alors pour que les sociétés interrogées se prêtent à une vérification complète "par correspondance" des réponses sur les coûts précédemment communiquées et fournissent les renseignements demandés le 19 août, l'Égypte a violé les dispositions du paragraphe 7 de l'Annexe I et celles de l'article 6.7. Selon la Turquie, en prenant ces mesures, l'Égypte a aussi gravement porté atteinte aux droits des sociétés interrogées et compromis leur "possibilité de fournir des explications complémentaires" en violation des dispositions du paragraphe 6 de l'Annexe II.

7.317 L'Égypte soutient que l'Accord antidumping autorise la vérification sur place, mais ne la prescrit pas. Elle soutient aussi que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont bel et bien

[246] Première communication écrite de l'Égypte, pages 87 et 88.

demandé dès le début, dans les questionnaires, des données sur les coûts, qu'elles ont demandé, le 19 août, des données complémentaires en raison de difficultés possibles concernant les données sur les coûts initialement communiquées par les sociétés turques interrogées, et que rien dans l'Accord antidumping ne s'oppose à ce que les autorités chargées de l'enquête demandent des renseignements pendant le cours d'une enquête.

7.318 Examinant tout d'abord l'allégation de violation du paragraphe 1 de l'Annexe II, nous notons que la partie pertinente de cette disposition est libellée comme suit:

> "Dès que possible après l'ouverture de l'enquête, les autorités chargées de l'enquête devraient indiquer de manière détaillée les renseignements que doit fournir toute partie intéressée et la façon dont elle devrait structurer les renseignements dans sa réponse."

7.319 Nous rappelons qu'à propos de l'article 6.8, nous avons constaté que les diverses dispositions de l'Annexe II contiennent des paramètres fondamentaux servant à l'application de cet article.

7.320 Dans l'enquête concernant les barres d'armature, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont envoyé aux sociétés turques interrogées, peu de temps après l'ouverture de l'enquête, des questionnaires dans lesquels elles demandaient effectivement des renseignements sur les coûts. De plus, l'objet de la lettre du 19 août était de demander certains renseignements complémentaires sur les coûts ainsi que des explications relatives à certains des renseignements sur les coûts initialement présentés en réponse aux questionnaires. Nous ne voyons aucune raison de conclure que les autorités chargées de l'enquête sont empêchées par le paragraphe 1 de l'Annexe II ou par quelque autre disposition de demander des renseignements complémentaires pendant le cours d'une enquête.

7.321 Nous notons que cette allégation concerne en partie le paragraphe 1 de l'Annexe II hors du contexte de l'article 6.8. Étant donné notre constatation selon laquelle le paragraphe 1 de l'Annexe II ne contient pas l'obligation dont la Turquie affirme qu'elle y est inscrite, nous n'avons pas à nous prononcer sur la question de savoir si le paragraphe 1 de l'Annexe II peut être invoqué indépendamment de l'article 6.8, et ne nous prononcerons pas sur cette question.

7.322 Nous examinons maintenant l'allégation de la Turquie selon laquelle l'Égypte a contrevenu à l'article 6.7 et au paragraphe 7 de l'Annexe I en attendant que la vérification sur place soit terminée pour soulever les questions relatives aux coûts mentionnées dans les lettres du 19 août, puis en essayant de procéder à ce que la Turquie appelle une vérification "par correspondance". Nous notons, tout d'abord, que cette allégation est tributaire d'une interprétation de l'article 6.7 et du paragraphe 7 de l'Annexe I selon laquelle ces dispositions *prescriraient* une vérification sur place. Nous analyserons donc ces dispositions de manière détaillée pour déterminer si elles contiennent une telle prescription.

7.323 Les dispositions pertinentes de l'article 6.7 sont ainsi libellées:

> "Pour vérifier les renseignements fournis ou pour obtenir plus de détails, les autorités *pourront* ... procéder à des enquêtes sur le territoire d'autres Membres ..." (pas d'italique dans l'original)

7.324 Les dispositions pertinentes du paragraphe 7 de l'Annexe I sont ainsi libellées:

> "Comme son objet principal est de vérifier les renseignements fournis ou d'obtenir plus de détails, l'enquête sur place devrait avoir lieu après la réception de la réponse au questionnaire, sauf si l'entreprise accepte qu'il en soit autrement, et si le gouvernement du Membre exportateur a été informé par les autorités chargées de l'enquête de la visite prévue et ne s'y oppose pas; …"

7.325 En ce qui concerne le rapport entre l'Annexe I et l'article 6.7, nous parvenons à la même conclusion qu'en ce qui concerne le rapport entre l'Annexe II et l'article 6.8.[247] En particulier, nous notons, à l'article 6.7, le renvoi explicite à l'Annexe I: "[l]es procédures décrites à l'Annexe I seront applicables aux enquêtes effectuées sur le territoire d'autres Membres". Il ressort de ce libellé que les paramètres spécifiques qui doivent être respectés lors de vérifications à l'étranger conformément à l'article 6.7 sont énoncés à l'Annexe I. Nous devons donc analyser ensemble les dispositions pertinentes de l'article 6.7 et de l'Annexe I pour déterminer si la prescription alléguée par la Turquie y est inscrite.

7.326 Examinant l'article 6.7, nous pensons que l'emploi du terme "pourront" (c'est-à-dire, le fait que les autorités "pourront" procéder à des enquêtes sur le territoire d'autres Membres) est déterminant. Ce libellé indique clairement que les vérifications sur place sur le territoire d'autres Membres sont autorisées, mais non prescrites, par l'article 6.7.

7.327 La partie pertinente du paragraphe 7 de l'Annexe I traite du *moment* d'une visite de vérification à l'étranger, *si* une telle visite est effectuée (c'est-à-dire, "après la réception de la réponse au questionnaire"). Cette disposition ne peut donc pas être interprétée comme contenant la prescription de procéder à cette visite en tant que telle. Nous notons que notre interprétation de ces dispositions cadre avec les constatations du Groupe spécial chargé de l'affaire *Argentine - Carreaux en céramique*, qui a affirmé qu'il n'est nulle part prescrit dans l'Accord de procéder à des vérifications à l'étranger, que l'article 6.7 prévoit simplement cette possibilité, et que ces visites sur place ne sont ni la seule façon, ni même la façon privilégiée, pour les autorités chargées de l'enquête, de satisfaire à l'obligation qui leur incombe en vertu de l'article 6.6 de "s'assurer de l'exactitude des renseignements fournis par les parties intéressées sur lesquels leurs constatations sont fondées".[248]

7.328 Pour les raisons exposées ci-dessus, nous constatons que la Turquie n'a pas établi que l'Égypte a violé les dispositions du paragraphe 1 de l'Annexe II, de l'article 6.7 ou du paragraphe 7 de l'Annexe I, ces dispositions ne contenant pas les obligations dont la Turquie affirme qu'elles y sont inscrites.

7.329 Cela nous amène à la dernière allégation de violation formulée par la Turquie se rapportant à cette prétention - au titre du paragraphe 6 de l'Annexe II, concernant l'atteinte alléguée au droit pour les sociétés interrogées d'avoir la "possibilité de fournir des explications complémentaires". Nous notons que cette violation alléguée est entièrement tributaire des autres violations alléguées formulées par la Turquie dans le cadre de cette prétention. Comme nous n'avons constaté aucune violation de ces dispositions, nous concluons aussi, en l'occurrence, que la Turquie n'a pas établi les éléments de fait étayant l'allégation de violation par l'Égypte des dispositions du paragraphe 6 de l'Annexe II en ce qui concerne les circonstances de fait qui font l'objet de cette allégation.[249]

2. Allégation au titre de l'article 2.4 - Le fait de demander des renseignements détaillés sur les coûts à un stade tardif de l'enquête aurait imposé une charge de la preuve déraisonnable sur les parties interrogées

7.330 La Turquie allègue qu'en ne soulevant qu'à un stade tardif de l'enquête des questions exigeant la communication de nouveaux renseignements factuels et en imposant alors aux sociétés interrogées des conditions indûment contraignantes de vérification "par correspondance", les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont imposé une "charge de la preuve déraisonnable" aux sociétés interrogées, en violation de l'article 2.4 de l'Accord antidumping.

---

[247] *Voir* les paragraphes 7.152 à 7.154.

[248] Rapport du Groupe spécial *Argentine - Carreaux de céramique*, note de bas de page 65.

[249] En conséquence, une fois encore, nous ne nous prononçons pas sur la question de savoir s'il est possible d'invoquer le paragraphe 6 de l'Annexe II hors du contexte de l'article 6.8.

7.331 L'Égypte fait valoir que l'article 2.4 concerne exclusivement l'obligation de procéder à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale, et que l'obligation de ne pas imposer une charge de la preuve déraisonnable qui y est inscrite s'applique à la collecte des renseignements relatifs aux ajustements requis pour assurer une comparaison équitable. L'Égypte fait valoir à titre subsidiaire que dans le cas où le Groupe spécial estimerait que l'article 2.4 doit être interprété comme étant d'application générale à la collecte des données dans le cours d'une enquête, l'allégation de violation est incorrecte sur le plan des faits et que la charge de la preuve imposée aux sociétés interrogées n'excédait pas les limites de ce qui est raisonnable.

7.332 Nous partons du texte de l'article 2.4, qui est libellé comme suit:

> "Il sera procédé à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale. Elle sera faite au même niveau commercial, qui sera normalement le stade sortie usine, et pour des ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible. Il sera dûment tenu compte dans chaque cas, selon ses particularités, des différences affectant la comparabilité des prix, y compris des différences dans les conditions de vente, dans la taxation, dans les niveaux commerciaux, dans les quantités et les caractéristiques physiques, et de toutes les autres différences dont il est aussi démontré qu'elles affectent la comparabilité des prix.[7] Dans les cas visés au paragraphe 3, il devrait être tenu compte également des frais, droits et taxes compris, intervenus entre l'importation et la revente, ainsi que des bénéfices. Si, dans ces cas, la comparabilité des prix a été affectée, les autorités établiront la valeur normale à un niveau commercial équivalant au niveau commercial du prix à l'exportation construit, ou tiendront dûment compte des éléments que le présent paragraphe permet de prendre en considération. Les autorités indiqueront aux parties en question quels renseignements sont nécessaires pour assurer une comparaison équitable, et la charge de la preuve qu'elles imposeront à ces parties ne sera pas déraisonnable."
>
> ———————
>
> [7] Il est entendu que certains de ces facteurs peuvent chevaucher, et les autorités feront en sorte de ne pas répéter des ajustements qui auront déjà été opérés au titre de cette disposition.

7.333 L'article 2.4, tel qu'il est libellé, traite de la *comparaison* entre le prix d'exportation et la valeur normale, c'est-à-dire du calcul de la marge de dumping, et dispose, en particulier, que cette comparaison sera "équitable". Un simple examen du sens ordinaire de cette disposition confirme qu'elle a trait non pas à la base sur laquelle doivent être établis le prix d'exportation et la valeur normale ni à cet établissement même (qui sont traités en détail dans d'autres dispositions)[250], mais à la nature de la comparaison entre le prix d'exportation et la valeur normale. Tout d'abord, l'accent dans la première phrase est placé sur *le caractère équitable* de la *comparaison*. La phrase suivante, qui commence par le mot "[e]lle", renvoie de toute évidence à la "comparaison équitable" qui est le sujet de la première phrase. La deuxième phrase précise les éléments relatifs à la "comparaison", à savoir le niveau commercial et l'époque des ventes, pour les deux termes - valeur normale et prix d'exportation - de l'équation de la marge de dumping. La troisième phrase traite des ajustements pour "différences affectant la *comparabilité des prix*", et donne une liste exemplative de différences possibles. Les deux phrases suivantes traitent de la nécessité d'assurer la "comparabilité des prix" dans le cas particulier où un prix à l'exportation construit a été utilisé. La dernière phrase, dans laquelle apparaît la référence à la charge de la preuve, traite aussi de la nécessité d'"assurer une comparaison équitable", indiquant, en particulier, que lorsqu'elles collecteront auprès des parties les

[250] À cet égard, nous notons qu'à l'article 2, des dispositions antérieures, à savoir l'article 2.2 y compris toutes ses subdivisions et l'article 2.3, traitent exclusivement et de façon assez détaillée de l'établissement de la valeur normale et du prix d'exportation, et que de plus, l'article 2.1 traite en partie de l'établissement du prix d'exportation.

renseignements particuliers nécessaires pour assurer une comparaison équitable, les autorités n'imposeront pas à ces parties une charge de la preuve déraisonnable.

7.334 Le contexte immédiat de cette disposition, à savoir l'article 2.4.1 et 2.4.2, confirme que l'article 2.4, en particulier la prescription relative à la charge de la preuve qui y est inscrite, est applicable à la comparaison entre le prix d'exportation et la valeur normale, c'est-à-dire au calcul de la marge de dumping. L'article 2.4.1 vise le cas dans lequel la "*comparaison* effectuée conformément au paragraphe 4 nécessite[] une conversion de monnaies". (pas d'italique dans l'original) L'article 2.4.2 renvoie spécifiquement à l'article 2.4, qui énonce les "dispositions régissant la comparaison équitable", puis établit certaines règles relatives à la méthode à suivre pour faire cette comparaison (c'est-à-dire le calcul des marges de dumping sur une base de moyenne pondérée à moyenne pondérée, ou sur une autre base).

7.335 En somme, l'article 2.4 dans sa totalité, y compris la prescription relative à la charge de la preuve qu'il contient, traite des moyens d'assurer une comparaison équitable, grâce à divers ajustements le cas échéant, entre prix d'exportation et valeur normale. Nous constatons donc qu'il n'est pas applicable à l'établissement par les autorités chargées de l'enquête de la valeur normale en tant que telle, qui était le principal but (sinon le seul) de la demande en date du 19 août adressée par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête pour obtenir certains renseignements concernant les coûts.

7.336 Bien plus, même si l'on considérait que la prescription relative à la charge de la preuve inscrite à l'article 2.4 était applicable aux demandes de renseignements adressées en vue d'établir la valeur normale, et même si certains des renseignements désignés dans la demande du 19 août adressée par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête pouvaient éventuellement présenter de l'intérêt pour la comparaison équitable qui est le sujet de l'article 2.4, nous constatons que la Turquie n'a pas établi que cette demande imposait aux sociétés interrogées une charge de la preuve déraisonnable. Ce qui veut dire que nous convenons avec l'Égypte que la base factuelle d'une allégation de violation n'existe pas. En particulier, nous notons que ce qui était demandé aux sociétés interrogées, c'était de développer ou de préciser des renseignements concernant les coûts qui avaient été fournis ou qui auraient dû être fournis dans leurs réponses au questionnaire, et qu'aucune société interrogée n'a fait valoir à l'époque où elle a reçu la demande datée du 19 août que celle-ci était plus contraignante qu'il n'était raisonnable. De plus, alors que toutes les sociétés interrogées ont demandé (et obtenu)[251] des prolongations du délai initialement accordé, puis à l'expiration ou avant l'expiration de ce délai, ont présenté des réponses comportant une documentation relativement volumineuse, aucune d'elles n'a indiqué avoir besoin de plus de temps, ou fait valoir ou tenté de justifier de toute autre manière qu'elle ne jugeait simplement pas possible de se conformer à la demande. S'il est vrai que les sociétés interrogées Habas, Diler et Colakoglu ont bien présenté certains arguments dans leurs réponses à la demande du 19 août, ces arguments avaient trait à la prétendue illicéité de la demande au regard des règles de l'OMC, et non à son caractère contraignant.

7.337 Pour les raisons qui précèdent, nous constatons que la Turquie n'a pas établi que la demande adressée le 19 août par les autorités chargées de l'enquête pour obtenir certains renseignements concernant les coûts imposait une charge de la preuve déraisonnable en violation de l'article 2.4.

3. Allégation au titre de l'article 6.2 et du paragraphe 6 de l'Annexe II – Rejet allégué des demandes d'organisation de réunions

7.338 La Turquie soutient que les trois sociétés interrogées, Habas, Diler et Colakoglu, ont demandé, après avoir reçu la lettre du 23 septembre 1999 des autorités égyptiennes chargées de l'enquête, à rencontrer lesdites autorités, pour "pouvoir expliquer comment les renseignements fournis dans leurs réponses du 15 septembre [à la demande en date du 19 août] répondaient aux demandes de

[251] Les prolongations accordées étaient, toutefois, plus courtes que ce qui avait été demandé.

renseignements adressées par les autorités chargées de l'enquête".[252] La Turquie ajoute que la société IDC a aussi fait savoir qu'elle se prêterait à une vérification complémentaire des renseignements concernant ses coûts si les autorités égyptiennes chargées de l'enquête le souhaitaient.[253] Selon la Turquie, le rejet de ces demandes violait l'article 6.2 qui, selon la citation qu'en fait la Turquie, "dispose, entre autres choses, que "[l]es parties intéressées auront ... le droit ... de présenter oralement ... [des] renseignements"".[254] En outre, selon la Turquie, le rejet de ces demandes était contraire aux dispositions du paragraphe 6 de l'Annexe II, car il privait les sociétés turques interrogées du droit fondamental, si "des éléments de preuve ou des renseignements n'[étaient] pas acceptés", d'être "informée[s] immédiatement des raisons de leur rejet, et … [d']avoir la possibilité de fournir des explications complémentaires dans un délai raisonnable ..."

7.339 L'Égypte riposte qu'à ce stade de l'enquête, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'avaient aucunement l'obligation d'organiser une réunion avec les sociétés Habas, Diler et Colakoglu en l'absence d'une justification valable, conformément à la dernière phrase de l'article 6.2. Elle ajoute que la réunion a été demandée après que ces sociétés avaient fait connaître aux autorités qu'elles ne présenteraient pas les renseignements demandés dans la lettre du 23 septembre. L'Égypte soutient que selon ces sociétés, le but d'une telle réunion aurait été d'expliquer les renseignements contenus dans leurs réponses à la demande du 19 août mais, de l'avis de l'Égypte, ces renseignements étaient largement insuffisants, si bien qu'une réunion n'était pas justifiée. L'Égypte affirme que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont indiqué à ces sociétés qu'elles auraient dû expliquer les données communiquées en réponse à la demande du 19 août sous la forme d'une réponse écrite à la lettre du 23 septembre, ce que les sociétés interrogées avaient expressément refusé de faire. L'Égypte fait observer qu'en tout cas, même si une réunion avait été organisée, cela n'aurait pas dispensé ces sociétés de présenter par écrit les explications données oralement, pendant une telle réunion, puisque l'article 6.3 dispose que "[l]es renseignements présentés oralement conformément [à l'article 6.2] ne seront pris en considération par les autorités que dans la mesure où ils seront ultérieurement reproduits par écrit ...". En ce qui concerne la société IDC, l'Égypte soutient que le fait que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête aient refusé de procéder à une visite de vérification dans les locaux de cette société ne peut pas être examiné au titre de l'article 6.2 de l'Accord antidumping, cette disposition ne traitant pas des visites de vérification. Enfin, l'Égypte soutient que le paragraphe 6 de l'Annexe II n'est pas applicable à l'organisation d'audiences, et qu'elle a démontré à propos d'autres allégations que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête avaient agi de manière pleinement conforme à l'obligation inscrite dans cette disposition.

7.340 Examinant tout d'abord l'allégation de violation de l'article 6.2, nous notons que le texte intégral de la partie pertinente de cette disposition, à savoir sa dernière phrase, se lit ainsi:

> "Les parties intéressées auront aussi le droit, sur *justification*, de présenter oralement d'autres renseignements." (pas d'italique dans l'original)

7.341 Nous notons aussi que, dans cette phrase, les termes "aussi" et "autres" renvoient à d'autres dispositions de l'article 6.2 concernant le droit pour les parties intéressées de rencontrer les parties

---

[252] Réponse écrite de la Turquie, datée du 7 décembre 2001, à la question n° 1 qui lui a été adressée et qui figure dans les *Questions écrites posées par le Groupe spécial*, lesquelles sont datées du 28 novembre 2001 - Annexe 4-1.

[253] La Turquie a aussi fait valoir initialement que la société Icdas avait demandé une audition dès qu'elle avait pris connaissance du *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*. En réponse à une question du Groupe spécial, demandant dans quelle partie du dossier se trouvait cette demande, la Turquie lui a fait connaître qu'en fait, la société Icdas n'avait pas formulé une telle demande. (*Voir* la réponse écrite de la Turquie, datée du 14 mars 2002, à la question n° 4 qui lui a été adressée et qui figure dans les *Questions écrites posées par le Groupe spécial*, lesquelles sont datées du 27 février 2002.)

[254] Réponse écrite de la Turquie, datée du 7 décembre 2001, à la question n° 1 qui lui a été adressée et qui figure dans les *Questions écrites posées par le Groupe spécial*, lesquelles sont datées du 28 novembre 2001 - Annexe 4-1.

opposées pour présenter des thèses et des réfutations. Ainsi, s'agissant de l'allégation dont nous sommes saisis, le dispositif de cette phrase a trait à la nature du "droit" pour les parties intéressées de "présenter oralement [des] renseignements" hors du cadre d'une audition contradictoire. À cet égard, tandis que la citation partielle présentée par la Turquie donnerait à penser que le droit en question est illimité et absolu, le texte complet de la disposition montre clairement que le droit n'existe que sur "justification". Il semble évident qu'une partie intéressée qui veut invoquer le droit qu'elle tient de l'article 6.2 doit s'efforcer de l'exercer avant d'alléguer un déni de droit.

7.342 La première question à examiner est donc celle de savoir si les sociétés interrogées en question ont en fait demandé l'organisation de réunions et, dans l'affirmative, si ces demandes étaient étayées (c'est-à-dire si une justification a été présentée). En ce qui concerne, tout d'abord, les sociétés Habas, Diler et Colakoglu, leur référence à une réunion figurait dans leur lettre du 28 septembre 1999, dans laquelle elles indiquaient qu'elles ne fourniraient pas les renseignements complémentaires demandés dans la lettre du 23 septembre. Le passage pertinent concernant la possibilité d'une réunion est ainsi rédigé:

> "Si l'ITPD ne réussit toujours pas à localiser les traductions initiales ou à repérer les pages de la réponse du 15 septembre où figurent ces traductions, ou si l'ITPD a besoin d'explications complémentaires, nous serons heureux de venir au Caire pour examiner ces documents avec lui. Si une telle réunion est souhaitée, celle-ci pourrait être organisée après la troisième semaine de novembre. Avant cette date, l'emploi du temps de notre avocat est extrêmement chargé, mais il nous semble que l'ITPD pourrait, par courtoisie, accepter les dates que nous proposons, compte tenu des événements qui se sont produits ici depuis que la vérification a été achevée."[255]

7.343 Selon nous, le passage ci-dessus ne peut pas être considéré comme une tentative des parties intéressées pour exercer leur droit à l'organisation d'une réunion au titre de l'article 6.2. Le passage cité ne traite pas non plus de façon suffisante, ou ne traite pas du tout, de la justification, à laquelle est subordonné le droit à l'organisation d'une telle réunion. Au contraire, il se présente manifestement comme une *offre* de se rendre au Caire pour participer à une réunion dans le cas où les autorités égyptiennes chargées de l'enquête la jugeraient utile. D'ailleurs, le fait qu'il s'agissait d'une offre, et non d'une demande, a été expressément confirmé par ces trois sociétés interrogées dans leurs observations du 15 octobre 1999 concernant le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*, dans lesquelles elles précisent que c'était pour indiquer aux autorités égyptiennes chargées de l'enquête comment il fallait comprendre "le sens et les liens" des documents présentés par elles que leur "avocat *offrait* de venir au Caire afin de contribuer à l'explication des documents. Cette *offre* [était] maintenue" (pas d'italique dans l'original).[256] De plus, nous nous interrogeons sur le sérieux de l'offre, étant donné que la date la plus rapprochée proposée pour une telle réunion se situait deux bons mois plus tard, l'avocat des sociétés n'étant pas disponible, était-il affirmé. Quand bien même l'organisation d'une réunion aurait été demandée, nous constatons que ces sociétés n'en ont pas fourni la moindre justification. De fait, tandis que le but exprès de la dernière phrase de l'article 6.2 est la présentation orale de *renseignements*, nous notons que les sociétés interrogées citées ont évoqué la possibilité d'une réunion alors que, par ailleurs, elles informaient les autorités égyptiennes chargées de l'enquête que leur intention était de ne fournir *aucun* complément d'information. Elles étaient seulement disposées à aider ces autorités à localiser toute traduction initiale antérieurement communiquée ou à repérer les pages où figuraient des traductions complémentaires, et à fournir toutes explications dont les autorités pourraient avoir besoin. En fait, c'est ce qu'ont souligné, comme suit, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête dans leur réponse à la lettre du 28 septembre de ces sociétés interrogées:

> "Dans votre lettre datée du 28 septembre 1999, vous évoquez une éventuelle réunion au Caire, pour expliquer les données communiquées par les sociétés Habas, Diler et

[255] Pièce n° 2 de l'Égypte, page 3.
[256] Pièce n° 20 de la Turquie, page 10.

> Colakoglu. Veuillez noter que toutes nouvelles observations ou explications concernant la demande de renseignements complémentaires émanant de l'ITPD auraient dû être incluses dans vos réponses, avant une date limite qui est désormais dépassée. Nous considérerons tout complément d'information comme n'étant pas présenté en temps utile. Vous avez exprimé la crainte que l'ITPD ne comprenne pas la communication: à ce sujet, nous précisons qu'il comprend les données qui ont été communiquées. Le fait est que vos clients n'ont pas entièrement répondu aux demandes de renseignements complémentaires, ce qui a obligé l'ITPD à recourir aux données de fait disponibles pour certaines parties de la communication."[257]

7.344 En ce qui concerne la société IDC, nous notons, là encore, qu'elle n'a pas en fait demandé l'organisation d'une réunion avec les autorités égyptiennes chargées de l'enquête. Elle a au contraire informé lesdites autorités qu'elle se prêterait à une vérification complémentaire dans ses locaux si ces autorités le souhaitaient. En particulier, le passage pertinent de la lettre de la société IDC datée du 15 octobre 1999 présentant des observations sur le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions* est ainsi rédigé:

> "Enfin, nous prions les autorités de bien vouloir prendre contact avec nous à tout moment à leur convenance et de bien vouloir noter que tous nos dossiers, rapports, grands livres généraux sont à la disposition de leurs enquêteurs habilités pour vérification."[258]

Une fois encore, ce passage ne peut aucunement être interprété comme contenant une demande d'organisation d'une réunion, ni la justification d'une telle demande.

7.345 Pour les raisons qui précèdent, nous constatons que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'ont pas rejeté les demandes d'organisation de réunions présentées par les sociétés interrogées Habas, Diler, Colakoglu et IDC, et n'ont donc pas agi de façon incompatible avec la dernière phrase de l'article 6.2.

7.346 Ayant constaté, dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne l'allégation présentée au titre de la dernière phrase de l'article 6.2, que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'ont pas rejeté les demandes d'organisation de réunions, nous constatons aussi que la Turquie n'a pas établi les éléments de fait étayant une éventuelle violation des dispositions du paragraphe 6 de l'Annexe II qui résulterait du rejet de telles demandes.[259]

4. Allégation au titre de l'article 2.4 - La valeur normale n'aurait pas été ajustée pour tenir compte des différences dans les conditions de vente

7.347 La Turquie allègue que l'Égypte a violé l'article 2.4 du fait que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'ont pas ajusté la valeur normale en fonction des frais de crédit pour tenir compte des différences dans les conditions de paiement applicables aux ventes sur le marché intérieur et aux ventes à l'exportation vers l'Égypte. Selon la Turquie, les sociétés interrogées ont réclamé un ajustement concernant les frais de crédit imputés afin que les prix à l'exportation et les prix sur le marché intérieur assortis de conditions de paiement différé soient ajustés sur une base commune de prix à vue, et que l'on puisse donc assurer une comparaison entre choses comparables. La Turquie fait valoir que cet ajustement pour frais de crédit est normalement accordé par les États-Unis, les Communautés européennes, le Canada, le Chili et l'Australie. Selon la Turquie, dans leur communication en qualité de tierce partie, les Communautés européennes indiquent que leur politique

[257] Pièce n° 10 de l'Égypte.
[258] Pièce n° 27 de la Turquie, page 3.
[259] Une fois encore, nous n'avons pas à statuer sur la question de savoir s'il est possible d'invoquer le paragraphe 6 de l'Annexe II hors du contexte de l'article 6.8, et nous ne statuons pas sur cette question.

est d'accorder de tels ajustements lorsqu'elles utilisent la valeur normale construite, parce que celle-ci "comprend habituellement un élément pour les frais associés à l'octroi de conditions de crédit". La Turquie fait valoir à cet égard que les intérêts débiteurs qui sont inclus dans les frais d'administration et de commercialisation et frais de caractère général des sociétés turques incluent les intérêts débiteurs relatifs au financement de comptes clients à recouvrer, et que par conséquent la valeur normale aurait dû être ajustée pour frais de crédit, comme l'avaient été les prix d'exportation à destination de l'Égypte pratiqués par les sociétés interrogées. La Turquie estime qu'en apportant un ajustement pour frais de crédit aux prix d'exportation mais non à la valeur normale, l'Égypte a procédé à une comparaison faussée, en violation de l'article 2.4.

7.348 L'Égypte soutient que le fait de ne pas ajuster la valeur normale pour tenir compte des frais de crédit est fondé sur une interprétation admissible de l'Accord antidumping. Elle note, en particulier, qu'il doit être dûment tenu compte des différences affectant la comparabilité des prix, et des différences dans les conditions de vente; de l'avis de l'Égypte, un ajustement est normalement justifié lorsque la valeur normale est fondée sur les prix de vente effectifs sur le marché intérieur, car c'est alors seulement que les prix peuvent être affectés par les conditions contractuelles de vente. Au contraire, la valeur normale construite est fondée sur le coût de production, c'est-à-dire sur des éléments qui ne peuvent pas être influencés par les conditions de vente. Selon l'Égypte, cela est particulièrement vrai des conditions de crédit puisque, lorsqu'ils négocient un prix, l'acheteur et le vendeur tiennent compte, en principe, de la durée du crédit accordé, dès lors qu'il y a paiement différé par opposition au paiement comptant. Ainsi, selon l'Égypte, en comparant des prix d'exportation nets des frais de crédit et une valeur normale construite non ajustée pour frais de crédit, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont comparé les prix sur une base comparable. De plus, poursuit l'Égypte, dans le cas où le Groupe spécial estimerait que l'article 2.4 exige que la valeur normale construite soit ajustée pour frais de crédit, toutes les ventes turques de barres d'armature sur le marché intérieur étaient réalisées à perte et, par conséquent, il n'y avait pas de ventes sur le marché intérieur assorties de conditions de crédit pertinentes réalisées au cours d'opérations commerciales normales que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête auraient pu utiliser pour déterminer le montant de l'ajustement pour frais de crédit. Enfin, pour l'Égypte, le fait que certaines autres juridictions puissent déduire les frais de crédit de la valeur normale construite ne rend pas la pratique de l'Égypte incompatible avec l'article 2.4.

7.349 Selon nous, les deux parties soutiennent que cette question est purement affaire d'interprétation du droit. En d'autres termes, la Turquie fait valoir, en substance, que dans *tous* les cas, la valeur normale construite devrait être ajustée pour frais de crédit. L'Égypte, au contraire, fait valoir, en substance, qu'il est admissible d'avoir pour politique de ne *jamais* ajuster la valeur normale construite pour frais de crédit.

7.350 Nous rappelons que l'article 2.4 dispose ce qui suit:

> "Il sera procédé à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale. Elle sera faite au même niveau commercial, qui sera normalement le stade sortie usine, et pour des ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible. Il sera dûment tenu compte dans chaque cas, selon ses particularités, des différences affectant la comparabilité des prix, y compris des différences dans les conditions de vente, dans la taxation, dans les services commerciaux, dans les quantités et les caractéristiques physiques, et de toutes les autres différences dont il est aussi démontré qu'elles affectent la comparabilité des prix. [note de bas de page omise] Dans les cas visés au paragraphe 3, il devrait être tenu compte également des frais, droits et taxes compris, intervenus entre l'importation et la revente, ainsi que des bénéfices. Si, dans ces cas, la comparabilité des prix a été affectée, les autorités établiront la valeur normale à un niveau commercial équivalant au niveau commercial du prix à l'exportation construit, ou tiendront dûment compte des éléments que le présent paragraphe permet de prendre en considération. Les autorités indiqueront aux

> parties en question quels renseignements sont nécessaires pour assurer une comparaison équitable, et la charge de la preuve qu'elles imposeront à ces parties ne sera pas déraisonnable."

7.351 Examinant cette allégation, nous relevons les arguments des parties selon lesquels l'article 2.4 prescrit *toujours*, pour l'une, ou autorise une politique qui consiste à ne *jamais* apporter, pour l'autre, un ajustement pour frais de crédit à la valeur normale construite. Selon nous, il n'est pas possible d'interpréter l'article 2.4 de cette manière, ce qui veut dire qu'il ne suffit pas, pour décider du bien-fondé de cette allégation, de décider s'il est admissible de faire une interprétation juridique donnée de cette disposition dans l'abstrait, sans prendre en considération les faits précis de l'affaire en cause.

7.352 Nous interprétons au contraire l'article 2.4 comme exigeant expressément une analyse fondée sur les faits, cas par cas, des différences qui affectent la comparabilité des prix. À cet égard, nous soulignons en particulier la prescription inscrite à l'article 2.4, selon laquelle "[i]l sera dûment tenu compte *dans chaque cas*, selon *ses particularités*, des différences affectant la comparabilité des prix". (pas d'italique dans l'original) Nous notons aussi qu'après avoir donné une liste exemplative de telles différences possibles, l'article 2.4 exige que soient prises en compte "toutes les autres différences dont il est aussi *démontré* qu'elles affectent la comparabilité des prix". (pas d'italique dans l'original) Enfin, nous relevons l'obligation positive en matière de collecte des renseignements qui pèse sur les autorités chargées de l'enquête à cet égard, à savoir qu'elles "indiqueront aux parties en question *quels renseignements sont nécessaires* pour assurer une comparaison équitable, et [que] la charge de la preuve qu'elles imposeront à ces parties ne sera pas déraisonnable". (pas d'italique dans l'original) En somme, lorsqu'il est démontré par l'une ou l'autre partie à une affaire, ou qu'il ressort des renseignements eux-mêmes, qu'une différence donnée affecte la comparabilité des prix, un ajustement s'impose. Lorsqu'elles indiquent aux parties les renseignements qu'elles jugent nécessaires pour procéder à une telle démonstration, les autorités chargées de l'enquête ne doivent pas leur imposer une charge de la preuve déraisonnable. Ainsi, le processus consistant à déterminer quelles sortes ou quels types d'ajustement doivent être apportés à l'un des termes ou aux deux termes de l'équation de la marge de dumping pour assurer une comparaison équitable est en quelque sorte un dialogue entre les parties intéressées et les autorités chargées de l'enquête, et doit donc progresser cas par cas, sur la base d'éléments de preuve factuels.

7.353 Notre analyse de cette allégation s'articule donc sur la question de savoir si les autorités égyptiennes chargées de l'enquête se sont acquittées de l'obligation qui leur incombait au titre de l'article 2.4, dans le processus qui a finalement abouti à leur décision de ne pas ajuster les valeurs normales construites pour tenir compte des frais de crédit, c'est-à-dire sur la question de savoir si cette décision était justifiée compte tenu des éléments de preuve versés au dossier, et si, y compris à la lumière des actions et des communications des sociétés interrogées concernant la question des frais de crédit, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête se sont acquittées de leurs obligations en ce qui concerne ces éléments de preuve. Nous examinons tout d'abord la chronologie des événements pertinents pendant l'enquête, en commençant par les questionnaires adressés aux fabricants et aux exportateurs étrangers. Nous notons ici que ces deux questionnaires comportaient des questions concernant d'éventuels ajustements pour certaines différences qui pouvaient affecter la comparabilité des prix, y compris les frais de crédit. Dans le questionnaire adressé aux fabricants, la question des conditions de vente, crédit inclus, est soulevée dans les questions 4.3 et 4.4 (ventes sur le marché intérieur) et 5.2 et 5.3 (exportations à destination de l'Égypte). Dans le questionnaire adressé aux exportateurs, les mêmes questions figurent dans les sections 3.6 et 3.7 (ventes sur le marché intérieur) et 4.4 et 4.5 (exportations à destination de l'Égypte). Les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont ainsi invité les sociétés turques interrogées à apporter leur contribution sur la question du crédit dès le début de l'enquête, et chaque société interrogée a inclus dans sa réponse au questionnaire certains renseignements et arguments concernant la manière dont un ajustement pour frais de crédit

devrait être calculé et appliqué.[260] La question des frais de crédit a aussi été traitée dans les rapports de vérification, et mentionnée de nouveau dans les lettres en date du 12 août 1999 des autorités égyptiennes chargées de l'enquête, concernant certaines difficultés relevées par elles après vérification, et dans la réponse à ces lettres, en date du 13 août 1999, envoyée au nom des trois sociétés interrogées.

a) Rappel des faits

7.354 Une liste chronologique des références aux frais de crédit imputés figurant dans tous ces documents est présentée ci-dessous, pour chaque société interrogée séparément.

i) Société Icdas

Réponse au questionnaire

7.355 La partie pertinente de la réponse de la société Icdas au questionnaire est ainsi libellée:

> "En règle générale, s'agissant d'une vente sur le marché intérieur de barres d'armature, le paiement est reçu à une date postérieure à la date de la facture. Le délai compris entre la date de la facture et la date de réception du paiement varie généralement entre sept et 90 jours.
>
> Pour déterminer le prix, on tient compte de la date à laquelle le client effectuera le paiement et on majore le prix d'un montant correspondant à la dépréciation de la livre turque. (Toutes les ventes sur le marché intérieur sont faites en livres turques.)
>
> Les modalités d'enregistrement de la société Icdas ne permettent pas de déterminer la date exacte de réception des paiements, le suivi des comptes clients se faisant client par client et non facture par facture. Nous avons donc fondé nos calculs sur le délai moyen de recouvrement des créances.
>
> Pour calculer le délai moyen de recouvrement des créances pendant la période de six mois étudiée, nous avons calculé, pour chaque client, le solde mensuel des comptes à recouvrer et le total des ventes effectuées. Nous avons ensuite indexé ces chiffres sur la fin de la période visée par l'enquête, c'est-à-dire décembre 1998. (On trouvera, dans la pièce jointe n° 2, les indices des prix de gros établis par l'Institut d'État de statistiques de la République de Turquie ainsi que les chiffres indexés sur la fin de la période visée par l'enquête.)
>
> Après avoir indexé ces chiffres sur la fin de la période visée par l'enquête, nous avons additionné les chiffres mensuels indexés; enfin, en divisant le total des ventes indexées par le total des comptes clients mensuels indexés, nous avons déterminé le délai moyen de recouvrement des créances pour la période étudiée. Pour le calcul de ces chiffres, prière de se reporter au tableau 4.
>
> Pour obtenir le montant des intérêts débiteurs unitaires par transaction, nous avons utilisé le taux effectif afférent aux emprunts à court terme de livres turques pour la société Icdas. Pendant la période étudiée, la société Icdas n'avait qu'un seul emprunt

[260] À la demande du Groupe spécial, la Turquie a communiqué des extraits des réponses données par les sociétés interrogées au questionnaire (pièce n° 42 de la Turquie), dans lesquels, selon la Turquie, on peut voir que les sociétés interrogées ont demandé qu'un ajustement pour frais de crédit soit apporté à la valeur normale.

à court terme à sa charge. On trouvera dans la pièce jointe n° 3 les documents montrant l'utilisation qui en a été faite.

À partir de ce taux d'intérêt et en utilisant l'équation ci-dessous, nous avons calculé les frais unitaires de crédit sur la base du coût effectif des emprunts à court terme:

(Nombre moyen de jours représentant le délai de recouvrement des créances x taux d'intérêt moyen x prix unitaire brut)/360)."[261]

Rapport de vérification

7.356 Le rapport de vérification concernant la société Icdas contient le texte ci-après relatif aux frais de crédit afférents aux ventes sur le marché intérieur:

"*Frais de crédit*
Les relevés de compte afférents à des ventes en Turquie peuvent être reçus plus tard que la date de la facture ... Le délai compris entre la date d'exigibilité du règlement du compte et la date effective du paiement a été établi à partir du grand livre des comptes clients. Le délai moyen de recouvrement des créances par tonne a été calculé et un ajustement a été fait. Le taux d'intérêt utilisé a été établi à partir des registres de la société relatifs aux emprunts à court terme."[262]

Lettre en date du 12 août 1999 des autorités égyptiennes chargées de l'enquête

7.357 Dans leur lettre du 12 août à la société Icdas, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont indiqué ce qui suit à propos des frais de crédit:

"En ce qui concerne les frais de crédit relatifs aux valeurs normales, les autorités chargées de l'enquête ont décidé de ne pas ajuster ces frais, faute de disposer d'éléments de preuve fiables concernant cet ajustement."[263]

Réponse à la lettre du 12 août 1999

7.358 La Turquie indique que le 17 août 1999, la société Icdas a envoyé une réponse à la lettre en date du 12 août des autorités égyptiennes chargées de l'enquête, s'élevant, entre autres choses, contre l'intention déclarée de ces autorités de ne pas procéder à un ajustement pour frais de crédit. Bien que dans sa première communication écrite la Turquie ait cité ce qu'elle présentait comme des extraits de cette lettre, elle n'a pas présenté au Groupe spécial la lettre elle-même, ni comme pièce jointe à sa communication, ni de toute autre manière. Nous n'avons donc pas vu l'original de la lettre du 17 août. Selon la Turquie, la société Icdas a fait valoir que le refus envisagé de procéder à un ajustement pour frais de crédit était contraire à l'article 2.4 de l'Accord antidumping, et a souligné que toutes ses ventes sur le marché intérieur étaient assorties de "conditions de paiement différé", de sorte que le fait de ne pas ajuster pour frais de crédit les prix pratiqués sur le marché intérieur "nuirait gravement à la comparaison équitable entre le prix d'exportation et le prix intérieur".[264]

Demande du 19 août; réponse du 15 septembre à la demande du 19 août; demande de renseignements complémentaires en date du 23 septembre émanant des autorités égyptiennes chargées de l'enquête; lettre en date du 28 septembre des autorités égyptiennes chargées de l'enquête; *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*;

[261] Pièce n° 42 de la Turquie, pages 4 et 5.
[262] Pièce n° 4 de la Turquie, page 6.
[263] Pièce n° 10 de la Turquie.
[264] Première communication écrite de la Turquie, section IV.A, paragraphes 20 à 23.

observations du 15 octobre concernant le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*; et *rapport final*

7.359 Dans aucun des documents susmentionnés on ne trouve de référence à la question d'un ajustement pour frais de crédit. Cela veut dire que, après que la question des coûts et de la valeur construite a été posée (comme le montre la demande du 19 août), elle n'a plus été mentionnée, ni par la société Icdas, ni par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête.

ii) Société IDC

Réponse au questionnaire

7.360 La partie pertinente de la réponse de la société IDC au questionnaire se lit comme suit:

> "Autres dépenses (crédit): Comme on l'a expliqué dans la réponse à la question posée à la section 4.3 qui concerne les frais de crédit correspondant à l'octroi de conditions de paiement différé pour les ventes sur le marché intérieur, la société IDC a utilisé l'équation suivante pour calculer les frais de crédit afférents aux ventes sur le marché intérieur:
>
> $$\frac{\text{Nombre de jours x taux d'intérêt}}{360} \times (\text{valeur facturée brute - remise 1,5\%})$$
>
> La société IDC a calculé, pour chaque mois, le nombre moyen pondéré de jours s'écoulant entre la date de la facture et la date du paiement relatifs aux ventes de barres d'armature. À partir des chiffres mensuels, elle a calculé le nombre moyen de jours s'écoulant entre la date de la facture et la date du paiement pendant la période visée par l'enquête. Une feuille de travail résumant les résultats de ces calculs est jointe (pièce B-1). Le taux d'intérêt à court terme moyen pondéré applicable aux ventes sur le marché intérieur figure sur les feuilles de travail jointes à la pièce B-1."[265]

7.361 Nous constatons que dans l'Appendice 9A concernant le coût de production des barres d'armature, la société IDC n'a communiqué aucune donnée à la rubrique intitulée "Frais de financement".[266] D'autres pièces précisent que cela tient au fait que la société IDC n'a consigné aucune composante du coût de production correspondant aux intérêts débiteurs. Nous relevons que selon l'explication donnée par la Turquie, la société IDC indiquait par là qu'elle n'avait pas à supporter de frais de financement nets une fois pris en compte les intérêts créditeurs.[267]

Rapport de vérification

7.362 Le rapport de vérification contient le passage ci-après concernant les frais de crédit afférents aux ventes sur le marché intérieur supportés par la société IDC:

> "*Frais de crédit*
> La société Izmir a indiqué que ses conditions de vente s'entendent départ usine. La facture est établie le jour où les marchandises sont enlevées de l'usine. La société a communiqué des renseignements concernant la période de crédit pour les ventes à l'examen en Turquie. L'équipe de vérification a vérifié les crédits en cours à partir des registres de la société. Le taux d'intérêt applicable a été vérifié à partir d'un

[265] Pièce n° 42 de la Turquie, pages 7 à 10.
[266] Pièce n° 42 de la Turquie, page 29.
[267] *Voir* le paragraphe 7.399, *infra*.

document bancaire. Le [illisible] utilisé dans le calcul a été précisé et un ajustement a été effectué pour frais de crédit afférents aux ventes locales."[268]

Lettre du 12 août

7.363 Dans leur lettre du 12 août à la société IDC, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont indiqué ce qui suit à propos des frais de crédit:

"En ce qui concerne les frais de crédit relatifs aux valeurs normales, les autorités chargées de l'enquête ont décidé de ne pas ajuster ces frais, faute de disposer d'éléments de preuve fiables concernant cet ajustement."[269]

Réponse à la lettre du 12 août

7.364 La Turquie indique que le 13 août 1999, la société IDC a envoyé par télécopieur une réponse à la lettre en date du 12 août des autorités égyptiennes chargées de l'enquête, exprimant la "surprise" que lui causait la décision de ne pas accorder un ajustement pour frais de crédit à la valeur normale et indiquant ce qui suit: ""dans votre rapport de vérification (qui nous a été envoyé le 17 juillet 1999), vous avez déjà vérifié le coût du crédit et votre équipe de vérification a confirmé [l'ajustement lors de la vérification]"".[270] Bien que dans la première communication écrite de la Turquie, ces passages soient présentés comme des extraits textuels de la télécopie envoyée le 13 août par la société IDC aux autorités égyptiennes chargées de l'enquête, la Turquie n'a pas présenté cette télécopie au Groupe spécial, ni comme pièce jointe à sa communication, ni de toute autre manière. Nous n'avons donc pas vu l'original de la télécopie du 13 août.

Demande du 19 août; réponse du 15 septembre à la demande du 19 août; demande de renseignements complémentaires en date du 23 septembre émanant des autorités égyptiennes chargées de l'enquête; lettre en date du 28 septembre des autorités égyptiennes chargées de l'enquête; *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*; observations du 15 octobre concernant le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*; et *rapport final*

7.365 Dans aucun des documents susmentionnés on ne trouve de référence à la question d'un ajustement pour frais de crédit. Cela veut dire que, après que la question des coûts et de la valeur construite a été posée (comme le montre la demande du 19 août), elle n'a plus été mentionnée, ni par la société IDC, ni par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête.

iii) Société Diler

Réponse au questionnaire

7.366 La partie pertinente de la réponse de la société Diler au questionnaire concernant les crédits imputés se lit ainsi:

"Nous ajoutons un champ (colonne M) dans lequel nous calculons les intérêts débiteurs imputés selon la formule:

(T1-T2)/360 x INT x PRIX UNITAIRE

[268] Pièce n° 5 de la Turquie, section 4.3.
[269] Pièce n° 10 de la Turquie.
[270] Première communication écrite de la Turquie, section IV.A, paragraphe 24.

dans laquelle T1 est la date de la facture, T2 la date de réception du paiement, INT est le taux d'intérêt commercial à court terme en Turquie (80 pour cent par an) et PRIX UNITAIRE est le prix unitaire porté sur la facture. Le chiffre inscrit dans ce champ correspond donc aux intérêts débiteurs imputés unitaires relatifs à la rubrique particulière dans la base de données, et il devrait être soustrait du prix de vente sur le marché intérieur.

Nous ajoutons un champ dans lequel est inscrit le prix net pour le critère du coût (colonne N). Le chiffre inscrit dans ce champ indique le prix unitaire brut diminué des coûts de transport (c'est-à-dire de fret terrestre). Appliquant les méthodes habituelles, dans les enquêtes antidumping, l'autorité administrante vérifie si le prix de vente sur le marché intérieur est supérieur au coût de production. Pour cela, on utilise le prix sortie usine, non compris les intérêts débiteurs imputés. Ces derniers sont exclus du prix aux fins du critère du coût, parce que les états financiers d'une société et ses registres des prix de revient ne contiennent pas d'entrée pour frais imputés, si bien que les prix de vente retenus aux fins du critère du coût ne devraient pas non plus inclure d'intérêts imputés."[271]

7.367 Dans une autre partie de sa réponse au questionnaire, la société Diler donne davantage de détails sur les frais de commercialisation et d'administration et les frais de caractère général, ainsi que sur les intérêts débiteurs, comme on le verra ci-dessous:

"Les frais de commercialisation s'obtiennent en divisant le total des frais de commercialisation indirects supportés à l'occasion de la vente de barres d'armature pendant les mois indiqués de 1998 par le coût total des produits vendus en tant que barres d'armature pendant les mois indiqués de 1998. Nous avons soustrait les frais de commercialisation directs du total des frais de commercialisation, les frais directs (fret, frais de manutention et autres frais) étant repris dans les Appendices 3B et 5 en tant qu'ajustements au prix. Si les frais directs avaient été repris dans le coût, on aurait été amené à comparer un coût frais de commercialisation inclus avec un prix frais de commercialisation exclus, ce qui ne serait pas approprié.

Les frais de caractère général et frais d'administration sont les frais de caractère général et les frais d'administration de la société Diler pour l'ensemble de l'année 1998, divisés par le coût total des produits vendus en 1998. Nous déclarons ces chiffres sur une base annuelle parce que les frais de caractère général et les frais d'administration sont des coûts "non incorporables", c'est-à-dire des coûts qui varient considérablement pendant certains mois et doivent donc être analysés sur une base annuelle.

Les intérêts débiteurs sont présentés de la même manière que les frais de caractère général et les frais d'administration, c'est-à-dire sur une base annuelle, puisque ce sont aussi des coûts non incorporables. Les intérêts débiteurs sont présentés sous forme consolidée (intérêts débiteurs du Groupe, compensés par les intérêts créditeurs du Groupe), comme il est d'usage dans les enquêtes antidumping, la monnaie étant un bien fongible."[272]

Rapport de vérification

7.368 Le rapport de vérification relatif à la société Diler contient le passage ci-après concernant les frais de crédit afférents aux ventes sur le marché intérieur:

[271] Pièce n° 42 de la Turquie, pages 12 et 13.
[272] Pièce n° 42 de la Turquie, page 21.

"*Frais de crédit*
La société a fourni des renseignements concernant la période de crédit pour les ventes à l'examen en Turquie. L'équipe a vérifié la différence entre la date de vente et la date de paiement à partir des registres comptables. Comme les livres de la société ne font pas état de financement d'emprunts à court terme, le taux d'intérêt afférent aux prêts à court terme publié par The Economist a été retenu comme source indépendante, et utilisé comme taux d'intérêt applicable. À partir de ces données, on a calculé le coût du crédit relatif aux ventes locales. Un ajustement pour coût du crédit relatif aux ventes locales a été effectué."[273]

Lettre en date du 12 août des autorités égyptiennes chargées de l'enquête

7.369 Dans leur lettre du 12 août 1999 aux sociétés Diler, Habas et Colakoglu, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont indiqué ce qui suit en ce qui concerne les frais de crédit:

"En ce qui concerne les frais de crédit relatifs aux valeurs normales pour les trois sociétés (Habas, Diler et Colakoglu), les autorités chargées de l'enquête ont décidé de ne pas ajuster ces frais pour les sociétés Habas et Colakoglu, faute de disposer d'éléments de preuve concernant cet ajustement. Le bon de commande fourni par la société Diler comme élément de preuve d'une période de crédit n'est pas fiable."[274]

Réponse à la lettre du 12 août

7.370 Le 13 août 1999, l'avocat des trois sociétés interrogées (Diler, Habas et Colakoglu) a répondu à la lettre en date du 12 août des autorités égyptiennes chargées de l'enquête.[275] À propos de l'indication donnée par ces autorités, selon laquelle elles refusaient d'accorder l'ajustement pour frais de crédit réclamé pour chacune des sociétés, ces dernières ont fait valoir qu'un tel refus n'était pas justifiable dès lors que les chiffres relatifs aux frais de crédit avaient été vérifiés. En particulier, elles ont soutenu que les indications contenues dans les rapports de vérification, selon lesquelles des ajustements pour frais de crédit avaient été effectués, constituaient des constatations de fait établies par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête et juridiquement contraignantes. Notant que la raison avancée pour refuser de procéder à un ajustement était l'absence d'éléments de preuve, ces sociétés ont fait valoir que les éléments de preuve avaient été entièrement vérifiés quant au nombre de jours de crédit accordés par chaque société au titre de ses ventes sur le marché intérieur et quant au taux d'intérêt en vigueur.[276]

Demande du 19 août; réponse du 15 septembre à la demande du 19 août; demande de renseignements complémentaires en date du 23 septembre émanant des autorités égyptiennes chargées de l'enquête; lettre en date du 28 septembre des autorités égyptiennes chargées de l'enquête; *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*; observations du 15 octobre concernant le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*; et *rapport final*

7.371 Dans aucun des documents susmentionnés on ne trouve de référence à la question d'un ajustement pour frais de crédit. Cela veut dire que, après que la question des coûts et de la valeur construite a été posée (comme le montre la demande du 19 août), elle n'a plus été mentionnée, ni par la société Diler, ni par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête.

[273] Pièce n° 6 de la Turquie, page 7.
[274] Pièce n° 10 de la Turquie.
[275] Pièce n° 25 de la Turquie.
[276] *Ibid.*, pages 14 à 16.

iv) Société Colakoglu

Réponse au questionnaire

7.372 La partie pertinente de la réponse de la société Colakoglu au questionnaire se lit ainsi:

> "Nous ajoutons un champ dans lequel nous calculons les intérêts débiteurs nets selon la formule:
>
> (T1-T2)/360 x INT x PRIX UNITAIRE
>
> dans laquelle T1 est la date de la facture, T2 la date de réception du paiement, INT est le taux d'intérêt commercial à court terme en Turquie (80 pour cent par an - voir la pièce n° 4 jointe) et PRIX UNITAIRE est le prix unitaire porté sur la facture. Le chiffre inscrit dans ce champ correspond donc aux intérêts débiteurs imputés unitaires relatifs à la rubrique particulière dans la base de données. La pratique antidumping habituelle voudrait que le crédit imputé soit soustrait du prix unitaire aux fins des comparaisons de prix à prix entre prix intérieur et prix d'exportation (puisque ces deux prix comportent, ou peuvent comporter, un crédit imputé). Toutefois, le crédit imputé ne devrait *pas* être soustrait du prix unitaire lorsqu'il s'agit de déterminer si une vente est réalisée à un prix supérieur au coût, puisque le coût de production ne comporte pas d'élément correspondant au crédit imputé, et que les deux termes de la comparaison devraient être examinés *in pari materia*."[277]

Rapport de vérification

7.373 Le rapport de vérification concernant la société Colakoglu contient le passage ci-après relatif aux frais de crédit:

> "*Frais de crédit*
> Les frais de crédit afférents aux ventes en Turquie pendant la période d'exportation (avril-août 1998) ont été calculés pour les ventes sur le marché intérieur assorties de conditions de paiement différé. Le paiement différé désigne la période pendant laquelle la société devra attendre d'être payée, avant de pouvoir présenter à l'encaissement le chèque postdaté. L'équipe chargée de l'enquête a obtenu des précisions quant à la date d'exigibilité du paiement pour différentes ventes réalisées pendant la période, établissant ainsi la durée du crédit à partir des registres de la société. Le taux d'intérêt a été établi à partir du taux publié dans The Economist pour la période. La société n'avait aucun emprunt à court terme à sa charge pendant la période."[278]

Lettre en date du 12 août des autorités égyptiennes chargées de l'enquête, et réponse à la lettre du 12 août

7.374 Les passages de la lettre du 12 août adressée par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête, et la réponse à cette lettre en ce qui concerne la société Colakoglu sont reproduits, *supra*, à propos de la société Diler.

Demande du 19 août; réponse du 15 septembre à la demande du 19 août; demande de renseignements complémentaires en date du 23 septembre émanant des autorités égyptiennes chargées de l'enquête; lettre en date du 28 septembre des autorités

[277] Pièce n° 42 de la Turquie, pages 15 et 16.
[278] Pièce n° 7 de la Turquie, page 6.

égyptiennes chargées de l'enquête; ***rapport sur les faits essentiels et les conclusions*****; observations du 15 octobre concernant le** ***rapport sur les faits essentiels et les conclusions*****; et** ***rapport final***

7.375 Dans aucun des documents susmentionnés on ne trouve de référence à la question d'un ajustement pour frais de crédit. Cela veut dire que, après que la question des coûts et de la valeur construite a été posée (comme le montre la demande du 19 août), elle n'a plus été mentionnée, ni par la société Colakoglu, ni par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête.

v) Société Habas

Réponse au questionnaire

7.376 La partie pertinente de la réponse de la société Habas au questionnaire se lit ainsi:

> "Nous ajoutons un champ pour l'élément intérêts du prix facturé puisque, comme on l'a expliqué plus haut, l'élément intérêts dépend des conditions de paiement et représente une partie importante du prix.
>
> Nous ajoutons un champ dans lequel apparaît le nombre de jours séparant la date de la facture de la date du paiement (la période pour laquelle des intérêts débiteurs seront imputés).
>
> Nous ajoutons un champ dans lequel nous calculons les intérêts débiteurs nets (frais de crédit, colonne M) selon la formule:
>
> N/360 x INT x PRIX UNITAIRE
>
> dans laquelle N est la période de crédit imputé, INT le taux d'intérêt commercial à court terme en Turquie (80 pour cent), et PRIX UNITAIRE le prix unitaire porté sur la facture. Le chiffre inscrit dans ce champ est donc celui des intérêts débiteurs imputés unitaires relatifs à la rubrique particulière dans la base de données, et il devrait être soustrait du prix de vente sur le marché intérieur.
>
> Nous ajoutons un champ aux fins de la comparaison du prix avec le coût de production, à savoir la colonne J. Il s'agit de la valeur facturée, non compris le crédit imputé. C'est là le chiffre qu'il convient d'utiliser pour le critère du coût, puisque les données relatives aux coûts excluent, elles aussi, le crédit imputé."[279]

7.377 La réponse de la société Habas au questionnaire contient aussi le passage ci-après concernant les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général:

> "Les frais de commercialisation s'obtiennent en divisant le total des frais de commercialisation indirects supportés à l'occasion de la vente de barres d'armature pendant les mois de novembre et décembre 1998 par le coût total des produits vendus en tant que barres d'armature pendant les mois de novembre et décembre 1998. Nous avons soustrait les frais de commercialisation directs du total des frais de commercialisation, les frais directs (fret, frais de manutention et autres frais) étant repris dans les Appendices 3B et 5 en tant qu'ajustements au prix. Si les frais directs avaient été repris dans le coût, on aurait été amené à comparer un coût frais de commercialisation inclus avec un prix frais de commercialisation exclus, ce qui ne serait pas approprié.

[279] Pièce n° 42 de la Turquie, pages 18 et 19.

> Les frais de caractère général et frais d'administration sont les frais de caractère général et les frais d'administration de l'aciérie pour l'ensemble de l'année 1998, divisés par le coût total des produits vendus en 1998. Nous déclarons ces chiffres sur une base annuelle parce que les frais de caractère général et les frais d'administration sont des coûts "non incorporables", c'est-à-dire des coûts qui varient considérablement pendant certains mois et doivent donc être analysés sur une base annuelle.
>
> Les intérêts débiteurs sont présentés de la même manière que les frais de caractère général et les frais d'administration, c'est-à-dire sur une base annuelle, puisque ce sont aussi des coûts non incorporables. Les intérêts débiteurs sont présentés sous forme consolidée (intérêts débiteurs du Groupe, compensés par les intérêts créditeurs du Groupe)."[280]

Rapport de vérification

7.378 Le rapport de vérification concernant la société Habas contient le passage ci-après relatif aux frais de crédit:

> "*Frais de crédit*
> Les frais de crédit afférents aux ventes en Turquie pendant la période d'exportation (novembre/décembre 1998) ont été vérifiés à partir des registres de la société. La méthode de calcul utilisant la formule N/360 x taux d'intérêt x prix unitaire a été admise. Comme la société n'avait aucun emprunt à court terme à sa charge, le taux à court terme publié dans *The Economist* a été admis comme taux d'intérêt utilisé. Le chiffre des ventes locales a été ajusté pour frais de crédit."[281]

Lettre en date du 12 août des autorités égyptiennes chargées de l'enquête, et réponse à la lettre du 12 août

7.379 Les passages de la lettre du 12 août adressée par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête, et la réponse à cette lettre en ce qui concerne la société Habas sont reproduits, *supra*, à propos de la société Diler.

Demande du 19 août; réponse du 15 septembre à la demande du 19 août; demande de renseignements complémentaires en date du 23 septembre émanant des autorités égyptiennes chargées de l'enquête; lettre en date du 28 septembre des autorités égyptiennes chargées de l'enquête; *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*; observations du 15 octobre concernant le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*; et *rapport final*

7.380 Dans aucun des documents susmentionnés on ne trouve de référence à la question d'un ajustement pour frais de crédit en ce qui concerne la société Habas. Cela veut dire que, après que la question des coûts et de la valeur construite a été posée (comme le montre la demande du 19 août), elle n'a plus été mentionnée, ni par la société Habas, ni par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête.

b) Évaluation par le Groupe spécial

7.381 Nous rappelons que nous ne pouvons nous prononcer sur cette allégation qu'en nous fondant sur les faits consignés au dossier quant à la question de savoir si, au cours de l'enquête, les sociétés

[280] Pièce n° 42 de la Turquie, page 26.
[281] Pièce n° 8 de la Turquie, page 7.

interrogées ont démontré (sous réserve de l'obligation faite aux autorités égyptiennes chargées de l'enquête de ne pas imposer une charge de la preuve déraisonnable en ce qui concerne l'ajustement) qu'il était véritablement nécessaire d'ajuster la valeur normale construite en fonction des frais de crédit afin d'assurer une comparaison équitable entre valeur normale et prix d'exportation. Nous notons ici qu'au début de l'enquête, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont invité les sociétés interrogées à indiquer dans leurs réponses au questionnaire tous ajustements que, selon elles, ces autorités devaient apporter aux prix intérieurs et prix d'exportation déclarés, ainsi qu'à fournir des renseignements concernant de tels ajustements, y compris, spécifiquement, pour frais de crédit. Nous notons aussi que toutes les sociétés interrogées ont affirmé dans leurs réponses au questionnaire qu'il y avait lieu d'apporter aux prix de vente intérieurs un ajustement pour frais de crédit afin de tenir compte du délai séparant la date de réception du paiement de la date d'établissement de la facture. Toutes ont proposé des formules permettant de calculer ces frais de crédit et communiqué des renseignements concernant la valeur de certaines des variables utilisées. Ces renseignements ont été discutés dans les rapports de vérification, et ensuite, lorsque les sociétés interrogées ont été informées qu'en fin de compte ils avaient été rejetés, trois au moins d'entre elles ont présenté des observations s'élevant contre cette mesure. Tous ces échanges de renseignements et de correspondance entre les sociétés interrogées et les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont pris place dans le cadre de l'examen de la valeur normale fondée sur les prix de vente intérieurs en Turquie.

7.382 Toutefois, lorsque l'enquête relative à l'existence d'un dumping a changé de portée pour s'attacher à la valeur construite, il n'a plus été fait référence à la question d'un ajustement à la valeur normale pour frais de crédit, ni par aucune des sociétés interrogées, ni par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête. Il est donc clair que pendant la phase de l'enquête consacrée à la valeur construite, aucune demande ou allégation explicite ayant trait à un tel ajustement n'a été présentée par aucune société interrogée. La question que nous devons résoudre devient alors celle de savoir si, compte tenu des renseignements concernant cette question versés au dossier à l'occasion de la phase antérieure de l'enquête, les sociétés interrogées avaient démontré qu'il y avait lieu de procéder à un ajustement, indépendamment de la question de savoir si la valeur normale était déterminée sur la base des prix ou sur la base de la valeur construite.

7.383 Nous rappelons que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont, le 12 août, fait connaître aux sociétés interrogées que leurs allégations concernant l'ajustement (aux prix de vente intérieurs) en fonction des frais de crédit seraient rejetées essentiellement pour manque d'éléments de preuve, et nous rappelons aussi que les trois sociétés interrogées qui utilisaient les services du même avocat (les sociétés Diler, Colakoglu et Habas) se sont élevées contre cette décision, insistant sur le fait que les renseignements relatifs aux frais de crédit qu'elles avaient fournis avaient été vérifiés, et que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête étaient légalement tenues par les constatations établies à l'issue de la vérification. Nous notons aussi l'affirmation de la Turquie selon laquelle les sociétés Icdas et IDC avaient aussi répondu par écrit à la lettre du 12 août reçue des autorités égyptiennes chargées de l'enquête, faisant valoir qu'il y avait lieu d'ajuster leurs prix de vente intérieurs en fonction des frais de crédit, cet ajustement ayant été vérifié.

7.384 Examinant plus avant les renseignements relatifs aux frais de crédit présentés par les sociétés Diler, Colakoglu et Habas, nous notons qu'il y a des références à cette question dans leurs réponses au questionnaire initial concernant les renseignements relatifs au coût de production à utiliser pour l'application du critère des ventes à des prix inférieurs au coût (qu'elles désignent par l'expression "critère du coût"). Ces sociétés indiquaient que les frais de crédit n'avaient pas été inclus, et que par conséquent il fallait comparer le coût de production avec un prix de vente intérieur non ajusté pour frais de crédit, afin d'assurer une comparaison correcte. En particulier, la société Diler a indiqué ce qui suit:

> "Les intérêts imputés sont exclus des prix aux fins du critère du coût parce que les états financiers d'une société et ses registres des prix de revient *ne contiennent pas* d'entrée pour frais imputés, si bien que les prix de vente retenus aux fins du critère du

> coût ne devraient pas non plus inclure d'intérêts imputés." (pas d'italique dans l'original)[282]

La société Colakoglu a indiqué ce qui suit:

> "Toutefois, le crédit imputé ne devrait *pas* être soustrait du prix unitaire lorsqu'il s'agit de déterminer si une vente est réalisée à un prix supérieur au coût, puisque le coût de production ne comporte pas d'élément correspondant au crédit imputé, et que les deux termes de la comparaison devraient être examinés *in pari materia*." (non souligné dans l'original; italique dans l'original)[283]

La société Habas a indiqué ce qui suit:

> "Nous ajoutons un champ aux fins de la comparaison du prix avec le coût de production, à savoir la colonne J. Il s'agit de la valeur facturée, non compris le crédit imputé. C'est là le chiffre qu'il convient d'utiliser pour le critère du coût, puisque les données relatives aux coûts *excluent*, elles aussi, le crédit imputé." (pas d'italique dans l'original)[284]

7.385 En l'espèce, la manière dont la question de la détermination de la valeur normale a évolué pouvait amener les autorités égyptiennes chargées de l'enquête à examiner un certain nombre d'importantes questions techniques portant sur les différences entre la valeur normale évaluée sur la base des prix de vente intérieurs et les valeurs normales construites obtenues, et sur la nécessité de procéder à quelque ajustement pour pouvoir comparer la valeur normale construite et le prix d'exportation. En fait, l'examen entrepris par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête semble s'être limité au cas des ajustements pour frais de crédit apportés aux prix de vente intérieurs et, dans le cadre de cet examen, les renseignements relatifs aux conditions de crédit présentés par les sociétés interrogées ont été rejetés, parce qu'ils étaient (de l'avis des autorités égyptiennes chargées de l'enquête) insuffisants et/ou peu fiables. Les sociétés turques interrogées se sont élevées contre ce rejet, dans des communications aux autorités égyptiennes chargées de l'enquête. Après ce stade de l'enquête, aucun nouvel examen de la question d'un ajustement pour frais de crédit n'apparaît dans aucune pièce communiquée au Groupe spécial, qu'elle ait été présentée par les sociétés interrogées ou émane des autorités égyptiennes chargées de l'enquête. Ces autorités semblent ne pas avoir examiné du tout s'il y avait lieu d'ajuster les valeurs normales construites en fonction des frais de crédit. Dans le présent différend, les parties ne nous ont pas présenté d'éléments de preuve montrant que cette question avait été examinée à propos des valeurs normales construites, et nous devons donc supposer que le dernier échange portant sur la question a été constitué par la notification faisant connaître aux sociétés interrogées que leur demande tendant à obtenir un ajustement aux valeurs normales fondées sur le prix de vente intérieur avait été rejetée et par les plaintes qu'elles avaient ensuite présentées.

7.386 Outre cette analyse factuelle de ce qui s'est effectivement produit pendant l'enquête, les parties ont engagé un débat, portant sur les ajustements aux valeurs normales construites, et sur la question de savoir si l'article 2.4 était applicable et exigeait de tels ajustements. Elles ont présenté au Groupe spécial des précédents comparables empruntés à différentes juridictions, et fait valoir des arguments quant à la justification économique et à l'appréciation correcte de ce qu'une valeur normale construite devrait être censée représenter. Il nous semble que ces questions sont soulevées devant nous pour la première fois par les parties: elles n'ont pas été abordées devant les autorités égyptiennes chargées de l'enquête. Le Groupe spécial est une instance différente des autorités égyptiennes chargées de l'enquête, et n'a pas à se substituer à ces autorités. À cet égard, nous rappelons ce que nous avons dit de la relation entre ce que les autorités chargées de l'enquête sont tenues de faire, quant

[282] Pièce n° 42 de la Turquie, page 12.
[283] *Ibid.*, page 15.
[284] *Ibid.*, page 18.

à la forme, en vertu de l'Accord antidumping lorsqu'elles mènent une enquête antidumping, et ce que les parties intéressées doivent elles-mêmes apporter, en termes d'éléments de preuve et d'arguments, pour que les questions qui les préoccupent soient examinées et prises en compte dans les déterminations établies par les autorités compétentes.[285] En l'espèce, ayant pris connaissance du *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*, où il était clairement indiqué qu'une valeur normale construite avait été retenue sans ajustement tenant compte des conditions de crédit, les sociétés interrogées n'ont rien fait pour protéger leurs intérêts.

7.387 Cette allégation de la Turquie est un exemple de la situation difficile dans laquelle se trouve un Membre plaignant lorsqu'il se présente devant un groupe spécial et allègue que les autorités chargées de l'enquête ont commis une infraction sur une question de fond, mais que la question de fond elle-même n'a pas été abordée avec ces autorités. Les faits et les circonstances propres à chaque affaire peuvent varier. En l'espèce, nous constatons que certains renseignements concernant les coûts de crédit imputés des sociétés interrogées et la manière dont ces coûts devaient être traités avaient été communiqués aux autorités égyptiennes chargées de l'enquête. Ces renseignements étaient demandés dans le questionnaire adressé aux exportateurs, pour être, sans nul doute, examinés aux fins d'un éventuel ajustement à prendre en compte à un moment ou à un autre de l'enquête. Toutefois, la question d'un ajustement a ensuite été abordée entre les parties à propos d'une valeur normale fondée sur les prix de vente intérieurs. Lorsque les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont abandonné l'approche de la valeur normale en faveur de l'approche de la valeur construite, et que cette réorientation a été communiquée aux sociétés interrogées, rien d'autre n'a été dit ni par l'une quelconque des sociétés interrogées, ni par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête quant à la question de savoir s'il y avait lieu d'ajuster la valeur construite pour tenir compte des frais de crédit et, dans l'affirmative, comment cet ajustement devrait être calculé. Tout bien considéré, nous estimons que les sociétés interrogées auraient dû faire état de leurs préoccupations à ce moment-là. En l'absence d'une telle allégation et, répétons-le, en nous bornant aux faits de la cause, nous ne croyons pas que la Turquie ait établi une violation *prima facie* de leurs obligations par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête.

7.388 Cela dit, en considération des efforts consacrés par les parties aux recherches nécessaires pour présenter au Groupe spécial leurs arguments respectifs sur ce point, nous voudrions ajouter que selon nous, la construction d'une valeur normale au titre de l'article 2.2 n'empêche pas d'examiner l'opportunité d'apporter divers ajustements à la valeur normale et au prix d'exportation avec lequel elle doit être comparée. Une valeur normale construite est, en fait, un prix théorique, "construit" en additionnant le prix de revient, les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général, et un bénéfice. Dans tel ou tel cas, ce prix construit pourra tenir compte ou ne pas tenir compte des frais de crédit. Ainsi, ce qu'il pourrait être nécessaire, dans une enquête donnée, de prendre en compte pour procéder aux ajustements requis pour s'acquitter de l'obligation d'assurer une comparaison équitable comme le prévoit l'article 2.4 ne peut être limité par la définition simpliste de la valeur normale comme étant celle qui a été construite conformément à l'article 2.2.

5. Allégation au titre de l'article 2.2.1.1 et 2.2.2 – Compensation des intérêts créditeurs

7.389 La Turquie allègue que faute d'avoir déduit les intérêts créditeurs à court terme des intérêts débiteurs dans le calcul des intérêts débiteurs nets qu'elles ont inclus dans le coût de production et la valeur normale construite, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont enfreint l'article 2.1.1.1 selon lequel "les frais seront normalement calculés sur la base des registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête, à condition que ces registres soient tenus conformément aux principes comptables généralement acceptés du pays exportateur et tiennent compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré". La Turquie allègue en outre qu'en ne déduisant pas les intérêts débiteurs à court terme, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont aussi enfreint l'article 2.2.2, qui dispose que "les montants correspondants aux frais

[285] Section VII.A, *supra*.

d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général ... seront fondés sur des données réelles concernant la production et les ventes, au cours d'opérations commerciales normales, du produit similaire par l'exportateur ou le producteur faisant l'objet de l'enquête". Selon la Turquie, les états financiers des sociétés interrogées étaient établis conformément aux pratiques comptables généralement acceptées en Turquie et, dans ces états financiers, une distinction était faite entre les revenus d'exploitation et les revenus hors exploitation, les intérêts créditeurs à court terme étant classés comme revenus d'exploitation. Selon la Turquie, cette classification signifie que ces revenus sont liés aux activités essentielles que sont la production et la vente de barres d'armature. De plus, selon la Turquie, les intérêts créditeurs à court terme sont compensés par les intérêts débiteurs et d'autres frais pour obtenir le revenu net des sociétés. En d'autres termes, pour avoir une idée exacte du coût entièrement ventilé associé à la production, ces revenus doivent être déduits. Enfin, la Turquie soutient qu'une telle compensation des intérêts créditeurs est accordée dans d'autres juridictions parce que les entreprises ont habituellement un fonds de roulement de réserve dans des comptes portant intérêt pour répondre aux besoins quotidiens de liquidités et aux besoins en fonds de roulement. Elle indique à cet égard qu'un groupe spécial de l'ALENA chargé d'examiner une décision rendue par le Ministère du revenu national du Canada a donné pour instructions à ce dernier de compenser les intérêts débiteurs par les intérêts créditeurs à court terme, expliquant que, selon les règles comptables généralement acceptées, les intérêts créditeurs à court terme sont considérés comme un élément du cycle d'exploitation courant. La Turquie fait aussi valoir qu'une décision d'un tribunal des États-Unis soutient aussi son point de vue.

7.390 L'Égypte soutient que la décision des autorités égyptiennes chargées de l'enquête de ne pas tenir compte des intérêts créditeurs dans le calcul du coût de production, au motif qu'il avait été constaté que ces intérêts n'étaient pas suffisamment liés aux coûts de production des sociétés interrogées, était compatible avec l'article 2.2.1.1 et 2.2.2 de l'Accord antidumping, et que les allégations de la Turquie sont à la fois juridiquement incorrectes et fondées sur une interprétation erronée de la pratique d'autres juridictions. L'Égypte note que le texte de l'article 2.2.1.1 fait référence aux "frais associés à la production et à la vente du produit considéré" et que le texte de l'article 2.2.2 donne pour instructions aux autorités chargées de l'enquête d'utiliser, pour déterminer les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général, "des données ... concernant la production et les ventes". L'Égypte souligne que l'article 2.2.1.1 autorise aussi les autorités chargées de l'enquête à ajuster le coût de production en fonction des éléments non renouvelables pendant la période visée par l'enquête. Selon l'Égypte, les dispositions citées confirment que les autorités doivent déterminer le coût de production normal et ignorer les éléments exceptionnels. Selon elle, l'exclusion des frais qui ne sont pas liés à la production ou à la vente du produit, mais se rattachent aux activités financières de la société dans son ensemble se fonde sur une interprétation admissible des dispositions en cause et est donc compatible avec l'Accord antidumping. L'Égypte fait de plus valoir que d'autres juridictions (à savoir les États-Unis, les Communautés européennes et le Canada) n'autorisent la déduction des intérêts créditeurs à court terme que lorsqu'il est démontré que ces intérêts sont associés à la production ou à la vente du produit concerné.

7.391 Le texte intégral de l'article 2.2.1.1 est libellé comme suit:

> "Aux fins du paragraphe 2, les frais seront normalement calculés sur la base des registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête, à condition que ces registres soient tenus conformément aux principes comptables généralement acceptés du pays exportateur et tiennent compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré. Les autorités prendront en compte tous les éléments de preuve disponibles concernant la juste répartition des frais, y compris ceux qui seront mis à disposition par l'exportateur ou le producteur au cours de l'enquête, à condition que ce type de répartition ait été traditionnellement utilisé par l'exportateur ou le producteur, en particulier pour établir les périodes appropriées d'amortissement et de dépréciation et procéder à des ajustements concernant les dépenses en capital et autres frais de développement. À moins qu'il n'en ait déjà été

tenu compte dans la répartition visée au présent alinéa, les frais seront ajustés de manière appropriée en fonction des éléments non renouvelables des frais dont bénéficie la production future et/ou courante, ou des circonstances dans lesquelles les frais ont été affectés, pendant la période couverte par l'enquête, par des opérations de démarrage d'une production." (note de bas de page omise)

7.392 Les dispositions pertinentes de l'article 2.2.2 sont libellées comme suit:

"Aux fins du paragraphe 2, les montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général, ainsi qu'aux bénéfices, seront fondés sur des données réelles concernant la production et les ventes, au cours d'opérations commerciales normales, du produit similaire par l'exportateur ou le producteur faisant l'objet de l'enquête."

7.393 Nous constatons que ces deux dispositions soulignent deux éléments, d'abord, que le coût de production doit être calculé sur la base des livres et registres mêmes tenus par la société en question, pour autant qu'ils soient tenus conformément aux principes comptables généralement acceptés mais, deuxièmement, que les frais à inclure sont ceux qui correspondent raisonnablement aux frais *associés à* la production et à la vente du produit examiné. Bien que l'Égypte fasse valoir dans le premier cas que la décision des autorités égyptiennes chargées de l'enquête de ne pas compenser les intérêts débiteurs par les intérêts créditeurs était fondée sur une interprétation admissible des dispositions pertinentes, nous ne croyons pas que la question soulevée par cette allégation puisse être résolue sur cette base. Bien au contraire, ici encore, nous croyons que la disposition elle-même indique clairement que, dans toute enquête, le calcul des coûts doit être déterminé en fonction des particularités, à la lumière des faits particuliers propres à cette enquête. Cette détermination, à son tour, s'articule sur la question de savoir si un élément de coût particulier se rattache ou ne se rattache pas, dans cette enquête, à la production et à la vente du produit en question *dans cette affaire*. Ainsi, en particulier, nous devons examiner, dans leurs détails, les éléments de preuve versés au dossier pour pouvoir conclure si, dans l'enquête sur les barres d'armature, il y avait au dossier des éléments de preuve indiquant que les intérêts créditeurs à court terme étaient "raisonnablement" liés au coût de la production et de la vente des barres d'armature, et si, de ce fait, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête avaient l'obligation de tenir compte de ces revenus dans le calcul du coût de production.

a) Éléments de fait

i) Société Icdas

Réponse au questionnaire

7.394 La partie pertinente de la réponse de la société Icdas au questionnaire se lit ainsi:

"Intérêts créditeurs

En cas de paiement tardif, la société Icdas établit généralement une nouvelle facture. Selon le système d'enregistrement de la société Icdas, les factures de ce genre sont rassemblées sous les numéros de compte 602 7000003 et 602 7000004. Comme ces factures pour paiement tardif ne peuvent pas être rattachées aux factures, nous avons ventilé ces chiffres totaux sur une base mensuelle. Le chiffre mensuel total est réparti entre toutes les transactions réalisées pendant un mois donné, compte tenu des quantités. Pour le calcul et l'imputation de ces dépenses, prière de se reporter au tableau 5."

7.395 Le passage ci-dessus n'est mentionné dans aucune des autres pièces qui nous ont été présentées, et on ne voit donc pas clairement de quoi il traite exactement, ni comment il se rapporte à cette allégation, s'il s'y rapporte.

Demande du 19 août; réponse à la demande du 19 août; demande de renseignements complémentaires en date du 23 septembre; réponse à la demande de renseignements complémentaires en date du 23 septembre

7.396 Dans aucun des documents susmentionnés adressés à la société Icdas ou présentés par elle, il n'y est fait référence à la question des intérêts créditeurs.

Rapport sur les faits essentiels et les conclusions

7.397 Le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions* contient le texte ci-dessous concernant les intérêts créditeurs de la société Icdas:

> "Aux coûts ci-dessus, les autorités chargées de l'enquête ont ajouté un montant pour intérêts débiteurs. Les autorités chargées de l'enquête n'ont pas compensé ce montant par les intérêts créditeurs, car elles ne jugent pas ces intérêts créditeurs suffisamment liés à la production pour être susceptibles d'être inclus dans le calcul de la valeur construite."[286]

Rapport final

7.398 Le texte du *rapport final* concernant les intérêts débiteurs de la société Icdas[287] est identique au texte figurant dans le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*.

ii) Société IDC

Réponse au questionnaire

7.399 La Turquie n'a fourni aucune partie narrative extraite de la réponse au questionnaire envoyée par la société IDC, qui aurait trait aux intérêts créditeurs, et nous devons donc supposer que cette réponse ne comportait aucun élément narratif. La Turquie a simplement communiqué l'Appendice 9A de la réponse de la société IDC au questionnaire, qui ne contient absolument aucune entrée pour la rubrique intitulée "Frais de financement". Selon la Turquie, cela montre que la société IDC indiquait par là qu'elle n'avait pas de frais nets après déduction des intérêts créditeurs. La Turquie note à cet égard que les états financiers joints à la réponse en date du 9 septembre 1999 de la société IDC à la demande en date du 19 août montrent que les intérêts créditeurs compensaient la quasi-totalité des intérêts débiteurs de la société.[288]

Demande de renseignements complémentaires en date du 23 septembre

7.400 Dans leur demande en date du 23 septembre 1999, faisant suite à la réponse de la société IDC à leur demande en date du 19 août, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont demandé ce qui suit concernant les intérêts débiteurs:

> "1 - Intérêts débiteurs:
>
> Fournir une liste indiquant séparément les intérêts débiteurs et les intérêts créditeurs."[289]

---

[286] Pièce n° 15 de la Turquie, page 23 (paragraphe 3.2.5.2).
[287] Pièce n° 16 de la Turquie, page 29.
[288] Réponse écrite de la Turquie, datée du 14 mars 2002, à la question n° 10 qui lui a été adressée et qui figure dans les *Questions écrites posées par le Groupe spécial*, lesquelles sont datées du 27 février 2002 - Annexe 8-1.
[289] Pièce n° 13.1.2 de l'Égypte.

Demande de renseignements complémentaires en date du 28 septembre

7.401 Dans leur lettre du 28 septembre 1999 à la société IDC, faisant suite à la réponse de cette société à leur demande du 23 septembre, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont adressé la demande ci-après concernant les intérêts:

> "Veuillez fournir une liste indiquant séparément les intérêts débiteurs et les intérêts créditeurs, et faisant apparaître la différence entre intérêts débiteurs et intérêts créditeurs par tonne, pendant l'année 1998, sur une base mensuelle."[290]

Rapport sur les faits essentiels et les conclusions

7.402 En ce qui concerne la société IDC, le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions* indique ce qui suit, en ce qui concerne les intérêts débiteurs, en son paragraphe 3.2.5.2:

> "Aux coûts ci-dessus, les autorités chargées de l'enquête ont ajouté un montant pour intérêts débiteurs. Les autorités chargées de l'enquête n'ont pas compensé ce montant par les intérêts créditeurs, car elles ne jugent pas ces intérêts créditeurs suffisamment liés à la production pour être susceptibles d'être inclus dans le calcul de la valeur construite ..."[291]

Observations de la société IDC concernant le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*

7.403 Dans ses observations du 15 octobre concernant le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*, la société IDC indique ce qui suit en ce qui concerne le traitement par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête des intérêts débiteurs et des intérêts créditeurs de la société IDC[292]:

> "3 - Nous n'acceptons pas le point de vue des autorités lorsqu'elles ne jugent pas les intérêts créditeurs suffisamment liés à la production. Quand bien même cet argument serait correct, les autorités n'auraient pas dû retenir ce chiffre isolément par rapport à l'ensemble de la période visée par l'enquête et aux intérêts débiteurs à long terme.
>
> Comme vous l'avez demandé, nous avons présenté séparément tous nos intérêts débiteurs sur la feuille de travail qui vous a été adressée le 29 septembre 1999. Cette feuille de travail montre que nos intérêts débiteurs à long terme ont trait à l'acquisition de navires; les documents bancaires relatifs à l'acquisition des deux navires "IDC-1" et "IDC-2" sont joints. (Pièce jointe n° 1)
>
> Fait particulièrement important, les intérêts créditeurs doivent, comme vous le savez, être rattachés à tous les produits qui peuvent être vendus, tels que ronds, barres à haute adhérence, billettes, produits de qualité inférieure, produits d'une longueur insuffisante, déchets et rejets. De plus, les intérêts débiteurs ne peuvent être rattachés aux seules barres à haute adhérence, cela n'est pas compréhensible.
>
> Les autorités auraient dû prendre en considération les mois de la période visée par l'enquête.
>
> De plus, les autorités ont sorti le *chiffre des bénéfices* de notre compte de résultats. Ce chiffre inclut nos *bénéfices financiers* qui n'ont pas été pris en considération par

[290] Pièce n° 13.1.3 de l'Égypte.
[291] Pièce n° 15 de la Turquie, page 23.
[292] Pièce n° 27 de la Turquie, pages 2 et 3.

> les autorités aux fins du calcul du coût de production. Cela aussi est contradictoire et n'est pas compréhensible."

Rapport final

7.404 Dans le *rapport final*, le texte concernant les intérêts débiteurs de la société IDC est identique au texte figurant dans le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*.[293]

iii) Société Diler

Réponse au questionnaire

7.405 La réponse de la société Diler au questionnaire contient le texte ci-après concernant les intérêts débiteurs, dans la section relative au coût de production:

> "Les intérêts débiteurs sont présentés de la même manière que les frais de caractère général et les frais d'administration, c'est-à-dire sur une base annuelle, puisque ce sont aussi des coûts non incorporables. Les intérêts débiteurs sont présentés sous forme consolidée (intérêts débiteurs du Groupe, compensés par les intérêts créditeurs du Groupe), comme il est d'usage dans les enquêtes antidumping, la monnaie étant un bien fongible."[294]

L'Appendice 9A de la réponse de la société Diler au questionnaire[295] comprend une colonne intitulée "intérêts débiteurs (créditeurs)", où figurent des nombres négatifs (c'est-à-dire indiquant un revenu net) pour tous les mois pour lesquels des données sont communiquées.

Demande du 19 août

7.406 La demande adressée le 19 août à la société Diler contient le passage ci-après concernant les intérêts créditeurs et débiteurs:

> "Les coûts déclarés ne comprenaient aucun coût financier, pourtant, le compte de résultats présenté par la société Diler faisait état de dépenses de financement importantes. Les coûts déclarés comprennent une déduction au titre des "intérêts débiteurs"; les autorités chargées de l'enquête aimeraient obtenir des explications concernant cet élément et souhaiteraient savoir pourquoi il est déduit du coût de production."[296]

Réponse du 15 septembre à la demande du 19 août

7.407 Le 15 septembre, la société Diler a répondu à la demande en date du 19 août. Cette réponse était envoyée sous couvert d'une lettre commune au nom des sociétés Diler, Habas et Colakoglu. Elle contenait l'énoncé ci-dessous concernant les intérêts débiteurs négatifs que ces sociétés avaient déclarés dans leurs réponses au questionnaire:

> "Quant à la question des intérêts débiteurs négatifs, le fait est que les intérêts créditeurs ont été supérieurs aux intérêts débiteurs. Les sociétés investissent régulièrement leur fonds de roulement dans des placements à très court terme, comme

[293] Pièce n° 16 de la Turquie, page 29.
[294] Pièce n° 42 de la Turquie, page 21.
[295] *Ibid.*, page 22.
[296] Pièce n° 11 de la Turquie.

les prêts au jour le jour (JJ), qui offrent des intérêts pouvant aller jusqu'à 120 pour cent par an."[297]

...

"S'agissant des intérêts débiteurs des sociétés interrogées, chacune d'entre elles a communiqué ses états financiers dans le fichier "mfr income stmt" figurant dans la pièce n° 2 jointe à la réponse au questionnaire (communications des bases de données). [note de bas de page omise] Il ressort clairement de ces états financiers, ainsi que des feuilles de travail jointes aux communications sur les coûts (Appendice 9A), que les intérêts créditeurs à court terme ont été supérieurs aux intérêts débiteurs totaux. Voilà pourquoi les intérêts débiteurs des sociétés interrogées aux fins du calcul du coût de production correspondent à chiffre négatif.

Pour répondre à l'ITPD, qui demande pourquoi les sociétés interrogées déduisent les intérêts créditeurs à court terme des intérêts débiteurs entrant dans le coût de production, on peut simplement dire que dans tout calcul raisonnable du coût, les intérêts créditeurs sont déduits des intérêts débiteurs. Il en va ainsi dans les affaires de dumping comme dans toute opération comptable. Si une société verse 100 dollars au titre d'intérêts débiteurs et reçoit 120 dollars au titre d'intérêts créditeurs, il est évident qu'elle enregistre des intérêts débiteurs nets de –20 dollars, c'est-à-dire des intérêts créditeurs nets de +20 dollars. De même qu'un intérêt créditeur positif est un élément de coût, un intérêt débiteur négatif est aussi un élément de coût. Le premier augmente le coût, le second le diminue, mais il n'y a aucune raison, en comptabilité ou en droit, pour ne procéder à un ajustement que vers le haut. Assurément, de même que le produit des ventes de ferraille est toujours déduit du coût des matières, de même, les intérêts créditeurs sont déduits des intérêts débiteurs.

...

Nous faisons d'ailleurs observer que chacune des sociétés Colakoglu, Diler et Habas a présenté non seulement des bases de données sur les coûts complètes sur une base mensuelle – excédant ce qui était demandé dans le questionnaire – mais ont aussi fourni leurs états financiers et des analyses détaillées de leurs frais d'administration et de commercialisation et frais de caractère général, ainsi que de leurs intérêts débiteurs, afin de permettre à l'ITPD d'évaluer chacun de ces éléments. Voir la pièce n° 2 jointe à la réponse au questionnaire présentée par chacune des sociétés, qui contient des tableaux d'états financiers et des tableaux détaillés des frais d'administration et de commercialisation et des frais de caractère général."[298]

Demande de renseignements complémentaires en date du 23 septembre émanant des autorités égyptiennes chargées de l'enquête

7.408 Dans leur demande de renseignements complémentaires en date du 23 septembre 1999, faisant suite à la réponse de la société Diler à leur demande en date du 19 août, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont fait figurer ce qui suit concernant les intérêts débiteurs:

[297] Pièce n° 34 A, B et C de la Turquie, lettre d'envoi, page 2.
[298] *Ibid.*, pages 7 et 8.

"7. *Intérêts débiteurs*:
Veuillez fournir une liste indiquant séparément les intérêts débiteurs et les intérêts créditeurs."[299]

Lettre en date du 28 septembre des autorités égyptiennes chargées de l'enquête

7.409 Dans leur lettre aux sociétés Diler, Habas et Colakoglu datée du 28 septembre, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont indiqué ce qui suit:

"Nous référant à vos messages envoyés par télécopieur des 15 et 28 septembre 1999, nous constatons que vous n'avez pas pleinement répondu aux points suivants:
...
- Intérêts débiteurs, et
..."[300]

Rapport sur les faits essentiels et les conclusions

7.410 À la section 3.2.1.6 du *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*, il est indiqué ce qui suit:

"De plus, ces sociétés interrogées [Diler, Habas et Colakoglu] ont affirmé que le coût de production devrait être diminué du montant dont les revenus de placements excèdent les frais de financement. Les autorités chargées de l'enquête estiment qu'un tel ajustement ne serait pas approprié. Les décisions des sociétés interrogées d'investir des sommes dans des comptes portant intérêt n'ont pas, de l'avis des autorités chargées de l'enquête, un lien suffisamment étroit avec les frais engagés par une entreprise pour fabriquer les produits visés. Les autorités chargées de l'enquête ne tiennent donc pas compte de ces revenus dans le calcul du coût de production."[301]

7.411 Pour chacune des trois sociétés interrogées, le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions* indique qu'un montant correspondant aux intérêts débiteurs a été inclus dans le coût de production, et qu'aucune compensation n'a été effectuée au titre des intérêts créditeurs, pour la raison exposée dans la section 3.2.1.6, citée ci-dessus. Ces affirmations figurent dans les sections 3.2.2.1 et 3.2.2.2 (société Habas)[302], 3.2.3.2 (société Diler)[303], et 3.2.4.2 (société Colakoglu) du *rapport final*.[304]

Observations du 15 octobre concernant le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*

7.412 Dans leurs observations communes concernant le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*[305], les sociétés Diler, Habas et Colakoglu indiquent ce qui suit:

"En ce qui concerne les paragraphes 3.2.1.6 et les paragraphes connexes, les sociétés Colakoglu, Diler et Habas rejettent, pour des raisons de droit, l'affirmation contenue dans le rapport selon laquelle dans le calcul du coût, il n'y aurait pas lieu de compenser les intérêts créditeurs par les intérêts débiteurs. Une telle compensation est une pratique universelle; voir, par exemple, l'affaire *barres d'armature* qui s'est déroulée aux États-Unis, citée ci-dessus. Selon le rapport, les placements à court

[299] Pièce n° 12 de la Turquie.
[300] Pièce n° 13.6 de l'Égypte.
[301] Pièce n° 15 de la Turquie, page 20.
[302] *Ibid*., page 21.
[303] *Ibid*.
[304] *Ibid*., page 22.
[305] Pièce n° 20 de la Turquie.

terme d'une société n'ont pas "un lien suffisamment étroit avec les frais engagés par une entreprise pour fabriquer les produits visés" pour justifier la compensation. Ce critère, à savoir celui d'un "lien suffisamment étroit avec les frais engagés par une entreprise pour fabriquer les produits visés", n'est pas le critère approprié. Si les intérêts *débiteurs* des sociétés interrogées n'étaient pas liés à la production, l'ITPD considérerait sûrement les frais en question comme des frais aux fins du calcul des prix de revient dans le cadre d'une enquête antidumping. En d'autres termes, l'ITPD n'utiliserait pas le critère du lien avec la production de manière mathématique, et il n'y a pas de raison d'appliquer aux intérêts créditeurs un critère différent de celui qui serait appliqué aux intérêts débiteurs. En bref, le fait pour l'ITPD d'exclure les intérêts créditeurs du calcul des intérêts débiteurs nets est contraire aux précédents existants dans d'autres pays du GATT, contraire aux pratiques comptables et ne peut se justifier par référence à aucune disposition normative."[306]

Rapport final

7.413 Dans le *rapport final*, le texte concernant cette question est identique au texte figurant dans le rapport sur les faits essentiels et les conclusions.

iv) Société Colakoglu

Réponse au questionnaire

7.414 La Turquie n'a fourni aucune partie narrative extraite de la réponse au questionnaire envoyée par la société Colakoglu, qui aurait trait aux intérêts créditeurs, et nous devons donc supposer que cette réponse ne comportait aucun élément narratif. La Turquie a simplement communiqué l'Appendice 9A de la réponse de la société Colakoglu au questionnaire, qui contient une colonne intitulée "intérêts débiteurs", dans laquelle sont portés des chiffres positifs, et une autre colonne intitulée "intérêts créditeurs à court terme", dans laquelle sont portés des chiffres négatifs (plus importants).[307]

Demande du 19 août

7.415 La demande adressée le 19 août à la société Colakoglu contient le passage ci-après concernant les intérêts créditeurs et débiteurs:

"Les coûts déclarés comprenaient des intérêts débiteurs qui ne reflètent pas le taux d'inflation. Les coûts déclarés comprennent une déduction au titre des "intérêts créditeurs à court terme"; les autorités chargées de l'enquête aimeraient obtenir des explications concernant cet élément et souhaiteraient savoir pourquoi il est déduit du coût de production."[308]

Réponse du 15 septembre à la demande du 19 août; demande de renseignements complémentaires en date du 23 septembre émanant des autorités égyptiennes chargées de l'enquête; lettre en date du 28 septembre des autorités égyptiennes chargées de l'enquête; *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*; observations du 15 octobre concernant le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*; et *rapport final*

7.416 Les passages pertinents concernant la société Colakoglu dans la réponse du 15 septembre à la demande du 19 août, la demande de renseignements complémentaires en date du 23 septembre

[306] *Ibid.*, pages 15 et 16.
[307] *Ibid.*, page 24.
[308] Pièce n° 11 de la Turquie.

émanant des autorités égyptiennes chargées de l'enquête, la lettre en date du 28 septembre des autorités égyptiennes chargées de l'enquête, le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*, les observations du 15 octobre concernant le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*, et le *rapport final* sont identiques à ceux qui sont reproduits ci-dessus en ce qui concerne la société Diler.[309]

v) Société Habas

Réponse au questionnaire

7.417 La réponse de la société Habas au questionnaire contient le texte ci-après concernant les intérêts débiteurs, dans la section relative au coût de production:

> "Les intérêts débiteurs sont présentés de la même manière que les frais de caractère général et les frais d'administration, c'est-à-dire sur une base annuelle, puisque ce sont aussi des coûts non incorporables. Les intérêts débiteurs sont présentés sous forme consolidée (intérêts débiteurs du Groupe, compensés par les intérêts créditeurs du Groupe)."[310]

7.418 L'Appendice 9A joint par la société Habas comprend une colonne intitulée "intérêts débiteurs", dans laquelle figurent des chiffres négatifs.

Demande du 19 août

7.419 La demande adressée le 19 août à la société Habas contient le passage ci-après concernant les intérêts créditeurs et débiteurs:

> "Les coûts déclarés ne comprenaient aucun coût financier, pourtant, le compte de résultats présenté par la société Habas faisait état de dépenses de financement importantes. Les coûts déclarés comprennent une déduction au titre des "intérêts débiteurs"; les autorités chargées de l'enquête aimeraient obtenir des explications concernant cet élément et souhaiteraient savoir pourquoi il est déduit du coût de production."[311]

Demande de renseignements complémentaires en date du 23 septembre

7.420 Dans leur demande de renseignements complémentaires en date du 23 septembre 1999, faisant suite à la réponse de la société Habas à leur demande en date du 19 août, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont fait figurer ce qui suit concernant les intérêts débiteurs:

> "*Intérêts débiteurs*:
>
> Veuillez fournir une liste indiquant séparément les intérêts débiteurs et les intérêts créditeurs."[312]

Réponse du 15 septembre à la demande du 19 août; demande de renseignements complémentaires en date du 23 septembre émanant des autorités égyptiennes chargées de l'enquête; lettre en date du 28 septembre des autorités égyptiennes chargées de

---

[309] *Voir* les paragraphes 7.407, *et seq.*, *supra*.
[310] Pièce n° 42 de la Turquie, page 26.
[311] Pièce n° 11 de la Turquie.
[312] Pièce n° 12 de la Turquie.

l'enquête; *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*; observations du 15 octobre concernant le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*; et *rapport final*

7.421 Les passages pertinents concernant la société Habas dans la réponse du 15 septembre à la demande du 19 août, la demande de renseignements complémentaires en date du 23 septembre émanant des autorités égyptiennes chargées de l'enquête, la lettre en date du 28 septembre des autorités égyptiennes chargées de l'enquête, le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*, les observations du 15 octobre concernant le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*, et le *rapport final* sont identiques à ceux qui sont reproduits ci-dessus en ce qui concerne la société Diler.[313]

b) Évaluation par le Groupe spécial

7.422 Nous rappelons que, pour nous prononcer sur cette allégation, nous devons examiner si les éléments de preuve versés au dossier indiquent que les intérêts créditeurs à court terme sont associés à la production et à la vente de barres d'armature sur le marché intérieur turc. À cet égard, nous constatons que ce sont les sociétés interrogées qui à l'origine ont préconisé (du moins implicitement) la compensation des intérêts créditeurs, en faisant figurer dans leurs réponses au questionnaire concernant les coûts des chiffres représentant leurs intérêts débiteurs nets, qui étaient compris entre zéro et des chiffres négatifs (ces derniers indiquant des intérêts créditeurs nets). À deux exceptions près - les sociétés Diler et Habas - les sociétés interrogées ont simplement fait figurer les chiffres nets, sans indiquer comment elles y étaient parvenues ou quelles en étaient les composantes. Pour leur part, les sociétés Diler et Habas ont indiqué que les chiffres communiqués au titre des intérêts étaient un poste "consolidé", faisant apparaître les intérêts débiteurs du "groupe" compensés par les intérêts créditeurs du "groupe" (ce qui permettait de penser qu'ils se rapportaient à une entité plus vaste que les entreprises ou les opérations de production des barres d'armature), mais n'ont pas donné d'autres explications ou ventilations.

7.423 En ce qui concerne les sociétés Diler, Habas et Colakoglu, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont souhaité savoir, dans leurs demandes datées du 19 août, pourquoi les intérêts débiteurs étaient déclarés sous forme de chiffres négatifs. Ces sociétés ont fourni les explications narratives notées plus haut[314] (qui ne traitent pas du rapport entre les intérêts créditeurs et la production de la vente de barres d'armature).[315] On y explique simplement, avec quelque détail, la raison mathématique pour laquelle chaque société a représenté les intérêts sous forme de chiffres négatifs, à savoir que les intérêts créditeurs étaient supérieurs aux intérêts débiteurs. On y indique ensuite que de même que des intérêts débiteurs positifs sont un élément de coût, des intérêts créditeurs négatifs sont aussi un élément de coût, et qu'il n'y a pas de raison, en comptabilité ou en droit, pour ne procéder à un ajustement au coût que vers le haut. Les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont ensuite souhaité, dans leurs demandes de renseignements complémentaires en date du 23 septembre, que ces sociétés fournissent des listes indiquant séparément les intérêts créditeurs et les intérêts débiteurs. Comme on l'a vu plus haut, les sociétés en question n'ont fourni aucune information sur aucun point dans leur réponse aux demandes du 23 septembre. Puis, dans leurs observations concernant la partie pertinente du *rapport sur les faits essentiels et les conclusions* qui indique qu'aucune compensation d'intérêts créditeurs n'était autorisée parce que ces intérêts n'étaient pas liés assez étroitement aux coûts supportés par les sociétés pour produire les barres d'armature, les sociétés n'ont pas tenté de démontrer, ou même de faire valoir, que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête étaient, en fait, dans l'erreur et que les intérêts créditeurs étaient bel et bien liés au coût de la production des barres d'armature. Au contraire, elles ont soutenu qu'un "lien suffisamment étroit avec les frais engagés par une entreprise pour fabriquer les produits visés" n'[était] *pas* le critère approprié"

[313] *Voir* les paragraphes 7.407, *et seq.*, *supra*.
[314] *Ibid.*
[315] Nous constatons que cette question a été soulevée par la suite dans le cadre de l'enquête par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête (*voir* le paragraphe 7.426).

(pas d'italique dans l'original).[316] Nous faisons observer, toutefois, que le critère du "lien" est précisément le critère énoncé par les dispositions pertinentes de l'Accord antidumping.

7.424 En ce qui concerne la société IDC, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont souhaité, dans leur demande du 19 août, que cette société leur adresse une liste indiquant séparément les intérêts créditeurs et les intérêts débiteurs et, dans leur lettre du 28 septembre à la société IDC, que celle-ci lui envoie une liste indiquant séparément les intérêts créditeurs et les intérêts débiteurs et faisant apparaître la différence par tonne, mensuellement, pour 1998. La société IDC, à propos de l'indication figurant dans le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions* selon laquelle aucune compensation des intérêts créditeurs ne serait effectuée en raison de l'insuffisance du lien avec le coût de la production de barres d'armature, a souligné que les intérêts débiteurs à long terme n'auraient pas dû être utilisés, qu'elle avait fourni la répartition que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête lui avaient demandée le 28 septembre, laquelle montrait que les intérêts débiteurs à long terme étaient liés à l'acquisition de navires, et qu'il y avait un lien entre les intérêts débiteurs et tous les produits de la société, et non pas seulement les barres d'armature. La société IDC a fait valoir en outre que le chiffre des bénéfices utilisé par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête pour calculer la valeur construite incluait les bénéfices financiers de la société, mais n'avait pas été inclus dans le calcul du coût de production, ce qui, selon la société IDC, était "contradictoire". Ces observations visent donc clairement à démontrer la faiblesse ou l'absence de tout lien avec la production des intérêts *débiteurs* utilisés pour le calcul de la valeur construite, et non à démontrer l'existence d'un lien entre les intérêts *créditeurs* et la production.

7.425 En ce qui concerne la société Icdas, en dehors d'un passage de sa réponse au questionnaire initial intitulée "Intérêts créditeurs" (traitant des factures pour paiement tardif) auquel on ne trouve aucune autre référence dans le dossier dont nous sommes saisis, rien n'indique que cette société ait préconisé une approche particulière à l'égard de la compensation des intérêts créditeurs ou fourni des données à ce sujet. Les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'ont pas non plus posé de questions précises à la société Icdas à ce sujet. Tandis que ces autorités ont brièvement noté dans le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions* qu'il n'était procédé à aucune compensation dans le calcul de la valeur construite, la société Icdas n'a présenté aucune observation sur ce point. De plus, nous ne voyons dans le dossier aucun élément de preuve qui pourrait avoir trait à l'existence d'un lien éventuel entre les intérêts créditeurs et le coût de la production ou de la vente de barres d'armature. Nous faisons observer à cet égard que lorsque nous avons demandé à la Turquie de désigner un tel élément de preuve, la Turquie a répondu ce qui suit:

> "Les autorités chargées de l'enquête n'ont pas demandé de renseignements particuliers sur la nature des intérêts créditeurs en question. Si elles avaient des doutes sur la validité de l'ajustement en cause, c'était à elles de demander des renseignements complémentaires. Elles ne peuvent pas justifier le refus d'un ajustement par le fait que des précisions ou des pièces justificatives qu'elles n'ont pas demandées n'ont pas été fournies. Nous notons que les autorités chargées de l'enquête n'ont jamais mentionné d'éléments de preuve indiquant que les intérêts créditeurs n'étaient pas liés à la production et que l'Égypte n'a jamais présenté de tels éléments de preuve au Groupe spécial.[317]

7.426 Nous notons à cet égard que trois des sociétés interrogées ont simplement refusé d'indiquer séparément les intérêts créditeurs et les intérêts débiteurs, alors même que cela leur avait été expressément demandé par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête. Ainsi, dans leurs observations concernant le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions*, elles ont avancé un argument juridique incorrect quant au critère du lien avec la production appliqué par les autorités

[316] *Ibid*.

[317] Réponse écrite de la Turquie, datée du 14 mars 2002, à la question n° 10 qui lui a été adressée et qui figure dans les *Questions écrites posées par le Groupe spécial*, lesquelles sont datées du 27 février 2002.

égyptiennes chargées de l'enquête pour décider de ne pas compenser les intérêts créditeurs, au lieu d'essayer d'établir en fait que la manière dont elles comptabilisaient les intérêts créditeurs reflétait raisonnablement les frais associés à la production ou à la vente de barres d'armature, et non à quelque autre aspect de leurs opérations. Les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont ainsi explicitement défini cette question pendant le cours de l'enquête, et donné aux sociétés interrogées l'occasion d'en traiter, ce que ces sociétés ont choisi de faire d'une certaine manière. L'autre société interrogée qui a présenté des observations sur cet aspect du *rapport sur les faits essentiels et les conclusions* a essayé de *prouver l'absence* d'un lien entre les intérêts *débiteurs* et le coût de la production des barres d'armature, au lieu d'essayer de *prouver l'existence* d'un lien entre les intérêts *créditeurs* et le coût de cette production. La cinquième société interrogée n'a formulé aucune observation ni présenté aucun argument sur ce point à aucun moment de l'enquête (en dehors du paragraphe quelque peu ambigu de sa réponse au questionnaire concernant les "intérêts créditeurs"). En bref, la Turquie n'a pas désigné d'élément de preuve versé au dossier qui montrerait l'existence d'un lien entre intérêts créditeurs à court terme et coût de la production des barres d'armature, et nous n'avons pas constaté l'existence d'un tel élément de preuve, ni rien qui indique que l'une quelconque des sociétés interrogées ait tenté de présenter un tel élément de preuve ou d'avancer un tel argument pendant le cours de l'enquête, alors même que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête leur avaient donné la possibilité de le faire. Nous constatons donc que la Turquie n'a pas établi *prima facie* que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont violé l'article 2.2.1.1 ou 2.2.2 en décidant de ne pas compenser les intérêts créditeurs lorsqu'elles ont calculé le coût de production et la valeur normale construite.

F. ALLÉGATION AU TITRE DE L'ARTICLE X:3 DU GATT DE 1994

7.427 La Turquie allègue une violation de l'article X:3 du GATT de 1994 en "liaison avec le refus de l'Égypte d'organiser avec les sociétés interrogées une réunion au cours de laquelle celles-ci auraient pu établir que leurs réponses du 15 septembre 1999 étaient adéquates".[318] La Turquie soutient que cette décision était de nature "administrative" et reposait directement sur une loi ou une règle de fond.[319]

7.428 L'article X:3 du GATT de 1994 dispose ce qui suit:

> "a) Chaque partie contractante appliquera d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable, tous les règlements, lois, décisions judiciaires et administratives visés au paragraphe premier du présent article."

7.429 Nous rappelons que dans le présent différend, nous avons constaté que la Turquie n'avait pas établi que les sociétés interrogées avaient "demandé" l'organisation d'une réunion avec les autorités égyptiennes chargées de l'enquête, mais qu'elles avaient offert de se rendre au Caire si ces autorités le jugeaient utile. Nous ne voyons rien qui soit non uniforme, non impartial ou déraisonnable dans la décision des autorités égyptiennes chargées de l'enquête de ne pas accepter cette offre des sociétés interrogées. En conséquence, nous constatons que la Turquie n'a pas établi que l'Égypte a violé l'article X:3.

VIII. CONCLUSIONS

8.1 Compte tenu des constatations exposées ci-dessus, nous concluons que l'Égypte n'a pas agi de manière incompatible avec les obligations résultant pour elle de:

---

[318] Première communication écrite de la Turquie, section IV.D.2.

[319] Réponse écrite de la Turquie, datée du 7 décembre 2001, à la question n° 2 qui lui a été adressée et qui figure dans les *Questions écrites posées par le Groupe spécial*, lesquelles sont datées du 28 novembre 2001.

a) l'article 3.4 de l'Accord antidumping, puisque la Turquie n'a pas établi que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête étaient tenues d'examiner et d'évaluer les facteurs particuliers désignés par la Turquie comme étant les "facteurs et indices pertinents qui influent sur la situation de la branche de production nationale";

b) l'article 3.2 de l'Accord antidumping, puisque la Turquie n'a pas établi que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête étaient légalement tenues d'effectuer l'analyse concernant la sous-cotation du prix de la façon préconisée par la Turquie;

c) l'article 3.1 de l'Accord antidumping, puisque la Turquie n'a pas établi que la constatation de sous-cotation du prix dressée par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'était pas fondée sur des éléments de preuve positifs;

d) l'article 6.1 et 6.2 de l'Accord antidumping en raison de la modification alléguée de la portée de l'enquête relative au dommage, laquelle a cessé de porter sur l'existence d'une menace de dommage important pour porter sur l'existence d'un dommage important actuel, et de l'avis y afférent aux exportateurs turcs;

e) l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping, puisque la Turquie n'a pas établi que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont manqué à l'obligation qui est faite à l'article 3.1 de se fonder sur des éléments de preuve positifs, du fait que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'ont pas apporté certains types d'éléments de preuve spécifiques, et qu'elle n'a pas établi non plus que l'Égypte a ainsi manqué à l'obligation qui lui est faite à l'article 3.5 de démontrer l'existence d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale;

f) l'article 3.5 de l'Accord antidumping, puisque la Turquie n'a pas établi que l'évaluation par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête des facteurs autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui auraient pu causer un dommage était incompatible avec l'article 3.5;

g) l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping, puisque la Turquie n'a pas établi que l'article 3.1 et 3.5 obligeait les autorités égyptiennes chargées de l'enquête à effectuer une analyse et à dresser une constatation du type préconisé par la Turquie en ce qui concerne la question de savoir si les importations causaient, "par les effets du dumping", un dommage;

h) l'article 6.8 de l'Accord antidumping et le paragraphe 5 de l'Annexe II y relative, s'agissant de trois des exportateurs turcs, puisque des autorités chargées de l'enquête impartiales et objectives auraient pu constater que ces trois exportateurs n'avaient pas fourni les renseignements nécessaires et que le recours aux données de fait disponibles pour le calcul du coût de production pour ces trois exportateurs était par conséquent justifié;

i) l'article 6.1.1 de l'Accord antidumping, puisque la demande de renseignements en cause n'était pas un "questionnaire" au sens de cette disposition, et que par conséquent le délai minimum prévu à l'article 6.1.1 n'était pas applicable à cette demande de renseignements;

j) l'article 6.2 de l'Accord antidumping, ou le paragraphe 6 de l'Annexe II y relative, en ce qui concerne la demande de renseignements en date du 19 août 1999, puisque la Turquie n'a pas établi que le délai imparti par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête pour présenter les renseignements demandés était déraisonnable ou que, en

conséquence, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'ont pas ménagé aux exportateurs turcs toutes possibilités de défendre leurs intérêts;

k) l'article 6.2 de l'Accord antidumping, ou le paragraphe 6 de l'Annexe II y relative, en ce qui concerne la demande de renseignements en date du 23 septembre 1999, puisque la Turquie n'a pas établi que le délai imparti par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête pour présenter les renseignements demandés était déraisonnable ou que, en conséquence, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'ont pas ménagé aux exportateurs turcs toutes possibilités de défendre leurs intérêts;

l) le paragraphe 3 de l'Annexe II de l'Accord antidumping, cette disposition n'étant pas applicable au choix des renseignements précis qui constitueront les "données de fait disponibles";

m) le paragraphe 7 de l'Annexe II de l'Accord antidumping, puisque la Turquie n'a pas établi que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'ont pas fait preuve d'une "circonspection particulière" lorsqu'elles ont estimé à 5 pour cent par mois l'inflation du moment en Turquie, et appliqué ce chiffre aux données déclarées par une société interrogée;

n) l'article 6.7 de l'Accord antidumping, le paragraphe 7 de l'Annexe I y relative, et les paragraphes 1 et 6 de l'Annexe II y relative, puisque la Turquie n'a pas établi que ces dispositions contiennent les obligations dont la Turquie affirme qu'elles y sont inscrites, c'est-à-dire que la Turquie n'a pas établi que les autorités chargées de l'enquête étaient tenues de procéder à une vérification "sur place" des renseignements communiqués, que les autorités chargées de l'enquête étaient empêchées de demander des renseignements complémentaires pendant le cours d'une enquête, qu'il a été gravement porté atteinte aux droits des exportateurs turcs, ou que les actions des autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont compromis pour eux la "possibilité de fournir des explications complémentaires";

o) l'article 2.4 de l'Accord antidumping, puisque la Turquie n'a pas établi que la prescription relative à la charge de la preuve inscrite dans cette disposition était applicable à la demande adressée par les autorités égyptiennes chargées de l'enquête dans leur lettre du 19 août 1999 pour obtenir certains renseignements sur les coûts, ni que, même si cette prescription était applicable, la demande imposait une charge de la preuve déraisonnable aux sociétés turques interrogées;

p) l'article 6.2 de l'Accord antidumping et le paragraphe 6 de l'Annexe II y relative, puisque la Turquie n'a pas établi que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont rejeté les demandes d'organisation de réunions présentées par les exportateurs turcs;

q) l'article 2.4 de l'Accord antidumping, puisque la Turquie n'a pas établi *prima facie* que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont violé cette disposition en n'ajustant pas la valeur normale pour tenir compte des différences dans les conditions de vente;

r) l'article 2.2.1.1 et 2.2.2 de l'Accord antidumping, puisque la Turquie n'a pas établi *prima facie* que les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont violé ces dispositions en décidant de ne pas compenser les intérêts créditeurs lorsqu'elles ont calculé le coût de production et la valeur normale construite; et

s) l'article X:3 du GATT de 1994, puisque la Turquie n'a pas établi que l'Égypte a appliqué d'une manière non uniforme, non impartiale ou déraisonnable ses règlements, lois, décisions judiciaires et administratives pertinents en décidant de ne pas accepter l'offre faite par certaines sociétés interrogées de se rendre au Caire pour rencontrer les autorités chargées de l'enquête.

8.2 Compte tenu des constatations qui précèdent, nous concluons que l'Égypte a agi de manière incompatible avec les obligations résultant pour elle de:

a) l'article 3.4 de l'Accord antidumping, du fait que, si elles ont réuni des données sur tous les facteurs énumérés à l'article 3.4, les autorités égyptiennes chargées de l'enquête n'ont pas évalué tous les facteurs énumérés à l'article 3.4, puisqu'elles n'ont pas évalué la productivité, les effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, l'emploi, les salaires et la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement; et

b) l'article 6.8 de l'Accord antidumping et le paragraphe 6 de l'Annexe II y relative, s'agissant de deux des exportateurs turcs, puisque les autorités égyptiennes chargées de l'enquête, ayant reçu les renseignements qu'elles leur avaient désignés comme nécessaires, ont néanmoins constaté que ces deux sociétés interrogées n'avaient pas fourni les renseignements nécessaires, et de plus, ne les ont pas avisées de cette constatation et ne leur ont pas donné la possibilité requise de fournir des renseignements complémentaires avant de recourir aux données de fait disponibles.

8.3 En ce qui concerne les allégations de la Turquie non évoquées ci-dessus, nous avons:

a) conclu que l'allégation ne relevait pas de notre mandat (allégation au titre de l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping, allégation au titre de l'article X:3 du GATT de 1994 en ce qui concerne le choix des données de fait disponibles particulières), ou avait été retirée par la Turquie (allégation au titre de l'article X:3 en ce qui concerne le recours aux données de fait disponibles); ou

b) conclu que, en vertu du principe d'économie jurisprudentielle, il n'était ni nécessaire ni approprié d'établir des constatations.

8.4 Aux termes de l'article 3:8 du Mémorandum d'accord, dans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est présumée annuler ou compromettre un avantage résultant de cet accord. En conséquence, nous concluons que, dans la mesure où l'Égypte a agi d'une manière incompatible avec les dispositions de l'Accord antidumping, elle a annulé ou compromis des avantages résultant pour la Turquie de cet accord.

IX. RECOMMANDATION

9.1 Conformément à l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, nous recommandons que l'Égypte rende ses mesures antidumping définitives à l'importation de barres d'armature en acier en provenance de Turquie conformes aux dispositions pertinentes de l'Accord antidumping.

_____

ANNEXES

Sommaire		Page
Annexe 1-1	Première communication écrite de la Turquie – Résumé analytique	2
Annexe 1-2	Première communication écrite de l'Égypte – Résumé analytique	6
Annexe 2-1	Première déclaration orale de la Turquie – Résumé analytique	15
Annexe 2-2	Première déclaration orale de l'Égypte – Résumé analytique	20
Annexe 3	Reformulation par la Turquie de ses allégations en réponse à une demande du Groupe spécial	26
Annexe 4-1	Réponses de la Turquie aux questions posées en relation avec la première réunion de fond du Groupe spécial	42
Annexe 4-2	Réponses de l'Égypte aux questions posées en relation avec la première réunion de fond du Groupe spécial	65
Annexe 5-1	Communication présentée à titre de réfutation par la Turquie – Résumé analytique	78
Annexe 5-2	Communication présentée à titre de réfutation par l'Égypte – Résumé analytique	87
Annexe 6-1	Deuxième déclaration orale de l'Égypte – Résumé analytique	94
Annexe 6-2	Deuxième déclaration orale de la Turquie – Résumé analytique	99
Annexe 7-1	Déclaration finale de la Turquie à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial	104
Annexe 7-2	Déclaration finale de l'Égypte à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial	107
Annexe 8-1	Réponses de la Turquie aux questions posées en relation avec la deuxième réunion de fond du Groupe spécial	110
Annexe 8-2	Réponses de l'Égypte aux questions posées en relation avec la deuxième réunion de fond du Groupe spécial	137
Annexe 8-3	Réponse de l'Égypte aux questions complémentaires posées par le Groupe spécial et observations de la Turquie concernant la réponse de l'Égypte	159
Annexe 9	Déclaration orale du Chili en qualité de tierce partie	162
Annexe 10-1	Communication écrite des Communautés européennes en qualité de tierce partie	163
Annexe 10-2	Déclaration orale des Communautés européennes en qualité de tierce partie	170
Annexe10-3	Réponses des Communautés européennes en qualité de tierce partie aux questions posées par le Groupe spécial	176
Annexe 11-1	Communication écrite du Japon en qualité de tierce partie	179
Annexe 11-2	Réponses orales du Japon en qualité de tierce partie aux questions posées par le Groupe spécial	188
Annexe 12-1	Communication écrite des États-unis en qualité de tierce partie	192
Annexe 12-2	Déclaration orale des États-unis en qualité de tierce partie	200
Annexe 12-3	Réponses des États-unis en qualité de tierce partie aux questions posées par le Groupe spécial	206
Annexe 13	Procédures de travail supplémentaires du Groupe spécial concernant certains renseignements commerciaux confidentiels	211

ANNEXE 1-1

PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DE LA TURQUIE
RÉSUMÉ ANALYTIQUE

1. Comme suite à une demande déposée par Al Ezz Rebars Co. et Alexandria National Iron and Steel Co., le Ministère du commerce et de l'approvisionnement de l'Égypte, Département de la politique commerciale internationale (les "autorités chargées de l'enquête") a ouvert, en février 1999, une enquête antidumping au sujet des importations de barres d'armature en acier pour le béton ("barres d'armature") en provenance de Turquie.[1] Les services en question, qui faisaient alors partie du Ministère de l'économie et du commerce extérieur, ont achevé leur enquête en octobre 1999. À la suite de cette enquête, des droits antidumping allant de 22,63 pour cent à 61 pour cent *ad valorem* ont été imposés.[2]

2. Le gouvernement turc estime que l'enquête antidumping menée par l'Égypte et l'établissement par celle-ci des droits antidumping définitifs étaient incompatibles avec les dispositions des articles VI et X:3 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("GATT de 1994") ainsi qu'avec plusieurs dispositions de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 (l'"Accord antidumping" ou l'Accord"), y compris les articles 2.2, 2.4, 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 6.1, 6.2, 6.6, 6.7 et 6.8, ainsi que les paragraphes 1, 3, 5, 6 et 7 de l'Annexe II et le paragraphe 7 de l'Annexe I.

3. En résumé, les allégations de la Turquie sont les suivantes:

a) Dans l'enquête sur les barres d'armature, l'Égypte a établi des déterminations de l'existence d'un dommage et d'un dumping sans avoir établi correctement les faits et en s'appuyant sur une évaluation des faits qui n'était ni impartiale ni objective.

b) Au cours de l'enquête visant à établir l'existence d'un dommage important, l'Égypte n'a pas apporté d'"éléments de preuve positifs" établissant un lien entre les importations en provenance de Turquie et les tendances défavorables dont elle avait constaté l'existence dans la branche de production égyptienne de barres d'armature. L'Égypte n'a pas enquêté sur la question de savoir si les importations en provenance de Turquie avaient fait perdre certaines ventes à la branche de production nationale ni sur la question de savoir si les producteurs nationaux avaient été obligés de baisser leurs prix pour pouvoir faire face à la concurrence des importations en provenance de Turquie dans le cadre de certaines transactions où s'exerçait une concurrence directe. L'Égypte n'a pas enquêté non plus sur la question de savoir si les acheteurs égyptiens estimaient que les prix directeurs sur le marché étaient établis par les importations en provenance de Turquie, par les importations d'une autre provenance ou par les sociétés égyptiennes elles-mêmes. L'Égypte n'a pas enquêté sur la question de savoir

[1] *Voir*: République arabe d'Égypte, Ministère du commerce et de l'approvisionnement, Département de la politique internationale, *Rapport sur l'ouverture d'une enquête - Barres d'armature en acier en provenance de Turquie* (février 1999) ("Rapport sur l'ouverture d'une enquête") (reproduit dans la pièce n° 1 de la Turquie).

[2] *Voir*: République arabe d'Égypte, Ministère de l'économie et du commerce extérieur, Secteur du commerce extérieur, Département de la politique commerciale internationale, Département des mesures antidumping, des mesures compensatoires et des mesures de sauvegarde, Barres d'armature en provenance de Turquie - rapport final - enquête antidumping (octobre 1999) ("rapport final") (reproduit dans la pièce n° 16 de la Turquie) et l'Avis n° 6 de 1999, Imposition de droits antidumping définitifs sur les importations de barres d'armature en acier faisant l'objet d'un dumping, originaires de la Turquie ou exportées depuis ce pays, Journal officiel n° 238 (Supplément), 21 octobre 1999 (reproduit dans la pièce n° 17 de la Turquie).

s'il y avait ou non sur le marché égyptien en pleine expansion une perturbation temporaire de l'offre, de sorte que les importations en provenance de Turquie étaient nécessaires pour répondre à la demande. De fait, il n'y a dans le dossier public aucun élément de preuve établissant l'existence d'une concurrence directe entre les importations et les producteurs nationaux, si ce n'est de simples allégations formulées de manière péremptoire par la branche de production nationale dans sa demande de mesures antidumping. L'imposition par l'Égypte de mesures antidumping définitives, malgré le fait qu'elle n'a pas apporté d'"éléments de preuve positifs" établissant expressément un lien entre les tendances défavorables constatées dans la branche de production nationale et les importations en provenance de Turquie, est incompatible avec l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord.

c) En outre, l'Égypte n'a pas examiné ni pris en compte l'effet de plusieurs facteurs - autres que les importations en provenance de Turquie - qui avaient un effet défavorable important sur la branche de production égyptienne. Elle n'a pas tenu compte non plus d'autres facteurs neutres qui ont fait baisser les prix des barres d'armature. Ces facteurs comprenaient: les effets qu'une augmentation importante des capacités de la branche de production nationale au cours de la période visée par l'enquête avait eu sur la structure de coûts de la branche de production et sur la concurrence par les prix entre les producteurs égyptiens; l'effet de la baisse des prix de la ferraille utilisée comme matière première sur le prix mondial et le prix intérieur des barres d'armature; l'effet d'une contraction soudaine de la demande intérieure en janvier 1999, au moment même où les prix intérieurs ont chuté; et l'effet d'un volume plus important d'importations ne faisant pas l'objet d'un dumping en provenance de pays tiers et dont les prix étaient comparables. L'effet de ces facteurs a été soit ignoré, soit mal pris en compte, ou indûment imputé aux importations en provenance de Turquie dans la détermination finale par l'Égypte de l'existence d'un dumping, en violation de l'article 3.1, 3.4 et 3.5 de l'Accord.

d) Le dossier public de l'enquête relative à l'existence d'un dommage révèle que l'Égypte n'a pas comparé les prix des produits égyptiens et les prix des importations, sur une base comparable rendu clients, lesquels devaient choisir entre des importations et des barres d'armature égyptiennes pour répondre à leurs besoins. L'Égypte n'a donc pas dûment établi si les importations étaient à l'origine d'une sous-cotation du prix, comme l'exigeait l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord.

e) L'Égypte a modifié la portée de l'enquête relative à l'existence d'un dommage sans en informer suffisamment longtemps à l'avance les sociétés turques interrogées et sans leur donner la possibilité de présenter des éléments de preuve concernant la question du dommage important actuel, contrevenant ainsi à l'article 6.1 et 6.2 de l'Accord.

f) Aux fins de l'établissement de sa détermination positive de l'existence d'un dommage, l'Égypte s'est appuyée sur des éléments de preuve qui avaient trait à une période postérieure à celle qui avait été retenue pour constater que des ventes avaient été effectuées à un prix inférieur à la valeur normale, et qui ne correspondaient donc pas à celle-ci. Ce faisant, l'Égypte n'a pas établi, conformément aux exigences de l'article 3.5 de l'Accord, que les importations faisant l'objet d'un dumping causaient, "par les effets du dumping", un dommage à la branche de production nationale au sens de l'Accord.

g) Au cours de l'enquête sur les ventes effectuées à des prix inférieurs à la valeur normale, le fait que l'Égypte a demandé beaucoup de renseignements complémentaires sur les coûts et des preuves de l'exactitude des réponses

communiquées auparavant par les sociétés interrogées, à un stade avancé de la procédure antidumping, après l'expiration du délai prévu pour l'envoi des questionnaires et bien après que la vérification avait eu lieu, a gravement porté préjudice aux sociétés interrogées. En outre, cette façon de procéder était incompatible avec les dispositions du paragraphe 1 de l'Annexe II, du paragraphe 7 de l'Annexe I et des articles 2.4, 6.1, 6.6 et 6.7 de l'Accord.

h) Les délais impartis pour répondre aux demandes de renseignements complémentaires adressées par l'Égypte étaient indûment courts, ce qui a conduit à la décision injustifiée d'avoir recours aux "données de fait disponibles", en violation des dispositions de l'article 6.1.1 et 6.2 et du paragraphe 6 de l'Annexe II de l'Accord.

i) Les éléments de fait invoqués par l'Égypte pour demander de nombreux renseignements complémentaires sur les coûts, à un stade avancé de la procédure antidumping, étaient conjecturaux et sans fondement, comme l'ont démontré les communications ultérieures des sociétés interrogées. Compte tenu des explications fournies à ce sujet par celles-ci, la décision de l'Égypte de se fonder sur les "données de fait disponibles" reposait sur un mauvais établissement des faits et sur une évaluation des faits qui n'était ni impartiale, ni objective. En outre, cette détermination était incompatible avec les dispositions de l'article X:3 du GATT de 1994 ainsi qu'avec celles des articles 2.4, 2.2.1.1, 2.2.2 et 6.8 et des paragraphes 3, 5, 6 et 7 de l'Annexe II de l'Accord.

j) Le refus de l'Égypte d'organiser une réunion avec les sociétés interrogées, au cours de laquelle celles-ci auraient pu expliquer leurs réponses aux questionnaires complémentaires, était incompatible avec les dispositions de l'article X:3 du GATT de 1994 ainsi qu'avec celles de l'article 6.2 et du paragraphe 6 de l'Annexe II de l'Accord.

k) Le choix par l'Égypte de données particulières en tant que "données de fait disponibles" pour ce qui est de chacune des sociétés interrogées n'était ni correct, ni objectif lui non plus. Les coûts utilisés comme "données de fait disponibles" étaient, dans la plupart des cas, beaucoup plus élevés que les coûts effectifs correspondants enregistrés par les sociétés interrogées, comme l'ont montré d'autres données fiables présentées au cours de l'enquête. En conséquence, les coûts retenus en tant que "données de fait disponibles" ont conduit à une comparaison injuste et déraisonnable entre la valeur normale et le prix à l'exportation, en violation des dispositions des articles 2.4, 2.2.1.1, 2.2.2 et 6.8 ainsi que des paragraphes 5 et 7 de l'Annexe II de l'Accord.

l) Le refus de l'Égypte de compenser les intérêts débiteurs par les intérêts créditeurs à court terme lorsqu'elle a établi le coût de production était incompatible avec les dispositions de l'article 2.2.1, 2.2.1.1 et 2.2.2 de l'Accord.

m) Et, enfin, le fait que l'Égypte n'avait pas procédé à un ajustement de la valeur normale pour tenir compte des frais de crédit encourus entre la date d'expédition et la date de paiement était incompatible avec les dispositions l'article 2.4 de l'Accord.

4. Des consultations ont eu lieu entre les gouvernements turc et égyptien au Caire, en Égypte, du 3 au 5 décembre 2000, et de nouveau à Ankara, en Turquie, les 3 et 4 janvier 2001, sans qu'une solution puisse être trouvée à ce différend. Ensuite, le 11 juin 2001, après que la Turquie eut présenté sa demande d'établissement d'un groupe spécial, les gouvernements turc et égyptien ont eu de nouveau des consultations afin de régler le différend, là encore sans y parvenir.

5. Il est demandé au Groupe spécial de constater que l'enquête antidumping effectuée par l'Égypte et la détermination finale établie par celle-ci étaient incompatibles avec le GATT de 1994 et l'Accord antidumping. L'Égypte devrait soit révoquer la mesure antidumping définitive qui frappe les importations de barres d'armature en provenance de Turquie, soit suspendre l'application de cette mesure en attendant que l'enquête soit rouverte afin de corriger les manquements énumérés plus haut.

ANNEXE 1-2

PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DE L'ÉGYPTE
RÉSUMÉ ANALYTIQUE

I. CONTEXTE

1. Le 6 novembre 2000, le gouvernement turc a demandé à l'OMC l'ouverture de consultations avec le gouvernement égyptien au sujet des mesures antidumping définitives appliquées par l'Égypte aux barres d'armature en acier en provenance de Turquie.[1] Des consultations ont eu lieu au Caire et à Ankara, du 3 au 5 décembre 2000 ainsi que les 3 et 4 janvier 2001, respectivement. Les consultations n'ont pas permis de régler le différend de manière mutuellement satisfaisante et la Turquie a demandé que la question de l'établissement d'un groupe spécial soit inscrite à l'ordre du jour de la réunion de l'ORD du 16 mai 2001.[2] L'Égypte s'est élevée contre la demande d'établissement d'un groupe spécial à la réunion de l'ORD du 16 mai 2001 afin que les parties puissent tenir d'autres consultations, lesquelles ont eu lieu le 11 juin 2001. Toutefois, ces consultations n'ont pas permis elles non plus de régler le différend. Par conséquent, un groupe spécial a été établi à la réunion de l'ORD du 20 juin 2001, les États-Unis, le Japon, les Communautés européennes et le Chili se réservant le droit d'intervenir en qualité de tierces parties.

2. Dans la demande d'établissement d'un groupe spécial qu'elle a présentée, la Turquie estime que les mesures appliquées par l'Égypte aux barres d'armature en acier en provenance de Turquie sont incompatibles avec l'article X:3 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT de 1994), de même qu'avec les articles 2.2, 2.4, 3.1, 3.2[3], 3.4, 3.5, 6.1, 6.2, 6.6, 6.7 et 6.8 ainsi qu'avec les paragraphes 1, 3, 5, 6 et 7 de l'Annexe II et le paragraphe 7 de l'Annexe I de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (l'"Accord antidumping" ou l'"Accord"). En conséquence, la Turquie estime que les mesures annulent ou compromettent des avantages résultant pour elle du GATT de 1994 et de l'Accord antidumping.

3. Les allégations formulées par la Turquie sont examinées séparément ci-après, de même que les droits et obligations de l'Égypte au titre des dispositions pertinentes de l'Accord antidumping et du GATT de 1994. L'examen des dispositions pertinentes démontrera que l'Égypte n'a appliqué les mesures en question que dans le cadre d'une enquête qui a été ouverte et menée conformément aux droits et obligations de l'Égypte, tels qu'ils sont énoncés à l'article VI du GATT de 1994 et dans l'Accord antidumping.

II. DOMMAGE ET LIEN DE CAUSALITÉ

A. DÉCLARATION LIMINAIRE

4. En raison de sa nature même, l'acier est un produit de base. Lorsque des importations de cette nature arrivent sur le marché en quantités très importantes et à des prix très bas, la branche de production nationale subira forcément un dommage. Comme il est démontré plus bas, l'Égypte a pris soin de différencier les facteurs autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui auraient pu contribuer au dommage.

---

[1] Document WT/DS211/1 de l'OMC.

[2] *Id.*, page 2.

[3] Cette disposition a été ajoutée plus tard au moyen d'un corrigendum (document WT/DS211/2/Corr.1 de l'OMC).

1. La Turquie n'a pas démontré que les autorités chargées de l'enquête n'avaient pas établi, au moyen d'"éléments de preuve positifs", l'existence d'un lien de causalité entre les importations en provenance de Turquie et le dommage subi par la branche de production nationale

5. La Turquie allègue que l'Égypte n'a pas établi au moyen d'"éléments de preuve positifs" qu'il existait un lien de causalité entre les importations en provenance de Turquie et la baisse des prix sur le marché intérieur. Les "éléments de preuve positifs" auxquels la Turquie fait allusion se résument au fait "que des consommateurs ont acheté des barres d'armature importées fournies par les fabricants nationaux à cause de leur prix". La Turquie allègue pour cette raison que l'imposition par l'Égypte de mesures antidumping définitives était incompatible avec l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord.

6. Contrairement à ce qu'allègue la Turquie, les autorités chargées de l'enquête ont déterminé, en se fondant sur les données et les renseignements disponibles, que le volume des importations faisant l'objet d'un dumping avait augmenté au cours de la période considérée et que cela avait eu un effet notable sur les prix des barres d'armature produites localement, comme l'exigeait l'article 3.1 a). Elles ont également examiné l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur les producteurs nationaux, comme l'exigeait l'article 3.1 b), et constaté, entre autres choses, que parce qu'elle était sensible aux variations de volume, la branche de production avait dû baisser ses prix pour faire face à la concurrence des importations faisant l'objet d'un dumping et pour protéger ses ventes.

7. En ce qui concerne l'établissement d'un lien de causalité, les autorités chargées de l'enquête ont examiné tous les éléments de preuve qui avaient été fournis par les parties intéressées et elles ont constaté qu'il n'existait "aucune autre cause de dommage" suffisante pour rompre le lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale. En outre, au moment de l'enquête, aucun "facteur connu", autre que ceux qui avaient été effectivement examinés par les autorités chargées de l'enquête, qui aurait été susceptible de causer un dommage à la branche de production nationale, n'avait été porté à la connaissance de celles-ci.

8. À l'article 3.5 de l'Accord antidumping, il est dit clairement que les facteurs qui y sont énumérés "*pourront être pertinents*" aux fins de l'établissement de l'existence d'un lien de causalité. Par conséquent, contrairement à l'article 3.4, qui dispose que "[l']examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping *comportera* une évaluation de tous les facteurs économiques pertinents", il ressort clairement du libellé de l'article 3.5 que l'examen des facteurs qui y sont énumérés n'est *pas* obligatoire.

9. Il s'ensuit que l'Égypte n'était pas tenue d'enquêter sur la question de savoir si les fabricants nationaux avaient baissé leurs prix *précisément* pour faire face aux offres concurrentes des fournisseurs de barres d'armature turques ni sur la question de savoir si la branche de production nationale avait perdu *certaines* ventes au profit des importations en provenance de Turquie. En outre, l'Accord antidumping n'oblige pas les autorités chargées de l'enquête à enquêter sur la question de savoir si les importations faisant l'objet d'un dumping établissent les prix directeurs sur le marché et, partant, cela n'est pas pertinent en ce qui concerne l'établissement de l'existence d'un lien de causalité. En ce qui concerne la contraction de la demande ou les modifications de la configuration de la consommation, ces facteurs ont été examinés au cours de l'enquête et il a été constaté qu'ils n'étaient pas pertinents aux fins de la détermination, par les autorités chargées de l'enquête, de l'existence d'un lien de causalité.

10. La Turquie allègue à tort que les autorités chargées de l'enquête n'ont pas tenu compte de l'effet d'autres facteurs qui ont eu un effet défavorable important sur la branche de production égyptienne.

11. La Turquie allègue que les autorités chargées de l'enquête n'ont pas tenu compte de l'effet d'autres facteurs qui avaient un effet défavorable important sur la branche de production égyptienne ni d'autres facteurs neutres qui ont fait baisser le prix des barres d'armature en Égypte, et que ceux-ci ont été indûment imputés aux importations de barres d'armature en provenance de Turquie.

12. Il est clair que l'allégation qui précède a trait à la **causalité**. La disposition pertinente de l'Accord antidumping est l'article 3.5. L'allégation de la Turquie au titre de l'article 3.4 devrait donc être **rejetée**, car elle est sans rapport avec la question à l'examen.

13. La Turquie n'a pas établi que les autorités chargées de l'enquête n'avaient pas tenu compte de l'effet d'autres facteurs qui avaient un effet défavorable important sur la branche de production égyptienne, en violation de l'article 3.5 de l'Accord antidumping. Tout au long de l'enquête, les autorités chargées de l'enquête ont examiné tous les éléments de preuve qui avaient été fournis par les parties intéressées. À cette fin, elles ont examiné l'augmentation des capacités de production, la concurrence entre les producteurs nationaux, la baisse des prix des matières premières, la demande intérieure et l'effet des importations ne faisant pas l'objet d'un dumping. Se fondant sur cet examen, les autorités chargées de l'enquête ont constaté qu'il n'existait "aucune autre cause de dommage" *suffisante* pour rompre le lien de causalité qui existait entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale.

3. L'argument de la Turquie concernant l'accroissement des capacités de production et l'établissement d'un lien de causalité est fondamentalement vicié

14. S'agissant de l'établissement de l'existence d'un lien de causalité, l'argument de la Turquie concernant l'accroissement des capacités de la branche de production égyptienne de barres d'armature est fondamentalement vicié à plusieurs égards. Premièrement, le Groupe spécial devrait rejeter tous les éléments de preuve nouveaux qui n'avaient pas été communiqués aux autorités chargées de l'enquête au cours de leur enquête. Deuxièmement, contrairement à ce qu'allègue la Turquie, les autorités chargées de l'enquête ont effectivement examiné l'accroissement des capacités de la branche de production nationale, comme l'exigeait l'Accord antidumping. Troisièmement, les exportateurs turcs ont dit au cours de l'enquête que l'accroissement des capacités de la branche de production égyptienne était un facteur économique indiquant l'*absence de dommage*, plutôt qu'un facteur qui aurait été *connu* comme contribuant au dommage subi par la branche de production nationale.

4. La Turquie n'a pas démontré que l'Égypte avait mal appliqué l'article 3.5 de l'Accord antidumping

15. La Turquie dit que l'Égypte a imputé à tort aux importations en provenance de Turquie la baisse des prix qui s'est produite en 1999. Elle allègue en particulier que les autorités chargées de l'enquête ont contrevenu à l'article 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping en imputant aux importations la baisse des prix causée par le recul de la demande, l'intensification de la concurrence sur le marché intérieur et la baisse du coût des matières premières.

16. Il est évident que la question qui est soulevée ici a trait elle aussi à la *causalité*. La Turquie n'allègue pas que l'Égypte n'a pas examiné l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale, comme l'exigeait l'article 3.4. La Turquie ne fournit aucun argument juridique pour étayer son allégation en ce sens. L'invocation de l'article 3.4 est ainsi dénuée de fondement juridique et devrait donc être rejetée par le Groupe spécial.

17. En ce qui concerne l'article 3.5 de l'Accord antidumping, le Groupe spécial doit se demander si les autorités chargées de l'enquête ont examiné l'effet sur les prix de facteurs tels que le recul de la demande, l'intensification de la concurrence sur le marché intérieur et la baisse du coût des matières premières.

18. Au cours de l'enquête, les autorités chargées de l'enquête n'ont trouvé aucun élément de preuve établissant l'existence d'une contraction de la demande du produit concerné. Au contraire, la demande a augmenté. En outre, les autorités chargées de l'enquête ne disposaient pas de suffisamment d'éléments de preuve pour conclure que l'accroissement des capacités de production aurait pu être un facteur contribuant au dommage. Toutefois, elles ont effectivement examiné la question de savoir si celui-ci avait entraîné une intensification de la concurrence. Quant à la baisse du coût des matières premières, les autorités chargées de l'enquête ont constaté que la baisse alléguée du prix de l'acier n'était pas un facteur suffisant pour rompre le lien de causalité qui existait entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale.

5. L'analyse et l'établissement des faits par la Turquie en ce qui concerne la comparaison avec les importations en provenance de pays ne pratiquant pas le dumping sont viciés

19. L'analyse et l'établissement des faits par la Turquie en ce qui concerne la comparaison avec les importations en provenance de pays ne pratiquant pas le dumping sont viciés à deux égards. Premièrement, la Turquie donne à entendre que l'Accord antidumping obligeait les autorités chargées de l'enquête à déterminer si les importations faisant l'objet d'un dumping établissaient les prix directeurs sur le marché aux fins de l'établissement de l'existence d'un lien de causalité au titre de l'article 3.5. Deuxièmement, elle accuse à tort les autorités chargées de l'enquête de ne pas avoir examiné les effets des importations ne faisant pas l'objet de dumping en provenance de pays tiers lorsqu'elles ont déterminé que les importations faisant l'objet d'un dumping causaient, par les effets du dumping, un dommage à la branche de production nationale de barres d'armature.

20. Bien que les prix des importations ne faisant pas l'objet d'un dumping en provenance de pays tiers *puissent* être pertinents en ce qui concerne l'établissement de l'existence d'un lien de causalité au titre de l'article 3.5, rien dans l'Accord n'obligeait l'Égypte à examiner la question de savoir si les importations en provenance de Turquie jouaient le rôle de prix directeurs sur le marché. Ce qui est pertinent à cet égard c'est que les autorités chargées de l'enquête ont examiné les facteurs *connus* qui, au même moment, causaient un dommage à la branche de production. Cela étant, la Turquie n'a pas établi *prima facie* que les importations ne faisant pas l'objet d'un dumping en provenance de pays tiers étaient un facteur qui était connu des autorités chargées de l'enquête pour causer simultanément un dommage à la branche de production nationale.

21. Néanmoins, les autorités chargées de l'enquête ont pris soin d'examiner les effets potentiels des importations en provenance de pays tiers, aussi bien en termes de volume que de prix, sur la branche de production nationale. L'Accord antidumping ne prescrit aucune méthode en particulier à laquelle l'Égypte aurait dû avoir recours pour différencier les effets dommageables des importations faisant l'objet d'un dumping des effets dommageables d'autres facteurs de causalité. Les autorités chargées de l'enquête ont donc examiné les importations ne faisant pas l'objet d'un dumping de *toutes* provenances et constaté que la baisse des prix intérieurs était causée par les importations faisant l'objet d'un dumping plutôt que par les importations d'autres provenances.

22. Pour ce qui est de l'Arabie saoudite et de la Libye, l'examen des volumes d'importation en provenance de ces pays au cours des premiers trimestres de 1998 et de 1999 a révélé que le volume des importations était en forte diminution dans un cas comme dans l'autre, contrairement aux importations en provenance de Turquie, qui ont augmenté considérablement pendant la même période. En outre, les autorités chargées de l'enquête ont examiné les prix des importations en provenance d'Arabie saoudite et de Libye et constaté que ceux-ci étaient beaucoup plus élevés que ceux des importations en provenance de Turquie. Par conséquent, elles ont conclu que les autres sources d'importations n'étaient pas la cause du dommage subi par la branche de production nationale.

6. La Turquie affirme à tort que la constatation de sous-cotation des prix établie par les autorités chargées de l'enquête était fondée sur une comparaison erronée des prix

23. La Turquie allègue que parce que les autorités chargées de l'enquête ont comparé des prix intérieurs et des prix à l'importation qui n'étaient pas vraiment comparables et dont le niveau commercial n'était pas approprié, la constatation de sous-cotation établie par celles-ci était fondée sur une comparaison erronée des prix, en violation de l'article 3.1, 3.2 et 3.5 de l'Accord.

24. Il est clair que la comparaison par les autorités chargées de l'enquête du prix à l'importation et du prix intérieur a été bel et bien effectuée au même niveau commercial (c'est-à-dire le prix sortie usine pour la branche de production locale et le prix sortie entrepôt de l'importateur pour les importations faisant l'objet d'un dumping). La Turquie souhaiterait par contre que la comparaison soit établie en fonction du prix rendu. Il n'existe toutefois aucun fondement juridique qui obligerait les autorités chargées de l'enquête à circonscrire ainsi leur analyse.

7. La tâche du Groupe spécial ne consiste pas à procéder à un examen *de novo* de la détermination établie par les autorités chargées de l'enquête en ce qui concerne les ventes sur le marché intérieur, mais plutôt à déterminer si l'établissement des faits par celles-ci était impartial et objectif

25. La Turquie allègue que les autorités chargées de l'enquête ont mal interprété certaines données. Elle allègue en particulier que les autorités chargées de l'enquête ont cherché à imputer aux importations en provenance de Turquie l'accroissement des ventes sur le marché intérieur et qu'elles ont conclu que cet accroissement résultait de la baisse sensible des prix intérieurs à laquelle il avait été nécessaire de procéder pour faire face à la concurrence du produit faisant l'objet d'un dumping et conserver la part de marché.

26. En alléguant que les autorités chargées de l'enquête ont mal interprété certaines données, la Turquie conteste en fait la détermination établie par celles-ci en ce qui concerne ces données. Toutefois, il est indiqué très clairement à l'article 17.6 i) que la tâche du Groupe spécial consiste uniquement à apprécier la question de savoir si l'établissement des faits par les autorités chargées de l'enquête était correct et si leur évaluation de ces faits était impartiale et objective. Dans l'affirmative, l'évaluation ne sera pas infirmée, même si le Groupe spécial est arrivé à une conclusion différente. Au demeurant, *la Turquie n'a pas allégué d'une violation particulière de l'Accord antidumping et aucun fondement juridique ne vient donc étayer cette allégation.*

8. L'Accord antidumping n'oblige pas les autorités chargées de l'enquête à informer les parties intéressées qu'elles ont modifié le fondement juridique de leur détermination de l'existence d'un dommage au cours de l'enquête

27. La Turquie allègue que les autorités chargées de l'enquête ont contrevenu à l'article 6.1 et 6.2 de l'Accord antidumping en ne faisant pas savoir qu'elles avaient modifié la portée de leur enquête, qui portait au départ sur l'existence d'une menace de dommage important avant de porter sur l'existence d'un dommage important actuel. Toutefois, aux termes de l'Accord antidumping, l'Égypte n'était pas tenue d'informer les sociétés interrogées qu'elle avait modifié au cours de l'enquête le fondement juridique de la détermination de l'existence d'un dommage.

9. La Turquie n'a pas établi que les autorités chargées de l'enquête n'avaient pas démontré que les importations causaient un dommage à la branche de production égyptienne "par les effets du dumping dont l'existence avait été constatée"

28. Selon la Turquie, étant donné qu'il n'y a eu dumping qu'en 1998 et que le dommage dont l'existence a été constatée par les autorités chargées de l'enquête s'est produit en 1999, les autorités

chargées de l'enquête n'ont pas établi que les importations causaient, par les effets du dumping, un dommage à la branche de production nationale. D'après elle, "la détermination qui en résulte est donc incompatible avec l'article 3.1 et 3.5".

29. Nous ferons valoir deux points. Premièrement, l'Accord antidumping ne prescrit pas l'établissement d'une période de temps donné aux fins de la collecte des données en ce qui concerne les enquêtes relatives à l'existence d'un dumping et d'un dommage. Deuxièmement, les autorités chargées de l'enquête ont constaté que le dommage qui s'était produit au premier trimestre de 1999 confirmait qu'un dommage avait été causé en 1998 en raison des importations faisant l'objet d'un dumping. Ainsi, lorsqu'elles ont fixé les périodes pour la collecte des données relatives à la fois à l'existence d'un dumping et d'un dommage, les autorités chargées de l'enquête ont inclus le premier trimestre de 1999 en ce qui concerne le dommage, afin de bien tenir compte des effets du dumping qui avait surtout eu lieu en 1998, en termes de volume. En outre, la période prévue pour la collecte des données relatives à l'existence d'un dommage comprenait toute la période prévue par les autorités chargées de l'enquête pour la collecte des données relatives à l'existence d'un dumping.

B. DÉTERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DUMPING

1. Déclaration liminaire

30. Les autorités chargées de l'enquête ont tenté à maintes reprises d'obtenir les renseignements requis des sociétés interrogées, mais elles se sont heurtées à un manque de coopération et au manque de fiabilité des données. Par conséquent, elles n'avaient d'autre choix que de fonder leur détermination sur les renseignements à leur disposition. Pour déterminer quelles étaient les données de fait disponibles pertinentes, les autorités chargées de l'enquête ont utilisé principalement les données communiquées par chacune des sociétés interrogées, leur donnant ainsi le bénéfice de leurs propres données dans la mesure du possible.

2. Les demandes de renseignements complémentaires étaient parfaitement conformes aux dispositions pertinentes de l'Accord antidumping

31. La Turquie allègue que la demande de renseignements concernant les coûts, qui a été envoyée aux sociétés interrogées le 19 août et le 23 septembre 1999, contrevenait à l'article 6.1, 6.1.1, 6.2, 6.6 et 6.7 ainsi qu'au paragraphe 7 de l'Annexe I et aux paragraphes 1 et 6 de l'Annexe II de l'Accord antidumping. Enfin, elle allègue que ces demandes contreviennent également à l'article 2.4 de l'Accord antidumping, qui traite de la comparaison entre la valeur normale et le prix d'exportation. Ces allégations sont sans fondement.

32. Contrairement à ce qu'allègue la Turquie, les lettres du 19 août 1999 n'étaient pas "un long questionnaire complémentaire concernant les coûts qui constituait, en fait, un tout nouveau questionnaire sur les coûts". Les demandes de renseignements complémentaires sur le coût de production des barres d'armature ont été envoyées par les autorités chargées de l'enquête en raison de deux faits non contestés:

a) Toutes les sociétés interrogées, à l'exception d'IDC, ont fourni des réponses incomplètes et partielles aux questions figurant dans la section relative au coût de production du questionnaire adressé aux fabricants. Contrairement aux instructions expresses figurant sur ce questionnaire, elles n'ont fourni de données mensuelles sur les coûts que pour les mois au cours desquels elles avaient exporté des barres d'armature vers l'Égypte. Comme ces renseignements de portée limitée étaient largement insuffisants pour vérifier si les ventes sur le marché intérieur avaient été effectuées au cours d'opérations commerciales normales, il a été demandé aux

sociétés interrogées de fournir des données concernant les coûts pour toute la période visée par l'enquête.

b) Durant la période visée par l'enquête, la Turquie a connu une hyperinflation dont le taux mensuel atteignait 5 pour cent en moyenne. Comme ce facteur était susceptible d'avoir une incidence importante sur le coût de production, les autorités chargées de l'enquête ont demandé aux sociétés interrogées d'indiquer si leur coût de production avait été ajusté pour tenir compte de l'inflation et de fournir des éléments de preuve pour étayer leurs dires, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'Annexe II et de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping.

33. De l'avis de l'Égypte, cette façon de procéder est conforme aux dispositions des articles 2.4, 6.1, 6.1.1, 6.2, 6.6 et 6.7 ainsi que du paragraphe 7 de l'Annexe I et des paragraphes 1 et 6 de l'Annexe II de l'Accord antidumping.

34. Les autorités chargées de l'enquête se sont conformées aux dispositions du paragraphe 1 de l'Annexe II lorsqu'elles ont envoyé à chacune des sociétés interrogées, en février 1999, un questionnaire adressé aux fabricants dans lequel étaient précisés les renseignements qui devaient être fournis et la façon dont ceux-ci devaient être structurés. Dans le questionnaire, les autorités chargées de l'enquête appelaient également l'attention des sociétés interrogées sur le fait qu'elles pourraient établir des déterminations en se fondant sur les données de fait disponibles si les renseignements requis n'étaient pas communiqués dans un délai raisonnable. Comme il est démontré dans la présente communication, le même niveau d'assistance a été fourni en réponse à toutes les demandes ultérieures de renseignements complémentaires.

35. L'observation des dispositions de l'article 6.1 est manifeste puisque les demandes de renseignements complémentaires avaient précisément pour objet d'aviser les parties intéressées des renseignements dont les autorités chargées de l'enquête avaient besoin pour établir leurs déterminations.

36. Les autorités chargées de l'enquête n'ont pas contrevenu à l'article 6.2. Cet article n'a rien à voir avec les demandes de renseignements complémentaires puisqu'il ne concerne que les renseignements qui sont présentés oralement. Par ailleurs, l'Égypte estime que les autorités chargées de l'enquête n'étaient pas tenues d'organiser une réunion, puisque la demande en ce sens avait été présentée vers la fin de l'enquête, alors qu'il avait déjà été établi que les données sur les coûts qui avaient été communiquées par les sociétés interrogées n'étaient pas fiables.

37. Tel qu'il est expliqué dans la présente communication, les demandes de renseignements complémentaires ont été envoyées conformément à l'article 6.6 qui habilite et, de fait, oblige les autorités chargées de l'enquête à s'assurer de l'exactitude des renseignements sur lesquels leurs déterminations sont fondées.

38. En outre, les autorités chargées de l'enquête ont informé les sociétés interrogées des raisons pour lesquelles les renseignements communiqués au sujet des coûts de production ne pouvaient pas être acceptés et leur ont ménagé d'amples possibilités de présenter par écrit les éléments de preuve requis, conformément aux dispositions de l'article 6.1 et du paragraphe 6 de l'Annexe II. Toutefois, de l'avis de l'Égypte, les dispositions de l'article 6.1.1 ne s'appliquent pas aux demandes de renseignements et de précisions complémentaires comme celles qui ont été envoyées par les autorités chargées de l'enquête sur les barres d'armature. En effet, l'article 6.1.1 ne concerne que le délai qui doit être accordé pour répondre aux questionnaires, ce qui, de toute évidence, ne concerne pas les demandes de renseignements complémentaires.

39. En ce qui concerne l'allégation au titre de l'article 6.7 et du paragraphe 7 de l'Annexe I, l'Égypte estime, contrairement à ce qu'allègue la Turquie, que l'Accord antidumping ne donne pas à entendre que les autorités chargées de l'enquête doivent vérifier les renseignements uniquement au moyen de visites de vérification sur place, ni que les visites de vérification devraient être privilégiées par rapport à d'autres moyens de vérification. Par ailleurs, l'Accord antidumping n'empêche pas les autorités chargées de l'enquête de demander la communication de renseignements complémentaires et d'éléments de preuve documentaires une fois qu'elles ont effectué des visites de vérification.

40. Enfin, l'allégation de violation de l'article 2.4 est injustifiée puisque cet article, et l'exigence qu'il renferme à l'égard de la charge de la preuve, ne concerne que la question d'une comparaison équitable entre le prix à l'exportation et la valeur normale. Quoi qu'il en soit, l'Égypte soutient que les autorités chargées de l'enquête n'ont jamais imposé aux sociétés interrogées une charge déraisonnable en matière de preuve, puisque les données demandées se trouvaient dans des registres comptables facilement accessibles et que les précisions demandées étaient essentiellement de nature descriptive.

3. La décision d'utiliser en partie les données de fait disponibles était pleinement justifiée parce que les sociétés interrogées n'ont pas fourni de données fiables sur les coûts

41. Contrairement à ce qu'allègue la Turquie, la décision d'avoir recours aux données de fait disponibles est parfaitement conforme aux obligations de l'Égypte au titre des dispositions de l'Accord antidumping et, en particulier, des dispositions de l'article 6.8 et de l'Annexe II de cet accord. Comme il est démontré dans la présente communication, les données sur les coûts qui ont été communiquées par les sociétés interrogées étaient incomplètes et non étayées par des éléments de preuve suffisants; en outre, il n'a pas été démontré qu'elles tenaient dûment compte des frais associés à la production et à la vente de barres d'armature, comme l'exigeait l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping. Par conséquent, les autorités chargées de l'enquête étaient en droit d'établir leurs déterminations en se fondant sur les données de fait disponibles, conformément aux dispositions de l'article 6.8 et du paragraphe 5 de l'Annexe II. En application des dispositions du paragraphe 6 de l'Annexe II, les autorités chargées de l'enquête ont informé les sociétés interrogées des raisons pour lesquelles leurs données sur les coûts ne pouvaient pas être acceptées et leur ont ménagé d'amples possibilités de fournir des explications complémentaires. En outre, elles ont exposé dans leur rapport final les raisons pour lesquelles les explications et les renseignements fournis n'étaient pas satisfaisants, justifiant ainsi le recours aux données de fait disponibles.

42. Comme il est expliqué dans la présente communication, les allégations de violation de l'article 2.2.1.1, 2.2.2 et 2.4 sont superflues puisqu'elles reposent sur l'hypothèse que les autorités chargées de l'enquête n'étaient pas en droit de recourir aux données de fait disponibles. Elles s'appuient en outre sur une prémisse fausse, à savoir que les autorités chargées de l'enquête auraient calculé le coût de production et la valeur normale construite sur une base mensuelle, alors qu'ils ont été calculés pour l'ensemble de la période visée par l'enquête. Enfin, elles sont sans fondement en droit et aboutiraient à des résultats absurdes dans les circonstances de l'espèce.

4. Les autorités chargées de l'enquête ont utilisé les données communiquées par les sociétés interrogées en tant que données de fait disponibles pertinentes

43. Les circonstances exposées brièvement aux points 1 et 2 ci-dessus auraient habilité les autorités chargées de l'enquête à faire complètement abstraction des données qui leur avaient été fournies sur les coûts et à faire pleinement usage des données de fait disponibles pour déterminer la valeur normale. Au lieu de cela, elles ont décidé d'utiliser les données communiquées par les sociétés interrogées en tant que données de fait disponibles pertinentes. L'Égypte estime que cette méthode était raisonnable et équitable car, en dépit de la piètre qualité des données sur les coûts qui lui ont été fournies par les sociétés interrogées, celles-ci ont eu le bénéfice de leurs propres données. En outre, cela était parfaitement conforme aux dispositions pertinentes de l'Accord antidumping.

44. Le coût de production et la valeur normale construite des sociétés interrogées ont été calculés suivant cette méthode. La Turquie prétend que les autorités chargées de l'enquête ont violé diverses dispositions de l'Accord antidumping lorsqu'elles ont construit le coût de production et la valeur normale pour les sociétés Icdas, Habas, IDC et Diler. Aucune allégation n'a été formulée concernant les calculs relatifs à la société Colakoglu. Il est expliqué dans la présente communication que ces allégations sont sans fondement et qu'elles doivent donc être rejetées.

5. La non-prise en compte des intérêts créditeurs dans la construction du coût de production et de la valeur normale est conforme à l'Accord antidumping

45. Les dispositions pertinentes de l'Accord antidumping indiquent clairement que le coût de production doit correspondre aux frais associés à la production et à la vente du produit en question, à l'exclusion de tout autre élément qui n'a aucun rapport avec la production ou la vente. Par conséquent, l'Égypte estime que les intérêts créditeurs, qui sont le fruit des activités financières des sociétés interrogées, ne devraient pas être inclus dans le calcul du coût de production. Cela est conforme aux dispositions de l'article 2.2 de l'Accord antidumping ainsi qu'à la pratique usuelle d'autres juridictions, telles que les États-Unis et les Communautés européennes, par exemple.

6. Le fait que la valeur normale construite n'a pas été ajustée en fonction des frais de crédit n'est pas contraire à l'Accord antidumping

46. La Turquie allègue que le refus des autorités chargées de l'enquête d'ajuster la valeur normale construite en fonction des frais de crédit, alors que le prix à l'exportation a été ajusté de cette façon, contrevient à l'article 2.4 de l'Accord antidumping. Cette allégation n'est pas fondée en droit. L'Égypte estime que, contrairement aux prix de vente effectifs qui sont négociés entre le vendeur et l'acheteur en fonction, entre autres choses, des conditions de vente, la construction de la valeur normale donne un prix théorique sur le niveau duquel ne peuvent influer des conditions de vente. Par conséquent, l'Égypte estime qu'il n'est pas nécessaire d'ajuster la valeur normale construite en fonction des différences dans les conditions de crédit, puisque celles-ci n'influent pas sur une telle valeur normale. Au demeurant, comme toutes les ventes sur le marché intérieur ont été effectuées à perte, les autorités chargées de l'enquête n'auraient pas pu utiliser les conditions de crédit accordées au cours d'opérations commerciales normales pour calculer l'ajustement. Pour les raisons qui précèdent, l'Égypte estime que le fait que la valeur normale construite n'a pas été ajustée en fonction des frais de crédit découle d'une interprétation admissible de l'article 2.4 de l'Accord antidumping et que cela devrait donc être confirmé par le Groupe spécial.

7. L'Égypte n'a pas contrevenu aux dispositions de l'article X:3 du GATT de 1994 en menant l'enquête antidumping sur les barres d'armature

47. Enfin, la Turquie allègue que certaines des mesures qui ont été prises par les autorités chargées de l'enquête contrevenaient à l'article X:3 du GATT de 1994. Cette allégation est superflue et sans fondement.

48. De l'avis de l'Égypte, les mesures prises dans le cadre d'une seule affaire antidumping par les autorités chargées de l'enquête ne devraient être examinées au regard des obligations qui sont faites à l'article X:3 que si ces mesures ont eu une incidence importante sur l'application de la loi de manière générale, et non simplement sur l'issue de la seule affaire dont il est question. Par ailleurs, il ne serait pas possible de toute façon de parvenir à la conclusion qu'il y a eu violation de l'article X:3 s'il était constaté que les mesures en question sont conformes aux obligations de nature plus particulière qui résultent de l'Accord de l'OMC qui est d'application.

ANNEXE 2-1

PREMIÈRE DÉCLARATION ORALE DE LA TURQUIE
RÉSUMÉ ANALYTIQUE

1. Le gouvernement turc estime que l'application de mesures antidumping définitives en l'espèce est incompatible avec les articles VI et X:3 du GATT de 1994 et les articles 2.2, 2.4, 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 6.1, 6.2, 6.6, 6.7 et 6.8 de l'Accord, ainsi que le paragraphe 7 de l'Annexe I et les paragraphes 1, 3, 5, 6 et 7 de l'Annexe II.

I. ALLÉGATIONS DE L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE

2. Au cours de l'enquête sur l'existence d'un dommage en ce qui concerne les barres d'armature turques, l'autorité chargée de l'enquête a constaté que la production et les ventes intérieures en Égypte avaient *augmenté* au cours de la période couverte par l'enquête, que l'utilisation de la capacité était restée constante ou avait augmenté et que la branche de production nationale avait pu *accroître* sa part de marché. En particulier, le volume des ventes intérieures a augmenté de 46 pour cent en 1997 et de 19,5 pour cent en 1998. Par rapport aux niveaux de 1996, la part du marché intérieur s'est accrue de 5,7 pour cent en 1998 et de 22,9 pour cent pendant le premier trimestre de 1999. Les principaux indices de dommage cités dans le Rapport final sont des éléments de preuve indiquant qu'il y a eu une baisse des prix, des fléchissements notables de la rentabilité de la branche de production nationale en 1998 et au premier trimestre de 1999 et un accroissement des stocks.

3. Le gouvernement turc estime que l'autorité chargée de l'enquête a imputé à tort aux effets des importations en provenance de la Turquie la baisse des prix, le fléchissement de la rentabilité et l'accroissement des stocks. À cet égard, le Rapport final a établi l'existence d'éléments de preuve indiquant qu'il y avait sous-cotation des prix du fait des importations en provenance de la Turquie et imputé à cette sous-cotation une baisse des prix de 1,6 pour cent en 1998 et de 10,8 pour cent au premier trimestre de 1999. Toutefois, il n'existe pas d'"éléments de preuve positifs" liant ces effets aux importations en provenance de la Turquie. Les augmentations du volume des importations ne peuvent pas causer un dommage lorsque la branche de production nationale elle-même accroît le volume de ses ventes, maintient l'utilisation de la capacité et accroît sa part du marché intérieur. La présence d'une certaine sous-cotation des prix ne constitue pas non plus un élément de preuve positif suffisant relatif à la cause du dommage. Les éléments de preuve positifs établissant la cause du dommage comprendraient des éléments de preuve indiquant que les acheteurs considéraient que les importations en provenance de la Turquie étaient les mieux placées sur le marché, des éléments de preuve établissant qu'il y a eu diminution des ventes, ou des éléments de preuve indiquant que la branche de production nationale a baissé ses prix ou n'a pas été en mesure d'augmenter les prix spécifiquement sous l'effet des prix des importations en provenance de la Turquie. Aucun de ces éléments de preuve n'a été versé au dossier En l'absence d'"éléments de preuve positifs" spécifiques indiquant que les importations ont provoqué des baisses de prix, d'autres facteurs auraient aussi bien pu causer ces baisses de prix, comme la Turquie le soutient par ailleurs. Étant donné que l'Égypte n'a pas établi, par des "éléments de preuve positifs", que les importations en provenance de la Turquie avaient provoqué les baisses de prix et de rentabilité enregistrées par la branche de production égyptienne de barres d'armature, l'imposition de mesures antidumping définitives est en l'espèce contraire à l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord.

4. La Turquie estime que l'autorité chargée de l'enquête n'a pas examiné tous les facteurs et indices économiques pertinents influant sur la situation de la branche de production, en violation de l'article 3.4, et qu'elle a indûment imputé aux importations en provenance de la Turquie l'incidence d'autres facteurs et conditions de concurrence, en violation de l'article 3.5. Plus précisément, l'autorité

chargée de l'enquête n'a pas pris en compte les effets défavorables sur la rentabilité de la branche de production nationale et les prix provoqués par les cinq facteurs suivants: a) l'augmentation importante de la capacité des deux principaux producteurs égyptiens de barres d'armature et ses effets temporaires probables sur la structure des coûts de production, ainsi que ses effets sur la concurrence entre les producteurs égyptiens face à la nouvelle expansion des commandes; b) l'intensification de la concurrence entre Al Ezz et Alexandria National, Al Ezz cherchant à accroître sa part de marché en tirant parti de son avantage sur Alexandria National en matière de coûts; c) la baisse des prix des débris d'acier, la principale matière première utilisée par Al Ezz pour la production de barres d'armature; d) la forte contraction de la demande intérieure en janvier 1999, par suite de la baisse des prix des barres d'armature; et e) l'effet d'importations d'un prix comparable, faisant l'objet d'un commerce loyal.

5. La Turquie note également que l'autorité chargée de l'enquête n'a pas évalué tous les facteurs prescrits à l'article 3.4, y compris les suivants: la productivité, les effets négatifs (effectifs et potentiels) sur le flux de liquidités, l'emploi, les salaires, la croissance et la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement. De plus, la version publique du Rapport sur les faits essentiels et les conclusions ne fournit pas d'éléments de preuve indiquant que la capacité, l'utilisation de la capacité et le retour sur investissement ont fait l'objet d'un examen ou d'une évaluation suffisants.

6. La Turquie estime que l'Égypte n'a pas déterminé avec précision s'il y avait eu sous-cotation des prix du fait des importations de barres d'armature en provenance de la Turquie, parce que l'autorité chargée de l'enquête n'a pas établi des comparaisons de prix sur la base du prix rendu au client. Le Rapport sur les faits essentiels et les conclusions ne révèle pas les circuits de distribution du produit national et du produit importé ni le point de la chaîne de distribution où il y a effectivement une concurrence par les prix entre le produit importé et le produit national. Si l'on ne connaît pas ces données de fait, il est impossible de déterminer si l'autorité chargée de l'enquête a mesuré la concurrence par les prix entre le produit importé et le produit national au niveau commercial correct. Les constatations de l'autorité chargée de l'enquête à cet égard sont contraires à l'article 3.1, 3.2 et 3.5.

7. La Turquie estime que l'autorité chargée de l'enquête a violé l'article 6.1 et 6.2 de l'Accord en modifiant la portée de son enquête relative au dommage – la faisant passer d'une enquête portant uniquement sur l'existence d'une menace de dommage à une enquête sur l'existence d'un dommage important actuel – après le délai imparti pour fournir des renseignements factuels et formuler des observations et sans ménager un délai suffisant aux parties turques interrogées. Le fait de n'avoir pas ménagé un tel délai a privé les parties turques intéressées de leur droit de fournir des renseignements pertinents et de formuler des observations sur la question du dommage important actuel.

8. Le fait de mener une enquête pour établir l'existence d'un dumping au cours de l'année civile 1998 et de se fonder sur des éléments de preuve de l'existence d'un dommage relatifs au premier trimestre de 1999 constitue, de la part de l'autorité chargée de l'enquête, une violation de l'article 3.5, qui impose d'établir que "les importations … causent, par les effets du dumping, … un dommage au sens [de l']Accord". Il n'a pas été établi qu'il existait un lien entre un dumping en 1998 et un dommage en 1999.

II. DÉTERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DUMPING

9. L'Égypte a inversé l'ordre normal des étapes d'une enquête en matière de droits antidumping et, ce faisant, a porté gravement atteinte aux droits et intérêts des parties turques interrogées. Normalement, le questionnaire relatif à une procédure antidumping devrait contenir toutes les questions de base, indiquer le mode de présentation des données sur les ventes et les coûts de production sur le marché intérieur et demander tous les documents de base justifiant ces coûts à

présenter en dehors de l'enquête sur place. De plus, le questionnaire doit être communiqué le plus tôt possible après l'ouverture de l'enquête.

10. Dans l'enquête sur les barres d'armature menée par l'Égypte, plus d'un mois après que la vérification a eu lieu, plus de quatre mois après que les réponses au questionnaire ont été fournies et alors que, selon les propres termes de l'autorité chargée de l'enquête, la fin de son enquête était "proche", l'autorité chargée de l'enquête a soudainement produit un long questionnaire complémentaire sur les coûts, qui était en fait un questionnaire entièrement nouveau et beaucoup plus complexe. Bon nombre des données demandées étaient des données de base préliminaires qui auraient dû être demandées soit dans le questionnaire initial soit au moment de la vérification. De plus, l'autorité chargée de l'enquête voulait que les parties interrogées fournissent de nombreux renseignements nouveaux concernant les coûts. Et puis, au lieu de prolonger son enquête afin de procéder à une nouvelle vérification des coûts, l'autorité chargée de l'enquête demandait aux parties interrogées de faire l'impossible - répondre à un questionnaire sur les coûts beaucoup plus détaillé et plus complexe que le questionnaire initial et présenter des tableaux et des graphiques liant chaque aspect des réponses sur les coûts et les ventes à leurs livres comptables et registres, ainsi que des documents originaux permettant de confirmer chaque prix de vente et coût. Naturellement, tous les documents originaux étaient sensés être entièrement traduits, organisés, expliqués et reliés en anglais, pour que les autorités égyptiennes puissent retracer les données, de la réponse aux livres comptables. Littéralement parlant, il aurait fallu traduire, organiser et expliquer des milliers de pages pour répondre complètement au questionnaire.

11. Comme l'ont expliqué à l'époque trois des parties turques interrogées, cette tentative de vérification "à distance" ou "par correspondance" était dès le début vouée à l'échec. En réalité, étant donné le ton et la teneur de la lettre du 19 août et le délai qui y était fixé, le fait que des lettres pratiquement identiques ont été adressées à chacune des cinq parties interrogées, malgré l'absence d'éléments de preuve indiquant qu'elles avaient coordonné leurs réponses, le moment choisi pour envoyer cette lettre, 24 heures seulement après que la Turquie a subi un important tremblement de terre et le délai absurde imposé pour la réponse, il semble que l'Égypte espérait et comptait que les parties interrogées ne seraient pas en mesure de répondre, ce qui aurait donné un prétexte pour une détermination finale avec des marges fondées sur les "données de fait disponibles".

12. Le fait de n'avoir pas demandé, dans le questionnaire initial, les renseignements de base sur les coûts indiqués dans leur lettre du 19 août constitue, de la part des autorités égyptiennes, une violation du paragraphe 1 de l'Annexe II de l'Accord. En attendant la fin de la vérification pour soulever ces questions et en insistant ensuite pour que les parties interrogées procèdent à une vérification complète "par correspondance" des réponses qu'elles avaient données auparavant sur les coûts et fournissent les nouveaux renseignements que l'autorité chargée de l'enquête a demandé pour la première fois le 19 août, l'Égypte a porté gravement atteinte aux droits des parties interrogées et à leur capacité à fournir les données demandées, en violation du paragraphe 6 de l'Annexe II. L'Égypte a également imposé "une charge de la preuve déraisonnable" aux parties interrogées, en violation de l'article 2.4 de l'Accord.

13. Ce préjudice a été aggravé par les délais absurdes imposés pour fournir les réponses aux questionnaires du 19 août 1999 et du 23 septembre 1999 de l'autorité chargée de l'enquête. Le délai de 13 jours imposé pour répondre au questionnaire du 19 août était manifestement insuffisant dans le meilleur des cas, eu égard aux nouvelles demandes détaillées de renseignements et d'autovérification figurant dans ce questionnaire. Il ne tenait aucun compte de la situation effective dans laquelle se trouvaient les parties interrogées par suite de l'important tremblement de terre ayant frappé Istanbul la veille.

14. Les parties interrogées ont à juste titre demandé que les délais prévus pour répondre à ce questionnaire soient prorogés jusqu'au au 11 octobre 1999 et jusqu'au 22 octobre 1999. Mais

l'autorité chargée de l'enquête n'a prorogé le délai que jusqu'au 15 septembre 1999, soit 27 jours seulement après la publication du questionnaire. Le fait de n'avoir pas accordé un délai de 37 jours pleins pour répondre à ce questionnaire et le fait de n'avoir pas fait droit aux demandes raisonnables de prorogation du délai initial de 37 jours présentées par les parties interrogées constituent une violation de l'article 6.1.1. À titre subsidiaire, ces mesures constituaient une violation de l'article 6.2 et du paragraphe 6 de l'Annexe II.

15. Le 23 septembre 1999, l'autorité chargée de l'enquête a demandé aux entreprises concernées, pour la première fois, une ventilation de tous les coûts de production des billettes sur une base mensuelle. L'autorité chargée de l'enquête a également demandé que ces trois entreprises traduisent chacune des centaines de pages des documents qu'elles étaient tenues de fournir dans leurs réponses du 15 septembre. Le délai imparti pour répondre à ce questionnaire, deux à cinq jours seulement, était manifestement insuffisant et contraire à l'article 6.1.1 et 6.2 de l'Accord, ainsi qu'au paragraphe 6 de l'Annexe II.

16. Après avoir reçu la lettre du 23 septembre 1999 de l'autorité chargée de l'enquête, Colakoglu, Diler et Habas ont demandé une audition pour pouvoir expliquer comment les renseignements fournis dans leurs réponses du 15 septembre 1999 répondaient aux demandes de renseignements adressées par l'autorité chargée de l'enquête. Le rejet de cette demande était contraire à l'article 6.2, qui dispose, entre autres choses, que "[l]es parties intéressées auront … le droit ... de présenter oralement … [des] renseignements". Icdas a demandé une audition immédiatement après avoir examiné le Rapport sur les faits essentiels et les conclusions. Le rejet de cette demande constituait également une violation de l'article 6.2.

17. L'autorité chargée de l'enquête a justifié la demande de renseignements complémentaires sur les coûts après la vérification par le fait que les coûts et les prix des barres d'armature des parties interrogées n'avaient pas augmenté comme elle l'avait prévu, compte tenu du niveau élevé d'inflation en Turquie. Ce raisonnement était cependant purement hypothétique. Cette hypothèse de l'autorité chargée de l'enquête reposait uniquement sur le fait indiscutable que l'économie turque se trouvait dans une situation fortement inflationniste pendant la période couverte par l'enquête. Cependant, l'hyperinflation dans l'économie dans son ensemble ne signifie certainement pas que chaque secteur et chaque groupe de produits connaissent le même taux d'inflation. C'est en particulier le cas lorsque les branches de production (comme la branche de production turque de barres d'armature) importent la majeure partie de leurs matières premières et que la matière première utilisée est un produit de base soumis à des variations considérables des prix.

18. Les parties interrogées ont montré dans leurs réponses, fournies le 15 septembre 1999, que l'autorité chargée de l'enquête a supposé à tort que des coûts constants, en légère baisse ou en légère hausse signifiaient que les renseignements sur les coûts de production communiqués par elles étaient incomplets. Plus précisément, les parties interrogées ont montré qu'en 1998 les prix de leurs débris d'acier, exprimés en dollars, avaient baissé de 30 à 40 pour cent. La valeur de la livre turque était également en baisse vis-à-vis du dollar au cours de cette période. Toutefois, lorsque le coût en devise constante diminue, le coût en livres pourrait aussi diminuer, ou rester stable, ou n'augmenter que légèrement, mais dans une proportion nettement moindre que l'inflation.

19. De plus, les parties interrogées ont expliqué que les contrats de travail étaient renégociés une fois par an, de sorte que l'on ne devait pas s'attendre à des modifications du coût unitaire de la main-d'œuvre pendant l'année, toutes choses étant égales par ailleurs. Dans ces conditions, ce sont les variations du volume de la production qui font augmenter et baisser les coûts unitaires de la main-d'œuvre. De même, s'agissant de l'amortissement, les parties interrogées ont indiqué que les dépenses étaient corrigées en fin d'année en fonction de l'inflation. Certaines entreprises utilisaient l'amortissement total en fin d'année pour calculer leurs dépenses d'amortissement mensuelles. D'autres utilisaient leurs valeurs mensuelles en expliquant que l'inflation annuelle était prévue en

début d'année et était incluse dans les dépenses d'amortissement mensuelles dans les livres comptables de l'entreprise. En conséquence, si les dépenses d'amortissement de 1998 ont certainement été plus élevées que celles de 1997, toutes choses étant égales par ailleurs, les dépenses d'amortissement unitaires ne variaient pas d'un mois à l'autre en 1998. Enfin, l'Administration turque a fourni les statistiques officielles des importations montrant que l'inflation n'a pas augmenté de 5 pour cent par mois comme l'avait supposé l'autorité chargée de l'enquête. Pendant de nombreux mois, y compris de mai à août 1998, l'inflation n'a pas dépassé 2,5 pour cent en *rythme annuel*. Ainsi, s'agissant de cette branche de production, il n'est pas du tout surprenant que ni les coûts ni les prix sur le marché intérieur n'aient augmenté de 5 pour cent par mois.

20. Les constatations de l'autorité chargée de l'enquête selon lesquelles les coûts communiqués par les parties interrogées ne tenaient pas compte des effets de l'inflation, établie à 5 pour cent par mois par l'autorité chargée de l'enquête, étaient contraires à tous les faits versés au dossier. Pour cette raison, la détermination des faits par l'autorité chargée de l'enquête n'était pas "correcte" et son évaluation de ces faits n'était pas impartiale ni objective. (Voir l'article 17.6 i)). De plus, le recours à des données de fait disponibles n'était pas justifié au regard des articles 6.8 et 2.4 de l'Accord.

21. L'autorité chargée de l'enquête a voulu qualifier les réponses de Colakoglu, Habas et Diler aux lettres du 19 août et du 23 septembre de "refus" de fournir les renseignements nécessaires. Cependant, étant donné l'énorme quantité de renseignements et l'analyse demandées et le délai limité imparti pour la réponse, les réponses volumineuses fournies et la volonté exprimée par les parties interrogées de se rendre au Caire pour expliquer les renseignements communiqués, le Groupe spécial devrait conclure que chaque partie interrogée a, pour le moins, "agi au mieux de ses possibilités". En conséquence, le recours à des données de fait disponibles constitue une violation du paragraphe 5 de l'Annexe II. De plus, si les réponses reçues par l'autorité chargée de l'enquête de IDC et de Icdas étaient jugées insuffisantes, il incombait à l'autorité chargée de l'enquête de faire savoir à ces entreprises que des renseignements ou des explications complémentaires étaient requis. Aucun avis de ce genre n'a jamais été communiqué. Voir le paragraphe 6 de l'Annexe II.

22. Comme nous l'avons indiqué dans notre communication, étant donné que le recours par l'autorité chargée de l'enquête aux données de fait disponibles n'était par justifié, la détermination finale n'était pas conforme à l'article 2.2.1.1, 2.2.2 ou 2.4.

23. Les données de fait ayant servi à calculer les coûts des parties interrogées ont été gravement altérées et étaient incompatibles avec d'autres renseignements fiables versés au dossier, en violation du paragraphe 3 de l'Annexe II.

24. Le fait de ne pas déduire les intérêts perçus à court terme des intérêts versés est contraire à l'article 2.2.1.1 et 2.2.2 de l'Accord. Les états financiers des parties turques interrogées ont été établis suivant les pratiques comptables généralement acceptées en Turquie. Les états financiers des parties interrogées font une distinction entre les revenus d'exploitation et les revenus hors exploitation. Les charges et les revenus d'exploitation sont des charges et des revenus directement liés aux activités essentielles des entreprises, qui comprennent la production et la vente de barres d'armature. Les intérêts perçus à court terme sont fongibles et sont enregistrés comme revenus d'exploitation dans les états financiers des entreprises. Par conséquent, conformément aux principes comptables généralement acceptés, ces revenus sont liés à la production et la vente du produit visé par l'enquête.

25. Le fait de ne pas ajuster la valeur normale pour tenir compte des différences en matière de conditions de crédit est contraire à l'article 2.4 de l'Accord. L'ajustement en fonction du coût du crédit dont se prévalent les parties interrogées est normalement autorisé par les États-Unis, l'UE, le Canada, le Chili et l'Australie. Ces ajustements portent aussi bien sur la valeur normale que sur la valeur normale construite.

ANNEXE 2-2

PREMIÈRE DÉCLARATION ORALE DE L'ÉGYPTE
RÉSUMÉ ANALYTIQUE

I. INTRODUCTION ET PORTÉE DE L'EXAMEN

1. La Turquie a formulé un certain nombre d'allégations au titre des articles 2, 3 et 6 et des Annexes I et II de l'Accord antidumping ainsi qu'au titre de l'article X:3 du GATT de 1994. L'Égypte rétorque que les mesures définitives touchant les barres d'armature en provenance de Turquie ont été appliquées dans le cadre d'une enquête qui a été ouverte et menée conformément aux droits et obligations de l'Égypte, comme l'exigeaient les dispositions pertinentes de l'Accord antidumping et du GATT de 1994.

2. La plupart des allégations de la Turquie reposent sur une interprétation différente des circonstances de fait ayant entouré l'enquête sur les barres d'armature; toutefois, cela n'est pas suffisant pour démontrer l'existence d'une violation de l'Accord antidumping. Les faits peuvent être appréciés de différentes façons. Ce qui importe au regard de l'article 17.6 de l'Accord antidumping, c'est la question de savoir si l'établissement des faits par les autorités chargées de l'enquête était impartial et objectif et la question de savoir si les déterminations établies par celles-ci reposaient sur une interprétation admissible des dispositions applicables de l'Accord antidumping. Autre question d'importance primordiale au regard de l'article 17.5 ii): le Groupe spécial doit tenir compte uniquement des faits qui ont été communiqués aux autorités chargées de l'enquête au cours de leur enquête lorsqu'il examine les déterminations qui ont été établies par celles-ci.

II. DOMMAGE

A. CAUSALITÉ

3. La Turquie n'a pas réussi à démontrer que l'application par l'Égypte de l'article 3.5 de l'Accord antidumping était incorrecte. Les arguments de la Turquie semblent reposer sur une idée essentiellement fausse de l'Accord antidumping, qui voudrait que le dumping doive être l'unique cause du dommage. Cependant, depuis la conclusion du Tokyo Round, il n'est même plus nécessaire que le dumping soit la principale cause du dommage.

4. Au cours de l'enquête, l'Égypte a pris soin de différencier les facteurs autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui auraient pu contribuer au dommage subi par la branche de production nationale. Les autorités chargées de l'enquête ont examiné tous les éléments de preuve qui avaient été fournis par les parties intéressées, y compris les "facteurs connus" autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui étaient susceptibles de causer un dommage à la branche de production nationale. Se fondant sur cet examen, elles ont constaté qu'il n'existait "aucune autre cause de dommage" suffisante pour rompre le lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale. Au contraire, les autorités chargées de l'enquête ont constaté que le volume et le prix des importations faisant l'objet d'un dumping avaient une incidence directe sur la branche de production nationale de barres d'armature, compte tenu du prix, de la rentabilité et des stocks.

5. L'article 3.5 de l'Accord antidumping ne prévoit pas expressément que les autorités chargées de l'enquête doivent chercher à connaître et examiner dans chaque cas, de leur propre initiative, les effets de tous les facteurs possibles autres que les importations qui peuvent causer un dommage (*Thaïlande – Acier*, rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.273). L'Accord n'oblige pas l'Égypte à

examiner la question de savoir si la branche de production nationale a perdu certaines ventes au profit des importations en provenance de Turquie ni celle de savoir si les fabricants nationaux ont baissé leurs prix précisément pour faire face aux offres concurrentes des fournisseurs de barres d'armature turques. Bien que l'examen des prix des importations ne faisant pas l'objet d'un dumping en provenance de pays tiers puisse être pertinent en ce qui concerne l'établissement de l'existence d'un lien de causalité au titre de l'article 3.5, rien dans l'Accord ne requiert l'examen de la question de savoir si les importations en provenance de Turquie jouaient le rôle de prix directeurs sur le marché. Au demeurant, comme il est expliqué en détail dans la première communication de l'Égypte, les autorités chargées de l'enquête ont pris soin d'examiner les effets sur la branche de production nationale, aussi bien pour ce qui est du volume que du prix, des importations en provenance de pays tiers, y compris celles en provenance d'Arabie saoudite et de Libye.

6. L'examen de la contraction de la demande ou des modifications de la configuration de la consommation n'est pas obligatoire en vertu de l'article 3.5, à moins qu'il ne soit pertinent aux fins de la détermination, par les autorités chargées de l'enquête, de l'existence d'un lien de causalité. Contrairement à ce qu'allègue la Turquie, l'article 3.5 de l'Accord antidumping ne faisait pas aux autorités chargées de l'enquête l'obligation d'enquêter "sur la question de savoir s'il existait un écart entre l'offre et la demande qui ne pouvait être comblé que par la production nationale". Cependant, le Groupe spécial devrait noter: a) que les autorités chargées de l'enquête ont examiné la demande sur le marché égyptien et constaté que celle-ci avait augmenté; et b) que le dommage subi par la branche de production nationale ne prenait pas la forme d'une perte de ventes. D'ailleurs, dans la *communication des sociétés turques interrogées portant sur la menace de dommage* (voir ci-joint la pièce n° 18 de la Turquie), celles-ci attirent l'attention sur le fait que la demande est en train d'augmenter, en réalité.

7. Quant à la baisse du coût des matières premières, les autorités chargées de l'enquête ont examiné les éléments de preuve et constaté que celle-ci n'avait pas empêché la branche de production nationale de subir des pertes. Étant donné que le dommage causé à la branche de production nationale comprenait une diminution des bénéfices, la baisse du coût des matières premières est encore plus éloquente en ce qui concerne l'établissement de l'existence d'un lien de causalité entre le dumping et le dommage causé à la branche de production nationale.

8. La Turquie allègue que les autorités chargées de l'enquête n'ont pas enquêté sur l'accroissement des capacités des producteurs nationaux de barres d'armature. Cela est inexact: l'accroissement des capacités de la branche de production nationale a été examiné par les autorités chargées de l'enquête au cours de leur enquête, comme l'exigeait l'article 3.4. Elles ont également examiné la question de savoir si l'accroissement des capacités de production avait entraîné une intensification de la concurrence dans la branche de production nationale et constaté que cela n'était pas un facteur pertinent aux fins de l'établissement de l'existence d'un lien de causalité au titre de l'article 3.5. Toutefois, l'accroissement des capacités de production n'était pas un facteur qui était connu comme contribuant au dommage. En effet, pour les sociétés interrogées, l'accroissement des capacités de la branche de production égyptienne était un facteur économique démontrant l'absence de dommage causé à la branche de production nationale.

9. Comme l'Égypte l'a démontré dans sa première communication, l'invocation par la Turquie de l'article 3.4 pour des questions se rapportant à l'examen de l'existence d'un lien de causalité au titre de l'article 3.5 est incorrecte sur le plan juridique. La Turquie allègue que l'Égypte a indûment imputé le dommage (c'est-à-dire la baisse des prix et une diminution de la rentabilité) aux importations en provenance de Turquie. Selon la Turquie, le dommage a été "produit", c'est-à-dire causé, par des facteurs autres que les importations faisant l'objet d'un dumping, tels que l'accroissement des capacités de production nationale et l'intensification de la concurrence sur le marché intérieur, une baisse du prix des matières premières et de la demande intérieure ainsi que l'effet des importations ne faisant pas l'objet d'un dumping. L'examen de l'existence d'un dommage diffère de l'examen de l'existence

d'un lien de causalité. L'analyse du dommage au titre de l'article 3.4 ne comporte pas l'examen des autres facteurs pouvant contribuer au dommage, cet examen n'étant prévu qu'à l'article 3.5.

10. Quoi qu'il en soit, la Turquie n'a fourni ni les arguments juridiques ni les éléments de preuve nécessaires pour étayer une allégation au titre de l'article 3.4. Il ne suffit pas que la Turquie se contente d'alléguer, sans plus, d'une violation particulière de l'Accord antidumping. Elle doit montrer *prima facie* qu'il y a incompatibilité, ce qu'elle n'a pas réussi à faire.

B. MÉTHODE ET INTERPRÉTATION DES DONNÉES

1. Sous-cotation du prix

11. La Turquie allègue que, parce que les autorités chargées de l'enquête ont comparé des prix intérieurs et des prix à l'importation qui n'étaient pas vraiment comparables et dont le niveau commercial n'était pas approprié, la constatation de sous-cotation établie par celles-ci était fondée sur une comparaison erronée des prix, en violation de l'article 3.1, 3.2 et 3.5 de l'Accord. Cela est faux: le niveau commercial qui a été jugé approprié dans ce contexte par les autorités chargées de l'enquête est le prix sortie usine pour la branche de production locale et le prix sortie entrepôt de l'importateur pour les importations faisant l'objet d'un dumping, lesquels sont deux prix parfaitement comparables aux fins de la détermination d'une sous-cotation du prix. La Turquie aurait souhaité quant à elle que la comparaison soit établie en fonction du prix rendu. Cette allégation ne repose toutefois sur aucun fondement juridique. En outre, pareille comparaison ferait abstraction du fait que les importateurs et les exportateurs ne vendent pas sur une base rendu.

2. Ventes et prix

12. En alléguant que les autorités chargées de l'enquête ont mal interprété certaines données relatives aux ventes et aux prix, la Turquie conteste en fait l'évaluation de ces données par les autorités chargées de l'enquête. L'Égypte tient à rappeler qu'il est indiqué très clairement à l'article 17.6 i) que la tâche du Groupe spécial consiste uniquement à apprécier la question de savoir si l'établissement des faits par les autorités chargées de l'enquête était correct et si leur évaluation de ces faits était impartiale et objective. Dans l'affirmative, l'évaluation ne peut être infirmée, même si le Groupe spécial est arrivé à une conclusion différente. Au demeurant, la Turquie n'a pas allégué d'une violation particulière de l'Accord antidumping et aucun fondement juridique ne vient donc étayer cette allégation d'une manière ou d'une autre.

3. Période retenue

13. Selon la Turquie, étant donné que le dumping a eu lieu en 1998 et que le dommage causé à la branche de production nationale s'est produit en 1999, l'Égypte n'a pas établi que les importations causaient, par les effets du dumping, un dommage à la branche de production nationale, en violation de l'article 3.1 et 3.5. Toutefois, contrairement à ce qu'allègue la Turquie, le dommage causé à la branche de production nationale s'est produit en 1998 et au premier trimestre de 1999. En outre, l'Accord antidumping ne prescrit pas l'établissement d'une période de temps donnée aux fins de la collecte des données en ce qui concerne les enquêtes relatives à l'existence d'un dumping et d'un dommage. Comme il est indiqué dans la première communication de l'Égypte, la période prévue pour la collecte des données relatives à l'existence d'un dumping et d'un dommage est conforme à la *Recommandation du Comité des pratiques antidumping concernant les périodes de collecte des données pour les enquêtes antidumping*, qui a été adoptée le 5 mai 2000. En effet, la période prévue pour la collecte des données relatives à l'existence d'un dommage, qui allait de 1997 au premier trimestre de 1999, comprenait toute la période prévue par les autorités chargées de l'enquête pour la collecte des données relatives à l'existence d'un dumping, qui couvrait l'année 1998.

4. Portée de l'enquête

14. La Turquie allègue que les autorités chargées de l'enquête ont contrevenu à l'article 6.1 et 6.2 de l'Accord antidumping en ne faisant pas savoir qu'elles avaient modifié la portée de leur enquête, qui portait au départ sur l'existence d'une menace de dommage important avant de porter sur l'existence d'un dommage important actuel. Toutefois, aucune disposition de l'Accord antidumping n'oblige les autorités chargées de l'enquête à indiquer aux parties intéressées, au cours de l'enquête, qu'elles ont changé le fondement juridique de leur détermination de l'existence d'un dommage (*Guatemala – Ciment II*, rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.237).

III. DUMPING

15. Les autorités chargées de l'enquête ont tenté à maintes reprises d'obtenir les renseignements requis des sociétés interrogées, mais elles se sont heurtées à un manque de coopération et au manque de fiabilité des données. Par conséquent, elles n'avaient d'autre choix que de fonder leurs déterminations sur les renseignements à leur disposition.

B. DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

16. Contrairement à ce qu'allègue la Turquie, les lettres du 19 août 1999 n'étaient pas "un long questionnaire complémentaire concernant les coûts qui constituait, en fait, un tout nouveau questionnaire sur les coûts". Les demandes de renseignements complémentaires sur le coût de production des barres d'armature ont été envoyées par les autorités chargées de l'enquête en raison de deux faits. Premièrement, toutes les sociétés interrogées, à l'exception d'IDC, ont fourni des réponses incomplètes et partielles aux questions figurant dans la section relative au coût de production du questionnaire adressé aux fabricants et, deuxièmement, les données qui ont été fournies sur les coûts étaient incompatibles avec l'hyperinflation qu'a connue l'Égypte au cours de la période visée par l'enquête.

17. De l'avis de l'Égypte, la lettre du 19 août 1999 est conforme aux dispositions des articles 2.4, 6.1, 6.1.1, 6.2, 6.6 et 6.7 ainsi que du paragraphe 7 de l'Annexe I et des paragraphes 1 et 6 de l'Annexe II de l'Accord antidumping.

18. Les autorités chargées de l'enquête se sont conformées aux dispositions du paragraphe 1 de l'Annexe II lorsqu'elles ont envoyé à chacune des sociétés interrogées, en février 1999, un questionnaire adressé aux fabricants dans lequel étaient précisés les renseignements qui devaient être fournis et la façon dont ceux-ci devaient être structurés. Dans le questionnaire, les autorités chargées de l'enquête appelaient également l'attention des sociétés interrogées sur le fait qu'elles pourraient établir des déterminations en se fondant sur les données de fait disponibles si les renseignements requis n'étaient pas communiqués dans un délai raisonnable. Le même niveau d'assistance a été fourni en réponse à toutes les demandes ultérieures de renseignements complémentaires. L'observation des dispositions de l'article 6.1 est manifeste puisque les demandes de renseignements complémentaires avaient précisément pour objet d'aviser les parties intéressées des renseignements dont les autorités chargées de l'enquête avaient besoin pour établir leurs déterminations. Les autorités chargées de l'enquête n'ont pas contrevenu à l'article 6.2. Cet article n'a rien à voir avec les demandes de renseignements complémentaires puisqu'il ne concerne que les renseignements qui sont présentés oralement. Les demandes de renseignements complémentaires ont été envoyées conformément à l'article 6.6 qui habilite et, de fait, oblige les autorités chargées de l'enquête à s'assurer de l'exactitude des renseignements sur lesquels leurs déterminations sont fondées. En outre, les autorités chargées de l'enquête ont informé les sociétés interrogées des raisons pour lesquelles les renseignements communiqués au sujet des coûts de production ne pouvaient pas être acceptés et leur ont ménagé d'amples possibilités de présenter par écrit les éléments de preuve requis, conformément aux dispositions de l'article 6.1 et du paragraphe 6 de l'Annexe II. Toutefois, de l'avis de l'Égypte,

l'article 6.1 n'est pas d'application, car il a trait uniquement au délai qui doit être accordé pour répondre aux questionnaires, ce qui, de toute évidence, ne concerne pas les demandes de renseignements complémentaires. En ce qui concerne l'allégation au titre de l'article 6.7 et du paragraphe 7 de l'Annexe I, l'Égypte estime, contrairement à ce qu'allègue la Turquie, que l'Accord antidumping ne donne pas à entendre que les autorités chargées de l'enquête doivent vérifier les renseignements uniquement au moyen de visites de vérification sur place, ni que les visites de vérification devraient être privilégiées par rapport à d'autres moyens de vérification. Par ailleurs, l'Accord antidumping n'empêche pas les autorités chargées de l'enquête de demander la communication de renseignements complémentaires et d'éléments de preuve documentaires une fois qu'elles ont effectué des visites de vérification.

19. Enfin, l'allégation de violation de l'article 2.4 est injustifiée puisque cet article, et l'exigence qu'il renferme à l'égard de la charge de la preuve, ne concerne que la question d'une comparaison équitable entre le prix à l'exportation et la valeur normale.

C. L'UTILISATION D'UNE PARTIE DES DONNÉES DE FAIT DISPONIBLES ÉTAIT PLEINEMENT JUSTIFIÉE

20. Contrairement à ce qu'allègue la Turquie, la décision d'avoir recours aux données de fait disponibles est parfaitement conforme aux obligations de l'Égypte au titre des dispositions pertinentes de l'Accord antidumping. Les données sur les coûts qui ont été communiquées par les sociétés interrogées étaient incomplètes et non étayées par des éléments de preuve suffisants; en outre, il n'a pas été démontré qu'elles tenaient dûment compte des frais associés à la production et à la vente de barres d'armature, comme l'exigeait l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping. Par conséquent, les autorités chargées de l'enquête étaient en droit d'établir leurs déterminations en se fondant sur les données de fait disponibles, conformément aux dispositions de l'article 6.8 et du paragraphe 5 de l'Annexe II. En application des dispositions du paragraphe 6 de l'Annexe II, les autorités chargées de l'enquête ont informé les sociétés interrogées des raisons pour lesquelles leurs données sur les coûts ne pouvaient pas être acceptées et leur ont ménagé d'amples possibilités de fournir des explications complémentaires. En outre, elles ont exposé dans leur rapport final les raisons pour lesquelles les explications et les renseignements fournis n'étaient pas satisfaisants, justifiant ainsi le recours aux données de fait disponibles. Par ailleurs, il a été démontré que les allégations de violation de l'article 2.2.1.1, 2.2.2 et 2.4 étaient superflues.

D. DONNÉES COMMUNIQUÉES PAR LES SOCIÉTÉS INTERROGÉES

21. Les autorités chargées de l'enquête ont décidé d'utiliser les données communiquées par les sociétés interrogées en tant que données de fait disponibles pertinentes. L'Égypte estime que cette méthode était raisonnable et équitable car, en dépit de la piètre qualité des données sur les coûts qui lui ont été fournies par les sociétés interrogées, celles-ci ont eu le bénéfice de leurs propres données. Le coût de production et la valeur normale construite des sociétés interrogées ont été calculés suivant cette méthode. La Turquie prétend que les autorités chargées de l'enquête ont violé diverses dispositions de l'Accord antidumping lorsqu'elles ont construit le coût de production et la valeur normale pour les sociétés Icdas, Habas, IDC et Diler. Aucune allégation n'a été formulée concernant les calculs relatifs à la société Colakoglu. Il est expliqué que ces allégations sont sans fondement et qu'elles doivent donc être rejetées.

E. NON-PRISE EN COMPTE DES INTÉRÊTS CRÉDITEURS

22. L'Égypte estime que les intérêts créditeurs, qui sont le fruit des activités financières des sociétés interrogées, ne devraient pas être inclus dans le calcul du coût de production. Cela est conforme aux dispositions de l'article 2.2 de l'Accord antidumping ainsi qu'à la pratique usuelle d'autres juridictions, telles que les États-Unis et les Communautés européennes.

F. ABSENCE D'AJUSTEMENT POUR LES FRAIS DE CRÉDIT

23. L'Égypte estime que, contrairement aux prix de vente effectifs qui sont négociés entre le vendeur et l'acheteur en fonction, entre autres choses, des conditions de vente, la construction de la valeur normale donne un prix théorique sur le niveau duquel ne peuvent influer des conditions de vente. Cela étant, elle estime qu'il n'est pas nécessaire d'ajuster la valeur normale construite en fonction des différences dans les conditions de crédit, puisque celles-ci n'influent pas sur une telle valeur normale. Au demeurant, comme toutes les ventes sur le marché intérieur ont été effectuées à perte, les autorités chargées de l'enquête n'auraient pas pu utiliser les conditions de crédit accordées au cours d'opérations commerciales normales pour calculer l'ajustement. Pour les raisons qui précèdent, l'Égypte estime que le fait que la valeur normale construite n'a pas été ajustée en fonction des frais de crédit découle d'une interprétation admissible de l'article 2.4 de l'Accord antidumping et que cela devrait donc être confirmé par le Groupe spécial.

G. ARTICLE X:3 DU GATT DE 1994

24. De l'avis de l'Égypte, les mesures prises dans le cadre d'une seule affaire antidumping par les autorités chargées de l'enquête ne devraient être examinées au regard des obligations qui sont faites à l'article X:3 que si ces mesures ont eu une incidence importante sur l'application de la loi de manière générale, et non simplement sur l'issue de la seule affaire dont il est question. Par ailleurs, il ne serait pas possible de toute façon de parvenir à la conclusion qu'il y a eu violation de l'article X:3 s'il était constaté que les mesures en question sont conformes aux obligations de nature plus particulière qui résultent de l'Accord de l'OMC qui est d'application.

ANNEXE 3

REFORMULATION PAR LA TURQUIE DE SES ALLÉGATIONS EN RÉPONSE À UNE DEMANDE DU GROUPE SPÉCIAL

I. ALLÉGATIONS CONCERNANT L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE

A. ARTICLE 3.1

1. Selon l'Organe d'appel, l'expression "éléments de preuve positifs", telle qu'elle est employée à l'article 3.1, signifie que "les éléments de preuve doivent être de caractère affirmatif, objectif et vérifiable, et qu'ils doivent être crédibles".[1]

1. Défaut d'apporter des éléments de preuve spécifiques établissant un lien entre les importations et les effets défavorables du volume et des prix sur la branche de production nationale

2. Comme il est indiqué dans le résumé analytique de la déclaration faite par la Turquie à la première réunion de fond (paragraphes 1 et 2), les principaux *indices* de dommage invoqués par l'Égypte à l'appui de sa détermination positive de l'existence d'un dommage étaient une baisse des prix et un fléchissement de la rentabilité en 1998 et 1999. À cet égard, dans le rapport final, la baisse des prix était attribuée à une sous-cotation du prix en raison des importations en provenance de Turquie. La Turquie allègue que l'Égypte a violé l'article 3.1 en n'apportant pas d'"éléments de preuve positifs" établissant que les importations faisant l'objet d'un dumping avaient eu un effet sur les prix intérieurs, voire que les importations faisant l'objet d'un dumping avaient eu une incidence quelconque sur la branche de production nationale.

3. La simple existence d'augmentations du volume des importations dont il est allégué qu'elles font l'objet d'un dumping n'est pas un élément de preuve suffisant pour établir l'existence d'une incidence préjudiciable sur la branche de production nationale lorsque cette branche augmente considérablement le volume de ses propres ventes et enregistre une forte progression de sa part de marché. L'existence d'une sous-cotation du prix ne constitue pas non plus un "élément de preuve positif" suffisant pour établir qu'un dommage a été causé. Sans quelque chose de plus, les autorités chargées de l'enquête "peuvent prendre une coïncidence temporelle pour un lien de causalité".[2]

4. Des "éléments de preuve positifs" établissant que les importations ont fait chuter les prix intérieurs comprendraient des éléments de preuve selon lesquels les acheteurs estimaient que les "prix directeurs" sur le marché étaient établis par les importations turques, des éléments de preuve établissant que la branche de production nationale avait perdu certaines ventes au profit des importations turques, ou des éléments de preuve établissant que les producteurs nationaux avaient baissé leurs prix, ou avaient dû renoncer aux augmentations de prix prévues, parce que des clients avaient mentionné, au cours des négociations sur les prix menées avec les producteurs nationaux, la possibilité de se procurer des barres d'armature en provenance de Turquie à des prix moins élevés. Aucun de ces éléments de preuve n'a été apporté par les autorités chargées de l'enquête. En fait, il n'y a pas d'"éléments de preuve positifs" versés au dossier administratif établissant qu'il y avait une concurrence directe entre les importations et la branche de production nationale.

---

[1] *Produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, paragraphe 192.

[2] *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/R, 28 février 2001, paragraphe 7.252.

2. Défaut d'établir une détermination adéquate de l'existence d'une sous-cotation du prix

5. L'Égypte n'a pas établi non plus une détermination adéquate de l'existence d'une sous-cotation du prix. (Voir la section D ci-après et la première communication de la Turquie, section III.G.) Comme les autorités chargées de l'enquête n'ont pas dûment établi que les importations en provenance de Turquie étaient vendues à des prix inférieurs à ceux pratiqués pour des ventes comparables par la branche de production nationale, elles n'ont pas apporté d'"éléments de preuve positifs" de l'"effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix sur le marché intérieur", ni effectué un "examen objectif" de cet effet, en violation de l'article 3.1.

3. Défaut d'établir un lien entre les importations dont il a été expressément constaté qu'elles faisaient l'objet d'un dumping et le dommage

6. L'Égypte n'a pas démontré que le dumping et le dommage s'étaient produits au même moment, de telle sorte qu'il existait un lien entre les importations dont il avait été expressément constaté qu'elles faisaient l'objet d'un dumping et le dommage dont l'existence avait été constatée. Cela était contraire à l'article 3.5 (voir la section C ci-après et la première communication de la Turquie, section III.J) et à l'article 3.1.

7. Au cours de leur enquête, les autorités chargées de l'enquête ont constaté que la plus grande partie du dommage sur lequel elles s'étaient basées pour établir leur détermination positive de l'existence d'un dommage avait été causée pendant le premier trimestre de 1999. Plus précisément, les plus fortes baisses de prix et de rentabilité s'étaient produites pendant cette période. Toutefois, les autorités chargées de l'enquête n'ont pas constaté que les importations étaient vendues à des prix inférieurs à la valeur normale pendant cette période, et aucun élément de preuve ni raisonnement ne permet d'établir un lien entre le dommage dont l'existence a été constatée en 1999 et les importations faisant l'objet d'un dumping en 1998. Parce qu'elles n'ont pas établi l'existence d'un tel lien, les autorités chargées de l'enquête n'ont pas apporté d'"éléments de preuve positifs" établissant un lien en ce qui concerne "l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur". Les autorités chargées de l'enquête n'ont pas apporté non plus d'"éléments de preuve positifs" établissant un lien entre les importations faisant l'objet d'un dumping et l'"incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits". À ces deux égards, les autorités chargées de l'enquête ont violé l'article 3.1.

B. ARTICLE 3.4

1. Défaut d'examiner "tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de [la] branche [de production]", qui influent sur les "bénéfices" et "qui influent sur les prix intérieurs"

8. Les autorités chargées de l'enquête n'ont pas "évalu[é] ... tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de [la] branche [de production]", y compris tous les facteurs et indices économiques "qui influent sur les prix intérieurs". Plus précisément, elles n'ont pas examiné, ou n'ont pas examiné de manière adéquate, les facteurs suivants qui influaient directement sur la situation de la branche de production nationale:

a) l'accroissement spectaculaire des capacités des deux grands producteurs égyptiens de barres d'armature et les effets temporaires probables de cet accroissement sur les structures de coûts des producteurs;

b) l'effet de l'accroissement des capacités - la production ayant démarré à la fin de 1998 - sur la concurrence entre les producteurs égyptiens qui tentaient de remplir de nouveaux carnets de commandes plus volumineux;

c) l'intensification de la concurrence entre Al Ezz et Alexandria National, Al Ezz cherchant à accroître sa part de marché en tirant parti de ses avantages au niveau des coûts par rapport à Alexandria National;

d) la baisse des cours de la ferraille, principale matière première utilisée par Al Ezz;

e) la contraction très marquée de la demande en janvier 1999, précisément le mois au cours duquel les prix des barres d'armature ont chuté;

f) l'effet d'importations faisant l'objet d'échanges loyaux et dont les prix étaient comparables.[3]

9. Le facteur a) a une incidence sur les coûts de production de la branche de production nationale. Il s'agit donc d'un "facteur[] ou indice[] pertinent[] qui influe[] sur la situation de cette branche". C'est également un facteur qui influe sur ses bénéfices. Les "bénéfices" sont un facteur expressément mentionné à l'article 3.4.

10. Les facteurs b) à e) sont des facteurs "qui influent sur les prix intérieurs", pourtant, soit ils n'ont pas été mentionnés dans le rapport final, soit leurs effets sur les prix intérieurs n'ont pas été examinés par les autorités chargées de l'enquête, ou celles-ci en ont fait abstraction dans leur analyse des raisons pour lesquelles les prix avaient chuté. Si les autorités chargées de l'enquête ont fait remarquer qu'une baisse des prix des matières premières aurait dû entraîner une augmentation des bénéfices, et non l'inverse, elles n'ont pas tenu compte du fait que la baisse des prix de la ferraille avait touché Al Ezz seulement, et non Alexandria National, et que l'accroissement des avantages d'Al Ezz au niveau des coûts lui avait peut-être permis de réduire ses prix et de s'accaparer une part du marché d'Alexandria National sans compromettre sa rentabilité. Les avantages croissants au niveau des coûts et la part de marché grandissante d'Al Ezz devaient être évidents dans les données sur les coûts communiqués aux autorités chargées de l'enquête.

11. Le facteur f) peut ou non avoir eu un effet sur les prix intérieurs. Toutefois, étant donné qu'il y avait au même moment sur le marché des importations non visées et dont les prix étaient comparables et des importations en provenance de Turquie, et que rien ne permettait de constater que les importations en provenance de Turquie avaient eu, sur les prix intérieurs, des effets sensiblement différents de ceux des importations d'autres provenances, la constatation des autorités chargées de l'enquête selon laquelle les importations en provenance de Turquie avaient fait baisser les prix, ce que n'avaient pas fait les importations d'autres provenances, est à tout le moins illogique.

2. Défaut d'examiner des facteurs expressément énumérés à l'article 3.4

12. En outre, les autorités chargées de l'enquête n'ont pas évalué tous les facteurs expressément énumérés à l'article 3.4. Ces facteurs comprennent la productivité, les effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, l'emploi, les salaires, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement.[4]

13. Comme l'a dit le Groupe spécial *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde*, les facteurs énumérés à l'article 3.4 "doi[vent] être évalué[s] par les autorités chargées de l'enquête dans chaque cas au moment d'examiner l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production concernée".[5] Si les autorités chargées de l'enquête peuvent déterminer que certains des facteurs

[3] *Voir* la première communication de la Turquie, sections III.B, III.C, III.D et III.E.
[4] Déclaration de la Turquie à la première réunion de fond, page 12.
[5] WT/DS141/R, 30 octobre 2000, paragraphe 6.159

énumérés à l'article 3.4 ne sont pas pertinents dans un cas donné, elles ne peuvent pas écarter ces facteurs, et doivent expliquer leur absence de pertinence, afin que l'examen objectif par celles-ci de tous les facteurs ressorte de la détermination finale.[6] L'Égypte ne s'est pas conformée à cette exigence en l'espèce.

3. Défaut de mentionner dans le rapport final public que certains facteurs énumérés à l'article 3.4 ont fait l'objet d'un examen adéquat

14. La version publique du rapport sur les faits essentiels et les conclusions ne comporte pas d'éléments de preuve indiquant que l'utilisation des capacités ou le retour sur investissement ont fait l'objet d'un examen ou d'une évaluation suffisants. Cela était également contraire à l'article 3.4, parce que le dossier ne permet pas au Groupe spécial de savoir si un examen objectif et complet de ces facteurs a été effectué.[7]

C. ARTICLE 3.5

1. Absence d'éléments de preuve positifs établissant que les importations avaient un effet défavorable, au niveau du volume ou des prix, sur la branche de production nationale

15. L'absence d'éléments de preuve positifs établissant que les importations avaient un effet défavorable, au niveau du volume ou des prix, sur la branche de production nationale, dont il en est question dans la section I.A ci-dessus en ce qui concerne la violation de l'article 3.1, constitue également une violation de l'article 3.5. En n'apportant pas d'éléments de preuve positifs établissant que les importations avaient un effet, au niveau du volume ou des prix, sur la branche de production nationale, les autorités chargées de l'enquête n'ont pas démontré non plus l'existence d'"un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale", comme le prescrivait l'article 3.5.[8]

2. Défaut de dissocier et de distinguer les effets des facteurs connus autres que les importations qui causaient, ou peuvent avoir causé, un dommage à la branche de production nationale

16. Les facteurs énumérés ci-dessus dans la section I.B étaient des "facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui, au même moment," causaient, ou peuvent avoir causé, un dommage à la branche de production nationale. Le fait de ne pas avoir "correctement dissoci[é] ou distingu[é]" les effets de ces facteurs des effets des importations faisant l'objet d'un dumping était contraire à l'article 3.5.[9] Il en est résulté que les effets de ces facteurs ont été indûment imputés aux importations en provenance de Turquie.[10]

---

[6] *Id.*, paragraphe 6.162.

[7] *Id.*

[8] *Voir* la première communication de la Turquie, point III.A.

[9] "Pour qu'en appliquant l'article 3.5, les autorités chargées de l'enquête puissent faire en sorte que les effets dommageables des autres facteurs connus ne soient pas "imputés" aux importations faisant l'objet d'un dumping, elles doivent évaluer de manière adéquate les effets dommageables de ces autres facteurs. Logiquement, pour faire une telle évaluation, il faut dissocier et distinguer les effets dommageables des autres facteurs et les effets dommageables des importations faisant l'objet d'un dumping. Si les effets dommageables des importations faisant l'objet d'un dumping ne sont pas correctement dissociés et distingués des effets dommageables des autres facteurs, les autorités ne seront pas en mesure de conclure que le dommage qu'elles attribuent aux importations faisant l'objet d'un dumping est effectivement causé par ces importations, plutôt que par les autres facteurs." *Produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, paragraphe 223.

[10] *Voir* la première communication de la Turquie, sections III.B, III.C, III.D, III.E et III.F.

3. Défaut de démontrer que les importations ont causé un dommage à la branche de production nationale "par les effets du dumping" dont l'existence a été constatée

17. Comme il en a été question ci-dessus à propos de l'article 3.1, l'Égypte n'a pas démontré que le dumping et le dommage s'étaient produits au même moment, de telle sorte qu'il existait un lien entre les importations dont il a été expressément constaté qu'elles faisaient l'objet d'un dumping et le dommage dont l'existence a été constatée. Cela était contraire à l'article 3.1 (voir la section I.A ci-dessus et la première communication de la Turquie, section III.J) et à l'article 3.5.

18. Au cours de leur enquête, les autorités chargées de l'enquête ont constaté que la plus grande partie du dommage sur lequel elles s'étaient basées pour établir leur détermination positive de l'existence d'un dommage avait été causée pendant le premier trimestre de 1999. Plus précisément, les plus fortes baisses de prix et de rentabilité s'étaient produites pendant cette période. Toutefois, les autorités chargées de l'enquête n'ont pas constaté que les importations étaient vendues à des prix inférieurs à la valeur normale pendant cette période, et aucun élément de preuve ni raisonnement ne permet d'établir un lien entre le dommage dont l'existence a été constatée en 1999 et les importations faisant l'objet d'un dumping en 1998. Parce qu'elles n'ont pas établi l'existence d'un tel lien, les autorités chargées de l'enquête n'ont pas démontré "que les importations faisant l'objet d'un dumping caus[aient], *par les effets du dumping*, … un dommage au sens du présent accord", comme l'exigeait l'article 3.5.

19. Quel que puisse en être le sens par ailleurs, cette clause doit vouloir dire qu'il doit avoir été constaté que le dommage a été causé par les importations dont il a été prouvé qu'elles faisaient l'objet d'un dumping, c'est-à-dire qu'elles étaient vendues à un prix inférieur à la valeur normale. S'il y avait une constatation de dumping relativement aux importations en provenance de Turquie en 1998, il n'y avait aucune constatation comparable à propos des importations en 1999. De plus, il n'y avait, dans la détermination finale, aucun renseignement ni aucune analyse établissant un lien entre les importations en 1998 et les effets préjudiciables à la branche de production nationale dont l'existence a été constatée au cours du premier trimestre de 1999. Par conséquent, les autorités chargées de l'enquête ne se sont pas conformées aux exigences résultant de la première phrase de l'article 3.5.

D. ARTICLE 3.2

20. L'Égypte n'a pas déterminé avec exactitude s'il y avait eu sous-cotation du prix en raison des importations de barres d'armature en provenance de Turquie parce que les autorités chargées de l'enquête n'ont pas comparé les prix sur une base rendu client. Le rapport sur les faits essentiels et les conclusions ne révèle pas les circuits de distribution du produit national et du produit importé, ni le point de la chaîne de distribution où il y a effectivement une concurrence par les prix entre le produit importé et le produit national. Faute de connaître ces données de fait, il est impossible de déterminer si les autorités chargées de l'enquête ont mesuré la concurrence par les prix entre le produit importé et le produit national au niveau commercial correct.

21. Si, par exemple, le fabricant vend directement aux utilisateurs finals et que les importateurs vendent à des intermédiaires qui vendent ensuite aux utilisateurs finals, la concurrence véritable se situe au niveau des utilisateurs finals. Le prix que l'importateur fait payer à l'intermédiaire n'aura pas d'effet sur le prix du producteur national si la majoration de l'intermédiaire est supérieure à la différence entre le prix que l'importateur fait payer à l'intermédiaire et le prix que le producteur fait payer à l'utilisateur final. En pareil cas, la sous-cotation du prix doit être mesurée au niveau de l'utilisateur final, où s'exerce une concurrence directe entre le prix des barres d'armature importées et le prix des barres d'armature nationales.

22. De la même façon, si le fabricant national et l'importateur vendent sur une base rendu, la comparaison du prix intérieur et du prix à l'importation sur une base sortie usine masquera des

différences dans les frais de transport qui sont inclus dans le prix fixé au client et qui influent sur la comparabilité des prix. Comme le rapport final ne précise pas si les prix ont été comparés sur une base appropriée, l'Égypte n'a pas dûment déterminé qu'il y avait sous-cotation des prix des importations par rapport aux prix intérieurs, en violation de l'article 3.2. ("Pour ce qui concerne l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix, les autorités chargées de l'enquête examineront s'il y a eu, dans les importations faisant l'objet d'un dumping, sous-cotation notable du prix par rapport au prix d'un produit similaire du pays importateur …")

E. ARTICLE 6.1 ET 6.2

23. L'article 6.1 de l'Accord dispose que "[t]outes les parties intéressées par une enquête antidumping seront avisées des renseignements que les autorités exigent et se verront ménager d'amples possibilités de présenter par écrit tous les éléments de preuve qu'elle jugeront pertinents pour les besoins de l'enquête en question". L'article 6.2 dispose que "[p]endant toute l'enquête antidumping, toutes les parties intéressées auront toutes possibilités de défendre leurs intérêts".

24. La Turquie estime que l'Égypte a violé l'article 6.1 et 6.2 de l'Accord en modifiant la portée de son enquête relative à l'existence d'un dommage – la faisant passer d'une enquête portant uniquement sur l'existence d'une menace de dommage à une enquête relative à l'existence d'un dommage important actuel – après le délai imparti pour fournir des renseignements factuels et formuler des observations, et sans ménager un délai suffisant aux sociétés turques interrogées. Le fait de ne pas avoir ménagé un tel délai a privé les sociétés turques interrogées de leur droit de fournir des renseignements pertinents et de formuler des observations sur la question du dommage important actuel. Cela les a également privées de leur droit fondamental de connaître les allégations formulées contre elles au moment où elles étaient appelées à fournir des renseignements et à formuler des observations, ce qui était contraire à la régularité de la procédure.

25. Les autorités chargées de l'enquête ont clairement indiqué dans leur rapport sur l'ouverture d'une enquête que les allégations émanant de la branche de production nationale étaient uniquement des allégations de menace de dommage important. Sous la rubrique "Autres causes du dommage", par exemple, il est dit dans le rapport sur l'ouverture d'une enquête que "[l]a branche de production nationale a indiqué qu'il n'y avait aucune autre cause de menace de dommage, mis à part les importations dont il était allégué qu'elles faisaient l'objet d'un dumping. Par conséquent, les autorités chargées de l'enquête n'ont pas examiné d'autres facteurs de nature à menacer de causer un dommage important".[11] Les autorités chargées de l'enquête ont effectivement jugé nécessaire de mentionner qu'il n'y avait pas de cause de dommage actuel, autre que les importations dont il était allégué qu'elles faisaient l'objet d'un dumping, sans aucun doute parce que les allégations de dommage figurant dans la demande de la branche de production nationale se limitaient à des allégations de menace de dommage. Dans les questionnaires adressés aux parties turques intéressées, les autorités chargées de l'enquête ont également indiqué que "[l]a branche de production égyptienne avait présenté une demande en vue d'obtenir l'ouverture d'une enquête en invoquant une menace de dommage important attribuable à l'importation de marchandises en provenance de Turquie dont il était allégué qu'elles faisaient l'objet d'un dumping. Par conséquent, le Département doit examiner si la branche de production égyptienne risque de subir un dommage important dans un proche avenir si les importations faisant l'objet d'un dumping se poursuivent".[12]

26. Plus tard au courant de l'enquête, après l'expiration du délai imparti pour fournir des renseignements factuels et présenter des arguments sur la question du dommage, les autorités chargées de l'enquête ont modifié la portée de leur enquête afin d'examiner la question du dommage important actuel. En ne donnant pas un préavis suffisant du changement de portée de leur enquête et

[11] Pièce n° 1 de la Turquie, page 19.
[12] Pièce n° 2 de la Turquie, page 9.

en ne ménageant pas aux parties turques intéressées des possibilités suffisantes de fournir des renseignements et de formuler des observations sur cette question, les autorités chargées de l'enquête ont violé l'article 6.1 et 6.2.

II. ALLÉGATIONS CONCERNANT LA DÉTERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DUMPING

A. PARAGRAPHE 1 DE L'ANNEXE II; PARAGRAPHE 6 DE L'ANNEXE II; ARTICLE 6.7; PARAGRAPHE 7 DE L'ANNEXE I

27. L'Égypte a inversé l'ordre normal des étapes d'une enquête antidumping en l'espèce et, ce faisant, a porté gravement atteinte aux droits et aux intérêts des sociétés turques interrogées.

28. Normalement, le questionnaire devrait contenir toutes les questions essentielles, indiquer le mode de présentation des données concernant les ventes sur le marché intérieur et les coûts de production, et indiquer tous les documents justificatifs qu'il faut présenter à l'appui de ces coûts hors du cadre l'enquête sur place. De plus, ces questionnaires doivent être communiqués le plus tôt possible après l'ouverture de l'enquête. Ainsi, le paragraphe 1 de l'Annexe II de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

> "Dès que possible après l'ouverture de l'enquête, les autorités chargées de l'enquête devraient indiquer de manière détaillée les renseignements que doit fournir toute partie intéressée *et la façon dont elle devrait structurer les renseignements dans sa réponse*."

29. Les autorités chargées de l'enquête ont également l'obligation d'examiner attentivement les réponses à ce questionnaire et d'informer sans délai les sociétés interrogées du rejet d'une partie des renseignements ou de la nécessité de fournir des renseignements complémentaires. Ainsi, le paragraphe 6 de l'Annexe II de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

> "Si des éléments de preuve ou des renseignements ne sont pas acceptés, la partie qui les a communiqués sera informée immédiatement des raisons de leur rejet et aura la possibilité de fournir des explications complémentaires dans un délai raisonnable …"

30. Après cette étape, une vérification sur place peut être organisée au siège des sociétés interrogées. Voir l'article 6.7 et l'Annexe I. Cette vérification a pour objet de vérifier les renseignements fournis dans les réponses au regard des livres et registres de l'entreprise pour en déterminer l'exactitude. Lorsque cette vérification est terminée, le dossier factuel de l'enquête est habituellement clos. Selon le paragraphe 7 de l'Annexe I, "[c]omme son objet principal est de vérifier les renseignements fournis ou d'obtenir plus de détails, l'enquête sur place devrait avoir lieu après la réception de la réponse au questionnaire". De plus, le paragraphe 8 de l'Annexe I dispose qu'"[i]l faudrait … que les réponses aux demandes de renseignements ou aux questions émanant des autorités … qui sont essentielles à l'aboutissement de l'enquête sur place, soient données avant que la visite ait lieu".

31. Dans l'enquête sur les barres d'armature menée par l'Égypte, le questionnaire a été envoyé à chacun des six exportateurs turcs, et chacun d'eux, à l'exception du fournisseur d'Ekinciler, a répondu à l'ensemble du questionnaire. Le questionnaire initial sur les coûts était assez simple, puisqu'un seul chiffre était demandé pour tous les coûts des matières premières et que la période pour laquelle les coûts devaient être indiqués n'était pas précisée. Il était demandé aux sociétés interrogées de faire état des ventes sur le marché intérieur qui se rapprochaient le plus près possible dans le temps de celles destinées à l'Égypte et, compte tenu de l'hyperinflation que connaissait l'économie turque et de la pratique usuelle d'autres juridictions, les sociétés turques interrogées ont déclaré leurs coûts de

production mensuels pour les mêmes mois que ceux pour lesquels elles avaient fait état de ventes sur le marché intérieur.

32. Les réponses au questionnaire initial communiquées par les sociétés Colakoglu, Diler, Habas, Icdas et IDC ont été jugées complètes par les autorités chargées de l'enquête, et aucun questionnaire complémentaire n'a été envoyé avant la vérification. La vérification a été effectuée et aucune incompatibilité n'a été relevée entre les renseignements communiqués et les livres et registres des entreprises. Des calculs préliminaires des marges ont été effectués relativement aux ventes à l'exportation vers l'Égypte de chacune des sociétés interrogées, et les marges obtenues variaient entre zéro et 4,17 pour cent.

33. Puis, plus d'un mois après la vérification et plus de quatre mois après la communication des réponses au questionnaire, c'est-à-dire au moment où, pour reprendre leurs propres mots, la fin de l'enquête était "proche", les autorités chargées de l'enquête ont soudainement envoyé un long questionnaire complémentaire sur les coûts, qui était, en fait, un questionnaire entièrement nouveau et beaucoup plus complexe. Une grande partie des données demandées étaient des données de base préliminaires pouvant servir à évaluer une réponse sur les coûts mais qui auraient dû être demandées soit dans le questionnaire initial, soit au moment de la vérification.

34. De plus, les autorités chargées de l'enquête voulaient que les sociétés interrogées fournissent de nombreux renseignements de base nouveaux concernant les coûts en exigeant que les données mensuelles sur les coûts soient fournies non seulement pour les mois au cours desquels des ventes avaient été effectuées vers l'Égypte, mais pour tous les autres mois également. Et puis, au lieu de prolonger leur enquête afin de procéder à une nouvelle vérification des coûts, les autorités chargées de l'enquête ont demandé aux sociétés interrogées de faire l'impossible: répondre à un questionnaire sur les coûts beaucoup plus détaillé et plus complexe que le questionnaire initial et présenter des tableaux et des graphiques établissant un lien entre chaque aspect des réponses sur les coûts et les ventes et leurs livres et registres, ainsi que des documents de base suffisants pour vérifier chacun des prix de vente et des coûts sans exception. Naturellement, tous les documents de base étaient censés être entièrement traduits, organisés, expliqués et reliés en anglais, pour que les autorités égyptiennes puissent retracer les données, de la réponse aux livres. Il aurait fallu traduire, organiser et expliquer littéralement des milliers de pages pour répondre complètement au questionnaire.

35. Comme l'ont expliqué à ce moment-là trois des sociétés turques interrogées, cette tentative de vérification "à distance" ou "par correspondance" était dès le début vouée à l'échec. En réalité, étant donné le ton et la teneur de la lettre du 19 août et le délai qui y était fixé, le fait que des lettres pratiquement identiques avaient été adressées à chacune des cinq sociétés interrogées, malgré l'absence d'éléments de preuve indiquant qu'elles avaient concerté leurs réponses, le moment choisi pour envoyer cette lettre, soit 24 heures seulement après l'important tremblement de terre qui avait frappé la Turquie, et le délai absurde imposé pour fournir une réponse, il semble que l'Égypte espérait et escomptait que les sociétés interrogées ne seraient pas en mesure de répondre, ce qui aurait fourni un prétexte pour établir une détermination finale comportant des marges beaucoup plus élevées que les marges préliminaires, calculées sur la base des "données de fait disponibles".

36. En ne demandant pas dans leur questionnaire initial les données de base sur les coûts mentionnées dans leur lettre du 19 août, les autorités égyptiennes ont contrevenu aux dispositions du paragraphe 1 de l'Annexe II de l'Accord. Elles n'ont pas, "[d]ès que possible après l'ouverture de l'enquête … indiqu[é] de manière détaillée les renseignements que [devait] fournir toute partie intéressée et la façon dont elle devrait structurer les renseignements dans sa réponse". De plus, l'Égypte n'avait pas d'excuse pour attendre jusqu'à ce que l'enquête soit presque terminée avant d'envoyer sa demande de renseignements complémentaires. Tous les renseignements sur lesquels les autorités égyptiennes ont fondé leur demande de renseignements complémentaires sur les coûts figuraient dans les réponses communiquées le 7 avril 1999 par les sociétés interrogées. Si les

autorités égyptiennes voulaient mettre en doute des aspects de ces réponses, elles auraient dû le faire en envoyant des questionnaires complémentaires à ce moment-là, en donnant aux sociétés turques interrogées le temps de répondre et en procédant ensuite à une vérification complète des questions concernant les prix et les coûts.

37. En attendant que la vérification soit terminée pour soulever ces questions et en insistant ensuite pour que les sociétés interrogées procèdent à une vérification complète "par correspondance" des réponses qu'elles avaient données auparavant sur les coûts et fournissent les nouveaux renseignements que les autorités chargées de l'enquête avaient demandé pour la première fois le 19 août, l'Égypte a contrevenu aux dispositions du paragraphe 7 de l'Annexe I et de l'article 6.7. "Pour vérifier les renseignements", les vérifications sur place sont permises au titre de l'Accord, mais les vérifications "par correspondance" ne sont pas autorisées. De plus, en prenant ces mesures, l'Égypte a gravement porté atteinte aux droits des sociétés interrogées et compromis leur "possibilité de fournir des explications complémentaires", en violation du paragraphe 6 de l'Annexe II.

B. ARTICLE 6.1.1, PARAGRAPHE 6 DE L'ANNEXE II ET ARTICLE 6.2

1. Délai imparti pour répondre au questionnaire du 19 août 1999

38. Aux termes de l'article 6.1.1, un délai de 37 jours doit être ménagé à une partie "pour répondre [à un] questionnaire[] utilisé[] dans une enquête antidumping". Toute demande de prorogation du délai initial accordé pour fournir une réponse doit alors être "dûment prise en considération". La Turquie soutient que l'Égypte ne s'est pas conformée à cette obligation vu le délai de 13 jours seulement qui avait été accordé pour répondre au questionnaire envoyé le 19 août 1999 et vu que, sur demande, le délai avait été porté à 27 jours au maximum, à compter de la date d'envoi du questionnaire.

39. Même si le questionnaire du 19 août 1999 n'était pas le premier questionnaire envoyé dans le cadre de la présente procédure, il équivalait à un questionnaire sur les coûts entièrement nouveau, dans lequel on demandait plusieurs types nouveaux de renseignements, divers documents de base qui seraient normalement demandés, si tant est qu'ils le soient, dans un questionnaire initial sur les coûts (comme une nomenclature comptable, des déclarations d'impôts, un résumé écrit des livres et registres de l'entreprise, un schéma du système comptable, une liste de chaque type de registre comptable tenu, des listes de tous les produits manufacturés et de leurs codes comptables, des listes des biens amortissables et une explication des modalités suivant lesquelles l'inflation était prise en compte dans le système comptable de l'entreprise), la communication des coûts de production pour un nombre de mois beaucoup plus grand et la présentation de tableaux et de graphiques détaillés établissant un lien entre chaque aspect des réponses sur les coûts et les ventes et les livres et registres des entreprises, ainsi que des documents de base suffisants pour vérifier chaque prix de vente et chaque coût sans exception.

40. Le document envoyé le 19 août 1999 était certainement présenté sous la forme d'un "questionnaire" destiné à être utilisé dans une enquête antidumping. Donc, suivant le sens ordinaire des termes de l'article 6.1.1, les autorités chargées de l'enquête étaient tenues d'accorder aux sociétés interrogées au moins 37 jours pour répondre au questionnaire et de prendre "dûment … en considération" les prorogations de délai demandées par celles-ci.

41. À titre subsidiaire, les autorités chargées de l'enquête ont contrevenu aux dispositions du paragraphe 6 de l'Annexe II et de l'article 6.2 en ne ménageant pas aux sociétés interrogées un délai raisonnable pour répondre aux questionnaires du 19 août 1999. Le paragraphe 6 de l'Annexe II dispose que les parties qui reçoivent des demandes de renseignements complémentaires "devrai[ent] avoir la possibilité de fournir des explications complémentaires dans un délai raisonnable …"

L'article 6.2 dispose que "[p]endant toute la durée de l'enquête antidumping, toutes les parties intéressées auront toutes possibilités de défendre leurs intérêts".

42. Le délai d'à peine 13 jours accordé pour répondre au questionnaire du 19 août était manifestement insuffisant dans le meilleur des cas, eu égard aux nouvelles demandes détaillées de renseignements et d'autovérification figurant dans ce questionnaire. Il ne tenait absolument aucun compte de la situation effective dans laquelle se trouvaient les sociétés interrogées par suite de l'important tremblement de terre qui avait frappé Istanbul la veille. Les sociétés interrogées avaient à juste titre demandé que les délais impartis pour répondre à ce questionnaire soient prorogés jusqu'au 11 octobre 1999 et jusqu'au 22 octobre 1999, étant donné la teneur de celui-ci, la perturbation des activités commerciales normales causée par le tremblement de terre et le fait que, dans plusieurs cas, une vérification devait être effectuée au même moment dans le cadre d'enquêtes antidumping canadienne et européenne menées parallèlement. Le rejet de ces demandes constituait également une violation des dispositions du paragraphe 6 de l'Annexe II et de l'article 6.2.

2. Délai imparti pour répondre au questionnaire du 23 septembre 1999

43. Le 23 septembre 1999, les autorités chargées de l'enquête ont demandé pour la première fois aux sociétés Colakoglu, Habas et Diler de fournir une ventilation mensuelle de tous les coûts de production des billettes sur une base mensuelle. Elles ont également demandé que ces trois entreprises traduisent chacune des centaines de pages de documentation qu'elles étaient tenues de fournir dans leurs réponses du 15 septembre. Le délai imparti pour répondre à ce questionnaire, de deux à cinq jours seulement, était manifestement insuffisant et contraire à l'article 6.1.1 et 6.2 de l'Accord, ainsi qu'au paragraphe 6 de l'Annexe II.

3. Défaut d'aviser les sociétés Icdas et IDC des lacunes toujours présentes après réception de leurs réponses aux questionnaires complémentaires du 19 août 1999 et du 23 septembre 1999

44. Les sociétés Icdas et IDC ont fourni des réponses détaillées et complètes au questionnaire du 19 août 1999. Les autorités chargées de l'enquête n'avaient que quelques questions complémentaires de détail, auxquelles il a été répondu en temps opportun. Aucune autre communication faisant état d'autres lacunes ou de données manquantes n'a été envoyée par les autorités chargées de l'enquête. La décision subséquente des autorités chargées de l'enquête de fonder leur détermination entièrement sur les données de fait disponibles est manifestement contraire aux dispositions du paragraphe 6 de l'Annexe II. Aux termes de cette disposition, si des renseignements ne sont "pas acceptés", la partie qui les a communiqués devrait être informée "et avoir la possibilité de fournir des explications complémentaires". Les sociétés Icdas et IDC ont été privées de ce droit en l'espèce.

4. Rejet des demandes de réunions

45. Après avoir reçu la lettre du 23 septembre 1999 des autorités chargées de l'enquête, les sociétés Colakoglu, Diler et Habas ont demandé une audition pour pouvoir expliquer comment les renseignements fournis dans leurs réponses du 15 septembre 1999 répondaient aux demandes de renseignements adressées par les autorités chargées de l'enquête. Le rejet de cette demande était contraire à l'article 6.2, qui dispose, entre autres choses, que "[l]es parties intéressées auront … le droit … de présenter oralement … [des] renseignements". La société Icdas a demandé une audition immédiatement après avoir examiné le rapport sur les faits essentiels et les conclusions. La société IDC a indiqué qu'elle se tenait à la disposition des autorités chargées de l'enquête pour une autre vérification de ses données sur les coûts, si nécessaire. Le rejet de ces demandes constituait également une violation de l'article 6.2.

46. Le rejet de ces demandes est également contraire au paragraphe 6 de l'Annexe II, qui dispose ce qui suit: "Si des éléments de preuve ou des renseignements ne sont pas acceptés, la partie qui les a communiqués devrait être informée immédiatement des raisons de leur rejet et devrait avoir la possibilité de fournir des explications complémentaires dans un délai raisonnable …" En l'espèce, les sociétés turques interrogées ont été privées de ce droit fondamental.

C. ARTICLE X:3

47. Le rejet des demandes des sociétés interrogées au sujet de réunions au cours desquelles elles auraient pu expliquer en quoi leurs réponses aux demandes de renseignements des autorités chargées de l'enquête étaient complètes et exactes, et montrer qu'un lien pouvait être établi entre leurs réponses et leurs livres et registres, était abusif, discriminatoire et injuste envers les sociétés interrogées, en violation de l'article X:3 du GATT.

48. Le calcul pour la société IDC d'une charge d'intérêts qui surévaluait d'un facteur huit ses intérêts débiteurs exprimés en pourcentage du prix de revient de ses produits était également abusif et discriminatoire, en violation de l'article X:3 du GATT.[13]

D. ARTICLES 6.8 ET 17.6 I)

49. Les autorités chargées de l'enquête ont justifié la demande de renseignements complémentaires sur les coûts après la vérification par le fait que les coûts et les prix des barres d'armature des sociétés interrogées n'avaient pas augmenté comme les autorités chargées de l'enquête l'avaient prévu, compte tenu du niveau élevé d'inflation en Turquie. Ce raisonnement était cependant purement spéculatif. Cette supposition des autorités chargées de l'enquête reposait uniquement sur le fait non contesté que l'économie turque était aux prises avec une inflation élevée pendant la période visée par l'enquête. Cependant, ce n'est pas parce que l'hyperinflation touche l'économie dans son ensemble que chaque secteur et chaque groupe de produits doivent faire face au même taux d'inflation. Cela est d'autant plus vrai lorsque des branches de production (comme la branche de production turque de barres d'armature) importent la majeure partie de leurs matières premières et que la matière première utilisée est un produit de base soumis à des variations de prix considérables.

50. Les sociétés interrogées ont montré, dans les réponses qu'elles ont communiquées le 15 septembre 1999, que les autorités chargées de l'enquête avaient supposé à tort que des coûts constants, en légère baisse ou en légère hausse, signifiaient que les renseignements qui avaient été fournis sur les coûts de production étaient incomplets. Plus précisément, les sociétés interrogées ont montré qu'en 1998, les prix qu'elles payaient pour la ferraille, exprimés en dollars, avaient baissé de 30 à 40 pour cent. La livre turque s'était également dépréciée par rapport au dollar pendant cette période. Toutefois, lorsque le coût constant en devises diminue d'autant, le coût en livres turques pourrait aussi diminuer, ou rester stable, ou n'augmenter que légèrement, mais dans une proportion nettement moindre que l'inflation.

51. De plus, les sociétés interrogées ont expliqué que les contrats de travail étaient renégociés une fois par année, de sorte que l'on ne devait pas s'attendre à des modifications du coût unitaire de la main-d'œuvre pendant l'année, toutes choses étant égales par ailleurs. Dans ces conditions, ce sont les variations du volume de la production qui font augmenter et diminuer les coûts unitaires de main-d'œuvre. De même, s'agissant de l'amortissement, les sociétés interrogées ont indiqué que les dotations étaient corrigées à la fin de l'exercice pour tenir compte de l'inflation. Certaines entreprises utilisaient l'amortissement total à la fin de l'exercice pour calculer leurs dotations mensuelles aux amortissements. D'autres utilisaient leurs valeurs mensuelles, mais ont expliqué que l'inflation annuelle était prévue au début de l'exercice et incluse dans les dotations mensuelles aux

[13] *Voir* la première communication de la Turquie, pages 74 à 76.

amortissements qui apparaissaient dans les livres de l'entreprise. En conséquence, même si les dotations aux amortissements de 1998 ont certainement été plus élevées que celles de 1997, toutes choses étant égales par ailleurs, l'amortissement unitaire ne variait pas d'un mois sur l'autre en 1998.

52. Enfin, le gouvernement turc a fourni des statistiques officielles sur les importations montrant que l'inflation n'avait pas augmenté de 5 pour cent par mois comme l'avaient supposé les autorités chargées de l'enquête. Pendant de nombreux mois, y compris la période allant de mai à août 1998, l'inflation n'avait pas dépassé 2,5 pour cent en *rythme annuel*. Par conséquent, s'agissant de cette branche de production, il n'est pas du tout surprenant que ni les coûts ni les prix sur le marché intérieur n'aient augmenté de 5 pour cent par mois.

53. Les constatations des autorités chargées de l'enquête selon lesquelles les coûts communiqués par les sociétés interrogées ne tenaient pas compte des effets de l'inflation, établie à 5 pour cent par mois par les autorités chargées de l'enquête, étaient contraires à tous les faits versés au dossier. Pour cette raison, l'établissement des faits par les autorités chargées de l'enquête n'était pas "correct" et leur évaluation des faits n'était ni "impartiale" ni "objective", au sens de l'article 17.6 i). Comme il était infondé d'abord de mettre en doute puis de rejeter les coûts des sociétés turques interrogées, le recours aux données de fait disponibles n'était pas justifié au regard de l'article 6.8 de l'Accord. Les sociétés turques interrogées ont fourni tous les "renseignements nécessaires" et n'ont certainement pas "entravé" le déroulement de l'enquête.

E. PARAGRAPHE 5 DE L'ANNEXE II

54. Le paragraphe 5 de l'Annexe II dispose ce qui suit: "Le fait que les renseignements fournis ne sont pas idéalement les meilleurs à tous égards ne saurait donner valablement motif de les ignorer aux autorités, *à condition que la partie intéressée ait agi au mieux de ses possibilités*." Les autorités chargées de l'enquête ont voulu qualifier les réponses des sociétés Colakoglu, Habas et Diler aux lettres du 19 août et du 23 septembre de "refus" de fournir les renseignements nécessaires. Toutefois, étant donné l'énorme quantité de renseignements et d'analyses demandés et le peu de temps accordé pour fournir une réponse, les réponses volumineuses fournies et la volonté exprimée par les sociétés interrogées de se rendre au Caire pour expliquer les renseignements fournis, le présent Groupe spécial devrait conclure que chaque société interrogée a, à tout le moins, "agi au mieux de ses possibilités". Par conséquent, le recours aux données de fait disponibles était contraire aux dispositions du paragraphe 5 de l'Annexe II.

F. ARTICLE 2.2.1.1, 2.2.2 ET 2.4

1. Infraction à l'article 2.4 du fait de l'imposition d'une charge de la preuve déraisonnable aux sociétés interrogées

55. Comme il est expliqué dans la section II.A, les autorités chargées de l'enquête ont attendu jusqu'à la dernière minute pour soulever des questions nécessitant la communication de nouveaux renseignements factuels et ont ensuite imposé aux sociétés interrogées une vérification "par correspondance" indûment contraignante. Ce faisant, elles ont imposé une "charge de la preuve déraisonnable" aux sociétés interrogées, en violation de l'article 2.4 de l'Accord.

2. Infraction à l'article 2.2.1.1, 2.2.2 et 2.4 du fait du recours injustifié aux données de fait disponibles

56. Comme nous l'avons indiqué à la page 69 de notre première communication, étant donné que le recours par les autorités chargées de l'enquête aux données de fait disponibles était injustifié, la détermination finale n'était pas conforme à l'article 2.2.1.1, 2.2.2 ou 2.4.

57. L'article 2.2.1.1 dispose que "les frais seront normalement calculés sur la base des registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête". Les autorités chargées de l'enquête ne se sont pas convenablement conformées à cette exigence car elles ont choisi le coût le plus élevé pour chaque élément de coût parmi les coûts mensuels qui ont été fournis. L'article 2.2.2 dispose que "les montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général, ainsi qu'aux bénéfices, seront fondés sur des données réelles concernant la production et les ventes, au cours d'opérations commerciales normales …" Les autorités chargées de l'enquête ne se sont pas conformées à cette exigence en incluant dans la valeur normale construite des intérêts débiteurs se rapportant à d'autres mois que le mois pour lequel la valeur construite avait été calculée. Enfin, l'article 2.4 exige "une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale". Les autorités chargées de l'enquête ont enfreint cette disposition en établissant une comparaison avec une valeur construite établie sur la base de frais plus élevés engagés pendant d'autres mois que les mois au cours desquels des ventes avaient été effectuées en Égypte, ce qui a faussé le calcul de la marge de dumping.

3. Infraction à l'article 2.2.1.1 et 2.2.2 du fait que les intérêts à court terme n'ont pas été déduits à titre de compensation

58. Les autorités chargées de l'enquête n'ont pas déduit les intérêts créditeurs à court terme des intérêts débiteurs lorsqu'elles ont calculé les intérêts débiteurs nets qu'elles ont inclus dans le coût de production et la valeur normale construite. Elles ont prétendu que "les décisions des sociétés interrogées d'investir des sommes dans des comptes portant intérêt n'ont pas, de l'avis des autorités chargées de l'enquête, un lien suffisamment étroit avec les frais engagés par une entreprise pour fabriquer les produits visés". Cette constatation est incompatible avec les principes comptables généralement acceptés et, partant, avec l'Accord. Elle est également incompatible avec la pratique généralement acceptée en matière de dumping dans d'autres juridictions.

59. L'article 2.2.1.1 dispose que "les frais seront normalement calculés sur la base des registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête, à condition que ces registres soient tenus conformément aux principes comptables généralement acceptés du pays exportateur et tiennent compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré". L'article 2.2.2 dispose que "les montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général … seront fondés sur des données réelles concernant la production et les ventes, au cours d'opérations commerciales normales, du produit similaire par l'exportateur ou le producteur faisant l'objet de l'enquête".

60. En l'espèce, les états financiers des sociétés turques interrogées ont été établis conformément aux pratiques comptables généralement acceptées en Turquie. Dans leurs états financiers, les sociétés interrogées font une distinction entre les revenus d'exploitation et les revenus hors exploitation. Les frais et les revenus d'exploitation sont directement liés aux activités essentielles que sont la production et la vente de barres d'armature. Les frais et les revenus hors exploitation sont dissociés de la production et de la vente des principaux produits des entreprises.

61. Dans chaque cas, les intérêts créditeurs à court terme sont classés comme des revenus d'exploitation dans les états financiers des entreprises. Par conséquent, selon les principes comptables généralement acceptés, ces revenus sont liés à la production et à la vente du produit visé par l'enquête. De plus, dans chaque cas, pour obtenir le revenu net, les intérêts créditeurs à court terme sont compensés par les intérêts débiteurs et d'autres frais. Par conséquent, pour avoir une idée exacte du coût entièrement ventilé associé à la production du produit considéré, ces revenus doivent être déduits.

62. Les États-Unis, l'UE et le Canada procèdent tous à cet ajustement parce que les entreprises ont habituellement un fonds de roulement de réserve dans des comptes portant intérêt pour répondre

aux besoins quotidiens de liquidités et aux besoins en fonds de roulement. Un groupe spécial de l'ALENA chargé d'examiner une décision rendue par le Ministère du revenu national du Canada dans ce domaine a infirmé cette décision et renvoyé l'affaire en donnant pour instructions de compenser les intérêts débiteurs par les intérêts créditeurs à court terme. Il a expliqué ce faisant que, selon les règles comptables généralement acceptées, les intérêts créditeurs à court terme sont considérés comme un élément du cycle d'exploitation courant. Comme un tribunal américain l'a par ailleurs expliqué, une entreprise qui choisit d'investir des fonds à court terme au lieu de les utiliser pour rembourser une dette à court terme ou éviter d'en contracter une ne devrait pas être pénalisée dans le calcul des frais généraux nets. C'est le coût net (les intérêts créditeurs moins les intérêts débiteurs) qui représente les véritables frais de financement des intérêts d'une entreprise.

63. Comme tous les registres des entreprises montrent que les intérêts créditeurs à court terme sont des revenus d'exploitation et comme ces revenus sont fongibles, le fait que les autorités chargées de l'enquête n'ont pas compensé les intérêts débiteurs par les intérêts créditeurs constitue une violation de l'article 2.2.1.1 et 2.2.2 de l'Accord.

4. Infraction à l'article 2.4 du fait que la valeur normale n'a pas été ajustée pour tenir compte des différences dans les conditions de vente

64. Les autorités chargées de l'enquête n'ont pas ajusté non plus la valeur normale en fonction des frais de crédit pour tenir compte des différences dans les conditions de paiement applicables aux ventes sur le marché intérieur et aux ventes à l'exportation vers l'Égypte. Le gouvernement turc estime que cette inaction était contraire à l'article 2.4 de l'Accord.

65. L'article 2.4 dispose que la comparaison entre le prix à l'exportation et la valeur normale "sera faite au même niveau commercial, qui sera normalement le stade sortie usine, et pour des ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible. Il sera dûment tenu compte dans chaque cas … des différences affectant la comparabilité des prix, y compris des différences dans les conditions de vente …"

66. Les sociétés interrogées réclamaient un ajustement concernant les frais de crédit imputés afin que les prix à l'exportation et les prix sur le marché intérieur assortis de conditions de paiement différé soient ajustés sur une base commune de prix à vue dans le but de comparer des choses comparables. Lorsque les prix sont assortis de conditions de paiement différentes, il est nécessaire de procéder à un ajustement concernant les frais de crédit afin de tenir compte des "différences dans les conditions de vente". Les États-Unis, l'UE, le Canada, le Chili et l'Australie procèdent normalement à l'ajustement concernant les frais de crédit qui était réclamé par les sociétés interrogées. Ces ajustements sont apportés aussi bien à la valeur normale qu'à la valeur normale construite. Comme il est indiqué dans la communication de l'UE en qualité de tierce partie, la politique de l'UE consiste à procéder à de tels ajustements lorsque la valeur normale est basée sur une valeur normale construite, parce que la valeur normale construite "comprendra habituellement un élément pour les frais associés à l'octroi de conditions de crédit".[14] Plus précisément, les intérêts débiteurs qui sont inclus dans les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général comprennent les intérêts débiteurs associés au financement des comptes clients. Par conséquent, pour comparer des choses comparables, il devrait être procédé à un ajustement, et cet ajustement devrait être basé sur les frais de crédit imputés qui ont été calculés pour des ventes identiques, similaires ou contemporaines sur le marché intérieur.

67. Les autorités chargées de l'enquête ont bien procédé à un ajustement concernant les frais de crédit dans le cas des ventes à l'exportation vers l'Égypte. La Turquie estime qu'en ajustant le prix à

[14] Communication des Communautés européennes en qualité de tierce partie, 1er novembre 2001, paragraphe 32.

l'exportation mais pas la valeur normale, l'Égypte a faussé la comparaison, en violation de l'article 2.4 de l'Accord.

G. PARAGRAPHES 3 ET 7 DE L'ANNEXE II

68. Les autorités chargées de l'enquête ont retenu comme données de fait disponibles des coûts qui étaient extrêmement faussés dans plusieurs cas et ont utilisé ces données au lieu de données plus fiables, qui avaient été vérifiées. Ce faisant, elles ont violé la lettre du paragraphe 3 de l'Annexe II et l'esprit du paragraphe 7 de l'Annexe II.

69. Le paragraphe 3 de l'Annexe II dispose que "[t]ous les renseignements qui sont vérifiables … [et] qui sont communiqués en temps utile … devraient être pris en compte lors de l'établissement des déterminations". Cette disposition a été violée lorsque les autorités chargées de l'enquête ont refusé d'utiliser les prix auxquels la société Icdas avait acheté de la ferraille en septembre et octobre 1999 pour construire une valeur normale afin d'établir une comparaison avec les ventes que cette société avait effectuées en Égypte. La société Icdas a fourni aux autorités chargées de l'enquête les prix mensuels détaillés de la ferraille, ainsi que des factures et des bons de commande confirmant l'exactitude de ces prix. Elle a également montré que les prix auxquels elle avait acheté de la ferraille en septembre et octobre 1999 étaient sensiblement inférieurs à ceux qu'elle avait payés en janvier 1999.[15] Comme ces faits avaient été communiqués en temps voulu et avaient été vérifiés, la décision des autorités chargées de l'enquête d'utiliser dans ces circonstances les prix auxquels la société Icdas avait acheté de la ferraille en janvier constituait une violation du paragraphe 3 de l'Annexe II.

70. Cette décision contrevenait également à l'esprit, sinon à la lettre, du paragraphe 7 de l'Annexe II. Ce paragraphe dispose ce qui suit: "Si elles sont amenées à fonder leurs constatations, dont celles qui ont trait à la valeur normale, sur des renseignements de source secondaire … les autorités devraient faire preuve d'une circonspection particulière." Bien que ce paragraphe se rapporte aux données provenant d'une source secondaire plutôt qu'à celles qui sont tirées directement des réponses, il exprime l'intention des rédacteurs de faire en sorte que les données utilisées à la place de certaines données fournies par les sociétés interrogées pour un coût particulier soient vérifiées pour garantir leur fidélité et leur exactitude fondamentales. En l'espèce, la référence à des données vérifiées révèle que les données utilisées étaient énormément faussées. Leur utilisation était donc incompatible avec les considérations qui sous-tendent le paragraphe 3 de l'Annexe II.

71. Une erreur similaire a été commise dans le cas de la société IDC. Les autorités chargées de l'enquête sont parvenues à calculer des intérêts débiteurs qui équivalaient à [XX] pour cent du prix de revient de l'entreprise. Toutefois, les états financiers vérifiés d'IDC montrent que les intérêts débiteurs de l'entreprise ne devraient pas dépasser [XX] pour cent de son prix de revient. Une fois de plus, le fait de ne pas avoir utilisé des renseignements vérifiés pour calculer ces frais constituait une violation des dispositions du paragraphe 3 de l'Annexe II et était incompatible avec les considérations qui sous-tendent le paragraphe 7 de l'Annexe II.

72. Les intérêts débiteurs qui ont été calculés pour la société Diler sont pareillement surestimés par rapport aux montants indiqués dans les états financiers vérifiés de cette entreprise.[16]

[15] *Voir* la pièce n° 28 de la Turquie, première communication de la Turquie, pages 70 et 71.
[16] *Voir* la première communication de la Turquie, page 76.

73. Enfin, rien dans le dossier ne justifie la majoration arbitraire de 5 pour cent des coûts déclarés par la société Habas. Ce montant était, pour autant qu'on puisse en juger, fondé sur une "source secondaire". Par conséquent, en procédant à cet ajustement, les autorités chargées de l'enquête ont violé les dispositions du paragraphe 7 de l'Annexe II et établi une constatation de fait injustifiée.

ANNEXE 4-1

RÉPONSES DE LA TURQUIE AUX QUESTIONS POSÉES EN RELATION AVEC LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND DU GROUPE SPÉCIAL

QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL À LA TURQUIE

Question n° 1

La Turquie pourrait-elle résumer les arguments juridiques qu'elle avance à l'appui de chacune de ses allégations, en citant les dispositions respectives de l'Accord antidumping et du GATT de 1994, et en expliquant brièvement, à la lumière de la Convention de Vienne sur le droit des traités, de quelle façon les circonstances de fait sont attentatoires à ces dispositions. Par exemple, [se référer aux allégations qui sont formulées dans le mémoire ou la déclaration orale].

Réponse

1. Veuillez vous référer à l'Appendice (reproduit à l'Annexe 3).

Question n° 2.1

Allégation n° 2: L'effet d'autres facteurs n'a pas été pris en compte et a été imputé aux importations faisant l'objet d'un dumping. **Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial (WT/DS211/2 et Corr.1) (paragraphe 3), ainsi que dans le résumé analytique de sa première communication (paragraphe I.3.c), la Turquie invoque l'article 3.1, ainsi que l'article 3.4 et 3.5, et fait valoir que l'effet d'autres facteurs a été indûment imputé aux importations en provenance de Turquie, mais dans le texte présentant les arguments relatifs à cette allégation, il n'est pas fait mention de l'article 3.1. La Turquie pourrait-elle apporter des éclaircissements sur ce point?**

Réponse

2. Nous ne nous appuyons pas sur l'article 3.1 pour formuler cette allégation.

Question n° 2.2

Allégation n° 4: La constatation relative à la sous-cotation des prix est fondée sur une comparaison des prix erronée. **Au paragraphe 5 de sa demande d'établissement d'un groupe spécial, la Turquie allègue d'une violation de l'article 3.1 et 3.2 en ce qui concerne la sous-cotation des prix. Toutefois, dans sa première communication écrite, la Turquie allègue également d'une violation de l'article 3.5 à ce sujet (voir la page 21).**

Le Groupe spécial devrait-il considérer l'allégation de violation de l'article 3.5 comme une allégation distincte et, dans l'affirmative, quel est le fondement juridique de cette allégation, dans la mesure où il n'en est pas fait expressément mention dans le document WT/DS211/2?

Réponse

3. L'allégation selon laquelle la constatation relative à la sous-cotation des prix établie par l'Égypte était erronée n'est pas formulée au titre de l'article 3.5.

4. Nous avons toutefois allégué que les Autorités chargées de l'enquête n'avaient pas établi, au moyen d'"éléments de preuves positifs", l'existence d'un lien de causalité entre les importations en provenance de Turquie et le dommage causé à la branche de production égyptienne.[1] L'absence d'éléments de preuves validant la sous-cotation des prix, qui est examinée à la section III.G, vient encore étayer cette allégation.

Question n° 2.3

Allégation n° 9: Les éléments de fait invoqués pour demander des renseignements complémentaires étaient sans fondement et donc, la décision d'avoir recours aux "données de fait disponibles" n'était pas justifiée. **Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, la Turquie cite l'article X:3 du GATT de 1994, et les articles 2.4, 2.2.1.1, 2.2.2 et 6.8 ainsi que les paragraphes 3, 5, 6 et 7 de l'Annexe II de l'Accord antidumping. Toutefois, dans sa première communication écrite, la Turquie ne cite que les articles 2.2.1.1, 2.2.2, 2.4 et 6.8 ainsi que les paragraphes 5 et 6 de l'Annexe II en ce qui concerne cette allégation.**

La Turquie pourrait-elle confirmer que la portée de son allégation est bien celle qui est exposée dans sa première communication écrite, dans laquelle elle invoque les articles 2.2.1.1, 2.2.2, 2.4 et 6.8 et les paragraphes 5 et 6 de l'Annexe II?

Réponse

5. Nous avons effectivement formulé des allégations au titre de l'article X:3, du paragraphe 3 de l'Annexe II et du paragraphe 7 de l'Annexe II. Voir l'Appendice et la réponse à la question n° 2.4.

Question n° 2.4

Allégation n° 11: Le choix de données particulières en tant que "données de fait disponibles" n'était ni correct, ni impartial, ni objectif. **Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, la Turquie invoque les articles 2.4, 2.2.1.1, 2.2.2 et 6.8 ainsi que les paragraphes 5 et 7 de l'Annexe II. Toutefois, dans sa première communication écrite, elle ne cite que l'article 2.4 et les paragraphes 5 et 7 de l'Annexe II, mais allègue en outre d'une violation de l'article X:3 a) du GATT et du paragraphe 3 de l'Annexe II.**

La Turquie pourrait-elle confirmer que la portée de cette allégation est bien celle qui est exposée dans sa première communication écrite, dans laquelle elle invoque l'article 2.4 et les paragraphes 5 et 7 de l'Annexe II, et préciser sa position concernant les allégations relatives à la violation de l'article X:3 a) et du paragraphe 3 de l'Annexe II, c'est-à-dire préciser si le Groupe spécial doit considérer les références à ces deux dispositions comme deux allégations distinctes et, dans l'affirmative, en indiquer le fondement juridique, dans la mesure où ces dispositions n'étaient pas mentionnées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial en ce qui concerne cette allégation?

[1] *Voir* l'Allégation n° 2, Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Turquie; la section III.A, première communication du gouvernement de la République de Turquie ("Première communication de la Turquie").

Réponse

6. Dans l'allégation n° 9, dans laquelle nous affirmons en gros que le recours aux données de fait disponibles constitue une violation de l'article X:3 et de plusieurs dispositions de l'Accord, nous invoquons l'article X:3, le paragraphe 3 de l'Annexe II et le paragraphe 7 de l'Annexe II. L'allégation n° 9 est étroitement liée à l'allégation n° 11. En particulier, nous contestons dans l'allégation n° 11, le choix et l'utilisation par l'Égypte de certaines données de fait disponibles au lieu de renseignements dont l'exactitude n'aurait pas dû être mise en doute, c'est-à-dire les données figurant dans les états financiers vérifiés ainsi que les données relatives au coût de la ferraille, qui étaient étayées par des factures, les registres comptables relatifs aux matières premières et d'autres documents similaires. L'argument selon lequel les autorités chargées de l'enquête auraient dû utiliser les données provenant des états financiers vérifiés ou des données vérifiées au regard des documents de base, au lieu de données de fait disponibles, se fonde sur le paragraphe 3 de l'Annexe II ainsi que sur les considérations qui sous-tendent le paragraphe 7 de l'Annexe II. S'agissant de l'allégation n° 9, nous disons également qu'il y a eu violation de l'article X:3 parce que le choix des données de fait disponibles dans des circonstances particulières a abouti à de telles distorsions qu'il avait un caractère abusif et discriminatoire.

Question n° 2.5

Allégation au titre de l'article VI du GATT de 1994. ***D*****ans la section V, intitulée "Conclusion", de sa première communication (page 81), et dans sa première déclaration orale (page 1), la Turquie demande au Groupe spécial de constater que la détermination finale établie à l'issue de l'enquête antidumping est incompatible avec l'article VI du GATT de 1994, entre autres. Dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Turquie, il n'est pas fait mention d'une allégation au titre de cette disposition et il n'en est pas fait mention non plus dans la première communication ni dans la déclaration orale. La Turquie pourrait-elle apporter des éclaircissements sur ce point?**

Réponse

7. En mentionnant l'article VI du GATT de 1994, nous soulignons le fait que l'Accord antidumping constitue une interprétation des obligations résultant de l'article VI du GATT et que nous avons présenté des arguments faisant valoir que l'Égypte avait violé plusieurs dispositions de l'Accord antidumping. Cela étant, il n'est pas dans l'intention de la Turquie de formuler une allégation distincte au titre de l'article VI.

Question n° 2.6

Référence au paragraphe 8 de l'Annexe I. **À la page 27 de sa première déclaration orale, la Turquie se réfère au paragraphe 8 de l'Annexe I. Pourrait-elle indiquer si elle allègue que l'Égypte a violé cette disposition. Dans l'affirmative, pourrait-elle indiquer le fondement juridique de cette allégation, dans la mesure où il n'en est pas fait mention dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial.**

Réponse

8. La Turquie n'allègue pas de violation du paragraphe 8 de l'Annexe I. De l'avis de la Turquie, cette disposition permet de mieux comprendre l'ordre normal des étapes des enquêtes antidumping, mais la Turquie n'allègue pas qu'il a été contrevenu aux dispositions du paragraphe 8 de l'Annexe I en l'occurrence.

Question n° 3

Allégation n° 1: L'Égypte n'a pas apporté d'éléments de preuve positifs établissant l'existence d'un lien de causalité. **La Turquie allègue-t-elle qu'au titre de l'article 3.1 et 3.5, seuls des éléments de preuve des types énumérés à la section III.A.4 pourraient "démontrer" l'existence d'un lien de causalité entre les importations et le dommage?**

Réponse

9. Non, il peut y avoir d'autres moyens d'établir un lien entre les importations et le dommage. Ces exemples sont fournis à titre d'illustration. Toutefois, nous pensons qu'il incombait aux autorités chargées de l'enquête d'obtenir ce genre de renseignements, conformément à l'article 3.5, de façon à déterminer s'il existait ou non un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage. L'absence d'une perte de ventes, ou d'exemples confirmés de réductions des prix dues à la concurrence des importations, constituerait des "éléments de preuve positifs" de l'inexistence d'un tel lien de causalité.

10. C'est aux autorités chargées de l'enquête qu'il incombe plus particulièrement de collecter ces données - qui ne peuvent être obtenues que des demandeurs égyptiens. Les sociétés turques interrogées ne peuvent les obtenir par d'autres moyens.

Question n° 4

La Turquie pourrait-elle apporter des précisions concernant les pièces n° 13, 14, 19 et 32 de la Turquie et les documents énumérés dans les notes de bas de page 16 et 17 de sa première communication écrite. Ces documents ont-ils été communiqués aux autorités égyptiennes chargées de l'enquête et, dans l'affirmative, quand ont-ils été communiqués? Dans le cas contraire, veuillez présenter des arguments juridiques indiquant sur quelle base le Groupe spécial pourrait prendre ces documents en considération.

Réponse

11. Les documents auxquels il est fait référence dans cette question n'ont pas été communiqués aux autorités chargées de l'enquête. La Turquie est d'avis que ces documents devraient être pris en compte dans la présente procédure, ainsi qu'elle l'a fait valoir dans les observations complémentaires qu'elle a formulées lors de la première réunion de fond (pages 1 et 2).

12. Premièrement, nous relevons que l'Égypte reconnaît dans sa communication que rien dans le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends ne s'oppose à ce que le Groupe spécial examine des éléments de preuve qui n'ont pas été communiqués aux autorités compétentes au cours de leur enquête.[2]

13. Deuxièmement, au cours de l'enquête, les sociétés turques interrogées n'ont pas présenté aux autorités chargées de l'enquête les éléments de preuve additionnels que renferme notre communication concernant les facteurs qui étaient la cause du dommage important actuel, car elles avaient été informées que l'enquête se limitait à la question de la menace de dommage important.[3] En outre, les allégations présentées par la branche de production égyptienne aux autorités chargées de l'enquête dans sa demande d'imposition de mesures antidumping se limitaient apparemment à des allégations de

[2] *Voir* la première communication écrite de l'Égypte, page 18.

[3] *Voir* le rapport sur l'ouverture d'une enquête, reproduit dans la pièce n° 1 de la Turquie (sections 1-1 et 4-5-7); questionnaire adressé aux fabricants, section 6, pages 10 et 11.

menace de dommage futur important.[4] Les sociétés turques qui ont répondu au questionnaire n'avaient pas de raison de penser que les éléments de preuve relatifs aux causes possibles d'un dommage important actuel étaient pertinents dans le cadre de l'enquête. C'est également sur cette base que les sociétés interrogées ont présenté au début de la procédure certains renseignements relatifs au dommage (par exemple des renseignements concernant l'accroissement des capacités de production des sociétés ANSDK et Al Ezz).[5]

14. Il aurait été pour le moins inhabituel que la partie turque présente des éléments de preuve montrant que d'autres facteurs causaient un dommage important actuel à la branche de production nationale alors que celle-ci n'avait pas allégué d'un dommage important actuel et que les autorités égyptiennes avaient clairement indiqué d'emblée que l'enquête ne portait que sur des allégations relatives à l'existence d'une menace de dommage.

15. Troisièmement, si le Groupe spécial décidait, en application de l'article 17.5 b), que le dossier devrait normalement se limiter aux faits "communiqués" aux autorités chargées de l'enquête au cours de leur enquête (comme l'on fait valoir l'Union européenne et les États-Unis), la Turquie lui demande alors de faire sien le principe juridique selon lequel le Groupe spécial peut dresser le "constat judiciaire" de certains autres faits. Dans la common law anglaise et américaine, les preuves présentées devant un tribunal sont le plus souvent testimoniales ou matérielles. Mais il est une exception à la règle selon laquelle la partie qui avance une proposition doit en établir la preuve, qui concerne les faits qui peuvent faire l'objet d'un "constat judiciaire". Aux États-Unis, une règle fédérale relative à l'établissement de la preuve autorise tant les tribunaux de première instance que les tribunaux d'appel à dresser le "constat judiciaire" de faits qui ne peuvent être raisonnablement contestés car ils sont 1) soit généralement connus, 2) soit susceptibles d'être vérifiés facilement et précisément, d'après des sources dont l'exactitude ne peut raisonnablement être mise en doute.[6] Les tribunaux d'appel peuvent dresser le "constat judiciaire" de ces faits, même lorsque ceux-ci n'ont pas été communiqués au tribunal de première instance ni examinés par celui-ci.[7]

16. La première catégorie de faits qui peut faire l'objet d'un constat judiciaire comprend les faits qui sont "si bien connus qu'en exiger la preuve constituerait un gaspillage de ressources judiciaires; des personnes raisonnablement bien informées ne pourraient tout simplement pas avoir des opinions différentes en la matière".[8] La deuxième catégorie de faits comprend les faits que "l'on peut vérifier facilement en faisant appel à des sources dont la fiabilité ne peut être raisonnablement mise en doute".[9] Ces derniers sont "ceux qui sont le plus souvent invoqués, car on peut honnêtement faire valoir que la plupart des faits ne sont pas connus de manière générale, mais que bon nombre de ces faits peuvent néanmoins être vérifiés de façon fiable".[10]

17. La règle exigeant que les groupes spéciaux fondent leur examen sur les faits présentés aux autorités compétentes fait en sorte que celles-ci peuvent se prononcer sur la validité des faits présentés, après les avoir vérifiés. Toutefois, ces mêmes considérations n'empêchent pas un groupe spécial d'examiner des faits qui peuvent faire l'objet d'un constat judiciaire - dans la mesure où ceux-ci peuvent être vérifiés facilement et de façon fiable en se référant à des sources publiques.

18. En l'espèce, les grands projets d'expansion qu'Alexandria National et Al Ezz avaient entrepris, la date de réalisation et l'ampleur de ces projets avaient été amplement rapportés par la presse. Les

[4] *Id.*
[5] *Comparer* la pièce n° 18 de la Turquie (pages 9 et 10) et la pièce n° 20 de la Turquie (page 18).
[6] *Voir* la règle 201, Federal Rules of Evidence - Judicial Notice of Adjudicative Facts.
[7] *Voir* la règle 201(f).
[8] Federal Rules of Evidence Manual, Editorial Explanatory Comment, Rule 201, page 122; *Wooden v. Missouri Pac. R.R.*, 862 F.2d 560 (5ème Cir. 1989).
[9] Fed. R. Ev. Man., page 122.
[10] *Id.; Terrabone v. Blackburn*, 646 F.2d 997 (5ème Cir. 1981).

sociétés turques interrogées ont communiqué certains articles à ce sujet aux autorités chargées de l'enquête.[11] Les autorités chargées de l'enquête ont également dû recevoir d'autres renseignements qui leur ont été communiqués directement par la branche de production égyptienne sur cet accroissement des capacités de production, bien qu'aucun de ces renseignements ne figure expressément au dossier public. Dans sa première communication écrite, la Turquie cite d'autres articles de presse à ce sujet.[12] Le Groupe spécial devrait dresser le constat judiciaire de ces articles et des renseignements qu'ils contiennent sur les projets d'expansion.

19. Le Groupe spécial devrait également dresser le constat judiciaire du formulaire 10Q, déposé par la Birmingham Steel Corporation auprès de la Commission des opérations de bourse (SEC), qui est mentionné dans la première communication de la Turquie (note 20), au sujet des problèmes de démarrage de la nouvelle fonderie de Memphis, au Tennessee. Quiconque fait des déclarations fausses ou de nature à induire en erreur dans ce genre de rapports destinés à la SEC est passible de lourdes peines. En outre, la société Birmingham n'avait aucun autre motif concevable de mentionner cette situation embarrassante que l'obligation légale de divulguer tous les événements ayant un effet important sur ses activités.

20. Le Groupe spécial peut également dresser le constat judiciaire de la baisse des prix de la ferraille, qui est décrite dans les articles de l'*American Metal Market* et du *Metal Bulletin* auxquels il est fait référence dans notre communication.[13] Les revues *American Metal Market* et *Metal Bulletin* sont les revues du secteur de l'acier les plus lues au monde. Toutes deux publient régulièrement les prix de la ferraille.

21. Le Groupe spécial devrait également dresser le constat judiciaire du fait que Al Ezz utilise la technologie du four électrique à arc. (Les sociétés turques interrogées ont indiqué expressément aux autorités chargées de l'enquête qu'Alexandria National utilisait le procédé de réduction directe pour la fabrication de barres d'armature.)[14] Là encore, ce fait peut être facilement vérifié auprès de sources publiques.[15]

22. Enfin, même si le Groupe spécial refusait de tenir compte des renseignements qui n'ont pas été présentés aux autorités chargées de l'enquête lorsqu'il examinera la question, nous pensons qu'il existe dans le dossier des éléments de preuve suffisants pour étayer chacune de nos allégations. L'accroissement des capacités de production des sociétés Al Ezz et Alexandria National était certainement connu des autorités chargées de l'enquête et a été évoqué dans les communications des sociétés turques interrogées.[16]

---

[11] *Voir plus bas.*

[12] *Voir* la première communication de la Turquie, notes 16, 17 et 19.

[13] *Voir* les pièces n° 13 et 14 de la Turquie.

[14] *Voir* la pièce n° 18 de la Turquie, pièce n° 4, page 5.

[15] *Voir Iron and Steel Works of the World*, Metal Bulletin Books Ltd., 13ème édition (1999), page 104.

[16] *Voir* la lettre du cabinet de Me David Simon aux autorités chargées de l'enquête, datée du 21 mai 1999 (reproduite dans la pièce n° 18 de la Turquie), pages 9 et 10, et la pièce n° 4, page 5 ("Le groupe Ezz, qui est l'un des conglomérats privés du pays qui connaît la croissance la plus rapide, fabrique 600 000 tonnes de produits longs chaque année. Il a l'intention de porter sa production à 1,1 million de tonnes à la fin de l'année 1998 ..."); *id.* pièce n° 4, pages 7 et 8 ("Dans le secteur de l'acier, les autres projets d'accroissement des capacités comprennent un projet d'augmentation de capacités de 1,55 million de tonnes d'Alexandria National Iron and Steel Company, d'un coût de 170 millions de dollars, pour la construction d'une deuxième unité de réduction directe, ainsi qu'un projet d'expansion et de modernisation de l'aciérie existante, d'un montant de 225 millions de dollars (MEED, avril 1996). À Sadat City, le groupe El Ezz a également fait un investissement d'environ 130 millions de dollars pour la construction d'une nouvelle aciérie"); lettre du cabinet de Me David Simon aux autorités chargées de l'enquête, datée du 15 octobre 1999 (reproduite dans la pièce n° 20 de la Turquie), page 18 ("Il est évident que la question de savoir si la diminution de la rentabilité des

23. Les autorités chargées de l'enquête ont également été informées de la baisse des prix de la ferraille, qui a été documentée dans les communications des sociétés interrogées.[17]

24. Les sociétés interrogées ont relevé la contraction de la demande intérieure intervenue en janvier 1999 dans leur communication du 19 mai 1999 et cette baisse est documentée dans les pièces jointes à cette communication.[18] Le fait qu'il y avait sur le marché des importations ne faisant pas l'objet d'un dumping dont les prix étaient comparables et dont le volume était plus important que celui des importations en provenance de Turquie a été expressément porté à l'attention des autorités chargées de l'enquête.[19]

25. Le fait qu'Al Ezz accroissait sa part de marché aux dépens d'Alexandria National et avait un coût de production unitaire bien inférieur aurait dû apparaître clairement dans les réponses des fabricants nationaux déposées par les deux parties auprès des autorités chargées de l'enquête.

---

demandeurs pouvait être attribuable aux investissements qu'ils ont effectués n'a pas été examinée … Ainsi que nous l'avons expliqué, les importations n'ont pas eu d'effet sur le volume ni sur les prix, de sorte qu'il n'y a pas lieu de conclure que la situation des bénéfices des demandeurs est attribuable aux importations"); Vues et Observations du gouvernement turc concernant le rapport "sur les faits essentiels et les conclusions", 15 octobre 1999 (reproduit dans la pièce n° 30 de la Turquie), page 4 ("La baisse des bénéfices et du rendement des investissements des producteurs nationaux ne peut pas être attribuée non plus aux exportations de la Turquie … Cette baisse ne peut qu'être liée aux nouveaux investissements effectués par les producteurs égyptiens au cours des dernières années, que le Département de la politique commerciale internationale a mentionnés au paragraphe 4.3.2.4 du rapport").

[17] *Voir* la pièce n° 18 de la Turquie, page 13 ("La baisse des prix ne résulte pas de la compression des prix, mais plutôt du fléchissement des cours mondiaux de la ferraille ..."), page 11, notes 7 et 14 et pièce n° 3, page 3; pièce n° 20 de la Turquie, page 17 ("Lorsque le prix de la ferraille diminue, les prix de la branche de production nationale devraient également diminuer … Dès lors, suggérer qu'en mars 1999 les prix turcs ont empêché les prix d'augmenter en Égypte est une conclusion injustifiée, qui n'est pas étayée par des preuves"), page 18 ("Les prix de la ferraille ont considérablement baissé pendant le premier trimestre (voir le tableau de la page 4, ci-dessus), et les prix pratiqués en Égypte ne faisaient que refléter la baisse des prix des matières premières"); pièce n° 30 de la Turquie, page 4 ("Selon les dispositions de l'Accord antidumping du GATT de 1994, les autorités chargées de l'enquête devraient examiner tous les facteurs connus autres que les importations en question qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale, et les dommages causés par ces autres facteurs ne doivent pas être imputés aux importations faisant l'objet d'un dumping. Le Département de la politique commerciale internationale n'a pas respecté ces dispositions dans la mesure où il n'a pas pris en compte la baisse des cours mondiaux de la ferraille en 1998 … De fait, comme les prix de la ferraille, qui représentent la majeure partie du coût des barres d'armature, ont diminué, les prix des barres ont eux aussi diminué sur le marché égyptien, ainsi que dans la plupart des autres pays"). *Voir aussi* la lettre du cabinet de M^{e} David Simon aux autorités chargées de l'enquête, datée du 15 septembre 1999 (pièce n° 21 de la Turquie) ("Nous présentons des données - registre des achats de matières premières des sociétés Colakoglu, Diler et Habas - qui montrent que le coût des intrants (ferraille) a diminué pour ces sociétés, passant de [[$XX/TM à $XX/TM, puis à $XX/TM et enfin à $XX/TM]] en {1998}; première communication écrite du gouvernement de la République de Turquie, page 63 (qui reproduit les données relatives au coût de la ferraille communiquées dans la réponse donnée par la société Icdas le 15 septembre 1999, et qui montre que le coût de la ferraille a diminué régulièrement, au cours de l'année 1998, cette baisse atteignant 33,93 pour cent).

[18] *Voir* la pièce n° 18 de la Turquie, page 13 ("Pour ce qui est de l'allégation concernant la dépression des prix, nous formulons trois observations. Premièrement, le secteur des barres d'armature d'acier est saisonnier, comme l'indiquent les chiffres des ventes mensuels de l'Égypte qui figurent dans la pièce n° 3, avec un creux particulier au mois de janvier …") et la pièce n° 3, page 3.

[19] *Voir* la pièce n° 18 de la Turquie, pages 5 et 6 (Les sociétés turques interrogées ont indiqué que l'Arabie saoudite et la Libye étaient les "plus importants fournisseurs [étrangers]" de barres d'armature en Égypte), page 11 ("Les statistiques sur les importations de l'Égypte indiquent clairement que les importations en provenance de Turquie étaient vendues au même prix que celles des autres principaux fournisseurs sur le marché égyptien en 1998, sur une base droits acquittés"), et la pièce n° 2 (graphique montrant que l'augmentation des importations en provenance de l'Arabie saoudite ont davantage progressé, en volume, que les importations en provenance de Turquie).

26. Pour ce qui est des pièces n° 13 et n° 14 de la Turquie, nous relevons que nous avons fourni ces renseignements afin de réfuter une constatation des autorités chargées de l'enquête qui est mentionnée pour la première fois au cours de la présente procédure dans le rapport final, et selon laquelle les prix de la ferraille avaient été relativement constants au cours de l'année 1998. Cette constatation a été expliquée dans un contexte qui donne l'impression fausse que les prix de la ferraille, exprimés en monnaie constante, ont été relativement stables au cours de cette période. Cette constatation est clairement contraire aux faits, ainsi qu'on peut aisément le constater en se référant aux prix de la ferraille publiés dans le *Metal Bulletin* et dans l'*American Metal Market*.

27. En résumé, le Groupe spécial devrait examiner les autres éléments de preuve présentés dans nos mémoires sur le dommage, car les sociétés turques interrogées n'avaient pas été averties, avant la date limite impartie pour la communication de nouveaux renseignements factuels, que les autorités chargées de l'enquête modifieraient l'objet de l'enquête et constateraient l'existence d'un dommage important actuel. Elles n'avaient pas été prévenues non plus de l'existence d'allégations selon lesquelles il existait un dommage important actuel et n'avaient donc rien à réfuter. À titre subsidiaire, le Groupe spécial devrait dresser le constat judiciaire des faits qui peuvent être vérifiés facilement en se référant à des sources publiques et dont l'exactitude ne peut raisonnablement être mise en doute. Le Groupe spécial devrait également dresser le constat judiciaire des renseignements patents qui figurent dans les pièces n° 13 et 14 de la Turquie, et cela pour les mêmes raisons.

28. Enfin, les faits et arguments essentiels relatifs aux allégations de la Turquie concernant l'imputation indue d'autres causes du dommage aux importations en provenance de Turquie ont été communiqués aux autorités chargées de l'enquête pendant l'enquête proprement dite, contrairement aux prétentions de l'Égypte. Par conséquent, le Groupe spécial devrait examiner ces allégations, même s'il décide d'exclure les éléments de preuve qui n'avaient pas été communiqués aux autorités chargées de l'enquête au cours de leur enquête initiale.

Question n° 5

Juridiquement parlant, que recouvre, selon la Turquie, le membre de phrase "tous les facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale"?

Réponse

29. L'article 3.5 de l'Accord antidumping dispose que "[les autorités] examineront aussi tous les facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale, et les dommages causés par ces autres facteurs ne devront pas être imputés aux importations faisant l'objet d'un dumping".

30. La Turquie partage le point de vue des Communautés européennes selon lequel ces facteurs sont, tout d'abord, ceux qui sont portés à l'attention des autorités chargées de l'enquête par les parties intéressées à la procédure nationale. En outre, la Turquie convient, avec les Communautés européennes, que dans certaines circonstances, une partie intéressée peut évoquer d'autres facteurs, mais ne peut elle-même prouver de façon décisive que ces facteurs causent un dommage. Dans ce cas, ces facteurs sont "connus" des autorités chargées de l'enquête et devraient être examinés.[20]

31. En outre, la Turquie estime que d'autres facteurs et conditions de concurrence qui ressortent clairement du dossier factuel dont sont saisies les autorités chargées de l'enquête et qui ont un effet important sur la branche de production nationale sont des facteurs "connus" qui devraient être

[20] Voir la communication des Communautés européennes en qualité de tierce partie, 1er novembre 2001, page 3.

examinés, qu'une partie ait allégué ou non que ces facteurs causent un dommage à la branche de production nationale.

32. De l'avis de la Turquie, il incombe particulièrement aux autorités compétentes d'identifier les autres facteurs connus qui, au même moment, peuvent causer un dommage important actuel, lorsqu'elles entreprennent leur enquête sur la base d'allégations formulées par la branche de production nationale qui se bornent à invoquer une menace de dommage important futur et que ces autorités découvrent par la suite, à l'expiration des délais impartis pour la communication et la présentation d'observations, des éléments de preuve qui, selon elles, étayent la constatation de dommage important actuel. Dans ce cas, on ne peut s'attendre à ce que les sociétés interrogées, qui n'ont pas été avisées de l'existence d'une allégation de dommage important actuel, aient fait des recherches et présenté des observations sur cette possibilité théorique. L'exigence de non-imputation faite à l'article 3.5 serait vidée de son sens si les autorités chargées de l'enquête pouvaient, dans une telle situation, refuser d'enquêter sur tout facteur autre que les importations visées, qui pourrait, au même moment, causer un dommage à la branche de production nationale.

33. L'obligation d'identifier d'autres facteurs qui, au même moment, peuvent causer un dommage à la branche de production nationale, résulte également de l'article 3.4 qui, indépendamment de ce qui est "connu" des autorités chargées de l'enquête, exige un examen approfondi "de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche, y compris les suivants: diminution effective et potentielle des ventes, des bénéfices, … de la productivité, du retour sur investissement, ou de l'utilisation des capacités [et des] facteurs qui influent sur les prix intérieurs".

34. Interprétant une disposition parallèle de l'Accord sur les sauvegardes, l'Organe d'appel a dit:

> [le rôle central joué par les parties intéressées dans l'enquête] ne signifie pas que les autorités compétentes peuvent limiter leur examen de "tous les facteurs pertinents", au titre de l'article 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes, aux facteurs que les parties intéressées ont évoqués comme étant des facteurs pertinents. Les autorités compétentes doivent, dans chaque cas, procéder à une enquête complète pour pouvoir effectuer une évaluation appropriée de tous les facteurs pertinents expressément mentionnés à l'article 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes. En outre, l'article 4:2 a) exige que les autorités compétentes - et *non les parties intéressées* - évaluent pleinement la pertinence, éventuelle, d'"autres facteurs". Si les autorités compétentes considèrent qu'un "autre facteur" particulier peut être pertinent pour la situation de la branche de production nationale, au sens de l'article 4:2 a), leurs devoirs en matière d'enquête et d'évaluation les empêchent de rester passives face à d'éventuelles carences des éléments de preuve présentés et des vues exprimées par les parties intéressées. En pareils cas, si les autorités compétentes ne disposent pas de renseignements suffisants pour évaluer la pertinence que peut avoir un tel "autre facteur", elles doivent étudier pleinement cet "autre facteur" afin qu'elles puissent s'acquitter de leurs obligations en matière d'évaluation au titre de l'article 4:2 a).[21]

[21] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis - Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de gluten de froment en provenance des Communautés européennes*, WT/DS166/AB/R, adopté le 19 janvier 2001 (ci-après "*Gluten de froment*"), paragraphe 55. *En accord avec* la communication des Communautés européennes, en qualité de tierce partie, paragraphe 4. *Voir aussi États-Unis - Mesures antidumping appliquées à certains produits en aciers laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/AB/R, 24 juillet 2001 (ci-après "*Produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*"), paragraphe 230 (il existe suffisamment de similarités entre les prescriptions de l'Accord antidumping et de l'Accord sur les sauvegardes en matière de causalité pour que les rapports adoptés de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel traitant des prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes relatives à la cause du dommage puissent donner des indications pour l'interprétation du libellé de l'Accord antidumping).

35. Dans cette affaire, le Groupe spécial a dit que l'article 4:2 a) n'exigeait que l'examen des facteurs autres que ceux énumérés à l'article 4:2 a) que les parties intéressées à l'enquête nationale avaient clairement évoqués comme étant des facteurs pertinents.[22] L'Organe d'appel a marqué son désaccord, décidant que "les autorités chargées de l'enquête doivent ajouter des étapes à l'enquête, lorsque les circonstances l'exigent, afin de s'acquitter de leur obligation d'évaluer tous les facteurs pertinents".[23]

36. La même analyse devrait s'appliquer à l'Accord antidumping. Aux termes de l'article 3.4, les autorités compétentes sont tenues d'évaluer "tous les facteurs et indices pertinents qui influent sur la situation de [la] branche [de production nationale]". Par conséquent, lorsque le dossier dont sont saisies les autorités compétentes indique qu'un facteur particulier a un effet notable sur la branche de production nationale, tel que l'accroissement des capacités de production en l'occurrence, la part de marché croissante d'un nouvel arrivant à faibles coûts (ce qui aurait dû être évident à la lecture des réponses d'Al Ezz au questionnaire), la baisse des prix de la ferraille, les volumes importants d'importations non visées et dont les prix étaient comparables, ainsi que la contraction de la demande, au moment même où les prix intérieurs chutaient, les autorités chargées de l'enquête se trouvent dans l'obligation, aux termes de l'article 3.4, d'examiner ce facteur de manière approfondie, que les parties intéressées aient, ou n'aient pas, porté expressément ces facteurs à leur attention. Et quand ce facteur cause un dommage à la branche de production nationale, les autorités chargées de l'enquête sont dans l'obligation, en vertu de l'article 3.5, d'isoler les effets de ce facteur et de ne pas les imputer aux effets des importations visées.

Question n° 6

La Turquie énumère quatre facteurs importants, qu'il convient d'examiner selon elle au titre de l'article 3.5: 1) l'accroissement des capacités de la branche de production nationale; 2) les importations non visées; 3) la baisse des prix de la ferraille; et 4) la contraction de la demande intérieure. La Turquie prétend-elle qu'il s'agissait de "facteurs connus", dont étaient saisies les autorités chargées de l'enquête, ou qu'elles n'en étaient pas saisies, mais qu'ils auraient dû néanmoins être "connus"?

Réponse

37. Ainsi qu'il est indiqué plus haut, ces facteurs étaient "connus" des autorités chargées de l'enquête au moment de leur enquête.

Question n° 7

La Turquie fait-elle valoir, pour ce qui est des importations en provenance de pays tiers, que la mention qui figure au paragraphe 4.3.2 du rapport sur les faits essentiels et les conclusions et au paragraphe 4.5.2 du rapport final est la seule mention que les autorités chargées de l'enquête ont faite de ces importations. Dans le cas contraire, quels sont les arguments de la Turquie, particulièrement à la lumière de l'allusion qui est faite aux importations en provenance de pays tiers au paragraphe 4.3.4 du rapport sur les faits essentiels et les conclusions et aux paragraphes 4.3.4 et 4.3.5 du rapport final?

[22] *Gluten de froment*, paragraphe 46.
[23] *Id.*, paragraphe 55.

Réponse

38. La Turquie ne fait pas sienne la position énoncée dans la première phrase de cette question. Le paragraphe 4.3.2 du rapport sur les faits essentiels et les conclusions concerne la production nationale et il n'y est pas question des importations non visées.

39. Nous relevons tout d'abord que les importations en provenance de Lettonie, d'Ukraine et de Roumanie, dont les autorités chargées de l'enquête avaient précédemment constaté qu'elles faisaient l'objet d'un dumping et étaient dommageables, étaient restées sur le marché jusqu'au 22 juin 1998, date à laquelle des droits antidumping avaient été imposés.[24] Toutefois, elles n'ont pas essayé alors d'isoler et de séparer les effets de ces importations afin d'évaluer leurs effets sur les prix en 1998. C'est-à-dire que les autorités chargées de l'enquête ont constaté que les prix avaient baissé en 1998, mais qu'elles n'ont pas indiqué si cette baisse s'était produite au cours du premier semestre de l'année, alors que les importations en provenance de Lettonie, d'Ukraine et de Roumanie étaient sur le marché, ou au cours du second semestre, alors que les importations en provenance de Turquie étaient sur le marché. Si la baisse des prix s'était produite au cours du premier semestre de l'année 1998, il aurait alors incombé aux autorités chargées de l'enquête de dissocier les effets des importations en provenance de Lettonie, d'Ukraine et de Roumanie, de façon à ne pas imputer ces effets, dont il avait déjà été constaté qu'ils étaient dommageables, aux importations en provenance de Turquie.

40. Pour ce qui est du deuxième semestre de l'année 1998, nous pensons que les autorités chargées de l'enquête auraient dû examiner les autres sources d'importations encore présentes sur le marché, après l'éviction des importations qui avaient fait l'objet de la première série d'affaires antidumping. Cela comprenait les importations en provenance d'Arabie saoudite, le principal fournisseur, et celles en provenance de Libye. Selon les statistiques publiées, en 1998, l'augmentation du volume des importations en provenance d'Arabie saoudite représentait 136 pour cent de l'augmentation du volume des importations en provenance de Turquie et, ces importations, évaluées sur une base prix débarqué, droits acquittés, étaient vendues à des prix comparables.[25] Les prix des importations en provenance de Turquie étaient plus élevés que ceux des importations en provenance de Libye.

41. Bien que des quantités plus importantes d'importations dont les prix étaient comparables aient été présentes sur le marché en même temps que les importations en provenance de Turquie, juste avant la baisse des prix constatée au cours de la première partie du mois de janvier 1999, les autorités chargées de l'enquête "ont examiné d'autres facteurs économiques mais ont conclu que ces facteurs ne causaient pas de dommage à la branche de production nationale".[26] Ces autres facteurs économiques comprenaient vraisemblablement les importations non visées. L'Égypte a également affirmé que les autorités chargées de l'enquête avaient constaté un dommage important tant en 1998 qu'au cours du premier trimestre de 1999.

42. Ainsi que nous l'avons expliqué dans notre première communication écrite (section III.A), les autorités chargées de l'enquête n'ont pas constaté que les importations en provenance de Turquie causaient un dommage spécifique à la branche de production nationale, ni qu'elles avaient des effets différents de ceux des importations en provenance d'Arabie saoudite et de Libye. Étant donné que des importations non visées, en quantités comparables ou même plus élevées, vendues à des prix comparables ou inférieurs, étaient présentes sur le marché en même temps que les importations en provenance de Turquie, faute de renseignements plus précis, l'on doit présumer que ces importations

[24] *Voir la* pièce n° 1 de la Turquie, page 10 (paragraphe 4.1.6) et la pièce n° 18 de la Turquie, pièce n° 2, page 1.
[25] *Voir la* pièce n° 18 de la Turquie, pages 5 et 6 et la pièce n° 2, page 1.
[26] Pièce n° 16 de la Turquie, paragraphe 4.5.1.

avaient des effets comparables. Le fait que les autorités chargées de l'enquête n'ont pas identifié ni distingué ces effets constitue une violation de l'article 3.5.[27]

43. S'il est vrai que la part de marché des importations en provenance de Turquie, d'Arabie saoudite et de Libye a augmenté en 1998, la diminution de la part de marché des importations en provenance de pays tiers a été supérieure à cette augmentation. En d'autres termes, la part de marché des importations de toutes provenances, y compris de Turquie, a diminué en 1998. Cela signifie-t-il que les importations en provenance de Turquie étaient non dommageables? On pourrait le conclure. Mais la conclusion que l'on ne peut tirer de ces données est qu'il existe un fondement logique, permettant de distinguer les effets des importations en provenance de Turquie de ceux des importations en provenance d'Arabie saoudite et de Libye en 1998, ainsi que l'ont fait les autorités chargées de l'enquête.

44. Il est déraisonnable et irrationnel de fonder une détermination relative à l'existence d'un dommage important actuel sur une période aussi courte qu'un trimestre de l'année civile. Toutefois, un examen objectif des données de fait relatives au premier trimestre de l'année 1999 ne révèle, une fois de plus, aucun élément qui permettrait de conclure que les importations en provenance de Turquie étaient la cause des effets allégués. Selon les autorités chargées de l'enquête, en mars 1999, la sous-cotation des importations en provenance de Turquie n'était que de 0,3 pour cent, soit un montant insignifiant.[28] L'effet qu'ont eu sur les prix les importations en provenance de Turquie, au cours du premier trimestre de 1999, était par conséquent négligeable. Si les autorités chargées de l'enquête estimaient que la baisse des prix intervenue en janvier 1999[29] était causée par le volume et la cotation des importations en 1998, il était alors essentiel que celles-ci dissocient les effets des importations en provenance de Turquie de ceux des importations d'autres provenances, dont les prix étaient comparables, avant d'établir leur détermination.

45. En outre, l'Arabie saoudite a cessé de bénéficier d'un régime d'admission en franchise en Égypte au début de l'année 1999, ce qui peut expliquer la baisse des livraisons au cours du premier trimestre de 1999.[30] Au cours de ce trimestre, les importations totales, y compris celles en provenance de Turquie, se sont élevées à 117 000 tonnes[31], ce qui correspond à un niveau annuel de 468 000 tonnes, et donc à une baisse de 50 pour cent par rapport au niveau des importations de l'année 1998! Par conséquent, si les importations en provenance de Turquie ont bien augmenté au cours de ce trimestre, elles n'ont fait que remplacer une petite partie du volume des importations qui provenaient d'autres pays auparavant. Sur la base d'une analyse des tendances identique à celle qui a été utilisée par les autorités chargées de l'enquête, on devrait conclure que les importations, dans leur ensemble, n'ont pas causé de dommage important à la branche de production nationale au premier trimestre de l'année 1999. L'accent mis par les autorités chargées de l'enquête sur l'augmentation des importations en provenance de Turquie et le fait qu'elles n'ont pas pris en compte l'effet compensatoire de la baisse des importations d'autres provenances montre bien que l'analyse effectuée par les autorités chargées de l'enquête n'était ni objective, ni motivée.

46. Enfin, la part du marché intérieur a également augmenté de 23 pour cent au cours du premier trimestre de 1999, alors même que les importations en provenance de Turquie étaient en hausse.[32] Ainsi, au premier trimestre de 1999, les importations en provenance de Turquie n'ont pas évincé une seule tonne de barres d'armature qui aurait été expédiée auparavant par la branche de production

---

[27] *Voir Produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, paragraphes 223 et 226.

[28] Rapport final, pièce n° 16 de la Turquie, paragraphe 4.2.1.2.

[29] Selon le rapport sur l'ouverture d'une enquête, la baisse de prix est intervenue en fait au début du mois de janvier 1999. *Voir* la pièce n° 1 de la Turquie, paragraphe 4.1.9.

[30] Pièce n° 32 de la Turquie, page 20.

[31] Rapport final, pièce n° 16 de la Turquie, paragraphe 4.3.4.1.

[32] *Id.*

égyptienne. Et l'on ne peut pas dire que les importations de barres d'armature en provenance de Turquie aient eu un effet notable sur le volume de la production nationale au cours du premier trimestre de l'année 1999.

Question n° 8

Les arguments de la Turquie relatifs aux importations en provenance de pays tiers sont principalement axés sur les importations en provenance de Libye et d'Arabie saoudite. Les mentions faites par les autorités chargées de l'enquête aux importations en provenance de pays tiers semblent désigner la totalité des importations en provenance de pays tiers. La Turquie avance-t-elle que les autorités chargées de l'enquête ont commis une erreur de droit en n'examinant pas séparément les importations en provenance de Libye et d'Arabie saoudite? Dans l'affirmative, quel est le fondement juridique de cette allégation?

Réponse

47. Oui, dans la mesure où ces importations jouaient un rôle important sur le marché au deuxième semestre de l'année 1998, lorsque le dommage se serait produit. Par ailleurs, les sociétés turques interrogées ont montré de façon précise que, selon les statistiques publiées, le volume des importations en provenance d'Arabie saoudite avait augmenté davantage que celui des importations en provenance de Turquie, et que les prix turcs se situaient dans une marge de 2 pour cent par rapport aux prix de l'Arabie saoudite et étaient plus élevés que ceux pratiqués par la Libye.[33] Par conséquent, les effets de ces importations sur les prix et sur les volumes étaient comparables à ceux des importations en provenance de Turquie; pourtant, les autorités chargées de l'enquête ont constaté que les importations non visées n'avaient pas causé un dommage à la branche de production nationale.

48. Nous relevons ici un écart inexplicable dans les statistiques relatives aux importations en provenance de Turquie qui ont été utilisées par les autorités chargées de l'enquête. Celles-ci citent dans leur rapport final un chiffre de 210 000 tonnes pour les importations (paragraphe 4.1.1.1). Cependant, selon les statistiques publiées par le gouvernement égyptien, les importations totales de barres d'armature en provenance de Turquie ne se sont élevées qu'à 116 194 tonnes en 1998.[34] Selon les mêmes statistiques, les importations en provenance d'Arabie saoudite ont totalisé 239 749 tonnes cette année-là, soit une augmentation de 86 227 tonnes par rapport à l'année précédente.[35] L'Égypte a reconnu cet écart entre les statistiques officielles et les chiffres utilisés au cours de l'enquête pendant les négociations avec la Turquie, mais a fait valoir que les statistiques relatives aux importations en provenance de Turquie étaient erronées. L'Égypte a également fait valoir qu'elle avait calculé le total des importations en provenance de Turquie à partir des documents d'importation proprement dits, mais ces documents n'ont jamais été communiqués aux sociétés interrogées. Par ailleurs, les sociétés interrogées sont d'avis que l'Égypte n'a pas cherché à corriger de la même manière la base de données relative aux importations des pays tiers, tels que l'Arabie saoudite et la Libye.

49. Nous doutons que le chiffre qui figure dans le rapport final soit exact, pour les raisons suivantes. Dans le rapport sur l'ouverture d'une enquête, les autorités égyptiennes ont qualifié initialement le chiffre de 210 000 tonnes d'"estimation" du total des importations en provenance de Turquie.[36] Ce rapport est daté du 26 janvier 1999, date à laquelle la compilation par le gouvernement égyptien des statistiques relatives aux importations ne pouvait pas être terminée. Par ailleurs, ce chiffre est très arrondi - il ressemble à une estimation qui aurait été faite en comparant les statistiques relatives aux importations qui ont été publiées et les chiffres publiés dans le rapport final pour les

[33] Pièce n° 18 de la Turquie, pages 5 et 6.
[34] Pièce n° 18 de la Turquie, pièce n° 2, page 6.
[35] *Id.*
[36] Pièce n° 1 de la Turquie, page 17.

importations non visées. Le même chiffre figure tel quel dans le rapport sur les faits essentiels et les conclusions d'octobre 1999 et dans le rapport final publié le même mois. En outre, ce chiffre est supérieur de plus de 5 pour cent au total des exportations de la Turquie à destination de l'Égypte en 1998 et 1997. [37] En décembre 1998, les exportations en provenance de Turquie étaient importantes et, compte tenu des délais de livraison, il est peu probable qu'elles aient toutes été admises en Égypte avant la fin de l'année. Par conséquent, le chiffre utilisé semble surévaluer sensiblement le volume des importations en provenance de Turquie par rapport au volume des importations en provenance d'Arabie saoudite et de Libye.

Question n° 9

Veuillez répondre à l'argument de l'Égypte selon lequel la Turquie n'a pas fait état d'une violation particulière lorsqu'elle a allégué que l'Égypte avait mal interprété certaines données relatives aux ventes sur le marché intérieur (première communication de l'Égypte, pages 39 et 40, section III.B.7).

Réponse

50. Il ne s'agit pas d'une allégation distincte car elle fait partie des allégations présentées au titre de l'article 3.1, 3.4 et 3.5. Cette section montre que la constatation selon laquelle les importations en provenance de Turquie ont causé un dommage à la branche de production nationale parce qu'elles ont fait augmenter les livraisons intérieures en 1998 est illogique et incorrecte et ne peut par conséquent étayer à elle seule la constatation voulant que les autorités égyptiennes aient déterminé l'existence d'un dommage en se fondant sur les faits établis. Cet argument devrait être examiné en relation avec les autres allégations présentées par la Turquie dans la section III.B de sa première communication écrite.

Question n° 10

Veuillez identifier, le cas échéant, les facteurs énumérés à l'article 3.4, qui, selon vous, 1) n'ont pas été évalués correctement; ou 2) n'ont pas été évalués du tout.

Réponse

51. Les facteurs énumérés à l'article 3.4 qui n'ont pas été examinés du tout dans le rapport final sont: la productivité, les effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, l'emploi, les salaires, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement. En outre, il n'est pas indiqué dans les versions publiques du rapport sur les faits essentiels et les conclusions et du rapport final si les autorités chargées de l'enquête ont suffisamment examiné les capacités de production, l'utilisation des capacités ou le retour sur investissement.

52. Nous affirmons également, dans la section III.B de notre première communication écrite, que les facteurs suivants n'ont pas été évalués du tout ou n'ont pas été évalués adéquatement.

1. L'augmentation des capacités des deux principaux producteurs égyptiens de barres d'armature.
2. Les effets de l'augmentation des capacités sur les coûts de production des producteurs.
3. Les effets de l'augmentation des capacités sur la concurrence au sein du secteur.
4. La baisse des prix de la ferraille.

[37] Pièce n° 18 de la Turquie, pièce n° 1.

5. La contraction de la demande en 1999.
6. L'effet d'importations faisant l'objet d'échanges loyaux, dont les prix étaient comparables.

53. Bien que ces facteurs, hormis la contraction de la demande, ne soient pas expressément énumérés à l'article 3.4, celui-ci exige néanmoins "une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de [la] branche [de production nationale]", et la Turquie est d'avis que chacun de ces facteurs entre dans cette catégorie. En outre, la Turquie est d'avis que les facteurs 1, 3, 4, 5 et 6 sont potentiellement "des facteurs qui influent sur les prix intérieurs", facteur expressément mentionné à l'article 3.4.

54. Les facteurs 1, 4 et 6 ont été évalués, mais de façon incorrecte. Selon le dossier public qui a été communiqué au gouvernement turc, les facteurs 2, 3 et 5 n'ont pas été évalués du tout.

Question n° 11

Dans sa première communication, la Turquie dit que "le prix des produits nationaux et le prix des produits importés doivent être comparés sur une base rendu clients lorsque le client est en mesure d'acheter soit des produits nationaux, soit des produits importés". La Turquie fait-elle valoir que les importateurs ne sont pas des clients réels ou potentiels des fabricants nationaux?

Réponse

55. Dans la mesure où la sous-cotation des prix a été évaluée en comparant le prix sortie entrepôt de l'importateur au prix du fabricant national, nous présumons que cela n'est pas le cas. Si l'importateur était un client du fabricant, son prix de revente ne serait pas une base de comparaison appropriée - la base de comparaison appropriée étant alors le prix d'achat de l'importateur. Toutefois, les données de fait contenues dans le dossier n'indiquent pas si les importateurs ont également effectué des achats auprès des fabricants, de sorte que nous ne savons pas si cela était le cas ou non.

Question n° 12

Dans quelle mesure la prescription relative à la charge de la preuve énoncée à l'article 2.4 s'applique-t-elle aux enquêtes antidumping? Sur quel raisonnement juridique votre avis repose-t-il compte tenu de l'analyse que vous faites de cette disposition au regard de la "Convention de Vienne"?

Réponse

56. L'article 31 de la Convention de Vienne sur le droit des traités dispose qu'"[u]n traité doit être interprété de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but".

57. La première phrase de l'article 2.4 dispose qu'"il sera procédé à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale". Il s'agit d'une obligation générale qui est imposée aux parties. La dernière phrase de l'article 2.4 a également une portée générale: "Les autorités indiqueront aux parties en question les renseignements qui sont nécessaires pour assurer une comparaison équitable, et la charge de la preuve qu'elles imposeront aux parties ne sera pas déraisonnable". Selon la Turquie, cette obligation s'étend à tous les aspects de l'établissement des faits qui est nécessaire pour déterminer le prix à l'exportation et la valeur normale ainsi que pour assurer une comparaison équitable entre les deux. Ce qui signifie que, aux fins de la collecte de renseignements relatifs au prix à l'exportation et à la valeur normale, ou des renseignements

nécessaires pour ajuster ces valeurs selon une base commune, il est interdit aux autorités d'"imposer … [une] charge de la preuve … déraisonnable".

58. Cette position est conforme à la déclaration qui a été faite par l'Organe d'appel dans l'affaire des *produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon* qui, bien que soit dans le cadre de l'interprétation d'autres articles de l'Accord, a dit que "les autorités chargées de l'enquête ne sont pas en droit de soumettre [l]es exportateurs à des conditions absolues ni de leur imposer des charges déraisonnables". [38]

Question n° 13

S'agissant de la question de la modification alléguée des raisons pour lesquelles les autorités chargées de l'enquête examinent les mesures à prendre à l'encontre des importations faisant l'objet d'un dumping (de l'existence d'une menace de dommage à l'existence d'un dommage actuel). La Turquie pourrait-elle présenter ses observations sur le rapport du Groupe spécial dans l'affaire *Guatemala - Ciment II,* qui semble étayer l'idée selon laquelle il n'existait aucune obligation en matière de notification en pareille circonstance? Le Groupe spécial devrait-il adopter la même position? La Turquie est-elle d'avis que l'indication donnée au paragraphe 1.8 du questionnaire adressé aux fabricants (page 6) (pièce n° 3 de la Turquie) ne constituait aucunement une notification que le dommage actuel serait examiné?

Réponse

59. La Turquie conteste la décision qui a été rendue par le Groupe spécial *Guatemala - Ciment* à ce sujet et nous demandons instamment au Groupe spécial de considérer qu'il serait inéquitable d'appliquer cette décision en l'espèce.

60. En outre, dans l'affaire *Guatemala - Ciment,* le Groupe spécial a constaté expressément que l'Accord ne fait nullement obligation aux autorités chargées de l'enquête d'informer les parties intéressées "du fondement juridique de leur détermination finale de l'existence d'un dommage". [39] Nous ne prétendons pas que l'Égypte avait l'obligation de nous informer à l'avance qu'elle fonderait sa détermination finale sur la constatation de l'existence d'un dommage important actuel. Nous faisons valoir que, alors que l'Égypte avait ouvert l'enquête sur la base d'une menace alléguée de dommage important, et indiqué dans les questionnaires adressés aux sociétés interrogées que l'enquête sur le dommage était limitée à l'examen de la question de savoir s'il existait une menace de dommage important, il lui incombait de notifier les parties lorsqu'elle a élargi le champ de son enquête pour examiner la question de l'existence d'un dommage important actuel. Elle était également tenue à ce moment-là de donner aux parties la possibilité de présenter des observations factuelles et des arguments sur cette question. Pour assurer la régularité de la procédure, une partie qui est accusée de pratiques commerciales déloyales devrait être informée, avant la date limite à laquelle elle doit communiquer des renseignements factuels et faire connaître ses arguments, de la nature des accusations qui ont été portées contre elle et qui font l'objet d'une enquête par les autorités compétentes. Cet avis n'a pas été donné et la possibilité de communiquer des renseignements n'a pas été ménagée en l'occurrence.

61. À la lumière des passages du questionnaire adressé aux fabricants et du rapport sur l'ouverture d'une enquête, qui sont clairement libellés, nous ne considérons pas que le passage du paragraphe 1.8 indique clairement que les autorités chargées de l'enquête examineraient la question de l'existence d'un dommage important actuel.

---

[38] *Produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, paragraphe 102.

[39] *Guatemala - Enquête antidumping concernant le ciment Portland en provenance du Mexique*, WT/DS60/AB/RW, 2 novembre 1998, paragraphe 8.238.

Question n° 14

À la page 6 de sa première déclaration orale, la Turquie prétend que l'accroissement des capacités de la branche de production égyptienne aurait fait augmenter le coût unitaire de production, parce que la production avait démarré à des niveaux faibles. Comment cet argument peut-il être concilié avec les déclarations figurant dans le rapport sur les faits essentiels et les conclusions et dans le rapport final, selon lesquelles l'utilisation des capacités a été stable au cours de la période visée par l'enquête?

Réponse

62. Nous ne savons pas comment les chiffres relatifs à l'utilisation des capacités ont été établis, ni ce qu'ils indiquent, car aucune de ces données n'a été communiquée au public. En particulier, nous ne connaissons pas le niveau d'utilisation des capacités qui a été indiqué par la branche de production nationale. S'agit-il du niveau du début de l'année 1998 ou de la fin de l'année 1998? Il ne semble pas que des données mensuelles aient été fournies. Il est concevable que les chiffres communiqués par la branche de production nationale soient ceux du début de l'année, auquel cas les données rapportées ont masqué la situation véritable.

63. Cela débouche sur la question plus vaste du dossier qui doit être examiné par le Groupe spécial. Si peu de données ont été divulguées qu'il est impossible de savoir si une détermination de fait a été correctement établie en ce qui concerne la tendance de l'utilisation des capacités, ainsi que le prescrit l'article 3.4, et si la détermination mentionnée dans la question du Groupe spécial est réellement incompatible avec notre allégation.

64. Nous savons que, dans le cas d'Al Ezz, il a fallu attendre deux à trois mois avant que le projet d'accroissement des capacités de production de barres d'armature ne fonctionne à plein régime.[40] Ainsi, les coûts unitaires ont dû être affectés, même si cela n'a été que pendant une courte période. Nous ne disposons pas de renseignements similaires pour Alexandria National, mais il serait véritablement extraordinaire que l'on soit parvenu à utiliser les capacités au maximum le jour même où les projets ont démarré. Ce sont des choses qui ne se produisent tout simplement pas dans la réalité.

Question n° 15

À la page 20 de sa première déclaration orale, la Turquie indique que le questionnaire ne donnait aucune indication sur la façon de répondre aux questions concernant les coûts de production. Certaines des sociétés turques interrogées ont décidé de fournir certains renseignements sur une base mensuelle, et seulement pour certains mois de la période visée par l'enquête. Étant donné que l'Appendice 9 du questionnaire ne renfermait aucune instruction particulière en ce qui concerne la communication des renseignements relatifs au coût de production, alors que le questionnaire précisait bien la période visée par l'enquête antidumping, comment peut-on expliquer que les sociétés interrogées aient communiqué des données relatives aux coûts portant sur une période inférieure à celle visée par l'enquête?

Réponse

65. Chacun sait que l'économie turque est aux prises avec l'hyperinflation. Au cours de l'année 1998, le taux d'inflation annuel a dépassé 40 pour cent. En pareil cas, comparer un coût de production annuel moyen à des prix de vente individuels aboutirait à des distorsions flagrantes. Si on prend pour hypothèse un coût de production mensuel constant et des augmentations de coût

[40] Première communication de la Turquie, page 14.

constantes, l'utilisation d'un seul coût de production annuel moyen conduirait à sous-estimer d'au moins 20 pour cent le prix de revient des marchandises vendues à la fin de la période et gonflerait d'au moins 20 pour cent le prix de revient des marchandises au début de la période.

66. Il convient de noter que la dernière phrase de l'article 2.2.1 de l'Accord antidumping prévoit des calculs distincts des coûts de production aux fins de la comparaison avec les prix de vente pour des fractions de la période visée par l'enquête lorsque les coûts fluctuent au cours de cette période. Cette phrase se lit ainsi: "Si les prix qui sont inférieurs aux coûts de production au moment de la vente sont supérieurs aux coûts moyens pondérés pour la période couverte par l'enquête, il sera considéré que ces prix permettent de couvrir les frais dans un délai raisonnable." Selon cette phrase, on obtiendrait ainsi des résultats différents selon que l'on compare les prix de vente au coût de production "au moment de la vente" ou les prix de vente "aux coûts moyens de production pour la période couverte par l'enquête". Si les prix de vente sont supérieurs au coût de production "au moment de la vente", ils ne peuvent pas être considérés comme "n'ayant pas eu lieu au cours d'opérations commerciales normales", au sens de la première phrase de l'article 2.2.1.

67. Étant donné que le recours aux coûts de production moyens aux fins de la comparaison avec différents prix de vente peut aboutir à des distorsions dans une économie hyperinflationniste, de nombreuses juridictions, y compris les États-Unis, les Communautés européennes et Israël, demandent aux sociétés interrogées dans des économies hyperinflationnistes de calculer les coûts de production mensuels et de n'établir des comparaisons entre les coûts et les prix que pour les prix de vente concernant des transactions ayant eu lieu au cours du même mois que celui pour lequel les coûts ont été calculés.[41]

68. Dans le questionnaire envoyé par l'Égypte, il était demandé aux sociétés interrogées de n'indiquer que les prix de vente sur le marché intérieur qui étaient contemporains de ventes à l'exportation effectuées par celles-ci à destination de l'Égypte. Les sociétés ont donné suite à cette

---

[41] *Voir* le Règlement n° 230/2001 du 2 février 2001 sur *certains câbles en acier originaires de Turquie*, Journal officiel des Communautés européennes, n° L34/4 (3/2/2001), page 11.

> Conformément à la méthode générale, il a été possible de fonder la valeur normale pour certains types de produits sur le prix intérieur de types comparables conformément à l'article 2, paragraphe 1, du règlement de base. Compte tenu du taux élevé d'inflation observé en Turquie pendant la période d'enquête, c'est sur une base mensuelle qu'il a été vérifié si les ventes intérieures des types comparables étaient représentatives et réalisées au cours d'opérations commerciales normales.
>
> Pour tous les autres types de produits concernés vendus à l'exportation vers la Communauté par les sociétés ayant coopéré, la valeur normale a été construite conformément à l'article 2, paragraphe 3, du règlement de base. Le coût de fabrication a été augmenté des frais de vente, dépenses administratives et autres frais généraux supportés par la société sur le marché intérieur ainsi que du bénéfice réalisé sur les ventes intérieures effectuées au cours d'opérations commerciales normales. Vu le taux élevé d'inflation, les valeurs normales ont été calculées pour chaque mois de la période d'enquête.

Voir aussi Notice of Final Results of Anti-Dumping Duty Administrative Review: Certain Welded Carbon Steel Pipe and Tube From Turkey, 62 Fed. Reg. 51,629 (2 octobre 1997) (Comment 3) (dans lequel est cité le document intitulé *Final Results of Anti-Dumping Duty Administrative Review: Ferrosilicon from Brazil*, 61 Fed. Reg. 59,407, 59,408 (22 novembre 1996)). L'établissement des données relatives au coût selon cette méthode "tient compte de l'augmentation mensuelle du coût des matières premières due à l'inflation". *Notice of Final Results of Antidumping Duty Administrative Review: Certain Welded Carbon Steel Pipe and Tube From Turkey*, 62 Fed. Reg. 51,629 (2 octobre 1997) (Comment 3) (pas d'italique dans les originaux).

demande. Dans la mesure où comparer le coût de production annuel moyen avec ces ventes aurait entraîné des distorsions, et dans la mesure où la pratique usuelle d'autres juridictions est de n'établir des comparaisons des prix de vente et des coûts mensuels que pour le même mois, les sociétés interrogées n'ont indiqué les coûts mensuels que pour les mois pour lesquels elles avaient fait état de ventes. Si l'Égypte avait suivi la même pratique que ces autres juridictions, les coûts rapportés pour les autres mois ne lui auraient été d'aucune utilité, parce qu'il n'avait été fait état d'aucune vente au cours de ces autres mois.

69. Dans leurs réponses du 7 avril 1999, les sociétés interrogées ont clairement indiqué les méthodes qu'elles avaient utilisé et ces méthodes étaient raisonnables compte tenu des circonstances. Les autorités chargées de l'enquête ne se sont pas plaintes de réponses incomplètes avant la vérification. De fait, après la communication des réponses, l'avocat des sociétés Colakoglu, Habas et Diler s'est enquis auprès des autorités chargées de l'enquête de la date à laquelle les questionnaires complémentaires seraient envoyés. Celles-ci ont répondu que les réponses communiquées étaient "suffisantes" et qu'aucun questionnaire complémentaire ne serait envoyé.[42] Il semble qu'au début de l'enquête, avant leur volte-face du mois d'août, les autorités chargées de l'enquête aient estimé elles aussi que la méthode utilisée par les sociétés interrogées pour répondre au questionnaire était raisonnable.

Question n° 16

Les intérêts créditeurs sont-ils bien considérés comme un coût au titre de l'article 2.2.2? En supposant que les intérêts créditeurs puissent faire partie du calcul du coût de production, la définition comptable de revenus d'exploitation et de revenus hors exploitation est-elle suffisante pour déterminer si le coût est associé à la production des marchandises ou s'il concerne cette production?

Réponse

70. Les intérêts créditeurs doivent être considérés comme un coût négatif ou encore comme un coût imputé rationnel. Il existe également d'autres types de compensation, dont les recettes tirées de la vente de sous-produits. Les sous-produits de la production de barres d'armature sont des petits bouts de billettes et de barres d'armature ainsi que les rognures de barres d'armature issues du processus de laminage. Ces déchets ou sous-produits sont soit réintroduits dans le processus de fabrication, soit imputés au prix de revient, ou vendus à des clients et imputés au prix de revient ou inscrits par les producteurs sous la rubrique recettes diverses. Il faut également tenir compte de ces recettes lors du calcul du véritable coût de production net.

71. Un autre exemple est celui des gains de change sur les prêts. Les pertes de change sur les prêts sont normalement considérées comme des frais de financement, tandis que les gains de change sur les prêts sont habituellement imputés aux frais de financement. Il est pratique courante, au moins dans l'Union européenne et aux États-Unis, d'admettre ces écritures de compensation. Si l'Accord était interprété de façon à n'inclure que les rubriques qui correspondent à des décaissements, cela voudrait dire qu'il exige le calcul d'un coût de production parfaitement ventilé, de loin supérieur au coût de production net. Il est très peu probable que cela ait été l'intention initiale des parties contractantes lorsqu'elles ont rédigé le texte de l'article 2.

72. La définition comptable de revenus d'exploitation et de revenus hors exploitation est suffisante pour déterminer si le coût est associé à la production ou s'il concerne la production des marchandises en question lorsque le revenu est un élément fongible, comme les intérêts créditeurs à

[42] Fac-similé envoyé par les autorités chargées de l'enquête au cabinet de M^{e} David Simon, le 20 mai 1999, pièce n° 31 de la Turquie.

court terme des comptes de fonds de roulement. Il peut y avoir des éléments non fongibles qui nécessitent des recherches plus poussées. Par exemple, les revenus tirés de la fourniture de services de transport maritime avec des navires qui sont également utilisés pour transporter la marchandise visée, ou qui sont exploités séparément, pourraient être considérés comme insuffisamment liées à la production et à la vente de la marchandise visée pour qu'il en soit tenu compte. Mais les intérêts créditeurs des comptes de fonds de roulement sont un élément fongible - et ne peuvent être imputés à une activité particulière. Ils bénéficient donc à toutes les activités de production de l'entreprise.

Question n° 17 - Autres documents à communiquer

La Turquie pourrait-elle communiquer les documents suivants:

1. **Les documents auxquels il est fait référence dans les notes de bas de page 16 et 17 (à l'exception de la pièce n° 32 de la Turquie).**
2. **Les annexes à la lettre du 15 septembre 1999 envoyée par le cabinet de M^e^ David Simon aux autorités chargées de l'enquête.**
3. **La lettre du 10 mai 1999, adressée par le cabinet de M^e^ David Simon aux autorités chargées de l'enquête, à laquelle celles-ci ont répondu le 20 mai 1999.**
4. **Les observations de la société IDC sur le rapport de vérification.**
5. **À la page 43 de sa première communication écrite, la Turquie a indiqué que le cabinet de M^e^ David Simon avait demandé une prorogation du délai imparti pour communiquer les renseignements requis, ainsi que la tenue d'une réunion au Caire. Veuillez nous communiquer cette demande et la réponse qui y a été donnée par les autorités chargées de l'enquête.**
6. **La lettre du 23 septembre 1999 adressée par les autorités chargées de l'enquête à la société IDC.**

Réponse

73. Veuillez voir les pièces jointes à la présente communication.

74. Veuillez noter que nous n'avons pas indiqué, ainsi que le donne à penser la question 17.5, que le cabinet de M^e^ David Simon avait demandé une prorogation de délai pour la communication des renseignements demandés par les autorités chargées de l'enquête dans leur lettre du 23 septembre 1999. Nous avons dit que "les sociétés Colakoglu, Habas et Ekinciler (*sic* - il faut lire Diler) ont envoyé une lettre aux autorités chargées de l'enquête pour leur faire savoir qu'il leur serait impossible de répondre à la demande de renseignements complémentaires envoyée le 24 septembre 1999 dans le délai de deux à cinq jours imparti par l'autorité administrante".[43] Cela pouvait être considéré comme une demande implicite de prorogation. Toutefois, une prorogation d'une durée particulière n'a pas été explicitement demandée.

75. Nous avons dit par ailleurs: "Les autorités chargées de l'enquête n'ont pas accordé aux sociétés Colakoglu, Habas et Diler une prorogation de délai pour répondre à la lettre du 23 septembre 1999 ..." Aucune lettre n'a été envoyée pour cela. Les autorités chargées de l'enquête n'ont tout simplement pas répondu à la lettre de M. Simon datée du 28 septembre 1999.

[43] Première communication du gouvernement de la République de Turquie, page 43.

QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL AUX DEUX PARTIES

Question n° 1

S'agissant de la période de collecte des données, quel sont le statut juridique et la pertinence de la recommandation du Comité des pratiques antidumping pour l'interprétation de l'Accord antidumping?

Réponse

76. L'article 31 de la Convention de Vienne sur le droit des traités dispose ce qui suit:

> 1. Un traité doit être interprété de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but.
>
> 2. Aux fins de l'interprétation d'un traité, le contexte comprend, outre le texte, préambule et annexes inclus:
>
> a) tout accord ayant rapport au traité et qui est intervenu entre toutes les parties à l'occasion de la conclusion du traité;
>
> b) tout instrument établi par une ou plusieurs parties à l'occasion de la conclusion du traité et accepté par les autres parties en tant qu'instrument ayant rapport au traité.
>
> 3. Il sera tenu compte, en même temps que du contexte:
>
> a) de tout accord ultérieur intervenu entre les parties au sujet de l'interprétation du traité ou de l'application de ses dispositions;
>
> b) de toute pratique ultérieurement suivie dans l'application du traité par laquelle est établi l'accord des parties à l'égard de l'interprétation du traité;
>
> c) de toute règle pertinente de droit international applicable dans les relations entre les parties.

77. Une recommandation du Comité des pratiques antidumping ne constitue ni "un accord ultérieur intervenu entre les parties au sujet de l'interprétation du traité ou de l'application de ses dispositions", ni "une pratique ultérieurement suivie dans l'application du traité". À cet égard, nous relevons que lors de sa réunion d'avril 2001, le Comité des pratiques antidumping a été saisi d'une proposition visant à ce que le Comité adopte une décision sur le statut juridique des recommandations adoptées. Aucun consensus n'a pu être trouvé au sujet de cette proposition lors de cette réunion, ni lors de la réunion d'octobre 2001.[44] Il est donc clair que le statut juridique des recommandations du Comité reste controversé, même parmi les membres du Comité. Par conséquent, les recommandations du Comité ne devraient avoir aucune incidence sur l'examen par le Groupe spécial des questions juridiques soulevées en l'espèce.

78. Nous notons par ailleurs que la recommandation du Comité des pratiques antidumping ne traite pas expressément de la question soulevée par la Turquie en l'occurrence. La recommandation du Comité selon laquelle l'enquête relative au dommage devrait porter sur une période de trois ans

[44] *Rapport (2001) du Comité des pratiques antidumping*, G/L/495 (31 octobre 2001), section V, paragraphe 15 (Décision possible du Comité sur le statut des recommandations adoptées).

n'entérine pas des constatations établies par les autorités chargées de l'enquête qui ne remplissent pas la condition posée par l'article 3.5 selon laquelle il doit être démontré que "les importations faisant l'objet d'un dumping causent, par les effets du dumping, … un dommage au sens du présent accord".

Question n° 2

Les parties pourraient-elles présenter leurs observations sur l'importance éventuelle pour le présent différend de la décision rendue par le Groupe spécial dans l'affaire *Argentine - Peaux et cuirs* en ce qui concerne les allégations formulées au titre de l'article X:3 du GATT de 1994?

Réponse

79. Nous pensons que la décision rendue par le Groupe spécial dans l'affaire *Argentine - Peaux et cuirs* donne les indications suivantes en ce qui concerne l'examen par le Groupe spécial des allégations formulées par la Turquie au titre de l'article X:3:

a) L'article X vise l'*application* des lois, règlements, décisions judiciaires et administratives. Il ne s'applique pas aux incompatibilités entre la lettre de la loi et le GATT de 1994 ou l'Accord antidumping. (paragraphes 11.60 et 11.61)

b) Il n'y a "aucune prescription selon laquelle l'article X:3 a) doit s'appliquer uniquement dans les situations dans lesquelles il est établi qu'un Membre a mis en œuvre ses lois et règlements douaniers d'une manière incompatible, s'agissant d'importations en provenance ou d'exportations à destination de deux Membres au plus". (paragraphe 11.67)

c) "Un Membre de l'OMC peut contester la substance d'une mesure au titre de l'article X. La question pertinente est celle de savoir si la substance d'une telle mesure est de nature administrative ou si, au contraire, elle implique des questions de fond qu'il est plus approprié de traiter au regard d'autres dispositions du GATT de 1994." (paragraphe 11.70)

d) Les résolutions qui n'établissent pas de règle douanière de fond pour l'exécution des lois régissant les exportations sont de nature administrative et peuvent être contestées au titre de l'article X:3. (paragraphe 11.72)

e) "Il semblerait que l'Argentine considérerait toute règle "d'application générale" comme une règle de fond, à en juger par l'usage qu'elle fait de cette expression ailleurs dans ses arguments. Cela conduirait à une situation dans laquelle aucune règle d'application générale ne pourrait relever de l'article X dès lors qu'elle impliquerait des règles de fond et non des règles administratives. Inversement, une règle administrative, comme elle semblerait devoir être définie ici, ne pourrait pas être une règle d'application générale. Cela aussi rendrait effectivement caduc l'article X, et, de toute évidence, il ne peut pas en être ainsi." (paragraphe 11.75)

80. La Turquie a allégué qu'il y avait violation de l'article X:3 au sujet du refus de l'Égypte de tenir une réunion avec les sociétés turques interrogées afin de débattre de l'adéquation de leurs réponses du 15 septembre 1999, et de la façon dont l'Égypte avait calculé pour la société IDC une "charge d'intérêts exagérément gonflée et faussée".[45] Ces deux décisions étaient clairement de nature "administrative". De plus, ni l'une ni l'autre ne reposaient directement sur une loi ou une règle de

[45] *Voir* la première communication de la Turquie, sections IV.D.2 et IV.J.8.

fond. Bien que l'Égypte puisse disposer d'une règle lui permettant d'avoir recours aux données de fait disponibles lorsqu'une partie ne répond pas de façon adéquate à un questionnaire, cette règle ne peut avoir dicté le choix des données de fait disponibles dans le cas de la société IDC. Il s'agissait d'une mesure purement administrative. En outre, la décision de ne pas accorder d'audience aux diverses parties était manifestement une décision administrative.

81. L'Égypte voudrait éviter que le présent Groupe spécial n'examine l'allégation formulée par la Turquie au titre de l'article X:3, et fait valoir qu'un examen n'est pas justifié, sauf si les mesures contestées ont eu une incidence notable sur l'application de la loi de manière générale. Cette interprétation, comme celle du Groupe spécial dans l'affaire *Argentine - Peaux et cuirs*, pourrait vider de son sens l'article X, parce que les mesures d'application générale, de même que les règles d'application générale, pourraient probablement faire l'objet d'un examen au titre des autres règles de fond du GATT et, par conséquent, ne pourraient être examinées au titre de l'article X.

82. L'article X traite essentiellement de l'application des lois et de certaines décisions administratives. Il couvre donc un domaine auquel ne s'appliquent pas les règles formelles de l'Accord antidumping - l'application des règles antidumping. La Turquie a contesté en l'espèce l'application par l'Égypte de ses règles, à deux égards, en faisant valoir qu'elle était foncièrement déraisonnable. La Turquie maintient que l'article X s'applique précisément à ce type de conduite, comme l'a confirmé le Groupe spécial dans l'affaire *Argentine - Peaux et cuirs*.

Question n° 3

En ce qui concerne l'allégation d'infraction aux dispositions du paragraphe 1 de l'Annexe II, parce que les renseignements sur les coûts auraient été demandés trop tard, quelle est la pertinence du paragraphe 1 de l'Annexe II, à un moment de l'enquête qui est antérieur à la décision d'utiliser les données de fait disponibles?

Réponse

83. La première phrase du paragraphe 1 de l'Annexe II impose manifestement aux parties une obligation distincte. L'inexécution de cette obligation a pour effet d'invalider le recours au titre de l'Accord ultérieur aux "données de fait disponibles".

ANNEXE 4-2

RÉPONSES DE L'ÉGYPTE AUX QUESTIONS POSÉES EN RELATION AVEC LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND DU GROUPE SPÉCIAL

QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL À L'ÉGYPTE

Question n° 1

À la page 30 de sa première communication (section III.B.3.b), l'Égypte fait valoir que les autorités chargées de l'enquête ont examiné les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général ainsi que les coûts de production de la branche de production comme des sources potentielles du dommage causé à la branche de production nationale. Où figure cet examen dans le rapport sur les faits essentiels et les conclusions, le rapport final et tout autre document versé au dossier?

Réponse

1. Les renseignements demandés par le Groupe spécial au sujet de l'examen par les autorités chargées de l'enquête des frais d'administration et de commercialisation et des frais de caractère général ainsi que des coûts de production figurent dans le *dossier public*, qui est expressément mentionné au paragraphe 12 de l'avis d'ouverture de l'enquête (voir ci-joint la pièce n° 7.3 de l'Égypte) ainsi que dans le rapport sur les faits essentiels et les conclusions (voir la pièce n° 15 de la Turquie) et le rapport final (voir la pièce n° 16 de la Turquie) à la section 1.7.

2. Une copie du rapport en question versé au dossier public est fournie pour référence au Groupe spécial dans la pièce n° 6 de l'Égypte (voir en particulier le paragraphe V).

3. Lors de l'examen de l'existence d'un dommage important pendant la période visée par l'enquête, les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général ainsi que les coûts de production des sociétés ANSDK et EZZ ont été analysés 1) individuellement pour chaque société; et 2) conjointement dans le cadre de l'examen de la branche de production nationale totale.

Question n° 2

S'agissant de l'argument de l'Égypte selon lequel les éléments de preuve nouveaux qui n'ont pas été communiqués aux autorités chargées de l'enquête ne doivent pas être pris en considération par le Groupe spécial, quelle est la signification de la récente décision rendue par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis - Fils de coton* (WT/DS192/AB/R, paragraphes 77 et suivants) et de la décision du Groupe spécial *États-Unis - Acier laminé à chaud* (WT/DS184/R, paragraphes 7.6 et 7.7)? Selon l'Égypte, ces décisions sont-elles complémentaires ou contradictoires? Veuillez expliquer. La décision rendue dans l'affaire des *Fils de coton* est-elle applicable ou pertinente dans le contexte d'une affaire antidumping?

Réponse

4. Les décisions rendues par le Groupe spécial *États-Unis - Acier laminé à chaud* et par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis - Fils de coton* confirment que le rôle de l'ORD n'est pas de procéder à un examen *de novo* des faits de la cause. L'article 17.5 ii), qui établit ce critère général d'examen

dans le cadre de l'Accord antidumping, prescrit à l'ORD de ne pas tenir compte des éléments de preuve qui n'ont pas été communiqués aux autorités chargées de l'enquête au cours de la procédure interne.

5. Les constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire des *Fils de coton* concernent l'examen par un groupe spécial de la détermination établie par des autorités au titre de l'article 6:2 de l'ATV. En particulier, la décision porte sur la question de savoir si l'ORD pourrait examiner des éléments de preuve concernant des faits qui sont antérieurs à la détermination, mais qui n'existaient pas au moment où cette détermination a été établie. En d'autres termes, il s'agit de savoir si un groupe spécial est habilité à prendre en compte des éléments de preuve qui n'auraient absolument pas pu être examinés par le Membre lorsque celui-ci a établi sa détermination. L'Organe d'appel a répondu par la négative, soulignant que pour ce qui concerne les obligations des Membres en matière d'enquête, "*[l]'exercice d'une diligence raisonnable par un Membre ne [pouvait] pas faire intervenir, cependant, l'examen d'éléments de preuve qui n'existaient pas et qui, par conséquent, n'auraient absolument pas pu être pris en compte lorsque le Membre [avait] établi sa détermination*".[1]

6. L'Égypte considère que les décisions susmentionnées sont complémentaires car elles reposent toutes deux sur le principe fondamental selon lequel le Groupe spécial ne doit pas procéder à un examen *de novo* des faits de la cause. Elle estime cependant que la décision rendue dans l'affaire des *Fils de coton* n'est pas applicable dans le cadre d'une affaire antidumping pour deux raisons essentielles.

7. *Premièrement*, contrairement à ce qui se passe dans les enquêtes antidumping, les parties intéressées ne sont pas associées aux enquêtes menées au titre de l'ATV et, en particulier, elles n'ont généralement pas la possibilité de participer activement à la collecte de données effectuée par les autorités chargées de l'enquête. En conséquence, l'Égypte considère que, dans le cadre d'une enquête menée au titre de l'ATV, l'exercice d'une diligence raisonnable par un Membre est d'autant plus important pour arriver à une détermination au titre de l'article 6 de l'ATV.[2]

8. *Deuxièmement*, l'ATV ne contient pas de disposition semblable à l'article 17.5 ii) de l'Accord antidumping, qui limite expressément l'examen du Groupe spécial aux éléments de preuve communiqués aux autorités chargées de l'enquête conformément aux procédures internes appropriées. Le critère d'examen devant être appliqué par un groupe spécial dans le cadre d'une enquête menée au titre de l'ATV est donc plus strict que celui qui est appliqué au titre de l'Accord antidumping. Le critère d'examen devant être appliqué par un groupe spécial dans le cadre d'une enquête menée au titre de l'ATV n'est pas limité aux éléments de preuve tels qu'ils ont été présentés aux autorités chargées de l'enquête au cours de l'enquête. Au contraire, en vertu de l'ATV, un groupe spécial pourrait examiner des éléments de preuve qui existaient au moment de l'enquête, mais n'avaient pas été présentés aux autorités chargées de l'enquête.

Question n° 3

L'Égypte fait aussi valoir à la page 31 de sa première communication qu'aucune nouvelle allégation ne peut être présentée au Groupe spécial si elle n'a pas auparavant été présentée aux autorités chargées de l'enquête au cours de l'enquête. Veuillez indiquer le fondement juridique de cette affirmation et tous précédents pertinents.

[1] WT/DS192/AB/R, paragraphe 77.
[2] WT/DS192/AB/R, paragraphe 76.

Réponse

9. Comme il a été indiqué au Groupe spécial le 28 novembre 2001, dans cette phrase, l'expression "nouvelles allégations" ne fait pas référence à de nouvelles allégations "juridiques", mais à de nouvelles considérations factuelles qui n'ont pas été présentées aux autorités chargées de l'enquête au cours de l'enquête.

Question n° 4

La section II.B de la première communication de l'Égypte a trait au critère d'examen. Est-il exact de dire que des autorités chargées d'une enquête peuvent arriver à une décision erronée dans les faits tant qu'elles ont établi les faits correctement et qu'elles les ont évalués d'une manière impartiale et objective? Quel critère juridique un groupe spécial doit-il appliquer pour déterminer si une évaluation des faits effectuée par des autorités chargées d'une enquête a été "impartiale et objective" au regard de l'article 17.6 i)?

Réponse

10. Pour l'Égypte, il est concevable que des autorités chargées d'une enquête puissent arriver à une décision erronée dans les faits même si elles ont correctement établi les faits et les ont évalués d'une manière impartiale et objective. Il ne faut pas oublier que les autorités chargées d'une enquête s'appuient essentiellement sur les renseignements fournis par les parties intéressées. Comme le montre l'affaire des barres d'armature, ces renseignements peuvent être de piètre qualité et la capacité des autorités chargées de l'enquête de vérifier leur exactitude peut être limitée. De plus, la possibilité de recourir aux données de fait disponibles dans les circonstances envisagées par l'Accord antidumping constitue à l'évidence un autre facteur qui influera sur l'exactitude du point de vue des faits de la décision des autorités chargées de l'enquête.

11. S'agissant du critère juridique applicable pour qu'un groupe spécial détermine si une évaluation des faits a été "impartiale et objective", l'Égypte souhaite rappeler les constatations établies dans l'affaire *États-Unis - Acier laminé à chaud*, dans laquelle l'Organe d'appel a indiqué ce qui suit[3]:

> *"L'article 17.6 i) de l'Accord antidumping dispose aussi que le groupe spécial doit déterminer, premièrement, si l'"établissement des faits" par les autorités chargées de l'enquête "était correct" et, deuxièmement, si l'"évaluation de ces faits" par les autorités "était impartiale et objective". (pas d'italique dans l'original) Bien que le texte de l'article 17.6 i) soit libellé d'une manière telle qu'il crée une obligation pour les groupes spéciaux – le groupe spécial "déterminera" – cette disposition, en même temps, définit en fait les cas dans lesquels les autorités chargées de l'enquête peuvent être considérées comme ayant agi d'une façon incompatible avec l'Accord antidumping lors de leur "établissement" et de leur "évaluation" des faits pertinents. En d'autres termes, l'article 17.6 i) établit le critère approprié que doivent appliquer les groupes spéciaux lorsqu'ils examinent la compatibilité, avec les règles de l'OMC, de l'établissement et de l'évaluation des faits effectués par les autorités chargées de l'enquête au titre d'autres dispositions de l'Accord antidumping. Ainsi, les groupes spéciaux doivent évaluer si l'établissement des faits par les autorités chargées de l'enquête était correct et si l'évaluation de ces faits par ces autorités était impartiale et objective. Si ces critères généraux n'ont pas été respectés, un groupe spécial doit considérer que l'établissement ou l'évaluation des faits par les autorités chargées de l'enquête était incompatible avec l'Accord antidumping."*

[3] WT/DS184/AB/R, paragraphe 56.

12. En conséquence, le Groupe spécial ne pourrait rejeter les constatations de fait établies par les autorités nationales que dans des cas spéciaux, par exemple lorsque les conclusions des autorités ne sont pas étayées par les éléments de preuve examinés ou lorsqu'il apparaît clairement que l'évaluation des faits par les autorités est partiale. Comme l'a expliqué l'Organe d'appel dans l'affaire *Thaïlande - Poutres en H, "[l]'article 17.6 i) impose une limitation au groupe spécial dans les circonstances définies par l'article. L'objectif de l'article 17.6 i) est d'empêcher un groupe spécial de "remettre en question" une détermination établie par une autorité nationale lorsque l'établissement des faits est correct et que l'évaluation de ces faits est impartiale et objective.*"[4]

Question n° 5

L'Égypte pourrait-elle indiquer au Groupe spécial où figure dans le dossier de l'enquête l'examen de chacun des facteurs énumérés à l'article 3.4?

Réponse

13. Le tableau ci-après indique les facteurs que les autorités chargées de l'enquête ont jugés pertinents pour la détermination de l'existence d'un dommage au titre de l'article 3.4, facteurs qui sont mentionnés dans le rapport sur les faits essentiels et les conclusions ainsi que dans le rapport final.

Facteur économique	Rapport sur les faits essentiels et les conclusions	Rapport final
Ventes	Section 2.4.1 Section 4.3.1 Section 4.5.2 Section 4.5.4	Section 2.4.1 Section 4.3.1 Section 4.6.2 Section 4.6.4
Bénéfices	Section 4.3.5 Section 4.5.2 Section 4.5.4	Section 4.3.5 Section 4.6.2 Section 4.6.4
Production	Section 2.4.2 Section 4.3.2	Section 2.4.2 Section 4.3.2
Part de marché	Section 2.4.1 Section 4.3.4 Section 4.5.4	Section 2.4.1 Section 4.3.4 Section 4.6.4
Retour sur investissement	Section 4.3.7 Section 4.5.2	Section 4.3.7 Section 4.6.2
Utilisation des capacités	Section 4.3.6	Section 4.3.6
Prix	Section 4.2.1.2 Section 4.2.2.1 Section 4.5.1 Section 4.5.2 Section 4.5.3 Section 4.5.4	Section 4.2.1.2 Section 4.2.2.1 Section 4.6.1 Section 4.6.2 Section 4.6.3 Section 4.6.4
Marge de dumping	Section 3.3	Section 3.3 Section 4.4 Section 4.6.2
Stocks	Section 4.3.3 Section 4.5.2	Section 4.3.3 Section 4.6.2

14. Il est évident d'après l'*analyse confidentielle du dommage* relative à l'enquête sur les barres d'armature que l'analyse du dommage faite par les autorités chargées de l'enquête a été consciencieuse

[4] WT/DS122/AB/R, paragraphe 117.

et a effectivement porté sur tous les facteurs énumérés à l'article 3.4. Une copie de l'*analyse confidentielle du dommage* est mise à la disposition du Groupe spécial seulement, pour examen et sur demande. Si besoin est, un résumé non confidentiel sera fourni pour que la Turquie l'examine.

Question n° 6

Le critère de causalité mentionné dans la communication de l'Égypte consiste à déterminer si tout "autre facteur était suffisant pour rompre le lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale" (par exemple, section III.B.1, page 24). Ce critère a) suppose que l'existence d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage a été constaté; mais b) tente ensuite de trouver une cause, ou tout au moins une cause différente, pouvant remplacer le dumping en tant que cause de dommage. La Turquie dit que d'autres causes de dommage ont été mal prises en compte. Premièrement, l'Égypte peut-elle indiquer au Groupe spécial où les autorités chargées de l'enquête ont consigné leur constatation relative à l'existence d'un lien de causalité? Deuxièmement, le critère énoncé par l'Égypte ("rompre le lien de causalité") est-il compatible avec soit le libellé de l'Accord antidumping soit la manière dont il a été interprété (cf. *États-Unis - Acier laminé à chaud*, WT/DS184/AB/R, paragraphe 226, et suivants)?

Réponse

a) Constatation relative à l'existence d'un lien de causalité

15. On peut trouver les conclusions établies au sujet de l'existence d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage important causé à la branche de production nationale à la section 4.4 et 4.5 du rapport sur les faits essentiels et les conclusions (voir la pièce n° 15 de la Turquie) et à la section 4.5 et 4.6 du rapport final (voir la pièce n° 16 de la Turquie). Les constatations spécifiques sur lesquelles se fondent ces conclusions sont indiquées dans le tableau ci-après.

Facteur de causalité	Rapport sur les faits essentiels et les conclusions	Rapport final
Volume des importations faisant l'objet d'un dumping	Section 2.3.1 Section 4.1.1.1 Section 4.1.1.2 Section 4.1.2.1 Section 4.1.2.2 Section 4.1.2.3	Section 2.3.1 Section 4.1.1.1 Section 4.1.1.2 Section 4.1.2.1 Section 4.1.2.2 Section 4.1.2.3
Sous-cotation du prix	Section 4.2.1.2 Section 4.2.1.3 Section 4.2.1.4 Section 4.2.1.5	Section 4.2.1.2 Section 4.2.1.3 Section 4.2.1.4 Section 4.2.1.5
Dépression et compression des prix	Section 4.2.2.1 Section 4.2.2.2 Section 4.2.2.3	Section 4.2.2.1 Section 4.2.2.2 Section 4.2.2.3
Ventes	Section 4.3.1.1 Section 4.3.1.2	Section 4.3.1.1 Section 4.3.1.2
Production	Section 4.3.2.1 Section 4.3.2.2 Section 4.3.2.3 Section 4.3.2.4	Section 4.3.2.1 Section 4.3.2.2 Section 4.3.2.3 Section 4.3.2.4

Facteur de causalité	Rapport sur les faits essentiels et les conclusions	Rapport final
Stocks	Section 4.3.3.1 Section 4.3.3.2 Section 4.3.3.3	Section 4.3.3.1 Section 4.3.3.2 Section 4.3.3.3 Section 4.3.3.4
Part de marché	Section 2.4.1 Section 4.3.4.1 Section 4.3.4.2 Section 4.3.4.3 Section 4.3.4.4	Section 2.4.1 Section 4.3.4.1 Section 4.3.4.2 Section 4.3.4.3 Section 4.3.4.4 Section 4.3.4.5
Prix des matières premières		Section 4.3.5.3
Bénéfices	Section 4.3.5.1 Section 4.3.5.2 Section 4.3.5.3	Section 4.3.5.1 Section 4.3.5.2 Section 4.3.5.3 Section 4.3.5.4
Retour sur investissement	Section 4.3.7.1 Section 4.3.7.2	Section 4.3.7.1 Section 4.3.7.2
Marge de dumping	Section 3.3.2	Section 3.3.2 Section 4.4.1 Section 4.4.2 Section 4.4.3

b) Critère relatif à l'existence d'un lien de causalité

16. Le critère relatif à l'existence d'un lien de causalité mentionné par l'Égypte n'implique pas que les importations faisant l'objet d'un dumping en tant que cause de dommage sont ultérieurement remplacées par d'autres causes de dommage. De fait, l'Accord antidumping ne prescrit pas que les importations faisant l'objet d'un dumping doivent être la seule ni même la principale cause de dommage. Au contraire, l'examen des autres facteurs de dommage a pour objet de déterminer si l'incidence des autres facteurs sur la situation de la branche de production nationale est telle que les importations faisant l'objet d'un dumping ne contribuent pas à l'existence du dommage subi par la branche de production nationale. Si à l'inverse les importations faisant l'objet d'un dumping restent une cause de dommage important malgré l'incidence des autres facteurs, l'existence d'un lien de causalité est établie.

17. L'Égypte estime que ce critère est compatible avec l'article 3.5 de l'Accord antidumping et avec les constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis - Acier laminé à chaud*.[5] En effet, en vertu de l'article 3.5 de l'Accord antidumping, les autorités chargées de l'enquête doivent dissocier les dommages causés par d'autres facteurs pour veiller à ce qu'ils ne soient pas imputés aux importations faisant l'objet d'un dumping. Comme l'Organe d'appel l'a noté dans l'affaire *États-Unis -Acier laminé à chaud*, "[c]ela exige une explication satisfaisante de la nature et de l'importance des effets dommageables des autres facteurs, par opposition aux effets dommageables des importations faisant l'objet d'un dumping".[6]

18. L'obligation de non-imputation énoncée à l'article 3.5 signifie, dans la pratique, que les autorités chargées de l'enquête doivent déterminer si le dommage subi par la branche de production nationale est entièrement causé par d'autres facteurs, les importations faisant l'objet d'un dumping étant exclues. En d'autres termes, il s'agit de déterminer qu'aucun dommage ne peut être imputé aux

[5] WT/DS184/AB/R.
[6] WT/DS184/AB/R, paragraphe 226.

importations faisant l'objet d'un dumping. L'obligation de non-imputation ne devrait donc pas être interprétée comme signifiant que le dommage causé par les importations faisant l'objet d'un dumping doit être plus important que le dommage causé par d'autres facteurs. En effet, une telle interprétation signifierait que le dommage causé par les importations faisant l'objet d'un dumping doit être la principale ou la seule cause du dommage important causé à la branche de production nationale, ce qui, comme il est expliqué plus haut, n'est pas prescrit par l'Accord antidumping. D'ailleurs, la clause selon laquelle les importations faisant l'objet d'un dumping devaient être la principale cause de dommage a été spécifiquement supprimée du Code antidumping pendant le Tokyo Round.

19. La position de l'Égypte est en outre compatible avec l'interprétation que l'Organe d'appel a donnée de l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes dans l'affaire *États-Unis - Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de gluten de froment en provenance des Communautés européennes*[7] et dans l'affaire *États-Unis - Mesures de sauvegarde à l'importation de viande d'agneau fraîche, réfrigérée ou congelée en provenance de Nouvelle-Zélande et d'Australie*.[8]

20. Dans l'affaire *États-Unis - Gluten de froment*, l'Organe d'appel a noté ce qui suit[9]:

> *"Le terme "lien" indique simplement que l'accroissement des importations a concouru, ou contribué, à entraîner un dommage grave de sorte qu'il y a une "connexion" ou "liaison" causale entre ces deux éléments. Si l'on prend ces termes conjointement, l'expression "lien de causalité" dénote, à notre avis, un rapport de cause à effet tel que l'accroissement des importations contribue à "entraîner", "produire" ou "induire" le dommage grave. Bien que cette contribution doive être suffisamment claire pour établir l'existence du "lien de causalité" requis, le libellé de la première phrase de l'article 4:2 b) ne donne pas à penser que l'accroissement des importations doit être la seule et unique cause du dommage grave ou que d'"autres facteurs" causant le dommage doivent être exclus de la détermination de l'existence d'un dommage grave. Au contraire, le libellé de l'article 4:2 b), dans son ensemble, donne à penser que le "lien de causalité" entre l'accroissement des importations et le dommage grave peut exister, même si d'autres facteurs contribuent également, "en même temps", à la situation de la branche de production nationale."* (non souligné dans l'original)

21. Vu les similitudes importantes entre l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes et l'article 3.5 de l'Accord antidumping, l'interprétation de l'article 4:2 b) donnée par l'Organe d'appel est de fait pertinente pour l'interprétation du libellé de l'article 3.5 concernant la non-attribution, comme l'a souligné l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis - Acier laminé à chaud*.[10]

22. En tout état de cause, l'Égypte tient à faire remarquer, en dernier lieu, que l'obligation de non-imputation est pertinente seulement dans les cas où les autorités chargées de l'enquête ont constaté qu'il existait des facteurs autres que les importations faisant l'objet de dumping qui causaient un dommage à la branche de production nationale. Si, comme dans l'affaire des barres d'armature, les autorités chargées de l'enquête ont constaté que les autres facteurs dont il était allégué qu'ils causaient un dommage ne causent en fait pas de dommage à la branche de production nationale, l'obligation de non-imputation ne s'applique pas. Dans ces cas, aucun dommage ne pourrait être imputé à tort aux importations faisant l'objet d'un dumping. À cet égard, l'Égypte souhaite appeler l'attention du

[7] WT/DS166/AB/R.
[8] WT/DS178/AB/R.
[9] WT/DS166/AB/R.
[10] WT/DS184/AB/R, paragraphe 229.

Groupe spécial sur la constatation faite par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis - Acier laminé à chaud*.[11] L'Organe d'appel a indiqué très clairement ce qui suit:

> *"Le libellé de l'article 3.5 de l'Accord antidumping concernant la non-imputation s'applique uniquement dans les situations où les importations faisant l'objet d'un dumping et d'autres facteurs connus causent un dommage à la branche de production nationale au même moment."* (non souligné dans l'original)

Question n° 7

Aux pages 37 et 38 de sa première communication (section III.B.5.b i)-iii)), l'Égypte fait référence à une analyse du prix des importations ne faisant pas l'objet d'un dumping et du volume de ces importations, ainsi qu'à l'examen du prix et du volume pendant la période 1996-1998. Où figurent ces analyses dans le rapport sur les faits essentiels, le rapport final et tout autre document versé au dossier?

Réponse

23. Ces analyses figurent notamment dans la section 4.3.4.1 du rapport final. Voir aussi le dossier public, en particulier le paragraphe III de la pièce n° 6 de l'Égypte.

Question n° 8

À la page 9 de sa première communication orale, l'Égypte déclare que les autorités chargées de l'enquête ont examiné l'accroissement de la concurrence intérieure. Où peut-on trouver cet examen dans le rapport sur les faits essentiels et les conclusions, le rapport final et tout autre document versé au dossier?

Réponse

24. Comme il est indiqué à la page 34 de notre première communication, qui est fondée entre autres choses sur les conclusions exposées à la section 4.3.4 du rapport final, lorsqu'elles ont examiné s'il y avait un accroissement de la concurrence dans la branche de production nationale, les autorités chargées de l'enquête ont constaté qu'il y avait eu une augmentation des différentes parts de marché des producteurs nationaux de 1996 au premier trimestre de 1999[12], conjuguée à une hausse des ventes.[13] Au même moment, la part de marché des importations non visées avait diminué de 80 pour cent.[14] Ainsi, l'accroissement de la part de marché de la branche de production nationale et du volume des ventes s'est fait au détriment des importations non visées et s'explique aussi par la hausse de la consommation pendant cette période.[15]

25. Le dossier public contient les pièces justificatives qui sont communiquées au Groupe spécial à titre de référence au paragraphe VIII de la pièce n° 6 de l'Égypte.

Question n° 9

L'Égypte semble laisser entendre dans ses arguments concernant l'utilisation de "données de fait disponibles partielles" qu'elle ne sélectionnait pas les données de fait pour

---

[11] WT/DS184/AB/R, paragraphe 223.
[12] Voir le rapport sur les faits essentiels et les conclusions et le rapport final à la section 4.3.4.
[13] *Id.*, section 4.3.1.
[14] *Id.*, section 4.3.4.
[15] *Id.*, section 2.4.1.

arriver à un résultat "moins favorable" qu'il ne l'aurait été si les sociétés turques avaient "coopéré" (page 62, section IV.B.1.e). Elle fait plutôt valoir (page 58, section IV.A.13) que l'approche "la plus appropriée" était de choisir le coût de production mensuel indiqué par les sociétés interrogées le plus élevé pour vérifier si des ventes étaient effectuées à des prix inférieurs au coût et pour calculer des valeurs normales construites. Sur quelles dispositions précises de l'article 6.8 les autorités chargées de l'enquête se sont-elles fondées pour utiliser des données de fait disponibles partielles? Les sociétés turques ont-elles "refus[é] de donner accès" aux renseignements nécessaires, "ne les [ont-elles] pas communiqu[és]" ou ont-elles "entrav[é] le déroulement de l'enquête de façon notable"? (Par exemple, à la page 22, section D.1, de la première déclaration orale de l'Égypte, il est fait mention à la fois d'un manque de coopération et de la non-communication de renseignements.)

Où est exposé le fondement de l'utilisation des données de fait disponibles dans le rapport sur les faits essentiels et les conclusions, le rapport final et tout autre document versé au dossier?

Comment se fait-il que seuls les coûts mensuels les plus élevés ont été jugés "fiables" (voir l'intitulé de la section IV.A.13)?

S'agissant de l'argument de l'Égypte selon lequel les autorités chargées de l'enquête ont utilisé des données de fait disponibles "favorables" en retenant les données communiquées par les sociétés interrogées malgré leur manque de coopération (page 62, section IV.B.1.e), où est-il indiqué dans le texte de l'Accord antidumping que des "données de fait disponibles défavorables" excluraient par définition toutes les données fournies par des sociétés visées par l'enquête, quelle que soit la manière dont ces données ont été utilisées dans les calculs de la marge de dumping?

Que faut-il entendre par l'expression "données de fait disponibles" telle qu'elle est employée à l'article 6.8 et au paragraphe 1 de l'Annexe II de l'Accord antidumping?

Réponse

26. L'Égypte confirme qu'en utilisant des "données de fait disponibles partielles", elle ne cherchait pas à obtenir un résultat moins favorable qu'il ne l'aurait été si les sociétés turques avaient coopéré de manière satisfaisante. Les autorités chargées de l'enquête ont eu recours à des "données de fait disponibles partielles" à la seule fin de parvenir à des déterminations appropriées et valables vu l'absence ou le manque de force probante des renseignements fournis par les sociétés turques interrogées.

a) Dispositions de l'article 6.8 de l'Accord antidumping servant de fondement à l'utilisation de données de fait disponibles partielles

27. Pour utiliser des données de fait disponibles partielles, les autorités chargées de l'enquête se fondent sur le fait que trois sociétés interrogées ont "refusé de donner accès aux renseignements nécessaires" et "n'ont pas communiqué les renseignements nécessaires" (Habas, Colakoglu et Diler); et que les deux autres sociétés interrogées "n'ont pas communiqué" les renseignements nécessaires (IDC et Icdas).

28. Le fondement du recours aux données de fait disponibles est exposé notamment à la section 3.2 du rapport sur les faits essentiels et les conclusions ainsi qu'à la page 15 (généralités, paragraphe 4) et 3.2 du rapport final.

b) Utilisation des coûts mensuels les plus élevés

29. À la section IV.A.13 de sa première communication, l'Égypte ne donne pas à entendre que "seuls les coûts mensuels les plus élevés ont été jugés "fiables"". L'intitulé de la section IV.A.13 indique que, pour calculer la marge de dumping des sociétés interrogées, les autorités chargées de l'enquête ont utilisé les données fournies par ces sociétés dans la mesure où ces renseignements étaient jugés fiables. Ainsi, les données concernant les ventes à l'exportation et les ajustements y relatifs ont été jugées fiables et ont donc été utilisées dans la détermination du prix à l'exportation. Pour la détermination de la valeur normale, les autorités chargées de l'enquête ont dû avoir recours aux données de fait disponibles parce que les renseignements sur les coûts communiqués par les sociétés interrogées ont été jugés non fiables. Il a été estimé que l'utilisation des renseignements concernant les coûts mensuels les plus élevés, en tant que données de fait disponibles, constituait "l'approche la plus appropriée dans les circonstances de l'espèce".

c) Notion de données de fait disponibles "favorables"

30. En ce qui concerne la question du Groupe spécial relative à la notion de données de fait disponibles "favorables", l'Égypte ne laisse pas entendre que l'utilisation des propres données communiquées par une partie aboutit nécessairement à un bon résultat, à savoir une constatation de l'absence de dumping ou une faible marge de dumping. L'utilisation des données communiquées par une partie garantit uniquement que les constatations des autorités chargées de l'enquête rendront compte aussi fidèlement que possible de la situation réelle de cette société. Dans les enquêtes antidumping, le résultat le plus favorable qu'une société visée est légitimement en droit d'attendre est que la détermination de l'existence d'un dumping soit fondée sur les données qu'elle a communiquées. Cela présuppose que la société a fourni des données vérifiables et fiables dans un délai raisonnable. Si la société visée ne satisfait pas à ces conditions, les autorités chargées de l'enquête sont autorisées à recourir aux "données de fait disponibles" pour pallier les lacunes des renseignements fournis par les sociétés concernées.

31. L'Accord antidumping ne prévoit pas, et l'Égypte ne laisse pas entendre que "des "données de fait disponibles défavorables" excluraient par définition toutes les données fournies par des sociétés visées par l'enquête, quelle que soit la manière dont ces données ont été utilisées dans les calculs de la marge de dumping" (non souligné dans la question). Il conviendrait de noter que l'Accord antidumping ne donne aucune indication sur la manière dont les données utilisées en tant que "données de fait disponibles", quelle que soit leur origine (la société interrogée ou des sources secondaires), doivent être *employées* par les autorités chargées de l'enquête. On peut toutefois concevoir qu'au moment de recourir à des "données de fait disponibles", les autorités chargées d'une enquête décident d'utiliser les données communiquées par les sociétés visées en cherchant intentionnellement à aboutir à des déterminations défavorables.

32. Ce n'est pas le cas dans l'enquête concernant les barres d'armature. Dans cette affaire, les autorités chargées de l'enquête ont utilisé les données sur les coûts communiquées par chaque société pour calculer le coût de production et construire la valeur normale des sociétés concernées. Elles ont ainsi fait en sorte que les déterminations établies pour ces sociétés soient aussi proches que possible des constatations auxquelles elles seraient arrivées si ces sociétés avaient suffisamment coopéré et communiqué des données vérifiables et fiables sur les coûts. Voilà ce que l'Égypte désigne par l'expression "données de fait disponibles favorables" dans le cas d'espèce.

33. Comme il est expliqué à la section IV.B.1.e de la première communication de l'Égypte, compte tenu de la décision des sociétés Habas, Diler et Colakoglu de ne plus coopérer avec les autorités chargées de l'enquête, ces dernières auraient pu chercher à obtenir des résultats défavorables conformément au paragraphe 7 de l'Annexe II.

d) Sens de l'expression "données de fait disponibles" dans l'article 6.8 et au paragraphe 1 de l'Annexe II de l'Accord antidumping

34. De l'avis de l'Égypte, la notion de "données de fait disponibles" vise les renseignements qui sont mis à la disposition des autorités chargées de l'enquête et qui doivent être utilisés pour établir des déterminations appropriées dans le cas où des parties intéressées ne communiquent pas des renseignements fiables et vérifiables dans un délai raisonnable, comme cela leur est demandé. Deux cas de figure sont donc envisagés, à savoir 1) les parties visées par l'enquête refusent de communiquer les données demandées, et 2) les sociétés visées par l'enquête communiquent les données requises, mais celles-ci sont jugées non fiables et donc impropres à l'établissement de déterminations valables.

Question n° 10

Documents additionnels à communiquer:

L'Égypte pourrait-elle communiquer les documents ci-après:

1. **Renseignements sur les prix mensuels de la ferraille sur lesquels la détermination finale a été fondée.**
2. **Lettre de présentation du rapport sur les faits essentiels et les conclusions qui a été envoyée aux parties intéressées en octobre 1999.**
3. **Avis d'ouverture de l'enquête.**
4. **Lettre du 17 juillet 1999 adressée aux sociétés Habas, Diler et Colakoglu.**
5. **Lettre adressée à l'étude de Me David Simon le 28 septembre 1999 notifiant l'utilisation des données de fait disponibles.**
6. **L'Égypte dit à la page 56 de sa première communication écrite que les vérificateurs des sociétés interrogées ont certifié que leurs états financiers n'étaient pas établis conformément à la norme ISA 29. Veuillez fournir la documentation permettant d'étayer cette allégation.**
7. **Éléments de preuve documentaires sur lesquels a été fondé le calcul établissant à 5 pour cent le taux d'inflation de la Turquie et autres sources de renseignements sur l'inflation en la possession des autorités chargées de l'enquête qui sont mentionnées dans le rapport final.**
8. **Lettre du 21 septembre 1999 adressée par les autorités chargées de l'enquête à l'étude de Me David Simon.**
9. **Réponse d'IDC et d'Icdas mentionnée au deuxième paragraphe de la section III.E.2 (page 24) de la première communication orale de l'Égypte.**

Réponse

35. Une copie des documents demandés par le Groupe spécial est jointe dans la pièce n° 7 de l'Égypte.

QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL AUX DEUX PARTIES

Question n° 1

S'agissant de la période de collecte des données, quelles sont la valeur juridique et la pertinence de la recommandation du Comité des pratiques antidumping pour l'interprétation de l'Accord antidumping?

Réponse

36. L'Égypte pense comme le Groupe spécial *Guatemala - Ciment II* que la *Recommandation concernant les périodes de collecte des données pour les enquêtes antidumping* adoptée par le Comité le 5 mai 2000 est non contraignante, mais constitue une indication pertinente de ce que les Membres de l'OMC considèrent comme le choix de la période de collecte des données appropriée pour les déterminations relatives à l'existence d'un dommage et d'un dumping.[16]

Question n° 2

Les parties pourraient-elles faire des observations sur l'importance éventuelle pour le présent différend de la décision rendue par le Groupe spécial dans l'affaire *Argentine - Peaux et cuirs* au sujet des allégations présentées au titre de l'article X:3 du GATT de 1994?

Réponse

37. L'Égypte estime que les constatations établies dans l'affaire *Argentine - Peaux et cuirs*[17] confirment sa position, à savoir que les mesures prises dans le cadre d'une enquête antidumping par les autorités chargées de l'enquête ne devraient pas être examinées au regard des dispositions de l'article X:3 du GATT de 1994.

38. En effet, le Groupe spécial a indiqué ce qui suit:

> *"À notre avis, l'Argentine a cherché à élargir la portée de la constatation de l'Organe d'appel selon laquelle l'article X n'est pas d'application lorsque l'incompatibilité alléguée concerne la substance d'une autre disposition du GATT de 1994, pour faire valoir que l'article X ne peut pas être invoqué lorsqu'il s'agit de contester la substance d'une mesure quelconque. Il est évident qu'un Membre de l'OMC peut contester la substance d'une mesure au titre de l'article X. La question pertinente est celle de savoir si la substance d'une telle mesure est de nature administrative ou si, au contraire, elle implique des questions de fond qu'il est plus approprié de traiter au regard d'autres dispositions du GATT de 1994."* (non souligné dans l'original)

39. Cette constatation confirme que des mesures visées par d'autres dispositions de l'Accord sur l'OMC ne relèvent pas du champ d'application de l'article X:3 a). Dans l'affaire des barres d'armature, les mesures prises par les autorités chargées de l'enquête sont de toute évidence visées par l'article VI du GATT de 1994 et l'Accord antidumping de l'OMC. Par conséquent, l'article X:3 ne s'applique pas.

Question n° 3

En ce qui concerne l'allégation d'infraction au paragraphe 1 de l'Annexe II en raison de la présentation alléguée tardive de la demande de renseignements sur les coûts, quelle est la pertinence du paragraphe 1 de l'Annexe II à un moment de l'enquête antérieur à la décision d'utiliser les données de fait disponibles?

[16] Guatemala - Mesures antidumping définitives concernant le ciment Portland gris en provenance du Mexique, WT/DS156/R, note de bas de page 868.

[17] Argentine - Mesures visant l'exportation de peaux de bovins et l'importation de cuirs finis, WT/DS155/R, paragraphe 11.70.

Réponse

40. Le paragraphe 1 de l'Annexe II oblige les autorités chargées de l'enquête à indiquer de manière détaillée les renseignements que doit fournir toute partie intéressée et la façon dont ces renseignements devraient être structurés, dès que possible après l'ouverture de l'enquête. Les autorités chargées de l'enquête doivent en outre informer la partie que, au cas où ces renseignements ne seraient pas communiqués dans un délai raisonnable, les déterminations seront fondées sur les données de fait disponibles.

41. De l'avis de l'Égypte, le paragraphe 1 de l'Annexe II ne s'applique qu'à la parution du questionnaire initial dans lequel les renseignements dont les autorités chargées de l'enquête ont besoin pour fonder leurs déterminations doivent être indiqués. Cette interprétation est compatible avec la prescription selon laquelle la notification devrait être faite dès que possible après l'ouverture de l'enquête. En revanche, le paragraphe 1 de l'Annexe II ne s'applique pas aux demandes de précisions et de renseignements complémentaires que les autorités chargées de l'enquête peuvent présenter au cours de l'enquête. En effet, de telles demandes seront envoyées après un examen préliminaire des renseignements fournis dans les réponses au questionnaire. Contrairement à ce que la Turquie laisse entendre, il va sans dire que le paragraphe 1 de l'Annexe II n'empêche pas les autorités chargées de l'enquête de demander des renseignements complémentaires au cours de l'enquête, si besoin est. En décider autrement compromettrait la possibilité pour les autorités chargées d'une enquête de vérifier les renseignements fournis en réponse au questionnaire initial et de chercher à obtenir plus de détails, ce qui est expressément prévu à l'article 6.7 de l'Accord antidumping. En tout état de cause, une assistance a été fournie pour toutes les demandes de renseignements complémentaires et/ou de précisions. Les lettres du 19 août 1999 et du 23 septembre 1999, par exemple, donnaient aux exportateurs des indications détaillées sur la nature des renseignements demandés et la façon dont ces renseignements devaient être structurés.

42. L'Égypte considère que les demandes de précisions et de renseignements complémentaires peuvent relever du champ d'application du paragraphe 6 de l'Annexe II de l'Accord antidumping, qui oblige les autorités chargées de l'enquête à informer les parties intéressées des raisons pour lesquelles les renseignements communiqués ne sont pas acceptés et à donner à ces parties la possibilité de fournir des explications complémentaires dans un délai raisonnable, compte dûment tenu des délais fixés pour la durée de l'enquête. Comme l'Égypte l'a démontré dans sa première communication, les autorités chargées de l'enquête se sont pleinement conformées à ces prescriptions pendant l'enquête relative aux barres d'armature.

ANNEXE 5-1

COMMUNICATION PRÉSENTÉE À TITRE DE RÉFUTATION PAR LA TURQUIE RÉSUMÉ ANALYTIQUE

1. Le Groupe spécial ne devrait pas tenir compte des éléments de preuve, prétendument de nature publique, qui n'ont pas été communiqués à toutes les parties intéressées au cours de l'enquête antidumping menée par l'Égypte. Ainsi, au cours de l'enquête, le "rapport sur les autres causes du dommage", qui figure dans la pièce n° 6 de l'Égypte, n'a pas été communiqué aux parties intéressées et n'a pas été mis "à la disposition" des sociétés turques interrogées. Il ne devrait donc pas en être tenu compte, en vertu de l'article 6.4 de l'Accord antidumping.

2. Le Groupe spécial ne devrait pas tenir compte des renseignements confidentiels relatifs au dommage, dont il est fait mention dans la réponse de l'Égypte à la question n° 5 du Groupe spécial, si la Turquie se voit refuser l'accès à ces renseignements sous une forme identique. Il s'agirait autrement d'une communication *ex parte* inadmissible.

3. La Turquie ne demande pas au Groupe spécial de procéder à un examen *de novo*. Elle voudrait qu'il détermine si l'"établissement" des faits par l'Égypte était "impartial" et "objectif", comme l'exige l'article 17.6 i), et si les constatations relatives à l'existence d'un dommage étaient fondées sur des "éléments de preuve positifs", conformément à l'article 3.1. L'article 17.6 i) oblige les groupes spéciaux à évaluer les faits. Pour déterminer si la constatation relative à l'existence d'un dommage est étayée par des "éléments de preuve positifs", un groupe spécial doit examiner les faits sur lesquels se fondent les constatations afin de se prononcer sur la question de savoir si les autorités chargées de l'enquête ont établi correctement les faits pertinents et sur la question de savoir si les éléments de fait invoqués étayent raisonnablement les constatations.

4. Le Groupe spécial devrait tenir compte des renseignements qualifiés de "nouveaux" qui ont été fournis par la Turquie dans sa première communication, parce que les sociétés interrogées n'ont pas été informées suffisamment longtemps à l'avance du fait que la portée de l'enquête avait été modifiée, celle-ci cessant de porter sur l'existence d'une menace de dommage pour porter sur l'existence d'un dommage important actuel. Les sociétés interrogées auraient communiqué ou auraient pu communiquer ces renseignements si elles avaient été informées suffisamment longtemps à l'avance qu'ils étaient pertinents aux fins de la détermination devant être établie par les autorités chargées de l'enquête. À titre subsidiaire, le Groupe spécial devrait reconnaître ces faits pour tels sans demander de preuves formelles.

5. Le Groupe spécial n'a pas à accepter l'interprétation que les autorités chargées de l'enquête font de l'Accord sauf s'il constate que cette interprétation est "admissible". Ce critère donne moins d'importance au principe de déférence qu'un critère qui exige l'adhésion aux interprétations qui ne sont que "raisonnables".

6. Les seuls "éléments de preuve positifs" invoqués par l'Égypte à l'appui de sa constatation voulant qu'un "lien de causalité" existe entre les importations en provenance de Turquie et le dommage causé à la branche de production nationale sont: a) une augmentation du volume des importations; et b) une constatation par les autorités chargées de l'enquête d'une sous-cotation du prix en raison des importations. Toutefois, on ne peut pas dire que l'accroissement du volume des importations a causé un dommage à la branche de production nationale, alors même que celle-ci a enregistré une forte progression du volume de ses ventes et de sa part de marché. Au premier

trimestre de 1999, au cours duquel la plus grande partie du dommage aurait été causée selon les autorités chargées de l'enquête, les producteurs nationaux ont accru leur part de marché de 22 pour cent! Par ailleurs, le volume de l'ensemble des importations, y compris celles en provenance de Turquie, a diminué de 50 pour cent au cours du premier trimestre de 1999. Contrairement à ce qui a été constaté par les autorités chargées de l'enquête, les importations en provenance de Turquie n'ont pas augmenté de 40 pour cent au premier trimestre de 1999 par rapport au niveau qu'elles avaient atteint au second semestre de 1998. Au contraire, leur volume a diminué au premier trimestre de 1999 par rapport au niveau qu'il avait atteint au second semestre de 1998.

7. À elle seule, une constatation de sous-cotation du prix, sans autre élément de preuve montrant que les prix des importations ont un effet défavorable sur les prix intérieurs, n'est pas un "élément de preuve" suffisant pour démontrer que la cotation des importations a un effet sur les prix intérieurs. En raison de la longueur des délais de livraison des importations, des incertitudes entourant la livraison ou l'état de la marchandise livrée et de la difficulté qu'il y a à retourner de la marchandise ou à faire des réclamations relatives à la qualité, les prix des importations des produits de base doivent presque toujours être fixés au-dessous des prix intérieurs. Cela ne signifie pas pour autant qu'ils ont une incidence sur les prix intérieurs. Lorsqu'il n'existe aucun "élément de preuve" donné montrant que les importations ont fait baisser les prix, la diminution des prix peut tout aussi bien avoir été causée par d'autres facteurs (comme l'allègue la Turquie en l'occurrence).

8. La Turquie ne prétend pas que les importations doivent être la "seule" cause du dommage subi par la branche de production nationale. Elle allègue que l'Égypte n'a même pas établi que les importations faisant l'objet d'un dumping étaient une "cause ayant contribué" au dommage dont l'existence avait été constatée.

9. La Turquie n'allègue pas que l'Égypte devait examiner et évaluer chacun des facteurs énumérés à l'article 3.5, comme l'affirme l'Égypte, mais uniquement que celle-ci devait examiner les facteurs qui étaient "pertinents", compte tenu de l'affaire dont elle était saisie. L'article 3.5 exige la "démonstration d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale". Cette démonstration doit se fonder sur "l'examen de tous les éléments de preuve pertinents dont disposent les autorités". Les dommages causés par des "facteurs connus" autres que les importations faisant l'objet d'un dumping doivent être "différenciés", de manière à ne pas être imputés aux importations.

10. Contrairement à ce que prétend l'Égypte, les "facteurs connus" ne comprennent pas uniquement les facteurs que les parties étrangères intéressées ont portés à l'attention des autorités chargées de l'enquête. Les parties étrangères intéressées ne sont pas tenues non plus d'établir *prima facie* que ces facteurs causent un dommage à la branche de production nationale. Il se peut qu'elles n'aient pas en leur possession les renseignements nécessaires pour établir le bien-fondé de leur thèse. Par ailleurs, les facteurs "connus" devraient inclure les facteurs qui ont un effet important et discernable sur les conditions de concurrence ou sur la taille et la forme de la branche de production nationale. L'affaire du *gluten de froment* indique que les autorités chargées de l'enquête ont l'obligation de procéder elles-mêmes à une enquête complète, afin de déterminer tous les facteurs qui ont une incidence sur l'état de la branche de production nationale, y compris les autres facteurs qui pourraient, en même temps, causer un dommage à la branche de production nationale. Cette obligation est d'autant plus grande dans les cas où il n'existe aucune allégation publique selon laquelle la branche de production nationale est en train de subir un dommage "important" et que la détermination finale est fondée sur une constatation positive de l'existence actuelle d'un dommage "important".

11. Les autorités chargées de l'enquête n'ont pas procédé à un examen objectif et approfondi des causes du dommage autres que les importations. En l'espèce, les autres causes du dommage comprennent: 1) l'accroissement important des capacités des deux grands producteurs égyptiens;

2) les effets de l'accroissement des capacités sur les coûts de production des producteurs; 3) les effets de l'accroissement des capacités de production sur la concurrence au sein du secteur; 4) l'intensification de la concurrence entre Al Ezz et Alexandria National; 5) la baisse des cours de la ferraille; 6) une brusque contraction de la demande en janvier 1999; et 7) l'effet d'importations faisant l'objet d'échanges loyaux et dont les prix étaient comparables. Chacun de ces autres facteurs a été identifié par les parties turques intéressées ou était connu des autorités chargées de l'enquête.

12. En ce qui concerne l'accroissement des capacités de production, l'Égypte prétend à titre subsidiaire qu'elle a effectivement examiné cet accroissement, en citant une constatation qui figure dans le rapport final au sujet de l'utilisation des capacités, et que les autorités chargées de l'enquête ne "savaient" pas que l'accroissement des capacités de production causait un dommage. Toutefois, ce facteur était connu des autorités chargées de l'enquête et il aurait dû être évident qu'un changement de cette envergure dans la taille et la forme de la branche de production nationale (ajout de nouvelles capacités de 700 000 tonnes) pouvait avoir eu un effet défavorable sur la structure de coûts de la branche de production nationale au cours de la période de démarrage et sur la concurrence au sein du secteur après le démarrage. Les constatations figurant dans le rapport sur les autres causes du dommage, si elles devaient être examinées par le Groupe spécial, ne contredisent pas cette analyse.

13. En ce qui concerne la contraction de la demande, les autorités chargées de l'enquête ont noté que la demande avait augmenté entre 1997 et 1998, mais elles ont fait abstraction du fait qu'elle avait diminué de 33 pour cent en janvier 1999, précisément le mois au cours duquel les prix intérieurs avaient chuté. Bien que la demande ait repris après janvier, la baisse enregistrée en janvier coïncidait avec un certain nombre d'autres facteurs qui ont agi pour déprimer les prix, y compris: 1) le début des activités dans le cadre de deux projets d'accroissement des capacités de production; 2) la baisse des prix de la ferraille qui a permis à Al Ezz de réduire ses prix tout en maintenant sa rentabilité; et 3) l'intensification de la concurrence entre Al Ezz et Alexandria National.

14. En ce qui concerne les importations ne faisant pas l'objet d'un dumping, l'Égypte a prétendu: a) que les importations en provenance d'Arabie saoudite et de Libye avaient diminué au cours du premier trimestre de 1999, tandis que celles en provenance de Turquie avaient augmenté; b) que les prix de la Turquie étaient inférieurs à ceux de l'Arabie saoudite et de la Libye; et c) que des majorations devraient être apportées aux prix de l'Arabie saoudite et de la Libye avant de les comparer à ceux de la Turquie. Ces prétentions font abstraction du fait que l'Arabie saoudite était le principal fournisseur étranger de l'Égypte en 1998, avec des augmentations en volume dépassant celles de la Turquie, d'après les statistiques qui ont été publiées. En outre, les données publiées, une fois ajustées pour éliminer l'erreur qui figure dans le mémoire de l'Égypte, montrent que les prix de la Turquie étaient comparables à ceux des importations en provenance d'Arabie saoudite et supérieurs à ceux de la Libye. Les données publiées le sont sur une base c.a.f., de sorte qu'il n'y a pas lieu de les ajuster pour tenir compte des frais de transport. En outre, bien que le volume des importations en provenance d'Arabie saoudite ait diminué au cours du premier trimestre de 1999, après que ce pays eut cessé de bénéficier du régime d'admission en franchise, cela voulait dire que l'ensemble des importations, y compris celles en provenance de Turquie, avait sensiblement diminué au cours du premier trimestre de 1999.

15. En ce qui concerne la baisse des prix des matières premières, l'Égypte a indiqué que ce facteur ne pouvait expliquer la baisse des prix, parce que les bénéfices ont diminué simultanément. Cependant, cette analyse fait abstraction du fait que la baisse des prix de la ferraille a affecté Al Ezz, mais non pas Alexandria National. Ainsi, Al Ezz pouvait réduire ses prix sans compromettre sa rentabilité, laquelle était solide au cours de cette période. Al Ezz avait intérêt à agir ainsi, en raison de la confluence de la baisse de la demande en janvier et du démarrage de nouvelles installations capables de produire 400 000 tonnes.

16. Les autorités chargées de l'enquête n'ont pas examiné tous les facteurs de caractère obligatoire énumérés à l'article 3.4, y compris la productivité, les effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, l'emploi, les salaires, la croissance et la capacité de se procurer des capitaux. Elles n'ont pas examiné suffisamment non plus les capacités de production, l'utilisation des capacités et le rendement des investissements. Dans l'affaire du *sirop de maïs à haute teneur en fructose*, le Groupe spécial a constaté que l'article 3.4 exigeait davantage que la simple énumération des facteurs indiqués à l'article 3.4 dans la détermination finale: il exigeait une véritable analyse.

17. L'Égypte prétend qu'elle a établi sa détermination de sous-cotation du prix en comparant des prix au même niveau commercial. Toutefois, cela est insuffisant à moins que le niveau commercial auquel les prix sont comparés soit celui auquel les prix sont effectivement en concurrence les uns avec les autres. Nous ne disposons pas de suffisamment de renseignements pour pouvoir dire s'il en a été ainsi dans l'enquête sur les barres d'armature.

18. L'Égypte fait valoir que l'allégation de la Turquie concernant le défaut de préavis suffisant quant à la modification de la portée de l'enquête relative au dommage a été examinée et rejetée par le Groupe spécial chargé de l'affaire *Guatemala – Ciment II*. La Turquie estime que la décision rendue dans l'affaire *Guatemala – Ciment II* est très inéquitable et qu'elle constitue effectivement un déni des droits fondamentaux de la défense. Les parties ne peuvent se défendre adéquatement si elles ne connaissent pas les allégations qui font l'objet d'une enquête. La Turquie exhorte donc le Groupe spécial à former son propre jugement sur ce point.

19. En ce qui concerne l'allégation de la Turquie selon laquelle l'Égypte a contrevenu à l'article 3.5 en ne réussissant pas à établir un lien entre les importations dont il a été constaté qu'elles faisaient l'objet d'un dumping en 1998 et le dommage dont l'existence a été constatée en 1999, celle-ci affirme que l'Accord ne renferme aucune prescription concernant la période pour laquelle des données devraient être recueillies. Mais là n'est pas la question. La question est l'absence d'une constatation quant à l'existence d'un lien entre les importations dont il a été formellement constaté qu'elles faisaient l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale. L'Égypte prétend également que cette constatation a été établie, sans citer le rapport final. De fait, aucune constatation n'a été établie.

20. L'Égypte affirme que des données sur les coûts pour l'ensemble de la période de 12 mois ont été demandées dans le questionnaire initial adressé aux fabricants. Elle soutient par ailleurs que la lettre des autorités chargées de l'enquête, datée du 20 mai 1999, dans laquelle les réponses données par les sociétés Colakoglu, Habas et Diler sont qualifiées de "suffisantes", de sorte qu'aucun questionnaire complémentaire ni demande de renseignements complémentaires ne leur serait adressé, ne traitait que des éléments "prix" et "ventes" des réponses fournies par les sociétés interrogées. Cette tentative de révisionnisme historique ne correspond pas aux faits. Les sociétés interrogées avaient reçu pour instructions de ne faire état que des ventes sur leur marché intérieur qui étaient contemporaines des ventes qu'elles avaient déclaré avoir effectuées en Égypte. D'ordinaire, les coûts sont comparés aux ventes transaction par transaction. Les sociétés interrogées fonctionnaient dans une situation d'hyperinflation. Dans d'autres juridictions, les autorités chargées de l'enquête limitent leur comparaison des prix et des coûts aux prix de vente et aux coûts comptabilisés au cours d'un même mois, de manière à limiter l'effet de distorsion potentiel de l'inflation. Les sociétés interrogées ont légitimement fait état des coûts pour les mois au cours desquels elles avaient déclaré avoir réalisé des ventes en Égypte ainsi que sur leur marché intérieur. Dans un premier temps, les autorités chargées de l'enquête étaient satisfaites de cette méthode, comme elles l'ont indiqué dans leur lettre du 20 mai 1999. Ni l'enquête à laquelle cette lettre faisait suite ni la lettre elle-même ne se limitaient aux éléments "prix" et "ventes" de la réponse. En outre, la lettre du 19 août, dans laquelle des données sur les coûts étaient demandées pour d'autres mois, ne partait pas de l'idée que ces renseignements auraient dû être fournis en réponse au questionnaire initial. Les autorités chargées de l'enquête ont plutôt justifié leur demande de données en disant que les données sur les coûts qui avaient été

communiquées par les sociétés interrogées ne semblaient pas tenir compte de la montée de l'inflation en Turquie.

21. L'Égypte prétend que le fait que les sociétés interrogées se sont limitées à faire état de leurs coûts pour le mois au cours duquel elles avaient déclaré avoir effectué des ventes était "assimilable à une absence de réponse". Si tel était le cas, pourquoi les autorités chargées de l'enquête ont-elles attendu quatre mois, c'est-à-dire jusqu'à ce que la fin de l'enquête soit "proche", pour reprendre leurs propres mots, avant d'informer les sociétés interrogées de cette lacune? Même si cette explication était retenue, les autorités chargées de l'enquête ont contrevenu aux dispositions du paragraphe 6 de l'Annexe II en tardant à informer les sociétés interrogées qu'elles estimaient que leurs réponses étaient insuffisantes. Par ailleurs, en n'obtenant pas les renseignements nécessaires avant de procéder à la vérification, puis en exigeant des sociétés interrogées qu'elles vérifient elles-mêmes sur papier tous les coûts et les prix qu'elles avaient communiqués, les autorités chargées de l'enquête ont imposé une "charge de la preuve déraisonnable", contrevenant ainsi aux dispositions de l'article 2.4, du paragraphe 7 de l'Annexe I (la vérification "devrait avoir lieu après la réception de la réponse au questionnaire") et de l'article 6.7.

22. Contrairement à ce que prétend l'Égypte, les calculs joints aux rapports de vérification étaient manifestement des ébauches de calcul du dumping. Ainsi, la mention "CALCUL DU DUMPING POUR LA SOCIÉTÉ ICDAS" est apposée au haut de la feuille de calcul pour la société Icdas. Bien qu'une marge de dumping n'ait pas été calculée dans le document proprement dit, elle peut être calculée facilement à l'aide des données qui figurent dans le tableau.

23. L'Égypte se demande pourquoi la Turquie a jugé "exceptionnel" que les autorités chargées de l'enquête aient émis des doutes, dans leur lettre du 19 août, sur la question de savoir si les sociétés interrogées avaient inclus les effets de l'inflation dans leurs coûts de production. Bien que cette lettre comporte de nombreux éléments "exceptionnels", la Turquie a qualifié d'"exceptionnels" les doutes émis par les autorités chargées de l'enquête sur les prix de vente des sociétés interrogées, et sur la question de savoir si ces prix tenaient compte de l'inflation, alors même que celles-ci venaient tout juste de vérifier ces prix de vente au regard des livres et des registres des sociétés interrogées, sans constater de divergence.

24. L'Égypte prétend pour la première fois dans sa communication écrite au Groupe spécial que les états financiers des sociétés interrogées n'étaient pas conformes à la norme ISA-29, qui traite de la communication de l'information financière dans les pays aux prises avec l'hyperinflation, pour montrer que les coûts communiqués par celles-ci ne tenaient pas compte des effets de l'inflation. Cet argument n'est rien d'autre qu'une rationalisation *post hoc* de la détermination de l'existence d'un dumping établie par l'Égypte. "[L]es erreurs commises au cours de l'enquête ne peuvent pas être corrigées dans des communications ultérieures adressées à un groupe spécial de l'OMC." (*Produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon* – rapport du Groupe spécial). Il n'est pas fait mention de la norme ISA-29 dans le rapport final et il est évident que les autorités chargées de l'enquête n'ont jamais posé de questions à ce sujet. De plus, les éléments de preuve versés au dossier montrent que l'observation de la norme ISA-29 n'est pas requise suivant les principes comptables généralement acceptés en Turquie. Aucune des sociétés interrogées ne se conforme à la norme ISA-29 et l'un des vérificateurs a fait remarquer qu'"il n'existe actuellement aucun consensus en Turquie quant à l'application de la norme ISA-29". Aux termes de l'article 2.2.1.1, "les frais seront normalement calculés sur la base des registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête, à condition que ces registres soient tenus conformément aux principes comptables généralement acceptés *dans le pays exportateur*". Puisque les sociétés interrogées comptabilisaient leurs coûts conformément aux principes comptables généralement acceptés en Turquie, ces coûts auraient dû être utilisés en vertu de l'Accord.

25. L'Égypte dit tout au long de sa communication écrite que les renseignements fournis par les sociétés Icdas et IDC ne démontraient pas que l'inflation avait été prise en compte dans leurs coûts. Toutefois, l'Égypte n'a pas apporté la preuve que les coûts communiqués ne correspondaient pas à ceux figurant dans les livres et registres de ces sociétés, ni que ces livres et registres n'étaient pas tenus conformément aux principes comptables généralement acceptés en Turquie. L'Égypte n'a pas montré non plus comment elle s'était conformée aux exigences du paragraphe 6 de l'Annexe II. Ce paragraphe dispose que si des renseignements ne sont "pas acceptés", la partie qui les a communiqués doit en être informée et doit avoir "la possibilité de fournir des explications complémentaires". Ni Icdas, ni IDC n'en ont été informées et elles n'ont pas eu non plus pareille possibilité.

26. L'Égypte prétend que l'"ordre normal des étapes" n'est pas prévu dans l'Accord. Toutefois, il ne semble pas faire de doute qu'un ordre normal est prévu dans les dispositions que nous avons citées: le paragraphe 1 de l'Annexe II, le paragraphe 6 de l'Annexe II, l'article 6.7 et le paragraphe 7 de l'Annexe I – c'est-à-dire un questionnaire, un questionnaire complémentaire, une vérification (le cas échéant), une détermination préliminaire, des arguments et une détermination finale. Cet ordre correspond en fait à la façon dont les enquêtes antidumping sont menées partout dans le monde. Les dispositions qui ont été citées prévoient également que, s'il doit y avoir vérification, celle-ci sera effectuée sur place, et que si d'autres détails doivent être obtenus après la communication des réponses au questionnaire, ceux-ci seront obtenus au cours de la vérification. En l'occurrence, les autorités chargées de l'enquête ont causé un préjudice grave aux sociétés interrogées en ne demandant pas au début de l'enquête les renseignements complémentaires sur les coûts qu'elles ont estimés nécessaires par la suite, en ne profitant pas de la vérification sur place pour vérifier les données qui avaient été communiquées et en demandant aux sociétés interrogées de procéder à une vérification complète "par correspondance", pour compenser le fait qu'elles avaient négligé de les interroger au moment de la vérification au sujet des données à propos desquelles elles avaient des questions ou des préoccupations.

27. Contrairement à ce qu'affirment l'Égypte et les États-Unis, les obligations énoncées dans la première et la dernière phrase de l'article 2.4 (nécessité d'une "comparaison équitable" entre le prix d'exportation et la valeur normale et interdiction d'imposer une "charge de la preuve déraisonnable") valent pour l'ensemble de l'article 2. Dans l'affaire des *produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, l'Organe d'appel a estimé que la première phrase de l'article 2.4 ("comparaison équitable") "éclair[ait] l'ensemble de l'article 2". Le libellé et l'intention de la dernière phrase de l'article 2.4 ont un caractère aussi général que ceux de la première phrase, de sorte que les deux phrases devraient être interprétées pareillement au sens large.

28. Contrairement à ce que prétendent l'Égypte, les États-Unis et l'UE, le délai de 37 jours prévu à l'article 6.1.1 pour répondre aux "questionnaires utilisés dans une enquête antidumping" ne s'applique pas uniquement aux questionnaires initiaux envoyés dans le cadre de ces enquêtes. Conformément aux termes qui ont été employés, il s'applique à n'importe quel "questionnaire" dont les réponses doivent être "utilisé[e]s dans une enquête antidumping". Le contexte de l'article 6.1.1 n'indique pas non plus que cette disposition ne vise que les questionnaires initiaux. Faute d'une limitation expresse dans le libellé ou d'une limitation implicite dans le contexte dans lequel figure ce libellé, l'article 6.1.1 devrait déployer tous ses effets. Il devrait donc être interprété comme s'appliquant aux questionnaires comme celui que contient la lettre du 19 août 1999.

29. À titre subsidiaire, les délais impartis pour répondre au questionnaire du 19 août étaient déraisonnables, ce qui est contraire aux dispositions du paragraphe 6 de l'Annexe II. "[C]e qui constitue un délai raisonnable, au sens de l'article 6.8 et de l'Annexe II de l'Accord antidumping, devrait être défini au cas par cas, compte tenu des circonstances propres à chaque enquête." (*Produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon* – rapport de l'Organe d'appel). En l'espèce, même la prorogation de délai était nettement insuffisante au vu de la quantité de détails, de documents et d'analyses qui était requise pour répondre au questionnaire du 19 août. De plus, les circonstances

particulières auxquelles devaient faire face les sociétés interrogées – un important tremblement de terre a frappé Istanbul la veille du jour où le questionnaire a été envoyé, causant des dégâts considérables et de nombreuses pertes de vie – ont rendu les délais encore plus déraisonnables. Les délais impartis aux sociétés Habas, Colakoglu et Diler pour répondre à la demande de renseignements complémentaires du 23 septembre 1999 étaient eux aussi nettement insuffisants. Il était tout simplement impossible de communiquer les données requises dans un délai d'à peine deux à cinq jours.

30. L'Égypte prétend qu'elle a refusé à bon droit de tenir l'audience que réclamaient les sociétés Colakoglu, Habas et Diler parce que la demande en ce sens a été formulée après que les sociétés interrogées eurent prétendument informé les autorités chargées de l'enquête qu'elles ne communiqueraient pas les renseignements qui avaient été demandés le 23 septembre 1999. Premièrement, la Turquie fait remarquer que les sociétés Colakoglu, Habas et Diler n'ont pas refusé de répondre à la demande de renseignements complémentaires du 23 septembre 1999: elles ont indiqué que le délai imparti pour répondre au questionnaire était impossible à respecter. Deuxièmement, le fait que ces sociétés n'ont pas répondu à la demande de renseignements du 23 septembre ne dispensait pas l'Égypte de leur donner la possibilité de "présenter oralement d'autres renseignements". Si l'Égypte avait vraiment voulu connaître la vérité – c'est-à-dire savoir si oui ou non les coûts communiqués par les sociétés interrogées correspondaient à ceux inscrits dans leurs livres et registres, et savoir si et de quelle manière les coûts comptabilisés par les sociétés interrogées tenaient compte de l'inflation – elle aurait accordé aux sociétés interrogées la possibilité de se faire entendre et de lui expliquer ces points. En refusant d'accéder à leur demande ainsi qu'à une demande similaire présentée par la société Icdas, l'Égypte a contrevenu à l'article 6.2 de l'Accord.

31. Les statistiques sur l'inflation qui ont été communiquées dans la pièce n° 7.7 de l'Égypte indiquent clairement que l'inflation était largement inférieure à 5 pour cent par mois en 1998 et qu'elle n'a pas dépassé 2,5 pour cent par mois au cours de la période allant de juin à août. De toute évidence, les autorités chargées de l'enquête sont parties de l'hypothèse que l'inflation tournait autour de 5 pour cent par mois tout au long de la période visée par l'enquête, lorsqu'elles ont décidé d'avoir recours aux données de fait disponibles. Cette façon d'établir les faits était incorrecte.

32. Les autorités chargées de l'enquête ont également communiqué au Groupe spécial les prix auxquels la société Icdas a acheté de la ferraille à titre d'éléments de preuve des prix pratiqués pour la ferraille au cours de la période visée par l'enquête. Ces prix sont les mêmes que ceux qui sont indiqués dans la première communication de la Turquie (voir la page 63). Ils montrent en fait que les conclusions auxquelles sont arrivées les autorités chargées de l'enquête en ce qui concerne les fluctuations des prix de la ferraille étaient infondées. Plus précisément, la constatation des autorités chargées de l'enquête selon laquelle les prix de la ferraille (exprimés en dollars) n'avaient diminué que pendant trois des mois de la période visée par l'enquête n'est pas corroborée par les faits.

33. Les allégations de violation de l'article 2.2.1.1, 2.2.2 et 2.4 qui ont été formulées par la Turquie visent à démontrer que la valeur normale calculée en l'occurrence était incorrecte, dans l'éventualité où le Groupe spécial conclurait que le recours aux données de fait disponibles était injustifié.

34. La Turquie reconnaît que les autorités chargées de l'enquête n'ont pas à utiliser les données aux fins de leur détermination si celles-ci ont été rejetées à bon droit parce qu'elles ne pouvaient pas être vérifiées ou qu'elles étaient inexactes. Cependant, lorsque certaines données ne sont pas vérifiées et que d'autres données sont vérifiées ou jugées fiables, les données vérifiées ou fiables devraient être utilisées, conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'Annexe II. En outre, lorsqu'elles essaient de trouver d'autres données "pour combler les lacunes", les autorités chargées de l'enquête devraient s'efforcer de se rapprocher le plus près possible des coûts qui auraient été communiqués ou vérifiés si la partie avait coopéré parfaitement avec elles. Rien dans l'Accord n'autorise les autorités

chargées de l'enquête à "punir" les sociétés interrogées en ayant recours à des "données de fait disponibles" défavorables.

35. L'Égypte prétend que les autorités chargées de l'enquête "se souciaient uniquement du caractère raisonnable, de la neutralité et de la cohérence de leur approche", et qu'elles s'étaient en fait montrées indulgentes en utilisant les données des sociétés interrogées en tant que "données de fait disponibles". Cette affirmation est ridicule. L'Égypte n'aurait pas pu construire à partir de renseignements de source secondaire des frais financiers équivalant à 64 pour cent du prix de revient d'IDC, comme elle l'a fait en l'occurrence. Elle n'aurait pas pu justifier non plus, en s'appuyant sur des sources secondaires, l'utilisation du prix de la ferraille en janvier 1998 pour calculer le coût de production des barres d'armature vendues par la société Icdas à l'Égypte au cours du second semestre de l'année. Les autorités chargées de l'enquête n'ont pas expliqué non plus pourquoi elles avaient majoré arbitrairement de 5 pour cent les coûts de la société Habas. Pourquoi pas 10 pour cent ou 50 pour cent?

36. L'Égypte prétend injustement que la Turquie a reconnu que les intérêts créditeurs à court terme qui auraient dû être utilisés pour compenser les intérêts débiteurs n'étaient liés ni à la production ni à la vente de la marchandise visée. La Turquie allègue au contraire: a) que ces revenus *étaient* liés à la production et à la vente de barres d'armature; b) que les éléments de preuve versés au dossier étayent ce classement (les intérêts créditeurs sont classés avec les "revenus d'exploitation" dans les états financiers des sociétés); et c) que le dossier ne renferme aucun renseignement étayant la conclusion des autorités chargées de l'enquête selon laquelle ces revenus *n'*étaient *ni* liés à la production *ni* à la vente de barres d'armature.

37. La Turquie fait valoir que l'Égypte aurait dû ajuster la valeur normale construite pour tenir compte des différences relatives aux frais de crédit imputés. L'Égypte fait valoir que les ajustements prescrits par l'article 2.4 pour tenir compte des différences dans "les conditions de vente" n'intéressent que les situations dans lesquelles la valeur normale est basée sur les prix de vente et que cette disposition ne s'applique pas lorsque la valeur normale est basée sur les coûts de production. La Turquie fait remarquer que les États-Unis, l'UE et le Canada opèrent ces ajustements lorsque la valeur normale est basée sur une valeur normale construite. En outre, l'Égypte a déduit du prix à l'exportation vers l'Égypte les frais de crédit imputés. Comparer un prix "à vue" à destination de l'Égypte avec un coût de production qui comprend l'intégralité des frais de financement des comptes clients sur le marché intérieur et sur le marché d'exportation revient à comparer des pommes et des oranges. Pour opérer une "comparaison équitable", il faut déduire les frais de financement des comptes clients de la valeur normale construite ou qu'un ajustement soit effectué en fonction des frais de crédit imputés qui sont inclus dans les prix de ventes comparables sur le marché intérieur.

38. L'Égypte observe que certains groupes spéciaux ont émis des doutes quant à la question de savoir si les mesures prises par les autorités chargées de l'enquête dans le cadre d'une seule enquête antidumping pouvaient être considérées comme une mesure d'"application générale", au sens de l'article X:1 du GATT de 1994. Toutefois, la Turquie a allégué d'une violation de l'article X:3 a), non de l'article X:1. L'article X:3 a) oblige chaque partie contractante à "appliquer d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable, tous les règlements, lois, décisions judiciaires et administratives visés au paragraphe premier du présent article". Sont compris au paragraphe premier les "lois [et] règlements ... d'application générale ... qui visent ... les taux des droits de douane, taxes et autres impositions". La Turquie allègue en l'espèce que l'Égypte applique sa législation antidumping d'une manière contraire à l'article X:3 a). Donc, la Turquie n'avait qu'à démontrer que les lois antidumping de l'Égypte étaient des lois d'"application générale", non pas que l'application en cause dans ce cas particulier était "d'application générale". L'application des lois d'application générale se confine normalement à l'affaire dont sont saisies les autorités chargées de l'enquête. On ne devrait pas voir dans ce libellé une exigence d'"application générale".

39. La Turquie pense comme les États-Unis que l'Accord ne requiert pas une vérification. Néanmoins, le refus de l'Égypte de procéder à une deuxième vérification doit être apprécié dans le contexte de l'ensemble de l'affaire et en tenant compte de la mesure suivant laquelle les sociétés interrogées "ont coopéré".

40. La Turquie partage les vues exprimées par le Japon dans le cadre de la présente procédure.

ANNEXE 5-2

COMMUNICATION PRÉSENTÉE À TITRE DE RÉFUTATION PAR L'ÉGYPTE RÉSUMÉ ANALYTIQUE

I. OBSERVATION PRÉLIMINAIRE

1. La Turquie s'est servie de sa réponse du 7 décembre 2001 aux questions du Groupe spécial pour 1) présenter de nouvelles allégations; et 2) modifier des allégations existantes concernant le dommage et le dumping qui n'étaient pas mentionnées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. En conséquence, ces allégations n'entrent pas dans le mandat du Groupe spécial et doivent être rejetées. La Turquie allègue en particulier ce qui suit:

- les autorités chargées de l'enquête n'ont pas examiné de facteurs influant sur les prix intérieurs conformément à l'article 3.4;
- les autorités chargées de l'enquête ont violé le paragraphe 6 de l'Annexe II de l'Accord antidumping en envoyant la lettre du 19 août 1999 aux sociétés turques interrogées;
- les autorités chargées de l'enquête ont violé l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping;
- les autorités chargées de l'enquête ont violé le paragraphe 3 de l'Annexe II et l'article X:3 du GATT de 1994 lorsqu'elles ont choisi les données de fait qui seraient utilisées comme données de fait disponibles.

2. En outre, la plupart des éléments de preuve sur lesquels la Turquie s'appuie pour étayer ses allégations, qui n'ont pas elles-mêmes le fondement juridique requis au titre de l'Accord antidumping, n'ont pas été présentés aux autorités chargées de l'enquête au cours de l'enquête. En réalité, la Turquie tente de persuader le Groupe spécial de procéder à un examen *de novo* des déterminations établies par les autorités chargées de l'enquête. Les obligations qui incombent au Groupe spécial au titre de l'article 17.5 ii) et 17.6 sont très claires à cet égard. L'article 17.5 ii) de l'Accord antidumping limite expressément l'examen du Groupe spécial aux éléments de preuve qui ont été *communiqués*, et qui ont donc été portés à la *connaissance* des autorités chargées de l'enquête conformément aux procédures internes appropriées.

3. La Turquie exhorte le Groupe spécial à ignorer ces dispositions en "reconnaissant pour tels sans demander de preuves formelles" (notion qui n'a aucun fondement dans la pratique de l'ORD) des faits qui n'avaient pas été présentés aux autorités chargées de l'enquête au cours de la procédure. La mention des faits "*communiqués*" dans l'article 17.5 ii) est toutefois importante car elle empêche un groupe spécial de "*reconnaître pour tels sans demander de preuves formelles*" des faits qui n'ont pas été *communiqués* aux autorités chargées de l'enquête au cours de l'enquête.

II. DOMMAGE

A. OBLIGATIONS DES AUTORITÉS CHARGÉES DE L'ENQUÊTE RÉSULTANT DE L'ARTICLE 3.4

4. Une distinction importante doit être faite entre la *détermination finale* et le *rapport final* dans l'enquête sur les barres d'armature. La première passe en revue tous les facteurs énumérés à l'article 3.4 dans le cadre de l'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale, tandis que le second porte essentiellement sur les conclusions à la

base de la détermination de l'existence d'un dommage important établie par les autorités chargées de l'enquête.

5. Il ressort clairement de l'*analyse confidentielle du dommage* relative à l'enquête sur les barres d'armature que l'analyse du dommage effectuée par les autorités chargées de l'enquête a été approfondie et a effectivement porté sur tous les facteurs énumérés à l'article 3.4. Outre les facteurs expressément mentionnés dans le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions* et dans le *rapport final*, les facteurs visés à l'article 3.4 qui sont indiqués ci-après ont été explicitement examinés par les autorités chargées de l'enquête au cours de l'enquête:

- volume des ventes et revenus;
- coût de production, frais d'administration et de commercialisation, frais de vente et frais financiers;
- bénéfice brut, bénéfice avant impôt et bénéfice diminué des frais;
- production (volume de la production);
- part de marché (ventes totales de tous les producteurs égyptiens, compte étant tenu des pays visés et non visés);
- productivité (production par salarié);
- retour sur investissement;
- utilisation des capacités;
- flux de liquidités;
- stocks;
- emploi (nombre de salariés);
- salaires;
- prix intérieurs;
- croissance (en volume des ventes et en part de marché);
- capacité de se procurer des capitaux (bénéfice avant impôt en pourcentage des fonds propres).

Il y a manifestement une analyse de l'importance de la marge de dumping dans la section 3.3 du *rapport sur les faits essentiels et les conclusions* et dans les sections 3.3, 4.4 et 4.6.2 du *rapport final*.

6. En conséquence, l'Égypte estime que, pendant l'enquête relative à l'existence d'un dommage important, les autorités chargées de l'enquête ont bien examiné "*tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influ[aient] sur la situation de [la] branche [de production]*" comme l'exige l'article 3.4 de l'Accord antidumping. L'allégation de la Turquie est donc sans fondement et doit par conséquent être rejetée par le Groupe spécial dans le cas d'espèce.

7. La Turquie allègue que "*le Groupe spécial devrait écarter les éléments de preuve qui n'ont pas été transmis aux sociétés interrogées pour évaluer la compatibilité de l'enquête antidumping et des constatations de l'Égypte avec l'Accord antidumping*".[1] Pour étayer cette allégation, la Turquie renvoie aux décisions rendues par les groupes spéciaux *Corée – Polyacétals* et *Thaïlande - Poutres en H*. Le Groupe spécial devrait toutefois noter que la Turquie n'a pas indiqué que les constatations du Groupe spécial *Thaïlande - Poutres en H*, sur lesquelles elle s'appuie, ont été infirmées par l'Organe d'appel. De fait, dans l'affaire *Thaïlande - Poutres en H*, l'Organe d'appel a déclaré qu'il n'y avait "*rien dans l'article 3.1 qui oblige[ait] une autorité chargée de l'enquête à fonder une détermination de l'existence d'un dommage uniquement sur des renseignements non confidentiels*"

[1] Voir à la page 7 de la déclaration orale de la Turquie à la première réunion du Groupe spécial.

(non souligné dans l'original).[2] Il s'ensuit que les constatations du Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *Corée – Polyacétals*, différend antérieur à l'OMC soulevé dans le cadre du GATT de 1947, devraient être examinées à la lumière de cette déclaration.

B. LA TURQUIE CONFOND LES OBLIGATIONS PERTINENTES RÉSULTANT DE L'ARTICLE 3.4 ET 3.5

8. À la section III.B.5 de sa première communication écrite (page 9) ainsi qu'à la section II.B de sa déclaration orale à la première réunion du Groupe spécial (page 5), la Turquie allègue ce qui suit:

> *"les autorités chargées de l'enquête n'ont pas examiné tous les facteurs et indices économiques pertinents influant sur la situation de la branche de production en violation de l'article 3.4. Plus précisément, les autorités chargées de l'enquête n'ont pas pris en compte les effets défavorables sur la rentabilité de la branche de production nationale et les prix provoqués par cinq facteurs."* (non souligné dans l'original)

Les cinq facteurs expressément mentionnés par la Turquie sont a) l'accroissement des capacités de la branche de production nationale; b) l'intensification de la concurrence sur le marché intérieur; c) la baisse des prix des matières premières; d) la contraction de la demande intérieure; et e) l'effet d'importations faisant l'objet d'échanges loyaux et dont les prix étaient comparables.

9. Il est clair que la Turquie allègue que l'Égypte a indûment imputé le dommage (c'est-à-dire la baisse des prix et une diminution de la rentabilité) aux importations en provenance de Turquie. Selon elle, le dommage a été "produit", c'est-à-dire causé, par des facteurs autres que les importations faisant l'objet d'un dumping, tels que l'accroissement des capacités de production nationale et l'intensification de la concurrence sur le marché intérieur, une baisse du prix des matières premières et de la demande intérieure ainsi que l'effet de l'importation ne faisant pas l'objet d'un dumping. En conséquence, l'Égypte maintient qu'il s'agit d'une question de causalité et d'imputation, au regard de laquelle la disposition pertinente est l'article 3.5.

10. Il conviendrait d'appeler l'attention sur le fait que la Turquie n'a jamais allégué dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, dans sa première communication écrite ni dans sa déclaration orale à la première réunion du Groupe spécial, que les autorités chargées de l'enquête n'avaient pas enquêté sur les "*facteurs qui influent sur les prix intérieurs*" conformément à l'article 3.4. Elle ne devrait pas être autorisée, à ce stade avancé, à modifier ses allégations d'incompatibilité. Dans l'éventualité où le Groupe spécial se prononcerait sur cette allégation, l'Égypte fait observer que l'Accord antidumping ne prescrit aucune méthode à suivre par les autorités chargées d'une enquête pour examiner des "*facteurs qui influent sur les prix intérieurs*".

11. Ainsi, contrairement à ce que la Turquie allègue, un examen des "*facteurs qui influent sur les prix intérieurs*" conformément à l'article 3.4 ne requiert pas nécessairement des autorités chargées de l'enquête qu'elles prennent en compte l'accroissement des capacités de production et son effet sur la concurrence au sein du secteur, la baisse des prix des matières premières, la contraction de la demande et l'effet d'importations ne faisant pas l'objet d'un dumping. En tout état de cause, comme il a été démontré ci-dessus, l'Égypte considère que la concurrence sur le marché intérieur, la contraction de la demande et l'effet d'importations ne faisant pas l'objet d'un dumping sont des facteurs qui pourraient être pertinents dans le cadre de l'examen par les autorités chargées de l'enquête de "*tous les facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping*" au titre de l'article 3.5. Quant aux autres facteurs dont il est allégué qu'ils influent sur les prix intérieurs, l'accroissement des

[2] *Thaïlande - Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne*, WT/DS122/R, rapport de l'Organe d'appel WT/DS122/AB/R, paragraphe 107, adopté le 5 avril 2001.

capacités de la branche de production nationale a effectivement été examiné par les autorités chargées de l'enquête, tout comme la demande et le prix des matières premières.

12. La Turquie est d'avis qu'il *incombe aux autorités chargées de l'enquête d'obtenir certains types de renseignements au titre de l'article 3.5 pour déterminer s'il existe ou non un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage*. Ainsi, selon la Turquie, les autorités chargées de l'enquête sont dans l'obligation d'apporter des "éléments de preuve positifs" établissant ce qui suit:

- les consommateurs ont acheté des barres d'armature importées de Turquie au lieu de barres d'armature fournies par des fabricants nationaux à cause de leur prix;
- la branche de production nationale a perdu certaines ventes au profit des importations en provenance de Turquie;
- les fabricants nationaux avaient baissé leurs prix précisément pour faire face aux offres concurrentes des fournisseurs de barres d'armature turques;
- la Turquie était considérée par les acheteurs égyptiens comme le pays établissant les prix directeurs sur le marché.

13. L'Égypte souhaiterait à cette occasion préciser les obligations qui incombent aux autorités chargées de l'enquête pour ce qui concerne l'examen de "*tous les facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale*". Il est évident que les facteurs présentés aux autorités chargées de l'enquête au cours de l'enquête sont connus des autorités. Nous souscrivons au point de vue des Communautés européennes selon lequel "*une partie intéressée doit établir prima facie qu'un facteur peut être pertinent pour qu'il soit connu au sens de l'article 3.5*" (souligné dans l'original).

14. Contrairement à ce que requiert l'article 3.5 de l'Accord antidumping, l'examen de l'existence d'un lien de causalité prévu à l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes n'oblige pas expressément les autorités chargées de l'enquête à examiner des "*facteurs connus*" autres que les importations visées par l'enquête qui peuvent causer un dommage à la branche de production nationale. En outre, les parties intéressées ne sont pas autant associées aux enquêtes en matière de sauvegarde et ne participent pas activement au processus de collecte des données mené par les autorités chargées de l'enquête. En conséquence, dans le cadre d'une enquête en matière de sauvegarde, l'exercice d'une diligence raisonnable par un Membre est d'autant plus important pour arriver à une détermination au titre de l'article 4:2 b). Enfin, l'Accord sur les sauvegardes ne contient pas de disposition semblable à l'article 17.5 ii) de l'Accord antidumping, qui limite expressément l'examen du Groupe spécial aux éléments de preuve qui ont été *communiqués* et ont donc été portés à la *connaissance* des autorités chargées de l'enquête conformément aux procédures internes appropriées.

C. PORTÉE DE L'ENQUÊTE

15. La Turquie allègue que les éléments de preuve complémentaires sur le lien de causalité fournis dans sa première communication écrite n'ont pas été présentés par les sociétés turques interrogées au cours de l'enquête parce que celle-ci ne portait au départ que sur l'existence d'une menace de dommage important. Toutefois, dans le passage de l'avis d'ouverture de l'enquête concernant l'"*allégation de l'existence d'une menace de dommage*" (paragraphe 4), il est clairement indiqué que "*le requérant a allégué, en fournissant des éléments de preuve pour étayer ses dires, que les importations faisant l'objet d'un dumping avaient commencé à causer un dommage important à la branche de production nationale*". En conséquence, les sociétés turques interrogées, dont on suppose qu'elles ont lu l'avis, ne pouvaient pas ignorer que l'enquête comprendrait un examen concernant l'existence d'un dommage important actuel. De plus, les autorités chargées de l'enquête ont à nouveau attiré l'attention sur ce fait dans une télécopie datée du 17 juillet 1999 adressée à M^{e} David Simon, qui

a agi en qualité de conseil pour le compte des sociétés turques interrogées pendant l'enquête (voir ci-joint la pièce n° 8 de l'Égypte).

16. En tout état de cause, contrairement à ce que la Turquie prétend, il ne serait pas "inéquitable" que le présent Groupe spécial applique la décision rendue dans l'affaire *Guatemala – Ciment II*[3] aux faits en l'espèce. La question soulevée dans le différend *Guatemala – Ciment II* est presque identique à celle dont le Groupe spécial est saisi dans la présente procédure. De fait, il serait déraisonnable de demander aux autorités chargées d'une enquête de déterminer précisément la portée de l'examen relatif à l'existence d'un dommage au début de la procédure, avant même qu'elles aient eu la possibilité d'examiner les éléments de preuve et d'évaluer leurs constatations.

III. DUMPING

A. ALLÉGATIONS N'ENTRANT PAS DANS LE MANDAT DU GROUPE SPÉCIAL

17. La Turquie allègue que les autorités chargées de l'enquête ont violé le paragraphe 6 de l'Annexe II de l'Accord antidumping en envoyant la lettre du 19 août 1999 aux sociétés turques interrogées.[4] L'Égypte estime que cette allégation n'entre pas dans le mandat du Groupe spécial. De fait, dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, une violation du paragraphe 6 de l'Annexe II n'a été invoquée qu'en ce qui concerne le délai imparti aux sociétés interrogées pour répondre à la lettre du 19 août 1999. Par ailleurs, la Turquie n'a pas allégué dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial que le simple fait d'envoyer la lettre du 19 août 1999 constituait une violation du paragraphe 6 de l'Annexe II. Par conséquent, cette allégation doit être rejetée car elle n'entre pas dans le mandat du Groupe spécial.

18. La Turquie allègue également qu'il y a violation de l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping à la section II.D. Or cette disposition régit le critère d'examen devant être appliqué par un groupe spécial pour déterminer si l'établissement des faits par les autorités chargées de l'enquête était correct et si l'évaluation était impartiale et objective. Elle ne régit pas les droits et obligations des Membres dans le cadre de l'Accord antidumping. En tout état de cause, elle n'était pas citée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Par conséquent, cette allégation n'entre pas dans le mandat du présent Groupe spécial et doit être rejetée.

19. La Turquie soutient également que les autorités chargées de l'enquête ont violé le paragraphe 3 de l'Annexe II et l'article X:3 du GATT de 1994 lorsqu'elles ont choisi les données de fait qui seraient utilisées comme données de fait disponibles. Comme l'a noté le Groupe spécial, ces dispositions n'étaient pas citées à l'appui de l'allégation n° 11 figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Par conséquent, la violation alléguée du paragraphe 3 de l'Annexe II et de l'article X:3 du GATT de 1994 doit être rejetée car elle n'entre pas dans le mandat confié au Groupe spécial au regard de l'allégation n° 11.

B. NON-COMMUNICATION DES DONNÉES SUR LES COÛTS POUR L'ENSEMBLE DE LA PÉRIODE VISÉE PAR L'ENQUÊTE

20. La Turquie tente de justifier le fait que toutes les sociétés interrogées à l'exception d'IDC n'ont pas communiqué de données sur les coûts pour l'ensemble de la période visée par l'enquête en se référant à la pratique suivie par d'autres juridictions. La pratique suivie par d'autres juridictions n'est pas en cause en l'espèce et n'aurait pas dû être prise en compte par les sociétés interrogées pour déterminer le mode de présentation selon lequel elles devaient communiquer leurs données sur les

[3] *Guatemala – Mesures antidumping définitives concernant le ciment Portland gris en provenance du Mexique*, WT/DS156/R, rapport du Groupe spécial adopté le 17 novembre 2000.

[4] Voir la dernière phrase de l'Annexe de la Turquie, section II.A.

coûts dans l'enquête sur les barres d'armature menée par les autorités égyptiennes. Le questionnaire envoyé aux sociétés interrogées indiquait clairement que les données devaient être fournies pour l'ensemble de la période visée par l'enquête et non pour certaines parties de cette période.

C. LES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NE CONSTITUAIENT PAS UN NOUVEAU QUESTIONNAIRE

21. La Turquie a laissé entendre à la première réunion de fond du Groupe spécial et a répété dans les réponses qu'elle a données aux questions du Groupe spécial que les demandes de renseignements complémentaires figurant dans la lettre du 19 août 1999 constituaient un nouveau questionnaire parce que la lettre contenait un grand nombre de questions et soulevait au sujet des coûts des points plus complexes que dans le questionnaire initial. Cet argument est dénué de pertinence. Le questionnaire original demandait aux sociétés interrogées de communiquer leurs coûts de production pour l'ensemble de la période visée par l'enquête. Quatre sociétés interrogées sur cinq n'ont pas satisfait à cette demande. En effet, elles ont communiqué des données sur les coûts pour une période ne dépassant pas quatre mois. Comme l'Égypte l'a longuement expliqué dans sa première communication, la lettre du 19 août avait un double objectif:

- premièrement, donner une autre occasion aux sociétés interrogées de communiquer leurs données sur les coûts pour l'ensemble de la période visée par l'enquête;
- deuxièmement, tenter de déterminer si les données sur les coûts communiquées par les sociétés interrogées tenaient dûment compte de l'hyperinflation qu'a connue la Turquie pendant la période visée par l'enquête.

D. LES DONNÉES COMMUNIQUÉES NE TENAIENT PAS COMPTE DES FRAIS ASSOCIÉS À LA PRODUCTION ET À LA VENTE

22. La Turquie allègue que les coûts de production des sociétés turques interrogées ont été établis conformément aux pratiques comptables généralement acceptées en Turquie et auraient donc dû être utilisés par les autorités chargées de l'enquête en vertu de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping. Pour l'Égypte, il est évident que des registres qui ne sont pas établis pour tenir compte de l'hyperinflation ne peuvent pas être considérés comme tenant compte des frais associés à la production et à la vente du produit considéré, quand bien même ils seraient conformes aux principes comptables généralement acceptés du pays exportateur.

23. L'Égypte considère que le fait que les sociétés interrogées n'appliquaient pas la norme ISA 29 n'est pas contesté par la Turquie. En outre, elle est en désaccord avec la Turquie lorsqu'elle dit que le Groupe spécial ne pouvait pas tenir compte du fait que la norme ISA 29 n'était pas suivie par les sociétés interrogées. En effet, ce fait est expressément mentionné dans les notes des vérificateurs relatives aux comptes vérifiés des sociétés interrogées, qui ont été communiquées aux autorités chargées de l'enquête par les sociétés elles-mêmes.

24. La Turquie allègue par ailleurs qu'il n'était pas nécessaire d'ajuster les coûts des matières premières pour tenir compte de l'hyperinflation puisque les prix des matières premières en dollars des États-Unis étaient convertis en livres turques au taux de change du jour de l'achat; le fait que les sociétés turques interrogées ont utilisé le taux de change du jour de l'achat des matières premières ne peut toutefois pas éliminer l'incidence de l'hyperinflation sur la valeur des matières premières qui ne sont pas immédiatement utilisées dans la production.

E. LES INTÉRÊTS CRÉDITEURS N'ÉTAIENT PAS LIÉS À LA PRODUCTION OU À LA VENTE

25. La Turquie allègue dans sa réponse à la question n° 16 que les intérêts créditeurs que rapporte le fonds de roulement sont suffisamment liés à la production et à la vente des barres d'armature, parce

qu'il s'agit d'un élément fongible qui ne peut être attribué à une activité particulière et bénéficie donc à toutes les activités de production de l'entreprise. C'est précisément parce que cet élément du coût n'est pas associé à une activité qu'il doit être exclu du calcul du coût de production du produit considéré.

F. LA LETTRE DU 28 SEPTEMBRE 1999

26. La Turquie dit que les autorités chargées de l'enquête n'ont pas répondu à la lettre du 28 septembre 1999. Cette affirmation est incorrecte du point de vue des faits. Une réponse a été envoyée le même jour au conseil juridique des trois sociétés turques interrogées concernées pour les informer que les autorités chargées de l'enquête auraient recours à des données de fait disponibles vu l'absence de réponse sur plusieurs questions (voir la pièce n° 7.5 de l'Égypte). M[e] David Simon a accusé réception de cette lettre le jour même (voir la pièce n° 9 de l'Égypte). Les autorités chargées de l'enquête ont ultérieurement proposé une rencontre au Caire dans une lettre du 5 octobre 1999 adressée à M[e] David Simon (voir la pièce n° 10 de l'Égypte). En conséquence, contrairement aux allégations erronées formulées par la Turquie, les sociétés turques interrogées ont été informées en temps utile et de manière appropriée des conséquences juridiques de la non-communication des renseignements demandés dans la lettre du 23 septembre 1999.

ANNEXE 6-1

DEUXIÈME DÉCLARATION ORALE DE L'ÉGYPTE
RÉSUMÉ ANALYTIQUE

I. OBSERVATION PRÉLIMINAIRE

1. La Turquie n'a pas contesté les arguments de l'Égypte sur le plan juridique. Au contraire, elle a considéré que sa communication présentée à titre de réfutation était une nouvelle occasion d'établir des éléments *prima facie* à l'appui de ses allégations d'incompatibilité et, même à ce stade avancé, elle a tenté de présenter de nouvelles allégations qui n'étaient pas formulées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.

2. Au cours des différentes étapes de la procédure, la Turquie a essayé de convaincre le Groupe spécial de corriger le manque de participation dont avaient fait preuve les sociétés turques interrogées pendant l'enquête sur les barres d'armature. C'était pourtant aux sociétés turques interrogées de coopérer et de présenter tous les renseignements et éléments de preuve requis pour assurer leur défense pendant l'enquête. Le Groupe spécial ne peut à présent corriger ces manquements.

3. Il a été noté que la plupart des éléments de preuve sur lesquels s'appuyait la Turquie pour étayer ses allégations n'avaient pas été présentés aux autorités chargées de l'enquête au cours de l'enquête. En communiquant de nouveaux renseignements au Groupe spécial, la Turquie espère le persuader que l'établissement des faits par les autorités chargées de l'enquête n'était pas fondé sur des éléments de preuve positifs. De plus, elle a déployé beaucoup d'efforts pour reconstituer les faits portés à la connaissance des autorités chargées de l'enquête dans le dessein de convaincre le Groupe spécial que l'établissement des faits par les autorités était incorrect et que leur examen en la matière était partial et non objectif. En substance, en présentant de nouveaux éléments de preuve et en reconstituant les faits, la Turquie tente en réalité de convaincre le Groupe spécial de réexaminer la détermination établie par les autorités à la lumière des éléments de preuve existants ainsi que des nouvelles données de fait; en d'autres termes, elle cherche à le convaincre de procéder à un examen *de novo* des déterminations établies par les autorités chargées de l'enquête.

4. Comme il a déjà été noté, les obligations qui incombent au Groupe spécial au titre de l'article 17 de l'Accord antidumping sont très claires à cet égard: le paragraphe 6 i) donne pour instruction au Groupe spécial de déterminer si l'établissement des faits par les autorités était correct en se fondant sur les faits communiqués comme il est précisé au paragraphe 5 ii). Pourtant, la Turquie exhorte le Groupe spécial à ignorer ces dispositions en "reconnaissant pour tels sans demander de preuves formelles" des faits qui n'ont pas été présentés aux autorités chargées de l'enquête au cours de la procédure.

II. DOMMAGE

5. La Turquie n'a pas démontré que la détermination de l'existence d'un dommage faite par les autorités chargées de l'enquête au titre de l'article 3 de l'Accord antidumping était incompatible avec les obligations découlant pour l'Égypte de cet article. Elle allègue en particulier que les autorités chargées de l'enquête n'ont pas examiné les facteurs de caractère obligatoire énumérés à l'article 3.4. Elle allègue également que les autorités chargées de l'enquête n'ont pas établi, par des éléments de preuve positifs, l'existence d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale conformément à l'article 3.5.

A. EXAMEN AU TITRE DE L'ARTICLE 3.4

6. Il ressort clairement de l'*analyse confidentielle du dommage* que la détermination finale établie par les autorités chargées de l'enquête au sujet de l'existence d'un dommage important était fondée sur des éléments de preuve positifs et qu'elle comportait un examen objectif de tous les éléments comme il est prescrit aux paragraphes 2 et 4 de l'article 3 de l'Accord antidumping. Une copie de l'*analyse confidentielle du dommage* a été communiquée à la Turquie, comme le Groupe spécial l'avait demandé. Une version non confidentielle de cette *analyse* aurait été fournie aux sociétés turques interrogées si elles avaient demandé à examiner le dossier public pendant l'enquête. En effet, les sociétés interrogées doivent avoir eu connaissance de l'existence du dossier public, puisqu'il en est expressément fait mention dans l'*avis d'ouverture de l'enquête*, dans le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions* et dans le *rapport final*.[1]

7. La toute première demande d'examen du dossier public a été présentée par le gouvernement turc dans une lettre datée du 12 juillet 2000 adressée aux autorités chargées de l'enquête. L'Égypte a répondu à cette demande à une réunion tenue au Caire le 6 août 2000. Comme l'enquête était achevée depuis presque un an, l'accès au dossier public a été refusé. La Turquie allègue toutefois que le Groupe spécial devrait faire abstraction des éléments de preuve qui n'ont pas auparavant été communiqués aux sociétés turques interrogées ou au gouvernement turc.[2]

8. Compte tenu des constatations établies par l'Organe d'appel dans l'affaire *Thaïlande - Poutres en H*[3], il est clair que le Groupe spécial ne peut pas faire abstraction de l'*analyse confidentielle du dommage* simplement parce qu'elle n'a pas été transmise aux sociétés interrogées au cours de l'enquête. Dans l'affaire *Thaïlande - Poutres en H*, l'Organe d'appel a confirmé qu'il n'y avait "*rien dans l'article 3.1 qui oblige une autorité chargée de l'enquête à fonder une détermination de l'existence d'un dommage uniquement sur des renseignements non confidentiels*".[4] Par conséquent, pour déterminer si l'examen des facteurs énumérés à l'article 3.4 par les autorités chargées de l'enquête a été exhaustif, le Groupe spécial doit tenir compte des renseignements figurant dans l'*analyse confidentielle du dommage*.

9. La Turquie allègue également dans sa communication présentée à titre de réfutation que le Groupe spécial devrait faire abstraction de l'examen de certains facteurs relevant de l'article 3.4 mentionnés dans les documents de travail des autorités chargées de l'enquête pour déterminer si le *rapport final* contient les constatations ou les conclusions nécessaires pour satisfaire aux prescriptions de l'article 12.2, s'agissant de chacun des facteurs énumérés à l'article 3.4.[5] L'Égypte tient à souligner que la question de savoir si toutes les conclusions établies par les autorités chargées de l'enquête au sujet de l'existence d'un dommage important sont reproduites dans le *rapport final* n'est toutefois pas une question dont le Groupe spécial est saisi. Aucune allégation n'a été formulée au titre de l'article 12.2 dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et, par conséquent, une allégation de ce type n'entre pas dans le mandat du Groupe spécial.

[1] Voir la pièce n° 7.3 de l'Égypte (*Avis d'ouverture de l'enquête*), la pièce n° 15 de la Turquie (*Rapport sur les faits essentiels et les conclusions*) et la pièce n° 16 de la Turquie (*Rapport final*).

[2] Voir la Communication présentée à titre de réfutation par la Turquie du 2 janvier 2002, allégation n° II.A, page 1.

[3] *Thaïlande - Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne*, WT/DS122/R, Rapport de l'Organe d'appel WT/DS122/AB/R, adopté le 5 avril 2001.

[4] *Id.*, paragraphe 107.

[5] Voir la Communication présentée à titre de réfutation par la Turquie du 2 janvier 2002, allégation n° III.H, page 31.

B. EXAMEN AU TITRE DE L'ARTICLE 3.5

10. La Turquie a formulé un certain nombre d'allégations concernant l'examen du lien de causalité par les autorités chargées de l'enquête au titre de l'article 3.5. Elle allègue en particulier que les autorités chargées de l'enquête n'ont pas démontré que les importations faisant l'objet du dumping causaient un dommage "par les effets du dumping" constaté et qu'elles n'ont pas établi par des éléments de preuve positifs l'existence d'un lien de causalité en n'enquêtant pas de manière approfondie sur les autres causes potentielles de dommage.

11. Comme nous l'avons déjà indiqué, l'enquête relative à l'existence d'un dommage des autorités chargées de l'enquête était fondée sur des éléments de preuve positifs et comportait un examen objectif du volume des importations faisant l'objet d'un dumping, à la fois en quantité absolue et par rapport à la consommation, et des effets de ces importations sur les prix sur le marché intérieur. De fait, les autorités chargées de l'enquête ont constaté l'existence d'une sous-cotation importante des prix qui avait pour effet de déprimer les prix et d'empêcher des hausses de prix.

12. La Turquie laisse toutefois entendre qu'étant donné que le dumping s'est produit en 1998 et le dommage en 1999, les autorités chargées de l'enquête n'ont pas montré que les importations faisant l'objet d'un dumping causaient un dommage à la branche de production nationale. Comme nous l'avons déjà indiqué, les autorités chargées de l'enquête ont constaté que le dommage produit en 1999 confirmait les effets du dumping qui avait eu lieu en 1998. De plus, il a été démontré dans notre première communication écrite que les périodes pour la collecte des données relatives à la fois à l'existence d'un dommage et d'un dumping qui avaient été établies par les autorités chargées de l'enquête étaient conformes aux Recommandations du Comité des pratiques antidumping.

13. La Turquie allègue aussi que comme les autorités chargées de l'enquête n'ont prétendument pas obtenu d'éléments de preuve positifs très "*spécifiques*" en ce qui concerne d'autres causes potentielles de dommage, l'Égypte n'a pas satisfait à ses obligations au titre de l'article 3.5. Pour étayer ses dires, la Turquie présente au Groupe spécial de nouveaux éléments de preuve qui n'ont pas été communiqués aux autorités chargées de l'enquête au cours de l'enquête et qui, allègue-t-elle, auraient dû être pris en compte. Or l'article 3.5 prescrit uniquement que les autorités chargées de l'enquête doivent examiner des facteurs connus qui causent simultanément un dommage à la branche de production nationale. L'article 17.5 ii) de l'Accord antidumping limite expressément l'examen du Groupe spécial aux éléments de preuve qui ont été *communiqués*, et ont donc été portés à la *connaissance* des autorités chargées de l'enquête. L'article 3.5 ne prescrit pas que les autorités chargées de l'enquête doivent obtenir, par exemple, des renseignements sur le sentiment des consommateurs sur le point de savoir si les importations faisant l'objet d'un dumping établissaient les prix directeurs sur le marché.

14. La Turquie accorde aussi une grande importance dans sa communication présentée à titre de réfutation au fait que les autorités chargées de l'enquête n'ont pas dissocié ni différencié les effets dommageables de ces facteurs prétendument connus qui contribuaient au dommage. Elle part en fait de l'hypothèse que le dommage a été causé par une multitude de facteurs. Le rapport sur les *autres causes du dommage* montre toutefois que l'examen du lien de causalité comprenait une enquête sur un certain nombre d'autres causes potentielles du dommage. Se fondant sur cet examen, les autorités chargées de l'enquête ont constaté qu'*il n'existait aucune autre cause de dommage*. Par conséquent, il n'était pas nécessaire de dissocier ni de différencier les effets dommageables des facteurs autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui causaient simultanément un dommage à la branche de production nationale.

15. La Turquie n'a pas démontré que l'examen par les autorités chargées de l'enquête de l'existence d'un lien de causalité au titre de l'article 3.5 était incompatible avec les obligations découlant pour l'Égypte de cet article. Compte tenu des éléments de preuve présentés aux autorités

chargées de l'enquête, la Turquie n'a pas établi *prima facie* qu'il y avait d'autres facteurs connus qui contribuaient au dommage. Le rapport sur les *autres causes du dommage* était disponible pour examen dans le dossier public de l'enquête. Les sociétés turques interrogées avaient donc la possibilité d'examiner ce rapport, de faire des observations et de présenter des éléments de preuve à titre de réfutation. L'Égypte ne peut pas être tenue pour responsable du fait que les sociétés interrogées n'ont pas saisi l'occasion qui leur était offerte.

III. DUMPING

A. RECOURS AUX DONNÉES DE FAIT DISPONIBLES

16. S'agissant des déterminations de l'existence d'un dumping, la présente affaire se caractérise principalement par le fait que les sociétés turques interrogées se sont montrées très peu coopératives, et ce dès le tout début de l'enquête. L'Accord antidumping envisage les cas où une partie intéressée refuse de donner accès aux renseignements nécessaires ou ne les communique pas dans un délai raisonnable, ou entrave le déroulement de l'enquête de façon notable, et prudemment il énonce les dispositions alors applicables. Dans ces cas, les autorités chargées de l'enquête peuvent avoir recours aux "données de fait disponibles" conformément à l'article 6.8.

17. Il faut toutefois souligner que le recours aux données de fait disponibles dans l'enquête sur les barres d'armature n'était pas censé avoir un caractère punitif. L'Égypte ne cherchait pas à obtenir un résultat moins favorable qu'il ne l'aurait été si les sociétés turques avaient coopéré de manière satisfaisante. À cet égard, l'Égypte est en désaccord avec la manière dont la Turquie interprète les constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis - Acier laminé à chaud en provenance du Japon*.[6] Selon l'interprétation de la Turquie, l'Administration des États-Unis n'avait pas de motif d'avoir recours aux données de fait disponibles. L'ORD a été d'avis, au contraire, que le recours aux données de fait disponibles dans les circonstances propres à l'affaire était admissible.[7] La constatation d'incompatibilité avec l'Accord antidumping concernait le fait que l'Administration des États-Unis cherchait à parvenir à une détermination défavorable en choisissant délibérément certaines données de fait disponibles "défavorables".[8]

B. ALLÉGATIONS N'ENTRANT PAS DANS LE MANDAT DU GROUPE SPÉCIAL

18. La Turquie allègue que les autorités chargées de l'enquête ont violé le paragraphe 6 de l'Annexe II de l'Accord antidumping en envoyant la lettre du 19 août 1999 aux sociétés turques interrogées.[9] Toutefois, dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, une violation du paragraphe 6 de l'Annexe II n'était qu'invoquée qu'en ce qui concerne le délai ménagé aux sociétés interrogées pour répondre à la lettre du 19 août 1999. Par ailleurs, la Turquie n'a pas allégué dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial que le simple fait d'envoyer la lettre du 19 août 1999 constituait une violation du paragraphe 6 de l'Annexe II. Par conséquent, cette allégation doit être rejetée.

19. La Turquie allègue également que les autorités chargées de l'enquête ont violé le paragraphe 3 de l'Annexe II et l'article X:3 du GATT de 1994 lorsqu'elles ont choisi certaines données de fait pour les utiliser comme données de fait disponibles.[10] Comme le Groupe spécial l'a déjà noté, ces dispositions n'étaient pas mentionnées dans l'allégation n° 11 figurant dans la demande

[6] *États-Unis - Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/R, Rapport de l'Organe d'appel WT/DS184/AB/R, adopté le 23 août 2001.

[7] *Id.*, rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.69.

[8] *Id.*, paragraphe 7.70.

[9] Voir la réponse de la Turquie aux questions du Groupe spécial du 7 décembre 2001, Annexe 3, Turquie, section II.A (dernière phrase).

[10] *Id.*, section II.C et II.G.

d'établissement d'un groupe spécial. Par conséquent, la violation alléguée du paragraphe 3 de l'Annexe II et de l'article X:3 du GATT de 1994 ne peut être prise en considération à cet égard.

C. LES DÉTERMINATIONS RELATIVES À L'EXISTENCE D'UN DUMPING ÉTAIENT EN CONFORMITÉ AVEC L'ACCORD ANTIDUMPING

20. Toutes les questions soulevées dans la communication présentée à titre de réfutation par la Turquie ne font en substance que répéter des arguments développés dans la première communication de la Turquie et d'autres déclarations. Elles ont toutes fait l'objet d'un examen approfondi dans les communications que l'Égypte a déjà présentées au Groupe spécial, notamment les points suivants:

- Aucune société interrogée à l'exception d'IDC n'a fourni de données sur les coûts pour toute la période visée par l'enquête, bien que le questionnaire envoyé aux sociétés indiquait clairement que les données devaient être communiquées pour l'ensemble de la période visée par l'enquête.

- Les demandes de renseignements complémentaires figurant dans la lettre du 19 août 1999 des autorités chargées de l'enquête ont donné une autre occasion aux sociétés interrogées de communiquer leurs données sur les coûts pour l'ensemble de la période visée par l'enquête et de préciser si les données sur les coûts tenaient dûment compte de l'hyperinflation et, dans l'affirmative, dans quelle mesure.

- Les registres des sociétés interrogées ne tenaient pas raisonnablement compte des frais associés à la production et à la vente du produit considéré puisqu'ils ne prenaient pas en compte l'hyperinflation que connaissait l'économie turque.

- Le taux mensuel d'hyperinflation de 5 pour cent a été déterminé sur la base de données fiables et a aussi été utilisé pour ajuster les coûts de production d'Habas.

- Le calcul d'un coût de production moyen pondéré pour l'ensemble de la période visée par l'enquête était pleinement justifié vu les circonstances propres à l'affaire et était en conformité avec l'Accord antidumping.

ANNEXE 6-2

DEUXIÈME DÉCLARATION ORALE DE LA TURQUIE
RÉSUMÉ ANALYTIQUE

I. RÉPONSE AU MÉMOIRE PRÉSENTÉ À TITRE DE RÉFUTATION PAR L'ÉGYPTE

1. Je voudrais saisir cette occasion pour examiner plus particulièrement les allégations formulées par l'Égypte dans le mémoire qu'elle a présenté à titre de réfutation, et faire quelques observations sur les renseignements fournis dans l'analyse confidentielle du dommage qui nous a été remise le 2 février 2002.

A. DÉFAUT D'EXAMINER TOUS LES FACTEURS ÉNUMÉRÉS À L'ARTICLE 3.4

2. La Turquie a allégué que l'Égypte n'avait pas examiné dans sa détermination finale tous les facteurs de caractère obligatoire énumérés à l'article 3.4. En particulier, elle a relevé que le rapport sur les faits essentiels et les conclusions ainsi que le rapport final ne renfermaient aucun examen de la productivité ni des effets effectifs ou potentiels sur le flux de liquidités, l'emploi, les salaires, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement. La Turquie a également noté que le rapport final comportait un examen et une évaluation insuffisants de l'utilisation des capacités et du retour sur investissement.

B. ÉLÉMENTS DE PREUVE CONFIDENTIELS AUXQUELS LES SOCIÉTÉS INTERROGÉES N'ONT PAS EU ACCÈS

3. Nous sommes d'accord avec l'Égypte et nous retirons notre allégation selon laquelle l'Égypte ne peut étayer sa détermination finale que sur les renseignements versés au dossier public. Toutefois, cela ne dispense pas les autorités égyptiennes de l'obligation de fournir dans leur rapport final une analyse sérieuse de tous les facteurs énumérés à l'article 3.4. Cela ne signifie pas non plus qu'en défendant sa détermination devant le présent Groupe spécial, l'Égypte peut s'appuyer sur des documents prétendument versés au dossier public qui n'ont pas été échangés avec le gouvernement turc et les sociétés privées interrogées ou qui ne leur ont pas été communiqués autrement.

C. ARTICLES 3.4 ET 3.5

4. L'Égypte essaie de requalifier toutes les allégations formulées par la Turquie au titre de l'article 3.4 et 3.5 en tant qu'allégations relevant de l'article 3.5 pour tenter d'éviter que le Groupe spécial n'examine la détermination établie par l'Égypte au titre de l'article 3.4. L'article 3.4 et l'article 3.5 sont indissociables. Tout d'abord, les autorités chargées de l'enquête doivent identifier quels sont les facteurs et indices qui influent sur la branche de production nationale, conformément à l'article 3.4, y compris tous les facteurs et indices pertinents qui influent sur les prix intérieurs et la rentabilité. Ensuite, aux termes de l'article 3.5, les autorités chargées de l'enquête doivent faire en sorte de ne pas imputer aux importations faisant l'objet d'un dumping les effets de facteurs, autres que ces importations, qui causent un dommage à la branche de production nationale.

D. FACTEURS QUI INFLUENT SUR LES PRIX INTÉRIEURS

5. L'Égypte prétend que la Turquie n'a pas allégué dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, ni dans sa première communication écrite, que les autorités chargées de l'enquête n'avaient pas examiné "les facteurs qui influent sur les prix intérieurs" conformément à l'article 3.4. Cette

prétention est inexacte. (Voir le paragraphe 3 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Turquie).

E. L'OBLIGATION D'EXAMINER TOUS LES FACTEURS CONNUS AU TITRE DE L'ARTICLE 3.5

6. En ce qui concerne l'obligation figurant à l'article 3.5, l'Égypte fait valoir que les sociétés interrogées doivent établir *prima facie* que d'autres facteurs causent un dommage à la branche de production nationale avant que les autorités chargées de l'enquête ne soient tenues d'examiner ces facteurs.

7. Nous avons longuement traité de cette question précédemment. (Voir notre réponse à la question n° 5 du Groupe spécial et les sections III.C et D du mémoire que nous avons présenté à titre de réfutation.)

F. LA PORTÉE DE L'ENQUÊTE RELATIVE À L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE

8. La Turquie a allégué que des éléments de preuve additionnels concernant la cause du dommage important actuel n'avaient pas été présentés au cours de l'enquête initiale parce que les sociétés interrogées avaient été amenées à croire que l'enquête ne portait que sur des questions de menace de dommage. Dans le seul avis d'ouverture d'une enquête communiqué aux sociétés turques interrogées au cours de l'enquête (voir la pièce n° 1 de la Turquie), il est dit que "la branche de production nationale allègue que l'augmentation significative et continue des importations de barres d'armature faisant l'objet d'un dumping, en provenance de Turquie en 1998, et l'augmentation attendue des importations … *menaceront de causer* un dommage important à la branche de production nationale. Des aspects d'une menace de dommage ont été détectés au second semestre de 1998".

G. LA TURQUIE N'A PAS PRÉSENTÉ DE NOUVELLES ALLÉGATIONS N'ENTRANT PAS DANS LE CADRE DU MANDAT DU GROUPE SPÉCIAL

9. La Turquie allègue que les autorités chargées de l'enquête ont contrevenu aux dispositions du paragraphe 6 de l'Annexe II de l'Accord antidumping en attendant que la vérification soit terminée pour soulever les questions relatives aux coûts, qui figurent dans la lettre du 19 août. (Voir la réponse de la Turquie à la question n° 1 du Groupe spécial, à la section II.A.)

10. L'Égypte soutient maintenant que cette allégation n'entre pas dans le cadre du mandat du Groupe spécial. Cette affirmation est inexacte. La Turquie a soulevé cette question dans les allégations n° 8 et 9.

11. La Turquie a également allégué d'une violation de l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping. L'Égypte a prétendu que cette disposition concerne le critère d'examen et qu'elle ne régit pas les droits et obligations des Membres au titre de l'Accord. L'Égypte a également soutenu que cette allégation particulière ne figurait pas dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Turquie.

12. La Turquie est en désaccord sur ces deux points. Comme il est indiqué aux pages 3 et 4 du mémoire que nous avons présenté à titre de réfutation, l'Organe d'appel a expressément constaté dans l'affaire des *produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon* que l'article 17.6 i) imposait certaines obligations de forme aux autorités chargées de l'enquête.

H. NON-COMMUNICATION DANS LA RÉPONSE INITIALE DES DONNÉES SUR LES COÛTS POUR L'ENSEMBLE DE LA PÉRIODE VISÉE PAR L'ENQUÊTE

13. L'Égypte affirme que les sociétés turques interrogées n'avaient aucun motif de fournir dans leurs réponses initiales des données sur les coûts qui ne portaient que sur les mois pour lesquels elles avaient fait état de ventes à l'exportation et de ventes sur le marché intérieur. Contrairement aux affirmations de l'Égypte, la période pour laquelle les coûts devaient être indiqués n'était pas clairement définie dans le questionnaire antidumping initial. Le questionnaire prescrivait de faire état de toutes les ventes effectuées en Égypte pendant la période visée par l'enquête, mais il enjoignait également aux sociétés interrogées de ne faire état que des ventes effectuées sur le marché intérieur qui étaient contemporaines des ventes effectuées en Égypte. Étant donné qu'il n'a été fait état de ventes sur le marché intérieur et de ventes en Égypte que pour quelques mois seulement, il était logique que les coûts de production soient communiqués pour ces mêmes mois également. Cette conclusion était particulièrement appropriée dans le contexte d'une économie hyperinflationniste.

I. LES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSTITUAIENT EFFECTIVEMENT UN NOUVEAU QUESTIONNAIRE

14. L'Égypte affirme que la lettre du 19 août 1999 ne constituait pas un nouveau questionnaire. Indépendamment de la question de savoir si des coûts mensuels étaient demandés ou non dans le questionnaire initial, la lettre du 19 août 1999 comportait un grand nombre de questions complémentaires et exigeait maintes démonstrations, de sorte qu'elle avait le caractère d'un questionnaire.

J. LES DONNÉES COMMUNIQUÉES TENAIENT COMPTE DES FRAIS ASSOCIÉS À LA PRODUCTION ET À LA VENTE DU PRODUIT CONCERNÉ

15. L'Égypte prétend que parce qu'aucune société en Turquie n'applique la norme ISA-29, elle devrait avoir la faculté d'utiliser les données de fait disponibles. Le fait que les sociétés interrogées n'appliquaient pas la norme ISA–29 n'a jamais été examiné par les autorités chargées de l'enquête ni mentionné dans leur rapport final. En second lieu, si l'Égypte n'était pas satisfaite des coûts ressortant des systèmes comptables internes des sociétés interrogées, bien qu'ils soient organisés conformément aux principes comptables généralement acceptés en Turquie, il lui appartenait alors d'indiquer aux sociétés interrogées la manière de revoir leurs coûts pour satisfaire à ses exigences.

K. RÉPONSE À LA LETTRE DE M. SIMON DU 28 SEPTEMBRE 1999

16. L'Égypte prétend que les sociétés Habas, Diler et Colakoglu n'ont pas demandé une prorogation de délai pour répondre au questionnaire complémentaire du 23 septembre 1999 envoyé par les autorités chargées de l'enquête. S'il est vrai qu'un délai additionnel donné n'a pas été demandé pour répondre à ce questionnaire, l'avocat des sociétés Habas, Diler et Colakoglu a indiqué, dans sa lettre du 28 septembre 1999, qu'il serait impossible de répondre à la demande de renseignements complémentaires de l'Égypte dans le délai de deux à cinq jours imparti par les autorités chargées de l'enquête. Cela, de l'avis de la Turquie, constituait une demande implicite de prorogation de délai.

II. L'"ANALYSE CONFIDENTIELLE DU DOMMAGE" FOURNIE RÉCEMMENT PAR L'ÉGYPTE ÉTAYE UNE GRANDE PARTIE DES ALLÉGATIONS FORMULÉES PRÉCÉDEMMENT PAR LA TURQUIE DANS LE CADRE DE LA PRÉSENTE PROCÉDURE

A. IL Y A EU UN ÉNORME ACCROISSEMENT DES CAPACITÉS DE PRODUCTION PENDANT LA PÉRIODE VISÉE PAR L'ENQUÊTE

17. L'"analyse confidentielle du dommage" communiquée pour la première fois par l'Égypte au Groupe spécial le 31 janvier 2002 établit qu'il y a eu un accroissement très important des capacités de production pendant la période visée par l'enquête. Entre 1996 et 1998, la capacité de production nationale de barres d'armature a augmenté de [[XX]] tonnes, soit de [[XX]] pour cent. Entre la fin de 1998 et le premier trimestre de 1999, la capacité de production a de nouveau augmenté de [[XX]] tonnes, soit un accroissement de [[XX]] pour cent par rapport à 1996.

B. UNE AUGMENTATION DES FRAIS DE FINANCEMENT IMPUTABLE À L'ACCROISSEMENT DES CAPACITÉS DE PRODUCTION A EU UNE INCIDENCE DÉFAVORABLE SUR LA RENTABILITÉ

18. L'analyse confidentielle du dommage montre que la baisse de rentabilité de [[XX]] en 1998 est imputable à une augmentation des frais de financement unitaires. Entre 1997 et 1998, les bénéfices par tonne ont diminué de [[XX]] livres égyptiennes par tonne. Les frais de financement unitaires ont augmenté, cette même année, de [[XX]] livres égyptiennes par tonne. Si les frais de financement unitaires n'avaient pas augmenté, les bénéfices de la branche de production auraient augmenté en 1998.

C. IL SEMBLE QUE L'ACCROISSEMENT DES CAPACITÉS DE PRODUCTION A EU UN EFFET DÉFAVORABLE TEMPORAIRE SUR LA RENTABILITÉ D'AL EZZ EN 1998

19. Al Ezz utilise de la ferraille comme matière première pour la fabrication des barres d'armature. La ferraille entre pour 60 à 70 pour cent dans le coût d'une barre d'armature finie et les prix de la ferraille ont baissé de 34 pour cent au cours de 1998. Cette baisse aurait dû se traduire par une diminution de 20 à 24 pour cent du coût des produits finis vendus entre le début et la fin de 1998. Toutefois, le coût des marchandises vendues par Al Ezz n'a diminué en 1998 que de [XX] pour cent par rapport à 1997. En conséquence, il semble que les perturbations temporaires causées par l'accroissement des capacités de production ont eu pour effet de maintenir les coûts d'Al Ezz à un niveau plus élevé qu'il ne l'aurait été autrement en 1998, ce qui a eu une incidence défavorable sur la rentabilité de la société.

D. [[XX]]

20. La réalisation du projet d'expansion d'Al Ezz a été achevée à la fin de 1998; le coût des marchandises vendues s'établit à [[XX]].

21. Ce [[XX]].

E. [[XX]]

22. [[XX]]

F. LA PART DES IMPORTATIONS ÉTAIT EN BAISSE SUR LE MARCHÉ INTÉRIEUR EN 1999

23. L'analyse confidentielle du dommage étaye les allégations que nous avons formulées dans des communications précédentes selon lesquelles la part de marché de l'ensemble des importations a baissé de façon spectaculaire au premier trimestre de 1999. Ainsi, la part de marché de l'ensemble des importations est passée de [[XX]] pour cent en 1998 à [[XX]] pour cent seulement au premier trimestre de 1999, soit une diminution de presque [[XX]] pour cent. La branche de production nationale a de son côté augmenté sa part de marché, qui est passée de [[XX]] pour cent en 1998 à [[XX]] pour cent au premier trimestre de 1999. Bien que la Turquie ait accru sa part de marché en 1999, elle l'a fait aux dépens des autres importations, y compris au détriment d'importations faisant l'objet d'échanges loyaux en provenance d'Arabie saoudite et de Libye; elle n'a pas remplacé une seule tonne de barres d'armature vendues précédemment par la branche de production nationale et n'a pas non plus augmenté sa part de marché au détriment de la part du marché intérieur.

G. LA DÉTERMINATION DE SOUS-COTATION DU PRIX ÉTABLIE PAR LES AUTORITÉS CHARGÉES DE L'ENQUÊTE ÉTAIT VICIÉE, EN VIOLATION DE L'ARTICLE 3.1

24. D'après le rapport final et le rapport sur les faits essentiels et les conclusions, on ne voit pas très bien comment les autorités chargées de l'enquête ont établi leur détermination de sous-cotation du prix - c'est-à-dire quels sont les prix qui ont été utilisés et à quel niveau commercial ils ont été comparés. Les autorités chargées de l'enquête n'ont pas réellement examiné les "prix" ni comparé les prix pratiqués pour un même produit. Les prix pratiqués pour les différentes barres d'armature vendues sur le marché intérieur varient normalement en fonction de la dimension et de la qualité du produit.

III. CORRECTIONS À APPORTER AU MÉMOIRE PRÉSENTÉ À TITRE DE RÉFUTATION

25. Dans le mémoire présenté à titre de réfutation, la note de bas de page 55 figurant à la page 23 devrait renvoyer à notre réponse à la question n° 4 du Groupe spécial, et non à la question n° 16. La note de bas de page 107 figurant à la page 42 aurait dû être omise. La note de bas de page 106 est à lire comme si elle figurait à l'endroit où figure actuellement la note de bas de page 107.

IV. CONCLUSION

26. La présente déclaration doit être lue en tenant compte de ce que nous avons dit dans notre première communication écrite, de nos réponses aux questions du Groupe spécial et de la communication que nous avons présentée à titre de réfutation, pour bien apprécier notre position sur chacune des questions.

27. Pour les raisons exposées dans la présente déclaration et dans ces communications antérieures, nous demandons au Groupe spécial de décider que l'enquête antidumping menée par l'Égypte n'était pas conforme aux dispositions de l'Accord antidumping que nous avons citées ni à l'article X:3 du GATT.

ANNEXE 7-1

DÉCLARATION FINALE DE LA TURQUIE À LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND DU GROUPE SPÉCIAL

1. Le présent Groupe spécial est en train d'examiner une enquête antidumping menée par l'Égypte qui a pris une tournure très curieuse en milieu de procédure, juste après que les premiers calculs préliminaires des marges de dumping aient été effectués par les autorités chargées de l'enquête. Jusqu'à ce moment-là, les demandes de renseignements des autorités chargées de l'enquête et leur manière de traiter les sociétés interrogées étaient très convenables et correctes. Les autorités chargées de l'enquête étaient satisfaites de la teneur et de la nature des réponses initiales et elles ont vérifié les réponses concernant le prix et les ventes de chacune des sociétés interrogées sans trouver de divergence. Les communications entre les autorités chargées de l'enquête et les sociétés interrogées étaient tout à fait cordiales.

2. Toutefois, il s'est passé quelque chose peu de temps après que les fonctionnaires des autorités chargées de l'enquête aient calculé des marges de dumping préliminaires allant de zéro à un peu plus de 4 pour cent. Soudain, les autorités chargées de l'enquête ont commencé à adopter une attitude très hostile à l'égard des sociétés turques interrogées, en envoyant des lettres menaçantes dans lesquelles elles alléguaient de diverses erreurs et omissions dans les réponses, concernant même les aspects des réponses qui avaient été vérifiées de manière approfondie sans trouver de divergence, et en annonçant qu'elles avaient l'intention d'utiliser les "données de fait disponibles" si les renseignements et les explications complémentaires demandés n'étaient pas fournis dans des délais impossibles. Notre thèse est que les autorités chargées de l'enquête ont subi une forte pression d'ordre politique à la suite du calcul préliminaire des marges, pour qu'elles arrivent à une marge qui empêcherait la poursuite des importations de barres d'armature en provenance de Turquie, et que cela explique la série d'événements qui ont suivi.

3. Cela explique pourquoi, trois ou quatre semaines plus tard, les autorités chargées de l'enquête ont envoyé des lettres pratiquement identiques à chacune des cinq sociétés interrogées, en alléguant qu'elles avaient fait des déclarations erronées ou qu'elles n'avaient pas fait état de divers ajustements de prix, alors qu'en fait les autorités chargées de l'enquête avaient déjà vérifié que ces ajustements de prix n'étaient pas inclus dans le prix ou qu'il en était fait état à titre de dépense sous une rubrique différente. Cela explique pourquoi les autorités chargées de l'enquête ont cherché à imposer aux sociétés interrogées de nouvelles obligations exorbitantes et onéreuses en matière de déclaration de coûts et d'autovérification et qu'elles ne leur ont alors accordé initialement que 13 jours pour répondre. Cela explique pourquoi les autorités chargées de l'enquête ont refusé d'accorder aux sociétés interrogées une prorogation raisonnable du délai imparti initialement pour répondre au questionnaire du 19 août. Cela explique pourquoi les autorités chargées de l'enquête n'ont pas démordu de leur conclusion selon laquelle chacune des sociétés interrogées n'avaient pas tenu compte de l'inflation dans ses coûts, alors que celles-ci avaient expliqué de manière appropriée pourquoi leurs coûts n'augmentaient pas au rythme de l'inflation. Cela explique pourquoi les autorités chargées de l'enquête ont persisté à appliquer un taux d'inflation inexact après qu'on leur ait montré de manière péremptoire que les coûts n'augmentaient pas de 5 pour cent par mois. Cela explique pourquoi les autorités chargées de l'enquête ont appliqué les "données de fait disponibles" aux sociétés IDC et Icdas nonobstant le fait qu'elles avaient jugé que les réponses de ces sociétés à tous les questionnaires étaient complètes. Cela explique pourquoi, après avoir obtenu ce qu'elles estimaient être un prétexte valable pour appliquer les données de fait disponibles, les autorités chargées de l'enquête ont refusé d'accorder aux sociétés interrogées la possibilité de se faire entendre au Caire pour expliquer comment fonctionnaient leurs systèmes de détermination des coûts et pourquoi leurs coûts n'augmentaient pas de 5 pour cent par mois comme les autorités chargées de l'enquête l'avaient supposé. Et cela explique

le choix particulier des données de fait disponibles dans chacun des cas - choix qui avait simplement pour but d'obtenir la marge de dumping la plus élevée possible pour chaque société.

4. La Turquie estime que cette enquête n'a pas été menée de manière objective et impartiale et elle prie instamment le Groupe spécial de constater qu'il en est ainsi.

5. L'enquête de l'Égypte relative à l'existence d'un dommage était également profondément viciée. L'Égypte n'a jamais informé les sociétés interrogées comme elle le devait que l'objet de son enquête avait changé et que celle-ci ne portait plus sur l'existence d'une menace de dommage mais sur l'existence d'un dommage important. Aucune des allégations ni aucun des renseignements concernant le dommage important actuel n'ont été communiqués non plus aux sociétés interrogées avant l'expiration du délai qui leur était imparti pour présenter les renseignements et les arguments relatifs aux questions de dommage. L'Égypte n'a apporté aucun "élément de preuve positif" établissant un lien entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale dont l'existence avait été constatée, lequel ne consistait qu'en une perte de rentabilité de la branche de production et une baisse des prix au cours du premier trimestre de 1998. La conclusion de l'Égypte selon laquelle les prix des importations entraînaient une sous-cotation des prix intérieurs était fondamentalement viciée. On ne sait pas encore très bien si le prix des importations utilisé par l'Égypte dans son calcul était un prix qui était en concurrence directe avec les prix pratiqués par la branche de production nationale, c'est-à-dire si le prix retenu pour la comparaison était le prix proposé à un acheteur qui avait à choisir entre le produit national et le produit importé.

6. De plus, il est maintenant clair que l'Égypte n'a jamais obtenu aucune donnée réelle sur les prix pratiqués par la branche de production nationale. Au lieu de cela, elle a comparé le produit unitaire moyen de la branche de production nationale dans son ensemble sur toute une année aux prix moyens des importations pour la même année. Cette comparaison ne tient pas compte du fait que les barres d'armature sont un produit de base et que les prix évoluent dans le temps en fonction de la variation des cours de la matière première. La plus grande partie des produits turcs est entrée en Égypte pendant le second semestre 1998, lorsque les cours de la matière première étaient inférieurs à ce qu'ils étaient pendant le premier semestre de l'année. De plus, elle ne tient pas compte des prix différents qui sont pratiqués pour des produits différents. La détermination exacte de la sous-cotation du prix exige de comparer des prix qui sont en concurrence les uns avec les autres pour un produit de mêmes dimensions et de même qualité.

7. L'Égypte n'a pas mené son enquête de la manière qu'il convenait et elle n'a pas dissocié et distingué les effets du très fort accroissement des capacités de production qui a eu lieu au cours de la période visée par l'enquête et, plus particulièrement, au cours de 1998 et du premier trimestre de 1999. Comme nous l'avons montré hier, cet accroissement des capacités de production a certainement eu des effets négatifs sur la rentabilité de la branche de production en 1998 et en 1999, et pourtant ces effets n'ont jamais été "dissociés et distingués" des effets des importations faisant l'objet d'un dumping dans l'examen de la rentabilité de la branche de production. En effet, l'augmentation des frais de financement unitaires en 1998 explique la baisse de [[XX]] de la rentabilité de la branche de production. Si ces frais de financement étaient restés à leurs niveaux de 1997, la rentabilité de la branche de production au premier trimestre de 1999 aurait été comparable à celle de 1996, première année couverte par l'enquête. Et il est clair que chez Al Ezz du moins, des éléments du prix de revient comme la main-d'œuvre et probablement l'amortissement ont subi les effets défavorables de l'accroissement des capacités de production.

8. Comme nous l'avons montré hier, il y a eu une confluence de deux événements qui ont eu simultanément un effet dramatique sur le marché intérieur. Comme l'a confirmé l'"analyse confidentielle du dommage", les [[XX]] tonnes de capacités nouvelles sont entrées dans le circuit à la fin de 1998. En même temps, la demande a chuté d'un tiers en janvier 1999 par rapport au mois précédent. C'est une notion de base en science économique qu'une augmentation de l'offre, toutes

autres choses étant égales par ailleurs, fera baisser le prix du marché. Cette augmentation particulière de l'offre a été extrêmement forte - il s'est agi d'une augmentation de l'offre intérieure totale de [[XX]] par rapport à l'année précédente. C'est également une notion de base en science économique qu'une baisse de la demande entraîne une baisse du marché. Et pourtant les effets d'aucun de ces deux facteurs n'ont été pleinement examinés ni quantifiés par les autorités chargées de l'enquête. Au lieu de cela, la totalité de la baisse des prix et de la rentabilité qu'a connue la branche de production nationale a été imputée aux importations faisant l'objet d'un dumping, nonobstant le fait que la part de marché des importations dans leur ensemble avait diminué de [[XX]] pour cent au cours du premier trimestre de 1999. Le défaut d'analyser de manière approfondie les effets de ces facteurs sur la fixation des prix intérieurs et sur la rentabilité de la branche de production nationale constituait une violation de l'article 3.4 de l'Accord. Le défaut de dissocier et de distinguer les effets de ces autres facteurs constituait une violation de l'article 3.5.

9. En somme, ni la détermination de l'existence d'un dommage établie par l'Égypte ni sa détermination de l'existence d'un dumping n'étaient conformes à l'Accord antidumping et nous demandons au Groupe spécial de constater qu'il en est ainsi.

10. Je voudrais saisir cette occasion pour remercier le Groupe spécial pour tout le temps et toute l'attention qu'il consacre à cette question.

ANNEXE 7-2

DÉCLARATION FINALE DE L'ÉGYPTE À LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND DU GROUPE SPÉCIAL

1. Nous voudrions conclure notre exposé par les observations suivantes sur l'exposé oral de la Turquie:

I. LA DÉTERMINATION FINALE

2. La Turquie confond l'*analyse confidentielle du dommage*, qui consiste en un seul jeu de documents, avec la "*détermination finale*" établie par les autorités chargées de l'enquête dans l'enquête sur les barres d'armature. Pour que cela soit consigné au dossier, nous souhaitons souligner que la "*détermination finale*" n'est pas un document et elle n'a jamais été communiquée en tant que telle par l'Égypte. La "*détermination finale*" est plutôt la synthèse complète de toutes les constatations (dommage et dumping) établies par les autorités chargées de l'enquête, y compris des renseignements versés au dossier de l'enquête sur les barres d'armature (par exemple, les statistiques, les réponses aux questionnaires, les notes internes, les mémorandums et analyses, etc.). L'*analyse confidentielle du dommage*, par contre, comprend une partie de l'ensemble des constatations qui font partie de la "*détermination finale*" établie par les autorités chargées de l'enquête en ce qui concerne le dommage. Le *rapport final* est un document qui reprend les points essentiels de ces constatations.

II. ARTICLE 3.4 ET ARTICLE 3.5

3. Nous remarquons qu'une fois de plus, la Turquie confond les objectifs respectifs de l'article 3.4 et de l'article 3.5. La Turquie essaie d'étendre le caractère impératif des obligations qui sont faites aux autorités chargées de l'enquête à l'article 3.4 aux facteurs qui peuvent être pertinents en ce qui concerne l'examen de l'existence d'un lien de causalité au titre de l'article 3.5. Les questions dont est saisi le Groupe spécial sont simples:

a) Les autorités chargées de l'enquête ont-elles examiné tous les facteurs énumérés à l'article 3.4? Selon nous, elles l'ont fait.

b) Les autorités chargées de l'enquête ont-elles examiné tous les facteurs connus qui ont pu contribuer à causer le dommage? Là encore, selon nous, elles l'ont fait.

4. Ces deux questions sont distinctes. Un facteur donné ne peut pas être l'indice d'un dommage et de la cause de ce dommage. Prenons l'exemple d'un piéton qui est heurté par une voiture. Le dommage est la fracture de la jambe et la cause du dommage est l'accident de la circulation.

III. ÉLÉMENTS DE PREUVE *PRIMA FACIE* À L'APPUI D'UNE ALLÉGATION AU TITRE DE L'ARTICLE 3.5

5. Une enquête antidumping est ouverte à la demande d'une branche de production nationale, laquelle doit présenter des éléments de preuve qui justifient *prima facie* ses allégations de dumping dommageable. De la même manière, l'Égypte estime que les autres parties intéressées, y compris les producteurs exportateurs concernés, devraient jouer un rôle actif dans la réfutation des allégations contenues dans la plainte. Il ne suffit pas de faire des allégations sans fondement sans fournir d'éléments de preuve à l'appui. Il doit y avoir une documentation suffisante pour indiquer que l'examen d'une cause de dommage donnée est justifié.

IV. L'AVIS D'OUVERTURE DE L'ENQUÊTE

6. Il n'existe qu'un seul *avis d'ouverture de l'enquête*, qui est celui qui a été présenté au Groupe spécial dans la pièce n° 7.3 de l'Égypte, accompagné de sa traduction officieuse en anglais.

7. L'*avis d'ouverture de l'enquête* ne doit pas être confondu avec le *rapport sur l'ouverture d'une enquête* (voir la pièce n° 1 de la Turquie), qui est un document qui résume la plainte et recommande l'ouverture d'une enquête. Étant donné que le *rapport sur l'ouverture d'une enquête* n'a pas été publié, une version non confidentielle de celui-ci a été transmise aux parties intéressées.

8. Par contre, l'*avis d'ouverture de l'enquête* a été publié au *Journal officiel*. Malheureusement, la traduction officieuse en anglais présentée au Groupe spécial dans la pièce n° 7.3 de l'Égypte a été revêtue par erreur de la mention "*confidentiel*" par un commis des autorités chargées de l'enquête, lorsqu'il a rassemblé tous les documents aux fins de la présente procédure de règlement de différend. La version officielle en arabe, qui a également été présentée au Groupe spécial dans la pièce n° 7.3 de l'Égypte, est cependant estampillée "*dossier public*".

V. DONNÉES SUR LES COÛTS POUR LA PÉRIODE VISÉE PAR L'ENQUÊTE

9. Il n'y a aucune incompatibilité dans le fait de demander des données sur les coûts de production pour l'ensemble de la période visée par l'enquête et de demander en même temps des renseignements concernant les ventes sur le marché intérieur pour les mois au cours desquels des ventes à l'exportation ont été effectuées. En effet, les autorités chargées de l'enquête ont légitimement intérêt à s'assurer qu'aucun des frais encourus pendant la période concernée n'a été imputé que sur certains mois, déformant ainsi l'image réelle des coûts pour un mois donné.

VI. MANIPULATION DES FAITS

10. La Turquie continue à faire grand cas de l'accroissement des capacités de production en tant que cause du dommage. En interprétant les données contenues dans *l'analyse confidentielle du dommage*, la Turquie essaie à nouveau d'extrapoler les faits pour tenter de présenter un scénario différent de celui dont étaient saisies les autorités chargées de l'enquête pendant l'enquête sur les barres d'armature.

11. Il est difficile de concevoir qu'un accroissement des capacités de production, même de l'ampleur suggérée par la Turquie, puisse être une cause de dommage si cet accroissement des capacités de production ne va pas de pair avec une diminution correspondante de l'utilisation des capacités. Au contraire, l'*analyse confidentielle du dommage* montre très clairement que l'utilisation des capacités a augmenté entre 1996 et 1998. De plus, l'augmentation correspondante du volume de la production ne s'est pas traduite par *une élévation disproportionnée* des niveaux des stocks. En effet, *le rapport* stocks-production est resté relativement stable entre 1996 et 1999.

12. Pour répondre aux observations de la Turquie sur cette question, l'Égypte souhaite souligner qu'elle n'est pas en train de suggérer qu'un dommage n'a pas éprouvé, parmi d'autres facteurs, du fait de l'élévation des niveaux des stocks, mais plutôt que l'accroissement des capacités de production n'a pas eu d'effet dommageable sur ces niveaux de stocks.

13. De la même manière, l'augmentation des frais de financement devrait être examinée non pas en termes absolus, mais par rapport à l'évolution des quantités produites. À cet égard, il est nécessaire d'évaluer la rentabilité en se fondant sur les valeurs unitaires, ce qui explique pourquoi un tableau des valeurs unitaires a été inclus dans *l'analyse confidentielle du dommage*. En effet, cela n'a aucun sens de comparer les bénéfices absolus d'une année sur l'autre sans tenir compte des variations du chiffre d'affaires total. De plus, les frais de financement n'ont pas affecté les bénéfices avant déduction des

intérêts débiteurs. En fait, les bénéfices unitaires moyens pondérés avant déduction des intérêts débiteurs ont diminué de plus de 30 pour cent en 1999 (86) par rapport à 1998 (127). Cette simple comparaison montre que la baisse du prix moyen pondéré a eu une incidence directe sur la rentabilité.

14. Enfin et surtout, il semble que la Turquie se focalise sur les chiffres d'Al Ezz en particulier. L'Égypte tient à souligner que la société Al Ezz ne représente pas à elle seule l'ensemble de la branche de production nationale.

VII. LES AUTORITÉS CHARGÉES DE L'ENQUÊTE N'ONT PAS FAIT ABSTRACTION DES COÛTS DE PRODUCTION DES SOCIÉTÉS INTERROGÉES

15. Une fois encore, la Turquie allègue que les autorités chargées de l'enquête "ont fait abstraction" des données sur les coûts communiquées par les sociétés interrogées. Comme nous l'avons expliqué à maintes occasions, cette allégation est inexacte. Toutes les données sur les coûts ont été prises en compte par les autorités chargées de l'enquête, chaque fois que cela a été possible, et n'ont été ajustées que pour tenir compte du taux d'hyperinflation mensuel de 5 pour cent dont les sociétés interrogées n'avaient pas tenu compte dans le calcul de leurs données sur les coûts.

VIII. OBJECTION DE L'ÉGYPTE AUX ALLÉGATIONS SELON LESQUELLES LES AUTORITÉS CHARGÉES DE L'ENQUÊTE ONT AGI SOUS L'EFFET DE PRESSIONS POLITIQUES

16. La Turquie déclare qu'au début, tout se passait sans heurt dans l'enquête sur les barres d'armature et qu'après la vérification, les autorités chargées de l'enquête sont soudain devenues "*hostiles*" à l'égard des sociétés turques interrogées, prétendument sous l'effet de pressions politiques.

17. Pour que cela soit consigné au dossier, **l'Égypte tient à s'élever très vivement contre l'allégation selon laquelle les autorités chargées de l'enquête auraient agi sous l'effet de pressions politiques**. Au contraire, comme nous l'avons précédemment démontré, ce qui s'est passé au cours du déroulement de l'enquête est qu'il est devenu clair pour les autorités chargées de l'enquête que les données sur les coûts communiquées par les sociétés turques interrogées ne tenaient apparemment pas compte de l'hyperinflation que connaissait la Turquie pendant la période considérée. Bien naturellement, comme toute autre administration antidumping l'aurait fait en pareil cas, les autorités chargées de l'enquête ont simplement demandé aux sociétés interrogées de fournir des renseignements complémentaires et une explication sur la manière dont ils avaient pris en compte l'hyperinflation dans leurs données sur les coûts.

18. Ainsi, contrairement à ce qu'insinue la Turquie, aucun élément de pressions politiques n'est venu influer sur les déterminations des autorités chargées de l'enquête dans l'enquête sur les barres d'armature turques.

ANNEXE 8-1

RÉPONSES DE LA TURQUIE AUX QUESTIONS POSÉES EN RELATION AVEC LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND DU GROUPE SPÉCIAL

QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL À LA TURQUIE

Question n° 1

La Turquie affirme que les sociétés interrogées ont communiqué tous les renseignements et documents requis, y compris les rapprochements requis entre les données et les états financiers. Pour chacune des sociétés interrogées (Habas, Diler, Colakoglu, IDC et Icdas), la Turquie pourrait-elle indiquer où ces rapprochements se trouvent dans le dossier et expliquer précisément les différentes étapes qui ont été suivies pour les mener à bien?

Réponse

1. La Turquie ne croit pas avoir jamais allégué que les sociétés interrogées avaient communiqué tous les renseignements et documents requis par les autorités chargées de l'enquête après la présentation des réponses au questionnaire initial. De fait, la Turquie a allégué qu'il était impossible de fournir tous les renseignements requis dans les délais impartis, ou déraisonnable d'attendre des sociétés interrogées qu'elles le fassent, et que, compte tenu des délais fixés, les sociétés interrogées avaient "agi au mieux de leurs possibilités". Reformulation des allégations, section II.B et E.

2. En outre, la Turquie n'a pas allégué que tous les rapprochements demandés dans la lettre du 19 août 1999 avaient été fournis par chacune des sociétés interrogées. Elle a allégué que les autorités chargées de l'enquête elles-mêmes avaient trouvé peu à redire au sujet des réponses communiquées par les sociétés Icdas et IDC et n'avaient demandé que quelques documents et précisions complémentaires qui avaient été rapidement fournis. Le défaut d'aviser les sociétés Icdas et IDC des lacunes toujours présentes après réception de leurs réponses violaient les dispositions du paragraphe 6 de l'Annexe II de l'Accord antidumping. Reformulation des allégations, section II.B.3.

3. Cela dit, les différentes sociétés interrogées ont fourni un grand nombre - et dans certains cas la totalité - des rapprochements demandés dans la lettre du 19 août. Chaque société interrogée a retracé les coûts des matériaux, les coût de main-d'œuvre et les frais généraux en les répertoriant dans les factures, registres et grands livres internes, ce qui prouve l'exactitude des coûts communiqués. L'une des sociétés, IDC, a fourni une étude complète retraçant l'évolution des nombreux coûts communiqués à partir de ses états financiers annuels. Une autre société, Colakoglu, a fourni une étude complète retraçant l'évolution des coûts communiqués pour les deux mois pendant lesquels elle avait effectué des ventes en Égypte, à savoir avril et août, à partir du coût des produits vendus et des états financiers trimestriels. Une troisième société interrogée, Habas, a fourni des registres établissant que le rapprochement entre le coût annuel des produits vendus et les nombreux coûts communiqués ne faisait apparaître qu'une différence minime. Les sociétés Diler et Icdas ont aussi rapproché les coûts qu'elles ont communiqués de leurs livres et registres internes.

4. Les réponses données par chacune des sociétés interrogées au questionnaire du 19 août 1999 sont successivement examinées ci-après.

1. Colakoglu

5. Il a été demandé à la société Colakoglu, dans le questionnaire du 19 août 1999 (question 4B), de rapprocher ses grands livres des stocks de matières premières de ses grand livre général et états financiers. Dans la pièce n° 9 jointe à sa réponse du 15 septembre 1999 (pièce n° 34B de la Turquie), la société Colakoglu a fourni une copie du grand livre des stocks de matières premières au 31 décembre 1998 et a rapproché ce document de ses états financiers. La première page de cette pièce contient un élément de rapprochement. La deuxième page présente le bilan de la société Colakoglu au 31 décembre 1998. Les autres pages de la pièce reproduisent le registre interne de la société répertoriant les variations de stocks pour chaque mois de la période visée par l'enquête et chaque catégorie de stock (d'abord les billettes, ensuite les barres d'armature et enfin la ferraille). D'après le bilan, le stock de matières premières atteignait un total de [XX] milliers de livres turques au 31 décembre 1998. Le stock total de matières premières figurant à la dernière page de la pièce s'élève à [XX] milliers de livres turques. La différence entre ces deux montants est indiquée à la première page de la pièce; elle est due aux matériaux achetés, mais pas encore importés.

6. Dans les questions n° 4D, 5C et 6C du questionnaire du 19 août 1999, il a été demandé à Colakoglu de fournir des feuilles de travail rapprochant les coûts des matériaux, le coût de la main-d'œuvre et les frais généraux qui avaient été communiqués aux autorités chargées de l'enquête pour certains mois de ses états financiers vérifiés. Dans la pièce n° 4 jointe à sa réponse, Colakoglu a fourni un récapitulatif de ses coûts mensuels de production pour les 12 mois de 1998. Comme il a été indiqué au Groupe spécial dans des communications précédentes, Colakoglu, Habas et Diler ont communiqué le coût des billettes à titre de coût des matières premières, puisqu'il s'agit du matériau utilisé dans l'unité de laminage des barres d'armature. Ces renseignements ont été communiqués à la fois dans les réponses initiales des sociétés concernant les coûts et dans la réponse du 15 septembre 1999. (Les autorités chargées de l'enquête ont ultérieurement, le 23 septembre 1999, demandé à ces sociétés de ventiler les coûts des billettes entre le coût des matières premières, le coût de la main-d'œuvre et les frais généraux, mais ne leur a accordé qu'un délai de deux à cinq jours pour le faire. Voir la pièce n° 12 de la Turquie.) En conséquence, Colakoglu a compris qu'il lui était demandé dans la question n° 4D de rapprocher le coût des billettes de ses livres et registres internes. Ce rapprochement, ainsi que le rapprochement du coût de la main-d'œuvre et des frais généraux, figurent dans la pièce n° 10 jointe à la réponse du 15 septembre 1999 de la société Colakoglu. Voir la pièce n° 34B de la Turquie.

7. Par exemple, pour le mois d'août 1998, Colakoglu a déclaré un coût des matériaux de [XX] livres turques la tonne, un coût de la main-d'œuvre de [XX] livres turques par tonne métrique et des frais généraux de fabrication de [XX] livres turques par tonne. Voir la pièce n° 4. La première page de la pièce n° 10 contient un document interne (*Rolling Mill Production Cost List (TL)* - Liste des coûts de production de l'unité de laminage (livres turques)) établi au cours d'opérations commerciales normales dans lequel figurent le calcul du coût mensuel de production des barres d'armature et une ventilation des coûts pour le mois d'août (*Agustos*) 1999.

8. Ce document fait état pour le mois en question d'un coût total des matières directes par tonne de barres d'armature de [XX] livres turques par tonne. Voir le poste 1510301 Total (*Toplami*), dernière colonne à droite (livres turques par tonne). Il s'agit du même montant que celui que Colakoglu a indiqué dans sa réponse. Il correspond à la somme des postes suivants: ferraille (1510301001), rognures de ferraille (*hurda firesi*), électricité (1510301011), gaz (1510301021) et autres coûts (1510301031 - 81). Le coût de la main-d'œuvre, [XX] livres turques par tonne, est indiqué au poste 1510302001. Il équivaut également au montant communiqué par Colakoglu dans sa réponse. Les frais généraux figurent juste au-dessous du poste 1510303. Ils correspondent aussi au montant indiqué dans la réponse, une fois l'ajustement fait pour exclure les coûts de l'emballage (*ambalaj*), qui sont enregistrés séparément sur les listages des coûts. Les frais généraux incluent l'amortissement (*amortisman*).

9. Le coût de production mensuel total des barres d'armature indiqué sur cette page, [XX] livres turques, est inscrit dans la balance du mois d'août à la page suivante dans un poste correspondant au coût total des barres d'armature (*neverulu ve cubuk*). La différence entre ce montant et le coût total indiqué quatre lignes plus bas dans la balance du mois d'août correspond à la valeur des sous-produits produits (*haddehane* (2) *hurda*). Les sommes inscrites dans le grand livre général (*kebir defteri*) en août totalisent le même montant. Voir la page 4 de la pièce n° 10 (partie de la pièce n° 34B de la Turquie). On trouve dans le grand livre auxiliaire (page 7) le calcul du coût des produits vendus pour le mois d'août, qui correspond au chiffre initial du stock des produits finis au 1er août 1998 (poste 33), augmenté du coût des produits fabriqués en août (poste 35 = coûts totaux indiqués à la page 1; c'est-à-dire, coûts antérieurement rapprochés par Colakoglu du coût figurant dans sa communication), et diminué du coût des produits finis restant en stock au 31 août 1998. Le coût des produits vendus pour le mois est de [XX] livres turques (poste 41), ce qui correspond au chiffre figurant à la page 9, dans le relevé pour le mois d'août du coût des produits vendus enregistré dans le grand livre auxiliaire.

10. À la page 11, qui porte la mention *Subsidiary Ledger - COGS Rebar* (grand livre auxiliaire - coût des produits vendus - barres d'armature), le coût des barres d'armature vendues en août est ajouté au coût des barres d'armature vendues de janvier à juillet et en septembre de façon à obtenir un coût pour les neuf premiers mois de l'année ([XX]). À la page 13, qui porte la metnion *September Trial Balance* (balance pour septembre), ce chiffre est ajouté au coût des autres produits vendus pour arriver à un coût cumulé des produits fabriqués vendus de [XX] livres turques sur neuf mois. À la page 14, ce chiffre apparaît dans l'état des résultats cumulés de la société Colakoglu pour les neuf premiers mois de l'année sous la rubrique correspondant au coût des produits fabriqués vendus.

11. La société Colakoglu a donc largement rattaché le coût des matières premières, le coût de la main-d'œuvre et les frais généraux déclarés en août à ses états financiers.

12. Une analyse est également présentée pour le mois d'avril 1998. Bien qu'il soit difficile de lire la première page de cette analyse (*Rolling Mill Production Cost List (TL) for April* - Liste des coûts de production de l'unité de laminage (livres turques) pour le mois d'avril) qui est très sombre, on peut quand même distinguer que le coût total des billettes inscrit au poste 1510301, Total, est de [XX] livres turques par tonne, montant déclaré pour le coût total des matières premières par la société Colakoglu dans la pièce n° 4. On peut également distinguer que le coût de la main-d'œuvre est de [XX] livres turques par tonne (poste 1510302001) et que les frais généraux, moins l'emballage, sont de [XX] livres turques par tonne, ce qui correspond aux montants communiqués. Le coût de revient total des barres d'armature indiqué sur cette page atteint [XX] livres turques avant déduction des déchets et [XX] livres turques après déduction des déchets.

13. La société Colakoglu effectue un rapprochement entre ces chiffres et la balance de ses comptes, son grand livre général et le coût mensuel des produits vendus dans les pages suivantes. Plus précisément, à la page portant la mention *Subsidiary Ledger* (grand livre auxiliaire), elle calcule le coût des produits vendus dans le mois en additionnant le chiffre du stock initial au coût des produits fabriqués durant le mois [XX] et en déduisant le chiffre du stock final, pour arriver à un total de [XX] livres turques. Dans le grand livre auxiliaire, ce chiffre est ensuite ajouté au coût des barres d'armature vendues pendant les autres mois du premier semestre de 1998 pour obtenir un total cumulé de [XX] pour les six premiers mois de l'année. À la page suivante, le total cumulé pour les barres d'armature est ensuite additionné aux totaux cumulés obtenus pour d'autres produits pour arriver à un coût total cumulé de tous les produits finis vendus de [XX]. Ce chiffre apparaît à la page suivante, dans l'état des résultats cumulés de la société Colakoglu pour le premier semestre de 1998, sous la rubrique correspondant au coût des produits fabriqués vendus.

14. La société Colakoglu a donc largement rattaché le coût des matières premières, les frais généraux et les coûts de main-d'œuvre déclarés en avril au coût des produits vendus indiqué dans ses états financiers semestriels.

15. Il a par ailleurs été demandé à Colakoglu de rapprocher les dotations aux amortissements qu'elle avait déclarées. Nous notons que la société l'a fait en rapprochant le total des coûts déclarés, y compris les frais généraux (qui comprenaient à leur tour un élément distinct pour les dotations aux amortissements), au coût des produits vendus consigné dans ses états financiers.

2. Habas

16. Il a également été demandé à la société Habas de fournir un rapprochement entre les coûts des matières premières, les coûts de main-d'œuvre et les frais généraux d'une part et ses livres internes et états financiers de l'autre.

17. Dans la pièces n° 4 jointe à sa réponse du 15 septembre 1999 (pièce n° 34C de la Turquie), Habas a communiqué ses coûts de production mensuels pour 1998. Comme la société Colakoglu l'avait fait, Habas a indiqué le coût des billettes en ce qui concerne la matière première utilisée dans l'unité de laminage des barres d'armature. Pour décembre 1998, Habas a déclaré un coût des matières premières de [XX] livres turques par tonne, un coût de la main-d'œuvre directe de [XX] livres turques par tonne et des frais généraux de fabrication de [XX] livres turques par tonne. Voir la pièce n° 4 (annexée à la pièce n° 34C de la Turquie).

18. Dans la pièce n° 4, Habas a extrapolé le total des coûts des matériaux en multipliant la quantité produite par le coût unitaire des matières premières déclaré chaque mois et en additionnant ensuite les coûts obtenus pour tous les mois. Ainsi, le coût total des matières directes pour le mois de décembre correspond au calcul suivant: [XX] (livres turques par tonne) x [XX] (quantité produite totale en tonnes) = [XX] livres turques (coût de revient total des matériaux pour le mois). Le coût de revient total des matériaux pour tous les mois de l'année 1998 s'élève à [XX] livres turques. *Voir* la pièce n° 4. À la page 11 (portant le numéro 1) de la pièce n° 10 figure un rapprochement entre ce montant et le coût des billettes cumulé pour l'année. Il est fait état dans le premier poste de la page d'un coût total des billettes (*kutuk*) pour l'année de [XX] livres turques. (Veuillez noter que ce coût correspond à [XX] kg de billettes. Voir dans le même poste sous la rubrique *Aciklama*.) La différence entre le montant en livres turques inscrit dans ce poste et le montant déclaré figure en bas de la page et correspond aux déchets qui ont été recyclés et réintroduits dans le processus de fabrication. Le coût des déchets est indiqué dans ce même document et signalé par la lettre "b" inscrite à côté du chiffre. Il est normal de procéder à une déduction pour les déchets produits qui peuvent être réutilisés dans le processus de fabrication à condition que le coût de ces déchets soit répercuté dans le nouveau coût de production. Le coût annuel des billettes (*hammade*) est également indiqué à la page 10 (portant le numéro 2) de la pièce n° 10.

19. La balance figurant à la page 8 (portant le numéro 4) de la pièce n° 10 contient les coûts de main-d'œuvre inscrits en compte en décembre 1998 et le calcul du coût unitaire (division par la production mensuelle totale). La balance mensuelle reproduite à la page 9 (portant le numéro 3) de cette pièce détaille les coûts inscrits en compte et le calcul du coût unitaire de la main-d'œuvre déclaré en novembre 1998. Les registres font état d'un léger ajustement, qui correspond à un ajustement de fin d'exercice.

20. Le total des frais généraux annuels de l'unité de laminage est indiqué à la page 4 (portant le numéro 8) de cette pièce. Ce chiffre, ajusté pour tenir compte des frais de sous-traitance, correspond au total général des frais généraux indiqué dans la réponse de Habas pour la période de 12 mois visée. *Comparer* avec la pièce n° 4. Nous notons à cet égard que les frais généraux de fabrication tiennent compte de l'amortissement (*yili ayirlan amortisman*).

21. La société Habas a également fourni des données qui montrent que les coûts qu'elle a communiqués concordent avec le coût mensuel et annuel des produits vendus:

Coût des matières premières déclaré	27 584 102 609[1]
Compensation pour les déchets	214 338 288[2]
Main-d'œuvre directe	328 764 580[3]
Frais généraux	1 241 196 036[4]
Écritures de correction pour les frais généraux	456 383 862[5]
Coût de revient total	29 368 401 513
Coût de revient total selon le grand livre auxiliaire:	
	29 608 110 717[6]
Différence	239 709 204
Pourcentage	0,8%

22. La société Habas a rapproché le coût de revient des barres d'armature pour l'année, [XX], du coût des barres d'armature vendues pour l'année [XX], à la page 2 de la pièce n° 10. Ce chiffre a ensuite été rapproché du coût global des produits manufacturés vendus ([XX]) à la page 1 de cette pièce. Comparer avec la pièce n° 2, troisième page en partant de la fin, poste D.1 (coût des produits manufacturés [XX]) (différence de moins d'un demi pour cent apparemment dû aux ajustements effectués par le vérificateur).[7]

23. La société Habas a donc rapproché le total des coûts indiqué dans sa communication et ses états financiers et n'a constaté qu'une différence minime.

24. Il a par ailleurs été demandé à Habas de rapprocher les dotations aux amortissements déclarées de ses frais financiers. La société l'avait déjà fait en rapprochant les frais généraux déclarés (qui incluent les dotations aux amortissements) et le total des frais déclarés du coût annuel des produits vendus.

3. Diler

25. Il a aussi été demandé à la société Diler de rapprocher le coût des matières premières, le coût de la main-d'œuvre et les frais généraux qu'elle avait communiqués sur une base mensuelle de ses livres et registres internes et de ses états financiers.

[1] Voir la pièce n° 10, page 11. Comparer avec la pièce n° 4.
[2] Voir la pièce n° 10, page 11.
[3] Voir la pièce n° 4 et la pièce n° 10, page 8.
[4] Voir la pièce n° 4 et la pièce n° 10, page 4.
[5] Voir la pièce n° 10, pages 3 et 4.
[6] Voir la pièce n° 10, page 2, deuxième poste.
[7] La différence entre le montant figurant dans cet état des résultats et l'état vérifié semble être due en grande partie à des reclassements entre les frais d'administration et de commercialisation et frais de caractère général et le coût des produits vendus, puisque le bénéfice net est à peu près le même.

26. La société Diler a communiqué ses coûts de production mensuels dans la pièce n° 4 jointe à sa réponse du 15 septembre 1999. *Voir* la pièce n° 34A de la Turquie. Pour le mois de décembre 1998, elle a déclaré un coût des matières premières de [XX] livres turques par tonne, un coût de la main-d'œuvre de [XX] livres turques par tonne et des frais généraux de [XX] livres turques par tonne. Voir la pièce n° 4. Diler a deux sociétés affiliées qui produisent toutes deux des barres d'armature en Turquie, à savoir les sociétés Yazici Demir Celik et Diler Demir Celik (dénommées Yazici ou YDC et Diler ou DDC). La première page de la pièce n° 10 contient une feuille de travail sur laquelle Diler a indiqué la manière dont elle calculait la moyenne pondérée des coûts des matières directes, de la main-d'œuvre et de la ferraille entre les deux sociétés. Les pages suivantes de cette pièce ainsi que les autres pièces montrent que ces coûts concordent avec les livres et registres des sociétés.

27. La page 2 de cette même pièce contient un calcul interne des coûts de la société Yazici en décembre (*Aralik*), effectué dans le cadre d'opérations commerciales normales. Les coûts indiqués dans la partie gauche du tableau correspondent aux coûts totaux pour l'ensemble des unités de l'usine. *Malzeme* correspond aux matériaux, *Genel Uretim* aux frais généraux de fabrication, et *Iscilik* à la main-d'œuvre, comme il est indiqué sur la pièce présentée en anglais. Les coûts inscrits sous la rubrique *Celikhane* correspondent aux coûts de l'unité du four électrique à arc. Les coûts inscrits sous la rubrique *Haddehane* correspondent aux coûts de l'unité de laminage.

28. Le coût total des matériaux pour toutes les unités de l'usine s'élève à [XX] livres turques pour le mois de décembre. Ce coût total concorde avec le chiffre inscrit dans les livres internes de la société qui figure à la page 4 de la pièce (*Sark Cekislari* désigne les produits retirés du stock pour être utilisés).

29. Le coût total de la main-d'œuvre pour le mois visé est de [XX] livres turques. *Voir* la pièce n° 10, page 2. Ce coût apparaît dans la balance de la société figurant dans le journal auxiliaire, reproduite à la page 12 de la pièce. Les frais généraux sont indiqués dans la balance figurant dans le journal auxiliaire, reproduite à la page 13 de la pièce. Il convient de noter que ces frais incluent les dotations aux amortissements (*amortisman giderleri*).

30. Le terme *Haddehane* désigne l'unité de laminage. Le coût total des billettes (*kutuk*) utilisées par l'unité de laminage en décembre est de [XX] livres turques d'après la page 2 de la pièce où figurent les calculs internes des coûts mensuels. C'est ce même chiffre qui apparaît sous la rubrique du coût des matières dans la case correspondant à YDC (Yazici) à la première page de la pièce où figure le calcul des moyennes pondérées. La production totale de l'unité de laminage (*Uretim* kg) est de [XX] kilogrammes. Comparer avec la première page de la pièce. Comme il est indiqué à la première page de la pièce, le coût des matières premières est égal au coût des billettes utilisées dans la production moins le coût des déchets recyclés. Le coût total des déchets recyclés est égal à la somme des rognures (*ucbas*) ([XX]) et des barres défectueuses (*hadde bozu*) ([XX]), soit [XX]. Comparer avec les pages 1 et 2 de la pièce.

31. Le coût total de la main-d'œuvre pour l'unité de laminage (*Iscili*) est de [XX]. Le total des frais généraux de fabrication (*malzeme* plus *genel yo*) atteint [XX] livres turques ([XX] pour *malzeme* plus [XX] pour *genel yo*). Comparer avec la première page de la pièce. Il convient de noter à cet égard que les frais généraux de fabrication incluent les dotations aux amortissements.

32. Ainsi, la société Diler a rapproché les coûts totaux des matières premières, les coûts totaux de la main-d'œuvre et le total des frais généraux de fabrication de la balance du mois visé et a indiqué la manière dont les frais étaient répartis entre les différentes unités de l'usine en se fondant sur un registre établi chaque mois dans le cadre d'opérations commerciales normales.

33. Une étude similaire a ensuite été fournie pour Diler.

4. Icdas

34. Il a également été demandé à la société Icdas de rapprocher le coût des matériaux, le coût de la main-d'œuvre et les frais généraux qu'elle avait communiqués de ses livres et registres internes et de ses états financiers.

35. Icdas a communiqué ses coûts mensuels dans les Appendices 2 et 11 (partie 2) annexés à sa réponse du 15 septembre. *Voir* la pièce n° 39 de la Turquie. L'Appendice 2 indique les coûts mensuels exprimés en dollars par tonne; l'Appendice 11, partie 2, indique les coûts totaux exprimés en livres turques, le taux de change pour chaque mois et la quantité produite pendant le mois. Icdas a divisé le coût total exprimé en livres turques par la quantité produite pour obtenir le coût par tonne en livres turques, puis par le taux de change pour calculer le coût par tonne en dollars EU. Ainsi, en janvier 1998, le coût total de la ferraille était de [XX] livres turques et la production totale de billettes atteignait [XX] tonnes métriques. Le coût par tonne était de [XX] livres turques. Le taux de change pour le mois en question était de 212 830 livres turques pour un dollar. Le coût de la ferraille en dollars était donc de [XX] dollars par tonne. Comparer l'Appendice 11, partie 2, page 1, avec l'Appendice 11, partie 2, page 2 et l'Appendice 2, page 3.

36. Il convient de noter que Icdas a également deux sociétés affiliées produisant des barres d'armature - Icdas Celik Enerji Tersane ve Ulasim San. et Demir Sanayi Demir ve Celik Ticaret ve Sanayi A.S. -, des graphiques distincts concernant les coûts ont donc été fournis pour chacune d'entre elles. La première de ces sociétés sera ci-après dénommée Icdas et la deuxième Demir Sanayi.

37. Les coûts des matières premières [tous les postes marqués d'un seul * dans l'Appendice 11, partie 2, page 1) sont rapprochés des livres et registres de la société dans l'Appendice 11, partie 1. La première page de cet Appendice indique le coût moyen de la ferraille en livres turques/kg pour chaque mois. Le chiffre indiqué pour le mois de janvier, [XX]/kg, est le même que celui qui est calculé ci-dessus ([XX]) par tonne divisé par 1 000 kg par tonne). La première page mise à part, il est procédé dans cet Appendice à un rapprochement entre les quantités produites indiquées à la première page et les registres internes de contrôle de la production. Les chiffres entourés d'un cercle correspondent aux quantités mensuelles produites exprimées en kilogrammes.

38. La page suivante reproduit une feuille de travail où sont indiquées les consommations mensuelles d'électrodes et de ferro-alliages, ainsi que la valeur moyenne des stocks, pour chaque mois de l'année 1998. Le montant en livres turques par tonne concorde avec le chiffre indiqué à la page 1. Les pages suivantes reproduisent des registres établis dans le cadre d'opérations commerciales normales par le département de contrôle des stocks où la quantité et la valeur des retraits des stocks concernant ces produits sont consignées pour chacun des mois de la période visée par l'enquête. Les chiffres figurant dans ces tableaux concordent avec l'état récapitulatif mensuel décrit ci-dessus et les coûts indiqués dans la communication. Un rapport concernant d'autres matériaux et produits réfractaires est aussi fourni.

39. Sont ensuite joints des documents concernant les achats de ferraille. La page intitulée 1998/05/01 - 1998/05/31 Hurda Fiyat Ortalamasi est un document établi dans le cadre d'opérations commerciales normales qui indique la quantité et la valeur totales des différentes catégories de ferraille achetées en mai 1998 ainsi que la valeur unitaire des achats. Des renseignements similaires sont fournis pour les autres mois de l'année 1998. Il convient de noter que le coût de la ferraille retenu par Icdas pour le mois de mai, [XX] livres turques par kilogramme, est supérieur au coût moyen de la ferraille achetée pendant ce mois, parce que le coût indiqué est fondé sur le coût moyen de la ferraille retirée des stocks pour être utilisée dans le processus de fabrication pendant le mois. En mai, le coût de la ferraille achetée, exprimé en monnaie constante, était inférieur à la valeur moyenne de la ferraille stockée. Cela prouve, comme nous l'avons allégué tout au long de la procédure, que le

coût déclaré aurait été moindre si l'on avait utilisé un coût de remplacement au lieu du coût établi selon le système actuel de calcul des coûts de la société.

40. L'Appendice 6 contient de la documentation sur les achats de ferraille effectués par la société Icdas pendant la période visée par l'enquête, y compris une commande passée en mai et livrable en septembre-octobre indiquant un prix de la ferraille de [XX] dollars la tonne, plusieurs factures indiquant le même prix, une commande passée en novembre et livrable en novembre pour un prix de [XX] dollars la tonne, une facture du même montant, une commande passée en octobre et livrable en novembre 1998 pour un prix de [XX] dollars la tonne, et un certain nombre d'autres documents de même nature concernant des achats de ferraille effectués du mois d'août au mois de novembre.

41. La société Icdas a fourni un rapprochement entre le coût de la main-d'œuvre déclaré et ses livres et registres dans l'Appendice 8. Les chiffres figurant aux pages 2 et 3 de cet Appendice concordent avec le coût total de la main-d'œuvre relatif à l'unité de laminage pour les mois de février et de mars 1998. *Comparer* l'Appendice 8, pages 2 et 3, avec l'Appendice 11, partie 2, page 2. Ces chiffres correspondent à la section 1 (laminage). L'Appendice contient aussi des données mensuelles se rapportant à la section 2 (transport) et à la section 3 (fabrication d'acier). Le chiffre indiqué janvier dans la section 1 ([XX]) et celui qui correspond à janvier dans la section 3 ([XX]) semblent avoir été intervertis par inadvertance. La somme des montants indiqués pour le mois de février des sections 2 et 3 correspond au coût total de la main-d'œuvre utilisée dans l'unité du four électrique à arc qui est indiquée dans l'Appendice 11, partie 2, page 2 ([XX]); les chiffres pour janvier sont également comparables si l'on intervertit ceux de la section 1 et de la section 3.

42. L'Appendice 11, partie 2, page 6, contient la balance mensuelle du mois de janvier 1998 concernant les frais de financement (*kredi faizleri*). Le montant indiqué, [XX] livres turques, correspond au poste marqué d'un "A" à la première page de cet Appendice. La société a fourni des copies des balances mensuelles de 1998, montrant comment ces frais sont comptabilisés. Les recettes de financement (marqués d'un "B") à la première page de cet Appendice sont détaillés dans les pages suivantes (additionner les postes 642 et 646). La page intitulée "Other" (autres) indique les dépenses engagées en janvier pour l'électricité, le gaz naturel pour l'unité du four électrique à arc, l'oxygène, le gaz naturel pour l'unité de laminage, les autres frais généraux liés à la fonderie (poste A plus poste B plus poste C moins postes 5, 6, 7 = [XX]) et d'autres frais généraux liés à l'unité de laminage (poste D moins poste 8 = [XX]), telles qu'elles sont enregistrées dans la balance mensuelle.

43. Dans l'Appendice 4, la société Icdas a fourni ses grands livres des stocks au 31 décembre 1998. Dans l'Appendice 5, elle a rapproché ces grands livres des stocks de la balance. L'Appendice 10 contient un listage complet de toutes les ventes effectuées sur le marché intérieur et sur les marchés d'exportation et un rapprochement entre ces chiffres et l'état des résultats de la société Icdas.

5. IDC

44. Il a également été demandé à la société IDC de rapprocher le coût des matières premières, le coût de la main-d'œuvre et les frais généraux de ses livres et registres internes.

45. Dans la feuille de travail n° 2, annexée à sa réponse du 9 septembre 1999, la société IDC a rapproché les coûts qu'elle avait communiqués sur une base mensuelle des coûts annuels des produits vendus indiqués dans son état des résultats.[8] D'après l'état des résultats annexé à la réponse initiale d'IDC (et celui qui figure dans l'Appendice 1 - voir l'état détaillé en anglais), le coût total des produits

[8] Nous croyons savoir que ce document sera présenté à titre de pièce par l'Égypte en réponse à une question du Groupe spécial. Le conseil de la Turquie a obtenu ce document auprès de la société le 11 mars 2002.

vendus atteignait [XX] livres turques en 1998. Il s'agit du chiffre indiqué dans le coin inférieur droit de la feuille de travail n° 2.

46. La feuille de travail n° 2 indique à la fois les coûts des matériaux, le coût de la main-d'œuvre et les frais généraux de fabrication bruts liés aux produits vendus chaque mois et les coûts unitaires, après division par le nombre d'unités vendues. Le coût total des matériaux indiqué pour janvier sur la feuille de travail n° 2, [XX], divisé par la production totale de barres d'armature, [XX], aboutit au coût des matériaux déclarés de [XX] livres turques par tonne. Il s'agit du montant que la société Icdas a communiqué pour le coût des matériaux dans sa réponse initiale. Le coût de la main-d'œuvre et les frais généraux de fabrication par tonne ont été calculés de la même manière. Le montant obtenu en additionnant les coûts des matières premières, le coût de la main-d'œuvre et les frais généraux de fabrication indiqués pour chacun des mois de l'année civile est [XX]. *Voir* la feuille de travail n° 2, au bas de la page. Ce montant représente le coût des barres d'armature vendues pendant l'année.

47. Ce chiffre doit être ajusté pour obtenir le coût des produits vendus indiqué dans les états financiers. Premièrement, il convient d'ajouter le coût des produits fabriqués par IDC autres que les barres d'armature. Il faut également ajouter les dotations aux amortissements pour la fonderie et l'unité de laminage, les coûts des services et les coûts des produits commerciaux achetés et revendus. *Voir* la feuille de travail n° 2, à droite. La feuille de travail n° 5 indique la manière dont les dotations aux amortissements devraient être imputées aux produits. Les coûts des services, les coûts des produits autres que les barres d'armature et le coût des produits commerciaux achetés et vendus ne correspondent pas à des coûts de production de la marchandise visée et ont donc été exclus à raison des coûts communiqués. Le coût des autres produits comprend le coût des barres rondes non déformées.

48. La page 2 de la feuille de travail n° 2 contient la balance détaillée au 31 décembre 1998. Ce document confirme le montant des éléments de rapprochement. Il indique le coût total des ventes de services au poste 62200, le coût total des autres ventes (pièces détachées) au poste 62300 et le coût total des ventes de barres au poste 62001, coûts qui figuraient dans la feuille de travail n° 2. Le coût total des ventes de barres, [XX] livres turques (poste 620), ajouté à un élément d'ajustement (poste 621), est égal au coût des barres d'armature, au coût des autres produits et au coût de l'amortissement indiqués dans le tableau 2. La société IDC a donc montré qu'elle avait inclus tous les éléments du coût des produits vendus figurant dans son état des résultats, à l'exception des éléments d'ajustement, dans les coûts de production qu'elle avait communiqués aux autorités chargées d'enquête. De plus, comme il a été relevé, hormis les dotations aux amortissements, qui ont été quantifiées et indiquées séparément dans la réponse faite par IDC le 15 septembre 1999, aucun de ces éléments d'ajustement n'aurait dû être inclus dans le coût correspondant à la société IDC.

49. La feuille de travail n° 3 contient un rapprochement entre le coût de la main-d'œuvre déclaré et les registres. Il y est indiqué que le coût total de la main-d'œuvre utilisée dans la fonderie en janvier était de [XX] livres turques et que le coût total de la main-d'œuvre utilisée dans l'unité de laminage était de [XX] livres turques. Le coût de la main-d'œuvre par tonne de barres d'armature est de [XX], montant calculé en divisant le coût total de la main-d'œuvre par la production totale. Il s'agit du coût de la main-d'œuvre entrant dans le coût de fabrication du mois. Comme la société IDC a communiqué le coût moyen de la main-d'œuvre inclus dans le coût des produits vendus, il était nécessaire de procéder à certains ajustements.

50. Le coût de la main-d'œuvre par tonne de matériaux stockés était de [XX] livres turques par tonne. La moyenne a été faite entre le coût de la main-d'œuvre par tonne de produits fabriqués et vendus en janvier, tel qu'il est calculé ci-dessus ([XX] livres turques par tonne), et le coût de la main-d'œuvre par tonne de produits provenant du stock vendus pendant le même mois pour obtenir une moyenne pondérée du coût de la main-d'œuvre par tonne de produits vendus de [XX] livres turques. Ce montant, multiplié par la quantité vendue pendant le mois, permet d'obtenir le coût total

de la main-d'œuvre entrant dans le coût des produits vendus pour le mois en question, soit [XX] livres turques. Comparer avec la feuille de travail n° 2, première page. Des feuilles de travail similaires sont fournies pour les mois de décembre, août, septembre et octobre. Le document contient ensuite des extraits de la balance détaillée où chacune des écritures passées dans les feuilles de travail est enregistrée. Par exemple, le premier chiffre inscrit dans la feuille de travail de janvier relative au coût de la main-d'œuvre sous la rubrique 72101100, [XX] livres turques, est le premier élément indiqué sur l'extrait de la balance détaillée de janvier. Ainsi, la société IDC a retracé les coûts de la main-d'œuvre en remontant de sa balance détaillée à une feuille de travail, puis aux chiffres indiqués dans sa réponse, et de là, au coût des produits vendus indiqués dans l'état des résultats.

51. Un exercice similaire est présenté dans la feuille de travail n° 4 pour les frais généraux de fabrication. La démarche est exactement la même.

52. La feuille de travail n° 5 concerne le calcul de l'amortissement unitaire. Comme celui-ci est fondé sur le montant total de l'amortissement à la fin de l'exercice, divisé par la production totale, il s'agit d'un montant fixe qui devrait être ajouté au coût de production chaque mois. On trouve dans les pages suivantes un rapprochement entre les montants figurant sur la feuille de travail et le grand livre auxiliaire (*muavin defter*).

53. La feuille de travail n° 1 contient un rapprochement entre les registres de variation des stocks et les registres internes des stocks. La ferraille, les billettes et les barres d'armature font l'objet de tableaux distincts. Les chiffres correspondant à la variation des stocks de ferraille sont rattachés au registre des stocks. Ainsi, le solde initial pour la ferraille au 1er janvier 1998, [XX] livres turques, est rattaché au premier chiffre figurant sur la page intitulée *ILK MADDE VE MALZEME STOKLARI* (registre des stocks). Un rapprochement analogue est fourni pour les billettes et les barres d'armature.

54. La partie 1 de l'Appendice 4 contient une importante documentation sur les factures d'achat et les livres des paiements concernant les ferro-alliages et la ferraille. Par exemple, dans la section concernant les achats de ferraille pour octobre, IDC a fourni un livre des paiements répertoriant chaque paiement effectué pour des achats de ferraille en octobre 1998. Elle a codé ce livre au moyen de chiffres pour relier les données aux factures d'achat de ferraille payées pendant le mois. Le premier groupe de factures provient de fournisseurs nationaux; la quantité (*miktari*), le prix unitaire (*fiyati*) et le montant total de la facture (*tutar*) sont indiqués. Les factures du deuxième groupe concernent des produits importés et sont toutes en anglais; elles indiquent des prix libellés en dollars, allant de [XX] à [XX] dollars par tonne. Une documentation complète est fournie pour quatre mois. Les factures et les livres des paiements concernant d'autres matériaux et éléments des frais généraux de fabrication sont fournis dans la partie 2 de l'Appendice 4.

55. La société IDC a fourni un grand livre répertoriant toutes les ventes dans l'Appendice 6 et a rapproché ce document de ses livres internes et états financiers dans l'Appendice 7.

Question n° 2

La Turquie pourrait-elle présenter ses observations sur la question du fondement juridique d'une allégation de violation de l'article 17.6 i) formulée par un Membre, compte tenu du fait que l'article 17.6 i) semble établir le critère d'examen que le Groupe spécial doit suivre pour examiner les mesures en cause dans un différend. Autrement dit, une partie à un différend peut-elle introduire une allégation juridique indiquant que les autorités chargées de l'enquête ont violé cette disposition? Dans l'affirmative, quel serait le fondement juridique d'une telle allégation?

Réponse

56. Cette question est abordée aux pages 12 et 13 de la Déclaration orale faite par la Turquie à la deuxième réunion de fond, 25 février 2002. Nous développons cette réponse ci-après.

57. Comme l'Organe d'appel l'a confirmé dans l'affaire des *Produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, l'article 17.6 i) impose une obligation aux autorités chargées de l'enquête concernant l'établissement et l'évaluation des faits dans une procédure antidumping - leur établissement des faits dans le cadre d'une procédure antidumping doit être "correct" et leur "évaluation" des faits doit être "impartiale et objective".[9] En l'espèce, la Turquie allègue que l'"établissement des faits" par les autorités chargées de l'enquête était incorrect et que leur "évaluation de ces faits" n'était ni impartiale ni objective. Il ne ressort pas clairement des dispositions de l'Accord que la Turquie doit alléguer une violation d'une autre obligation de fond découlant de l'Accord pour formuler cette allégation. La Turquie pense qu'il y a violation de l'Accord si, pour parvenir à une détermination finale sur une question, les autorités chargées de l'enquête procèdent à un établissement des faits incorrect ou si leur évaluation des faits ne satisfait pas aux critères d'objectivité et d'absence de partialité.

58. Néanmoins, dans la mesure où le Groupe spécial considère qu'il ne peut examiner une violation de l'article 17.6 i) que dans le cadre d'une autre allégation portant sur le fond, nous faisons remarquer que dans la section II.D de la reformulation de nos allégations, où l'article 17.6 i) est invoqué, nous avons formulé l'allégation selon laquelle la décision de l'Égypte d'appliquer des "données de fait disponibles" constituait une violation à la fois de l'article 6.8 et de l'article 17.6 i) de l'Accord parce qu'elle était fondée sur une détermination des faits incorrecte et sur une évaluation des faits qui n'était ni impartiale ni objective. Aussi, dans la mesure où le Groupe spécial estime que l'article 17.6 i) ne fait qu'établir un critère en vue de l'examen par un groupe spécial d'autres violations concernant des obligations de fond, nous invitons le Groupe spécial à examiner cette allégation en relation avec notre allégation de violation de l'article 6.8.

Question n° 3

La Turquie affirme que toutes les données concernant le prix de la ferraille communiquées par Icdas ont été "vérifiées" (réponse du 7 décembre 2001 aux questions posées par le Groupe spécial, Appendice, section G, page 34). Pourrait-elle préciser ce qu'il faut entendre par le terme "vérifiées" utilisé dans ce contexte?

Réponse

59. La société Icdas a vérifié les prix de la ferraille en ce sens qu'elle a fourni des factures et d'autres documents internes établissant que les prix de la ferraille qu'elle avait communiqués étaient fondés sur des achats réels de ferraille effectués pendant le mois en question. Cette documentation était jointe à la réponse donnée par Icdas à la lettre/questionnaire du 19 août 1999. (Voir la réponse à la question n° 1 ci-dessus)

Question n° 4

À la page 58 de la première communication écrite de la Turquie, il est dit que la société Icdas a demandé "une audition immédiatement après avoir pu examiner le rapport sur les faits essentiels et les conclusions", et la pièce n° 26 de la Turquie est citée en référence. Il semble

[9] *États-Unis - Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/AB/R, 24 juillet 2001, paragraphes 55 et 56.

toutefois que la pièce citée en référence ne fasse pas mention d'une telle demande. La Turquie pourrait-elle donner des explications?

Réponse

60. Il semble que la société Icdas n'a en fait pas présenté une telle demande lorsqu'elle a formulé ses observations sur le rapport sur les faits essentiels et les conclusions. Nous prions le Groupe spécial de nous excuser de cette erreur.

Question n° 5

Dans sa réponse du 7 décembre 2001 à la question n° 2.3 du Groupe spécial, la Turquie n'a pas indiqué si elle retirait ses allégations de violation des articles 2.2.1.1, 2.2.2 et 6.8 formulées dans le cadre de l'allégation présentée au paragraphe 11 de sa demande d'établissement d'un groupe spécial. La Turquie pourrait-elle préciser si ces allégations sont maintenues?

Réponse

61. La Turquie n'a pas retiré ses allégations de violation des articles 2.2.1.1, 2.2.2 ou 6.8 formulées dans le cadre du paragraphe 11 de sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Ces allégations sont énoncées dans les sections II.F.2, II.F.3 et II.D de la reformulation de nos allégations. *Voir* la réponse de la Turquie aux questions posées par le Groupe spécial, 7 décembre 2001, Appendice - Reformulation des allégations en réponse à la question n° 1.

62. Comme nous l'avons déjà indiqué, nous ne verrions pas d'objection à ce que le Groupe spécial constate que les allégations que nous avons présentées dans la section II.F.2 ne présentent plus d'intérêt s'il considérait que l'Égypte n'avait aucune raison de recourir aux "données de fait disponibles" et s'il concluait en conséquence qu'il était nécessaire de procéder à une nouvelle détermination. *Voir États-Unis - Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de tubes et tuyaux de qualité carbone soudés, de section circulaire, en provenance de Corée*, (WT/DS202/AB/R (4 février 2001), paragraphe 199).

63. Les allégations que nous avons formulées à la section II.F.2 visaient à répondre et à s'opposer à tout contre-argument de l'Égypte tendant à montrer que sa détermination de la valeur normale était correcte, même si elle n'avait aucune raison d'appliquer des "données de fait disponibles". Dans la mesure où la position de l'Égypte peut être interprétée comme présentant ce contre-argument, nous maintenons l'allégation que nous avons formulée à la section II.F.2.

Question n° 6

La Turquie fait valoir que les autorités chargées de l'enquête "ont refusé" d'ajuster la valeur normale construite pour tenir compte des frais de crédit. Elle indique que cet ajustement avait été demandé par des "sociétés interrogées" au cours de l'enquête. La Turquie pourrait-elle indiquer où ces demandes et les données pertinentes figurent dans le dossier? Comment la Turquie interprète-t-elle la disposition de l'article 2.4 prévoyant qu'il doit être dûment tenu compte dans chaque cas "selon ses particularités" des différences affectant la comparabilité des prix, à la fois dans le contexte de l'article 2.4 lui-même et dans le contexte d'un examen mené par un groupe spécial au titre de l'article 17.6 i)?

Réponse

64. Cette allégation a été formulée dans les réponses initiales et dans les documents originaux contenant les listages des ventes. *Voir* la pièce n° 42 de la Turquie.[10]

65. Nous notons par ailleurs que le rapport de vérification concernant la société Icdas indique ce qui suit:

> "Frais de crédit
>
> Le règlement des créanciers sur ventes en Turquie peut intervenir après la date de la facture. [XX]. L'intervalle entre la date de règlement et la date effective du paiement a été établi à partir du grand livre des comptes clients. Le délai moyen de recouvrement des créances par tonne a été calculé et un ajustement a été fait. Le taux d'intérêt utilisé a été établi à partir des registres de la société relatifs aux prêts à court terme."

66. *Voir* la pièce n° 4 de la Turquie, page 6. Les "frais de crédit" pour chaque vente sont indiqués à la deuxième page du calcul de la marge de dumping annexé au rapport de vérification. *Voir* la pièce n° 4 de la Turquie, ICDAS DUMPING CALCULATION (CALCUL DE LA MARGE DE DUMPING POUR ICDAS) (colonne Y).

67. Une déclaration et un calcul similaires figurent dans le rapport concernant la société IDC (pièce n° 5 de la Turquie, paragraphe 4.3 "*Adjustments to Normal Value*" (Ajustements aux fins de la valeur normale) et calcul de la marge du dumping, page 1, "*Cost of Credit*" (Frais de crédit)), le rapport relatif à la société Diler (pièce n° 6 de la Turquie, page 7, "*Cost of Credit*" et calcul de la marge de dumping, page 2, "*Cost of Credit*"), le rapport relatif à la société Colakoglu (pièce n° 7 de la Turquie, page 6, et calcul de la marge de dumping, page 2, "*Cost of Credit*") et le rapport relatif à la société Habas (pièce n° 8 de la Turquie, page 7, "*Cost of Credit*" et calcul de la marge de dumping, page 4, "*Cost of Credit*). Ainsi, dans chaque cas, les calculs des frais de crédit imputés ont été vérifiés et considérés comme exacts par les autorités chargées de l'enquête, y compris pour ce qui concerne le délai entre l'expédition et le paiement et le taux d'intérêt utilisé pour calculer l'ajustement.

68. La Turquie pense que, dans ce contexte, l'expression "selon ses particularités" signifie selon que les faits étayant l'allégation sont ou non vérifiés et selon qu'un ajustement est nécessaire aux fins de la comparabilité des prix. Il ressort des rapports de vérification que chacun des faits principaux allégués par les sociétés interrogées ont été vérifiés, y compris le délai entre l'émission de la facture et son paiement et le taux d'intérêt applicable. De toute évidence, lorsque les conditions de paiement à l'exportation et sur le marché intérieur sont différentes, ou lorsque les taux d'intérêt applicables aux ventes en monnaie nationale et en devises sont différents, comme c'est le cas en l'espèce, il convient de procéder à un ajustement tenant compte des différents délais de paiement afin d'assurer la comparabilité des prix. En conséquence, les sociétés interrogées ont droit à cet ajustement compte tenu à la fois de l'obligation expresse faite dans l'Accord antidumping et des faits de la cause en l'espèce.

Question n° 7

Dans l'Appendice joint à ses réponses du 7 décembre 2001 aux questions du Groupe spécial, la Turquie ne mentionne aucune allégation formulée au titre de l'article 6.1 parmi les

[10] *Voir aussi* la pièce n° 25 de la Turquie, pages 14 à 16 (Lettre du Cabinet de M[e] David Simon, 13 août 1999, s'opposant à la décision provisoire de ne pas ajuster la valeur normale pour tenir compte des frais de crédit encourus).

allégations relatives au dumping. La Turquie pourrait-elle préciser si cette allégation est maintenue? Dans l'affirmative, pourrait-elle indiquer les arguments qu'elle a développés dans les communications et déclarations présentées au Groupe spécial à l'appui de cette allégation?

Réponse

69. La Turquie a invoqué l'article 6.1 dans la section II.B de sa première communication écrite à l'appui de ses allégations de violation d'autres dispositions de l'Accord formulées au sujet de la demande d'un grand nombre de renseignements complémentaires sur les coûts qui avait été présentée à un stade avancé de la procédure. Elle n'a toutefois pas allégué dans ladite communication ni dans la reformulation de ses allégations, que cet article avait précisément été violé en l'espèce et elle ne maintient pas cette allégation.

70. Nous notons, comme l'a fait l'Union européenne, que la Turquie aurait pu invoquer cette disposition à l'appui des allégations qu'elle a formulées dans la section II.B.

Question n° 8

Dans les annexes de ses pièces n° 34A à C, la Turquie a joint toute une série de tableaux précédée d'une page de couverture intitulée "*[company] databases*" (base de données [des sociétés]). La Turquie pourrait-elle indiquer si ces tableaux faisaient partie des communications du 15 septembre des sociétés Habas, Diler et Colakoglu? Pourrait-elle également indiquer à quoi ces tableaux correspondent, s'ils font partie du dossier de l'enquête et ce qu'ils sont censés montrer?

Réponse

71. Ces documents sont les bases de données communiquées dans la réponse au questionnaire initial adressé aux fabricants étrangers (vente totale de barres d'armature en acier - Appendice 1; ventes sur le marché intérieur - Appendice 2; structure des prix de vente - Appendice 3 etc.), telles qu'elles ont été révisées le 11 juin 1999 (voir la première communication écrite, section II.A.9) et au moment de la vérification. *Comparer* au questionnaire adressé aux fabricants, pièce n° 3 de la Turquie, Appendices 1 à 9.[11] Les bases de données révisées ont été communiquées à l'équipe égyptienne chargée de la vérification pendant le processus de vérification, accompagnées des encadrés joints aux tableaux qui donnaient des explications sur la manière dont les données étaient organisées.

72. D'après le dossier présenté par les sociétés turques interrogées aux autorités chargées de l'enquête, qui nous ont été transmis par le cabinet de M^{e} David Simon, ces documents ont également

[11] Plus précisément, dans le cas de la société Colakoglu, le premier tableau (Appendice A) indique la valeur et le volume des ventes pendant la période visée par l'enquête. Le deuxième tableau (Appendice 2) contient une liste des opérations de vente sur le marché intérieur réalisées au même moment, et pour les mêmes produits et types de produit, que les ventes en Égypte pendant la période visée par l'enquête, ainsi que des prix pratiqués pour les différentes opérations et des renseignements sur l'ajustement des prix. La colonne intitulée "intérêt" correspond à l'ajustement effectué pour tenir compte des frais de crédit imputés. Le troisième tableau (Appendice 3) contient une liste des prix intérieurs et des variations de prix pendant la période visée par l'enquête pour des produits également vendus en Égypte. Le quatrième tableau (Appendice 3B) indique la structure des prix de vente sur le marché intérieur. Le cinquième tableau (Appendice 4) contient une liste des ventes faites à l'Égypte pendant la période visée par l'enquête, ainsi que des renseignements sur l'ajustement des prix. Le sixième tableau (Appendice 5) indique la structure des prix de vente pour les ventes à l'exportation vers l'Égypte. Le septième tableau (Appendice 9A) indique les coûts de production des sociétés interrogées correspondant aux ventes intérieures. Le huitième tableau (Appendice 9B) indique les coûts de production des sociétés interrogées correspondant aux ventes à l'Égypte; et le dernier tableau présente l'état des résultats.

été joints à la réponse faite par les sociétés le 15 septembre 1999. M[e] Simon a toutefois indiqué qu'il n'avait aucun souvenir précis en la matière et nous n'avons donc pas été en mesure de confirmer indépendamment ce fait. M[e] Simon a néanmoins confirmé que ces données avaient été communiquées aux autorités chargées de l'enquête sous la même forme exactement que dans les pièces n° 34 A à C de la Turquie au cours de la vérification.

Question n° 9

L'une des sociétés turques interrogées a-t-elle communiqué aux autorités chargées de l'enquête des documents indiquant la manière dont l'inflation devait être prise en compte conformément aux principes comptables généralement acceptés de la Turquie? Dans l'affirmative, l'un de ces documents étayait-t-il la thèse selon laquelle la non-application de la norme 29 était conforme aux principes comptables généralement acceptés de la Turquie? Veuillez fournir des explications et indiquer où ces documents pertinents figurent dans le dossier. Veuillez fournir des copies de ces documents si cela n'a pas déjà été fait.

Réponse

73. Nous notons pour commencer que les autorités chargées de l'enquête n'ont jamais posé de questions aux sociétés interrogées au sujet de la non-application de la norme ISA 29 et par conséquent, les sociétés n'ont jamais abordé ce point dans leur réponse.

74. Pour revenir à la question de portée plus générale, la société IDC a expliqué dans sa réponse du 9 septembre 1999 (pièce n° 29 de la Turquie) ce qui suit:

> "La société Izmir Demir Celik Sanayi A.S. est convenue (*sic*) que la Turquie connaît une forte inflation pendant la période visée par l'enquête, mais elle s'inscrit en faux contre la déclaration selon laquelle "les coûts communiqués ne tiennent pas compte de l'inflation existante". Étant donné que dans notre système comptable tous les coûts sont déjà indexés et il n'est pas nécessaire de procéder à de nouvelles indexations pour tenir compte de l'inflation (*sic*).
>
> Coût des matériaux; ces coûts n'ont pas été indexés sur l'inflation parce qu'ils correspondent au coût d'achat des matériaux utilisés dans le processus de production. L'achat de matériaux importés représente environ 75 pour cent du coût de revient total des barres en acier déformées et les coûts en "monnaies étrangères" sont convertis en "livres turques" au taux de change courant de la Banque centrale de Turquie, lequel tient déjà compte du taux d'inflation.
>
> Coût de la main-d'œuvre et frais généraux; ces coûts dépendent de la production et non des ventes. Un accroissement de la production se traduit par une baisse du coût de la main-d'œuvre par tonne, une augmentation des frais généraux de fabrication par tonne …
>
> Les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général qui vous ont été communiqués étaient fondés sur les frais fixes entrant dans le total des frais de ce type… En conséquence, le total annuel des frais fixes d'administration et de commercialisation et des frais fixes de caractère général a été divisé par le total annuel de la quantité de produits exportés avant de vous être communiqués. Il n'était pas nécessaire de procéder à un ajustement pour tenir compte de l'inflation parce que la part fixe des frais d'administration et de commercialisation et des frais de caractère général tenait déjà compte des effets de l'inflation, comme des hausses de salaires, etc. "

75. La société IDC explique dans ce passage que la livre turque se déprécie par rapport aux monnaies étrangères stables à un taux voisin de l'inflation enregistrée en Turquie afin de maintenir au même niveau la parité de pouvoir d'achat entre les monnaies. Ces dépréciations sont hebdomadaires et même souvent journalières. En conséquence, des matières premières qui coûtent 100 dollars en janvier vaudront 10 000 livres turques ce même mois (au taux de 100 livres turques par dollar) et 15 000 livres turques en décembre (au taux de 150 livres turques par dollar), ce qui correspond à un taux annuel d'inflation/dépréciation de 50 pour cent. En outre, comme les coûts de main-d'œuvre sont ajustés pour tenir compte de l'inflation une fois par an et que les effectifs de la main-d'œuvre ne varient pas en fonction des quantités produites, le coût de la main-d'œuvre est essentiellement un coût fixe et tient déjà compte de l'inflation enregistrée dans le pays - il tient assurément compte de ce qui est réellement payé en salaires et prestations chaque mois. Les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général ont été calculés par la société IDC sur une base annuelle (tenant compte de l'inflation totale enregistrée sur l'ensemble de l'année) et ont été divisés par la quantité totale produite.

76. La société Icdas a donné des explications similaires dans sa réponse à la lettre du 19 août 1999. *Voir* la pièce n° 28 de la Turquie (analyse des coûts des matériaux, du coût de la main-d'œuvre et des frais généraux). Les sociétés Habas et Diler ont donné des explications similaires dans leur réponse du 15 septembre 1999. *Voir* la pièce n° 21 de la Turquie.

77. Dans les états financiers vérifiés d'Habas, il est indiqué que la société tient ses livres de comptes et prépare ses états financiers prescrits par la loi conformément aux méthodes comptables dictées par la législation fiscale et le Code du commerce turcs. *Voir* la pièce n° 34C de la Turquie, note 2.1. De plus, les "transactions en monnaies étrangères effectuées pendant l'année ont été converties aux taux en vigueur aux dates des transactions". *Id*., note 2.7. Enfin, les notes relatives aux états financiers indiquent, sous la rubrique "comptabilité des effets de l'inflation", ce qui suit:

> "La norme ISA 29, qui traite des effets de l'inflation sur les états financiers, est entrée pour la première fois en application pour les états financiers concernant des périodes postérieures au 1er janvier 1990. Cette norme prévoit que les états financiers établis conformément aux normes internationales d'audit doivent être présentés dans l'unité de mesure qui était courante à la date du bilan et que les chiffres correspondants pour les périodes antérieures doivent être retraités afin d'être exprimés dans les mêmes termes.***
>
> Le Groupe n'a pas fait apparaître les résultats obtenus avec cette norme dans les états financiers joints car le retraitement des états financiers dans l'unité de mesure qui était courante à la date du bilan par l'application d'un indice général des prix n'est ni envisagé ni exigé par les règles commerciales ou la législation fiscale en vigueur en Turquie, sauf en ce qui concerne la réévaluation des actifs fixes dont il est question dans la note 2.4 ci-dessus. Comme il n'existe actuellement aucun consensus en Turquie quant à l'application de la norme ISA 29, la direction du Groupe pense que le retraitement prescrit serait, pour l'instant et jusqu'à ce qu'un consensus se dégage, source de confusion et inapproprié, notamment parce qu'il empêcherait de faire des comparaisons avec les états financiers d'autres sociétés ou groupes en Turquie."

Id., note 2.10.

78. Les états financiers de la société Colakoglu sont présentés en dollars. Voir la pièce n° 7.6 de l'Égypte; la pièce n° 34B de la Turquie à l'Appendice 1. Dans sa lettre d'appréciation, le vérificateur a noté ce qui suit: "Les dispositions de la norme internationale d'audit n° 29 qui traite de la communication de l'information financière dans les économies hyperinflationnistes ("ISA 29") … n'ont pas été appliquées car nous pensons qu'elles ne sont pas applicables aux états financiers

présentés dans une monnaie stable. Les effets de l'inflation sur les états financiers ont été pris en compte, le dollar EU (une monnaie stable) ayant été choisi comme monnaie de présentation et les opérations et bilans libellés en livres turques ayant été exprimés en dollars EU". *Voir* la pièce n° 34-B de la Turquie, Appendice 1, lettre d'appréciation du vérificateur, page 2.

Question n° 10

Au sujet de l'allégation de la Turquie selon laquelle l'ajustement pour les intérêts créditeurs était lié à la production de sorte qu'il aurait dû être accepté comme un élément du coût de production des marchandises visées, l'une des sociétés turques interrogées a-t-elle donné des explications aux autorités chargées de l'enquête, détaillées ou autres, et/ou fourni des éléments de preuve, sur la nature exacte de l'ajustement ou des ajustements considérés, sur la manière dont ils étaient calculés et sur leur lien avec la production des marchandises visées? Dans l'affirmative, veuillez indiquer où ces communications figurent dans le dossier et fournir des copies des documents pertinents.

Réponse

79. Les autorités chargées de l'enquête n'ont pas demandé de renseignements particuliers sur la nature des intérêts créditeurs en question. Si elles avaient des doutes sur la validité de l'ajustement en cause, c'était à elles de demander des renseignements complémentaires. Elles ne peuvent pas justifier le refus d'un ajustement par le fait que des précisions ou des pièces justificatives qu'elles n'ont pas demandées n'ont pas été fournies. Nous notons que les autorités chargées de l'enquête n'ont jamais mentionné d'éléments de preuve indiquant que les intérêts créditeurs n'étaient pas liés à la production et que l'Égypte n'a jamais présenté de tels éléments de preuve au Groupe spécial.

80. Dans sa réponse initiale (page 14), la société Diler a noté ce qui suit: "les intérêts débiteurs sont présentés sur une base consolidée (intérêts débiteurs du groupe compensés par les intérêts créditeurs du groupe) comme c'est l'usage dans les enquêtes antidumping, en raison du caractère fongible de la monnaie". Voir la pièce n° 42 de la Turquie. Une rubrique distincte figure à l'Appendice 9A - Coût (livres turques par tonne métrique) (produits nationaux) - correspondant aux intérêts débiteurs (recettes). *Id*. Cette rubrique indique un chiffre négatif, qui correspond aux intérêts créditeurs nets. D'après les états financiers vérifiés de la société Diler (note 21), reproduits dans la pièce n° 1 annexée à la pièce n° 34-A de la Turquie, la majorité des intérêts créditeurs dégagés par la société Diler étaient des "intérêts bancaires (comptes JJ et TL)" - qui correspondaient tous à des comptes de fonds de roulement à court terme.

81. Dans la lettre conjointe accompagnant les réponses des sociétés Colakoglu, Diler et Habas, datée du 15 septembre 1999, il est indiqué ce qui suit:

> "Quant à la question des intérêts débiteurs négatifs, le fait est que les intérêts créditeurs ont été supérieurs aux intérêts débiteurs. Les sociétés investissent régulièrement leur fonds de roulement dans des placements à très court terme, comme des prêts au jour le jour (JJ), qui offrent des intérêts peuvent aller jusqu'à 120 pour cent par an."
>
> *Voir* la pièce n° 34-A de la Turquie, page 2.

En outre,

> "S'agissant des intérêts débiteurs des sociétés interrogées, chacune d'entre elles a communiqué ses états financiers dans le fichier "mfr income stmt" figurant dans la pièce n° 2 jointe à la réponse au questionnaire (communications des bases de

> données). Il ressort clairement des états financiers, ainsi que des feuilles de travail jointes aux communications sur les coûts (Appendice 9A), que les intérêts créditeurs à court terme ont été supérieurs aux intérêts débiteurs totaux. Voilà pourquoi les intérêts débiteurs des sociétés interrogées aux fins du calcul du coût de production correspondent à chiffre négatif.
>
> Pour répondre au Département de la politique commerciale internationale qui demande pourquoi les sociétés interrogées déduisent les intérêts créditeurs à court terme des intérêts débiteurs entrant dans le coût de production, on peut tout simplement dire que dans tout calcul raisonnable du coût, les intérêts créditeurs sont déduits des intérêts débiteurs."
>
> *Id*., pages 7-8.

82. Comme dans le cas de Diler, la réponse initiale de la société Colakoglu contenait, à l'Appendice 9A - Coût de production -, une rubrique dans laquelle les intérêts créditeurs à court terme étaient considérés comme un élément d'ajustement du coût de production. *Voir* la pièce n° 42 de la Turquie. L'annexe 1 jointe à la réponse du 15 septembre contient les états financiers vérifiés par le cabinet Pricewaterhouse Coopers. L'état des résultats établit par Pricewaterhouse Coopers fait apparaître un bénéfice net pour 1998. Voir la pièce n° 34B de la Turquie.

83. Dans la réponse initiale de la société Habas, il est indiqué ce qui suit: "les intérêts débiteurs sont présentés sur une base consolidée (intérêts débiteurs du groupe compensés par les intérêts créditeurs du groupe)". L'Appendice 9A intitulé Coût (livres turques par tonne métrique) - marché intérieur indique un résultat net négatif pour les intérêts débiteurs; autrement dit les intérêts créditeurs ont été supérieurs aux intérêts débiteurs. *Voir* la pièce n° 42 de la Turquie. Ce résultat est confirmé par les états financiers de la société Habas, vérifiés par le cabinet Grant Thornton. *Voir* la pièce n° 34-C de la Turquie, annexe 1, état des résultats. D'après ces états financiers, les liquidités déposées par la société auprès des établissements bancaires s'élevaient à [XX] milliards de livres turques au 31 décembre 1998. *Voir id*., note 3. Comme il est indiqué plus haut, ces dépôts sont normalement porteurs d'intérêts pour éviter toute moins-value dans un pays aux prises avec une inflation élevée, ce qui correspond aux intérêts créditeurs.

84. À l'Appendice 9A de sa réponse initiale - Coût de fabrication et bénéfices pour les ventes intérieures -, la société IDC n'a inscrit aucun montant sous la rubrique frais de financement, ce qui signifie qu'elle n'avait aucun frais net après déduction des intérêts créditeurs. Voir la pièce n° 42 de la Turquie. Les états financiers joints à la réponse du 9 septembre 1999 d'IDC montrent que les intérêts créditeurs compensaient [XX] des intérêts débiteurs de la société.

Question n° 11

> **La Turquie pourrait-elle fournir les documents suivants:**
>
> - **annexes de la communication du 15 septembre 1999 présentée par la société Icdas (pièce n° 28 de la Turquie);**
>
> - **réponses des sociétés Icdas et IDC aux lettres du 23 septembre 1999 adressées par les autorités chargées de l'enquête.**

Réponse

85. *Voir* les pièces n° 39, 40 et 41 de la Turquie annexées à cette réponse. Veuillez noter que l'Appendice 9 joint à la réponse du 15 septembre 1999 de la société Icdas ne figure pas dans nos

dossiers. Les autorités chargées de l'enquête ont demandé une nouvelle copie de l'Appendice 9 le 23 septembre 1999 et nous pensons que cet Appendice a été enlevé du dossier lorsqu'une copie en a été faite pour être envoyée aux autorités chargées de l'enquête le 27 septembre 1999.

* * *

QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL À L'ÉGYPTE - RÉPONSES DE LA TURQUIE

86. La Turquie souhaiterait à présent présenter ses observations sur certaines des questions posées à l'Égypte.

Question n° 2

À la page 13 du rapport final, les autorités chargées de l'enquête mentionnent les données sur le prix de la ferraille fournies par une "autre société interrogée" et décrivent les tendances dégagées par ces renseignements. Dans la réponse qu'elle a donnée oralement à cette question à la réunion tenue le 26 février 2002 avec le Groupe spécial, l'Égypte a précisé que la "société interrogée" en question était Alexandria National. L'Égypte pourrait-elle le confirmer et fournir les données susmentionnées concernant le prix de la ferraille ainsi que des copies des pièces justificatives dont ces données ont été tirées?

Réponse

87. L'Égypte a donné à cette question un début de réponse des plus surprenants lors de la deuxième réunion de fond. Elle a déclaré que la société Alexandria National était la source des données concernant la ferraille dont il était indiqué dans le rapport final qu'elles avaient été fournies par une "autre société interrogée". Cette réponse paraît douteuse compte tenu du contexte dans lequel cette affirmation est faite dans le rapport final.

88. Premièrement, comme le Président Palecka l'a noté, la société Alexandria National n'était pas une "des sociétés interrogées" dans la présente procédure, mais une société demanderesse d'une mesure corrective antidumping. Partout ailleurs dans le rapport final, lorsque les expressions "société interrogée" ou "sociétés interrogées" sont utilisées, elles renvoient aux producteurs et exportateurs turcs. Par exemple, à la section 1.5 du rapport, il est indiqué ce qui suit: "De nombreuses questions ont été soulevées en ce qui concerne l'exactitude des données sur les coûts et sur les ventes fournies par les sociétés interrogées lors de leur examen." À la section 1.6.3, il est dit ce qui suit: "Les autorités chargées de l'enquête ne partagent pas le point de vue des sociétés interrogées pour ce qui est des demandes de renseignements complémentaires." Lorsque le rapport final fait allusion aux producteurs nationaux, il les désigne invariablement par leur nom, par l'expression "la branche de production nationale" ou par l'expression "la branche de production égyptienne". *Voir* la pièce n° 16 de la Turquie.

89. L'expression en question et le contexte dans lequel elle est utilisée semblent aussi indiquer que la source de ces données sur la ferraille était l'une des sociétés turques interrogées:

> "Les sociétés Diler, Habas et Colakoglu allèguent qu'elles "ont prouvé de plusieurs manières différentes que la chute de ces prix mondiaux de la ferraille avait provoqué la baisse des coûts des sociétés interrogées exprimés en monnaie constante, baisse qui dans un pays aux prises avec l'hyperinflation se traduisait par une stabilité des coûts exprimés en en monnaie nationale malgré l'hyperinflation enregistrée au niveau macro-économique.***

> Les sociétés interrogées ont ensuite "présenté dans un tableau les données relatives aux prix des barres d'armature tirées des bases de données sur les ventes vérifiées de chaque société interrogée et fait ainsi apparaître une forte chute des prix des barres d'armature turques pendant l'année 1998". Elles allèguent donc que les prix des barres d'armature nationales ont chuté en Turquie en 1998. Elles concluent que cette baisse des prix est due à la baisse du prix de la ferraille.***
>
> Le Département conteste cette argumentation pour plusieurs raisons. Premièrement, comme les renseignements communiqués par les sociétés interrogées sur les prix mondiaux de la ferraille étaient exprimés sur une base annuelle (à la fin de l'année, les prix étaient moins élevés qu'au début de l'année), ils ne pouvaient être utilisés pour déterminer l'évolution des prix pendant la période visée par l'enquête (année civile 1998). Lorsque le Département a procédé à l'examen des *prix mensuels des barres d'armature nationales et de la ferraille achetée pendant la période visée (une autre société interrogée dans cette enquête a communiqué des prix mensuels de la ferraille*), les choses sont apparues sous un jour bien différent. Pendant les sept premiers mois de la période visée, ces prix sont restés assez constants, n'enregistrant pas de baisse notable. Au cours des trois mois suivants, les prix de la ferraille ont fortement diminué et lors des deux derniers mois, ils ont commencé à bien remonter. La forte baisse qui, selon ce que les sociétés interrogées donnaient à entendre, avait été soutenue tout au long de la période, n'avait en fait concerné que trois des 12 mois de la période visée par l'enquête, *malgré un taux d'inflation élevé tout au long de la période*. Le Département avait donc des raisons valables de s'inquiéter de savoir si les coûts nationaux tenaient pleinement compte de l'inflation."
>
> Pièce n° 16 de la Turquie, pages 12 et 13 (pas d'italique dans l'original).

90. Dans ce contexte, l'expression "prix des barres d'armature nationales et de la ferraille achetée" désigne clairement les prix des barres d'armature nationales en Turquie (par opposition aux prix à l'exportation vers l'Égypte) et les prix de la ferraille achetée pratiqués en Turquie. La Turquie est le marché à prendre en considération pour évaluer l'exactitude des renseignements communiqués par les sociétés interrogées sur les coûts. Il est fort improbable qu'un tel libellé aurait été utilisé si les prix des barres d'armature étaient fondés sur les prix pratiqués en Turquie et les prix de la ferraille correspondaient à ceux de l'Égypte. Les autorités chargées de l'enquête auraient alors dû s'expliquer sur ce point et dire en quoi l'utilisation des prix de la ferraille égyptiens avait un sens aux fins de la comparaison avec les prix des barres d'armature communiqués par les sociétés turques interrogées. En outre, la phrase - "La forte baisse qui, selon ce que les sociétés interrogées donnaient à entendre, avait été soutenue tout au long de la période, n'avait en fait concerné que trois des 12 mois de la période visée par l'enquête, *malgré un taux d'inflation élevé tout au long de la période*" - n'avait de sens que si les prix de la ferraille étaient communiqués par une société turque interrogée puisqu'il était expressément fait mention du taux d'inflation élevé enregistré par la Turquie pendant cette période.

91. Par ailleurs, les raisons pour lesquelles la société Alexandria National aurait fourni ces renseignements aux autorités chargées de l'enquête ne sont pas très claires. En règle générale, les données sur les coûts obtenus d'une branche de production nationale ne sont pas ventilées de manière aussi détaillée parce que ces renseignements ne sont pas nécessaires pour examiner si la branche de production nationale a subi un dommage important à cause des importations. En outre, l'analyse confidentielle du dommage communiquée par l'Égypte ne contient pas de données aussi détaillées sur les coûts.

92. Enfin, dans la question n° 10 qu'il a adressée à l'Égypte le 28 novembre 2001, le Groupe spécial a demandé à l'Égypte de lui fournir des "[r]enseignements sur les prix mensuels de la ferraille sur lesquels la détermination finale [était] fondée. Cette demande faisait de toute évidence référence à

la page 12 du rapport final. L'Égypte a manifestement compris que cette demande faisait référence à la page 12 du rapport final et ne se rapportait pas à toutes les données concernant la ferraille sur lesquelles la détermination finale de la valeur normale était fondée puisque dans sa réponse, elle a fourni les coûts de la ferraille pour trois seulement des cinq sociétés interrogées - à savoir Icdas, IDC, et Colakoglu. Colakoglu était l'une des sociétés dont les coûts étaient expressément mis en doute à la page 12 du rapport final; Icdas et IDC étaient les deux autres sociétés interrogées dont les coûts n'étaient pas expressément mis en doute dans cette section du rapport. En communiquant ces données, les autorités chargées de l'enquête ont tacitement admis qu'elles s'appuyaient soit sur les données fournies par la Société Icdas soit sur les données présentées par IDC pour mettre en doute les données montrant une baisse des prix de la ferraille communiqués par Colakoglu, Habas et Diler. Tous les coûts de la ferraille fournis dans cette pièce étaient en tout cas ceux des sociétés turques interrogées.

93. Dans le mémoire que nous avons présenté à titre de réfutation, nous avons noté que les données communiquées pour Icdas étayaient les allégations dans lesquelles nous contestions les constatations de fait figurant dans le rapport final et faisions observer que les autorités chargées de l'enquête semblaient ne pas avoir très bien compris l'interaction entre l'inflation, la dépréciation et les coûts exprimés en monnaie constante et en monnaie nominale. *Voir* le mémoire présenté à titre de réfutation par la Turquie, pages 68 et 69. En fait, nous avons pour la première fois formulé cette allégation dans notre première communication écrite. *Voir* la première communication écrite de la Turquie, section II.E.11. Avant de répondre à cette question du Groupe spécial à la deuxième réunion de fond, l'Égypte n'avait jamais dit que la Turquie avait tort de conclure que le rapport final faisait référence aux données sur la ferraille fournie par la société Icdas. Elle avait pourtant la possibilité de le faire à la fois dans le mémoire qu'elle avait présenté à titre de réfutation et dans ses réponses à la première série de questions du Groupe spécial.

Question n° 4

L'Égypte pourrait-elle désigner précisément parmi les données relatives à l'inflation figurant dans sa pièce n° 7.7 celles sur lesquelles elle s'est fondée pour conclure que le taux d'inflation mensuel moyen était de 5 pour cent en Turquie. À cet égard, le Groupe spécial note que cette pièce contient, entre autres, les données de l'Institut national de statistiques de la Turquie (communiquées par le gouvernement turc dans sa réponse du 15 octobre 1999 au rapport sur les faits essentiels et les conclusions (pièce n° 30 de la Turquie)) sur lesquelles le gouvernement turc s'est également appuyé pour indiquer que le taux d'inflation était bien moindre en 1998.

Réponse

94. Dans la réponse qu'elle a tenté d'apporter à cette question, l'Égypte indique qu'elle a fait une moyenne arithmétique de l'indice des prix de gros et de l'indice des prix de détail pour 1998. Nous notons que l'indice des prix de gros n'a augmenté que de 40,2 pour cent en 1998, ce qui équivaut à un taux d'inflation mensuel de 3,4 pour cent. En outre, dans leurs lettres du 19 août 1999, les autorités chargées de l'enquête ont mentionné des comparaisons entre les coûts correspondant à septembre, octobre et novembre (Icdas), à la période allant d'août à décembre (Diler), à avril et août (Colakoglu) et à novembre et décembre (Habas). *Voir* la pièce n° 11 de la Turquie. Le taux d'inflation était pourtant inférieur à 3 pour cent en moyenne pendant ces mois.

95. L'indice des prix à la consommation n'est pas pertinent pour la question dont les autorités chargées de l'enquête étaient saisies. Cet indice se rapporte à un panier de produits achetés par des particuliers et non à des achats de matières premières effectués par de grandes entreprises industrielles. Comme le gouvernement turc l'a allégué lors de l'enquête menée par les autorités égyptiennes, l'indice pertinent est l'indice des prix de gros.

Question n° 5

L'Égypte a demandé au Groupe spécial de rejeter un certain nombre d'allégations formulées par la Turquie au motif qu'elles n'entraient pas dans son mandat. Pour chaque allégation dont elle a demandé le rejet, l'Égypte pourrait-elle fournir l'analyse en deux parties évoquée par exemple dans l'affaire *CE - Linge de lit*, en ce qui concerne le prétendu manque de clarté de la demande d'établissement d'un groupe spécial et la preuve que ce manque de clarté a porté atteinte de quelque manière que ce soit à la capacité de l'Égypte de défendre ses intérêts en l'espèce.

Réponse

96. La Turquie note qu'elle souhaiterait avoir la possibilité de répondre à toute allégation formulée par l'Égypte à cet égard. Elle estime que sa demande d'établissement d'un groupe spécial contenait toutes les allégations qu'elle a soutenues devant le Groupe spécial. *Voir* par exemple la réponse de la Turquie aux questions posées par le Groupe spécial, 7 décembre 2001, pages 1 et 2; la déclaration de la Turquie à la deuxième réunion de fond, pages 12 et 14. En outre, l'Égypte s'est vue ménager des possibilités plus qu'adéquates de répondre à chacune de ces allégations et a de fait répondu à chacune d'entre elles. En conséquence, selon le critère énoncé dans l'affaire *CE - Linge de lit*, il n'a aucunement été porté atteinte à la capacité de l'Égypte de défendre ses intérêts.

Question n° 8

S'agissant de la société Icdas, à la page 6 du rapport final, les autorités chargées de l'enquête ont indiqué ce qui suit: "la société Icdas ... a fourni des données incomplètes et la plupart des données communiquées n'étaient pas étayées par des éléments de preuve". Toujours au sujet d'Icdas, elles ont dit, à la page 22 du rapport final, que "[l]e 23 septembre 1999, le Département avait demandé qu'un document manquant lui soit communiqué et que plusieurs autres documents soient traduits en anglais". À la page 23 du rapport final, les autorités chargées de l'enquête ont indiqué ce qui suit: "la société Icdas allègue qu'elle a fourni tous les renseignements nécessaires pour répondre à la demande du Département du 19 août 1999 et que les éléments restants sont [*sic*] communiqués en temps voulu pour répondre à la demande du Département du 23 septembre 1999, mais cela est inexact. De fait, la société n'a pas communiqué les éléments suivants qui lui ont été demandés: 1) la ventilation du coût de la main-d'œuvre et des frais généraux, 2) les pièces justificatives concernant le coût de la main-d'œuvre et les frais généraux, 3) les répartitions et méthodes de répartition du coût des matériaux et des frais d'administration et de commercialisation et des frais de caractère général, et 4) les rapprochements entre les données communiquées et les états financiers de la société. En outre, l'explication qu'Icdas a donnée sur la manière dont l'inflation était prise en compte/incluse dans ses coûts était inappropriée et sans fondement". À la page 29 du rapport final, les autorités chargées de l'enquête ont dit ce qui suit: "Comme il est indiqué plus haut, la société Icdas n'a pas fourni, malgré la demande qui lui était faite, suffisamment de renseignements pour que les autorités chargées de l'enquête confirment les montants mensuels correspondants aux coûts des matériaux et de la main-d'œuvre ou aux frais généraux pendant la période visée par l'enquête". L'Égypte pourrait-elle désigner les documents qui contiennent les demandes présentées par les autorités chargées de l'enquête en vue d'obtenir les renseignements dont il est dit dans le rapport final qu'ils n'ont pas été communiqués? Veuillez indiquer les documents qui ont été fournis par la société Icdas sur ces questions et précisez comment, à la lumière de ces documents, les autorités chargées de l'enquête ont acquis la conviction que les dispositions de l'article 6.8 de l'Accord antidumping pouvaient être appliquées.

Réponse

97. Comme il est indiqué dans la réponse à la question n° 1 posée à la Turquie, la société Icdas a fourni ces données. Plus précisément, elle a présenté une ventilation des coûts de la main-d'œuvre et des frais généraux pour l'unité du four électrique à arc et l'unité de laminage dans l'Appendice 11, partie 2, page 2. Elle a fourni les pièces justificatives relatives aux coûts de main-d'œuvre dans l'Appendice 8 et les pièces se rapportant aux frais généraux dans l'Appendice II, partie 2. Les documents figurant dans l'Appendice II, partie 2, indiquent clairement la méthode de répartition utilisée par la société - les coûts totaux engagés pendant le mois dans l'unité du four électrique à arc sont divisés par la production totale pour obtenir le coût des billettes et le coût de production total enregistré pendant le mois dans l'unité de laminage est divisé par la production totale de barres d'armature pour obtenir le coût des barres d'armature fabriquées dans l'unité de laminage. Ces deux coûts sont additionnés pour obtenir le coût de fabrication total.

QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL AUX DEUX PARTIES

Question n° 1

Au paragraphe 3 de la demande d'établissement d'un groupe spécial, la Turquie désigne quatre facteurs comme étant des motifs d'infraction aux articles mentionnés. On peut toutefois soutenir que dans les communications présentées par la Turquie d'autres motifs sont en outre invoqués. Les parties sont-elles d'avis qu'il est admissible:

a) d'utiliser une expression globale pour énumérer les motifs d'une infraction alléguée dans une demande d'établissement d'un groupe spécial; et

b) quant une liste de motifs figure dans une demande d'établissement d'un groupe spécial, d'invoquer un autre ou plusieurs autres motifs dans les communications:

i) lorsque la liste est censée être globale; et

ii) lorsque la liste n'est pas censée être globale?

Réponse

98. Si la Turquie a clairement identifié dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial tous les motifs pour lesquels elle allègue qu'il y a violation de l'Accord, aucune question d'interprétation ne se pose. La Turquie maintient que toutes les allégations qu'elle a soutenues en rapport avec le paragraphe 3 sont loyalement formulées dans le libellé du paragraphe 3 lui-même.

99. À titre subsidiaire, la Turquie considère que puisque les articles de l'Accord antidumping dont il est allégué qu'ils ont été enfreints ont été clairement énoncés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et qu'une description générale de la manière dont ces articles ont été enfreints ainsi qu'une liste non globale des facteurs qui n'ont pas été évalués ou n'ont pas été évalués correctement ont été fournies, l'Égypte a été loyalement informée des allégations de la Turquie. En outre, toutes ces allégations ont été formulées dans la première communication écrite de la Turquie de sorte que l'Égypte n'a subi aucun préjudice même si la demande d'établissement d'un groupe spécial manquait de clarté.

100. Au paragraphe 3 de sa demande d'établissement d'un groupe spécial, la Turquie a allégué qu'il y avait une violation de l'article 3.1, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping parce que les autorités chargées de l'enquête "[n'avaient pas] pris en compte, et [avaient] indûment imputé aux importations

en provenance de la Turquie, l'incidence d'autres facteurs qui [avaient] eu un effet défavorable substantiel sur la branche de production égyptienne, ainsi que d'autres facteurs neutres qui [avaient] entraîné une baisse des prix". Elle a également indiqué ce qui suit: "Ces facteurs comprennent, mais non exclusivement, une importante expansion de la capacité des producteurs de barres d'armature égyptiens pendant la période considérée, les effets des importations non visées en provenance de pays tiers, une baisse des prix des débris d'acier au niveau mondial et une soudaine contraction de la demande intérieure en janvier 1999 …"

101. Dans le mémoire qu'elle a présenté à titre de réfutation, la Turquie a énuméré les facteurs qui avaient des effets négatifs sur la rentabilité de la branche de production et sur les prix intérieurs:

> l'accroissement des capacités des deux grands producteurs égyptiens de barres d'armature;
> les effets de l'accroissement des capacités sur les coûts de production des producteurs;
> les effets de l'accroissement des capacités de production sur la concurrence au sein du secteur;
> l'intensification de la concurrence entre Al Ezz et Alexandria National, Al Ezz cherchant à accroître sa part de marché en tirant parti de ses avantages au niveau des coûts;
> la baisse des cours de la ferraille;
> la contraction de la demande en janvier 1999; et
> l'effet d'importations faisant l'objet d'échanges loyaux et dont les prix étaient comparables.

Voir le mémoire présenté à titre de réfutation, page 21. *Voir également* la première communication écrite de la Turquie, section II.C (points 1 et 2), section II.D (points 3 à 6), section II.E (point 7).

102. Les points 1, 5, 6 et 7 sont expressément mentionnés dans le paragraphe 3 de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Les facteurs 2 et 3 sont inclus dans le point 1 - ils correspondent au[x] "effet[s] défavorable[s]" de l'accroissement des capacités allégués au point 1 et dans le paragraphe 3 de la demande d'établissement d'un groupe spécial. La Turquie a clairement allégué dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial que l'accroissement des capacités de production avait un effet défavorable sur la branche de production nationale ou était un facteur neutre qui entraînait une baisse des prix. Les points 2 et 3 précisent simplement comment l'accroissement des capacités de production produisaient ces effets.

103. Le point 4 est dans une certaine mesure inclus lui aussi dans le point 1. [XX]

104. En tout état de cause, la Turquie a informé l'Égypte dans le paragraphe 3 qu'elle alléguait qu'il y avait violation de l'article 3.1, 3.4 et 3.5 parce que les effets d'autres facteurs n'avaient pas été pris en compte et avaient été indûment imputés aux importations en provenance de la Turquie. Elle a également informé l'Égypte que la liste des facteurs mentionnés dans ce paragraphe n'était pas globale en utilisant l'expression "comprennent, mais non exclusivement". Elle a ensuite développé ces allégations dans sa première communication écrite et l'Égypte s'est vue ménager des possibilités adéquates d'y répondre. Ainsi, même si l'on peut considérer que la demande d'établissement d'un groupe spécial manque de clarté, il n'a absolument pas été porté atteinte à la position de l'Égypte.

Question n° 2

Les parties pourraient-elles présenter leurs observations, à la lumière de l'article 31 de la Convention de Vienne sur le droit des traités, sur le sens des expressions suivantes:

a) "circonspection particulière" figurant à l'annexe II, paragraphe 7; et

b) "au mieux de ses possibilités" figurant à l'annexe II, paragraphe 5?

Réponse

105. Le paragraphe 7 de l'annexe II dispose ce qui suit: "[s]i elles sont amenées à fonder leurs constatations, dont celles qui ont trait à la valeur normale, sur des renseignements de source secondaire, … les autorités devraient faire preuve d'une circonspection particulière. Elles devraient, dans de tels cas, et lorsque cela sera réalisable, vérifier ces renseignements d'après d'autres sources indépendantes à leur disposition - par exemple, en se reportant à des listes de prix publiées, à des statistiques d'importation officielles ou à des statistiques douanières - et d'après les renseignements obtenus d'autres parties intéressées au cours de l'enquête".

106. Par "circonspection particulière" il faut entendre, dans ce contexte, le soin extrême dont il faut faire preuve pour assurer l'exactitude et la pertinence des données invoquées. Chaque fois qu'elles doivent recourir à des renseignements de source secondaire comme "données de fait disponibles", les autorités chargées de l'enquête devraient s'efforcer de reconstituer, aussi fidèlement que possible, les données manquantes et devraient vérifier les données retenues au regard des données vérifiées ou d'autres données fiables relevant du domaine public. Cette disposition indique également les obligations incombant aux autorités chargées de l'enquête lorsque celles-ci utilisent des données qui ont été fournies par les sociétés interrogées mais pas pour indiquer les coûts correspondant à la vente particulière visée. *Voir* le mémoire présenté à titre de réfutation par la Turquie, pages 77 à 79. Dans un tel cas de figure, les autorités chargées de l'enquête doivent comparer les données qu'elles ont retenues avec d'autres données vérifiées ou fiables versées au dossier et avec des données publiées afin d'évaluer leur pertinence et leur exactitude. Les autorités chargées de l'enquête ont manqué à cette obligation à plusieurs égards lors de l'enquête sur les barres d'armature de l'Égypte. *Voir par exemple* le mémoire présenté à titre de réfutation par la Turquie, pages 80 à 82.

107. L'Égypte a maintenu, jusqu'au début de la deuxième réunion de fond, qu'elle s'appuyait uniquement sur les renseignements communiqués par les sociétés turques interrogées pour établir sa détermination finale et qu'en conséquence le paragraphe 7 de l'article II ne s'appliquait pas. *Voir* par exemple, la déclaration orale de l'Égypte, 27 novembre 2001, page 27. Nous relevons toutefois que lors de la deuxième réunion de fond, l'Égypte a allégué pour la première fois qu'elle avait obtenu des données relatives à la ferraille de la société Alexandria National et qu'elle s'était fondée sur ces données pour déterminer la valeur normale correspondant aux sociétés interrogées. Plus précisément, l'Égypte a alors allégué que les données sur les prix de la ferraille obtenus d'Alexandria National avaient été comparées aux données communiquées par les sociétés Colakoglu, Habas et Diler et que, sur la base de cette comparaison, il avait été conclu que les données fournies par Colakoglu, Habas et Diler étaient erronées. Nous notons à cet égard que les autorités chargées de l'enquête n'ont apparemment pas suivi la prescription énoncée au paragraphe 7 de l'annexe II selon laquelle les données de source secondaire ne peuvent être utilisées qu'avec une "circonspection particulière". En particulier, elles n'ont de toute évidence pas comparé les données prétendument fournies par Alexandria National avec des renseignements publics sur les prix publiés dans l'*American Metal Market* et le *Metal Bulletin*, qui sont les revues du secteur de l'acier les plus lues au monde. Si elles l'avaient fait, elles auraient constaté que les données prétendument communiquées par Alexandria National ne reflétaient pas la tendance mondiale des prix de la ferraille, contrairement aux données sur les prix de la ferraille fournies par Colakoglu, Habas et Diler. *Voir* la première communication écrite de la Turquie, section II.E.14 et 15 et les pièces n° 13 et 14 de la Turquie.

108. S'agissant du paragraphe 5 de l'annexe II, veuillez vous reporter à notre réponse à la question n° 4 ci-dessous adressée aux deux parties.

Question n° 3

Estimez-vous que la communication de l'Égypte contenant des renseignements commerciaux confidentiels (*analyse confidentielle du dommage*) constitue en soi une

"évaluation" des facteurs auxquels elle se rapporte, au sens de l'article 3.4? Veuillez citer tout fondement juridique et/ou précédent pertinents.

Réponse

109. Non. *Voir* la déclaration de la Turquie à la deuxième réunion de fond, pages 1 à 3.

Question n° 4

Les parties pourraient-elles présenter leurs observations, à la lumière de la Convention de Vienne sur le droit des traités, sur la décision rendue par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis - Acier laminé à chaud*, (paragraphes 101 et 102)[12] au sujet des paragraphes 2 et 5 de l'annexe II?

Réponse

110. Aux termes du paragraphe 2 de l'annexe II, les autorités peuvent demander que la réponse soit présentée sur un support informatique déterminé (par exemple, bandes pour ordinateur). Néanmoins, "[l]es autorités qui formulent une telle demande devraient voir si la partie intéressée est raisonnablement à même d'utiliser pour sa réponse le support ou le langage informatique jugés préférables et ne devraient pas demander à la société d'utiliser pour sa réponse un système informatique différent de celui qu'elle utilise". En outre, "[l]es autorités ne devraient pas maintenir leur demande concernant la communication de la réponse sur un support ou dans un langage informatique déterminés … si le fait de présenter la réponse comme il est demandé doit se traduire par une charge supplémentaire excessive pour la partie intéressée, entraînant par exemple des frais et une gêne supplémentaires excessifs".

111. Dans l'affaire *États-Unis - Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, l'Organe d'appel s'est inspiré de ce libellé pour conclure ce qui suit:

> "les autorités chargées de l'enquête [doivent] établir un équilibre entre l'effort qu'elles peuvent attendre que les parties intéressées fassent pour répondre aux questionnaires et la possibilité que ces parties intéressées ont dans la pratique de se conformer pleinement à toutes les demandes que leur adressent les autorités chargées de l'enquête. Nous considérons que cette disposition est une autre expression détaillée du principe de la bonne foi, qui est en même temps un principe juridique général et un principe du droit international général, qui éclaire les dispositions de l'Accord antidumping ainsi que des autres accords visés. Ce principe fondamental de la bonne foi, dans ce contexte particulier, empêche les autorités chargées de l'enquête d'imposer aux exportateurs des charges qui, compte tenu des circonstances, ne sont pas raisonnables."[13]

112. Le paragraphe 5 de l'annexe II dispose ce qui suit: "[le] fait que les renseignements fournis ne sont pas idéalement les meilleurs à tous égards ne saurait donner valablement motif de les ignorer aux autorités, à condition que la partie intéressée ait agi au mieux de ses possibilités".

113. Après avoir examiné ces deux dispositions conjointement, l'Organe d'appel a, dans l'affaire *États-Unis - Acier laminé à chaud en provenance du Japon*, conclu ce qui suit:

---

[12] WT/DS184/AB/R.

[13] *États-Unis - Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/AB/R, 24 juillet 2001, paragraphe 101.

> "Nous considérons, par conséquent, que les paragraphes 2 et 5 de l'Annexe II de l'Accord antidumping dénotent un équilibre délicat entre les intérêts des autorités chargées de l'enquête et des exportateurs. Pour achever leurs enquêtes, les autorités chargées de l'enquête sont en droit d'attendre un degré d'effort très important – au "mieux de leurs possibilités" – des exportateurs soumis à enquête. Dans le même temps, les autorités chargées de l'enquête ne sont pas en droit de soumettre ces exportateurs à des conditions absolues ni de leur imposer des charges déraisonnables."[14]

114. La Turquie souscrit à toutes ces observations. Dans l'enquête sur les barres d'armature menée par l'Égypte, les autorités chargées de l'enquête ont imposé des charges déraisonnables aux exportateurs en leur demandant de fournir tous les renseignements complémentaires sur les coûts indiqués dans le questionnaire du 19 août 1999 et en insistant pour qu'ils procèdent à une vérification "par correspondance" de toutes ces données ainsi que des données sur les coûts et sur les prix qui avaient été communiquées dans les réponses initiales. Comme il est indiqué ailleurs, il s'agissait d'une tâche impossible à réaliser, nécessitant l'examen, le rassemblement, la traduction et la synthèse de milliers de pages de livres et de registres de sociétés. Si les autorités chargées de l'enquête voulaient une vérification des données en question, elles auraient dû programmer une deuxième vérification des "coûts" en Turquie. Elles disposaient d'un laps de temps suffisant pour le faire, compte tenu des délais administratifs.[15]

115. En outre, les autorités chargées de l'enquête ont, d'après l'interprétation des justifications que l'Égypte a donnée au Groupe spécial dans cette procédure, imposé aux sociétés interrogées une condition absolue ou une charge déraisonnable en insistant sur le fait que leurs données sur les coûts étaient inutilisables parce que l'évaluation des stocks des sociétés n'était pas indexée sur l'inflation - pratique qui n'est pas répandue en Turquie et n'était certainement pas appliquée dans les comptabilités internes des sociétés. Le paragraphe 2 de l'annexe II et l'article 2.2.1.1 donnent à penser que les autorités chargées de l'enquête devraient accepter les coûts tirés des fichiers comptables informatisés des sociétés. Conformément au principe de "bonne foi", les autorités chargées de l'enquête étaient pour le moins tenues, si elles estimaient nécessaire d'apporter des modifications à la comptabilité interne des sociétés, d'informer les sociétés interrogées de la manière dont leurs coûts seraient modifiés et, ce faisant, de ne pas leur imposer une charge déraisonnable.

---

[14] *Id.*, paragraphe 102.

[15] Comme nous l'avons noté dans le mémoire que nous avons présenté à titre de réfutation, la loi égyptienne prévoit un délai de 12 mois pour l'achèvement des enquêtes antidumping, délai pouvant être prorogé de six mois dans certaines circonstances. Voir le mémoire présenté par la Turquie à titre de réfutation, note 152 et texte y relatif. Ainsi, en août 1999, les autorités chargées de l'enquête disposaient encore d'au moins cinq mois pour achever leur enquête et auraient pu demander que leur enquête soit prorogée de six mois supplémentaires en cas de besoin.

ANNEXE 8-2

RÉPONSES DE L'ÉGYPTE AUX QUESTIONS POSÉES EN RELATION AVEC LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND DU GROUPE SPÉCIAL

QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL À L'ÉGYPTE

Question n° 1

Au paragraphe 3.2.2.1 du rapport final, les autorités chargées de l'enquête font la déclaration suivante au sujet de la méthode utilisée pour calculer la valeur normale dans le cas de la société Habas: "en conséquence, comme données de fait disponibles pour le coût de production, les autorités chargées de l'enquête ont utilisé pour chaque élément du coût (à l'exception des intérêts) le plus élevé des coûts communiqués par la société qu'elles ont majoré de 5 pour cent pour tenir compte de l'inflation enregistrée pendant la période visée pour chaque mois". Le Groupe spécial ne voit pas très bien comment cela a été fait. L'Égypte pourrait-elle expliquer en détail la manière dont les calculs ont été effectués?

Réponse

1. La société Habas a communiqué des données sur les coûts pour deux mois seulement de l'année 1998. Les autorités chargées de l'enquête ont pris la valeur mensuelle la plus élevée pour chaque élément du coût (à l'exception des intérêts) et l'ont majorée d'un taux mensuel de 5 pour cent pour tenir compte de l'inflation. Elles ont procédé de la manière indiquée ci-après. Elles ont utilisé le coût des matières premières, le coût de la main-d'œuvre et les frais généraux du mois de novembre 1998. Ces coûts ont été ajustés pour tenir compte du taux mensuel d'inflation de 5 pour cent selon la formule suivante:

a) Ajustement pour tenir compte du taux d'inflation de novembre 1998

Coûts communiqués pour novembre 1998 x 1,05

b) Ajustement pour tenir compte du taux d'inflation de décembre 1998

Coûts ajustés obtenus en a) x 1,05.

2. Les intérêts débiteurs ont été exprimés en pourcentage des coûts des marchandises vendues sur la base des données communiquées par Habas. Le résultat (5 pour cent) a été appliqué aux coûts ajustés comme il est indiqué plus haut.

3. Enfin, un montant raisonnable de 5,5 pour cent a été ajouté pour les bénéfices. Cette marge a été calculée sur la base des bénéfices réalisés par Habas qui sont indiqués dans l'état des résultats fournis par la société.

4. Nous joignons les données sur les coûts communiquées par Habas dans la pièce n° 11.1 de l'Égypte et la valeur normale construite par les autorités chargées de l'enquête de la manière sus-indiquée dans la pièce n° 11.2 de l'Égypte.

Question n° 2

À la page 13 du rapport final, les autorités chargées de l'enquête mentionnent les données sur le prix de la ferraille fournies par une "autre société interrogée" et décrivent les tendances dégagées par ces renseignements. Dans la réponse qu'elle a donnée oralement à cette question à la réunion tenue le 26 février 2002 avec le Groupe spécial, l'Égypte a précisé que la "société interrogée" en question était Alexandria National. L'Égypte pourrait-elle le confirmer et fournir les données susmentionnées concernant le prix de la ferraille ainsi que des copies des pièces justificatives dont ces données ont été tirées?

Réponse

5. L'autre "*société interrogée*" dont les autorités chargées de l'enquête ont obtenu des renseignements sur les prix de la ferraille est Alexandria National Steel, une des sociétés plaignantes. Les données communiquées par cette "société interrogée" sont jointes dans la pièce n° 12 de l'Égypte.

Question n° 3

Le Groupe spécial note les observations faites dans les annexes 1 des pièces n° 34A, B et C de la Turquie, respectivement, par les vérificateurs des trois sociétés indiquant qu'il n'existe aucun consensus en Turquie quant à l'utilisation de la norme ISA 29 et que celle-ci ne semble être utile que lorsqu'une comparaison doit être faite avec une période antérieure (ce qui ne saurait être le cas quand la période visée par l'enquête est d'une année seulement). Compte tenu de ces observations, l'Égypte pourrait-elle expliquer en quoi la norme ISA 29 est pertinente en l'espèce?

Réponse

6. L'absence de consensus en Turquie sur l'application de la norme ISA 29 est dénuée de pertinence pour la question dont il s'agit ici.

7. En effet, comme il a été expliqué dans des communications précédentes, il ne suffit pas que les données sur les coûts soient établies conformément aux principes comptables généralement acceptés du pays exportateur pour qu'elles soient utilisées par les autorités chargées de l'enquête sans subir d'ajustement. En outre, les registres doivent tenir compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré. À cet égard, l'Égypte estime que la non-application de la norme ISA 29 peut considérablement compromettre l'exactitude et la fiabilité des registres des coûts de sociétés exerçant leurs activités dans une économie hyperinflationniste, parce que ces registres sous-estimeront les coûts réels supportés par la société pour produire et vendre le produit considéré.

8. Par ailleurs, la norme ISA 29 est utile non seulement pour établir des comparaisons avec les années antérieures, mais également pour retraiter des valeurs de l'année de déclaration.

9. La norme ISA 29 prévoit en résumé ce qui suit[1]:

- Il est fait état de l'hyperinflation si l'inflation cumulée sur trois ans est égale ou supérieure à 100 pour cent (entre autres facteurs).

- En pareilles circonstances, les états financiers devraient être présentés dans une unité de mesure qui était courante à la date du bilan.

[1] Source: International Accounting Standard Board.

- Les montants comparatifs pour les périodes antérieures sont également retraités afin d'être exprimés dans l'unité de mesure à la date effective du bilan.

- Tout gain ou toute perte sur la situation monétaire nette résultant du retraitement des montants dans l'unité de mesure courante à la date du bilan devrait être inclus dans le résultat net et présenté séparément.

10. Il est exact qu'avec la norme ISA 29 les montants correspondants des périodes précédentes sont réajustés pour tenir compte de l'hyperinflation lorsqu'ils sont comparés au bilan de l'exercice en cours comme il est indiqué à la question n° 3, mais il est aussi fait expressément référence dans le résumé de cette norme aux effets de l'hyperinflation sur les comptes des profits et pertes de l'année de déclaration. Les comptes qui ne sont pas retraités conformément à la norme ISA 29 ne refléteront donc pas l'intégralité des coûts de production pendant la période de déclaration.

11. Par ailleurs, contrairement à ce que la Turquie a dit au point J de sa déclaration orale du 25 février 2002, l'Égypte n'a pas conclu que les coûts de production ne tenaient pas compte de l'hyperinflation simplement parce que la norme ISA 29 n'était pas appliquée. La non-application de cette norme n'était qu'un des éléments indiquant que les données sur les coûts communiquées ne tenaient peut être pas compte de l'hyperinflation. Les autorités chargées de l'enquête ont toutefois pris soin de ne pas s'appuyer exclusivement sur ce facteur. De fait, elles se sont également fondées sur les renseignements provenant des sociétés interrogées qui montraient que les coûts n'étaient pas ajustés pour tenir compte de l'hyperinflation et dont le Groupe spécial a reçu une copie (comptes vérifiés, reconnaissances par les sociétés interrogées elles-mêmes). Cela a été expressément admis par la Turquie dans sa réfutation.

Question n° 4

L'Égypte pourrait-elle désigner précisément parmi les données relatives à l'inflation figurant dans sa pièce n° 7.7 celles sur lesquelles elle s'est fondée pour conclure que le taux d'inflation mensuel moyen était de 5 pour cent en Turquie? À cet égard, le Groupe spécial note que cette pièce contient, entre autres, les données de l'Institut national de statistiques de la Turquie (communiquées par le gouvernement turc dans sa réponse du 15 octobre 1999 au rapport sur les faits essentiels et les conclusions (pièce n° 30 de la Turquie)) sur lesquelles le gouvernement turc s'est également appuyé pour indiquer que le taux d'inflation était bien moindre en 1998.

Réponse

12. L'Égypte a utilisé le taux d'inflation annuel moyen pour le commerce de gros (54,3 pour cent) et pour le commerce de détail (69,7 pour cent) converti en taux mensuel et l'a arrondi à 5 pour cent. Voici le détail des calculs:

- 54,3/12 = 4,5 pour cent

- 69,7/12 = 5,8 pour cent

- (4,5 + 5,8)/2 = 5,1 pour cent, arrondi à 5 pour cent.

Ces données figurent dans le *document 1 b) MISE À JOUR DE LA TURQUIE* reproduit dans la pièce n° 7.7 de l'Égypte.

13. En réponse à la question n° 2 de la Turquie, l'Égypte confirme que les taux d'inflation susmentionnés se rapportent à l'année civile 1998.

Question n° 5

Veuillez préciser pour chaque société interrogée la communication ou les communications qui, selon l'Égypte, informaient la société en question que ses éléments de preuve n'étaient pas acceptés et lui donnaient la possibilité de fournir des explications complémentaires dans un délai raisonnable, comme il est prévu à l'Annexe II, paragraphe 6.

Réponse

14. Les communications par lesquelles les sociétés interrogées ont été informées que leurs données sur les coûts n'étaient pas acceptées et qu'elles avaient la possibilité de fournir des explications complémentaires sont les suivantes:

1) Lettres du 19 août 1999 adressées à *toutes* les sociétés interrogées

15. Le 19 août 1999, les autorités chargées de l'enquête ont envoyé à toutes les sociétés interrogées une lettre les informant qu'elles avaient des raisons de croire que les coûts de production communiqués étaient non fiables et insuffisants aux fins de l'enquête relative à l'existence d'un dumping et qu'elles leur accordaient un délai initial de 13 jours pour fournir des précisions et des renseignements complémentaires. Ce délai a par la suite été prorogé de 14 jours. Les réponses qui ont été reçues des sociétés interrogées étaient incomplètes.

2) Lettres du 23 septembre 1999 adressées à *toutes* les sociétés interrogées

16. Le 23 septembre 1999, après avoir examiné les réponses à la lettre du 19 août 1999, les autorités chargées de l'enquête ont envoyé une deuxième lettre à toutes les sociétés interrogées leur donnant une autre occasion de fournir des précisions sur les questions soulevées dans les lettres du 19 août 1999. Les autorités chargées de l'enquête ont accordé des délais de deux à cinq jours.

17. Les sociétés Habas, Diler et Colakoglu ayant indiqué aux autorités chargées de l'enquête qu'elles ne fourniraient pas les renseignements demandés dans la lettre du 23 septembre 1999, les autorités chargées de l'enquête les ont informées qu'elles auraient recours aux données de fait disponibles dans une lettre du 28 septembre 1999 adressée au conseil desdites sociétés.

18. Quant aux sociétés Icdas et IDC, les renseignements qu'elles ont communiqués ne montraient pas que les données sur les coûts tenaient dûment compte de l'hyperinflation et ne pouvaient donc pas être utilisés tels quels pour la détermination de la valeur normale. En conséquence, les autorités chargées de l'enquête ont dû recourir aux données de fait disponibles pour compenser le manque de fiabilité des données communiquées au sujet des coûts.

19. Les raisons du recours à des données de fait disponibles partielles ont été données dans le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions* et dans le *rapport final*.

20. Pour l'information du Groupe spécial, une copie des communications susmentionnées adressées aux sociétés interrogées est jointe dans la pièce n° 13 de l'Égypte.

Question n° 6

L'Égypte a demandé au Groupe spécial de rejeter un certain nombre d'allégations formulées par la Turquie au motif qu'elles n'entraient pas dans son mandat. Pour chaque

allégation dont elle a demandé le rejet, l'Égypte pourrait-elle fournir l'analyse en deux parties évoquée par exemple dans l'affaire *CE - Linge de lit,* en ce qui concerne le prétendu manque de clarté de la demande d'établissement d'un groupe spécial et la preuve que ce manque de clarté a porté atteinte de quelque manière que ce soit à la capacité de l'Égypte de défendre ses intérêts en l'espèce?

Réponse

21. Compte tenu du raisonnement suivi par le Groupe spécial *CE - Linge de lit* et par l'Organe d'appel dans l'affaire *Corée - Produits laitiers*, l'Égypte demande que les allégations ci-après soient rejetées:

a) Allégations au titre de l'article 3.4 concernant des "*facteurs qui influent sur les prix intérieurs*"

22. Tout au long de ses différentes communications, la Turquie a présenté les mêmes arguments en rapport avec les paragraphes 4 et 5 de l'article 3 et elle est même allée jusqu'à alléguer qu'il y avait une violation au titre de l'article 3.4 ou 3.5[2] dans l'examen des "*facteurs qui influ[aient] sur les prix intérieurs*" effectué par les autorités chargées de l'enquête. Les allégations concernant ces deux dispositions formulées par la Turquie aux points 3 ou 4 de la demande d'établissement d'un groupe spécial n'ont en aucune façon été clarifiées dans la première communication écrite de ce pays. Elles ne l'ont pas plus été lors de la première réunion du Groupe spécial le 27 novembre 2001. De fait, il faut rappeler que la toute première question du Groupe spécial, datée du 28 novembre 2001, demandait à la Turquie de résumer les arguments juridiques qu'elle avançait à l'appui de chacune de ses allégations, y compris celles qui concernaient l'examen par les autorités chargées de l'enquête de l'existence d'un dommage au titre de l'article 3. En outre, lorsque le Groupe spécial lui a demandé de préciser sa position sur la question à la première réunion qu'il a tenue le 27 novembre 2001, la Turquie a dit qu'elle avait présenté une allégation au titre de l'article 3.4 uniquement. Le jour suivant, le 28 novembre 2001, elle a modifié sa réponse et déclaré qu'elle présentait une allégation au titre des paragraphes 4 et 5 de l'article 3.

23. Suivant l'approche appliquée par l'Organe d'appel dans l'affaire *Corée - Produits laitiers* aux faits de la cause en l'espèce, l'Égypte estime que le Groupe spécial doit examiner plus avant le caractère de la disposition spécifique en cause - à savoir déterminer si les articles énumérés n'établissent pas une seule obligation distincte, mais des obligations multiples. Les paragraphes 4 et 5 de l'article 3 établissent des obligations multiples. Si une violation concernant les paragraphes de cet article n'est pas présentée avec suffisamment de clarté dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, 1) la charge devient trop lourde pour les sociétés interrogées; et 2) à la fois le Groupe spécial et la société interrogée risquent d'être induits en erreur quant aux allégations qui sont en fait formulées à l'encontre de la société interrogée.

24. L'article 6:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends exige au minimum que les allégations - mais pas les arguments - soient suffisamment clairement énoncées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Cela n'a pas été fait dans l'affaire dont le présent Groupe spécial est saisi. Parce qu'il n'était pas clairement indiqué au titre de quelle disposition de l'article 3 la Turquie formulait son argumentation au sujet des "*facteurs qui influ[aient] sur les prix intérieurs*", l'Égypte a subi un préjudice pour préparer sa défense s'agissant desdits facteurs.

[2] Voir par exemple la communication du 2 janvier 2002 présentée à titre de réfutation par la Turquie, allégation formulée dans la section III.C, page 15.

b) Paragraphe 6 de l'Annexe II

25. Dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, une violation du paragraphe 6 de l'Annexe II a été invoquée au sujet du délai accordé aux sociétés interrogées pour répondre à la lettre du 19 août 1999. Dans la reformulation de ses allégations, la Turquie a en outre allégué que le simple fait d'envoyer la lettre du 19 août 1999 constituait une violation du paragraphe 6 de l'Annexe II. Cependant, comme le Groupe spécial l'aura relevé, la Turquie n'explique pas le raisonnement sur lequel elle se fonde pour affirmer que le simple fait d'envoyer une lettre constitue en soi une violation du paragraphe 6 de l'Annexe II.

26. Pourtant une telle explication s'imposait en l'espèce.

27. Rappelons en effet que le paragraphe 6 de l'Annexe II oblige les autorités chargées de l'enquête à informer une partie intéressée des raisons pour lesquelles les renseignements qu'elle a communiqués ne sont pas acceptés et à lui donner la possibilité de fournir des explications complémentaires dans un délai raisonnable, compte dûment tenu des délais fixés pour la durée de l'enquête. Étant donné que la lettre du 19 août 1999 avait précisément pour objet d'informer les sociétés interrogées des raisons pour lesquelles certaines de leurs données n'avaient pas été acceptées, et de leur donner la possibilité de fournir des renseignements complémentaires et des précisions, l'allégation de violation présentée par la Turquie dans la reformulation de ses allégations est assez déconcertante et aurait dû être examinée plus attentivement par ce pays.

28. L'absence d'explication sur l'allégation présentée par la Turquie au sujet du paragraphe 6 de l'Annexe II a gravement porté atteinte à la capacité de l'Égypte à défendre ses intérêts, capacité qui, en fait, a été, tout simplement déniée.

c) Paragraphe 3 de l'Annexe II et article X:3 du GATT de 1994

29. La Turquie a allégué que les autorités chargées de l'enquête avaient violé les dispositions du paragraphe 3 de l'Annexe II et l'article X:3 du GATT de 1994 lorsqu'elles ont choisi les données de fait qui seraient utilisées comme données de fait disponibles. Comme l'a noté le Groupe spécial, ces dispositions n'étaient pas citées à l'appui de l'allégation n° 11 figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial qui concernait le choix des données de fait disponibles.

30. Pour les raisons exposées ci-après, l'Égypte estime que la violation alléguée des dispositions du paragraphe 3 de l'Annexe II et de l'article X:3 du GATT de 1994 doit être rejetée au motif qu'elle n'entre pas dans le mandat confié au Groupe spécial au regard de l'allégation n° 11.

i) Paragraphe 3 de l'Annexe II

31. S'agissant de la violation alléguée des dispositions du paragraphe 3 de l'Annexe II, la Turquie n'a pas désigné les obligations énoncées dans cette disposition que les autorités chargées de l'enquête auraient violées lorsqu'elles ont choisi les "données de fait disponibles", empêchant ainsi l'Égypte de présenter une défense valable. Comme l'Égypte l'a déjà noté dans sa première communication écrite[3], le paragraphe 3 de l'Annexe II concerne les circonstances dans lesquelles les données communiquées par les sociétés interrogées doivent être acceptées ou peuvent être rejetées. Cette disposition n'aborde toutefois pas la question du *choix* des données de fait disponibles lorsqu'il a été décidé de rejeter les données présentées par les sociétés interrogées. Il était vraiment singulier d'invoquer le paragraphe 3 de l'Annexe II dans ce contexte. C'est pourquoi l'Égypte aurait pensé que la Turquie aurait fait preuve d'une application et d'une précision particulières pour expliquer le fondement juridique sur lequel elle s'appuyait pour alléguer que les autorités chargées de l'enquête avaient violé cette disposition par le

[3] Section IV.B.8.b) i).

choix de données de fait disponibles auquel elles avaient procédé. Toutefois, bien que la Turquie ait été invitée par le Groupe spécial à préciser cette allégation, elle s'est bornée à répéter que le choix des données de fait disponibles auquel les autorités chargées de l'enquête avaient procédé était incompatible avec le paragraphe 3 de l'Annexe II sans donner plus de détails.

32. Dans ces circonstances, l'Égypte estime qu'il a été gravement porté atteinte à ses droits en tant que partie défenderesse pour ce qui est de la violation alléguée des dispositions du paragraphe 3 de l'Annexe II puisque la Turquie n'a jamais expliqué le fondement juridique de cette violation alléguée.

ii) Article X:3 du GATT de 1994

33. Les allégations concernant une violation de l'article X:3 du GATT de 1994 étaient tout aussi vagues et non étayées. Ainsi, à la page 11 de la reformulation de ses allégations, la Turquie allègue ce qui suit:

> "Le rejet des demandes des sociétés interrogées au sujet de réunions au cours desquelles elles auraient pu expliquer en quoi leurs réponses aux demandes de renseignements des autorités chargées de l'enquête étaient complètes et exactes, et montrer qu'un lien pouvait être établi entre leurs réponses et leurs livres et registres, était abusif, discriminatoire et injuste envers les sociétés interrogées, en violation de l'article X:3 du GATT. Le calcul pour la société ITC d'une charge d'intérêts qui surévaluait d'un facteur huit ses intérêts débiteurs exprimés en pourcentage du prix de revient de ses produits était également abusif et discriminatoire, en violation de l'article X:3 du GATT."

34. Outre le fait que le libellé de l'article X:3 ne semble pas énoncer les obligations en matière de non-discrimination et d'iniquité qui ont selon la Turquie été violées, il convient de souligner que ce pays n'a à aucun moment de la procédure donné de précisions sur les éléments à caractère "abusif", "discriminatoire" et "injuste" qui auraient marqué la décision de refuser une réunion et le calcul des intérêts débiteurs. En d'autres termes, la Turquie a formulé des allégations de violation non étayées et viciées sur le plan juridique auxquelles il est presque impossible de répondre d'une manière qui fasse sens.

d) Défaut de mentionner l'article du traité pertinent dans la demande d'établissement d'un groupe spécial

35. Selon le Groupe spécial *CE - Linge de lit*, "celui qui ne mentionne même pas dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial l'article du traité dont il allègue qu'il y a eu violation ne formule pas d'allégation du tout".[4] Il s'ensuit que les allégations ci-après doivent être rejetées.

i) Question de savoir si le rapport final contient des constatations ou des conclusions qui sont suffisantes pour satisfaire aux prescriptions de l'article 12.2

36. La Turquie allègue que le Groupe spécial devrait faire abstraction de l'examen de certains facteurs relevant de l'article 3.4 mentionnés dans les documents de travail des autorités chargées de l'enquête pour déterminer si le *rapport final* contient des constatations ou des conclusions qui sont suffisantes pour satisfaire aux prescriptions de l'article 12.2, s'agissant de chacun des facteurs énumérés à l'article 3.4.

37. De nouveau, l'Égypte tient à souligner que la question de savoir si toutes les conclusions établies par les autorités chargées de l'enquête au sujet de l'existence d'un dommage important sont

[4] WT/DS141/R, paragraphe 6.15.

reproduites dans le *rapport final* n'est pas une question dont le Groupe spécial est saisi. Aucune allégation n'a été formulée au titre de l'article 12.2 dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et, par conséquent, une allégation de ce type n'entre pas dans le mandat du Groupe spécial. L'Égypte n'a donc pas préparé de défense en la matière.

ii) Question de savoir si le Groupe spécial peut écarter des éléments de preuve au titre de l'article 6.4

38. Dans sa communication présentée à titre de réfutation, la Turquie allègue que le Groupe spécial ne devrait pas tenir compte des éléments de preuve qui n'ont pas été communiqués aux parties intéressées au cours de l'enquête, comme le rapport sur les *autres causes du dommage*. Elle invoque, à l'appui de cette affirmation, l'article 6.4 de l'Accord antidumping.

39. Outre qu'une violation de l'article 6.4 n'a pas été alléguée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et n'entre donc pas dans le mandat du Groupe spécial, le fait que la Turquie demande au Groupe spécial de rejeter des éléments de preuve qui n'ont pas été fournis aux sociétés turques interrogées, alors qu'elle allègue au même moment que le Groupe spécial devrait accepter des éléments de preuve qui n'ont pas été fournis aux autorités chargées de l'enquête au cours de l'enquête, ne manque pas d'ironie. Cela est d'autant plus déraisonnable que les sociétés turques interrogées n'ont à aucun moment au cours de l'enquête demandé que les autorités chargées de l'enquête communiquent des renseignements non confidentiels aux parties intéressées par l'intermédiaire du dossier public.

iii) Article 17.6 i) de l'Accord antidumping

40. La Turquie allègue qu'il y a violation de l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping. Cette disposition régit toutefois le critère d'examen devant être appliqué par un groupe spécial pour déterminer si l'établissement des faits par les autorités chargées de l'enquête était correct et si leur évaluation était impartiale et objective. Elle ne vise pas les droits et les obligations des Membres dans le cadre de l'Accord antidumping. En tout état de cause, elle n'était pas mentionnée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Par conséquent, cette allégation n'entre pas dans le mandat du Groupe spécial et doit être rejetée.

Question n° 7

À la page 6 du rapport final, les autorités chargées de l'enquête ont indiqué ce qui suit: "la société IDC ... a fourni des données incomplètes et la plupart des données communiquées n'étaient pas étayées par des éléments de preuve". À la page 29 du rapport final, elles ont dit au sujet d'IDC que "[p]our ce qui concerne les matériaux, la main-d'œuvre et les frais généraux, ... la société n'avait pas démontré ni justifié de manière adéquate l'allégation selon laquelle l'inflation était prise en compte ...". Au troisième paragraphe de la page 2 de la communication présentée à titre de réfutation par l'Égypte, il est dit que les registres des sociétés interrogées n'étaient manifestement pas établis pour tenir compte de l'hyperinflation. Or, dans la pièce n° 29 de la Turquie, la société IDC affirme que "l'inflation avait été prise en compte automatiquement par le mécanisme de fixation des prix d'achat" (en ce qui concerne les matériaux). Dans sa communication orale du 25 février 2002, l'Égypte indique qu'"il n'est pas contestable que les données sur les coûts communiquées par les sociétés interrogées n'ont pas été ajustées pour tenir compte de l'hyperinflation". Elle dit également que de nombreux éléments de preuve ont été apportés pour établir ce fait et renvoie à sa pièce n° 7.6. Cette pièce ne contient aucun document se rapportant à la société IDC. L'Égypte pourrait-elle indiquer comment, et sur la base de quelles données précises figurant dans le dossier, les autorités chargées de l'enquête sont parvenues à émettre les opinions et tirer les conclusions sus-indiquées en ce qui concerne le traitement de l'hyperinflation par la société IDC? Veuillez fournir les documents sur lesquels l'Égypte s'est appuyée pour établir ces conclusions.

Réponse

41. Dans sa pièce n° 7.6, l'Égypte a fourni une copie des notes des vérificateurs relatives aux états financiers dans lesquelles la question de la norme ISA 29 est expressément abordée. Or, comme il est expliqué dans la première communication écrite de l'Égypte, les comptes vérifiés de la société IDC ne semblaient contenir aucun élément indiquant que les états financiers avaient été établis conformément aux dispositions de la norme ISA 29, ou autrement ajustés pour tenir compte de l'inflation.[5] Il conviendrait de noter que la Turquie a admis à plusieurs reprises qu'aucune société n'appliquait la norme ISA 29.

42. Il ressort clairement d'autres documents que l'Égypte a communiqués au Groupe spécial que les données sur les coûts fournies par la société IDC n'étaient pas dûment ajustées pour tenir compte de l'inflation.

43. L'Égypte renvoie aux documents joints dans sa pièce n° 7.9. Cette pièce contient une copie de la réponse d'IDC aux questions que les autorités chargées de l'enquête ont posées au sujet des données sur les coûts et sur les ventes. Dans sa réponse, IDC reconnaît qu'elle ne procède à "*aucun ajustement pour tenir compte de l'inflation dans sa comptabilité*". Le "*mécanisme de fixation des prix d'achat*" des matériaux mentionné par la société IDC au point 4 de sa réponse et cité dans la question du Groupe spécial désigne simplement le fait que la société IDC convertit les prix des matériaux importés en utilisant le taux de change "*du jour où les matériaux ont été importés*". Comme il a été dit de nombreuses fois, ce fait n'est pas pertinent car il ne permet pas d'éliminer l'incidence de l'hyperinflation sur la valeur des matières premières qui ne sont pas immédiatement utilisées dans la production. En effet, dès que la valeur des matières premières est convertie en livres turques, c'est-à-dire à la date de l'achat, cette valeur est "gelée" et ne sera pas ajustée pour tenir compte de l'inflation des mois suivants jusqu'à ce que les matières premières en question soient utilisées.

44. En ce qui concerne les autres éléments du coût, la société IDC n'a donné aucune explication sur le point de savoir si l'hyperinflation était prise en compte (main-d'œuvre et frais généraux) ou a fourni des explications peu convaincantes et non étayées (amortissement).

45. En conséquence, les autorités chargées de l'enquête ont légitimement conclu que la société IDC n'avait pas démontré que les éléments du coût susmentionnés tenaient compte de manière adéquate de l'hyperinflation.

Question n° 8

S'agissant de la société Icdas, à la page 6 du rapport final, les autorités chargées de l'enquête ont indiqué ce qui suit: "la société Icdas ... a fourni des données incomplètes et la plupart des données communiquées n'étaient pas étayées par des éléments de preuve". Toujours au sujet d'Icdas, elles ont dit, à la page 22 du rapport final, que "[l]e 23 septembre 1999, le Département avait demandé qu'un document manquant lui soit communiqué et que plusieurs autres documents soient traduits en anglais". À la page 23 du rapport final, les autorités chargées de l'enquête ont indiqué ce qui suit: "la société Icdas allègue qu'elle a fourni tous les renseignements nécessaires pour répondre à la demande du Département du 19 août 1999 et que les éléments restants sont [*sic*] communiqués en temps voulu pour répondre à la demande du Département du 23 septembre 1999, mais cela est inexact. De fait, la société n'a pas communiqué les éléments suivants qui lui ont été demandés: 1) la ventilation du coût de la main-d'œuvre et des frais généraux, 2) les pièces justificatives concernant le coût de la main-d'œuvre et les frais généraux, 3) les répartitions et méthodes de répartition du coût des matériaux et des frais d'administration et de commercialisation et des

[5] Voir la section IV-B.6.b).

frais de caractère général, et 4) les rapprochements entre les données communiquées et les états financiers de la société. En outre, l'explication qu'Icdas a donnée sur la manière dont l'inflation était prise en compte/incluse dans ses coûts était inappropriée et sans fondement". À la page 29 du rapport final, les autorités chargées de l'enquête ont dit ce qui suit: "Comme il est indiqué plus haut, la société Icdas n'a pas fourni, malgré la demande qui lui était faite, suffisamment de renseignements pour que les autorités chargées de l'enquête confirment les montants mensuels correspondants aux coûts des matériaux et de la main-d'œuvre ou aux frais généraux pendant la période visée par l'enquête". L'Égypte pourrait-elle désigner les documents qui contiennent les demandes présentées par les autorités chargées de l'enquête en vue d'obtenir les renseignements dont il est dit dans le rapport final qu'ils n'ont pas été communiqués? Veuillez indiquer les documents qui ont été fournis par la société Icdas sur ces questions et précisez comment, à la lumière de ces documents, les autorités chargées de l'enquête ont acquis la conviction que les dispositions de l'article 6.8 de l'Accord antidumping pouvaient être appliquées.

Réponse

46. Les demandes de documents et d'explications concernant les données communiquées par Icdas sur les coûts figuraient dans les lettres que les autorités chargées de l'enquête ont adressées à la société le 19 août 1999 et le 23 septembre 1999, respectivement.

47. Le principal objectif de ces questions était de donner à la société Icdas la possibilité d'expliquer si, contrairement à ce que les données communiquées semblaient montrer, ces renseignements tenaient dûment compte de l'hyperinflation que connaissait la Turquie pendant la période visée par l'enquête.

48. On trouvera ci-après un exposé des principales questions soulevées dans la lettre du 19 août 1999 ainsi que des réponses et de la documentation fournies par la société Icdas:

a) Matériaux

> "A. Veuillez fournir les grands livres des stocks pour les marchandises visées répertoriant les stocks de matières premières, de produits en cours de transformation et de produits finis et indiquant le solde des comptes et les activités qui y sont enregistrées pour chacun des mois de l'année 1998, et expliquer si la valeur des stocks est ajustée pour tenir compte de l'inflation dans les registres comptables de la société Icdas et de quelle manière."

49. La société Icdas n'a pas fourni les grands livres des stocks pour chaque mois de la période visée comme cela lui avait été demandé, mais elle a seulement communiqué le livre des stocks à la fin de l'exercice 1998 en faisant valoir que de tels documents n'étaient pas établis sur une base mensuelle au cours d'opérations commerciales normales.

50. La société Icdas a par ailleurs indiqué que les stocks n'étaient pas ajustés "*pour tenir compte de l'inflation*".

> "B. Veuillez rapprocher la valeur totale consignée dans les grands livres des stocks pour les mois de janvier, septembre, octobre, novembre et décembre du grand livre général et des états financiers de la société Icdas."

51. Aucun rapprochement mensuel des valeurs des stocks n'a été présenté. La société Icdas a seulement fourni un rapprochement entre les valeurs des stocks à la fin de l'exercice et le grand livre des stocks. Il était donc impossible aux autorités chargées de l'enquête de rapprocher le coût de production mensuel des registres de la société.

52. En outre, aucun rapprochement avec les états financiers n'a été communiqué.

> "C. Veuillez fournir une copie de tous les bons de commande de matières premières émis pendant les mois de janvier, septembre, octobre, novembre et décembre 1998. Veuillez fournir une copie des pages pertinentes du grand livre des paiements où il est indiqué que ces commandes ont été payées."

53. La société Icdas a fourni des copies des contrats d'achat et des factures ainsi que des copies de listages présentés comme étant "la documentation relative aux paiements" de ces factures.

54. Ces listages n'étaient toutefois pas traduits en anglais et Icdas n'a pas expliqué la manière dont on pouvait vérifier à partir de ces listages que le paiement des factures communiquées avait été effectué.

55. Enfin, aucune donnée n'a été communiquée pour décembre 1998, comme cela avait été demandé.

> "D. [Veuillez fournir] une feuille de travail rapprochant les coûts des matériaux communiqués dans le récapitulatif que vous avez présenté aux autorités chargées de l'enquête des états financiers vérifiés de la société."

56. La société Icdas a fourni un tableau indiquant les volumes mensuels de la production de billettes et de barres d'armature ainsi que la valeur unitaire mensuelle en livres turques de la ferraille, des électrodes, des ferroalliages, d'autres matériaux et de produits réfractaires. Des documents non identifiés étaient joints en annexe à ce tableau.

57. Si certains des chiffres indiqués dans le tableau se retrouvaient dans les documents joints en annexe tels que les chiffres de la production de billettes, la société Icdas n'a donné aucune indication sur les documents fournis et, surtout, elle n'a pas fourni d'explication sur la manière dont ces documents devaient être lus et interprétés par les autorités chargées de l'enquête. En conséquence, les autorités chargées de l'enquête n'ont pu procéder à aucun type de vérification des données communiquées.

58. Par ailleurs, aucun rapprochement avec les états financiers n'a été communiqué.

b) Main-d'œuvre

> "A. Veuillez indiquer si des ajustements ont été faits dans les registres comptables de la société Icdas pour tenir compte de l'inflation enregistrée pendant cette période."

59. La société Icdas a répondu que les traitements et salaires auraient été ajustés pour tenir compte de l'inflation sur une base annuelle et a indiqué qu'en ce qui concernait la période visée par l'enquête (janvier-décembre 1998), l'ajustement avait été effectué en janvier 1998.

60. Outre le fait qu'Icdas n'a donné aucune précision sur l'ajustement en question, il conviendrait de noter qu'un ajustement effectué en janvier ne peut de toute évidence pas tenir compte de l'hyperinflation enregistrée au cours d'un des mois suivants de l'année.

61. En conséquence, l'allégation selon laquelle les données sur les coûts de main-d'œuvre correspondant à la période visée par l'enquête étaient ajustées pour tenir compte de l'inflation ne pouvait être acceptée.

> "B. Veuillez expliquer sur quelle base le coût de la main-d'œuvre a été imputé sur celui de la marchandise visée."

62. L'explication a été fournie comme cela avait été demandé.

> "C. Veuillez rapprocher les coûts de main-d'œuvre indiqués pour les mois de janvier, septembre, octobre, novembre et décembre 1998 du grand livre général et des états financiers, et fournir les pièces justificatives, y compris les relevés bancaires pour les mois sus-indiqués."

63. Le rapprochement des coûts de main-d'œuvre ne figurait pas dans la réponse d'Icdas du 15 septembre 1999. En conséquence, les autorités chargées de l'enquête ont demandé dans une lettre du 23 septembre 1999 que ce rapprochement soit communiqué dans un délai de cinq jours ouvrables.

64. Les documents reçus en réponse à la lettre du 23 septembre 1999 étaient de même nature que ceux qui avaient été présentés pour le soi-disant rapprochement des coûts des matériaux. La société Icdas a ainsi fourni un tableau indiquant les coûts mensuels totaux de main-d'œuvre auxquels elle a joint des copies d'extraits d'un grand livre non identifié. Aucune donnée n'a été fournie pour le mois de décembre 1998.

65. La société Icdas n'a à nouveau pas décrit la manière dont ces documents devaient être utilisés pour rapprocher les données communiquées.

66. Par ailleurs, Icdas a uniquement fourni des copies du grand livre pertinent; elle n'a pas présenté de rapprochement avec les états financiers, comme cela le lui avait été demandé.

67. Enfin, Icdas n'a pas communiqué les pièces justificatives qui lui avaient été demandées, comme les relevés bancaires.

c) Frais généraux

> "A. Veuillez indiquer si des ajustements ont été faits pour tenir compte de l'inflation enregistrée pendant cette période."

68. La société Icdas n'a pas indiqué si les frais généraux avaient été ajustés pour tenir compte de l'inflation.

> "B. Veuillez fournir une liste complète de toutes les dotations aux amortissements et rapprocher ces dotations du récapitulatif que vous avez présenté aux autorités chargées de l'enquête pour les mois de janvier à décembre 1998."

69. Au lieu d'indiquer les dotations mensuelles aux amortissements comme cela lui avait été demandé, la société Icdas a communiqué un seul montant pour l'ensemble de l'année civile 1998 et l'a réparti à parts égales entre chacun des mois de la période visée par l'enquête.

> "C. Indiquez précisément si les dotations aux amortissements consignées dans vos registres tiennent compte de l'inflation enregistrée pendant cette période."

70. La société Icdas a donné une explication minimaliste. En effet, elle a simplement répondu par une déclaration générale indiquant que les "dotations aux amortissements étaient calculées par rapport aux taux réévalués des immobilisations sur la base du taux de réévaluation déterminé chaque année par le Ministère des finances en fonction du taux d'inflation". Icdas n'a toutefois pas donné de détail sur cette prétendue réévaluation. En particulier, elle n'a pas indiqué si cette réévaluation était

effectuée à la fin de l'année ou au début de l'année comme pour les coûts de main-d'œuvre (voir ci-dessus). En conséquence, les autorités chargées de l'enquête n'ont pu accepter cette allégation.

d) Conclusions

71. Comme il est démontré ci-dessus, à cause des explications minimalistes et du manque d'éléments de preuve documentaires fournis par Icdas en réponse aux lettres du 19 août 1999 et du 23 septembre 1999 des autorités chargées de l'enquête, ces dernières n'ont pas pu vérifier l'exactitude des données communiquées par Icdas sur les coûts. En effet, au lieu de présenter un rapprochement de ses données sur les coûts comme cela lui avait été demandé, Icdas n'a fait qu'envoyer des copies de documents volumineux contenant des données brutes sans fournir les instructions techniques qui auraient permis aux autorités chargées de l'enquête de procéder à une vérification valable des renseignements sur les coûts.

72. Par ailleurs, les réponses données par Icdas n'ont pas infirmé, mais ont confirmé que les données sur les coûts de la société ne tenaient pas compte de l'hyperinflation que connaissait la Turquie en 1998. Les allégations d'Icdas affirmant le contraire ne peuvent être considérées que comme non sincères ou, au mieux, erronées.

73. En conséquence, l'Égypte estime que les autorités chargées de l'enquête étaient en droit de recourir à des données de fait disponibles partielles en ce qui concerne Icdas conformément à l'article 6.8 de l'Accord antidumping pour établir des déterminations valables.

Question n° 9

Dans sa réponse du 7 décembre 2001 à la question n° 5 du Groupe spécial, l'Égypte a insisté sur la manière dont, à son avis, l'*analyse confidentielle du dommage* montrait que l'analyse du dommage avait été consciencieuse et avait porté sur tous les facteurs énumérés à l'article 3.4. L'Égypte pourrait-elle indiquer où figure, dans le rapport sur les faits essentiels et les conclusions et/ou le rapport final, l'analyse de chacun des facteurs?

Réponse

74. Le Groupe spécial a demandé à l'Égypte d'indiquer "*où*" figurait dans le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions* et dans le *rapport final* l'analyse de chacun des facteurs énumérés à l'article 3.4. Nous renvoyons le Groupe spécial au tableau que lui a communiqué l'Égypte dans sa réponse du 7 décembre 2001 à la question n° 5 et qui est reproduit pour référence ci-dessous:

Facteurs/indices économiques	Rapport sur les faits essentiels et les conclusions	Rapport final
Ventes	Section 2.4.1 Section 4.3.1 Section 4.5.2 Section 4.5.4	Section 2.4.1 Section 4.3.1 Section 4.6.2 Section 4.6.4
Bénéfices	Section 4.3.5 Section 4.5.2 Section 4.5.4	Section 4.3.5 Section 4.6.2 Section 4.6.4
Production	Section 2.4.2 Section 4.3.2	Section 2.4.2 Section 4.3.2

Facteurs/indices économiques	Rapport sur les faits essentiels et les conclusions	Rapport final
Part de marché	Section 2.4.1 Section 4.3.4 Section 4.5.4	Section 2.4.1 Section 4.3.4 Section 4.6.4
Retour sur investissement	Section 4.3.7 Section 4.5.2	Section 4.3.7 Section 4.6.2
Utilisation des capacités	Section 4.3.6	Section 4.3.6
Prix	Section 4.2.1.2 Section 4.2.2.1 Section 4.5.1 Section 4.5.2 Section 4.5.3 Section 4.5.4	Section 4.2.1.2 Section 4.2.2.1 Section 4.6.1 Section 4.6.2 Section 4.6.3 Section 4.6.4
Marge de dumping	Section 3.3	Section 3.3 Section 4.4 Section 4.6.2
Stocks	Section 4.3.3 Section 4.5.2	Section 4.3.3 Section 4.6.2

75. Il se peut que le Groupe spécial considère que le *rapport sur les faits essentiels et les conclusions* et/ou le *rapport final* ne rendent pas intégralement compte de *l'analyse confidentielle du dommage*. Nous répétons toutefois que le Groupe spécial n'est pas saisi de la question de savoir si toutes les conclusions établies par les autorités chargées de l'enquête au sujet de l'existence d'un dommage important sont reproduites dans ces rapports. Aucune allégation n'a été formulée dans la demande d'établissement d'un Groupe spécial au titre de l'article 12.2 et en conséquence, ce type d'allégation n'entre pas dans le mandat du Groupe spécial.

76. Ce qui est pertinent en revanche c'est de savoir si l'examen mené par les autorités chargées de l'enquête au titre de l'article 3.4 était exhaustif. En conséquence, nous souhaiterions appeler l'attention du Groupe spécial sur la question n° 3 dans la rubrique "Questions posées aux deux parties" ci-dessous.

Question n° 10

Pour chacune des cinq sociétés interrogées (Habas, Diler, Colakoglu, Icdas et IDC), les autorités chargées de l'enquête ont indiqué dans le rapport final ce qui suit: "les autorités chargées de l'enquête n'ont pas compensé ces intérêts débiteurs par des intérêts créditeurs, parce qu'elles ne considèrent pas les intérêts créditeurs comme suffisamment liés à la production pour pouvoir être inclus dans le calcul de la valeur construite". Où figure dans le dossier le fondement de cette conclusion pour chacune des sociétés visées? Autrement dit, sur quelles informations et considérations les autorités chargées de l'enquête ont-elles appuyé leur analyse en la matière dans chaque cas?

Réponse

77. La détermination établissant que les intérêts créditeurs n'étaient pas jugés suffisamment liés à la production était fondée sur le fait que ces revenus étaient classés comme des revenus hors

exploitation par les vérificateurs des sociétés concernées et/ou sur le caractère exceptionnel de ces revenus par rapport aux années précédentes.

a) Icdas

78. Premièrement, les intérêts créditeurs étaient enregistrés après que les bénéfices ou pertes d'exploitation avaient été calculés et ne pouvaient donc pas être considérés comme liés aux activités de production ou de vente. Deuxièmement, il était évident d'après le montant des intérêts créditeurs de 1998 que ces intérêts ne pouvaient raisonnablement pas être liés aux activités de production ou de vente. En effet, d'après l'"état détaillé des résultats" de la société Icdas, les intérêts créditeurs pour 1998 atteignaient jusqu'à 1 022 244 millions de livres turques pour un chiffre d'affaires de 80 561 205 millions de livres et un coût total des ventes de 74 529 114 millions de livres. Par comparaison, en 1997, les intérêts créditeurs n'étaient que de 13 728 millions de livres alors que le chiffre d'affaires total et le coût des ventes total s'élevaient à 44 072 138 millions et à 38 722 381 millions de livres turques, respectivement.

79. Les chiffres ci-dessus montrent incontestablement que le montant des intérêts créditeurs pour 1998 n'est en aucune façon lié aux activités de production ou de vente et correspond davantage à un revenu exceptionnel. Si les intérêts créditeurs étaient liés à la production ou à la vente, le ratio entre les intérêts créditeurs et le chiffre d'affaires/coût des ventes ne varierait pas autant d'une année sur l'autre.

b) Habas

80. Les intérêts créditeurs de la société Habas étaient inscrits sous la rubrique des revenus hors exploitation dans l'état des résultats de la société et ils ont par conséquent été jugés insuffisamment liés aux activités de production ou de vente par les autorités chargées de l'enquête.

c) Colakoglu

81. Les intérêts créditeurs de la société Colakoglu étaient également inscrits sous la rubrique des revenus hors exploitation dans l'état des résultats de la société (ils ont été enregistrés après que les bénéfices ou les pertes d'exploitation de la société ont été calculés). Par ailleurs, l'absence de tout rapport avec la production et la vente est mise en évidence par le fait que les intérêts créditeurs ont été presque six fois plus élevés en 1998 qu'en 1997, alors que pendant la même période les ventes brutes n'ont augmenté que de 50 pour cent environ.

d) Diler

82. Les intérêts créditeurs de Diler étaient inscrits sous la rubrique des revenus hors exploitation dans l'état des revenus de la société (ils ont été enregistrés après que les bénéfices ou les pertes d'exploitation de la société ont été calculés). En conséquence, ces revenus n'ont pas été jugés suffisamment liés aux activités de production.

e) IDC

83. Les intérêts créditeurs d'IDC étaient inscrits sous la rubrique des revenus hors exploitation dans l'état des revenus de la société (ils ont été enregistrés après que les bénéfices ou les pertes d'exploitation de la société ont été calculés). En conséquence, ces revenus n'ont pas été jugés suffisamment liés aux activités de production.

84. Compte tenu des considérations précédentes, l'Égypte estime que les autorités chargées de l'enquête étaient en droit d'écarter les intérêts créditeurs du calcul de la valeur normale construite

puisque les éléments de preuve versés au dossier montraient que ces revenus n'étaient pas suffisamment liés aux activités de production. Il conviendrait de noter qu'aucune société interrogée n'a présenté d'éléments de preuve indiquant le contraire.

85. Comme l'a expliqué l'Égypte dans sa première communication écrite et ses communications ultérieures, les mesures prises par les autorités chargées de l'enquête à cet égard sont conformes à la pratique d'autres grandes juridictions, comme les Communautés européennes et les États-Unis.

Question n° 11

L'Égypte pourrait-elle fournir une copie des documents suivants:

- **la lettre datée du 26 août 1999 adressée par les autorités chargées de l'enquête à toutes les sociétés interrogées faisant état d'une prorogation de 14 jours du délai imparti pour répondre aux lettres du 19 août 1999 (l'octroi de cette prorogation est mentionné à la page 35 de la première communication écrite de la Turquie);**

- **la lettre datée du 23 septembre 1999 adressée par les autorités chargées de l'enquête à la société Icdas;**

- **les annexes de la communication du 9 septembre 1999 présentée par la société IDC (pièce n° 29 de la Turquie)?**

Réponse

a) Lettre datée du 26 août 1999 adressée à toutes les sociétés interrogées

- Icdas: pièce n° 14.1 de l'Égypte
- IDC: pièce n° 14.2 de l'Égypte
- Conseil des sociétés Diler, Colakoglu et Habas: pièce n° 14.3 de l'Égypte.

b) Lettre datée du 23 septembre 1999 adressée par les autorités chargées de l'enquête à la société Icdas

- pièce n° 13.2.2 de l'Égypte.

c) Annexes des communications du 9 septembre 1999 présentées par la société IDC

- pièce n° 15 de l'Égypte.

QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL AUX DEUX PARTIES

Question n° 1

Au paragraphe 3 de la demande d'établissement d'un groupe spécial, la Turquie désigne quatre facteurs comme étant des motifs d'infraction aux articles mentionnés. On peut toutefois soutenir que dans les communications présentées par la Turquie d'autres motifs sont en outre invoqués. Les parties sont-elles d'avis qu'il est admissible:

a) d'utiliser une expression globale pour énumérer les motifs d'une infraction alléguée dans une demande d'établissement d'un Groupe spécial; et

b) quand une liste de motifs figure dans une demande d'établissement d'un groupe spécial, d'invoquer un autre ou plusieurs autres motifs dans les communications:

i) lorsque la liste est censée être globale; et

ii) lorsque la liste n'est pas censée être globale?

Réponse

a) L'Égypte considère qu'il est admissible d'utiliser une expression globale pour énumérer les motifs d'une infraction alléguée dans une demande d'établissement d'un groupe spécial, mais que cette liste de facteurs devrait être aussi exhaustive que possible. L'ORD n'impose aucun délai pour la présentation de la demande d'établissement d'un groupe spécial une fois que des consultations ont été formellement engagées. En conséquence, le plaignant a d'autres possibilités de déterminer la mesure spécifique en cause et le fondement juridique pertinent de la plainte.

b) i) Lorsque la liste des motifs est censée être globale, il est admissible selon l'Égypte d'invoquer des motifs additionnels dans les communications, à la condition que leur fondement juridique soit clairement identifié par rapport à chaque article du traité dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. En outre, le plaignant doit être en mesure d'expliquer pourquoi ces motifs ne figuraient pas dans la demande d'établissement d'un groupe spécial s'ils sont fondés sur des renseignements qui ne sont pas nouveaux pour lui. Enfin, il doit être ménagé au défendeur des possibilités adéquates de préparer sa défense.

b) ii) Lorsque la liste des motifs n'est pas censée être globale, il n'est pas admissible selon l'Égypte d'invoquer des motifs additionnels dans les communications, à moins que de nouvelles données de fait dont le plaignant ne disposait auparavant pas soient apparues au cours de la procédure. Dans un tel cas de figure, l'Égypte considère qu'il est admissible d'ajouter des motifs à une liste qui n'est pas globale, à condition que le plaignant puisse démontrer que ces motifs sont en rapport avec le fondement juridique de son allégation et que le défendeur se voit ménager des possibilités adéquates de préparer sa défense.

Question n° 2

Les parties pourraient-elles présenter leurs observations, à la lumière de l'article 31 de la Convention de Vienne sur le droit des traités, sur le sens des expressions suivantes:

a) "circonspection particulière" figurant à l'annexe II, paragraphe 7; et

b) "au mieux de ses possibilités" figurant à l'annexe II, paragraphe 5?

Réponse

86. L'Égypte considère que les interprétations ci-après suivent le sens ordinaire à attribuer aux termes de ces dispositions dans leur contexte et à la lumière de leur objet et de leur but au titre de l'Accord antidumping.

a) Sens de l'expression "circonspection particulière"

87. À titre préliminaire, il conviendrait de noter que le paragraphe 7 de l'annexe II envisage des circonstances dans lesquelles les autorités chargées d'une enquête doivent utiliser des renseignements de source *secondaire*, et non des renseignements obtenus des sociétés interrogées concernées. En conséquence, comme l'Égypte l'a expliqué dans sa première communication écrite, cette disposition

ne s'applique pas à l'enquête sur les barres d'armature puisque toutes les constatations relatives à l'existence d'un dumping ont été fondées sur les données communiquées par les sociétés interrogées, à la seule exception du taux d'hyperinflation établi sur la base des statistiques officielles et des données sur le prix de la ferraille obtenues d'une autre société interrogée qui a fourni des pièces justificatives (voir la réponse à la question n° 2 posée à l'Égypte).

88. De l'avis de l'Égypte, l'utilisation de l'expression "*circonspection particulière*" indique que les autorités chargées de l'enquête devraient avoir recours aux renseignements de source secondaire *uniquement* dans la mesure où cela est strictement nécessaire pour combler les lacunes des renseignements obtenus des sociétés interrogées concernées, c'est-à-dire de la source primaire. Cette expression indique également que les autorités chargées de l'enquête devraient soigneusement vérifier les renseignements utilisés comme données de fait disponibles d'après d'autres renseignements mis à leur disposition par d'autres sources. Dans l'enquête sur les barres d'armature, le seul renseignement provenant d'une source secondaire était le taux mensuel d'hyperinflation de 5 pour cent. Comme il a déjà été expliqué (voir par exemple la réponse de l'Égypte à la question n° 4), ce taux a été calculé à partir du taux d'inflation annuel moyen pour le commerce de gros et de détail communiqué par l'Institut national de statistiques de la République turque.

b) Sens de l'expression "au mieux de ses possibilités"

89. L'Égypte considère que l'expression "*au mieux de ses possibilités*" figurant au paragraphe 5 de l'annexe II désigne le niveau de coopération que les autorités chargées d'une enquête peuvent légitimement attendre des sociétés interrogées pendant une enquête antidumping. En particulier, le terme "mieux" indique que ce niveau de coopération doit être très élevé.

90. Ainsi, l'Égypte estime que les sociétés interrogées sont censées fournir dans un délai raisonnable tous les renseignements demandés par les autorités chargées de l'enquête qui sont à leur disposition immédiate ou qu'elles peuvent obtenir sans difficulté indue.

91. En conséquence, une société interrogée ne peut être considérée comme ayant agi "*au mieux de ses possibilités*" si elle ne fournit pas de copies de ses propres registres ni d'explications valables sur la manière dont ces registres ont été établis. Par ailleurs, l'Égypte reconnaît qu'une société interrogée peut avoir davantage de difficultés à répondre à la demande des autorités chargées d'une enquête lorsque les données requises par ces autorités doivent être obtenues auprès d'une source sur laquelle la société n'a pas ou que peu de contrôle. En pareil cas, les autorités chargées de l'enquête devraient tenir compte de la situation particulière des sociétés interrogées, sans préjudice toutefois de leur droit de recourir aux "données de fait disponibles" si des données significatives ne sont pas obtenues des sociétés interrogées en vue d'établir des déterminations précises. Le fait que certaines sociétés interrogées mais pas d'autres fournissent tous les documents demandés montre déjà que, toutes choses étant égales par ailleurs, les sociétés en défaut n'agissent pas au mieux de leurs possibilités.

92. Dans l'enquête sur les barres d'armature, les demandes de renseignements complémentaires et de précisions portaient exclusivement sur les propres registres et données des sociétés interrogées. En conséquence, les autorités chargées de l'enquête étaient en droit d'attendre des réponses complètes et exhaustives à leurs questions. Le fait que de telles réponses n'ont pas été communiquées montre que les sociétés interrogées concernées n'ont pas agi au *mieux de leurs possibilités* au sens du paragraphe 5 de l'annexe II.

Question n° 3

Estimez-vous que la communication de l'Égypte contenant des renseignements commerciaux confidentiels (*analyse confidentielle du dommage*) constitue en soi une

"évaluation" des facteurs auxquels elle se rapporte, au sens de l'article 3.4? Veuillez citer tout fondement juridique et/ou précédent pertinents.

Réponse

93. L'Égypte estime que l'*analyse confidentielle du dommage* montre que l'analyse du dommage a été consciencieuse et a porté sur tous les facteurs énumérés à l'article 3.4. L'*analyse confidentielle du dommage* regroupe l'ensemble des constatations sur lesquelles les autorités chargées de l'enquête ont fondé leur détermination finale de l'existence d'un dommage et dont les principaux points sont reproduits dans le *rapport final*.

94. Il ressort clairement de l'*analyse confidentielle du dommage* qu'un grand nombre de données a été demandé et collecté au sujet des facteurs énumérés à l'article 3.4. Ces données ont été compilées individuellement pour chaque producteur national et pour l'ensemble de la branche de production nationale. Chaque facteur a été analysé séparément pour chaque producteur national et pour l'ensemble de la branche de production nationale et présenté sous la forme d'un tableau de manière à permettre aux autorités chargées de l'enquête de comparer les tendances et d'examiner la situation de la branche de production nationale dans son ensemble de 1996 au premier trimestre de 1999. Les autorités chargées de l'enquête ont donc été en mesure d'examiner les données dans leur contexte et de les évaluer tant du point de vue de leur évolution interne que par rapport aux autres facteurs examinés. En conséquence, elles ont été en mesure de déterminer les facteurs qui influaient sur la situation de la branche de production. L'*analyse confidentielle du dommage* constitue donc une évaluation des facteurs auxquels elle se rapporte au sens de l'article 3.4.

95. L'Égypte estime que cette approche est compatible avec les constatations du Groupe spécial *États-Unis - Acier laminé à chaud en provenance du Japon*.[6] En l'espèce, les autorités chargées de l'enquête avaient analysé tous les facteurs économiques pertinents qui influaient sur la situation de la branche de production sur la base des données portant sur une période de trois ans et examiné les tendances à plusieurs reprises dans son *rapport final*[7], ce qui s'apparente à l'approche adoptée par les autorités égyptiennes dans l'enquête sur les barres d'armature.

96. Dans l'affaire *États-Unis - Acier laminé à chaud*, la question dont le Groupe spécial était saisi était de savoir si les autorités chargées de l'enquête n'avaient pas suffisamment évalué certains facteurs du fait qu'elles n'avaient pas examiné ni comparé certaines données pour une période déterminée.[8] De même, dans le différend porté devant le présent Groupe spécial, la Turquie allègue que les autorités chargées de l'enquête n'ont pas pris en compte certaines tendances dégagées par les données et elle conclut sur cette base que l'examen des autorités chargées de l'enquête n'était pas fondé sur des éléments de preuve positifs. Toutefois, comme le Groupe spécial *États-Unis - Acier laminé à chaud* l'a noté, une évaluation correcte est de nature dynamique et tient compte des modifications du marché qui déterminent la situation actuelle de la branche de production - le fait que les autorités chargées de l'enquête n'ont pas explicitement pris en compte certaines tendances ne devrait pas compromettre le caractère adéquat de leur évaluation en la matière.[9] En conséquence, l'évaluation a été confirmée par le Groupe spécial.

97. En outre, le Groupe spécial *États-Unis - Acier laminé à chaud* a indiqué très clairement que le point de "[s]avoir si les faits étay[aient] l'évaluation et la conclusion en ce qui concerne ces facteurs

[6] WT/DS184/4, paragraphe 7.232.
[7] *Id*., paragraphes 7.226 et 7.227.
[8] *Id*., paragraphes 7.228 à 7.231.
[9] *Id*., paragraphe 7.234.

[était] une autre question".[10] Il importait à cet égard de ne pas oublier que le Groupe spécial était lié dans son analyse par le critère d'examen énoncé à l'article 17.6 de l'Accord antidumping.[11]

Question n° 4

Les parties pourraient-elles présenter leurs observations, à la lumière de la Convention de Vienne sur le droit des traités, sur la décision rendue par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis - Acier laminé à chaud* (paragraphes 101 et 102)[12] au sujet des paragraphes 2 et 5 de l'Annexe II?

Réponse

98. La décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis - Acier laminé à chaud* concernant les paragraphes 2 et 5 de l'Annexe II a été rendue dans un contexte particulier, l'Administration des États-Unis ayant décidé d'appliquer des données de fait disponibles "*défavorables*" à une des sociétés japonaises interrogées, à savoir KSC, au motif que cette société n'avait pas suffisamment coopéré avec l'Administration des États-Unis au cours de l'enquête nationale. La question dont l'ORD était saisi était de savoir si la qualité de la coopération dont KSC avait fait preuve pendant l'enquête autorisait l'Administration des États-Unis à tenter d'obtenir des résultats défavorables.

99. Les questions que l'ORD devait examiner comportaient deux volets: 1) le sens du terme "*coopération*" et 2) les efforts que les autorités chargées de l'enquête pouvaient légitimement attendre des sociétés interrogées au cours d'une enquête.

100. Ainsi, l'Organe d'appel a noté ce qui suit: "la coopération est un processus, qui implique un effort conjoint, dans le cadre duquel les parties travaillent ensemble en vue de la réalisation d'un objectif commun. À cet égard, nous relevons que les parties peuvent fort bien "coopérer" dans une large mesure, même si les renseignements demandés ne sont, en fin de compte, pas obtenus".[13]

101. Passant à l'examen du degré de coopération attendu des société interrogées, l'Organe d'appel a noté que les dispositions du paragraphe 5 de l'Annexe II "*[faisaient] penser que le degré de coopération exigé des parties intéressées [était] élevé - les parties intéressées [devaient] agir au "mieux" de leurs possibilités*"[14], mais que les autorités chargées de l'enquête ne devaient toutefois pas imposer une "*charge supplémentaire excessive*" sur les sociétés interrogées. Compte tenu de ces considérations, l'Organe d'appel a conclu ce qui suit: "[le paragraphe 2 de l'Annexe II] *oblige les autorités chargées de l'enquête à établir un équilibre entre l'effort qu'elles peuvent attendre que les parties intéressées fassent pour répondre aux questionnaires et la possibilité que ces parties intéressées ont dans la pratique de se conformer pleinement à toutes les demandes que leur adressent les autorités chargées de l'enquête. Pour achever leurs enquêtes, les autorités chargées de l'enquête sont en droit d'attendre un degré d'effort très important - au "mieux de leurs possibilités" - des exportateurs soumis à enquête. Dans le même temps, cependant, les autorités chargées de l'enquête ne sont pas en droit de soumettre ces exportateurs à des conditions absolues ni de leur imposer des charges déraisonnables*".[15]

102. Appliquant les principes susmentionnés au cas d'espèce, l'Organe d'appel a confirmé les constatations du Groupe spécial selon lesquelles la société KSC avait agi au mieux de ses possibilités

[10] *Id.*, paragraphe 7.235.
[11] *Id.*
[12] WT/DS184/AB/R.
[13] WT/DS184/AB/R, paragraphe 99.
[14] *Id.*, paragraphe 100, pas d'italique dans l'original.
[15] *Id.*, paragraphes 101 et 102.

en cherchant à obtenir les données demandées par l'Administration des États-Unis et que, en conséquence, les autorités chargées de l'enquête n'étaient pas en droit, lorsqu'elles avaient recours aux données de fait disponibles, de chercher à obtenir intentionnellement un résultat défavorable.

103. La portée exacte de cette décision doit être bien comprise. Contrairement à l'interprétation donnée par la Turquie, il n'a pas été dit dans l'affaire *États-Unis - Acier laminé à chaud* que le recours aux données de fait disponibles n'était pas justifié lorsqu'une société agissait au mieux de ses possibilités. Au contraire, l'Organe d'appel a expressément indiqué que la coopération n'aboutissait pas nécessairement à l'obtention des renseignements requis. Dans un tel cas, le recours aux données de fait disponibles se justifie pleinement, comme l'a estimé le Groupe spécial. Celui-ci a en effet indiqué ce qui suit: "*il n'est pas contesté que KSC n'a pas communiqué les renseignements demandés au sujet des prix de revente et des coûts de transformation complémentaire pour ce qui était des ventes effectuées par l'intermédiaire de cette société affiliée CSI. Ainsi, il apparaît que le DOC a eu raison de décider d'appliquer les données de fait disponibles pour ce qui était des renseignements non communiqués par KSC au sujet des coûts de transformation complémentaire de CSI, étant donné que ces renseignements nécessaires n'ont pas été communiqués dans un délai raisonnable*" (pas d'italique dans l'original).[16]

104. Par ailleurs, selon l'ORD, le recours à des données de fait disponibles "*défavorables*" n'est admissible que lorsque la société interrogée ne remplit pas son devoir de coopération au sens de l'Accord antidumping.

105. En conclusion, l'affaire *États-Unis - Acier laminé à chaud* confirme que le recours aux données de fait disponibles est également légitime lorsque les sociétés interrogées coopèrent pleinement si les renseignements fournis ne sont pas suffisants pour établir des constatations significatives.

QUESTIONS POSÉES PAR LA TURQUIE À L'ÉGYPTE

Question n° 1

L'Égypte allègue que l'"autre société interrogée" ayant fourni des données sur les prix de la ferraille qui ont été examinées par les autorités chargées de l'enquête comme il est indiqué dans le rapport final était la société Alexandria National. Nous croyons toutefois savoir que la société Alexandria National utilise la méthode de réduction directe du fer pour fabriquer de l'acier, qui se sert des boulettes de fer comme matière première, et qu'elle n'utilise pas de four à arc électrique pour fondre la ferraille. Veuillez indiquer si cela est exact et, dans l'affirmative, préciser la nature et la pertinence des données sur le prix de la ferraille communiquées par la société Alexandria National.

Réponse

106. Contrairement à ce que la Turquie pense, la société Alexandria National Steel utilise à la fois la méthode de réduction directe du fer pour fabriquer de l'acier et la méthode du four à arc électrique pour fondre la ferraille.

[16] WT/DS184/R, paragraphe 7.69.

Question n° 2

Veuillez préciser la période pour laquelle les chiffres de l'inflation indiqués dans votre réponse orale à la question n° 4 du Groupe spécial ont été calculés.

107. La période pour laquelle les chiffres de l'inflation ont été calculés est l'année civile 1998.

ANNEXE 8-3

RÉPONSE DE L'ÉGYPTE AUX QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL ET OBSERVATIONS DE LA TURQUIE CONCERNANT LA RÉPONSE DE L'ÉGYPTE

B. RÉPONSE DE L'ÉGYPTE AUX QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL

Question n° 1

L'Égypte pourrait-elle décrire le contexte dans lequel Alexandria National a fourni les données relatives au prix de la ferraille contenues dans la télécopie adressée aux autorités chargées de l'enquête à la date du 15 septembre 1999 (pièce n° 12 de l'Égypte)? En particulier, a-t-elle fourni ces renseignements en réponse à une demande des autorités chargées de l'enquête? Dans l'affirmative, veuillez présenter une copie de cette demande. Sinon, veuillez expliquer pour quelles raisons Alexandria National a fourni ces renseignements.

Réponse

2 Alexandria National a fourni les données relatives aux prix de la ferraille contenues dans la pièce n° 12 de l'Égypte suite à une demande que les autorités chargées de l'enquête lui ont adressée après avoir reçu l'allégation formulée par les sociétés turques interrogées selon laquelle les cours de la ferraille se seraient effondrés tout au long de la période visée par l'enquête. Pour vérifier la véracité de cette allégation factuelle, les autorités chargées de l'enquête ont demandé à la branche de production égyptienne de fournir des renseignements sur l'évolution mensuelle des prix de la ferraille en 1998. Cette demande a été faite par téléphone.

Question n° 2

L'Égypte pourrait-elle communiquer les calculs montrant exactement comment chacun des prix mensuels de la ferraille en 1998 figurant à la première page de la pièce n° 12 de l'Égypte a été obtenu à partir de la "référence citée" à la deuxième page de la pièce n° 12 de l'Égypte; et l'Égypte pourrait-elle expliquer pourquoi la méthode utilisée a été choisie?

Réponse

3 Les prix indiqués à la première page de la pièce n° 12 de l'Égypte ont été calculés par Alexandria National, et non par les autorités chargées de l'enquête. Cette question n'est, en tout cas, pas pertinente. De fait, les autorités chargées de l'enquête se sont fondées pour évaluer l'évolution des prix de la ferraille sur la "référence citée" à la deuxième page de la pièce n° 12 de l'Égypte, et non sur les prix mentionnés dans la note d'envoi de la société Alexandria National. Les éléments de preuve présentés par Alexandria National montraient que l'allégation formulée par les sociétés turques interrogées selon laquelle les cours de la ferraille se seraient effondrés tout au long de la période visée par l'enquête était en fait fausse. En effet, comme l'explique le *rapport final*, il a été constaté que les prix de la ferraille ont été à peu près constants pendant les sept premiers mois de la période visée par l'enquête. Au cours des trois mois suivants, les prix se sont effondrés. Puis, les prix ont commencé à

remonter au cours des deux derniers mois de la période visée par l'enquête. En d'autres termes, la "forte baisse" n'a en fait porté que sur trois des 12 mois considérés.

4. Accessoirement, l'Égypte voudrait souligner que l'évaluation de l'évolution des prix de la ferraille au cours de la période visée par l'enquête établie par les autorités chargées de l'enquête à partir des renseignements fournis par Alexandria National est conforme aux tendances indiquées dans les documents communiqués par la Turquie dans les pièces n° 13 et n° 14 de la Turquie. En effet, ces documents, qui ont été communiqués pour la première fois par la Turquie au cours de la présente procédure, montrent que les cours de la ferraille ont été relativement stables durant les sept premiers mois de 1998, puis se sont effondrés pendant une période d'environ trois mois.

5. Enfin, il est important de noter que, contrairement à ce que prétend la Turquie, les prix de la ferraille communiqués par Alexandria National n'ont *pas* été utilisés pour calculer la valeur normale pour les sociétés turques interrogées. Ces renseignements ont été utilisés *uniquement* aux fins de vérifier l'exactitude de l'allégation formulée par les sociétés turques interrogées concernant la baisse des prix de la ferraille pendant la période visée par l'enquête. Par contre, les coûts des matières utilisés pour le calcul de la valeur normale pour les sociétés turques interrogées étaient fondés *exclusivement* sur les données relatives aux coûts communiquées respectivement par chacune des sociétés interrogées.

6. L'Égypte estime que les actions des autorités chargées de l'enquête sont pleinement conformes à l'Accord antidumping de l'OMC et, notamment, au paragraphe 7 de son Annexe II.

* * *

C. OBSERVATIONS DE LA TURQUIE CONCERNANT LA RÉPONSE DE L'ÉGYPTE À CERTAINES QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL

1. Dans sa réponse du 5 avril 2002 à une question posée par le Groupe spécial, l'Égypte déclare que les données relatives à la ferraille qu'elle a utilisées pour sa détermination finale figurent à la deuxième page de la pièce n° 12 de l'Égypte. L'Égypte déclare ensuite que ces données relatives à "l'évolution des prix de la ferraille pendant la période visée par l'enquête ... sont conformes aux tendances indiquées dans les documents communiqués par la Turquie dans les pièces n° 13 et n° 14 de la Turquie". Nous convenons que les prix de la ferraille figurant à la deuxième page de la pièce n° 12 de l'Égypte sont conformes aux données contenues dans les pièces n° 13 et n° 14 de la Turquie. En fait, les prix figurant dans la pièce en question de l'Égypte pour la ferraille HMS 1&2 sont précisément les mêmes que les prix de la ferraille communiqués dans la pièce n° 14 de la Turquie – ce qui n'a rien d'étonnant, puisque les uns et les autres proviennent de la même source, *Metal Bulletin*.[1]

2. Là où nous sommes en désaccord, c'est lorsque l'Égypte déclare que "ces documents" – à savoir les pièces n° 13 et n° 14 de la Turquie – "montrent que les cours de la ferraille ont été relativement stables durant les sept premiers mois de 1998, puis se sont effondrés pendant une période d'environ trois mois". Comme le Groupe spécial peut simplement le constater en examinant les pièces n° 13 et n° 14 de la Turquie ainsi que la deuxième page de la pièce n° 12 de l'Égypte, les cours de la ferraille HMS 1&2 ont fortement diminué entre janvier 1998 (114-116 dollars EU par tonne) et avril 1998 (96-97 dollars EU par tonne), et ont poursuivi leur baisse en juillet 1998 (jusqu'à 92-94 dollars EU par tonne). Cela équivaut à une baisse globale de 19 pour cent, ce qui peut

[1] La pièce n° 14 de la Turquie n'étant qu'une simple représentation graphique des données qui, comme l'Égypte le reconnaît, ont été présentées aux autorités chargées de l'enquête au cours de l'enquête initiale, le Groupe spécial ne devrait pas faire abstraction de la pièce n° 14 de la Turquie pour les raisons que l'Égypte a exposées précédemment dans la présente procédure. Plus précisément, il n'est pas interdit au Groupe spécial d'examiner ces données au titre de l'article 17.5 b) de l'Accord.

difficilement apparaître comme un élément de preuve de la stabilité des cours de la ferraille pendant les sept premiers mois de l'année.[2] Il est certain que ces données dont les autorités chargées de l'enquête disposaient lorsqu'elles ont établi leur détermination finale, ce que l'Égypte reconnaît maintenant, n'étayent pas la constatation de fait contenue dans le rapport final selon laquelle "[p]endant les sept premiers mois de la période", les prix de la ferraille "ont été à peu près constants et n'ont pas baissé de façon significative". Paragraphe 12 du rapport final. Cette constatation est de toute évidence inexacte. De plus, les données représentées sur ces graphiques n'étayent pas la conclusion selon laquelle la forte baisse des prix de la ferraille n'a porté que sur trois des 12 mois de la période. Alors qu'entre juillet et octobre on a enregistré une nouvelle baisse de quelque 35 dollars EU par tonne, soit une baisse supplémentaire de 30 pour cent par rapport à janvier, contrairement à l'impression que donne le rapport final, la baisse enregistrée au cours de cette dernière période de trois mois n'a représenté que trois cinquièmes de la baisse totale enregistrée entre janvier et octobre. Il y a certainement eu des baisses significatives qui se sont produites plus tôt dans l'année.

3. L'importance de ces baisses doit être examinée du point de vue de la question que les autorités chargées de l'enquête étaient en train d'examiner. Ces autorités réagissaient spécifiquement à une allégation formulée par les sociétés turques interrogées selon laquelle la baisse des prix de la ferraille en devises constantes compensait les effets de l'inflation et de la dévaluation que connaissait l'économie turque, de sorte que leurs coûts en livres turques n'augmentaient pas proportionnellement au taux de l'inflation. De ce point de vue, une baisse de 19-20 pour cent des coûts en devises constantes sur les sept premiers mois de la période visée par l'enquête est en effet très importante et sape directement le fondement de la constatation des autorités chargées de l'enquête selon laquelle les coûts de la ferraille auraient dû augmenter de 5 pour cent par mois pendant la période concernée. De plus, comme nous l'avons précédemment souligné, la plupart des ventes de barres d'armature réalisées en Égypte ont eu lieu au deuxième semestre de 2001, alors que les baisses des prix de la ferraille produisaient leurs effets les plus notables sur les coûts de production des barres d'armature. Au cours de cette période, les prix de la ferraille étaient inférieurs aux niveaux de 1998, d'un pourcentage atteignant 44 pour cent, soit un pourcentage plus élevé que le taux d'inflation de la période.

4. Enfin, nous n'avons jamais allégué, comme le prétend l'Égypte, que les données relatives au prix de la ferraille communiquées par Alexandria National aient été utilisées par les autorités chargées de l'enquête pour calculer le coût de production des sociétés interrogées. Nous avons reconnu que les autorités chargées de l'enquête avaient utilisé les données des sociétés interrogées; toutefois, nous avons allégué que ces données étaient fondées, du moins dans certains cas, sur les coûts de la ferraille en janvier pour servir à une comparaison avec les prix de vente au cours du second semestre de 2001, période au cours de laquelle les prix de la ferraille étaient manifestement bien plus bas.

[2] Les cours de la ferraille HMS 1 indiquent des baisses du même ordre – de 123-124 dollars EU par tonne en janvier 1998 à 105-107 dollars EU par tonne en avril 1998 et 98-99 dollars EU en juillet (soit une baisse globale de 20 pour cent). Les prix ont ensuite chuté entre août et octobre (70-72 dollars EU par tonne) soit une nouvelle baisse de 23 pour cent par rapport aux niveaux de janvier. À noter que la baisse observée d'août à octobre n'est pas aussi importante, en pourcentage, que la baisse qui a eu lieu plus tôt la même année.

ANNEXE 9

DÉCLARATION ORALE DU CHILI EN QUALITÉ DE TIERCE PARTIE

1. Merci Monsieur le Président et Messieurs les membres du Groupe spécial.

2. Nous vous remercions de nous donner l'occasion d'exprimer nos vues au sujet du présent différend. Comme nous l'avons dit dans notre lettre du 1er novembre, nous n'avons pas présenté de communication écrite, mais nous souhaitions nous réserver le droit de soulever quelques points au cours de l'audience.

3. Le Chili n'a pas d'intérêt commercial dans cette affaire mais il a de vives préoccupations d'ordre systémique, qui résultent de la prolifération alarmante des mesures antidumping auxquelles les Membres de l'OMC ont recours, en particulier lorsque ces mesures sont appliquées d'une manière arbitraire qui, selon nous, donne lieu de conclure que l'intention ultime est de fermer la porte aux importations et de protéger des branches de production locales non compétitives.

4. La façon dont certaines lois et pratiques nationales interprètent et appliquent les dispositions de l'article VI du GATT de 1994 et de l'Accord antidumping va manifestement au-delà du sens, de la portée, de l'esprit et de la lettre véritables de ces dispositions multilatérales. Ces règles offrent un recours dans des circonstances exceptionnelles, lorsqu'un dommage réel et effectif se produit et que les conditions particulières énoncées dans l'Accord antidumping sont réunies.

5. Par conséquent, il incombe aux groupes spéciaux de confirmer — en rejetant les interprétations et les pratiques infondées — les principes de transparence et d'équité sur lesquels reposent les Accords de l'OMC, en veillant à ce que les principes et règles convenus à l'échelle multilatérale soient pleinement respectés et, en particulier, en faisant en sorte que les disciplines de l'Accord antidumping soient strictement observées.

6. Merci.

ANNEXE 10-1

COMMUNICATION ÉCRITE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES EN QUALITÉ DE TIERCE PARTIE

I. INTRODUCTION

1. Les Communautés européennes se réjouissent d'avoir l'occasion de présenter leurs vues dans le cadre de la procédure engagée par la Turquie concernant la compatibilité avec l'article X de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (ci-après "GATT de 1994") ainsi qu'avec les articles 2, 3 et 6 et les Annexes I et II de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT (ci-après l'"Accord antidumping") des droits antidumping définitifs appliqués par l'Égypte aux barres d'armature en acier originaires de Turquie.

2. Les Communautés européennes ont décidé d'intervenir dans la présente affaire en qualité de tierce partie en raison de leur intérêt systémique à l'égard de l'interprétation correcte de l'Accord antidumping. Bon nombre des points en litige ont trait à des questions de fait au sujet desquelles les Communautés européennes ne sont pas en mesure de présenter d'observations. Par conséquent, leur intervention se limitera à un certain nombre de questions d'interprétation du droit qui revêtent un intérêt particulier pour elles. D'ailleurs, comme quelques-unes des situations de fait sous-jacentes restent à déterminer, les Communautés européennes demeurent à la disposition du Groupe spécial si celui-ci était intéressé à connaître leurs vues sur des questions qui pourraient se poser ultérieurement et qui n'ont pas été examinées dans la présente communication.

3. Les Communautés européennes présentent ci-après un certain nombre d'observations concernant trois aspects du différend dont est saisi le Groupe spécial. Elles examineront successivement: 1) l'étendue des éléments de preuve que le Groupe spécial est habilité à examiner; 2) des questions ayant trait à la détermination de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité; et 3) des questions ayant trait à la détermination de l'existence d'un dumping.

II. ÉTENDUE DES ÉLÉMENTS DE PREUVE QUE LE GROUPE SPÉCIAL EST HABILITÉ À EXAMINER

4. L'Égypte a fait valoir que la Turquie avait communiqué au Groupe spécial des éléments de preuve qui n'avaient pas été portés à la connaissance des autorités chargées de l'enquête. Les Communautés européennes croient comprendre que les arguments sous-jacents concernant l'existence de lien de causalité ont été présentés aux autorités chargées de l'enquête, bien que certains éléments de preuve communiqués au Groupe spécial n'aient pas été portés à l'attention de celles-ci. La Turquie fait valoir que l'Égypte n'a pas réussi à démontrer, au moyen d'éléments de preuve positifs, l'existence d'un lien de causalité entre le dumping et le dommage.[1] L'Égypte estime que le Groupe spécial devrait juger irrecevables tous les éléments de preuve qui lui ont été présentés mais qui n'avaient pas été communiqués aux autorités chargées de l'enquête. Elle fait reposer cet argument sur l'article 17.6 i) de l'Accord et sur les exigences relatives à la "régularité de la procédure".[2]

5. Toutefois, l'article 17.6 i) n'enjoint pas à un groupe spécial de juger irrecevables les éléments de preuve qui n'avaient pas été présentés aux autorités chargées de l'enquête. Il lui enjoint plutôt de

[1] Turquie – Première communication écrite, 27 septembre 2001, pages 6 et suivantes.
[2] Égypte – Première communication écrite, 24 octobre 2001, page 28.

"vérifier si l'établissement des faits par les autorités était correct et si leur évaluation de ces faits était impartiale et objective". Comme l'Organe d'appel l'a signalé:

> *[L'article 17.6 i)], en même temps, définit en fait les cas dans lesquels les autorités chargées de l'enquête peuvent être considérées comme ayant agi d'une façon incompatible avec l'Accord antidumping lors de leur "établissement" et de leur "évaluation" des faits pertinents.*[3]

6. Il se peut donc qu'un groupe spécial soit appelé à se prononcer sur la question de savoir si l'exclusion de certains éléments de preuve d'une procédure interne était compatible avec l'obligation qui est faite aux autorités chargées de l'enquête d'établir les faits d'une manière "correcte". En pareil cas, un groupe spécial peut être confronté à des éléments de preuve qui n'ont pas été présentés aux autorités chargées de l'enquête et peut être appelé à tenir compte de ces éléments de preuve pour déterminer si les autorités chargées de l'enquête ont établi les faits "correctement".

7. L'article 17.5 ii) est lui aussi pertinent à cet égard. S'il est allégué que les autorités chargées de l'enquête n'ont pas examiné une question donnée, en l'excluant de la procédure interne, le dossier "des faits communiqués conformément à la procédure interne appropriée" jettera alors la lumière sur l'examen de cette question par les autorités chargées de l'enquête.

8. Néanmoins, comme nous l'avons déjà indiqué, les Communautés européennes croient comprendre que la Turquie n'allègue pas que l'Égypte a indûment exclu des éléments de preuve de son dossier. Elle allègue plutôt que l'Égypte n'a pas établi correctement les faits ou qu'elle n'a pas évalué ces faits de manière impartiale et objective parce qu'elle ne se serait pas fondée sur des "éléments de preuve positifs", conformément à l'article 3.1. En pareil cas, l'article 17.5 ii) enjoint au Groupe spécial d'examiner les faits communiqués conformément aux procédures internes appropriées. Pour ce faire, le Groupe spécial devrait chercher à savoir si des faits communiqués n'ont pas été pris en considération et aussi si toutes les dispositions appropriées ont été prises pour établir les faits nécessaires.

III. DÉTERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE ET D'UN LIEN DE CAUSALITÉ

A. ARTICLE 3.5 DE L'ACCORD

9. L'Égypte fait valoir que la liste de facteurs qui doit être examinée, aux termes de la dernière phrase de l'article 3.5, a plutôt un caractère exemplatif qu'obligatoire. C'est également la conclusion à laquelle est parvenue le Groupe spécial dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*.[4] Les Communautés européennes ne contestent pas cette interprétation, mais notent que l'article 3.5 impose aux autorités chargées de l'enquête l'obligation d'"examiner [...] tous les facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale". La liste qui figure dans la dernière phrase indique un certain nombre de facteurs qui peuvent être pertinents aux fins de cet examen. Toutefois, il est de la plus haute importance de déterminer ce qu'on entend par "facteurs connus". Les Communautés européennes estiment en premier lieu que ces facteurs seraient ceux que les parties intéressées ont portés à l'attention des autorités chargées de l'enquête dans le cadre de la procédure interne. Toutefois, dans certaines circonstances, il se peut qu'une partie intéressée évoque d'autres facteurs mais qu'elle ne

[3] Rapport de l'Organe d'appel, États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon, WT/DS184/AB/R, adopté le 23 août 2001, paragraphe 56.

[4] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/R, adopté le 23 août 2001, tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS184/AB/R, paragraphe 7.247.

puisse prouver de manière concluante que ces autres facteurs causent un dommage. En pareilles circonstances, les Communautés européennes considéreraient que ces facteurs étaient "connus" des autorités chargées de l'enquête, au sens de l'article 3.5, et qu'ils devraient donc être examinés. En effet, l'Organe d'appel, lorsqu'il s'est penché sur l'article 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes (qui traite aussi de l'établissement de l'existence d'un lien de causalité) a dit:

> *[le rôle central que jouent les parties intéressées dans l'enquête] ne signifie pas que les autorités compétentes peuvent limiter leur évaluation de "tous les facteurs pertinents", au titre de l'article 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes, aux facteurs que les parties intéressées ont évoqués comme étant des facteurs pertinents. Les autorités compétentes doivent, dans chaque cas, procéder à une enquête complète pour pouvoir effectuer une évaluation appropriée de tous les facteurs pertinents expressément mentionnés à l'article 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes. En outre, l'article 4:2 a) exige que les autorités compétentes – et non les parties intéressées – évaluent pleinement la pertinence, éventuelle, d'"autres facteurs". Si les autorités compétentes considèrent qu'un "autre facteur" particulier peut être pertinent pour la situation de la branche de production nationale, au sens de l'article 4:2 a), leurs devoirs en matière d'enquête et d'évaluation les empêchent de rester passives face à d'éventuelles carences des éléments de preuve présentés et des vues exprimées par les parties intéressées. En pareils cas, lorsque les autorités compétentes ne disposent pas de renseignements suffisants pour évaluer la pertinence que peut avoir un tel "autre facteur", elles doivent étudier pleinement cet "autre facteur" afin qu'elles puissent s'acquitter de leurs obligations en matière d'évaluation au titre de l'article 4:2 a).*[5] *(non souligné dans l'original)*

10. Ainsi, les Communautés européennes estiment que lorsque les autorités chargées de l'enquête connaissent l'existence d'autres facteurs qui peuvent causer un dommage, celles-ci sont tenues d'examiner de manière approfondie ces autres facteurs. Elles ne peuvent rester passives face aux limitations des renseignements qui leur ont été communiqués par les parties intéressées, lorsqu'elles ont les moyens de poursuivre leur enquête.

B. DÉTERMINATION DE LA PÉRIODE VISÉE PAR L'ENQUÊTE AUX FINS DE L'ÉTABLISSEMENT DE L'EXISTENCE D'UN DUMPING ET D'UN DOMMAGE

11. La Turquie a fait valoir que la période retenue pour déterminer l'existence d'un dommage doit coïncider avec celle qui a été retenue pour déterminer l'existence d'un dumping.[6] Les Communautés européennes croient comprendre que la Turquie ne donne pas à entendre que les deux périodes visées par l'enquête devraient être de la même durée. Les prescriptions énoncées dans l'Accord antidumping en ce qui concerne l'appréciation du dommage exigent logiquement que la période visée par l'enquête relative à l'existence d'un dommage comprenne un laps de temps important antérieur à la période visée par l'enquête relative à l'existence d'un dumping, afin que puissent être évaluées les tendances qui ont influé sur la branche de production nationale pendant un certain nombre d'années. Les Communautés européennes croient plutôt comprendre que la Turquie estime que des périodes d'une durée différente peuvent conduire à constater l'existence d'un dommage alors même qu'il n'existe aucun lien de causalité entre le dommage et le dumping, et que pareille situation serait incompatible avec l'Accord antidumping.

---

[5] Rapport de l'Organe d'appel, États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de gluten de froment en provenance des Communautés européennes ("États-Unis – Gluten de froment"), WT/DS166/AB/R, adopté le 19 janvier 2001, paragraphe 55.

[6] Turquie – Première communication écrite, page 24.

12. Les Communautés européennes font observer pour commencer que l'Accord antidumping ne fixe aucune période particulière pour l'enquête, qu'il s'agisse de l'enquête relative à l'existence d'un dumping ou de celle relative à l'existence d'un dommage. Dans une affaire donnée, diverses considérations de fait peuvent nécessiter une période particulière. Par contre, il ne fait aucun doute que l'Accord impose une obligation de fond prépondérante, c'est-à-dire que des droits antidumping ne peuvent être imposés que lorsque l'existence d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage a été établie, conformément à l'article 3.1 et 3.5. Il convient de souligner que le Groupe spécial chargé de l'affaire *CE – Linge de lit* a constaté que l'appréciation du dommage devrait porter sur toutes les importations originaires d'un pays ayant pratiqué le dumping et qu'il n'était pas nécessaire de n'évaluer que l'incidence dommageable des différentes importations dont il avait été constaté qu'elles faisaient l'objet d'un dumping.[7]

13. Ainsi, en substance, afin de prouver l'existence d'un lien de causalité, il est probable que la période visée par l'enquête relative à l'existence d'un dommage doive être plus ou moins contemporaine de la période visée par l'enquête relative à l'existence d'un dumping et qu'elle sera le plus souvent beaucoup plus longue.[8] Comme les effets dommageables du dumping ne sont parfois observés qu'un certain temps après que le dumping proprement dit a eu lieu, il serait injustifié de limiter les pouvoirs d'enquête des autorités nationales pour empêcher que la période visée par l'enquête relative au dommage soit plus longue que celle de l'enquête relative au dumping. Quoi qu'il en soit, indépendamment de la durée des périodes visées par l'enquête et de l'étendue de leur chevauchement, un Membre contreviendrait à l'article 3.1 et 3.3 s'il imposait des droits antidumping sans avoir trouvé des éléments de preuve de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité pour les périodes respectives visées par l'enquête.

IV. DÉTERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DUMPING

A. DÉLAIS APPLICABLES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

14. La Turquie prétend que les demandes de renseignements complémentaires envoyées par l'Égypte après la vérification sur place portaient atteinte à ses droits au titre de l'article 6.1 et 6.1.1 de l'Accord antidumping ainsi que des paragraphes 1 et 6 de l'Annexe II de cet accord.[9] Elle fait valoir en particulier que les délais impartis pour répondre aux demandes de renseignements complémentaires ne ménageaient pas aux exportateurs d'"amples possibilités" de présenter tous les éléments de preuve, conformément à l'article 6.1, et que l'Égypte n'avait pas indiqué de manière détaillée les renseignements dont elle avait besoin, comme elle aurait dû le faire aux termes du paragraphe 1 de l'Annexe II. La Turquie prétend également que l'Égypte aurait dû appliquer le délai fixé à l'article 6.1.1 en ce qui concerne ses demandes de renseignements complémentaires.

---

[7] Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde* ("*Communautés européennes – Linge de lit*"), WT/DS141/R, adopté le 12 mars 2001, tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS141/AB/R, paragraphes 6.132 à 6.142.

[8] Il convient de noter que le Comité des pratiques antidumping a recommandé que la période visée par l'enquête relative à l'existence d'un dommage "compren[ne] la totalité de la période de collecte des données aux fins de l'enquête en matière de dumping". Cette recommandation a été jugée non contraignante. Voir le rapport du Groupe spécial *Guatemala – Mesures antidumping définitives concernant le ciment Portland gris en provenance du Mexique* ("*Guatemala – Ciment II*"), WT/DS156/R, adopté le 17 novembre 2000, paragraphe 8.266 et note de bas de page 868 y afférente, et le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon* ("*États-Unis - Acier laminé à chaud*"), WT/DS184/R, adopté le 23 août 2001, tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS184/AB/R, paragraphe 7.226, note de bas de page 152.

[9] Turquie – Première communication écrite, page 56.

15. Les Communautés européennes s'insurgent contre l'insinuation de la Turquie selon laquelle les délais impartis à l'article 6.1.1 devraient s'appliquer aux demandes de renseignements complémentaires. Cela empêcherait les Membres de procéder à une enquête approfondie, conformément aux exigences énoncées à l'article 6.6, dans le délai imparti à l'article 5.10.

16. En outre, cette thèse n'est pas étayée en droit. Il est question à l'article 6.1.1 des "questionnaires utilisés dans une enquête antidumping". D'après le contexte, il est évident qu'il s'agit des questionnaires envoyés au moment de l'ouverture d'une enquête. Ainsi, l'article 6.1.3 fait état de l'obligation d'envoyer aux exportateurs connus la demande présentée par écrit en vue de l'ouverture d'une enquête. En outre, au paragraphe 7 de l'Annexe I, on peut lire les mots "au questionnaire", au singulier (*"l'enquête sur place devrait avoir lieu après la réception de la réponse au questionnaire"*).

17. De fait, dans l'Accord antidumping, il est plusieurs fois question de la possibilité d'obtenir un "complément d'information" sans qu'un délai ne soit expressément imposé pour ce genre de demande. Par exemple, l'article 6.7 dispose que les vérifications sur place peuvent servir à "obtenir plus de détails". L'article 6.6 oblige les autorités à s'assurer de l'exactitude des renseignements fournis, ce qui sous-entend clairement que d'autres questions peuvent être posées. En outre, dans un contexte légèrement différent, le paragraphe 6 de l'Annexe II oblige les autorités à informer une partie intéressée des raisons pour lesquelles des renseignements ont été rejetés et les oblige à donner à cette partie "un délai raisonnable" pour fournir des explications. Si la partie réussit à fournir des renseignements satisfaisants, ceux-ci peuvent être pris en compte dans toute détermination. Il existe donc une possibilité de fournir des renseignements complémentaires alors que le délai imparti à l'article 6.1.1 ne s'applique pas. Les Communautés européennes font observer que le Groupe spécial chargé de l'affaire *Guatemala – Ciment II* a conclu qu'aucun délai ne s'appliquait à la présentation des éléments de preuve ou des arguments, si ce n'est celui prévu à l'article 6.1.1 pour répondre au questionnaire.[10]

18. Pour conclure, bien qu'elles estiment que le caractère raisonnable d'un délai imparti pour répondre à des demandes de renseignements complémentaires devrait être examiné au regard de l'article 6.1, les Communautés européennes ne voient pas comment l'application aux demandes de renseignements complémentaires du délai prévu à l'article 6.1.1 pourrait être justifiée en droit ou dans la pratique.

B. DÉDUCTION DES INTÉRÊTS CRÉDITEURS À COURT TERME DES INTÉRÊTS DÉBITEURS

19. La Turquie estime que l'Égypte a contrevenu à l'article 2.2.1, 2.2.1.1 et 2.2.2 de l'Accord en ne déduisant pas les intérêts créditeurs à court terme des intérêts débiteurs lorsqu'elle a calculé la valeur normale.[11] L'Égypte affirme qu'elle a agi ainsi parce que les intérêts perçus n'avaient pas un lien suffisamment étroit avec le coût de production.[12]

20. Les Communautés européennes estiment qu'il découle de l'article 2.2.1.1 et 2.2.2 de l'Accord que les intérêts créditeurs à court terme ne peuvent être déduits des intérêts débiteurs que s'ils peuvent être liés, en fait, à la vente ou à la production du produit concerné. Ainsi, les Communautés européennes appellent l'attention du Groupe spécial sur l'exigence de l'article 2.2.1.1 selon laquelle les frais doivent être établis d'après des registres qui "tiennent compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré". En outre, l'article 2.2.2 dispose que les montants

[10] *Guatemala – Ciment II, op. cit.*, paragraphes 8.118 à 8.120. Il convient de noter que ce groupe spécial examinait la question de la présentation d'éléments de preuve et d'arguments pendant la période entre l'imposition de mesures provisoires et l'imposition de mesures définitives.

[11] Turquie – Première communication écrite, page 77.

[12] Égypte – Première communication écrite, page 89.

utilisés pour calculer les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général seront "fondés sur des données réelles concernant la production et les ventes, au cours d'opérations commerciales normales". Cela étant, dans leur pratique, les Communautés européennes sont parvenues à la conclusion que les intérêts créditeurs ne peuvent être déduits des intérêts débiteurs que lorsqu'ils sont liés à la production ou à la vente du produit concerné. La question de savoir si les intérêts créditeurs en question ont un lien suffisamment étroit avec la production ou la vente du produit concerné est donc une question de fait, qui doit être déterminée par les autorités chargées de l'enquête.

C. AJUSTEMENT DE LA VALEUR NORMALE POUR TENIR COMPTE DES FRAIS DE CRÉDIT

21. La Turquie a fait valoir qu'il y avait violation de l'article 2.4 de l'Accord parce que l'Égypte n'avait pas ajusté la valeur normale pour tenir compte des frais de crédit alors qu'elle l'avait fait en ce qui concerne le prix à l'exportation.[13] L'Égypte estime qu'il n'était pas nécessaire d'envisager un éventuel ajustement pour les frais de crédit parce que la valeur normale a été construite et que, selon l'article 2.4, il ne devrait être dûment tenu compte que des différences affectant la comparabilité des prix.[14] Selon l'Égypte, comme la valeur normale a été construite à partir du coût de production, les conditions de vente n'ont pu influer sur elle.

22. La pratique des Communautés européennes consiste à apporter des ajustements pour les frais de crédit aussi bien à la valeur normale qu'aux prix à l'exportation lorsque ces ajustements sont justifiés, cela également dans l'éventualité où la valeur normale a été construite. La raison en est que la valeur normale construite comprendra habituellement un élément pour les frais associés à l'octroi de conditions de crédit. Ainsi, l'article 2.2 de l'Accord dispose que la valeur normale construite devrait être établie à partir du coût de production dans le pays d'origine majoré d'un montant raisonnable pour les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général, et pour les bénéfices. L'article 2.2.2 prévoit trois moyens possibles de calculer les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général ainsi que les bénéfices lorsqu'il est nécessaire de construire la valeur normale. Les frais qui sont utilisés pour construire la valeur normale peuvent également comprendre les frais de crédit. Ainsi, si les montants réels utilisés au titre de l'article 2.2.2 pour calculer la valeur normale construite ont été ajustés pour tenir compte des frais de crédit, les Communautés européennes estiment qu'il devrait être permis d'ajuster la valeur normale construite. Elles font également observer, par analogie, que la possibilité d'apporter des ajustements pour tenir compte des frais lorsque le prix à l'exportation a été jugé non fiable et qu'il doit être construit est expressément prévue dans la quatrième phrase de l'article 2.4.

V. CONCLUSION

23. Pour conclure, les Communautés européennes estiment:

- que l'admissibilité des éléments de preuve qui n'ont pas été présentés aux autorités chargées de l'enquête ne devrait pas être déterminée au titre de l'article 17.6 i);

- que les autorités chargées de l'enquête sont tenues d'enquêter de manière approfondie sur l'existence d'autres facteurs connus qui peuvent causer un dommage, même si les éléments de preuve présentés ne comportent pas de lacune;

- que la période visée par l'enquête relative à l'existence d'un dommage et celle visée par l'enquête relative à l'existence d'un dumping n'ont pas à être identiques, mais qu'elles devraient permettre l'établissement, au moyen d'éléments de preuve positifs,

[13] Turquie – Première communication écrite, page 78.
[14] Turquie – Première communication écrite, page 89.

d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage subi par la branche de production nationale;

- que l'Accord antidumping ne fixe pas de délais en ce qui concerne la communication des réponses aux demandes de renseignements complémentaires émanant des autorités chargées de l'enquête, mais que les délais impartis doivent être conformes à l'article 6.1 de l'Accord antidumping;

- que les intérêts créditeurs ne peuvent être déduits des intérêts débiteurs que s'ils ont un lien suffisamment étroit avec la production ou la vente du produit concerné; et

- que les frais de crédit peuvent être déduits de la valeur normale construite lorsque les faits le justifient.

ANNEXE 10-2

DÉCLARATION ORALE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES EN QUALITÉ DE TIERCE PARTIE

I. INTRODUCTION

1. Monsieur le Président, Messieurs les membres du Groupe spécial, je voudrais d'abord vous remercier, au nom des Communautés européennes, de nous donner l'occasion de présenter nos vues dans le cadre du présent différend.

2. Comme nous l'avons fait remarquer dans notre communication écrite en qualité de tierce partie, bon nombre des points en litige ont trait à des questions détaillées de fait au sujet desquelles les Communautés européennes ne sont pas en mesure de présenter d'observations. C'est pourquoi la présente intervention portera essentiellement sur certaines questions systémiques qui ont été soulevées par les Communautés européennes dans leur communication écrite en qualité de tierce partie. Nos observations seront donc axées sur:

- Premièrement, l'interprétation de l'article 3.5 de l'Accord antidumping.
- Deuxièmement, la relation entre la période visée par l'enquête relative au dumping et celle visée par l'enquête relative au dommage.
- Troisièmement, les délais applicables aux demandes de renseignements complémentaires adressées au cours de l'enquête.
- Quatrièmement, le traitement des intérêts créditeurs dans le calcul des intérêts débiteurs.
- Enfin, les ajustements apportés à la valeur normale construite pour tenir compte des frais de crédit.

II. INTERPRÉTATION DE L'ARTICLE 3.5 DE L'ACCORD

3. Les parties au différend ne sont pas d'accord sur la question de savoir si les autorités égyptiennes chargées de l'enquête ont procédé à une analyse de l'existence d'un lien de causalité qui était conforme à l'article 3.5 de l'Accord antidumping. En particulier, l'Égypte a fait valoir que la liste de facteurs qui doivent être examinés, aux termes de la dernière phrase de l'article 3.5, a plutôt un caractère exemplatif qu'impératif. Les Communautés européennes conviennent que la liste qui figure à l'article 3.5 est de caractère non impératif, comme on peut le constater en comparant le libellé de l'article 3.5 à celui de l'article 3.4, et compte tenu de la conclusion à laquelle est parvenu le Groupe spécial chargé de l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*.[1]

4. Le Japon a fait valoir, dans sa communication écrite en qualité de tierce partie, que l'article 3.5 exige un examen détaillé des autres facteurs qui causent un dommage à la branche de production nationale, de façon à pouvoir isoler rigoureusement ces facteurs des effets du dumping.[2]

[1] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/R, adopté le 23 août 2001, tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS184/AB/R, paragraphe 7.247.

[2] Communication écrite du Japon en qualité de tierce partie, 1er novembre 2001, paragraphe 27.

Les Communautés européennes conviennent qu'un examen détaillé doit être effectué. Toutefois, à cet égard, l'article 3.5 met initialement l'accent sur la question de savoir si les autres facteurs qui doivent être examinés sont des "facteurs connus", et c'est la question préliminaire qui se pose au présent groupe spécial. Dans l'affaire *Thaïlande – Poutres en H*, le Groupe spécial a dit:

> "Nous estimons que les autres facteurs "connus" incluraient les facteurs de causalité qui sont clairement signalés aux autorités chargées de l'enquête par les parties intéressées au cours d'une enquête antidumping. Nous sommes d'avis que l'article 3.5 de l'Accord antidumping ne prévoit pas expressément que les autorités chargées de l'enquête doivent chercher à connaître et examiner dans chaque cas, de leur propre initiative, les effets de tous les facteurs possibles autres que les importations qui peuvent causer un dommage à la branche de production nationale visée par l'enquête."[3]

5. Cette déclaration semble indiquer qu'il appartient aux parties intéressées d'évoquer devant les autorités chargées de l'enquête les facteurs qui peuvent être pertinents en ce qui concerne le lien de causalité. Il serait logique, semble-t-il, que les parties intéressées qui soulèvent d'autres questions pertinentes soient tenues d'avancer quelques éléments de preuve ou arguments pour établir *prima facie* qu'un facteur particulier peut être pertinent et mérite d'être examiné en détail par les autorités chargées de l'enquête. Sinon, une partie intéressée se bornerait à énumérer les facteurs qui figurent à l'article 3.5 et les autorités chargées de l'enquête seraient tenues de procéder à un examen approfondi de ces facteurs, éludant ainsi le choix délibéré des termes employés à l'article 3.5, que dénote l'utilisation des mots "tous les facteurs connus", et transformant ainsi la liste de facteurs en des facteurs de caractère obligatoire qui doivent être examinés.

6. Par conséquent, les Communautés européennes estiment que le Groupe spécial devrait d'abord examiner la question de savoir si les exportateurs turcs ont établi *prima facie*, dans le cadre de l'enquête menée par l'Égypte, qu'un facteur particulier pouvait être une des causes du dommage subi par la branche de production égyptienne. Si tel est le cas, le Groupe spécial devrait alors se prononcer sur la question de savoir si l'examen qui a été fait de ces facteurs répond aux critères énoncés aux articles 3.1 et 17.6 i), entre autres. La pertinence de l'article 17.6 i) a été expliquée récemment par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*:

> "[L'article 17.6 i)], en même temps, définit en fait les cas dans lesquels les autorités chargées de l'enquête peuvent être considérées comme ayant agi d'une façon incompatible avec l'Accord antidumping lors de leur "établissement" et de leur "évaluation" des faits pertinents."[4]

7. Pour conclure, le Groupe spécial devrait déterminer, dans un premier temps, si les facteurs qui selon la Turquie auraient dû conduire les autorités chargées de l'enquête à conclure que les importations n'étaient pas responsables du dommage étaient connus des autorités chargées de l'enquête et, dans un deuxième temps, si l'examen de ces facteurs répond aux critères énoncés aux articles 3.1 et 17.6 i) de l'Accord.

---

[3] Rapport du Groupe spécial *Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne* ("*Thaïlande – Poutres en H*"), WT/DS122/R, adopté le 5 avril 2001, tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS122/AB/R, paragraphe 7.273. Les Communautés européennes croient comprendre que la Turquie ne donne pas à entendre qu'il existait des facteurs qui auraient dû être connus des autorités chargées de l'enquête, indépendamment de l'enquête menée par l'Égypte.

[4] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/AB/R, adopté le 23 août 2001, paragraphe 56.

III. RELATION ENTRE LA PÉRIODE VISÉE PAR L'ENQUÊTE RELATIVE AU DUMPING ET CELLE VISÉE PAR L'ENQUÊTE RELATIVE AU DOMMAGE

8. La Turquie a fait valoir que la période retenue pour déterminer l'existence d'un dommage doit coïncider avec celle qui a été retenue pour déterminer l'existence d'un dumping.[5] Les Communautés européennes croient comprendre que la Turquie estime que des périodes d'une durée différente peuvent conduire à constater l'existence d'un dommage alors même qu'il n'existe aucun lien de causalité entre le dommage et le dumping, et que pareille situation serait incompatible avec l'Accord antidumping.

9. Les Communautés européennes conviennent que les autorités chargées de l'enquête doivent toujours être en mesure de démontrer que les importations faisant l'objet d'un dumping sont la cause du dommage subi par la branche de production nationale. Toutefois, cela ne signifie pas que la période visée par l'enquête relative au dumping et celle visée par l'enquête relative au dommage doivent prendre fin en même temps. Néanmoins, dans la pratique, dans le cas des enquêtes menées par les Communautés européennes, les périodes d'enquête relative au dumping et au dommage prennent effectivement fin en même temps.

10. Les Communautés européennes ont déjà fait observer dans leur communication écrite que l'Accord antidumping ne fixe aucune période particulière pour l'enquête, qu'il s'agisse de l'enquête relative à l'existence d'un dumping ou de celle relative à l'existence d'un dommage. Conformément à la recommandation qui a été adoptée par le Comité des pratiques antidumping (document G/ADP/6), la période visée par l'enquête relative à l'existence d'un dommage "devrait comprendre la totalité de la période de collecte des données aux fins de l'enquête en matière de dumping". La fin de la période visée par l'enquête relative à l'existence d'un dumping et celle de la période visée par l'enquête relative à l'existence d'un dommage devront donc être assez rapprochées.

11. Quoi qu'il en soit, un Membre contreviendrait à l'article 3.1 et 3.3 s'il imposait des droits antidumping sans avoir trouvé des éléments de preuve de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité entre les deux, pour les périodes respectives visées par l'enquête. Il appartiendra au Groupe spécial de déterminer si un tel lien de causalité existe, compte tenu des faits dont il est saisi. Pour ce faire, le Groupe spécial n'est pas tenu de formuler des constatations concernant la durée respective des périodes visées par les enquêtes relatives à l'existence d'un dommage et d'un dumping.

IV. DÉLAIS APPLICABLES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

12. Les Communautés européennes partagent les préoccupations des États-Unis au sujet de l'idée, mise en avant par la Turquie, que le délai prévu à l'article 6.1.1 devrait s'appliquer aux demandes de renseignements complémentaires qui sont adressées après l'envoi du questionnaire initial.[6] Cette thèse ne s'appuie pas sur l'Accord et empêcherait les Membres de procéder à une enquête approfondie, conformément aux exigences énoncées à l'article 6.6, dans le délai qui leur est imparti à l'article 5.10.

13. Il est question à l'article 6.1.1 des "questionnaires utilisés dans une enquête antidumping". D'après le contexte, il est évident qu'il s'agit des questionnaires envoyés au moment de l'ouverture d'une enquête. Comme les Communautés européennes l'ont déjà souligné, au paragraphe 7 de l'Annexe I, on peut lire les mots "au questionnaire", au singulier ("*l'enquête sur place devrait avoir lieu après la réception de la réponse au questionnaire*").

---

[5] Turquie – Première communication écrite, page 24.

[6] Communication des États-Unis en qualité de tierce partie, 1er novembre 2001, partie IV, page 9.

14. Plusieurs dispositions permettent aux autorités chargées de l'enquête de demander des renseignements complémentaires sans prévoir pour autant un délai particulier. Par exemple, l'article 6.7 dispose que les vérifications sur place peuvent servir à "obtenir plus de détails". L'article 6.6 oblige les autorités à s'assurer de l'exactitude des renseignements fournis, ce qui sous-entend clairement que d'autres questions peuvent être posées. Le paragraphe 6 de l'Annexe II oblige les autorités à informer une partie intéressée des raisons pour lesquelles des renseignements ont été rejetés et les oblige à donner à cette partie "un délai raisonnable" pour fournir des explications.

15. En outre, les Communautés européennes font observer que le Groupe spécial chargé de l'affaire *Guatemala – Ciment II* a conclu qu'aucun délai ne s'appliquait à la présentation des éléments de preuve ou des arguments, si ce n'est celui prévu à l'article 6.1.1 pour répondre au questionnaire.[7]

16. Pour conclure, bien qu'elles estiment que le caractère raisonnable d'un délai imparti pour répondre à des demandes de renseignements complémentaires devrait être examiné au regard de l'article 6.1, les Communautés européennes ne voient pas comment l'application aux demandes de renseignements complémentaires du délai prévu à l'article 6.1.1 pourrait être justifiée en droit ou dans la pratique.

V. DÉDUCTION DES INTÉRÊTS CRÉDITEURS À COURT TERME DES INTÉRÊTS DÉBITEURS

17. Les parties sont également en litige en ce qui concerne la licéité de la décision de l'Égypte de ne pas déduire les intérêts créditeurs à court terme des intérêts débiteurs aux fins du calcul de la valeur normale. La Turquie soutient qu'il s'agit d'une violation de l'article 2.2.1, 2.2.1.1 et 2.2.2 de l'Accord, tandis que l'Égypte affirme que cela est possible parce que les intérêts perçus n'avaient pas un lien suffisamment étroit avec le coût de production.[8]

18. Sur le plan du droit, les Communautés européennes se rallient de manière générale à la position de l'Égypte. Il découle de l'article 2.2.1.1 et 2.2.2 de l'Accord que les intérêts créditeurs à court terme ne peuvent être déduits des intérêts débiteurs que s'ils peuvent être liés, en fait, à la vente ou à la production du produit concerné. L'article 2.2.1.1 exige que les frais soient établis d'après des registres qui "tiennent compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré". En outre, l'article 2.2.2 dispose que les montants utilisés pour calculer les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général seront "fondés sur des données réelles concernant la production et les ventes, au cours d'opérations commerciales normales". Les Communautés européennes interprètent cette disposition comme signifiant que les intérêts créditeurs ne peuvent être déduits des intérêts débiteurs que s'ils ont un lien suffisamment étroit avec la production ou la vente du produit concerné. La question de savoir si les intérêts créditeurs en question ont un lien suffisamment étroit avec la production ou la vente du produit concerné est donc une question de fait, qui doit être déterminée par les autorités chargées de l'enquête et qui est susceptible d'être examinée par le Groupe spécial, conformément à l'article 17.6 i).

[7] Rapport du Groupe spécial *Guatemala - Mesures antidumping définitives concernant le ciment Portland gris en provenance du Mexique* ("*Guatemala – Ciment II*"), WT/DS156/R, adopté le 17 novembre 2000, paragraphes 8.118 à 8.120. Il convient de noter que ce groupe spécial examinait la question de la présentation d'éléments de preuve et d'arguments pendant la période entre l'imposition de mesures provisoires et l'imposition de mesures définitives.

[8] Égypte – Première communication écrite, page 89.

VI. AJUSTEMENTS DE LA VALEUR NORMALE CONSTRUITE POUR TENIR COMPTE DES FRAIS DE CRÉDIT

19. La Turquie a fait valoir qu'il y avait violation de l'article 2.4 de l'Accord parce que l'Égypte n'avait pas ajusté la valeur normale pour tenir compte des frais de crédit alors qu'elle l'avait fait en ce qui concerne le prix à l'exportation.[9] L'Égypte estime qu'il n'était pas nécessaire d'envisager un éventuel ajustement pour les frais de crédit parce que la valeur normale a été construite et que, selon l'article 2.4, il ne devrait être dûment tenu compte que des différences affectant la comparabilité des prix.[10] Selon l'Égypte, comme la valeur normale a été construite à partir du coût de production, les conditions de vente n'ont pu influer sur elle.

20. Les Communautés européennes apportent habituellement des ajustements pour les frais de crédit aussi bien à la valeur normale qu'aux prix à l'exportation, lorsque cela est justifié. Cela vaut également dans le cas où la valeur normale a été construite. Cette interprétation repose sur le fait que la valeur normale construite comprendra habituellement un élément pour les frais associés à l'octroi de conditions de crédit. L'article 2.2 de l'Accord dispose que la valeur normale construite devrait être établie à partir du coût de production dans le pays d'origine majoré d'un montant raisonnable pour les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général, et pour les bénéfices. L'article 2.2.2 prévoit trois moyens possibles de calculer les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général ainsi que les bénéfices lorsqu'il est nécessaire de construire la valeur normale. Donc, les frais qui sont utilisés pour construire la valeur normale peuvent également comprendre les frais de crédit. Par conséquent, si les montants réels utilisés au titre de l'article 2.2.2 pour calculer la valeur normale construite ont été ajustés pour tenir compte des frais de crédit, les Communautés européennes estiment qu'il devrait être permis d'ajuster la valeur normale construite. Elles font également observer, par analogie, que la possibilité d'apporter des ajustements pour tenir compte des frais lorsque le prix à l'exportation a été jugé non fiable et qu'il doit être construit est expressément prévue dans la quatrième phrase de l'article 2.4.

VII. CONCLUSION

21. Pour conclure, les Communautés européennes demandent au Groupe spécial de constater:

- Premièrement, en vertu de l'article 3.5, le Groupe spécial doit d'abord déterminer si d'autres facteurs étaient connus des autorités chargées de l'enquête, avant de se prononcer sur la question de savoir si l'examen auquel ont procédé les autorités chargées de l'enquête était compatible avec les exigences des articles 3.1 et 17.6 i).

- Deuxièmement, que l'Accord ne prescrit pas une durée particulière en ce qui concerne la période visée par l'enquête relative soit au dommage, soit au dumping. Néanmoins, les périodes retenues doivent permettre d'établir, au moyen d'éléments de preuve positifs, l'existence d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage subi par la branche de production nationale.

- Troisièmement, que l'Accord antidumping ne fixe pas de délais précis en ce qui concerne les demandes de renseignements complémentaires, mais que les délais doivent être conformes à l'article 6.1 de l'Accord antidumping.

[9] Turquie – Première communication écrite, page 78.
[10] Turquie – Première communication écrite, page 89.

- Quatrièmement, que les intérêts créditeurs ne peuvent être déduits des intérêts débiteurs que s'ils ont un lien suffisamment étroit avec la production ou les ventes du produit concerné.

- Enfin, que les frais de crédit peuvent être déduits de la valeur normale construite lorsque les faits le justifient.

22. Merci de votre attention.

ANNEXE 10-3

RÉPONSES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES EN QUALITÉ DE TIERCE PARTIE AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL

Question n° 1

Selon les CE, quel devrait être le rôle des autorités chargées de l'enquête lorsqu'il s'agit d'établir, dans le cadre d'une enquête antidumping, l'existence des "facteurs connus autres" dont il est question à l'article 3.5, et quel est le fondement juridique de la position des CE?

Réponse

1. Les Communautés européennes estiment que le rôle des autorités chargées de l'enquête est principalement régi par l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping et, en ce qui concerne la détermination de l'existence d'un dommage et la détermination de l'existence d'un lien de causalité, par l'article 3.1. L'article 17.6 i) exige que les faits soient établis correctement et que l'évaluation de ces faits soit impartiale et objective. L'article 3.1 exige que la détermination de l'existence d'un lien de causalité soit fondée sur des éléments de preuve positifs et comporte un examen objectif.

2. L'article 3.5 oblige les autorités chargées de l'enquête à "examiner ... tous les facteurs connus". Il les oblige à déterminer si d'autres facteurs connus causent un dommage et à ne pas imputer aux importations faisant l'objet d'un dumping le dommage causé par l'un ou l'autre de ces autres facteurs. Cela soulève la question liminaire de savoir si un facteur était "connu" des autorités chargées de l'enquête, puis la question subsidiaire de savoir si les autorités chargées de l'enquête l'ont examiné conformément aux dispositions des articles 3.1 et 17.6 i). Manifestement, un facteur est nécessairement "connu" des autorités chargées de l'enquête lorsqu'il est évoqué dans le cadre de la procédure interne. Néanmoins, on ne peut prétendre qu'il suffit qu'une partie intéressée formule une allégation non étayée. Si cela suffisait pour qu'un facteur soit "connu" des autorités chargées de l'enquête, le caractère non obligatoire de la liste qui figure dans la dernière phrase de l'article 3.5 pourrait être facilement éludé par une partie intéressée qui n'aurait qu'à énumérer ces facteurs. Partant de là, les Communautés européennes déduisent qu'une partie intéressée doit établir *prima facie* qu'un facteur peut être pertinent pour que ce facteur soit "connu" au sens de l'article 3.5, de manière à ce que soit enclenchée l'analyse prévue aux articles 3.1 et 17.6 i).

3. Les Communautés européennes n'ont pas abordé la question de savoir si les autorités chargées de l'enquête peuvent être réputées "connaître" l'existence d'autres facteurs éventuellement pertinents au titre de l'article 3.5 lorsque ceux-ci n'ont pas été évoqués devant elles par une partie intéressée, mais cette question ne semble pas se poser en l'occurrence.[1]

Question n° 2

De l'avis des CE, l'obligation qui est faite aux autorités chargées de l'enquête dans le cadre d'une enquête antidumping en ce qui concerne l'établissement des "autres facteurs connus" aux termes de l'article 3.5 de l'Accord antidumping est-elle différente de l'obligation d'établir "tous les facteurs pertinents" aux termes de l'article 4:2 b) de l'Accord sur les

[1] Voir le rapport du Groupe spécial *Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne* ("*Thaïlande – poutres en H*"), WT/DS122/R, adopté le 5 avril 2001, tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS122/AB/R, paragraphe 7.273.

sauvegardes et, dans l'affirmative, en quoi ces obligations sont-elles différentes et quels sont leurs fondements juridiques?

Réponse

4. Les termes "tous les facteurs connus" (qui sont employés à l'article 4:2 a)) et les termes "facteurs connus autres" (qui sont employés à l'article 3.5 de l'Accord antidumping) ne figurent pas à l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes, qui porte sur l'établissement de l'existence d'un lien de causalité. De fait, l'article 4:2 b) est muet sur la question de savoir quels sont les autres facteurs mentionnés dans la deuxième phrase de cet article. Les termes "tous les facteurs pertinents", qui figurent à l'article 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes, semblent faire pendant à l'expression "tous les facteurs ... économiques pertinents", qui figurent à l'article 3.4 de l'Accord antidumping (et, comme l'article 3.4, ils prescrivent les dispositions qui doivent être prises par les autorités chargées de l'enquête).

5. On peut relever plusieurs différences lorsque l'on compare l'article 3.5 de l'Accord antidumping à l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes. Les deux premières phrases de l'article 3.5, tout comme la première phrase de l'article 4:2 b), énoncent l'obligation d'établir l'existence d'un lien de causalité. Toutefois, l'article 3.5 offre des exemples d'autres facteurs qui peuvent causer un dommage, contrairement à l'article 4:2 b) (le libellé relatif à la non-imputation est semblable). Par ailleurs, l'article 4:2 b) ne comporte pas de liste comparable à la liste de facteurs de caractère non obligatoire qui figure à l'article 3.5. On peut également observer que le déterminant "connu" n'est pas employé à l'article 4:2 b). Par conséquent, les Communautés européennes estiment que bien que l'obligation de fond générale soit semblable, c'est-à-dire examiner les autres facteurs qui peuvent causer un dommage et ne pas imputer ce dommage aux importations faisant l'objet d'un dumping ou à l'accroissement des importations, l'article 3.5 comprend une liste exemplative d'autres facteurs qui sont éventuellement pertinents et celui-ci qualifie également la nature des autres facteurs qui doivent être examinés ("connus"), tandis que l'article 4:2 b) est muet là-dessus.

6. Pour éviter toute confusion, lorsque les Communautés européennes se sont référées dans leur communication écrite au rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *États-Unis – Gluten de froment*, elles voulaient illustrer par une analogie les obligations qui incombent aux autorités chargées de l'enquête en matière d'établissement des faits lorsqu'un facteur est "connu" d'elles, au sens de l'article 3.5, dans l'éventualité où une partie intéressée ne serait pas en mesure de prouver de manière concluante l'effet d'un tel facteur.

Question n° 3

S'agissant de l'argument qui est avancé au paragraphe 5 de la communication écrite des CE, selon lequel l'article 17.6 i) n'enjoint pas à un groupe spécial de juger irrecevables les éléments de preuve qui n'ont pas été présentés aux autorités chargées de l'enquête, quelle est la signification de la disposition de l'article 17.5 ii), selon laquelle un groupe spécial "examiner[a] la question, en se fondant: ... sur les faits communiqués conformément aux procédures internes appropriées aux autorités du Membre importateur" (non souligné dans l'original)?

Réponse

7. Les Communautés européennes ont formulé des observations sur ce point parce que l'Égypte a fait valoir que certains éléments de preuve étaient irrecevables en vertu de l'article 17.6 i), argument que n'étaye manifestement pas le texte de cet article. L'article 17.6 i) ne régit pas la recevabilité des éléments de preuve présentés à un groupe spécial. Il énonce un critère d'examen en ce qui concerne les questions de fait, et impose aussi par conséquent certaines obligations aux autorités chargées de

l'enquête.[2] Un Groupe spécial ne peut donc pas juger des éléments de preuve irrecevables en invoquant l'article 17.6 i). L'article 17.5 ii), par contre, est la seule disposition de l'Accord antidumping qui régit la valeur des éléments de preuve sur lesquels un groupe spécial devrait fonder son examen. Ainsi, comme le donne à penser la question du Groupe spécial, l'article 17.5 ii) est important à cet égard. De fait, les Communautés européennes ont souligné la pertinence de l'article 17.5 ii) au paragraphe 7 de leur communication écrite.[3]

8. Ce faisant, les Communautés européennes ont évoqué la situation hypothétique dans laquelle un Membre aurait allégué que des éléments de preuve ont été indûment exclus d'une enquête, en faisant remarquer qu'il se pouvait que ces éléments de preuve ne doivent pas être soustraits à l'examen du groupe spécial, puisque le dossier des autorités nationales permettrait de mieux comprendre la façon dont ceux-ci avaient été traités. Ainsi, l'absence d'éléments de preuve au dossier pourrait être pertinente en ce qui concerne le caractère suffisant et l'objectivité de l'enquête menée par les autorités chargées de l'enquête. Toutefois, comme le Groupe spécial n'est pas saisi de cette question, les Communautés européennes ne développeront pas cet argument plus avant.[4]

[2] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/AB/R, adopté le 23 août 2001, paragraphe 56.

[3] Voir le rapport du Groupe spécial, *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/R, adopté le 23 août 2001, tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS184/AB/R, paragraphe 7.6, dans lequel le Groupe spécial a refusé de prendre en compte les éléments de preuve qui n'avaient pas été communiqués dans le cadre des procédures internes.

[4] Voir, *ibid.*, le paragraphe 7.8, dans lequel le Groupe spécial a également réservé son jugement sur la question de savoir si des éléments de preuve indûment exclus pouvaient être examinés par un groupe spécial.

ANNEXE 11-1

COMMUNICATION ÉCRITE DU JAPON EN QUALITÉ DE TIERCE PARTIE

I. LES AUTORITÉS CHARGÉES DE L'ENQUÊTE N'ONT PAS RESPECTÉ LES PRESCRIPTIONS DE FORME RELATIVES AUX ENQUÊTES ANTIDUMPING

1. Il apparaît que l'Égypte a mené son enquête antidumping sur les barres d'armature en acier en provenance de Turquie d'une manière qui n'est pas compatible avec l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1947 (l'"Accord"), lequel énonce des prescriptions de forme applicables à la conduite des enquêtes antidumping. Ces prescriptions obéissent "[au] principe fondamental qui veut que les enquêtes antidumping soient équitables".[1]

2. En l'espèce, la Turquie a présenté un certain nombre d'arguments convaincants montrant que les autorités chargées de l'enquête n'ont pas respecté les prescriptions de forme minimales inscrites dans l'Accord. De fait, la présence d'irrégularités nombreuses et importantes dans les procédures d'enquête de l'Égypte jette le doute sur l'équité de l'enquête dans son ensemble.

A. LES AUTORITÉS CHARGÉES DE L'ENQUÊTE N'ONT PAS LAISSÉ AUX SOCIÉTÉS INTERROGÉES UN "DÉLAI RAISONNABLE" POUR RÉPONDRE À LEURS QUESTIONS, COMPTE TENU DES CIRCONSTANCES

3. La Turquie allègue qu'après avoir reçu et vérifié les réponses des sociétés interrogées à leurs questions, les autorités chargées de l'enquête ont demandé à ces sociétés de répondre à de nombreuses questions complémentaires. Elle allègue aussi que les autorités chargées de l'enquête ont demandé aux sociétés interrogées de fournir un volume important de pièces justificatives et de traduire tous ces documents en anglais. Ces demandes avaient été adressées alors que la Turquie venait de subir un tremblement de terre dévastateur, en fait, à une époque où les personnels essentiels des sociétés interrogées s'étaient absentés de leur travail pour rechercher des membres de leur famille et aider aux opérations de secours. Or, même dans ces circonstances éprouvantes, les autorités chargées de l'enquête n'ont pas laissé aux sociétés interrogées un délai raisonnable pour répondre. En fait, à maintes reprises, elles ont fixé de brefs délais - dans un cas, le délai n'était guère que de deux jours.

4. Ces délais sont incompatibles avec plusieurs dispositions de l'Accord:

- L'article 6.1, selon lequel "Toutes les parties intéressées par une enquête antidumping ... se verront ménager d'amples possibilités de présenter par écrit tous les éléments de preuve qu'elles jugeront pertinents pour les besoins de l'enquête en question."

- L'article 6.2, dont la *première phrase* dispose ce qui suit: "Pendant toute la durée de l'enquête antidumping, toutes les parties intéressées auront toutes possibilités de défendre leurs intérêts."

- L'article 6.13, selon lequel "Les autorités tiendront dûment compte des difficultés que pourraient avoir les parties intéressées, en particulier les petites entreprises, à

[1] *Communautés européennes - Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde*, WT/DS141/R, paragraphe 6.181.

> communiquer les renseignements demandés, et elles leur accorderont toute l'aide possible."

5. Ces dispositions montrent bien que les autorités chargées de l'enquête doivent laisser aux sociétés interrogées un délai raisonnable pour répondre aux questions qui leur sont posées. Elles montrent bien aussi que lesdites autorités ont l'obligation d'accorder un délai supplémentaire lorsque les circonstances le justifient. À cet égard, l'Organe d'appel a récemment souligné que les autorités chargées de l'enquête doivent fixer des délais "d'une manière qui permette de prendre en compte les circonstances propres à chaque affaire".[2] Parmi les facteurs que "les autorités chargées de l'enquête devraient examiner", figurent "la nature et le volume des renseignements communiqués" et "les difficultés rencontrées par un exportateur soumis à enquête pour obtenir les renseignements".[3] La Turquie allègue que plusieurs facteurs importants justifiaient en l'espèce l'octroi d'un délai supplémentaire, parmi lesquels le nombre des documents demandés, la traduction en anglais de ces documents qui avait été exigée et les suites d'un tremblement de terre tragique. Ayant initialement fixé de brefs délais, les autorités chargées de l'enquête ont fait erreur, dans ces circonstances, en refusant d'accorder une prolongation "sur exposé des raisons" et en n'aidant pas les sociétés interrogées aux prises avec des "difficultés".

6. L'Égypte essaie de justifier la brièveté des délais impartis en les qualifiant de "plus que suffisants".[4] Elle fait valoir que le délai accordé est "un peu plus long que le délai normal accordé par d'autres pays dans des circonstances semblables", c'est-à-dire le délai de réponse type aux questionnaires complémentaires.[5] Cet argument montre que les autorités chargées de l'enquête ont fixé le délai sans prendre en considération les difficultés auxquelles les sociétés interrogées turques se heurteraient dans les circonstances propres à cette affaire. Le comportement des autorités chargées de l'enquête est par conséquent incompatible avec l'article 6 de l'Accord.

B. LES AUTORITÉS CHARGÉES DE L'ENQUÊTE N'ONT PAS MÉNAGÉ AUX SOCIÉTÉS INTERROGÉES DES POSSIBILITÉS SUFFISANTES D'EXPLIQUER LEURS RÉPONSES AUX QUESTIONNAIRES

7. Comme on l'a indiqué, les questionnaires complémentaires en cause ont été envoyés après que les autorités chargées de l'enquête avaient vérifié les réponses des sociétés interrogées aux questionnaires initiaux, au moyen d'un examen sur place au titre de l'article 6.7 de l'Accord. Les autorités chargées de l'enquête ont demandé aux sociétés interrogées de fournir un important volume de pièces justificatives - traduites en anglais - de manière à pouvoir essayer de vérifier les réponses. La Turquie a montré - et l'Égypte a admis - que les autorités chargées de l'enquête ont choisi de ne pas procéder à une second examen sur place pour vérifier les réponses données par les sociétés interrogées aux nouveaux questionnaires.[6] Les sociétés interrogées ont alors proposé de rencontrer au Caire les autorités chargées de l'enquête, mais cette offre n'a pas été acceptée.[7] Lorsque les réponses et les documents communiqués par les sociétés interrogées donnaient lieu à de nouvelles questions, apparemment parce qu'il n'y avait pas eu les explications et le dialogue qui sont d'usage lors d'examens sur place, les autorités chargées de l'enquête ont rejeté les renseignements communiqués et utilisé les "données de fait disponibles".

---

[2] *États-Unis - Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/AB/R, paragraphe 85 (où sont examinés les facteurs dont il dépendra que les renseignements soient ou non tenus pour communiquer dans un "délai raisonnable", même s'ils le sont après une date limite fixée par les autorités chargées de l'enquête).

[3] *Id.*

[4] Première communication écrite de l'Égypte (WT/DS211) ("Communication de l'Égypte), page 55 ("un délai de 13 jours était, selon l'Égypte, plus que raisonnable").

[5] *Id.*, page 55, n.26 (citant la pratique normale des CE en cas de demande de renseignements complémentaires dans des circonstances ordinaires).

[6] *Voir* la communication de l'Égypte, page 57.

[7] *Voir* la communication de l'Égypte, page 72.

8. La méthode de vérification pratiquée par les autorités chargées de l'enquête est incompatible avec les prescriptions de forme inscrites dans l'Accord sur quatre points au moins.[8]

9. Premièrement, selon l'Accord, les questionnaires et les questionnaires complémentaires devraient ordinairement précéder la vérification.[9] Cela ne veut pas dire que les autorités chargées de l'enquête se voient interdire de jamais adresser de questionnaires complémentaires après la vérification. Mais si les autorités chargées de l'enquête estiment que de nouveaux renseignements importants sont nécessaires après vérification, il leur incombe d'obtenir ces renseignements d'une manière qui assure l'équité fondamentale de la procédure. À tout le moins, les autorités chargées de l'enquête doivent donner à la société interrogée assez de temps pour répondre aux nouvelles questions et lui ménager des possibilités suffisantes d'expliquer ses nouvelles réponses.

10. Deuxièmement, l'Accord autorise expressément les vérifications sur place; il ne prévoit aucun autre type de vérification.[10] Il y a de bonnes raisons de préférer les vérifications sur place à d'autres procédures possibles - comme ce que la Turquie appelle la "vérification par correspondance" - parce qu'elles imposent une moindre charge à la société interrogée et ménagent à celle-ci d'amples possibilités d'expliquer ses documents aux vérificateurs. Ainsi, si les autorités chargées de l'enquête choisissent de ne pas procéder à une vérification sur place, elles devraient accepter tous renseignements fournis en temps utile par les sociétés interrogées.[11]

11. Troisièmement, l'Accord reconnaît la valeur de réunions mettant en présence les parties intéressées, puisqu'il donne aux sociétés interrogées le droit, sur leur demande, de rencontrer les autorités chargées de l'enquête.[12] La Turquie a montré - et l'Égypte a admis - que les autorités chargées de l'enquête avaient choisi de ne pas rencontrer les sociétés interrogées. Ces dernières auraient dû se voir ménager cette possibilité.

12. Enfin, l'Accord interdit aux autorités chargées de l'enquête d'imposer aux sociétés interrogées une "charge de la preuve ... déraisonnable".[13] Il est, de toute évidence, déraisonnable d'exiger que les sociétés interrogées prévoient toutes les questions possibles que les autorités chargées de l'enquête pourraient avoir à poser à propos d'un document, et répondent par écrit à chacune de ces questions. La société interrogée ne devrait avoir à répondre à des questions qu'en s'appuyant sur ses propres registres et données concernant les coûts et les ventes; elle ne devrait pas être tenue de procéder à quelque ajustement supplémentaire que ce soit, comme le prétendu ajustement pour hyperinflation, auquel elle ne serait pas tenue de procéder en application des principes comptables généralement acceptés. Par ailleurs, la société interrogée devrait se voir ménager la possibilité d'expliquer oralement ses réponses à la satisfaction des autorités chargées de l'enquête.

---

[8] L'utilisation des "données de fait disponibles" est examinée à la partie II *infra*.

[9] "Comme son objet principal est de vérifier les renseignements fournis ou d'obtenir plus de détails, l'enquête sur place devrait avoir lieu après la réception de la réponse au questionnaire ..." Accord, Annexe I, paragraphe 7. "Il faudrait, chaque fois que cela sera possible, que les réponses aux demandes de renseignements ou aux questions émanant des autorités ... soient données avant que la visite ait lieu." *Id.*, paragraphe 8.

[10] Accord, article 6.7 ("les autorités *pourront* ... procéder à des enquêtes" (pas d'italique dans l'original).

[11] "Tous les renseignements qui sont vérifiables, qui sont présentés de manière appropriée de façon à pouvoir être utilisés dans l'enquête sans difficultés indues, [et] qui sont communiqués en temps utile ... devraient être pris en compte lors de l'établissement des déterminations." Accord, Annexe II, paragraphe 3.

[12] "Pendant toute la durée de l'enquête antidumping, toutes les parties intéressées auront toutes possibilités de défendre leurs intérêts. À cette fin, les autorités ménageront, sur demande, à toutes les parties intéressées, la possibilité de rencontrer les parties ayant des intérêts contraires, pour permettre la présentation des thèses opposées et des réfutations ... Les parties intéressées auront aussi le droit, sur justification, de présenter oralement d'autres renseignements." Accord, article 6.2.

[13] Accord, article 2.4.

13. En demandant aux sociétés interrogées de justifier, par courrier, les réponses qu'elles avaient données aux questionnaires envoyés après la vérification, sans leur ménager la possibilité d'expliquer oralement leurs réponses, les autorités chargées de l'enquête ont violé l'article 6 de l'Accord.

II. LES AUTORITÉS CHARGÉES DE L'ENQUÊTE ONT INDÛMENT RECOURU AUX "DONNÉES DE FAIT DISPONIBLES"

14. Comme on l'a indiqué, lorsque les autorités chargées de l'enquête ont déterminé qu'elles ne pouvaient pas vérifier l'exactitude de certaines réponses au questionnaire en examinant les pièces justificatives envoyées par courrier par les sociétés interrogées, elles ont rejeté ces réponses et utilisé les "données de fait disponibles" pour calculer la valeur normale des barres d'armature des sociétés interrogées. La décision d'utiliser les "données de fait disponibles" et le choix des "données de fait" à utiliser sont tous deux incompatibles avec l'Accord. Ce recours indu aux "données de fait disponibles" a inévitablement conduit à des erreurs dans le calcul de la valeur normale et, par conséquent, a conduit à ne pas procéder à une "comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale", comme l'exige l'article 2.4.

A. LES AUTORITÉS CHARGÉES DE L'ENQUÊTE N'AURAIENT PAS DÛ UTILISER LES "DONNÉES DE FAIT DISPONIBLES" DANS LES CIRCONSTANCES PROPRES À LA PRÉSENTE AFFAIRE

15. L'article 6.8 de l'Accord n'autorise les autorités chargées de l'enquête à utiliser les "données de fait disponibles" que lorsqu'une partie 1) "refuse[] de donner accès aux renseignements nécessaires ou ne les communique[] pas dans un délai raisonnable", ou 2) "entrave[] le déroulement de l'enquête de façon notable". L'Annexe II explicite ensuite les circonstances dans lesquelles les autorités chargées de l'enquête peuvent recourir aux "données de fait disponibles" de la façon suivante:

> "1. ... Les autorités devraient aussi faire en sorte que cette partie sache qu'au cas où ces renseignements ne seraient pas communiqués dans un délai raisonnable, elles seront libres de fonder leurs déterminations sur les données de fait disponibles, y compris celles que contient la demande d'ouverture de l'enquête émanant de la branche de production nationale.
>
> ...
>
> 3. Tous les renseignements qui sont vérifiables, qui sont présentés de manière appropriée de façon à pouvoir être utilisés dans l'enquête sans difficultés indues, [et] qui sont communiqués en temps utile ... devraient être pris en compte lors de l'établissement des déterminations ...
>
> ...
>
> 5. Le fait que les renseignements fournis ne sont pas idéalement les meilleurs à tous égards ne saurait donner valablement motif de les ignorer aux autorités, à condition que la partie intéressée ait agi au mieux de ses possibilités.
>
> 6. Si des éléments de preuve ou des renseignements ne sont pas acceptés, la partie qui les a communiqués devrait être informée immédiatement des raisons de leur rejet et devrait avoir la possibilité de fournir des explications complémentaires dans un délai raisonnable, compte dûment tenu des délais fixés pour la durée de l'enquête. Si ces explications ne sont pas jugées satisfaisantes par les autorités, les raisons du rejet des éléments de preuve ou des renseignements en question devraient être indiquées dans les déterminations publiées.

> 7. ... [S]i une partie intéressée ne coopère pas et que, de ce fait, des renseignements pertinents ne soient pas communiqués aux autorités, il pourra en résulter pour cette partie une situation moins favorable que si elle coopérait effectivement."

16. L'Organe d'appel a récemment eu l'occasion d'expliquer ces dispositions. Il est parvenu à la conclusion que les autorités chargées de l'enquête ne peuvent pas rejeter des renseignements fournis dans un "délai raisonnable" par une société interrogée qui "coop[ère]" et "agi[t] au mieux de ses possibilités".[14] L'Organe d'appel a expressément noté que la simple incapacité pour une société interrogée de fournir tous les renseignements demandés par les autorités chargées de l'enquête ne justifie pas, à elle seule, le recours aux "données de fait disponibles". Bien au contraire, une société interrogée peut "coopérer" "au mieux de ses possibilités" et néanmoins n'être pas capable de répondre à chacune des questions posées par les autorités.[15] En conséquence, les autorités chargées de l'enquête ne peuvent pas se contenter d'adresser des demandes aux sociétés interrogées, pour recourir ensuite aux "données de fait disponibles" chaque fois qu'une société interrogée ne satisfait pas totalement à ces demandes. Bien au contraire, la "coopération" est "un processus allant dans les deux sens qui suppose un effort conjoint" des autorités chargées de l'enquête et de la société interrogée.[16] Ainsi, lorsqu'elles imposent des prescriptions aux sociétés interrogées, les autorités chargées de l'enquête doivent:

> "établir un équilibre entre l'effort qu'elles peuvent attendre que les parties intéressées fassent pour répondre aux questionnaires et la possibilité que ces parties intéressées ont dans la pratique de se conformer pleinement à toutes les demandes que leur adressent les autorités chargées de l'enquête. Nous considérons que cette disposition est une autre expression détaillée du principe de la bonne foi, qui est en même temps un principe juridique général et un principe du droit international général, qui éclaire les dispositions de l'*Accord antidumping* ainsi que des autres accords visés. Ce principe fondamental de la bonne foi, dans ce contexte particulier, empêche les autorités chargées de l'enquête d'imposer aux exportateurs des charges qui, compte tenu des circonstances, ne sont pas raisonnables".[17]

17. En l'espèce, les autorités chargées de l'enquête n'ont pas "établi[] un équilibre" entre les demandes qu'elles adressaient aux sociétés interrogées et leurs "possibilités ... pratiques" de s'y conformer - compte tenu tout particulièrement du bref délai laissé aux sociétés interrogées pour répondre[18] et des conditions extrêmement difficiles qui régnaient alors en Turquie. La Turquie allègue que les sociétés interrogées ont régulièrement "coopéré" avec les autorités chargées de l'enquête tout au long de l'enquête, et qu'elles ont "agi au mieux de leurs possibilités" même après le tremblement de terre. Dans ces conditions, la décision de rejeter les renseignements fournis par les sociétés interrogées pour recourir aux "données de fait disponibles" était incompatible avec l'article 6.8 et l'Annexe II de l'Accord. Si les autorités chargées de l'enquête étaient parvenues à la conclusion qu'elles avaient besoin d'un complément d'information pour vérifier les réponses des sociétés interrogées, elles auraient dû indiquer expressément les aspects qu'elles jugeaient

---

[14] *États-Unis - Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/AB/R, paragraphes 99 et 100.

[15] "[L]es parties peuvent fort bien "coopérer" dans une large mesure, même si les renseignements demandés ne sont, en fin de compte, pas obtenus. La raison en est que le fait de "coopérer" ne détermine pas en soi le résultat final de la coopération". *Id*., paragraphe 99.

[16] *Id.*, paragraphe 104 (citant l'article 6.13 de l'Accord).

[17] *Id*., paragraphe 101.

[18] *Voir* la partie I.A *supra*. *Voir aussi* la communication de l'Égypte, page 56 (où il est reconnu que l'Égypte n'a laissé que deux à cinq jours pour répondre à son questionnaire du 23 septembre).

problématiques et donner auxdites sociétés la possibilité de les préciser au moyen soit d'un examen sur place au titre de l'article 6.7, soit d'une réunion au titre de l'article 6.2.[19]

18. Enfin, il apparaît que les autorités chargées de l'enquête ont décidé de rejeter les réponses des sociétés interrogées en se fondant non pas sur des faits contraires mais sur l'existence d'une incompatibilité entre lesdites réponses et leurs hypothèses propres. L'une de ces hypothèses était que les coûts supportés par les sociétés interrogées pour l'achat de ferraille - principal intrant dans la fabrication de barres d'armature - auraient dû augmenter pendant la période visée par l'enquête en raison de l'hyperinflation observée alors en Turquie. Les autorités chargées de l'enquête ont rejeté les données communiquées par les sociétés interrogées concernant le coût de la ferraille en se fondant sur leur constatation selon laquelle les coûts indiqués avaient diminué pendant la période visée par l'enquête, malgré l'inflation qui affectait l'économie dans son ensemble. Il peut cependant arriver que le prix d'une matière première diminue, même en période d'hyperinflation dans l'ensemble de l'économie, en raison de facteurs propres à cette matière première. Dès lors qu'il y avait incompatibilité entre l'hypothèse des autorités chargées de l'enquête et les données effectives, les autorités chargées de l'enquête auraient dû écarter leur propre hypothèse - et non pas les données fournies par les sociétés interrogées.

B. LES AUTORITÉS CHARGÉES DE L'ENQUÊTE N'AURAIENT PAS DÛ UTILISER, COMME "DONNÉES DE FAIT DISPONIBLES", UN TAUX D'INFLATION INCOMPATIBLE AVEC LES DONNÉES OFFICIELLES RELATIVES À L'INFLATION

19. La Turquie allègue que même s'il avait été approprié, en l'espèce, de recourir aux "données de fait disponibles", les faits utilisés par les autorités chargées de l'enquête ne correspondent pas aux prescriptions de l'Accord. Le paragraphe 7 de l'Annexe II prescrit aux autorités chargées de l'enquête de faire preuve d'une "circonspection particulière" lorsqu'elles ont recours aux "données de fait disponibles".[20] En particulier, [elles] devraient, ... lorsque cela [est] réalisable, vérifier ces renseignements d'après d'autres sources indépendantes à leur disposition ...".[21]

20. Les autorités chargées de l'enquête n'ont pas fait preuve d'une "circonspection particulière" dans le choix des données de fait qu'elles ont utilisées. Par exemple, comme l'Égypte l'a admis, elles ont retenu le taux de 5 pour cent comme taux mensuel d'inflation en Turquie pendant la période visée par l'enquête.[22] L'Égypte, toutefois, n'a pas précisé la source dont ce chiffre était tiré, même dans la communication qu'elle a présentée dans la présente procédure, tandis que la Turquie allègue que le chiffre ne correspond pas aux données officielles relatives à l'inflation. Pendant l'enquête, la Turquie a appelé l'attention des autorités chargées de l'enquête sur les données officielles, mais les autorités chargées de l'enquête ont aggravé leur erreur en rejetant les observations présentées par le gouvernement turc comme n'étant pas présentées en temps utile.[23] En l'espèce, il aurait été "réalisable", pour les autorités chargées de l'enquête, de "vérifier" le taux d'inflation qu'elles avaient l'intention d'utiliser d'après des "sources indépendantes", comme les publications officielles relatives

[19] Annexe II, paragraphe 6.
[20] Accord, Annexe II, paragraphe 7.
[21] *Id*.
[22] Communication de la Turquie, pages 58, 84.
[23] L'article 6.9 de l'Accord dispose ce qui suit: "Avant d'établir une détermination finale, les autorités informeront toutes les parties intéressées des faits essentiels examinés qui constitueront le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives. Cette divulgation devrait avoir lieu suffisamment tôt pour que les parties puissent défendre leurs intérêts." Lorsque les autorités chargées de l'enquête informent les parties, à un stade avancé de l'enquête, qu'elles ont retenu le taux d'inflation de 5 pour cent comme l'un des faits essentiels qui constitueront le fondement de sa décision, les parties (y compris le gouvernement des sociétés interrogées) doivent être autorisées à "défendre leurs intérêts" en présentant des données établissant un taux d'inflation différent.

aux taux d'inflation observés en Turquie, mais elles ne l'ont simplement pas fait. Elles ont donc violé le paragraphe 7 de l'Annexe II de l'Accord.

C. LE RECOURS INDU AUX "DONNÉES DE FAIT DISPONIBLES" A FAUSSÉ LE CALCUL DES MARGES DE DUMPING

21. L'article 2.4, *première phrase*, de l'Accord dispose ce qui suit: "Il sera procédé à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale." Or, il ne peut y avoir de comparaison équitable si le prix d'exportation ou la valeur normale sont mal calculés. La Turquie allègue que le recours indu des autorités chargées de l'enquête aux "données de fait disponibles" les a amenées à calculer une valeur normale plus élevée que celle qui autrement aurait été constatée. Ce calcul incorrect, à son tour, exclut toute comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale, et aboutit à la détermination de l'existence de marges de dumping gonflées et à l'imposition de mesures antidumping excessives.

III. L'ENQUÊTE SUR L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE N'EST PAS CONFORME À L'ACCORD

22. Les autorités chargées de l'enquête n'ont pas notifié aux sociétés interrogées les renseignements requis pour l'enquête sur l'existence d'un dommage. La Turquie allègue que les autorités chargées de l'enquête ont indiqué, dans leur rapport sur l'ouverture d'une enquête, que celle-ci concernait une allégation de l'existence d'une menace de dommage (et non de l'existence d'un dommage actuel). De même, les questionnaires concernaient l'existence d'une menace de dommage. Les sociétés interrogées ont donc axé leurs réponses et leurs arguments sur les questions se rapportant à la menace de dommage. En dernière analyse, toutefois, les autorités chargées de l'enquête ont constaté l'existence d'un dommage actuel (et non d'une menace de dommage). L'Égypte admet avoir changé la base de son enquête, la faisant porter d'abord sur l'existence d'une menace de dommage, puis sur l'existence d'un dommage effectif, sans en informer les sociétés interrogées.[24]

23. L'Accord n'autorise pas les autorités chargées de l'enquête à agir de cette manière. En vertu de l'article 6, les sociétés interrogées doivent être "avisées des renseignements que les autorités exigent".[25] Elles doivent aussi se voir ménager "d'amples possibilités de présenter par écrit tous les éléments de preuve qu'elles jugeront pertinents pour les besoins de l'enquête en question"[26] et "toutes possibilités de défendre leurs intérêts".[27]

24. L'équité fondamentale d'une enquête est sujette à caution si les autorités chargées de l'enquête invitent à présenter des éléments de preuve et des arguments sur une question, puis fondent leur décision sur une question différente. La détermination de l'existence d'une menace de dommage doit être fondée sur une certaine norme juridique, tandis que la détermination de l'existence d'un dommage effectif doit être fondée sur une norme juridique différente. Pour tenir compte de la nature prospective d'une analyse portant sur l'existence d'une menace de dommage, et éviter des déterminations fondées "seulement sur des allégations, des conjonctures ou de lointaines possibilités", l'article 3.7 de l'Accord exige qu'une détermination concluant à une menace de dommage soit fondée sur la "conclu[sion] que d'autres exportations faisant l'objet d'un dumping sont imminentes et qu'un dommage important se produirait à moins que des mesures de protection ne soient prises". Au contraire, les enquêtes portant sur l'existence d'un dommage effectif n'ont pas ce caractère prospectif et n'exigent donc pas la prise en compte de tels facteurs axés sur l'avenir. Compte tenu de ces

[24] Communication de l'Égypte, pages 10 et 11.
[25] Accord, article 6.1.
[26] *Id*.
[27] Accord, article 6.2.

différences appréciables entre affaires relatives à une menace et affaires relatives à un dommage effectif, une société interrogée ne peut pas présenter les éléments de preuve pertinents et défendre ses intérêts comme le prévoit l'article 6.1 et 6.2 si elle ne sait pas sur quoi porte l'enquête.

25. Si les autorités chargées de l'enquête jugent nécessaire de modifier la base de leur enquête sur l'existence d'un dommage après avoir reçu des réponses à leur questionnaire initial, elles ont l'obligation de notifier cette modification à la société interrogée et de lui ménager toutes possibilités de traiter des nouvelles questions. En l'espèce, les autorités chargées de l'enquête n'ayant ni adressé cette notification, ni ménagé cette possibilité, ont violé l'article 6 de l'Accord.

B. L'ANALYSE PORTANT SUR L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE N'A PAS PRIS EN CONSIDÉRATION TOUS LES FACTEURS ET ÉLÉMENTS PRESCRITS PAR L'ARTICLE 3 DE L'ACCORD

26. En vertu de l'article 3 de l'Accord, les autorités chargées de l'enquête doivent prendre en considération dans l'analyse sur l'existence d'un dommage "tous les facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale". Elles ne doivent pas imputer aux importations faisant l'objet d'un dumping le dommage causé par tout autre facteur.[28]

27. L'Organe d'appel a récemment étudié la prescription de "non-imputation" inscrite à l'article 3.5. Il a estimé que les autorités chargées de l'enquête doivent examiner "*tous* les facteurs connus autres que les importations ...".[29] Ensuite, elles "doivent faire en sorte" de ne pas imputer aux importations faisant l'objet d'un dumping des dommages causés par d'autres facteurs.[30] Pour s'acquitter de cette obligation, elles doivent "dissocier et distinguer les effets dommageables des autres facteurs et les effets dommageables des importations faisant l'objet d'un dumping".[31] L'Organe d'appel a souligné l'importance de cette prescription dans le régime de l'OMC:

> "[S]ans cette dissociation et cette distinction des différents effets dommageables, les autorités chargées de l'enquête n'auraient aucune base rationnelle leur permettant de conclure que les importations faisant l'objet d'un dumping causent bel et bien le dommage qui, en vertu de l'*Accord antidumping*, justifie l'imposition de droits antidumping."[32]

Il est clair, par conséquent, que l'article 3.5 exige à la fois un examen détaillé des autres facteurs qui causent un dommage à la branche de production nationale et une séparation rigoureuse entre les effets de ces facteurs et les effets du dumping. C'est seulement alors que les autorités chargées de l'enquête peuvent légitimement conclure que les importations faisant l'objet d'un dumping *causent* un dommage à la branche de production nationale.

28. La Turquie allègue que les autorités chargées de l'enquête n'ont pas procédé avec assez de rigueur à l'examen et à la séparation des effets de plusieurs facteurs autres que les importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche égyptienne de production de barres d'armature. Les facteurs clés comprennent la capacité de production en Égypte, la concurrence entre producteurs égyptiens, la contraction de la demande, le coût des intrants et les importations ne faisant pas l'objet d'un dumping.

---

[28] *Id*.

[29] *États-Unis - Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/AB/R, paragraphe 222 (italique dans l'original; ponctuation interne omise).

[30] *Id*.

[31] *Id*., paragraphe 223.

[32] *Id*.

29. En réponse, l'Égypte soutient qu'"il n'y avait pas d'autres causes de dommage suffisantes pour rompre le lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage à la branche de production nationale".[33] L'Égypte ne prétend pas, toutefois, avoir examiné les autres causes possibles de dommage et conclu qu'aucune d'elles n'avait contribué à l'existence du dommage. Simplement, elle estime qu'aucun autre facteur ne présentait, avec le dommage causé à la branche de production nationale, un lien plus fort que celui que présentaient les importations faisant l'objet d'un dumping. Cette manière de voir revient à mal interpréter le critère du lien de causalité. En vertu de l'article 3 de l'Accord, comme l'Organe d'appel l'a expliqué, il incombe aux autorités chargées de l'enquête de dissocier et de distinguer les effets d'autres facteurs des effets des importations faisant l'objet d'un dumping. En définitive, par conséquent, l'Égypte ne répond pas aux allégations de "non-imputation" dans la présente affaire.

30. Dès lors que les effets des autres facteurs n'ont pas été suffisamment décrits et isolés des effets des importations en provenance de Turquie, les autorités chargées de l'enquête n'ont pas satisfait à l'obligation de "non-imputation" inscrite à l'article 3.5.

IV. CONCLUSION

31. En raison des erreurs de fond et de forme examinées ci-dessus, le Groupe spécial devrait conclure que l'enquête antidumping a été menée d'une manière qui violait l'Accord. Ces violations ont conduit à l'imposition de mesures antidumping injustifiées et excessives visant les barres d'armature en provenance de Turquie. Le Groupe spécial devrait, en conséquence, recommander que l'Égypte mette ses mesures antidumping en conformité avec l'Accord.

[33] Communication de l'Égypte, pages 7, 24.

ANNEXE 11-2

RÉPONSES ORALES DU JAPON EN QUALITÉ DE TIERCE PARTIE AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL

1. Le gouvernement japonais a l'honneur de présenter les réponses ci-après aux questions posées par le Groupe spécial lors de sa première réunion.

Question n° 1

Le Japon fait valoir que les délais imposés par les autorités chargées de l'enquête étaient incompatibles avec l'article 6.13 de l'Accord antidumping. Étant donné que la Turquie n'a formulé aucune allégation au titre de cette disposition, en quoi cet argument est-il juridiquement pertinent dans cette affaire?

Réponse

2. L'article 31 de la Convention de Vienne sur le droit des traités dont il a été reconnu qu'il énonce des règles d'interprétation applicables aux Accords de l'OMC[1] dispose que les termes d'un traité doivent être interprétés "dans leur contexte et à la lumière de [l']objet et [du] but [du traité]". L'article 31 définit par ailleurs le "contexte" d'un traité comme comprenant son "texte, préambule et annexes inclus". L'Organe d'appel a donc estimé que l'intégralité du texte des Accords de l'OMC était pertinente pour l'interprétation de l'une quelconque de leurs parties.[2] L'Organe d'appel a aussi estimé, en particulier, que le contexte d'un paragraphe d'un article d'un Accord de l'OMC comprend un autre paragraphe du même article.[3]

3. Dans le présent différend, la Turquie allègue que l'Égypte a agi en violation de l'article 6.1 et 6.2 de l'Accord de l'OMC sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 (l'"Accord antidumping"). L'article 6.1 exige que les autorités chargées de l'enquête ménagent aux sociétés interrogées "d'amples possibilités" de présenter par écrit des éléments de preuve. De même, l'article 6.2 exige que les autorités chargées de l'enquête ménagent aux sociétés interrogées "toutes possibilités de défendre leurs intérêts".

4. Les expressions "amples possibilités" et "toutes possibilités" employées à l'article 6.1 et 6.2 doivent se comprendre dans leur "contexte". L'article 6.13 fait partie de ce contexte et dispose en particulier ce qui suit:

---

[1] *Voir, par exemple, le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, article 3.2; *États-Unis - Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules*, Rapport de l'Organe d'appel, WT/DS2/AB/R, AB-1996-1, pages 18 et 19.

[2] *Voir Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers*, Rapport de l'Organe d'appel, WT/DS98/AB/R, paragraphe 81 ("L'article II:2 de l'*Accord sur l'OMC* indique expressément que les négociateurs du Cycle d'Uruguay voulaient que les dispositions des accords commerciaux multilatéraux figurant aux Annexes 1, 2 et 3 de l'*Accord sur l'OMC* soient lues dans leur ensemble.").

[3] *Voir Communautés européennes – Mesures affectant l'importation de certains produits provenant de volailles*, WT/DS69/AB/R, AB-1998-3, page 59 (Pour étudier le contexte de l'article 5:1 b), "Nous examinerons d'abord le reste de l'article 5:1 … Le paragraphe 5 de l'article 5 fait aussi partie du contexte de l'article 5:1 b)).".

> "Les autorités tiendront dûment compte des difficultés que pourraient avoir les parties intéressées, en particulier les petites entreprises, à communiquer les renseignements demandés, et elles leur accorderont toute l'aide possible."

5. Interprétant l'article 6.1 et 6.2 dans ce contexte, le Japon estime que le fait que les autorités compétentes ne tiennent pas compte des difficultés éprouvées par une société interrogée et ne lui accordent pas toute l'aide possible devrait éclairer la décision du Groupe spécial sur la question de savoir si la société interrogée s'est vu ménager d'"amples possibilités" et "toutes possibilités" comme l'exige l'article 6.1 et 6.2.

6. À cet égard, il est intéressant de noter que l'Organe d'appel s'est appuyé sur l'article 6.13 pour examiner, dans une autre affaire, si les délais étaient raisonnables. Comme en l'espèce, l'allégation était formulée au titre d'un autre paragraphe de l'article 6, et non du paragraphe 13.[4] La décision de l'Organe d'appel vient étayer l'idée que toute allégation formulée au titre d'une partie de l'article 6 doit être évaluée dans son contexte, article 6.13 compris.

Question n° 2

Au paragraphe 11 de sa communication écrite, le Japon fait valoir que les parties ont le droit de rencontrer les autorités chargées de l'enquête sur demande. L'article cité par le Japon à cet égard, l'article 6.2, dit que ce droit existe "sur justification". Veuillez présenter des observations.

Réponse

7. La deuxième phrase de l'article 6.2 prévoit le droit à l'organisation d'une réunion "sur demande". Plus précisément, les deux premières phrases de cet article disposent ce qui suit:

> "Pendant toute la durée de l'enquête antidumping, toutes les parties intéressées auront toutes possibilités de défendre leurs intérêts. À cette fin, les autorités *ménageront, sur demande*, à toutes les parties intéressées la possibilité de rencontrer les parties ayant des intérêts contraires, pour permettre la présentation des thèses opposées et des réfutations." (pas d'italique dans l'original)

8. L'inclusion du terme "ménageront" montre bien que cette disposition fait obligation aux autorités chargées de l'enquête d'accéder aux demandes d'organisation de réunions. Les parties à une enquête antidumping ont donc le droit de rencontrer les autorités chargées de l'enquête sur demande.

9. La dernière phrase de l'article 6.2 prévoit un droit distinct de présenter oralement des renseignements "sur justification". Il est précisément dit, dans cette phrase, que:

> "Les parties intéressées auront *aussi* le droit, *sur justification*, de présenter oralement d'autres renseignements." (pas d'italique dans l'orignal)

10. L'utilisation du membre de phrase "auront aussi le droit" indique bien que ce droit de présenter oralement des renseignements s'ajoute au droit à l'organisation de réunions mentionné précédemment. Le fait que ce dernier droit soit subordonné à "justification" n'affecte en rien le

[4] *Voir États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/AB/R, AB-2001-2, pages 44 à 47. Le Japon a formulé un appel conditionnel au titre de l'article 6.13, mais la condition n'étant pas remplie, l'Organe d'appel n'a pas pris en considération cette allégation. *Id.*, page 93.

caractère systématique du droit. Il ne faudrait donc pas donner du droit à l'organisation de réunions une lecture qui inclue la référence à une "justification" figurant dans la dernière phrase.

Question n° 3

Comment le Japon interprète-t-il, dans ce contexte, l'article 2.4?

Réponse

11. L'article 2.4 est une disposition clé de l'Accord antidumping qui fixe plusieurs règles capitales concernant le calcul des marges de dumping. À cet égard, le Japon a présenté des observations concernant deux aspects de l'article 2.4:

- *Premièrement*, la première phrase de l'article 2.4 dispose ce qui suit: "Il sera procédé à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale." Le Japon a fait valoir qu'il ne pouvait y avoir de comparaison équitable si le prix d'exportation ou la valeur normale étaient mal calculés.[5]

- *Deuxièmement*, la dernière phrase de l'article 2.4 fait obligation aux autorités chargées de l'enquête d'indiquer aux parties à une procédure antidumping "quels renseignements sont nécessaires pour assurer une comparaison équitable" et dispose que "la charge de la preuve qu'elles imposeront à ces parties ne sera pas déraisonnable". Le Japon a fait valoir que cette phrase interdisait aux autorités chargées de l'enquête d'exiger que les sociétés interrogées prévoient toutes les questions possibles que les autorités chargées de l'enquête pourraient avoir à poser à propos d'un document et répondent par écrit à chacune de ces questions.[6]

12. L'Égypte prétend que l'article 2.4 n'est pas applicable en l'espèce, affirmant qu'il "se limite strictement" à la détermination des éléments dont il doit être "dûment tenu compte" pour comparer les prix.[7] Cette allégation n'est pas valable. *Premièrement*, elle n'a aucun fondement dans le texte de l'article. Elle est, en fait, incompatible avec le texte qui exige, à la première phrase, une "comparaison équitable" (sans la limitation avancée par l'Égypte), et qui renvoie expressément à cette "comparaison équitable", à la dernière phrase, à propos de la charge de la preuve. *Deuxièmement*, cette allégation est aussi incompatible avec l'opinion de l'Organe d'appel concernant l'article 2.4. L'Organe d'appel a estimé que la "comparaison équitable" prévue à l'article 2.4 était une "obligation générale" allant au-delà des "obligations particulières" inscrites dans l'article (telle celle de déterminer les éléments dont il doit être "dûment tenu compte").[8] Il a, de plus, souligné que la prescription relative à la "comparaison équitable" s'applique à tous les aspects des calculs de dumping, en disant ceci: "À notre avis, cette obligation générale éclaire l'ensemble de l'article 2 …".[9] C'est pourquoi, en fin de compte, l'obligation de procéder à une "comparaison équitable" et de ne pas imposer une charge de la preuve "déraisonnable" est valable tout au long de la procédure.

13. Enfin, le Japon note également que, pour les États-Unis, "dans la mesure où une comparaison a été faite conformément aux règles [spécifiques] énoncées à l'article 2.4, une comparaison équitable

[5] *Voir la communication du Japon*, paragraphe 21.
[6] *Voir la communication du Japon*, paragraphe 12.
[7] *Voir la communication de l'Égypte*, page 67.
[8] *Voir Linge de lit*, *supra*, note 4, page 18. Ce point de vue revêt une importance capitale dans la conclusion de l'Organe d'appel lorsqu'il estime que la "réduction à zéro" viole l'obligation de "comparaison équitable" inscrite à l'article 2.4 parce que les règles sur les éléments à prendre en compte n'entrent pas en jeu dans cette pratique.
[9] *Voir Communautés européennes – Imposition de droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde*, WT/DS141/AB/R, AB-2000-13, page 20.

est établie".[10] Ce point de vue est incompatible avec celui de l'Organe d'appel exposé plus haut. Par ailleurs, il ne tient pas compte de la différence fondamentale qui existe entre l'article 2.4 de l'Accord antidumping et le texte qui l'a précédé, l'article 2:6 du Code antidumping du Tokyo Round (le "Code"). Dans l'article 2:6 du Code, le libellé relatif à la "comparaison équitable" se limitait à des termes d'introduction amenant les dispositions particulières de l'article sur la comparaison des prix: "Pour que la comparaison (…) soit équitable …". Cette formulation "indiquait clairement que toute comparaison serait réputée "équitable" si les obligations énoncées dans cet article étaient exécutées".[11] Le libellé actuel de l'article 2.4 n'est pas aussi limité. Tel qu'il est rédigé maintenant, cet article commence par prescrire une "comparaison équitable" dans une phrase séparée des dispositions particulières énoncées dans les phrases suivantes. Cette phrase indépendante énonce des prescriptions indépendantes des autres aspects de l'article 2.4. Le point de vue des États-Unis rendrait à tort la première phrase de l'article 2.4 "inutile".[12]

[10] *Voir la communication des États-Unis*, paragraphe 8.

[11] *Voir Communautés européennes – Imposition de droits antidumping sur les importations de fil de coton en provenance du Brésil*, Rapport du Groupe spécial, ADP/137, adopté le 30 octobre 1995, paragraphe 492.

[12] *Voir États-Unis – Essence, supra*, note de bas de page 1, page 26 ("Un interprète n'est pas libre d'adopter une interprétation qui aurait pour résultat de rendre redondants ou inutiles des clauses ou des paragraphes entiers d'un traité.").

ANNEXE 12-1

COMMUNICATION ÉCRITE DES ÉTATS-UNIS EN QUALITÉ DE TIERCE PARTIE

I. INTRODUCTION

1. Les États-Unis présentent cette communication en qualité de tierce partie, pour faire connaître au Groupe spécial leur avis sur l'interprétation juridique qu'il convient de donner des dispositions de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (l'"Accord antidumping") au titre duquel est né le présent différend. En particulier, les États-Unis aborderont les points suivants: 1) comment il faut comprendre la première phrase de l'article 2.4; 2) comment il faut comprendre l'Annexe I de l'Accord antidumping; 3) comment il faut comprendre l'article 6.1.1; et 4) le manque de clarté en ce qui concerne les dispositions de l'Accord qui auraient été violées. Les États-Unis reconnaissent que bon nombre des questions soulevées dans ce différend sont d'ordre strictement factuel. Ils ne se prononceront pas sur le point de savoir si, étant donné les faits de la cause, la mesure contestée est conforme à l'Accord.

II. LE CALCUL FAIT PAR L'ÉGYPTE DU COÛT DE PRODUCTION ET DE LA VALEUR NORMALE CONSTRUITE NE FAIT PAS INTERVENIR L'ARTICLE 2.4

2. La Turquie a allégué que l'Égypte, en calculant le coût de production et la valeur normale construite, ne s'est pas conformée aux dispositions de l'article 2.2.1.1 et 2.2.2, ni à la première phrase de l'article 2.4.[1] Les États-Unis ne prennent pas position au sujet de l'allégation de la Turquie au titre de l'article 2.2.1.1 et 2.2.2. En revanche, l'article 2.4 ne concerne pas le calcul du coût de production et de la valeur normale construite. L'argument limité de la Turquie sur ce point sort complètement la première phrase de cet article de tout contexte. Puisque des règles détaillées applicables aux calculs en cause sont énoncées à l'article 2.2.1, 2.2.1.1 et 2.2.2, les États-Unis estiment que le Groupe spécial doit résoudre la question dont il est saisi en se référant aux règles spécifiques qui ont été négociées pour traiter ces questions.

3. L'article 2.2.1, 2.2.1.1 et 2.2.2 concerne la manière correcte d'établir la valeur normale, en permettant d'éliminer de la valeur normale dans certaines circonstances les ventes à des prix inférieurs au coût de production et en prévoyant l'utilisation d'une valeur normale construite comme base de la valeur normale dans certaines circonstances. La Turquie a présenté ses arguments au titre de ces dispositions et l'Égypte a donné ses réponses.[2]

4. Cependant, la Turquie a aussi avancé un argument au titre de la première phrase de l'article 2.4. Bien que la base de l'argument de la Turquie soit quelque peu imprécise, l'article 2.4, en particulier sa première phrase, n'a, de l'avis des États-Unis, aucune pertinence pour la question dont la Turquie a saisi le Groupe spécial. Par ailleurs, le Groupe spécial n'a nullement besoin d'aborder ce point puisque le différend peut être résolu en appliquant les règles spécifiques énoncées à l'article 2.2.1.1 et 2.2.2 dont la Turquie allègue qu'il n'a pas été respecté.

---

[1] *Première communication du gouvernement de la République de Turquie* ("*Première communication de la Turquie*"), section IV-G, paragraphe 4 et section IV-H, paragraphe 1 (pages 69 et 70). Comme nous le verrons plus loin, on ne voit pas très bien si la Turquie a effectivement fait état d'une infraction à l'article 2.4 à la section IV-H de son mémoire (page 70).

[2] *Première communication écrite de l'Égypte* (25 octobre 2001) ("*Première communication de l'Égypte*"), section IV.7 (pages 79 à 82).

5. L'article 2.4 concerne les comparaisons et ajustements auxquels les Membres doivent procéder et les éléments dont ils doivent tenir compte après avoir défini la base correcte aux fins de la valeur normale et du prix d'exportation et avant de calculer les marges de dumping. Le texte complet de l'article 2.4 est le suivant:

> "Il sera procédé à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale. Elle sera faite au même niveau commercial, qui sera normalement le stade sortie usine, et pour des ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible. Il sera dûment tenu compte dans chaque cas, selon ses particularités, des différences affectant la comparabilité des prix, y compris des différences dans les conditions de vente, dans la taxation, dans les niveaux commerciaux, dans les quantités et les caractéristiques physiques, et de toutes les autres différences dont il est aussi démontré qu'elles affectent la comparabilité des prix. Dans les cas visés au paragraphe 3, il devrait être tenu compte également des frais, droits et taxes compris, intervenus entre l'importation et la revente, ainsi que des bénéfices. Si, dans ces cas, la comparabilité des prix a été affectée, les autorités établiront la valeur normale à un niveau commercial équivalant au niveau commercial du prix à l'exportation construit, ou tiendront dûment compte des éléments que le présent paragraphe permet de prendre en considération. Les autorités indiqueront aux parties en question quels renseignements sont nécessaires pour assurer une comparaison équitable, et la charge de la preuve qu'elles imposeront à ces parties ne sera pas déraisonnable."

6. Les arguments de la Turquie à cet égard concernent la *détermination* de la valeur normale conformément à l'article 2.2, 2.2.1, 2.2.1.1 et 2.2.2, et non la *comparaison* qui est faite ultérieurement avec le prix d'exportation, comme le prévoit l'article 2.4. On voit, à la lecture des dispositions citées plus haut, que l'article 2.4 suppose que le prix d'exportation et la valeur normale ont déjà été déterminés. Plus précisément, selon cet article, une fois établie la base de la valeur normale et du prix d'exportation, les autorités compétentes sont tenues de choisir les ventes à retenir pour la comparaison (même niveau commercial et dates aussi voisines que possible), en tenant dûment compte des différences entre ces ventes (différences qui affectent la comparabilité des prix). De la sorte, l'Accord établit une comparaison équitable.

7. Ainsi, les États-Unis ne pensent pas que le fait de mal calculer le coût de production ou la valeur normale construite puisse constituer une infraction à la première phrase de l'article 2.4. Le libellé de l'article 2.4 qui porte exclusivement sur la comparaison ne doit pas être sorti de son contexte et appliqué à d'autres questions relatives au calcul des marges de dumping. Selon l'article 31 de la *Convention de Vienne sur le droit des traités*, un traité doit être interprété "suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte" (non souligné dans l'original).[3] Le Groupe spécial ne devrait pas retenir la manière de voir l'Accord que propose la Turquie en sortant le libellé général de la première phrase de l'article 2.4 de son contexte pour passer outre aux règles détaillées négociées de l'article 2.2, 2.2.1, 2.2.1.1 et 2.2.2.

8. De plus, le texte relatif à la comparaison équitable ne s'applique simplement pas en dehors du contexte dans lequel il se trouve, c'est-à-dire les règles d'établissement des comparaisons énoncées

[3] Les règles contenues dans la *Convention de Vienne sur le droit des traités* ont désormais l'autorité de règles coutumières du droit international. Voir *États-Unis - Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules*, WT/DS2/AB/R, rapport adopté le 20 mai 1996, page 26; *Japon - Taxes sur les boissons alcooliques*, WT/DS8/AB/R, WT/DS10/AB/R, WT/DS11/AB/R, rapport adopté le 1er novembre 1996, page 14; *Australie - Subventions accordées aux producteurs et exportateurs de cuir pour automobiles (WT/DS126) – Recours des États-Unis à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS126/RW, rapport adopté le 14 janvier 2000, paragraphe 6.25.

dans le reste de l'article 2.4. La première phrase de l'article 2.4, qui prévoit une comparaison équitable, doit se lire dans le contexte de la deuxième phrase qui précise comment "cette comparaison" doit être faite. Dans la mesure où une comparaison a été faite conformément aux règles de l'article 2.4, une comparaison équitable est établie.[4] Les allégations qui ne portent pas sur les obligations résultant de l'article 2.4 ne peuvent être contraires à la première phrase de cet article.

9. Lorsqu'il abordera les questions du calcul du coût de production et de la valeur normale construite, le Groupe spécial devrait limiter son analyse à la question de savoir si la Turquie a établi une infraction à l'article 2.2.1.1 et 2.2.2. Dans la mesure où il est tenu de statuer sur les arguments présentés au titre de l'article 2.4, le Groupe spécial devrait constater que la Turquie n'a pas satisfait à la charge de la preuve qui lui incombait.

III. L'ARTICLE 6.7 ET L'ANNEXE I N'IMPOSENT PAS UNE VÉRIFICATION, ET N'INTERDISENT PAS DE RECUEILLIR DES RENSEIGNEMENTS APRÈS UNE VÉRIFICATION

10. La Turquie a allégué que certaines procédures se rapportant à une vérification[5] suivies par l'Égypte dans l'enquête antidumping visée étaient incompatibles, entre autres choses, avec l'article 6.7 et l'Annexe I de l'Accord antidumping.[6] En particulier, en plusieurs points de son argumentation, la Turquie se plaint que l'Égypte ait rejeté une offre de deuxième vérification et ait recueilli une quantité importante de renseignements après la vérification.[7] Comme nous l'avons dit précédemment, les États-Unis ne prennent pas position sur les points de fait de cette affaire ni sur la question de savoir si les faits invoqués permettent d'établir le bien-fondé d'une allégation au titre d'une autre disposition de l'Accord, telle que l'article 6.2. Toutefois, les États-Unis tiennent à préciser leurs vues en matière de vérification et de collecte de renseignements après vérification.

A. L'ACCORD N'INTERDIT PAS DE RECUEILLIR DES RENSEIGNEMENTS APRÈS UNE VÉRIFICATION

11. Tout d'abord, recueillir des renseignements après une vérification n'est pas en soi interdit par l'Accord. Bien que les faits restent quelque peu imprécis à ce stade de la procédure, l'Égypte aurait, au dire de la Turquie, demandé des renseignements complémentaires après que les sociétés interrogées avaient présenté leur communication initiale et que l'Égypte avait procédé à une vérification. En bref, la Turquie affirme que les renseignements demandés étaient si nombreux, et la demande adressée si tard dans la procédure, que les sociétés interrogées ont subi un grave préjudice. La Turquie a donc soulevé un point de fait relatif à la possibilité pour les exportateurs de présenter des éléments de preuve et de défendre leurs intérêts, qu'il serait préférable d'examiner au regard des obligations découlant de l'article 6 et sur lequel les États-Unis ne prennent pas position.

12. Toutefois, exposant ses arguments, la Turquie affirme également que "la structure de l'Accord ne prévoit pas que des renseignements complémentaires soient demandés après vérification. Une telle mesure ne devrait être prise que dans des circonstances exceptionnelles".[8] En fait, l'Accord n'interdit

---

[4] Cette lecture de l'article 2.4 est encore corroborée par la première phrase de l'article 2.4.2 qui mentionne "les dispositions régissant la comparaison équitable énoncée au paragraphe 4". Il ressort clairement de ce passage que c'est l'article 2.4 dans sa totalité, et non pas sa seule première phrase, qui représente les dispositions "régissant la comparaison équitable".

[5] La Turquie et l'Égypte utilisent toutes deux à plusieurs reprises le terme "vérification" pour parler des enquêtes sur place visées à l'article 6.7 et à l'Annexe I. Puisque tant de Membres utilisent le terme "vérification" pour parler de ces enquêtes, et pour éviter toute confusion, les États-Unis continueront d'utiliser ce terme dans la présente communication.

[6] *Première communication de la Turquie*, section IV-B (pages 52 à 55).

[7] *Ibid.*, paragraphes 5 et 6 (page 53).

[8] *Ibid.*, paragraphe 4 (page 53).

pas de recueillir des renseignements après une vérification, et le critère des "circonstances exceptionnelles" avancé par la Turquie n'apparaît nulle part dans l'Accord.

13. Tout d'abord, la vérification est une procédure entièrement facultative. L'article 6.7 dit que les autorités peuvent procéder à des vérifications mais il ne leur impose pas de le faire. Le Groupe spécial ne doit pas perdre de vue ce point en étudiant les arguments de la Turquie. La vérification n'étant pas obligatoire, il serait absurde d'interpréter l'Accord comme interdisant de recueillir des renseignements après un événement qui peut ne jamais se produire.

14. Cela dit, la seule disposition de l'Accord dont on puisse, à la rigueur, considérer qu'elle traite du fait de recueillir des renseignements après une vérification est le paragraphe 7 de l'Annexe I, dont la partie pertinente se lit ainsi:

> "Comme son objet principal est de vérifier les renseignements fournis ou d'obtenir plus de détails, l'enquête sur place devrait avoir lieu après la réception de la réponse au questionnaire, sauf si l'entreprise accepte qu'il en soit autrement, et si le gouvernement de l'État Membre exportateur a été informé par les autorités chargées de l'enquête de la visite prévue et ne s'y oppose pas."

15. Les États-Unis font observer que le texte de cette disposition n'est pas formulé en termes d'obligation. De ce fait, il n'y a aucun fondement à l'affirmation de la Turquie selon laquelle, sauf dans des "circonstances exceptionnelles", il y a des limites à la possibilité qu'ont les autorités chargées de l'enquête de demander des renseignements après une vérification. Si certains Membres peuvent limiter les demandes de renseignements après vérification par crainte de ne pouvoir s'assurer qu'ils sont complets et exacts, comme la vérification permet de le faire, rien dans l'Accord ne restreint la possibilité de demander et d'accepter des renseignements à ce moment-là.

16. De plus, le paragraphe 7 de l'Annexe I se limite, à première vue, aux réponses aux "questionnaires". Cette limitation est importante parce que les demandes de précisions et les nouvelles questions ne constituent pas toutes un "questionnaire". Au contraire, l'Accord fait une distinction entre les "questionnaires" initiaux, prévus à l'article 6.1.1, et les demandes additionnelles d'"explications complémentaires", prévues au paragraphe 6 de l'Annexe II. Après la demande initiale de renseignements visée à l'article 6.1.1, les autorités peuvent constater s'il existe des points sur lesquels la réponse semble être incomplète ou confuse. Plutôt que de rejeter la réponse, les autorités sont tenues, en vertu du paragraphe 6 de l'Annexe II, de présenter des demandes additionnelles d'éclaircissements et d'adresser de nouvelles questions. Ces demandes d'explications complémentaires pouvant intervenir pendant toute la durée de l'enquête, le paragraphe 7 de l'Annexe I doit être limité au "questionnaire" initial. C'est peut-être pour cette raison que la Turquie fait valoir que les renseignements demandés après la vérification étaient si importants qu'ils constituaient un nouveau questionnaire.[9]

17. De plus, interpréter le paragraphe 7 de l'Annexe I de telle sorte qu'il s'appliquerait à toutes les demandes de renseignements et non aux seuls "questionnaires" pourrait aboutir à une situation absurde dans laquelle la vérification, qui a pour but de préciser certains points, priverait les autorités de la possibilité de demander des précisions complémentaires. Une telle règle aurait pour effet soit de dissuader les autorités de procéder à une vérification, soit de limiter leurs possibilités de demander des éclaircissements. Dans un cas comme dans l'autre, les déterminations pourraient être établies sur la base de renseignements imprécis et il faudrait recourir davantage aux données de fait disponibles, conformément à l'article 6.8.

---

[9] Voir, par exemple, *Première communication de la Turquie*, section IV-C, paragraphe 2 (page 56). L'Égypte conteste cette affirmation. *Première communication de l'Égypte*, section IV.A.7 (pages 51 à 55).

18. Enfin, il faut lire cette disposition à la lumière de son objet et de son but. La lecture attentive de l'Annexe I révèle deux buts: 1) garantir que les autorités obtiennent au préalable la permission de procéder à une vérification; et 2) garantir que les parties intéressées et les gouvernements sont avisés de ce qu'ils doivent faire pour se préparer à la vérification, et qu'il leur est accordé suffisamment de temps pour le faire.[10] Ainsi, le paragraphe 7 ne vise pas à empêcher les autorités de recueillir des renseignements après une vérification, mais à les empêcher de procéder à une vérification avant que la partie intéressée n'ait eu la possibilité d'analyser le questionnaire initial et de transmettre sa réponse. Le fait que les autorités se rendent compte après vérification qu'elles ont besoin d'explications complémentaires ne signifie pas que la vérification a eu lieu trop tôt. En fait, comme il est nécessaire de bien comprendre les renseignements pour déterminer avec précision si les mesures antidumping sont justifiées, les autorités ne devraient pas être dissuadées de poser de nouvelles questions, dès lors qu'elles respecteraient les conditions fixées à l'article 6.1 et 6.2.

B. LORSQUE LES AUTORITÉS RECUEILLENT DES RENSEIGNEMENTS APRÈS UNE VÉRIFICATION, LES MEMBRES NE SONT PAS TENUS DE PROCÉDER À UNE SECONDE VÉRIFICATION

19. La Turquie allègue par ailleurs que l'Égypte a décliné l'offre de la Turquie de permettre une nouvelle vérification des renseignements recueillis après la vérification initiale.[11] Peu familiarisés avec les faits de la cause, les États-Unis ne prennent pas position sur la question de savoir si la Turquie peut arguer d'un tel refus pour établir qu'il y a eu violation de l'article 6.2. Les États-Unis tiennent seulement à dire que le fait de recueillir des renseignements après la vérification n'oblige pas un Membre à procéder à une seconde vérification. Cela ne l'oblige pas non plus à ménager aux entreprises d'autres possibilités de fournir oralement des explications sur les renseignements présentés.

20. Comme nous l'avons indiqué plus haut, l'article 6.7 n'oblige nullement les autorités compétentes à procéder à une vérification. Cet article dit que les autorités *pourront* procéder à des vérifications sur le territoire d'autres Membres à condition de respecter les procédures appropriées. Il s'ensuit que les parties intéressées à une procédure antidumping n'ont pas droit à une vérification. De plus, même lorsqu'une vérification a lieu, l'article 6.7 n'exige pas que soit vérifié chacun des renseignements présentés, ce qui ferait de la vérification une tâche excessivement contraignante pour tous les intéressés. Le but explicite de l'article 6.7 étant de "vérifier" les renseignements et "d'obtenir plus de détails", les autorités doivent avoir la faculté d'examiner plus attentivement les parties de la réponse qui semblent poser des problèmes d'exactitude ou de clarté. Ainsi, l'Accord donne aux autorités toute latitude pour déterminer si elles doivent vérifier l'un quelconque des renseignements présentés, y compris les renseignements demandés après la vérification.

21. Par ailleurs, si la vérification permet aux autorités "d'obtenir plus de détails", du fait qu'elle est facultative, la possibilité qu'elle soit effectuée ne dispense pas les parties intéressées de l'obligation

---

[10] Cette lecture du but de l'Annexe I est corroborée par son histoire. Les États-Unis font remarquer que l'Annexe I était à l'origine une recommandation adoptée en novembre 1983 par le Comité des pratiques antidumping au titre du Code antidumping du GATT, et qu'elle n'est guère autre chose aujourd'hui. *Recommandation concernant les procédures à suivre pour une enquête sur place*, adoptée le 15 novembre 1983, document GATT ADP/18, *réimprimé dans* GATT, *IBDD*, S30/28-30, (mars 1984). Ce document commence par énumérer les problèmes qui ont conduit les signataires à élaborer des recommandations spécifiques, dans les termes suivants:

> Le Comité est conscient que des difficultés se sont produites dans ce domaine, principalement parce que les autorités chargées de l'enquête n'avaient pas informé les entreprises exportatrices de la date prévue pour leur visite ni de l'objet de l'enquête. Il convient de tenir compte de ce que les entreprises ont besoin d'un certain délai pour se préparer à cette visite. Il y a eu également des cas où les autorités du pays exportateur n'ont pas été avisées expressément de la visite projetée.

[11] *Première communication de la Turquie*, section IV-D (pages 58 et 59).

d'expliquer clairement les renseignements présentés dans leurs communications écrites. En fin de compte, ce sont les parties intéressées, et non les autorités, qui sont en possession des renseignements nécessaires et, puisque ces renseignements se rapportent à leurs propres activités, ce sont elles qui sont les mieux à même de les expliquer. De plus, l'article 6 dispose expressément que, bien qu'il soit nécessaire de ménager des possibilités de présenter oralement des renseignements, c'est au premier chef par écrit qu'il convient de fournir des éléments de preuve dans une enquête antidumping. Par exemple, l'article 6.2 donne aux parties intéressées certains droits de présenter oralement des renseignements, mais l'article 6.3 interdit aux autorités de tenir compte de ces renseignements tant qu'ils n'ont pas été reproduits par écrit et communiqués aux autres parties intéressées. Le fait que l'accent soit mis dans l'Accord sur la communication par écrit des éléments de preuve n'est pas seulement important pour les autorités chargées de l'enquête, il représente un aspect essentiel pour permettre aux autres parties intéressées de comprendre l'affaire et de défendre leurs intérêts. Ainsi le Groupe spécial devrait prendre garde de ne pas donner de l'Accord une lecture qui ferait une grande place à la présentation orale de renseignements plutôt qu'aux communications écrites.

22. Fait plus important pour le règlement du différend, dans la mesure où les communications écrites des exportateurs portant sur les points de fait n'étaient à première vue pas claires et ne pouvaient être comprises qu'à l'aide d'une explication orale ultérieure, l'évaluation des faits est particulièrement difficile. Le Groupe spécial doit tenir compte de ce manque de clarté lorsqu'il cherche à déterminer si l'établissement des faits était correct et l'évaluation des faits impartiale et objective conformément à l'article 17.6 i).[12]

IV. LE DÉLAI PRÉVU À LA PREMIÈRE PHRASE DE L'ARTICLE 6.1.1 NE S'APPLIQUE PAS À TOUTES LES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

23. La Turquie affirme que, dans la demande de renseignements adressée après la vérification, l'Égypte n'a pas ménagé le délai entier de 30 jours augmenté de sept jours de délai d'envoi, pour répondre aux questionnaires, comme l'exigent l'article 6.1.1 et la note de bas de page 15.[13] Sans prendre aucunement position sur l'aspect factuel du différend, les États-Unis tiennent à réaffirmer que les demandes de renseignements ne constituent pas toutes des "questionnaires" ouvrant droit à un délai de réponse de 37 jours. En fait, la Turquie tient à faire valoir que la demande de renseignements de l'Égypte ne se réduisait pas à une simple question supplémentaire, mais "équivalait à un questionnaire sur les coûts entièrement nouveau".[14]

---

[12] Voir *États-Unis – Mesures antidumping visant les tôles d'acier inoxydable en rouleaux et les feuilles et bandes d'acier inoxydable en provenance de Corée*, rapport du Groupe spécial, WT/DS179/R, adopté le 1er février 2001 ("*États-Unis – Acier inoxydable*"), paragraphes 6.26 à 6.31 (lorsque des faits peu clairs soumis aux autorités compétentes pouvaient conduire à deux conclusions possibles, le Groupe spécial a limité son analyse des faits à la question de savoir si des autorités impartiales et objectives *auraient pu* à bon droit établir la détermination en question).

[13] Les États-Unis font observer que, bien que la Turquie présente des arguments se rapportant à l'article 6.1.1 de l'Accord à la section VI-C de sa première communication (pages 56 à 58), les violations qu'elle allègue ne concernent que l'article 6.1 et 6.2 et le paragraphe 6 de l'Annexe II. On peut donc se demander s'il s'agit d'une erreur typographique ou si la Turquie formule effectivement une allégation au titre de l'article 6.1 plutôt que de l'article 6.1.1.

[14] *Première communication de la Turquie*, section IV-C, paragraphe 2 (page 56). Comme nous l'avons indiqué plus haut, l'Égypte conteste cette affirmation. *Première communication de l'Égypte*, section IV.A.7 (pages 51 à 55).

24. L'Accord fait une distinction entre le délai prévu pour les questionnaires et le délai applicable aux demandes additionnelles d'explications complémentaires. Selon l'article 6.1.1, les autorités sont tenues d'accorder un délai de 30 jours (plus sept jours de délai d'envoi) pour les réponses aux "questionnaires". Le paragraphe 6 de l'Annexe II, en revanche, concerne les demandes ultérieures d'explications complémentaires. D'après cette disposition, les autorités sont seulement tenues, en ce qui concerne ces demandes, d'accorder un "délai raisonnable" pour la réponse, "compte tenu du délai fixé pour la durée de l'enquête".

25. Il importe que le Groupe spécial reconnaisse cette distinction. Si les autorités étaient tenues d'accorder un délai de 37 jours pour répondre à toute demande de renseignements, elles se verraient sérieusement entravées dans leur aptitude à demander des éclaircissements. Toutes les parties en seraient désavantagées et les déterminations relatives à l'existence d'un dumping en seraient moins exactes. Il y aurait par ailleurs beaucoup plus de chances que les autorités aient besoin de la totalité des 18 mois de délai autorisés par l'article 5.10, voire que les infractions à cet article deviennent plus fréquentes.[15] Pour cette raison, le délai à accorder pour les demandes d'"explications complémentaires" est flexible. Cela donne aux autorités la liberté de fixer un délai qui tienne compte: 1) du volume des explications complémentaires qui sont demandées, et 2) des délais fixés pour la durée de l'enquête.

26. De plus, lorsque la demande additionnelle visée au paragraphe 6 de l'Annexe II représente une deuxième chance de fournir des renseignements qui ont déjà été demandés, le Groupe spécial doit tenir compte, en examinant si le délai était "raisonnable", du fait que la société interrogée a déjà disposé d'un délai d'au moins 37 jours pour répondre, et ne l'a pas fait d'une manière satisfaisante.

27. Il ne s'agit pas de dire qu'il n'y a pas de limite aux délais que les autorités peuvent fixer pour répondre aux demandes de renseignements autres que les questionnaires. Ces délais doivent être "raisonnables", conformément au paragraphe 6 de l'Annexe II. D'ailleurs, l'ensemble de la procédure peut être soumis à un groupe spécial chargé d'examiner si elle est conforme à l'article 6.1 et 6.2.[16]

V. LES PARTIES DOIVENT SPÉCIFIER DANS LEURS COMMUNICATIONS POUR QUELLES SONT LES DISPOSITIONS DE L'ACCORD QUI SELON ELLES ONT ÉTÉ VIOLÉES

28. Pour terminer, les États-Unis tiennent à souligner combien il importe que les plaignants indiquent précisément les dispositions de l'Accord qui, selon eux, ont été violées. Par exemple, bien que la section IV-H de la première communication de la Turquie (pages 69 et 70) porte sur l'article 2.4 et le paragraphe 7 de l'Annexe II, la Turquie n'affirme pas clairement que l'une ou l'autre de ces dispositions a été violée. De même, à la section IV-I (page 72), il n'est pas affirmé qu'une disposition particulière ait été violée.

---

[15] Pour cette raison, le paragraphe 6 de l'Annexe II dit que le délai imparti pour fournir des "explications complémentaires" doit être calculé en tenant dûment compte des délais fixés pour la durée de l'enquête.

[16] La Turquie allègue aussi que ses demandes de prorogation du délai de réponse aux demandes supplémentaires de renseignements de l'Égypte ont été rejetées, et invoque la deuxième phrase de l'article 6.1.1 qui dit ceci: "[t]oute demande de prorogation du délai de 30 jours devrait être dûment prise en considération et, sur exposé des raisons, cette prorogation devrait être accordée chaque fois que cela sera réalisable". *Première communication de la Turquie*, section IV-C, paragraphes 3 et 4 (pages 56 et 57). À cet égard, les États-Unis se bornent à souligner que la deuxième phrase de l'article 6.1.1 n'impose aux autorités aucune obligation spécifique d'octroyer des prorogations.

29. Si ces points ne sont pas clairs, il sera difficile pour le Groupe spécial et les autres parties d'examiner les arguments. Lorsque les allégations spécifiques ne sont pas clairement formulées dans les premières communications, les choses sont particulièrement difficiles pour les tierces parties, qui peuvent n'avoir pas la possibilité de participer ultérieurement à la procédure lorsque ces points sont clarifiés. Enfin, comme l'Accord antidumping représente une série d'obligations soigneusement négociées et délimitées, la question de savoir si un Membre a manqué à une obligation ne peut être examinée que par rapport au texte des dispositions spécifiques de l'Accord.[17]

[17] La Turquie cite les observations adressées par certains Membres au Comité des pratiques antidumping au cours du processus d'examen prévu à l'article 18.5. Voir la *première communication de la Turquie*, note de bas de page 107 (page 55). Ces observations ne représentent que les vues d'un Membre et ne constituent pas des éléments appropriés faisant autorité sur lesquels le Groupe spécial puisse s'appuyer.

ANNEXE 12-2

DÉCLARATION ORALE DES ÉTATS-UNIS EN QUALITÉ DE TIERCE PARTIE

I. INTRODUCTION

1. Merci, Monsieur le Président et Messieurs les membres du Groupe spécial. C'est avec un plaisir sincère que nous nous adressons à vous aujourd'hui pour vous présenter les vues des États-Unis dans la présente procédure. Dans cette déclaration orale, nous proposons de mettre en lumière certains aspects de notre déclaration écrite, compte tenu en particulier des questions soulevées par d'autres tierces parties, et de présenter brièvement nos vues sur certaines autres questions.

2. Comme nous l'avons indiqué dans notre communication écrite, les États-Unis n'étant pas partie à la procédure administrative qui est à l'origine du présent différend, leur connaissance des faits de la cause est nécessairement limitée à ce qui a été indiqué dans les communications des parties. Les États-Unis limiteront donc leurs arguments aux questions d'interprétation du droit.

II. EXAMEN D'ÉLÉMENTS DE PREUVE NE FIGURANT PAS AU DOSSIER

3. À titre préliminaire, nous voudrions appeler l'attention sur la controverse que suscitent certains documents cités dans le mémoire de la Turquie. Dans sa communication, l'Égypte a soutenu que les documents en question n'avaient pas été présentés aux autorités chargées de l'enquête dans la procédure en cause, et ne devraient donc pas être examinés par le Groupe spécial.

4. L'Accord antidumping, explicité par les rapports de groupes spéciaux antérieurs ou de l'Organe d'appel, est clair sur ce point: les renseignements non présentés aux autorités chargées de l'enquête ne sont pas pertinents lorsqu'un groupe spécial examine si un Membre a agi conformément à la règle énoncée à l'article 17.6 i). Cette disposition établit la règle qui doit être appliquée par le groupe spécial dans l'"évaluation des faits de la cause". Le texte introductif de l'article 17.6 indique clairement que la "question" visée par cet article est la même que la "question" visée à l'article 17.5.

5. Quant à l'article 17.5, il dispose que lorsqu'un groupe spécial est saisi d'une question, les faits sur lesquels il doit fonder son examen sont ceux qui ont été présentés aux autorités chargées de l'enquête. L'article 17.6 i) ne peut donc être compris que par référence à l'article 17.5 ii). Comme l'a expliqué l'Organe d'appel dans le rapport *Thaïlande - Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne*:

> "L'article 17.6 i) doit être lu conjointement avec l'article 17.5 ii) de l'Accord antidumping, aux termes duquel un groupe spécial doit examiner la question en se fondant sur les "faits" communiqués aux autorités chargées de l'enquête conformément aux procédures internes appropriées".[1]

6. La question de la gamme des éléments de preuve que le Groupe spécial est habilité à examiner a été traitée lors de différends antérieurs. Par exemple, dans le rapport *Mexique - Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des*

[1] Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande - Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne*, WT/DS122/AB/R, adopté le 5 avril 2001, paragraphe 17.

États-Unis[2], le Groupe spécial a récapitulé l'ensemble des éléments de preuve pertinents au titre de l'article 17.5 ii):

> "Compte tenu du critère d'examen de l'article 17.5 ii), nous notons que nous pouvons prendre en considération dans notre examen de cette question uniquement ce qui était effectivement à la disposition de l'autorité chargée de l'enquête au moment de l'ouverture de l'enquête pour évaluer la compatibilité de l'ouverture avec l'article 5.3, et devons examiner si l'établissement des faits par le SECOFI a été correct et si son évaluation de ces faits a été impartiale et objective."

7. De même, dans le rapport *États-Unis - Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*[3], le Groupe spécial a affirmé ce qui suit:

> "Il nous semble clair, au regard de cette proposition, qu'un groupe spécial ne peut pas, lorsqu'il examine une allégation de violation de l'Accord antidumping dans une détermination donnée, prendre en compte des faits ou des éléments de preuve qu'une partie lui a présentés dans le but de démontrer l'existence d'une erreur dans la détermination concernant des questions que les autorités ont étudiées et sur lesquelles elles se sont prononcées, à moins qu'ils n'aient été communiqués conformément aux procédures internes appropriées aux autorités du pays procédant à l'enquête au cours de celle-ci ...
>
> [L]e fait que l'article 17.5 ii) et les dispositions du Mémorandum d'accord sont complémentaires n'enlève rien à l'importance qu'a l'article 17.5 ii) pour guider nos décisions à cet égard. C'est une disposition spécifique qui oriente un groupe spécial lorsqu'il décide quels sont les éléments de preuve qu'il va prendre en compte pour examiner une allégation au titre de l'Accord antidumping. En outre, elle donne effet au principe général voulant que les groupes spéciaux qui examinent les déterminations établies par les autorités chargées de l'enquête dans des affaires antidumping ne procèdent pas à un examen *de novo*."

8. Ainsi, l'article 17.5 ii) est pleinement applicable, et le Groupe spécial devrait ignorer les renseignements qui n'ont pas été présentés aux autorités égyptiennes.

9. Enfin, les CE imaginent une situation dans laquelle des renseignements auraient été indûment rejetés par les autorités chargées de l'enquête, et font valoir que, dans cette situation, il peut être demandé au Groupe spécial d'examiner les renseignements eux-mêmes. Les États-Unis ne s'associent pas nécessairement à cette affirmation, mais ils notent que les CE admettent que le rejet injustifié des renseignements présentés par la Turquie n'est pas en cause en l'espèce; le Groupe spécial n'a donc pas à examiner cette question.

III. QUESTIONS RELATIVES À L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE

10. Les États-Unis abordent maintenant les questions relatives à l'existence d'un dommage soulevées dans le présent différend. Ils traiteront des sujets suivants: 1) l'obligation d'examiner les incidences des importations faisant l'objet d'un dumping, prévue à l'article 3.4; 2) l'obligation

---

[2] Rapport du Groupe spécial *Mexique - Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis*, WT/DS132/R, adopté le 24 février 2000, paragraphe 7.105.

[3] Rapport du Groupe spécial *États-Unis - Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/R, adopté le 23 août 2001, paragraphe 7.6.

d'examiner s'il y a eu sous-cotation du prix, prévue à l'article 3.2; 3) l'examen de l'existence d'un lien de causalité entre les importations et le dommage, prévue à l'article 3.5; et 4) la détermination de la période visée par l'enquête aux fins de l'analyse du dommage.

A. L'OBLIGATION D'EXAMINER TOUS LES FACTEURS ÉCONOMIQUES PERTINENTS, INSCRITE À L'ARTICLE 3.4, NE DEVRAIT PAS ÊTRE CONFONDUE AVEC L'OBLIGATION DISTINCTE INSCRITE À L'ARTICLE 3.5 DE L'ACCORD

11. Abordant d'abord l'obligation inscrite à l'article 3.4, la Turquie fait valoir que les autorités égyptiennes n'ont pas dûment examiné les facteurs énumérés à l'article 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping.[4] Les États-Unis souscrivent à l'opinion selon laquelle les autorités chargées de l'enquête doivent évaluer les facteurs décisifs énumérés à l'*article 3.4* (ou d'autres facteurs économiques pertinents, non énumérés) lorsqu'elles examinent l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale, de manière que l'on puisse discerner les modalités selon lesquelles les importations affectent, entre autres choses, les ventes de la branche de production nationale, ses prix, sa part dans la production intérieure totale, sa rentabilité, ses résultats financiers ou la situation générale de la branche de production nationale. Faute de procéder à une telle analyse, les autorités chargées de l'enquête ne respecteraient pas l'article 3.4 de l'Accord antidumping. Cette question ne fait désormais plus aucun doute: elle a été examinée par des groupes spéciaux dans les différends *Sirop de maïs* et *Linge de lit*, ainsi que par l'Organe d'appel.

12. Les États-Unis, toutefois, ne souscrivent pas à l'affirmation de la Turquie selon laquelle les autorités chargées de l'enquête sont tenues de recenser les ventes particulières non réalisées. Lorsqu'elles évaluent les facteurs énumérés à l'article 3.4, lesdites autorités sont tenues, en vertu de l'Accord antidumping, d'examiner toute diminution effective ou potentielle des ventes, mais non de rechercher si des ventes déterminées n'ont pas été réalisées par la branche de production nationale par la faute d'importations faisant l'objet d'échanges déloyaux. Sans doute peut-il arriver, lorsqu'une enquête porte sur des biens d'équipement importants ou sur des marchandises faites à façon, commandés dans le cadre d'un marché, que la non-réalisation d'une seule vente ou d'un petit nombre de ventes spécifiques soit le signe indicateur de l'existence d'un dommage, mais il n'y a rien dans l'article 3.4 de l'Accord qui oblige spécifiquement un Membre à rechercher si telle ou telle vente n'a pas été réalisée lorsqu'il détermine l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale.

B. LA DÉTERMINATION DE SOUS-COTATION DU PRIX AU TITRE DE L'ARTICLE 3.2 N'A PAS TOUJOURS À ÊTRE FAITE SUR UNE BASE PRIX RENDU

13. En ce qui concerne la question de la sous-cotation du prix visée à l'article 3.2, les États-Unis partagent le point de vue selon lequel les déterminations de l'existence d'un dommage au titre de l'article 3 doivent être fondées sur des éléments de preuve positifs et comporter un examen objectif non pas seulement du volume des importations faisant l'objet d'un dumping, mais aussi de l'effet de ces importations sur les prix du marché intérieur. En vertu de l'article 3.2, lorsque les autorités chargées de l'enquête déterminent l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix, elles doivent examiner s'il y a eu, dans les importations faisant l'objet d'un dumping, sous-cotation notable du prix par rapport au prix d'un produit similaire du Membre importateur, ou si ces importations ont, d'une autre manière, pour effet de déprimer les prix dans une mesure notable ou d'empêcher dans une mesure notable des hausses de prix qui, sans cela, se seraient produites. La Turquie fait valoir (pages 3, 20 et 21) que, les autorités égyptiennes n'ayant pas fait en sorte que la comparaison entre prix intérieurs et prix des produits importés soit effectuée sur une base comparable, rendu clients, leur constatation de sous-cotation du prix était fondée sur une comparaison erronée des prix. Toutefois, rien dans l'Accord antidumping n'indique que les autorités soient juridiquement

[4] Première communication écrite de la Turquie, pages 3 et 8 à 19.

tenues de ne procéder à une comparaison de prix que sur une base prix rendu. De fait, en bien des cas, les ventes sont faites sur une base f.a.b., et une conversion en prix rendu, outre qu'elle n'est pas nécessaire pour obtenir des prix comparables, risque de fausser les réalités commerciales.

C. L'OBLIGATION RÉSULTANT DE L'ARTICLE 3.5

14. En ce qui concerne l'argument de la Turquie concernant l'article 3.5, il apparaît qu'aucune des parties ne conteste le fait que l'Accord antidumping ne prescrit pas la méthodologie précise que doivent employer les Membres pour établir l'existence du lien de causalité requis entre les importations visées et le dommage subi par la branche de production nationale. Dans le rapport *Acier laminé à chaud*, l'Organe d'appel a confirmé que l'article 3.5 laisse aux Membres le choix des moyens à employer pour satisfaire à la prescription de non-imputation.

15. Bien que les États-Unis s'associent à l'affirmation de la Turquie selon laquelle l'examen des facteurs énumérés à l'article 3.4 est obligatoire, ils n'estiment pas que cela implique que l'examen des facteurs énumérés à l'article 3.5 soit aussi obligatoire. En ne faisant pas de distinction entre les analyses requises au titre de l'article 3.4 et 3.5, la Turquie a laissé l'impression erronée que les facteurs visés au paragraphe 5 de l'article 3 doivent être examinés et pris en considération dans toute détermination. Les termes mêmes de cette disposition montrent bien que tel n'est pas le cas.

16. Bien que l'article 3.5 prescrive aux Membres d'"examiner" [ ] ... tous les facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale ...", la nature de cette obligation est différente de celle qui découle de la prescription inscrite à l'article 3.4, selon laquelle tous les facteurs économiques pertinents doivent être examinés. En particulier, l'article 3.5 dispose que la démonstration par les autorités du lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage se fondera sur l'examen de tous les éléments de preuve pertinents dont elles disposent. L'énumération de facteurs précis figurant à l'article 3.5 n'indique pas que l'examen de ces facteurs soit obligatoire, mais illustre simplement le type de facteurs qui peuvent être examinés par les autorités chargées de l'enquête. L'article 3.5 fait explicitement référence aux facteurs causaux qui "*pourront être pertinents*" à cet égard.[5] De plus, l'obligation des autorités chargées de l'enquête visée à l'article 3.5 ne s'étend qu'aux facteurs "connus".

17. Fait plus important, l'article 3.5 n'oblige pas les autorités chargées de l'enquête à démontrer qu'il n'y a pas d'autres facteurs causant aussi un dommage à la branche de production nationale ni à examiner des facteurs autres que ceux qui sont connus d'elles. En conséquence, un plaignant ne peut s'acquitter de l'obligation de justifier *prima facie* sa plainte en se contentant de suggérer qu'il *peut* y avoir d'autres facteurs non identifiés contribuant au dommage.

D. LES PÉRIODES VISÉES PAR L'ENQUÊTE RELATIVE À L'EXISTENCE D'UN DUMPING ET DE L'ENQUÊTE RELATIVE À L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE

18. En ce qui concerne la période qu'il convient de retenir comme période visée par l'enquête aux fins de la détermination de l'existence d'un dumping et aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage, l'Accord antidumping ne prescrit aucune période précise pour la collecte de données. Étant donné la prescription inscrite à l'article 3.5, selon laquelle il "[doit] être démontré que les importations faisant l'objet d'un dumping causent, par les effets du dumping ... un dommage", les États-Unis estiment que les éléments "dumping" et "dommage" des enquêtes doivent être menés de pair, de

[5] Rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel *Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne*, WT/DS122/R, WT/DS122/AB/R, adoptés le 5 avril 2001).

manière que les autorités chargées de l'enquête puissent justifier l'existence - ou l'absence - du lien de causalité requis entre les importations dont il est allégué qu'elles font l'objet d'un dumping et tout dommage ou toute menace de dommage allégués. Cela ne veut pas dire, toutefois, que les deux périodes doivent être exactement les mêmes. De fait, l'enquête relative à l'existence d'un dommage peut raisonnablement commencer assez longtemps avant ou se terminer assez longtemps après (ou encore à la fois commencer assez longtemps avant et se terminer assez longtemps après) l'enquête relative à l'existence d'un dumping, et être d'une durée suffisamment longue pour permettre aux autorités qui en sont chargées d'examiner diverses tendances manifestées par la branche de production nationale et par les importations.

IV. DÉTERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DUMPING

19. Les États-Unis voudraient maintenant aborder certaines des questions de droit présentées au Groupe spécial en rapport avec la détermination de l'existence d'un dumping établie par l'Égypte. Comme ils l'ont indiqué, les États-Unis borneront leurs observations à des questions d'interprétation du droit et de procédure.

20. Tout d'abord, comme nous l'avons mentionné dans notre communication, lorsque l'on examine le délai laissé pour répondre à une demande de renseignements complémentaires adressée après le questionnaire initial, les délais fixés à l'article 6.1.1 ne sont simplement pas pertinents. Les demandes de renseignements complémentaires ne sont pas des "questionnaires" au sens où ce terme est employé à l'article 6.1.1. Comme les CE le font observer dans leur communication, plusieurs dispositions de l'Accord prévoient des demandes de renseignements autres que des questionnaires. Fait particulièrement important, lorsque les autorités chargées de l'enquête ne jugent pas acceptables des éléments de preuve ou des renseignements présentés, elles doivent demander un complément d'information et accorder un délai "raisonnable" pour répondre à cette demande "compte dûment tenu des délais fixés pour la durée de l'enquête".

21. Toutefois, même si les États-Unis ne croient pas que le délai fixé à l'article 6.1.1 soit pertinent s'agissant des demandes de renseignements subséquentes, ils estiment, comme le Japon, que le Groupe spécial peut examiner cette période pour s'assurer que la partie s'est vu ménager "d'amples possibilités" de présenter des éléments de preuve, comme l'exige l'article 6.1, et a eu toutes possibilités de défendre ses intérêts, comme l'exige l'article 6.2. Toutefois, lorsqu'il détermine si les autorités chargées de l'enquête ont agi raisonnablement, le Groupe spécial doit garder à l'esprit le fait que les besoins de la partie interrogée et les circonstances qui lui sont propres ne constituent pas la seule considération pertinente. Elles doivent mettre en balance ces besoins et ces circonstances avec les délais assignés aux enquêtes à l'article 5.10, et le temps nécessaire aux autorités chargées de l'enquête pour procéder à une analyse correcte, bien argumentée et bien expliquée.

22. Les États-Unis voudraient aussi préciser un point concernant la collecte de renseignements après vérification - outre que la collecte de renseignements complémentaires après vérification est autorisée par l'Accord, il est extrêmement souhaitable que les autorités chargées de l'enquête aient le droit de procéder à une telle collecte, car cela va dans le sens de déterminations plus correctes. Dans la mesure où les autorités se rendent compte, après avoir procédé à une vérification qu'elles ont besoin d'éclaircissements sur tel ou tel point, il y va de la correction de leur détermination qu'elles soient autorisées à demander de tels éclaircissements, pour autant qu'elles fixent un délai raisonnable.

23. Le paragraphe 7 de l'annexe I ne limite aucunement le pouvoir des Membres de collecter d'autres renseignements après vérification. Comme cela est noté dans notre communication écrite, cette disposition n'est applicable qu'aux questionnaires, et non aux demandes supplémentaires de renseignements. La disposition citée vise la pratique abusive qui consiste à enquêter sur place sur les pratiques commerciales d'une entreprise interrogée avant que cette dernière n'ait même été informée des renseignements requis, et avant qu'elle n'ait eu la possibilité de formuler sa réponse. Le

paragraphe 7 porte donc sur la chronologie des vérifications, et non sur la chronologie des demandes de renseignements.

24. À cet égard, les États-Unis voudraient aussi signaler le risque de confusion tenant à la lumière dont certaines parties ont employé le terme "vérification". La Turquie s'est élevée contre ce qu'elle appelle les vérifications "par correspondance" effectuées par l'Égypte. Le Japon a repris ce terme, et fait valoir que dès lors que des vérifications sur place sont prévues, tout autre type de "vérification" est prohibé. Cet emploi erroné du terme "vérification" pourrait prêter gravement à confusion. La vérification n'est pas requise aux termes de l'article 6.7, mais une vérification sur place peut être effectuée par le Membre qui procède à l'enquête s'il en attend quelque avantage et si le Membre exportateur l'autorise. Les parties interrogées n'ont pas le droit d'escompter qu'une vérification sera effectuée pour fournir des renseignements nécessaires. Qu'il y ait ou non vérification, cela ne change pas l'obligation incombant aux parties interrogées de fournir les renseignements demandés et d'étayer les allégations qu'elles présentent. Demander une telle justification n'est pas une "vérification".

25. Le processus de l'enquête antidumping est un processus astreignant, tant pour les autorités chargées de l'enquête que pour la partie interrogée. Établir les déterminations requises tout en satisfaisant à l'obligation de s'assurer de l'exactitude des renseignements inscrite à l'article 6.6 et en respectant les délais fixés par l'article 5.10 exige que soit recueilli un important volume de renseignements en peu de temps. Pour déterminer si une enquête a été menée conformément aux dispositions de l'Accord, le Groupe spécial doit garder à l'esprit un fait important: les renseignements nécessaires sont en la possession de la partie interrogée. S'il est vrai que les autorités chargées de l'enquête doivent ménager aux parties intéressées toute possibilité de défendre leurs intérêts, il y a, au bout du compte, une charge qui incombe aux parties interrogées. La qualité de la détermination sera directement fonction de la rapidité et de l'esprit de coopération dont les parties interrogées auront fait preuve. Il ne faudrait pas qualifier de vérification "par correspondance" - pour la rejeter - l'insistance mise à obtenir que ces parties fournissent les renseignements demandés. Il n'y a rien d'impropre à demander aux parties interrogées de fournir des éléments de preuve documentaires pour établir la véracité des allégations qu'elles ont présentées. De fait, c'est bien ce qu'exige l'Accord.

26. Les États-Unis se félicitent de l'occasion qui leur a été donnée de traiter de ces points devant le Groupe spécial, et seront heureux de répondre à toutes questions.

ANNEXE 12-3

RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS EN QUALITÉ DE TIERCE PARTIE AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL

Question n° 1

Selon les États-Unis, quel devrait être le rôle des autorités chargées de l'enquête lorsqu'il s'agit d'établir, dans le cadre d'une enquête antidumping, l'existence des "facteurs connus autres" dont il est question à l'article 3.5, et quel est le fondement juridique de la position des États-Unis?

Réponse

1. L'article 3.5 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("Accord antidumping") dispose que les Membres "examineront tous les facteurs *connus* autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale …". L'utilisation du mot "connu" est importante, car ce mot n'apparaît nulle part ailleurs dans le texte de l'article 3 pour définir les facteurs pertinents concernant l'existence d'un dommage ou d'un lien de causalité. En fait, l'introduction du terme "connu" dans l'article 3.5 est l'un des principaux changements concernant la causalité intervenus entre l'Accord antidumping du Tokyo Round et l'Accord antidumping de l'OMC. Le fait qu'il soit utilisé exclusivement en rapport avec les facteurs autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui peuvent causer un dommage distingue indiscutablement les obligations des autorités chargées de l'enquête associées à ces facteurs de celles associées aux autres facteurs énumérés à l'article 3. Le sens ordinaire du terme "connu" indique clairement que l'obligation des autorités chargées de l'enquête à cet égard se limite à l'examen des facteurs dont les autorités chargées de l'enquête ont connaissance, ou qui sont portés à leur connaissance, ou dont ils sont informés.[1]

2. Le texte ne prescrit d'aucune manière, explicite ou implicite, aux autorités chargées de l'enquête de rechercher positivement des renseignements sur d'autres facteurs possibles éventuels non "connus" d'elles qui peuvent causer un dommage. Ainsi, les facteurs seront connus des autorités chargées de l'enquête en vertu de tout renseignement pertinent qu'ils ont déjà dans le dossier pertinent, ou en raison de renseignements fournis par les participants à l'enquête. À cet égard, nous nous associons à l'observation des Communautés européennes[2] concernant la pertinence des constatations faites par le Groupe spécial dans l'affaire *Thaïlande – Poutres en H,* qui sont les suivantes:

> "Nous estimons que les autres facteurs "connus" incluraient les facteurs de causalité qui sont clairement signalés aux autorités chargées de l'enquête par les parties intéressées au cours d'une enquête antidumping. Nous sommes d'avis que l'article 3.5 de l'Accord antidumping ne prévoit pas expressément que les autorités chargées de l'enquête doivent chercher à connaître et examiner dans chaque cas, de leur propre initiative, les effets de tous les facteurs possibles autres que les importations qui

[1] The Shorter Oxford English Dictionary, édition 1993.

[2] Voir la déclaration orale des Communautés européennes en qualité de tierce partie, 27 novembre 2001, paragraphe 4.

peuvent causer un dommage à la branche de production nationale visée par l'enquête."[3]

3. Les facteurs énumérés dans la dernière phrase de l'article 3.5, par ailleurs, ne sont que des exemples de facteurs qui, s'ils sont connus des autorités chargées de l'enquête, doivent être examinés par elles lorsqu'elles cherchent à s'assurer qu'aucun dommage causé par des facteurs autres que les importations visées n'est imputé à ces importations. Le fait que cette liste est seulement exemplative ressort du texte introductif qui dispose que les facteurs énumérés *pourront* être pertinents. Par conséquent, les facteurs énumérés à l'article 3.5 ne constituent pas une liste des sujets que les autorités chargées de l'enquête doivent impérativement examiner dans chaque enquête. Les autorités chargées de l'enquête peuvent s'en remettre aux parties intéressées pour porter à leur attention les facteurs "connus" pertinents.

Question n° 2

L'obligation qui est faite aux autorités chargées de l'enquête dans le cadre d'une enquête antidumping en ce qui concerne l'établissement des "autres facteurs connus" aux termes de l'article 3.5 de l'Accord antidumping est-elle différente de l'obligation d'établir "tous les facteurs pertinents" aux termes de l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes et, dans l'affirmative, en quoi ces obligations sont-elles différentes et quels sont leurs fondements juridiques?

Réponse

4. Selon les États-Unis, l'Accord antidumping et l'Accord sur les sauvegardes établissent des obligations très différentes en matière d'enquête, comme il convient étant donné les objectifs différents de ces accords, les droits et obligations particuliers qui en résultent respectivement, et les différences appréciables existant dans le libellé des deux accords. Du fait de l'utilisation de l'expression "facteurs connus" à l'article 3.5 de l'Accord antidumping, les autorités chargées de l'enquête n'ont, en vertu de cet article, aucune obligation de rechercher des causes de dommage autres que les importations faisant l'objet d'un dumping. Étant donné, en particulier, l'absence de la même expression "facteurs connus" dans le texte de l'article 4.2 de l'Accord sur les sauvegardes, cet article n'est pas utile pour renseigner sur la nature des obligations incombant aux autorités chargées de l'enquête en vertu de l'Accord antidumping, qui est la question pertinente dont le présent Groupe spécial est saisi.

5. De plus, la référence spécifique de l'Accord sur les sauvegardes à l'évaluation par les autorités compétentes de "tous les facteurs pertinents" de nature objective et quantifiable qui influent sur la situation de cette branche apparaît à l'article 4.2 a), qui concerne la détermination de l'existence d'un dommage grave, et non à l'article 4.2 b) qui concerne le lien de causalité. La disposition de l'Accord antidumping qui est la plus directement comparable à l'article 4.2 a) de l'Accord sur les sauvegardes, sans toutefois être identique, n'est pas l'article 3.5, mais l'article 3.4.

Question n° 3

Les États-Unis semblent estimer que les faits "communiqués" au cours de l'enquête auxquels se réfère l'article 17.5 ii) signifient les faits "présentés" aux autorités chargées de

[3] Voir le rapport du Groupe spécial *Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne* ("*Thaïlande – Poutres en H*"), WT/DS122/R, adopté le 5 avril 2001, tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS122/AB/R, paragraphe 7.273.

l'enquête. Selon les États-Unis, par qui, de quelle manière et quand ces renseignements seraient-ils présentés?
Réponse

6. Selon les États-Unis, l'article 17.5 ii) limite l'examen auquel doit procéder le Groupe spécial aux faits qui ont été présentés aux autorités chargées de l'enquête, soit au moyen d'une communication faite par une personne, comme on le verra ci-après, soit dans le cadre de leurs propres activités d'enquête. La référence aux faits "communiqués" est importante en ce sens qu'elle exclut de l'examen les faits qui, bien que théoriquement "accessibles", n'ont pas été effectivement présentés aux autorités chargées de l'enquête.

7. La question posée par le Groupe spécial trouve sa réponse générale dans le libellé même de l'article 17.5 ii) lequel dispose que, même si les faits ont été "communiqués", ils ne sont pertinents pour être examinés par le Groupe spécial que s'ils ont été communiqués "conformément aux procédures internes appropriées". Ce membre de phrase réserve à chaque membre le pouvoir de déterminer par qui, de quelle manière et quand les renseignements peuvent être présentés au cours de l'enquête.

8. Cela ne veut pas dire que ce pouvoir soit absolu. Par exemple, bien que les procédures internes puissent spécifier qui a le droit de présenter des renseignements, cette procédure doit être conforme à la prescription de l'article 6.11 qui dispose que les parties intéressées seront:

i) un exportateur ou producteur étranger ou l'importateur d'un produit faisant l'objet d'une enquête ou un groupement professionnel commercial ou industriel dont la majorité des membres produisent, exportent ou importent ce produit;

ii) le gouvernement du Membre exportateur; et

iii) un producteur du produit similaire dans le Membre importateur ou un groupement professionnel commercial ou industriel dont la majorité des membres produisent le produit similaire sur le territoire du Membre importateur.

9. De la même manière, l'article 6.12 prescrit aux autorités chargées de l'enquête de permettre aux utilisateurs industriels et aux organisations de consommateurs représentatives de fournir des renseignements qui ont un rapport avec l'enquête en ce qui concerne le dumping, le dommage et le lien de causalité.

10. Si la question de savoir *qui* est autorisé à fournir des renseignements fait l'objet de lignes directrices assez claires, la question de savoir *quand* est plus vague aux termes de l'Accord. Les Membres ont le pouvoir de fixer des délais. Ce pouvoir est toutefois clairement limité par la prescription de l'article 6.1.1, selon laquelle les autorités ménageront un délai d'au moins 37 jours pour répondre aux questionnaires. La conformité avec l'article 6.1 des délais impartis pour communiquer des renseignements peut également faire l'objet d'un examen visant à s'assurer que les parties intéressées se sont vu ménager d'amples possibilités de présenter par écrit tous les éléments de preuve qu'elles juge[aient] pertinents. Enfin, dans la mesure où les autorités chargées de l'enquête n'ont pas l'intention d'accepter les renseignements qui leur sont communiqués, elles doivent, aux termes du paragraphe 6 de l'Annexe II, accorder "un délai raisonnable, compte dûment tenu des délais fixés pour la durée de l'enquête" afin que les parties aient la possibilité de fournir des explications complémentaires. Toutefois, l'article 6.14 va à l'encontre de ces limitations concernant les délais en établissant clairement qu'un Membre est libre d'agir avec diligence. Ce principe est renforcé par les délais relativement courts prescrits à l'article 5.10.

11. Enfin, en ce qui concerne la question de savoir de quelle manière les renseignements doivent être communiqués, l'Accord comporte peu d'indications. En vertu de l'article 6.4, les renseignements doivent être communiqués par écrit, ou ramenés de toute autre manière à une forme permettant d'en prendre connaissance. En vertu de l'article 6.2, la possibilité de se faire entendre doit être ménagée. De plus, les parties qui fournissent des renseignements confidentiels doivent en donner des résumés non confidentiels. Hormis ces prescriptions, les autorités sont libres de définir les procédures appropriées selon lesquelles les parties doivent communiquer les renseignements.

***

12. Les États-Unis voudraient aussi saisir cette occasion pour exposer brièvement leur avis sur l'une des questions posées au Japon.

Questions posées au Japon

Question n° 3

Comment le Japon interprète-t-il l'article 2.4, dans son contexte?

Réponse

13. Les États-Unis estiment que la première phrase de l'article 2.4 ne peut pas être dissociée du contexte du reste de l'article 2.4. Tandis que la première phrase de cet article prescrit de procéder à une "comparaison équitable", le reste de l'article *définit* la manière de procéder à "[cette comparaison]".

14. L'article 2.6 du Code antidumping, qui a précédé l'article 2.4, définissait également ce qui était prescrit "*pour que* la comparaison … soit équitable" (pas d'italique dans l'original). L'expression "pour que" utilisée dans cette disposition était ambiguë. Une interprétation possible de ce libellé était qu'il n'était pas exigé de procéder à une comparaison équitable, mais que si un Membre souhaitait le faire, il devait procéder de la manière prescrite à l'article 2.6. Ainsi, l'ensemble de l'article 2.6 aurait pu être interprété comme n'ayant pas de caractère obligatoire. En d'autres termes, l'article 2.6 prescrivait clairement la *manière* de procéder à une comparaison équitable, mais la comparaison équitable elle-même n'était pas explicitement prescrite.

15. Dans l'actuel Accord, on a supprimé cette ambiguïté en ajoutant la première phrase de l'article 2.4, qui rend explicite la prescription de procéder à une comparaison équitable. Le reste de l'article 2.4, quant à lui, comme le texte qui l'a précédé, définit la comparaison. Ainsi, l'article 2.4 de l'Accord actuel a un caractère explicitement obligatoire – il prescrit aux membres de procéder à une comparaison équitable, et il leur dicte la manière de le faire. Cette interprétation de l'article 2.4 est également cohérente avec l'historique de sa rédaction. Dans ce que l'on appelle le "Projet Dunkel", l'article 2.4 se lit comme suit:

> "Il sera procédé à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale. *Elle portera sur des prix pratiqués* au même niveau commercial ..." (pas d'italique dans l'original).

16. On peut dire que cette formulation était ambiguë en ce sens qu'elle n'indiquait pas si la prescription de procéder à une comparaison équitable était indépendante ou non. Dans la rédaction finale, toutefois, le libellé a été modifié pour se lire comme suit:

> "Il sera procédé à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale. *Elle sera faite* au même niveau commercial ..." (pas d'italique dans l'original).

17. Le remplacement de l'expression initiale par le mot "elle" établit une référence au sujet de la phrase précédente, c'est-à-dire à "une comparaison équitable", qui est ce qu'on est en train de définir.

18. On trouve une autre justification de cette interprétation de l'article 2.4 dans la première phrase de l'article 2.4.2 qui fait référence aux "dispositions régissant la comparaison équitable énoncées au paragraphe 4". Le mot pluriel "dispositions" ainsi que la référence au "paragraphe 4" et non à "la première phrase du paragraphe 4" indiquent clairement que ce texte renvoie à la totalité de l'article 2.4. De plus, ce texte précise que l'ensemble de l'article 2.4, et non pas seulement sa première phrase, constitue les dispositions qui "régissent la comparaison équitable".

19. Compte tenu de l'objet et du but de l'Accord antidumping, rien ne justifie une interprétation de l'article 2.4 qui dissocie l'obligation inscrite dans cet article de procéder à une comparaison équitable des ajustements requis pour établir la comparabilité des prix. Conformément à l'article 2.1, l'analyse relative à l'existence d'un dumping se fonde sur une comparaison des prix auxquels sont réalisées les ventes sur le marché d'exportation avec les prix auxquels sont réalisées les ventes sur le marché intérieur. En exigeant qu'il soit dûment tenu compte de tous les facteurs affectant la comparabilité des prix, l'article 2.4 garantit que les prix utilisés pour déterminer l'existence d'un dumping mentionnés à l'article 2.1 sont "comparables", c'est-à-dire qu'une comparaison entre ces prix est équitable. Il n'est tout simplement pas logique d'affirmer que même lorsque les transactions sur les deux marchés sont rendues comparables en ce qui concerne tous les facteurs affectant le prix, leur comparaison dans le cadre d'une analyse relative à l'existence d'un dumping pourrait ne pas être équitable.[4] La notion de caractère équitable et celle de comparabilité sont indissociables.

[4] De la même manière, dissocier la prescription d'une comparaison équitable de la prescription de comparabilité des prix implique qu'une comparaison entre deux prix qui ne sont pas comparables pourrait être équitable, conclusion qui est franchement absurde.

ANNEXE 13

PROCÉDURES DE TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRES DU GROUPE SPÉCIAL CONCERNANT CERTAINS RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX CONFIDENTIELS

1. L'Égypte transmettra au Groupe spécial six exemplaires, et à la Turquie, un exemplaire, de l'*analyse confidentielle du dommage*, dont elle a fait mention dans sa réponse écrite à la question n° 5 du Groupe spécial, datée du 7 décembre 2001.

2. L'Égypte marquera la page couverture et/ou la première page du document renfermant des renseignements commerciaux confidentiels et chacune des pages renfermant des renseignements de cette nature pour en indiquer la présence. Plus précisément, les renseignements en question figureront entre double crochet, de la manière indiquée ci-après: [[xx,xxx.xx]]. La première page ou la page couverture du document portera la mention: "Les pages xxxxxx renferment des renseignements commerciaux confidentiels."; la même mention sera apposée au haut de chacune des pages du document.

3. Comme l'exige l'article 18:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, la Turquie traitera comme confidentiels les renseignements figurant dans l'*analyse confidentielle du dommage* qui auront été désignés comme étant des renseignements commerciaux confidentiels aux termes des présentes procédures; c'est-à-dire que la Turquie ne divulguera pas les renseignements que contient cette analyse sans l'autorisation formelle de l'Égypte. La Turquie sera garante de tous les membres de sa délégation qui, aux fins des présentes procédures supplémentaires uniquement, ne comprendra aucun employé d'une entité privée qui était partie intéressée à l'enquête antidumping. En particulier, nul membre de la délégation turque ne divulguera à quiconque en dehors de la délégation des renseignements qui auront été désignés comme étant des renseignements commerciaux confidentiels aux termes des présentes procédures, et les renseignements de cette nature ne pourront être utilisés que dans le cadre des communications et de l'argumentation afférentes au présent différend et à nulle autre fin.

4. Toute partie faisant référence dans ses communications écrites ou ses déclarations orales à des renseignements qui auront été désignés comme étant des renseignements commerciaux confidentiels aux termes des présentes procédures devra identifier clairement tous ces renseignements dans ces communications et déclarations. Toutes les communications écrites de cette nature seront marquées de la manière indiquée au paragraphe 2. Une version non confidentielle, clairement identifiée comme telle, de toute communication écrite renfermant des renseignements commerciaux confidentiels, sera transmise au Groupe spécial en même temps que la version confidentielle. Lorsqu'une déclaration orale renferme des renseignements commerciaux confidentiels, une version non confidentielle sera communiquée par écrit dans le jour qui suit le prononcé de la déclaration. Les versions non confidentielles seront rédigées de manière à faire raisonnablement comprendre la teneur des renseignements commerciaux confidentiels dont elles auront été expurgées.

5. Le Groupe spécial s'engage à ne pas divulguer dans son rapport ni d'aucune autre manière des renseignements qui auront été désignés comme étant des renseignements commerciaux confidentiels aux termes des présentes procédures. Il pourra toutefois en tirer des conclusions.

6. Cependant, les communications renfermant des renseignements qui auront été désignés comme étant des renseignements commerciaux confidentiels aux termes des présentes procédures feront partie du dossier qui sera transmis à l'Organe d'appel dans l'éventualité où il serait fait appel du rapport du Groupe spécial.